Zeitschrift: Tagblatt des Grossen Rates des Kantons Bern
Herausgeber: Grosser Rat des Kantons Bern
Band: - (1967)

Rubrik: Septembersession

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 29.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tagblatt

des Grossen Rates des Kantons Bern

Kreisschreiben

an die Mitglieder des Grossen Rates

Saignelégier, den 18. August 1967

Herr Grossrat,

Gemäss Artikel 2 der Geschäftsordnung des Grossen Rates beginnt die nächste Session

Montag, den 4. September 1967

Sie werden eingeladen, sich am genannten Tage um **14.15 Uhr** im Grossratssaal, Rathaus Bern, zur ersten Sitzung einzufinden.

Zur Behandlung kommen folgende Geschäfte:

Gesetzesentwürfe

zur zweiten Beratung:

Gesetz über das Salzregal

Dekretsentwürfe

zur Beratung:

1. Dekret über die Organisation der Forstdirektion
2. Dekret über die Kirchensteuern
3. Dekret über die Organisation der Baudirektion
4. Dekret betr. die Gebühren des Verwaltungsgerichtes
5. Dekret betr. die Organisation des Betreibungsamtes und des Konkursamtes des Amtsbezirkes Bern

zur Bestellung einer Kommission:

1. Staatsverfassung des Kantons Bern (Abänderung von Art. 13 Abs. 1)
2. Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates Bern
3. Gesetz über die Abänderung von Beitrags- und Abgabevorschriften
4. Dekret über die Organisation der Direktion der Volkswirtschaft (Abänderung)
5. Dekret betr. die Errichtung von Pfarrstellen
6. Dekret über die Besoldungen der Geistlichen der bernischen Landeskirchen (Abänderung)
7. Dekret über die Versicherungskasse der bernischen Staatsverwaltung (Abänderung)
8. Dekret über die Teuerungszulagen für die Jahre 1967/68:
   a) Mitglieder des Regierungsrates
   b) Behördemitglieder und Staatspersonal
   c) Lehrer der Primar- und Mittelschulen
   d) Rentenbezüger der Versicherungskasse und der Lehrerversicherungskasse

Direktionsgeschäfte

(siehe separate Vorlage)

Weitere Geschäfte

Regierungspräsidium

1. Eintritt neuer Mitglieder in den Rat
2. Staatsverwaltungsbericht 1966

Polizeidirektion

1. Einbürgerungen
2. Strafnachlassgesuche

Finanzdirektion

1. Staatsrechnung 1966
2. Bernische Kreditkasse

Parlamentarische Eingänge

siehe separate Vorlage

* * *

Wahlen

Zwei kaufmännische Mitglieder des Handelsgerichtes

Auf die *Tagesordnung der ersten Sitzung* werden folgende Geschäfte gesetzt:

1. Eintritt neuer Mitglieder in den Rat
2. Geschäfte der Präsidialabteilung
3. Geschäfte der Polizeidirektion

Mit Hochschätzung

Der Grossratspräsident:
M. Péquignot

Erste Sitzung

Montag, den 4. September 1967,
14.15 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 190 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Achermann, Anliker, Barben, Burri (Bern), Flückiger, Hirt (Utzenstorf), Homberger, Iseli, Kästli (Ostermundigen); unentschuldigt abwesend ist Herr Grimm.

Le Président. Monsieur le Président et Messieurs les membres du Gouvernement, Messieurs les Députés et chers collègues, j'ai l'honneur et le plaisir de vous saluer en ce début de session qui est la première de la nouvelle année législative. Avant tout, je me dois de rendre hommage à mon prédécesseur, M. le Député Werner Hadorn qui fut un président aussi compétent que distingué. Avec une humeur égale, un calme oberlandais et une fermeté souriante, M. Hadorn a su diriger nos débats avec une autorité, une sûreté et une impartialité que je me plais à relever. Je suis certain que vous partagez mes sentiments et c'est au nom de tout le Grand Conseil que j'adresse à notre ancien président les remerciements chaleureux et l'expression de notre sincère gratitude pour le travail qu'il a accompli dans l'intérêt du Parlement et du canton de Berne.

Depuis notre dernière session, nous n'avons pas eu de votation cantonale. Cependant, le 2 juillet le peuple a été appelé aux urnes sur le plan fédéral pour se prononcer au sujet de l'initiative concernant le droit foncier. Dans notre canton la participation au scrutin a été de 32 %.

La Confédération ayant renoncé a fixé une autre votation fédérale cette année, le Conseil-exécutif a décidé tout récemment de reporter à l'année prochaine la votation populaire cantonale qui devait porter sur la modification de la loi du 9 décembre 1917 introduisant à titre facultatif le droit de vote des femmes en matière communale, ainsi que sur la loi sur la régale des sels que nous reprendrons en deuxième délibération au cours de la présente session. Cette décision du Gouvernement est pleinement justifiée. Elle évite de déranger trop souvent l'électeur et réduit aussi les frais.

Si notre rôle est d'abord de nous préoccuper des affaires cantonales, nous ne saurions pour autant rester indifférents aux événements internationaux qui ont marqué cet été brûlant du feu rallumé des canons meurtriers, de la misère de catastrophes naturelles, de difficultés économiques resurgies, de voyages diplomatiques importants, de conférences au sommet laborieuses, de décisions souveraines et de déclarations tonitruantes. Tous ces événements nous touchent plus ou moins directement et il est de notre devoir d'être vigilants et de manifester ou notre inquiétude ou notre approba-

tion ou notre réprobation. Certes, les menaces et les complications qui assombrissent l'horizon politique et économique mondial ne sauraient nous faire oublier nos propres problèmes cantonaux dont la solution pourrait cependant être facilitée si l'on voulait bien les ramener à leurs justes proportions raisonnables et surtout raisonnées. C'est dans cet ordre d'idées que je relève avec satisfaction l'entrée en activité de la Commission des 24, chargée par le Gouvernement de constituer le mémoire de la question jurassienne qu'il est temps de sortir de l'ornière. Nous devons faire confiance aux membres de cette Commission et les remercier de leur dévouement et du surcroît de travail qu'ils s'imposent, et tout spécialement son Président, M. Bauder, Président du Gouvernement, ainsi que ses collègues de la délégation gouvernementale, MM. Huber, Jaberg et Kohler. J'espère que tous les interlocuteurs consultés répondront aux questions posées et les invite instamment à respecter les délais fixés. J'espère également que pendant cette dernière étape de la consultation et de l'information l'atmosphère ne sera pas envenimée par des faits et des actes d'outrance et de violence qui ne pourraient que compliquer une situation déjà suffisamment tendue et compromettre les chances d'aboutissement d'une solution valable qui sauvegarde l'unité catonale à laquelle nous tenons indéfectiblement.

C'est sur ces considérations que je déclare ouverte notre session.

J'ai à vous faire les communications réglementaires suivantes:

Le décret fixant les émoluments du Tribunal administratif, ainsi que celui concernant l'organisation de l'Office des poursuites et faillites du district de Berne ont été confiés à la Commission de l'Economie publique en raison de leur peu d'importance.

Les motions No 2 de M. le Député Stauffer (Büren) et 10 de M. le Député Houriet ont été retirées, de même que la motion No 3 de M. le Député Schweizer est retirée dans le sens du rapport de la Direction de police. M. Schweizer déposera aujourd'hui même un nouveau texte qui sera admis à l'urgence et traité dans le cadre des affaires de la Direction de police, probablement demain déjà.

La question écrite No 63 de M. le Député Stauffer (Büren) a été renvoyée, de même que l'interpellation No 46 de M. le Député Favre qui sera absent lorsque nous traiterons les affaires des travaux publics. La motion No 7 de M. le Député Schädelin et le postulat No 27 de M. le Député Bärtschi (Wiggiswil) ayant trait au Règlement du Grand Conseil, le Gouvernement les a transmis à la Conférence présidentielle qui a décidé de n'y répondre, comme de coutume, qu'après avoir entendu les arguments de leurs auteurs. Nous n'aurons donc tout à l'heure que le développement et la réponse viendra en novembre. Toutes les affaires de direction seront traitées, à l'exception de celle de la deuxième série No 4895 concernant le port pour embarcations à Mörigen, la Commission d'économie publique ayant décidé son retrait pour complément à apporter au projet.

Les commissions parlementaires ayant à traiter d'actes législatifs seront formées comme suit:
Constitution, modification de l'article 15, 1er alinéa = 15 membres; Loi sur les finances de l'Etat = 21 membres; Décret sur la caisse d'assurance de l'administration = 15 membres; Décret sur les allocations de renchérissement = 15 membres.

En raison de leur peu d'importance, le décret sur l'organisation de la Direction de l'économie publique, modification, le décret concernant la création de postes d'ecclésiastiques, ainsi que le décret concernant le traitement des ecclésiastiques seront confiés à la Commission d'économique publique.

Sauf cas de force majeure, le programme général sera suivi dans l'ordre établi.

Les traditionnelles excursions de groupes auront lieu le deuxième mardi de la session. A cette occasion, la séance sera interrompue à 10 h 30 déjà.

M. le Député Andreas Burri, candidat médecin, m'a fait parvenir une excuse pour toute la session, en raison d'un séjour d'études qu'il effectue aux Etats-Unis jusqu'à fin octobre.

Notre collègue M. Karl Achermann a été durement touché dans santé. Il sera aussi absent pendant toute la session. Dans sa lettre d'excuse, il me dit aller mieux, quoique le médecin lui ait interdit toute reprise de travail.

Un autre collègue, M. Anton Anliker, est également hospitalisé. Il espère pouvoir être des nôtres pour la deuxième semaine de session.

Nous adresserons à ces deux collégues, avec des fleurs, nos voeux de bonne et complète guérison.

La durée de la session sera de 2 à 3 semaines. Celle de novembre débutera le lundi 6.

Contrairement à ce qui a été annoncé, la soirée offerte au Grand Conseil par le Männerchor de la ville de Berne ne pourra pas avoir lieu en novembre en raison de l'indisponibilité de son directeur. Elle a été reportée en février 1968, au lundi 12.

Avez-vous une question à poser au sujet de ces communications? Si ce n'est pas le cas, nous passons à l'ordre du jour qui appelle en premier lieu le rapport de gestion de la Présidence.

Verwaltungsbericht über die Präsidialabteilung für 1966

Dürig, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Herr Kollega Horst und der Sprechende haben der Staatskanzlei am 16. August 1966 den ordentlichen Besuch abgestattet. Die Herren Regierungspräsident Dr. Bauder und Staatsschreiber Hof standen uns für jede gewünschte Auskunft zur Verfügung.

In der Staatskanzlei werden zur Zeit 15 Personen beschäftigt. Der Aufgabenkreis ist äusserst vielfältig. Es muss in dieser Abteilung sehr speditiv gearbeitet werden. Ich möchte jedem Mitglied des Grossen Rates empfehlen, bei Gelegenheit einmal einen Rundgang in der Staatskanzlei zu machen, um dabei auch feststellen zu können, wo all die Drucksachen verschickt werden, die jedes Ratsmitglied auf die Sessionen hin erhält.

Wie dem Verwaltungsbericht entnommen werden kann, wurden im Jahre 1966 110 Regierungs-

ratssitzungen abgehalten und 8765 Geschäfte erledigt. Es stellt sich in diesem Zusammenhang die Frage, ob nicht durch Änderung von Erlassen und Gesetzen gewisse Vereinfachungen auf bestimmten Gebieten erfolgen könnten. Es ist aber Sache der Regierung selbst, entsprechende Vorschläge zu unterbreiten.

Wie Ihnen, meine Herren, bekannt ist, erfolgten im Berichtsjahre einige Umbesetzungen in den Direktionen, und eine neue Direktion wurde geschaffen, nämlich die Direktion für Verkehr, Energie- und Wasserwirtschaft. Die Abtrennung dieser Aufgabenkreise von der Baudirektion darf sicher heute schon als zweckmässig bezeichnet werden. Einem bernischen Baudirektor war es kaum mehr möglich, alle Aufgaben, die sich im Bereiche der beiden Direktionen ergaben, restlos zu erfüllen.

Wir dürfen festhalten, dass die einzelnen Direktionen mit guten und tatkräftigen Männern besetzt sind. Die Zusammenarbeit unter den einzelnen Direktionen kann als gut bezeichnet werden, was nicht heissen will, dass in einzelnen Fällen eine noch engere Zusammenarbeit zu begrüssen wäre. Auch hier sollte es heissen: «Me muess halt rede mitenand.»

Der Verwaltungsbericht gibt auch Auskunft über die Nebenbeschäftigungen unserer Herren Regierungsräte. Es darf dabei festgehalten werden, dass die meisten übernommenen Aufgaben, wenn nicht direkt, so doch indirekt im Interesse unserer Staatsverwaltung liegen. Sie dürfen deshalb bestimmt in diesem Rahmen verantwortet werden.

Ich möchte nicht auf weitere Einzelheiten des Verwaltungsberichtes eingehen, da jeder von Ihnen ja Gelegenheit hatte, den Bericht selber zu studieren. Erlauben Sie mir aber doch noch, auf einen Punkt aufmerksam zu machen, nämlich auf das Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit. Wir unterhielten uns sehr eingehend mit dem Herrn Regierungspräsidenten und mit dem Herrn Staatsschreiber über den Aufgabenkreis dieses Amtes. Es wäre sicher ein Irrtum zu glauben, das Amt sei für den Kanton Bern nicht notwendig. Im Gegenteil, wir dürfen heute festhalten, dass, wenn man das Amt seinerzeit nicht geschaffen hätte, wir es heute sicher ins Leben rufen müssten. Das Amt versieht zurzeit auch das Sekretariat der 24er-Kommission und hat auch hier wesentliche Aufgaben zu erfüllen. Ihnen, meine Kollegen, möchte ich empfehlen, mitzuhelfen, dass das Amt vermehrt für Orientierungsvorträge über die verschiedensten den Kanton betreffenden Fragen in Anspruch genommen wird. Das Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit wird Ihnen auch bei der Beschaffung von Dokumentationen gerne behilflich sein.

Abschliessend möchte ich im Namen der Staatswirtschaftskommission wie sicher auch im Namen des Grossen Rates den Herren Buri und Blaser, die im Berichtsjahr den Regierungsrat präsidiert haben, für ihren Einsatz bestens danken. Dank gebührt ferner nochmals den im Jahre 1966 ausgetretenen Regierungsräten Gnägi und Moine. Einen Dank möchte ich ebenfalls dem Herrn Staatsschreiber und seinen Mitarbeitern sowie dem zurzeit amtierenden Regierungspräsidenten abstatten. Danken möchte ich überdies für den freundlichen Empfang.

Im Namen der Staatswirtschaftskommission empfehle ich Ihnen, meine Herren Kollegen, den Verwaltungsbericht über die Präsidialabteilung für 1966 zu genehmigen.

Genehmigt.

Motion des Herrn Grossrat Schädelin — Behandlung der Dekrete im Grossen Rat

Schädelin. Am 9. Mai habe ich eine Motion mit folgendem Wortlaut eingereicht:

«Der Regierungsrat wird beauftragt, eine Änderung der Geschäftsordnung des Grossen Rates auszuarbeiten und vorzulegen, welche es ermöglicht, die Behandlung von Dekreten auf jeweiligen Mehrheitsbeschluss hin in zwei Lesungen aufzuteilen.»

Man weiss, dass der Berner kaum je eine Dummheit begeht, die er sich nicht vorher gründlich überlegt hat. Die Behandlung gewisser Dekrete verurteilt uns aber dazu, Dummheiten zu begehen, die wir uns nicht einmal überlegen konnten; denn in bezug auf Gesetze und Dekrete stellen wir eine Eigenart fest. Während für Gesetze zwei Lesungen obligatorisch sind, kennen wir für Dekrete nur eine Lesung, trotzdem sowohl Gesetze als auch Dekrete in bezug auf Inhalt, Länge, Problematik und Komplexität ganz verschieden sein können. Es gibt Gesetze, die man füglich in einer Lesung behandeln könnte, wenn es die Geschäftsordnung zuliesse, z. B. vollkommen unbestrittene Gesetze, die so kurz sind wie ein «Eingesandt» in einer Zeitung. Ich denke z. B. an die Abänderung des Kirchengesetzes zur Einführung der Wählbarkeit der Frau ins Pfarramt. Diese Gesetzesrevision gab kaum zu reden. Es mussten jedoch zwei Lesungen vorgenommen werden. Ich denke ferner an die Abänderung des Gesetzes vom 9. September 1966 über die Arbeitslosenversicherung. Auch diese Revision stiess auf keinerlei Opposition. Trotzdem mussten zwei Lesungen durchgeführt werden. Nun gibt es natürlich auch bei den Dekreten vollkommen einfache Geschäfte, die nicht zwei Lesungen erfordern. Auf der andern Seite haben wir jedoch in dieser und in der letzten Legislaturperiode Dekrete von grosser Komplexität und mit schwerwiegenden Folgen verabschiedet, die nicht sofort ohne weiteres zu überblicken sind. Ich denke z. B. an das Dekret über das Baubewilligungsverfahren. Dort waren wir uns keineswegs einig, wie auch schon bei manchem andern Dekret. Wenn sich irgendwie aus den Verhandlungen heraus die Notwendigkeit zu einem Abänderungsantrag ergab, musste der Kommissionspräsident vielfach sagen: «Meine Herren, diesen Antrag konnten wir in der Kommission nicht beraten. Der Antrag scheint vernünftig zu sein. Da ich die Tragweite des Antrages jedoch nicht zu überblicken in der Lage bin, muss ich Ihnen dessen Ablehnung empfehlen.» In ganz dringenden Fällen wurden auch schon zufolge der Ratlosigkeit die Beratungen unterbrochen, um der Kommission Gelegenheit zu geben, nochmals zusammenzutreten. Man hat dann das Dekret in der

zweiten Sessionshälfte zu Ende beraten. Was geschieht aber dann, wenn einmal zufälligerweise ein Dekret am letzten Sessionstage behandelt wird und die Zeit für eine Rückweisung an die Kommission fehlt? Es hat dies schon dazu geführt, dass man bei Dekretsbehandlungen zu Kniffen greifen musste, indem wir durch die Verschiebung der Beschlussfassung auf eine nächste Session so etwas wie eine zweite Lesung durchgeführt haben, obschon wir dies eigentlich nicht tun dürften. Es zeigt dies, dass durch die jetzige Geschäftsordnung in komplizierten Fällen dem Rate bei Dekretsbehandlungen Schwierigkeiten erwachsen können. Manchem Dekret merkt man es erst nachher, in der Praxis an, dass es über das Knie gebrochen werden musste.

Ich weiss, dass gegen meine Argumente Einwände erhoben werden können. Es könnte z. B. gesagt werden, sehr oft seien Dekrete eine sehr dringende Angelegenheit, deren Behandlung nicht verzögert werden sollte. Ich beantrage jedoch nicht eine obligatorische zweite Lesung für die Dekrete. Der Rat soll es vielmehr in der Hand haben, darüber zu entscheiden, ob er eine zweite Lesung vornehmen will oder nicht. Im Hinblick auf gewichtige Dekrete, die zur Behandlung kommen werden, erachte ich deshalb eine Änderung der Geschäftsordnung als angezeigt. Es darf nicht mehr vorkommen, dass Dekrete, die nachher gehandhabt werden müssen, Merkmale aufweisen, als ob sie übers Knie gebrochen worden wären. Ich bitte deshalb die Kommission, zu einem positiven Ergebnis zu kommen, dem der Rat zu gegebener Zeit zustimmen möge.

Postulat des Herrn Grossrat Bärtschi (Wiggiswil) — Rationalisierung im Grossrat-Sessionsbetrieb

(Siehe Seite 371 hievor)

Bärtschi (Wiggiswil). Ich bin etwas erstaunt, dass der Entscheid über mein Postulat erst im November erfolgen soll, da ich der Ansicht bin, ich hätte im Text des Postulates geschrieben, was ich verlange.

Es geht mir bei meinem Postulat um den Betrieb in unserem Rate, worüber ich Sie sicher nicht weiter ins Bild zu setzen brauche. Auch mit Details will ich nicht aufwarten. Ich möchte einzig festhalten, dass der äussere Rahmen auf die Arbeitsweise jedes Gremiums von sehr grosser Bedeutung ist. Ferner weise ich darauf hin, dass jede Zeit ihren Ausdruck und ihren Rhythmus hat und dass es sicher auch eine Aufgabe der jeweiligen Zeitgenossen ist zu prüfen, ob sie den angemessenen Rhythmus haben, der sie am weitesten bringt. In diesem Sinne bitte ich Sie, das Postulat wohlwollend zu behandeln.

Interpellation des Herrn Grossrat Leuenberger — Neuumschreibung des Föderalismus

(Siehe Seite 178 hievor)

Leuenberger. Auch ich kann mich bei der Begründung meiner Interpellation kurz fassen. Ich möchte an die Debatte anknüpfen, die wir hier vor allem in der Februarsession dieses Jahres geführt haben, wo wir eingehend über das Problem des Föderalismus diskutierten. Ich habe in meinem Interpellationstext bereits darauf hingewiesen. Wenn ich nach der Debatte noch eine Interpellation eingereicht habe – es geschah dies schon im Februar – so deshalb, weil ich der Überzeugung war, dass ein Aspekt des Problems zu wenig zur Geltung kam. In der öffentlichen Diskussion und auch in der Aussprache, die wir in unserem Rate über diese Problematik geführt haben, wurde hauptsächlich auf Beispiele hingewiesen, bei denen unsere heutige föderalistische Struktur zur Lösung der grossen Gegenwarts- und Zukunftsprobleme nicht genügt. Die zum Teil recht massive Kritik, die vorgetragen wurde, erfolgte jeweils unter der Betonung, dass man selbstverständlich am Grundsatz des Föderalismus festhalten wolle. Es wurden sogar Bekenntnisse zum Föderalismus abgegeben. Man will also bei uns – das erfuhr man auch aus der Diskussion in diesem Raatssaal – die föderalistische Struktur beibehalten. Man will sie jedoch zeitgemäss gestalten. Man will vor allem auf bestimmten Gebieten, sei es nun in der vertikalen oder horizontalen Art, durch ein neues Konzept Anpassungen an die Gegebenheiten der heutigen Zeit vornehmen. Die meisten in der öffentlichen Diskussion erwähnten Beispiele tendieren dahin, die kantonale Eigenständigkeit abzubauen. Trotzdem, wie ich schon betont habe, will man auf der andern Seite grundsätzlich die föderalistische Struktur beibehalten. Es scheint mir in dieser Situation von Bedeutung zu sein, dass man einmal definiert, wie ein zeitgemässer Föderalismus neu konzipiert werden kann. Dabei verhält es sich doch sicher so, dass vor allem die Kantone, die direkt Betroffenen, auch mitreden sollten. Sie sollten bestimmen, was nach ihrem Dafürhalten in Zukunft ihre Domäne sein soll und wie eine bessere Koordination bewerkstelligt werden kann. Um diesen Gesichtspunkt des Problems war es noch bis vor kurzem recht still. Nun hat aber – Sie konnten das der Presse entnehmen – die Neue Helvetische Gesellschaft die Initiative ergriffen. Sie hat ein Organ geschaffen, die «Stiftung für eidgenössische Zusammenarbeit», in dem die Kantone mitmachen, auch unser Kanton, wie man gehört hat. Diese Stiftung soll, wie das in einem Pressekommentar dargelegt wurde, ein arbeitsfähiges Instrument zur Fortentwicklung des Föderalismus werden. In diesem Vorhaben wurde auf viel breiterer Basis der Gedanke aufgenommen, den ich mit meiner bescheidenen Interpellation hier nur ganz am Rande in Erinnerung rufen wollte.

Ich kann mit Genugtuung feststellen, dass der Kanton Bern auch mit von der Partie ist. Ich wäre deshalb dankbar, wenn uns der Herr Regierungspräsident in Ergänzung der Aussprache, die wir in diesem Ratssaal über den Föderalismus bereits durchgeführt haben, Aufschluss über die Mitarbeit

des Kantons Bern in der erwähnten Stiftung geben könnte und uns noch eingehender über die Ziele und Möglichkeiten dieser Organisation orientieren würde.

Bauder, Regierungspräsident. Es ist nicht zu bestreiten, dass die technische Entwicklung gewisse hergebrachte Spielarten des eidgenössischen Föderalismus ganz einfach überspielt hat. Trotzdem – darin sind wir uns alle einig – kann unsere Eidgenossenschaft nur auf dieser Grundlage bestehen. Sie müsste in ihrer Vielfalt an Sprachen, Kulturen und Konfessionen auseinanderbrechen, wenn man sie wegen einer vielleicht technisch einwandfreieren Lösung gewisser Probleme auf einen gekürzten Nenner zwängen wollte.

Nun ist über die Neugestaltung und Modernisierung des helvetischen Föderalismus schon sehr viel gesprochen und geschrieben worden. Ich glaube, mit Definitionen wie «zeitgemässer Föderalismus» oder «kooperativer Föderalismus» usw. kommt man in dieser Frage nicht weiter. Es war deshalb ausserordentlich zu begrüssen, dass die Neue Helvetische Gesellschaft das Problem aufgriff. Sie merkte sofort, dass sie allein nicht imstande ist, das Problem zu lösen, sondern dass sie hier gewissermassen nur als Initiant und Katalysator dienen kann, dass nach wie vor die Hauptlast der ganzen Arbeit von den Kantonen zu leisten ist und vielleicht auch die Initiative von den betroffenen Kantonen ausgehen muss. Das war auch der Grund, weshalb sie mit den Kantonen in Verbindung trat. Die diesbezüglichen Bestrebungen der Neuen Helvetischen Gesellschaft gehen bereits auf das Jahr 1963 zurück. Im Jahrbuch 1965 der Neuen Helvetischen Gesellschaft hat man das Problem «Föderalismus vor der Zukunft» behandelt, und zwar nach allen Richtungen. Ich verweise darauf, dass nachher, im Herbst 1965, sowohl Herr Ständerat Borel wie auch Herr Nationalrat Hürlimann in beiden eidgenössischen Räten entsprechende Postulate eingereicht haben. Das führte dazu, dass im September 1966 die Neue Helvetische Gesellschaft sämtliche Kantonsregierungen in den Tagsatzungssaal nach Baden einlud. Dort wurde über das Problem gesprochen. Man kam überein, und zwar einstimmig, miteinander den Versuch zu unternehmen, den Föderalismus auf eine neue Basis zu stellen, nämlich durch praktische Arbeit. Man beschloss einstimmig, es sei dieses Ziel weiterzuverfolgen. Man rief damals auch eine Delegation der Kantone ins Leben, die nachher mit der Neuen Helvetischen Gesellschaft verhandelt hat. Dieser sogenannten Ständedelegation gehörten an die Herren Kollegen Gilbert Duboule (Genf), Arturo Lafranchi (Tessin), Marc Henri Ramussin (Waadt), Fridolin Stucki (Graubünden), Joseph Ulrich (Schwyz), Werner Vogt (Solothurn) und der Sprechende, der die Ehre hatte, diese Ständedelegation zu präsidieren. Diese Delegation hat dann im Verlaufe der vergangenen Monate zusammen mit der Neuen Helvetischen Gesellschaft in verschiedenen Zusammenkünften und Sitzungen die Stiftungsurkunde ausgearbeitet. Sie hat sie dann den Kantonen zur Vernehmlassung zugestellt. Ich kann heute erwähnen, dass mit Ausnahme eines einzigen Kantons, der sich noch äussern wird, alle Kantone positiv geantwortet und der Stiftungsurkunde zugestimmt haben, einen Vertreter für den Stiftungsrat bestimmt und – was nicht ganz unwichtig ist – sich verpflichteten, einen jährlichen Beitrag an die Stiftung zu zahlen. Der Bund selber ist nicht Mitglied der Stiftung; er steht ihr jedoch sehr freundschaftlich gegenüber. Kürzlich, nämlich am 16. August, hat der Bundesrat beschlossen, seinerseits eine Starthilfe zu gewähren. Er lässt sich im Arbeitsausschuss durch einen ständigen Beobachter mit beratender Stimme vertreten. Es ist dies Herr Dr. Walter Buser, den die meisten von Ihnen sicher kennen.

Viel schneller als erwartet, konnte man alle Kantone, den Bund und die NHG unter einen Hut bringen, so dass bereits am 30. August dieses Jahres, wiederum im Tagsatzungssaal in Baden, die Stiftung gegründet und offiziell aus der Taufe gehoben werden konnte. Ich glaube, hier feststellen zu dürfen, dass der Kanton Bern bei der Vorarbeit wesentlich mitgeholfen hat. Die Stiftung wird von einem Präsidenten geleitet. Sie verfügt über einen Arbeitsausschuss. Oberstes Gremium ist der Stiftungsrat, dem der Sprechende ebenfalls angehört.

Ich sagte eingangs, man sei eigentlich davon ausgegangen, dass man mit akademischen Diskussionen hier sehr wahrscheinlich nicht weiterkomme, sondern dass es unter Umständen praktischer und vielleicht auch zweckmässiger wäre, das Problem von der pragmatischen Seite her in Angriff zu nehmen. Deshalb wurde vorerst einmal eine Geschäftsstelle dieser Stiftung geschaffen, die von Herrn Max Frenkel geleitet wird. Sie befindet sich in Solothurn in Räumlichkeiten, die ihr der Kanton Solothurn gratis zur Verfügung stellt. Eine Aufgabe dieser Geschäftsstelle war einmal die Kontaktnahme mit den Regierungen und Organisationen. Eine weitere Aufgabe besteht darin, eine Bestandesaufnahme bestehender Koordinationsstellen zu machen. Es handelt sich dabei in erster Linie um die Direktorenkonferenzen, die mit mehr oder weniger Erfolg ja immer wieder durchgeführt werden. Ferner soll der Geschäftsstelle ein Archiv angegliedert werden, das, wenn irgendwie möglich, mit einer schweizerischen Bibliothek kombiniert werden soll. Alsdann soll die Geschäftsstelle an die Arbeit gehen, um die Grundlagenforschung bei Problemen und Aufgaben, die mehrere Kantone zugleich berühren, zu fördern, und zwar durch das Aufstellen einer Liste von Vorschlägen für wissenschaftliche Untersuchungen in Zusammenarbeit mit den Regierungen und Universitäten sowie durch finanzielle Unterstützung solcher Untersuchungen. Es wird dabei an die Mitarbeit des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung gedacht sowie daran, diese Arbeiten mit den Instituten der ETH und der Universitäten, die hiefür in Frage kommen können, zu koordinieren.

Die Geschäftsstelle und selbstverständlich auch die Stiftung sehen eine weitere Aufgabe im Zusammenstellen von Arbeitsunterlagen für die kantonalen Direktorenkonferenzen auf deren Wunsch hin, nämlich dann, wenn ein Problem auf breiterer Basis abgeklärt werden soll. Wesentlich ist auch, dass man versuchen will, den kantonalen Vernehmlassungen im eidgenössischen Gesetzgebungsverfahren vermehrtes Gewicht zu geben

durch Vermittlung und Förderung vorgängiger kantonaler Informations- und Meinungsaustausche. Ferner denkt man daran, zum Beispiel im «Schweizerischen Zentralblatt für Staats- und Gemeindeverwaltung» Ideenwettbewerbe auszuschreiben, an denen Angehörige eidgenössischer, kantonaler und kommunaler Verwaltungen in Zusammenarbeit mit Spitzenverbänden Möglichkeiten interkantonaler Regionalisierungs- und Rationalisierungsmassnahmen aufzeigen sollen.

Das Arbeitsprogramm, das an der Gründungssitzung vom 30.August 1967 in Baden ausdrücklich als ein provisorisches Arbeitsprogramm bezeichnet wurde, soll nun einmal in die Wirklichkeit umgesetzt werden, wobei man, wie ich bereits betont habe, versuchen wird, die ganze Problematik vielleicht weniger von der philosophischen als vielmehr von der praktisch-pragmatischen Seite her in Angriff zu nehmen.

Le Président. L'interpellateur est prié de déclarer, s'il est satisfait de la réponse à son interpellation.

Leuenberger. Ich bin befriedigt.

Interpellation des Herrn Grossrat Haltiner — Informationspolitik in der Jurafrage

(Siehe Seite 374 hievor)

Haltiner. Die Interpellation, die ich am 22. Mai 1967 eingereicht habe, stellt im Zusammenhang mit dem Auftreten von Vertretern der Jurassischen Sammlung an Pressekonferenzen und Vorträgen in anderen Kantonen vier Hauptfragen:

1. Welche informationspolitischen Mittel setzt der Regierungsrat für eine dauernde und objektive Aufklärung der Miteidgenossen ein?

2. Wird die Informationspolitik anhand der konkreten Entscheide der zuständigen Behörden aktualisiert?

3. Verfügt das 1965 vom Grossen Rat geschaffene Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit über das notwendige informationspolitische Instrumentarium, personell und technisch, um eine aktive Informationspolitik sicherzustellen?

4. Ist der Regierungsrat bereit, die sich aufdrängenden Massnahmen zur Verbesserung eines offensichtlich unbefriedigenden Zustandes zu ergreifen?

Zur Begründung meiner Interpellation möchte ich darauf hinweisen, dass das Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit von der Regierung nach einer Sitzung in Spiez im Jahre 1964 ins Leben gerufen wurde. Dann erst gelangte man an den Grossen Rat, der in der Februarsession 1965 ziemlich kurzfristig zur Angelegenheit, die eine lebhafte Debatte auslöste, Stellung nahm. Im Vortrag zum Dekret hat der Regierungsrat u. a. ausgeführt, man müsse vermehrten Einblick in den Finanzhaushalt gewähren und Auskunft geben über die Absichten und Pläne der Behörden in bezug auf die Verwendung der öffentlichen Mittel. Er beklagte das Fehlen eines Informationsdienstes besonders in den Beziehungen zum Jura. Ferner, so wurde argumentiert, gebe es auch wichtige Fragen hinsichtlich der Schul-, Verkehrs- und Energiewirtschaftsprobleme, welche die Öffentlichkeit stark interessieren. Der Sprecher der Staatswirtschaftskommission, die das Dekret vorzuberaten hatte, ergänzte den Katalog noch, indem er auch auf die Universität, die Spitäler und Sanatorien hinwies. Dann sagte er, es bestehe auch ein gewisser Zusammenhang mit der Jurafrage. Die Diskussion verlief alsdann, wie gesagt, etwas lebhaft. Es wurde gerügt, dass der Vortrag zur Schaffung dieses Amtes ein Musterbeispiel dafür sei, wie man nicht informieren solle. Wenn es um wesentliche Dinge gehe, sollte man z. B. auch dafür sorgen, dass die sprachlichen Verhältnisse in diesem Amt so geregelt sind, dass in beiden Sprachen vollwertige Informationspolitik betrieben werden könne. Es wurde zugegeben, weder der Regierungsrat noch der künftige Inhaber des Amtes hätten die notwendige journalistische Erfahrung. Deshalb müssten diese Erfahrungen noch erworben werden, und man müsse dem Inhaber des Amtes volle Freiheit in seiner Arbeit lassen. Herr Regierungsrat Schneider, damals Regierungspräsident, gab in der Debatte zu, dass kein Zweifel darüber bestehen könne, dass der Regierungsrat im Juraproblem einen Ausgangspunkt zur Schaffung des Amtes für Beziehungen zur Öffentlichkeit sah. Man legte dann dar, warum man das Amt nicht der Staatskanzlei unterstellen könne, sondern der sogenannten Präsidialabteilung zuteilen müsse. Man sah in der freisinnigen Fraktion der überstürzten Schaffung dieses Amtes mit etwas gemischten Gefühlen entgegen. Man sprach von einem zehnten oder sogar elften Regierungsrat. Schliesslich hat der Grosse Rat das von der Regierung vorgelegte Dekret am 1. Februar 1965 in seiner Fassung korrigiert und geändert.

Wie lautet nun das Pflichtenheft nach einer zweijährigen Erfahrung mit diesem Amt? Wir lesen bereits im Staatsverwaltungsbericht des Jahres 1965 unter der Präsidialabteilung, es sollen Communiqués herausgegeben werden von regierungsrätlichen Rapporten und Memoranden über wichtige Angelegenheiten, die vom Grossen Rat behandelt werden. In das Pflichtenheft falle ferner die Beantwortung von Fragen, die Private oder Journalisten über Probleme der kantonalen Politik stellen können. Auch die persönlichen Kontakte zwischen Behörden, Politikern und Journalisten sollen gepflegt werden. Man informiert aber auch die Behörden selber über Pressekommentare, die erscheinen, und veranstaltet Pressekonferenzen und Informationssitzungen, an denen die Mitglieder des Regierungsrates teilnehmen sollen. Als letzter Punkt ist schliesslich noch die Grunddokumentation über das Problem des Separatismus erwähnt, eine systematische Prüfung der Fragen, die einen Einfluss auf die Lösung der Probleme haben können, die mit dem Separatismus gestellt sind. Vorübergehend hat das Amt auch die Aufgabe, die 150-Jahr-Feier zur Vereinigung des Juras und der Stadt Biel mit dem Kanton Bern und der Eidgenossenschaft vorzubereiten.

Im Verwaltungsbericht über die Präsidialabteilung für das Jahr 1965 wurden dann die Ziffern 6 und 8 (Pressekonferenzen in Anwesenheit von Regierungsräten und Informationssitzungen) fallengelassen. Die 150-Jahr-Feier war mittlerweile abgehalten worden. Ferner wurde geschrieben, dass der Chef des Amtes, der noch über zwei Mitarbeiter verfügt, 15 Vorträge hielt sowie zahlreiche Arbeits- und Informationssitzungen organisierte. Im Dekret, das wir im Jahre 1965 verabschiedeten, ist im Artikel 2 Absatz 2 immerhin auch erwähnt, dass die Regierung dem Amt besondere Aufträge erteilen kann, womit offenbar die Mitwirkung bei der Lösung der Jurafrage gemeint war. Was also im Pflichtenheft gewissermassen an letzter Stelle erwähnt ist, scheint nun in der praktischen Arbeit des Amtes an die erste Stelle gerückt zu sein. Dies geht schon daraus hervor, dass das Amt für öffentliche Beziehungen das Sekretariat der «Députation jurassienne» führen muss und zugleich auch das Sekretariat der «Kommission der 24», in der Herr Ory als Mitglied ebenfalls Einsitz genommen hat.

Am 17. März 1967 hat die Regierung in diesem Saale durch eine Vertretung, die sogenannte Jura-Delegation vor versammelter Schweizer Presse, eine Erklärung abgegeben, wie sie die Jurafrage weiter zu behandeln gedenke. Dort geschah etwas, was rein optisch und psychologisch meiner Meinung nach nicht hätte vorkommen sollen, nämlich dass ein Beamter, der Chef des Amtes für Beziehungen zur Öffentlichkeit, in welscher Sprache anstelle der zwei französischsprechenden Regierungsräte auftreten musste. Dieses Vorgehen wurde dann von einzelnen Journalisten mit Recht kritisiert. Mir scheint es mit der Stellung eines mehr oder weniger neutral zu haltenden Informationsdienstes, der für alle Kreise da ist, unvereinbar zu sein, dass der Inhaber des Amtes zugleich die beiden erwähnten Funktionen innehat, nämlich die Führung des Sekretariats der «Députation jurassienne» sowie die Mitgliedschaft in der Kommission der 24», in die man aus politischen Überlegungen andere Persönlichkeiten als solche aus der Verwaltung wählen sollte.

Welche Überlegungen stellen sich nun zu den vier Hauptpunkten meiner Interpellation? In bezug auf die Informationsmittel scheint es mir informationstechnisch einmal unerlässlich zu sein, dass der Inhaber eines solchen Amtes über die notwendigen «handwerklichen» Kenntnisse des Journalismus verfügt. Das ist kein Vorwurf an den heutigen Träger, sondern lediglich eine Feststellung, dass auch der Journalismus, wie jedes Handwerk, geübt und gelernt sein muss. Je nachdem, wie man das Metier beherrscht, kann man nachher auch Pressemitteilungen in mehreren Sprachen herausgeben. Man kann den Journalisten, wenn sie nicht wünschen, nach «Wäschezetteln» zu arbeiten, wie man in ihrem Fachjargon sagt, den notwendigen «Rohstoff» zur Verfügung stellen. Man kann ihnen Informationen geben, die ihnen vollständig freie Arbeit lassen, und man kann sie laufend dokumentieren. Informationspolitisch gehört dazu, dass man für die Streuung und Wirkung eine möglichst breite Basis schafft und auch in der Wahl des Zeitpunktes entsprechend geschickt vorgeht. Man muss bei Informationen, die wichtig sind, rasch handeln, man muss zuverlässig arbeiten, damit die notwendige Atmosphäre des Vertrauens, die in den Beziehungen von Amtsstellen zur Presse unerlässlich ist, geschaffen wird. Auch aus diesem Grunde fand ich es nicht für ganz stubenrein, dass der heutige Träger des Amtes noch andere Funktionen hat, die ihn in seiner Haupttätigkeit beeinträchtigen könnten.

Zur zweiten Frage, zur Frage der Aktualisierung, möchte ich erwähnen, dass es mir wichtig scheint, dass man nicht nur die Frage behandelt, die am Schlusse des Pflichtenheftes vom Jahre 1965 stand, sondern, z. B. auch ein Problem, das uns heute ganz besonders interessiert und das auch schon in der Presse erwähnt worden ist, nämlich das gewaltige Defizit der Staatsrechnung und die Vermögensverminderung, eine Tatsache, die man mit knirschenden Gefühlen zur Kenntnis nimmt. Auch das muss publizistisch bearbeitet werden. In diesem Zusammenhang erwähne ich auch den Staatsverwaltungsbericht sowie die eidgenössische Politik in ihren Beziehungen zum Kanton Bern. Ich erinnere nur an die kürzlichen Nationalstrassenentscheide des Bundes, die eine sehr grosse Tragweite haben, auch für unseren Kanton. Oder ich erinnere an die Konkordatsprobleme, wo der Kanton Bern führend ist, z. B. bezüglich des Strafvollzuges, oder an das, was im Vorstoss Leuenberger hinsichtlich eines aktiven Föderalismus zur Sprache gebracht wurde. Es gibt aber auch Vorstösse im Parlament, kantonale Probleme im weitesten Sinne, die vielleicht pressepolitisch vorzubereiten sind (amtliche Werte, Entwicklung der Wirtschaft usw.) und es ist zu Verlautbarungen innerhalb und ausserhalb des Kantons zur Jurafrage Stellung zu nehmen. Das ist auch der Ausgangspunkt meines Vorstosses, weil ich zufällig in st.-gallischen Zeitungen sehr unerfreuliche Darlegungen über den Kanton Bern las, die Herr Béguelin persönlich an einer Pressekonferenz in St. Gallen zum besten gab.

Zur dritten Frage über das Instrumentarium ist zu sagen, dass man nicht darum herumkommen wird, das Amt den Erfordernissen entsprechend personell auszubauen. Nebst dem derzeitigen Chef sollte meiner Meinung nach mindestens noch ein fast gleichwertiger Stellvertreter ernannt werden, der für die Texte und Formulierungen in deutscher Sprache zuständig wäre.

Für die Beziehungen zur Öffentlichkeit braucht es einen gewissen Spürsinn. Dieser scheint ab und zu zu fehlen. Das Wesen der «public relations», wie man mit einem Fremdwort so schön sagt, besteht im Grunde in der Information und in der Kommunikation zu dem, der die Information entgegennehmen muss. Nach der Schweizerischen Public-Relations-Gesellschaft sind folgende Punkte zu beachten: Man muss Einsicht und Verständnis beim Bürger gewinnen. (Das habe ich bereits mit andern Worten angetönt.) Man muss aufklären, orientieren. Man muss die Folgen gewisser Forderungen darstellen. Man muss über die Funktion und Arbeit von Verwaltung und Regierung aufklären. Man muss aber auch die öffentliche Meinung bei der Regierung interpretieren und muss Vertrauen schaffen, und zwar mit Mitteln, die alle unsere Landesteile erreichen.

Zu den Massnahmen gemäss Punkt 4 stellt sich die Frage, ob nicht die Leistung die beste Wer-

bung für diesen Dienst sei. Ich möchte daran erinnern, dass wenn man sich schon pressepolitisch den Problemen des Juras widmet, wir als Grossräte seit dem Jahre 1964 kein Informationsblatt mehr erhalten haben, das früher von Herrn Dr. Buser redigiert worden war; dieser tüchtige Sachbearbeiter ist bereits vorhin im Zusammenhang mit der Neuformulierung des Föderalismus genannt worden. Seit dem Abgang von Herrn Dr. Buser sind die Informationsblätter versiegt, und der Grosse Rat erhielt dafür nichts Äquivalentes als Ersatz. Es ist mir und sicher auch Ihnen vollständig klar, dass ein wirksamer Pressedienst von grosser Bedeutung ist und dass er hohe Anforderungen an die verantwortlichen Organe stellt, wenn er aktuell sein soll. Das ist schon daraus ersichtlich, dass die antibernische Propaganda sich nicht nur auf rein politische Themen erstreckt, sondern sogar Unterschlupf in den Literaturseiten der Zeitungen findet. Ich habe während der Ferien in der sogenannten neutralen Zeitung «Corriere del Ticino» (Ausgabe vom 16. August 1967) eine sehr ausführliche Buchbesprechung auf Italienisch gelesen über das französisch geschriebene Buch «Fureur dans le Jura» von Thérèse Rovelli. Nach dem Kommentar in der erwähnten Tessiner Zeitung scheint der Tenor dieses Buches sehr antibernisch und proseparatistisch zu sein. Es wird damit so etwas wie «une option sentimentale» geschaffen. Es ist dies ein Beitrag dazu, das Bild von Bern auch bei unseren italienischsprechenden Miteidgenossen weiter zu trüben. Das können und dürfen wir nicht einfach hinnehmen. Wir schulden allen Miteidgenossen, seien sie deutscher, französischer oder italienischer Zunge, eine sachliche Information.

Ich möchte schliessen mit dem Hinweis, dass die Pflicht der Regierung darin besteht, der Präsenz des bösen Geistes eines neuen Irredentismus den eidgenössischen Geist einer föderativen Willensnation entgegenzusetzen. Ich hoffe, dass sowohl der Regierungsrat wie auch der Grosse Rat die aufgeworfenen Fragen mit Entschiedenheit und Weitsicht anpacken und, wenn notwendig, auch die erforderlichen institutionellen und personellen Schlüsse ziehen.

Bauder, Regierungspräsident. Wenn das Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit alle Aufgaben im einzelnen erfüllen sollte, die der Herr Interpellant vorhin aufgeführt hat, brauchte es einen ganz anderen Apparat als den, der ihm zur Verfügung steht. Es verhält sich tatsächlich so, dass durch die neueste Entwicklung, namentlich durch die Schaffung der 24er-Kommission, das Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit vorübergehend durch die ihm daraus erwachsenden Aufgaben ungebührlich in Anspruch genommen wird.

Zur Sache selber möchte ich mich im Auftrage der Regierung wie folgt äussern:

Seit 20 Jahren bemühen sich die Separatisten, das Ansehen des Kantons Bern nicht nur im Jura, sondern auch im übrigen Teil der Westschweiz und in der deutschen Schweiz sowie im Ausland herabzumindern. Es kann jedoch nicht die Rede davon sein, der separatistischen Propaganda eine offizielle Propaganda der Regierung entgegenzusetzen, die sich auf dem vom Gegner gewählten Feld zu bewegen hätte. Die öffentliche Meinung würde sich mit Recht dagegen auflehnen. Sie nähme es nicht hin, dass sich die Behörden in das kleinliche Spiel der Polemik und der persönlichen Anfeindung einliessen. Der Regierungsrat lässt sich durch die ungerechtfertigten Angriffe, denen er immer ausgesetzt ist, nicht beeindrucken und ist entschlossen, Zurückhaltung zu üben. Ohne die Notwendigkeit einer raschen, aktiven und wirkungsvollen Informationspolitik, wie sie der Interpellant wünscht, zu verkennen, setzt sich der Regierungsrat in der Wahl der Mittel bestimmte Grenzen, an die er sich halten will.

Mit Dekret vom 1. Februar 1965 hat der Grosse Rat die Schaffung eines kantonalen Amtes für Beziehungen zur Öffentlichkeit beschlossen. Nach dem Wortlaut des Dekretes hat dieses Amt die Aufgabe, nebst dem Ausbau der gegenseitigen Information die Kontakte zwischen den Behörden und der Verwaltung einerseits und der Öffentlichkeit anderseits zu pflegen. Das kantonale Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit entfaltet seine Tätigkeit in drei Richtungen: Information, Dokumentation und Beziehungen zur Öffentlichkeit im eigentlichen Sinne. Es wirkt nicht nur innerhalb, sondern auch ausserhalb des Kantons, wenn es dessen Interessen erheischen. Seine Aufgaben sind also mannigfaltig. Da es sich praktisch auf keine anderweitigen Erfahrungen auf kantonaler Ebene stützen kann, kommt seiner heutigen Organisation und seinen Arbeitsmethoden in gewisser Hinsicht zwangsläufig noch experimenteller Charakter zu.

Das kantonale Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit sammelt Informationen über alle aktuellen politischen Fragen: Pläne und Beschlüsse der Behörden, Stellungnahmen politischer Organisationen, Pressekommentare usw. Es orientiert die Behörden über Schwierigkeiten politischen oder psychologischen Charakters, die der Verwaltung in der Erfüllung ihrer Aufgaben begegnen oder begegnen könnten. Gleichzeitig hält es die Öffentlichkeit auf dem laufenden über die Arbeiten der Verwaltung. Werden Abteilungen der Staatsverwaltung in einer Art und Weise angegriffen, die nicht objektiv erscheint, verfasst es die entsprechenden Richtigstellungen. Das geschieht auf allen Gebieten der Staatsverwaltung. Dabei ist es bestrebt, nicht in Polemik zu machen. Es versteht sich auch von selbst, dass man vom Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit nicht erwarten kann, dass es das ganze Tagesgeschehen kommentiert. Wenn es das tun müsste, brauchte es einen ganz andern Aufbau und auch eine andere personelle Besetzung. Sie können dies erkennen, wenn Sie beispielsweise einen Vergleich ziehen zu einer Tageszeitung und deren Redaktionsstab. Es ist nicht Aufgabe des Amtes, Lob auszuteilen und Kritik zu üben oder eine bestimmte politische Tendenz zu unterstützen. Diese Aufgabe bleibt der Meinungspresse vorbehalten. Das ist der Grund, weshalb es sich das Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit versagt, ausgearbeitete und druckfertige Artikel zu verbreiten: Die Texte, die es den Journalisten zur Verfügung stellt, sind vorwiegend in der Form eines «Rohstoffes» gehalten; den Journalisten und Redaktionen steht es dann zu, diesen «Rohstoff» zu verarbeiten und ihren Lesern in dem

Lichte zu präsentieren, das ihrer politischen Betrachtung entspricht.

Bezüglich der Jurafrage beschränkt sich das Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit nicht darauf, eine aktuelle Dokumentation anzulegen, sondern es sammelt alles, was für deren Verständnis von Interesse ist: gesetzliche Erlasse, Statistiken, Berichte, die von der Verwaltung oder von Spezialisten ausgearbeitet worden sind, Stellungnahmen von politischen, wirtschaftlichen und kulturellen Organisationen usw. Soweit nötig, verfasst es eigene Berichte – oder lässt solche durch geeignete Personen erstellen – über die zur Diskussion stehenden Fragen, damit im Zeitpunkt der Entscheide alle nötigen Beurteilungsgrundlagen vorliegen. Diese Dokumentation wird gesammelt und klassiert. Je nach den Umständen wird sie den Behörden oder Personen, die sie benötigen, abgegeben oder ausgeliehen. Leider wird seitens der Presse von der Möglichkeit, sich beim Amt für öffentliche Beziehungen individuell zu dokumentieren, zu wenig Gebrauch gemacht. Das wichtigste und aktuellste Material wird für Veröffentlichungen, Vorträge, Ausstellungen usw. verwendet.

Auf die einzelnen Fragen des Interpellanten ist wie folgt zu antworten:

Punkt 1: Welche Informationspolitischen Mittel setzt der Regierungsrat für eine dauernde und objektive Aufklärung der Miteidgenossen ein? Antwort: Die Öffentlichkeit wird durch die Dokumentation orientiert, die unser Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit den Presseagenturen, den Redaktoren der bernischen Zeitungen sowie den im Rathaus akkreditierten Journalisten abgibt. Wenn ein Informationsgegenstand wichtig ist und die öffentliche Meinung in andern Kantonen ebenfalls interessiert, werden die Informationen auch den im Bundeshaus akkreditierten Pressevertretern zur Verfügung gestellt.

Punkt 2: Wird die Informationspolitik anhand der konkreten Entscheide der zuständigen Behörden aktualisiert? Ja, man versucht, die Informationen zu aktualisieren. Sie beruhen stets auf den neuesten Beschlüssen der zuständigen Behörden und Gremien.

Punkt 3: Verfügt das 1965 vom Grossen Rat geschaffene Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit über das notwendige informatorische Instrumentarium, personell und technisch, um eine aktive Informationspolitik sicherzustellen? Darauf ist zu antworten, dass das Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit gegenwärtig drei Personen beschäftigt, nämlich den Vorsteher, einen Fachbeamten und eine Sekretärin. Dieser bescheidene Mitarbeiterstab erklärt sich daraus, dass man eine Erweiterung dieses Amtes nicht ins Auge fassen wollte, bevor die ersten Erfahrungen vorliegen. Wenn man die Vielfältigkeit der Aufgaben und die bisherigen Erfahrungen in Betracht zieht, erscheint heute die Anstellung von ein bis zwei zusätzlichen Arbeitskräften als angezeigt. Nur so wird es möglich sein, den Übersetzungsdienst und die Beziehungen zur deutschschweizerischen Presse befriedigend zu gestalten und auszubauen.

Es wird die Mitglieder des Grossen Rates sicher interessieren, dass das Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit vom nächsten Herbst an zu ihren Handen ein Informationsbulletin herausgibt. Dieses Bulletin, das auch der bernischen und schweizerischen Presse abgegeben wird, wird Informationen über aktuelle politische und administrative Probleme enthalten, ferner eine Presseschau und eine freie Tribüne, die allen Lesern zur Verfügung steht. Wir hoffen, damit einem Wunsche des Herrn Interpellanten unter den gegebenen Verhältnissen sehr weitgehend entgegengekommen zu sein. Im übrigen wird die Praxis zeigen müssen, wie sich das Informationsbulletin einleben wird und wie es aufgenommen wird, wobei immer wieder die Möglichkeit besteht, es umzugestalten und auszubauen, bis es die Form hat, von der man glaubt, dass sie die besten Dienste erweist.

Auf die vierte Frage «Ist der Regierungsrat bereit, die sich aufdrängenden Massnahmen zur Verbesserung eines offensichtlich unbefriedigenden Zustandes zu ergreifen?» können wir antworten, dass der Regierungsrat entschlossen ist, alle Massnahmen zu treffen, um den Erfordernissen einer raschen, umfassenden und objektiven Information zu genügen. Das Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit hat in dieser Hinsicht die notwendigen Weisungen erhalten. Sein Personal, das sehr vielseitigen Anforderungen zu genügen hat, soll so ergänzt und spezialisiert werden, dass es in einer nahen oder ferneren Zukunft allen Situationen gewachsen ist.

Le président. L'interpellateur est autorisé à faire une déclaration.

Haltiner. Ich bin befriedigt.

Le président. M. le D[r] Sutermeister a demandé la discussion. Cette proposition, est-elle combattue? Ce n'est pas le cas.

Sutermeister. Man hat dem Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit vorgeworfen, es erfülle seine Aufgabe nur ungenügend, da die Separatisten auch ausserhalb unseres Kantons aktiv geworden sind und gewisse Erfolge erzielt haben. Ich muss aber doch daran erinnern, dass die Jurassier eigentlich von uns in die Illegalität gedrängt worden sind, indem durch ein Dekret des Regierungsrates vom 7. November 1963 bestimmt wurde, mit den Separatisten direkt keine Diskussion mehr aufzunehmen. Nun heisst aber Demokratie Diskussion: «Me muess halt rede mitenand». Es wäre nicht eine Politik der Schwäche, sondern der Stärke, wenn man die Abordnung des «Rassemblement» einmal ganz offiziell empfangen und zu Worte kommen lassen würde. Der ganze Erfolg des Christentums beruht ja darauf, dass man die Gewalt nur durch Nichtgewalt entschärfen kann. Druck verursacht Gegendruck.

Auch mit dem Amt für Beziehungen zur Öffentlichkeit anstelle eines wirklich neutralen «Ombudsman» belastete man die Beziehungen zum Jura zusätzlich, zumal Herr Ory, obwohl Halbwelscher, in Taktfragen gelegentlich zu versagen pflegt. Dabei ist ja das ganze Juraproblem eine Taktangelegenheit, indem hier bernisch-deutschschweizerisches Sachdenken mit welschem Personaldenken besonders unvermittelt zusammenstösst.

Selbst das bernische Jugendparlament hat daher die Abschaffung des Amtes für Beziehungen zur Öffentlichkeit, weil in der Jurafrage untauglich, befürwortet. Für die Welschen ist es nur der verlängerte Arm des verhassten bernischen Paternalismus. So hat auch die «Kommission der 24» bisher nichts zur Befriedigung des Juraproblems beigetragen, da die Separatisten sie nur als weitere Alibisuche auffassen. Man wolle die Angelegenheit nur auf die lange Bank schieben, in der Hoffnung, dass z. B. mit de Gaulles Abtreten die separatistische Bewegung ohnehin im Sande verlaufen werde. Das ist durchaus möglich. Ich finde aber, man sollte auf jeden Fall die Entscheide der Vierundzwanzig zuerst nochmals vor das Parlament bringen – man kann sie wirklich nur als Experten auffassen – und dann eventuell doch eine konsultative Abstimmung im Jura wagen. Das Amt Ory ist also unseres Erachtens für die Lösung des Separatistenproblems von fraglichem Wert, auch wenn es im Sinne der Ausführungen von Herrn Haltiner noch aktiver würde. Es wäre also zu ventilieren, ob nicht eine Aufhebung des Amtes zweckmässiger wäre, das nach Auffassung vieler Jurassier als zusätzliche Belastung der Beziehungen zum Jura wirkt.

Villard. Cette question de l'Office des relations publiques a déjà fait couler pas mal d'encre. Lors de la première session à laquelle j'ai assisté, elle était aussi sur le tapis. Je m'étais étonné que le Directeur de cet Office pût être en même temps directeur d'un gymnase. Il faudrait s'étonner de bien d'autres choses. Il faudrait s'étonner des multiples activités du responsable de cet Office. Je ne voudrais pas que vous voyiez ici une attaque personnelle contre le directeur de cet Office, mais, effectivement, ses insuffisances notoires ont leur explication. Comment voulez-vous que fonctionne un office de relations publiques lorsque celui qui le dirige admet dans un rapport qu'il a contribué à rédiger, puisqu'il a créé ou dirigé la commission ad hoc de la Société suisse des officiers qui a siégé de 1964 à 1966 et établi ce rapport au commencement de l'année en cours, que plus de la moitié des citoyens de notre pays sont des ennemis en quelque sorte du pays, de l'Etat. Ces ennemis sont nommés: les communistes, tout d'abord, ensuite les autonomistes, ensuite les pacifistes, les objecteurs de conscience, les adversaires d'un armement atomique de notre pays, etc. Quand on préside une commission qui aboutit à des conclusions de ce genre, on prend certes des responsabilités. Le rapport publié dans la «Militärzeitschrift» du mois d'avril en fait foi. Je ne veux pas entrer dans les détails; il y aurait beaucoup d'autres choses à dire. Je dirai simplement que si par malheur les conclusions d'un tel rapport devaient un jour être admises, ce serait en quelque sorte l'instauration chez nous d'un régime très semblable à celui qui s'est installé au pouvoir en Grèce avec le général Patakos. Je n'exagère rien. Prenez la peine de lire ce rapport.

Comment voulez-vous qu'un homme, qui est responsable d'un travail de ce genre, puisse ensuite être celui qu'il faut pour mener les discussions qui devraient prendre forme pour résoudre le problème jurassien, par exemple. Comment voulez-vous qu'une information valable soit faite? On constate dans ces conditions qu'un dialogue est rendu vraiment difficile quand on connaît d'autres activités de ce responsable. On assiste à la création d'une grande commission. On dit que les deux parties seront bien représentées et on voit qu'une partie l'est très fortement, l'autre très peu. Comment voulez-vous arriver ensuite à un dialogue? D'ailleurs cette commission fait un travail qui a déjà été fait depuis longtemps. Elle va nous informer ensuite sur des choses que nous savons depuis de nombreuses années. Pour moi, le problème et là. Je serais de l'avis de M. Sutermeister, non pas de développer cet office, mais de le supprimer.

Schweizer (Bern). Ich meinte, ich hätte dem Herrn Interpellanten aufmerksam zugehört. Wenn man nun meine beiden Vorredner gehört hat, könnte man meinen, es sei wirklich aus allem und jedem hier eine Juradebatte zu machen. Ich lehne mich dagegen auf, bei diesem wichtigen Problem jetzt wieder eine Separatistendebatte zu inszenieren, die absolut fehl am Platze ist. Im Votum von Herrn Dr. Sutermeister vernahm man nichts vom Problem, um das es hier geht, nämlich die Information der Öffentlichkeit, und zwar des Berner Volkes. Ich glaubte, Herr Kollega Haltiner meinte diese Aufklärung, und seine Interpellation ist sicher auch so zu verstehen. Man schweift nun aber wieder ab und diskutiert über etwas, was nur am Rande und nicht am Platze ist, so dass das wichtigste Problem einfach beiseite gelassen wird. Ich nenne es das wichtigste Problem deshalb, weil wir gerade heute eine Entwicklung in der Presse feststellen können – ich glaube, das wissen alle Ratskollegen –, die wir in den letzten Jahren nicht gekannt haben und die ausserordentlich rasch vor sich geht. Fast alle Tage oder Wochen haben wir eine neue Situation und neue Prozesse wegen der Meinungsbildung und der Aufklärung des Schweizervolkes. Wir werden bald drei Boulevardzeitungen haben. Herr Regierungspräsident Bauder hat von der Meinungspresse gesprochen. Die Situation ist so, dass die Meinungspresse in ihrer Bedeutung immer mehr abnimmt. Deshalb ist es meiner Ansicht nach notwendig, dass die Behörden auch in ihrer Aufklärung modernere Wege gehen. Ich erhebe keinen Vorwurf an die Adresse des Amtes für Beziehungen zur Öffentlichkeit. Ich glaube jedoch, dass es erforderlich ist, dass auch hier ein moderneres Denken anfängt, und zwar zugunsten der Zeitungen, die heute einen ausserordentlich schweren Kampf gegen einen Journalismus zu führen haben, der mit Verantwortungsgefühl überhaupt nichts mehr gemeinsam hat. Es ist an den Behörden, dafür zu sorgen, dass man die Zeitungen, auf die es uns als Politiker, aber auch als Staatsbürger ankommt, gut bedient. In der Stadt Bern z. B. hat man seit ein paar Monaten angefangen, jemand damit zu betrauen, die Verlautbarungen, die manchmal doch allzu sehr dem Behördenstil verhaftet sind, zu popularisieren. Ich glaube, dass es notwendig ist, dass auch der Kanton Bern auf diesem Gebiet etwas unternimmt. Der Herr Regierungspräsident ist jedenfalls nicht ein Laie auf dem Gebiete des Journalismus. Als ehemaliger Redaktor ist er wahrscheinlich im Bilde, was ich meine, nämlich die Texte etwas

populärer herauszugeben, als dies heute der Fall ist.

Ich finde es auch deplaziert, dass man Berichte über Sitzungen des Regierungsrates jeweilen fast in Protokollform an die Presse weitergibt und die so langweilig sind, dass sie niemand liest. Ich glaube, auch nach dieser Richtung könnte man etwas tun. Meines Erachtens ist es vor allem wichtig, dass der betreffende Beamte, der sicher am Platze ist und sein Bestes gibt, mit den Redaktionen der Zeitungen, die ich meine - nicht mit dem «Blick» oder den neuen Boulevardzeitungen, sondern mit den Redaktionen der bernischen und kantonalen Meinungspresse -, Kontakt aufnimmt; denn der Kontakt einer solchen Stelle zu den einzelnen Redaktionen ist sehr wichtig. Es wäre wünschenswert, diesen Kontakt vermehrt zu pflegen und in entscheidenden Augenblicken - Herr Haltiner hat diesen Punkt auch angetönt - rascher zu handeln. Ich denke vor allem daran, dass man in Situationen, wo es zur Aufklärung der Öffentlichkeit notwendig ist, kurzfristig Pressekonferenzen ansetzt. Ich könnte mir auch vorstellen, dass trotz dem Amte für Beziehungen zur Öffentlichkeit auch der einzelne Regierungsrat oder der Regierungspräsident, wenn er es als notwendig erachtet, Kontakte mit den Zeitungen und dem Publikum aufnimmt, indem er kurzfristig Journalisten zu einer Pressekonferenz einlädt. Ich glaube, es ist erforderlich, dass wir auf diesem Gebiete etwas unternehmen; es ist jedoch nicht notwendig, dass wir uns von der wichtigsten Frage einfach ablenken lassen und über etwas diskutieren, das heute, nach meiner Auffassung, wenn ich den Herrn Interpellanten richtig verstanden habe, überhaupt nicht zur Diskussion steht.

Le Président. Deux députés ont encore demandé la parole. Je les invite à se limiter, comme l'a dit M. Schweizer, au sujet même de l'interpellation.

Boss. Ich will nicht zur Interpellation sprechen. Da unser Fraktionschef nicht anwesend ist, möchte ich mich jedoch im Namen des grossen Teiles der sozialdemokratischen Fraktion in aller Form von den Ausführungen, die Herr Villard hier vorgetragen hat, distanzieren. Man sollte jetzt aufhören, aus jedem Problem rasch irgendwie ein Dienstverweigererproblem herauszulesen. Man sollte aufhören, jeden, der das feldgraue Gewand trägt, hier schon als einen halben Faschisten anzukreiden.

Haegeli (Tramelan). M. le Député Sutermeister me permettra de relever deux de ses conclusions que je ne peux admettre. Il a parlé d'un manque de doigté de la part de M. Ory, Directeur de l'Office des relations publiques, et aussi d'un manque de dialogue. Il me semble que M. Sutermeister aurait pu souligner aussi le doigté dont on fait dans la partie adverse. S'il y a un manque de doigté à signaler, ce n'est certainement pas chez M. Ory.

En ce qui concerne le dialogue, je pense que lorsque le Gouvernement bernois est nanti d'une demande présentée en bonne et due forme, il s'en occupe. Mais M. Sutermeister aurait dû nous dire quelles sont les demandes qui ont été formulées jusqu'à ce jour par le Rassemblement jurassien. Il n'y a eu de ce côté que des injures à l'adresse du gouvernement. Je ne puis souscrire aux reproches formulés à l'encontre de M. Ory.

Bauder, Regierungspräsident. Nach den Ausführungen der Herren Grossräte Schweizer (Bern), Boss und Haegeli (Tramelan) und in Anbetracht der Tatsache, dass sich der Herr Interpellant von der Auskunft der Regierung befriedigt erklärt hat, habe ich nur noch zwei Feststellungen anzubringen:

Herr Grossrat Dr. Sutermeister hat hier ein Dekret erwähnt, wonach man beschlossen habe, mit den Separatisten überhaupt nicht mehr zu diskutieren. Wo er dies erträumt hat, ist mir rätselhaft. Ein solches Dekret wurde nie beschlossen. Im Gegenteil, zurzeit hat die «Kommission der 24» das «Rassemblement jurassien» zu einer Aussprache eingeladen. Die Antwort steht noch aus.

Zu den Ausführungen von Herrn Grossrat Villard: Soweit es sich dabei um persönliche Angriffe gegen Herrn Ory handelt, will ich hier nicht darauf eintreten. Ich möchte nur feststellen, dass der Dialog, der kommen soll und den wir wünschen, nicht stattfinden wird zwischen Herrn Ory und gewissen Leuten im Jura, sondern zwischen der Kommission der 24, der Regierung, der Députation jurassienne, dem Grossen Rat und dem jurassischen Volke.

Interpellation des Herrn Grossrat Peter — Beteiligung von Staatspersonal an subversiven Bewegungen

(Siehe Seite 375 hievor)

Peter. Les partisans de l'unité cantonale ont créé en Ajoie un groupement interparti dont le but est la résistance contre toute idée de séparation ou de sécession dans le canton. Le groupement pour l'unité cantonale avait décidé de réunir en assemblée générale, le 20 mai, à Courgenay, tous les citoyens d'Ajoie et du Clos du Doubs désireux de travailler dans l'ordre, selon les règles établies et dans le cadre des structures actuelles, à la compréhension, à l'entente et à la collaboration entre toutes les parties du canton de Berne, pour le bien, le progrès, la paix dans chacune d'elles. L'ordre du jour comprenait un premier rapport sur la situation en Ajoie, un deuxième sur l'activité de la Députation jurassienne, un troisième sur le projet du Gouvernement de résoudre le problème jurassien. C'était en somme une information. A cet effet, le groupement interparti d'Ajoie et du Clos du Doubs, qui groupe des sections dans tous nos villages, avait lancé une convocation, distribuée dans toutes les boîtes aux lettres, à l'instar de ce que font tous nos partis politiques à la veille des élections ou lorsqu'il y a des décisions importantes à prendre. Cette convocation était titrée comme suit: «Assemblée générale du groupement interparti pour l'unité cantonale». Aucune confusion n'était donc possible. Quinconque n'était pas partisan de l'unité cantonale n'avait absolument rien

à faire là. L'assemblée n'était pas contradictoire non plus, le groupement interparti ayant déjà fait savoir auparavant qu'il n'accepterait pas d'autre dialogue que celui des urnes. Pourquoi? Parce que le chef du Rassemblement séparatiste, Roland Béguelin, se refuse à tolérer la contradiction, comme cela a été le cas à Bâle. Or, quelques jours avant le 20 mai, on apprenait que le groupe Bélier organisait une manifestation à Courgenay afin d'empêcher le groupement antiséparatiste de se réunir. L'opération des Béliers portait le nom évocateur «les gueules cassées». C'est ainsi que le 20 mai, mettant leur plan à exécution, on vit les Béliers envahirent systématiquement le restaurant «Le Mont Terrible» où devait se tenir l'assemblée convoquée par le groupement interparti, occuper les alentours du restaurant, s'infiltrer partout afin d'empêcher les gens de pénétrer dans la salle de réunion. L'arrogance, l'insulte et les menaces proférées ne connurent bientôt plus de bornes. Les plus déchaînés lançaient leurs pots de bière, d'autres frappaient aux fenêtres, d'autres brisèrent une porte vitrée pour pénétrer dans la salle, des coups furent échangés. D'honnêtes citoyens furent malmenés, certains furent même piétinés par des jeunes gens à peine sortis des écoles, excités par les mots d'ordre de leurs chefs de file et encouragés par des égéries du même âge. Devant ce lamentable spectacle qui aurait pu dégénérer – comme l'opération des Béliers s'intitulait – en «gueules cassées», et dans l'idée de calmer les esprits, j'ai voulu intervenir. J'ai été insulté.

Trois constatations s'imposent devant ces faits. La première: Après l'agitation séparatiste de près de 20 ans, le désordre s'installe. Là des fermes brûlent au milieu de la nuit, ailleurs c'est le sabotage d'une voie ferrée et toute la suite des attentats que l'on sait, ici c'est le droit de réunion qui est foulé aux pieds et la liberté de pensée qu'on veut abolir.

La deuxième: A la tête de ce déchaînement des troupes de choc séparatistes se tenaient des instituteurs de nos villages, des professeurs de l'école cantonale, des fonctionnaires cantonaux et fédéraux.

La troisième: Le journal «Le Pays», responsable en grande partie de l'intoxication des cerveaux et des consciences à journées faites, n'a pas manqué, selon son habitude, d'appuyer l'action des troupes de choc séparatistes avant et après le 20 mai.

En conséquence, vu les faits que j'ai relatés et les constatations qu'ils entraînent, j'ai l'honneur de déposer l'interpellation suivante: «Dans de nombreuses occasions, des gens émargeant partiellement ou totalement au budget de l'Etat se sont trouvés mêlés au groupe Bélier. Or, celui-ci, à plusieurs reprises, s'est mis dans l'illégalité à Berne, aux Rangiers, à Courgenay, etc. Le gouvernement ne trouve-t-il pas qu'il serait temps de rappeler à ces personnes qu'elles, moins que quiconque, n'ont le droit de perturber l'ordre public et d'empêcher d'autres personnes de se réunir? Ces employés d'Etat ont-ils le droit de faire partie de mouvements subversifs?»

Les séparatistes ont pu depuis 20 ans se réunir quand ils l'ont voulu et où ils l'ont voulu, dans nos rues, dans nos salles publiques, dans nos pâturages. Jamais personne n'est intervenu pour les empêcher, pas même à St-Brais où ils fêtaient le 14 juillet. Or, le droit de réunion ne doit pas seulement être assuré aux perturbateurs de l'ordre public qui empêchent un président du Grand Conseil de recevoir l'hommage de ses concitoyens. Ce droit doit être garanti à tous. Et c'est ici qu'intervient ma première question au Gouvernement. N'est-il pas temps de rappeler très énergiquement à certains groupements extrémistes que leur droit s'arrête là où celui des autres commence et qu'à défaut de ce respect d'un des principes fondamentaux de toute démocratie, des mesures conformes à la situation devront être prises?

D'autre part, sans dénier à quiconque le droit d'être mené ou de mener les foules, il n'est pas admissible que des instituteurs, des professeurs, des cadres de l'instruction publique soient à la tête de mouvements de rues, donnant des ordres contraires à ceux de la police et glorifiant ensuite le désordre. Et c'est ici qu'intervient ma deuxième question au gouvernement. N'est-il pas temps d'examiner de très près si l'attitude de certains éducateurs correspond encore à leur statut. Quand on songe que la formation d'un instituteur coûte au peuple bernois fr. 20 000.—, le peuple a le droit d'attendre de cette catégorie de citoyens autre chose que le dénigrement de l'Etat qui les paie.

D'autre part, sans porter atteinte aux droits des fonctionnaires, il conviendrait cependant que ceux-ci s'abstiennent de diriger des dérèglements comme ceux de Courgenay, faisant suite à ceux des Rangiers. Et c'est ici qu'intervient ma troisième question au gouvernement. N'est-il pas temps enfin de rappeler à certains fonctionnaires la valeur du serment qu'ils ont prêté d'être de fidèles serviteurs de l'Etat et du peuple?

C'est au nom d'une assemblée de plus de 600 citoyens réunis à Courgenay pour affirmer leur fidélité à l'Etat et à République que j'ai l'honneur de poser ces 3 questions au Gouvernement afin que les déclarations et décisions mettent le peuple à l'abri des perturbateurs de l'ordre public, rétablissant ainsi réellement la démocratie dans ses droits les plus sacrés.

En ce qui concerne les relations entre l'Etat de Berne et le Jura, le quotidien «Le Pays» a touché dans cette affaire de Courgenay le dernier des basfonds du journalisme tendancieux. Comme la calomnie est trop évidente, comme la médisance finit par lasser et que le mensonge à la fin ne paie plus, on troque l'information, on la déforme, on la mutile. Ainsi, le nombre des séparatistes que les Béliers avaient pu réunir et qui étaient effectivement de 150, devenait, dans Le Pays, 600, et celui des antiséparatistes qui étaient plus de 600, devenait 150.

La relation de l'assemblée est tissée d'inexactitudes, de malveillance, voire de propos mensongers. Le fait d'écrire en première page un article sur la religion ou l'oecuménisme, en deuxième page beaucoup sur la morale, n'autorise aucune presse, et surtout pas la bonne presse, à mentir en troisième page ou ailleurs. Pour Le Pays, le scandaleux comportement des troupes de choc séparatistes est automatiquement absout. Les Béliers sont des brebis et Hennin un héros national. A quand la canonisation de St-Hennin et de St-Boillat?

L'intervention que je viens de faire va en fin de compte dans le même sens que tous ceux qui, à cette heure, cherchent un remède aux maux aigus dont souffre notre pays. Or, ces efforts seront couronnés de succès dans la mesure où le chemin sera ouvert aux forces de l'ordre, fruits de la raison, et fermé à celles du désordre, fruits gâtés de la déraison.

Loin de chercher à restreindre aucun droit, elle vise au contraire à sauvegarder pour tous les citoyens ceux-là même des droits qui pour chacun de nous conditionnent la dignité humaine et pour le pays tout entier le plus précieux des biens, la paix.

Bauder, Regierungspräsident. Der Interpellant macht darauf aufmerksam, dass vom Staate besoldete Personen Mitglieder des «Groupe Bélier» seien, d. h. einer Vereinigung, die sich in Bern, Les Rangiers und Courgenay mehrmals ausserhalb des Gesetzes bewegt habe. Er erkundigt sich, ob der Regierungsrat nicht auch der Auffassung sei, dass es an der Zeit wäre, diese Leute daran zu erinnern, dass sie weniger als andere berechtigt seien, die öffentliche Ordnung zu stören und Zusammenkünfte von Drittpersonen zu verhindern. Insbesondere möchte er wissen, ob Staatsbeamte berechtigt seien, sich an subversiven Bewegungen zu beteiligen.

Mit dieser Interpellation stellt Herr Grossrat Peter die Frage nach den Grenzen der politischen Betätigung der Beamten. Für die Beamten der bernischen Staatsverwaltung sind diese Grenzen im bernischen Gesetz vom 7. Februar 1954 über das Dienstverhältnis der Behördemitglieder und des Personals der bernischen Staatsverwaltung (Beamtengesetz) festgelegt. Nach Artikel 10 des Beamtengesetzes hat der Beamte die Obliegenheiten seines Amtes oder seiner Stelle treu und gewissenhaft zu erfüllen und sich durch sein Verhalten seiner Stellung würdig zu erweisen. Nach Artikel 15 des Beamtengesetzes ist dem Beamten das Vereinsrecht im Rahmen der Bundes- und Staatsverfassung gewährleistet; es ist ihm aber verboten, einer Vereinigung anzugehören oder sie zu unterstützen, die in ihren Zwecken oder in den dafür bestimmten Mitteln rechtswidrig oder staatsgefährlich ist. Endlich ist darauf hinzuweisen, dass jeder Beamte bei seiner Vereidigung gelobt oder schwört, «die Rechte und Freiheiten des Volkes und der Bürger zu achten, die Verfassung und die verfassungsmässigen Gesetze streng zu befolgen sowie die Pflichten seines Amtes getreu und gewissenhaft zu erfüllen.» (Art. 113 Staatsverfassung).

Der Beamte, der seine Berufspflichten verletzt oder durch sein Verhalten – im Dienste und ausserhalb des Dienstes – Würde und Ansehen des Amtes gefährdet, ist disziplinarisch verantwortlich (Art. 22 des Beamtengesetzes). Die möglichen Disziplinarstrafen (Verweis, Geldbusse, Versetzung in eine andere Stelle, besoldungsmässige Nachteile, Einstellung im Amt und Abberufung) sind im Artikel 28 des Beamtengesetzes umschrieben. Disziplinarbehörden sind die vorgesetzten Behörden, wobei für die Abberufung eine unabhängige Instanz, nämlich die Abberufungskammer des bernischen Obergerichts, als allein zuständig erklärt wird.

Literatur und Rechtssprechung fassen alle diese Pflichten des Beamten unter den Oberbegriff der sogenannten «Treuepflicht des Beamten» zusammen. Die schweizerischen Gerichte und insbesondere das Bundesgericht hatten schon mehrmals Gelegenheit, zum Problem der Treuepflicht eines Beamten, speziell im Hinblick auf sein politisches Bekenntnis und seine politische Tätigkeit, Stellung zu nehmen. Es besteht eine feste Gerichtspraxis, wie sie etwa bei Prof. Imboden, Schweizerische Verwaltungsrechtssprechung, 2. Auflage, niedergelegt ist. Es bestehen insbesondere zwei Urteile des Bundesgerichtes, die allerdings nur bedingt anwendbar sind. Es handelt sich um das Urteil in Sachen Nationale Front und Konsorten gegen Basel-Stadt vom Jahre 1939 und Ammann gegen Kanton Aargau vom Jahre 1949. Da diese Gerichtspraxis auch für den uns hier interessierenden Fall von Bedeutung ist, sei sie kurz dargestellt. In den zitierten Fällen aus den Jahren 1939 und 1949 führt das Bundesgericht u. a. aus:

«Der Beamte trete durch seine Ernennung in ein besonderes Gewaltverhältnis zum Staat, auf Grund dessen er nicht nur die Pflicht zur gewissenhaften Erfüllung seiner dienstlichen Obliegenheiten, sondern eine allgemeine, sich auch auf das ausserdienstliche Verhalten erstreckende Treuepflicht übernehme. Nach schweizerischer Auffassung geniesse zwar der Beamte mit Bezug auf sein Privatleben im allgemeinen wie auch in bezug auf die Ausübung seiner staatsbürgerlichen Rechte im speziellen weitgehende Freiheit. Eine Schranke bestehe aber jedenfalls in dem Sinne, dass der Beamte nicht durch sein Verhalten die Achtung und das Vertrauen aufs Spiel setzen dürfe, die seine amtliche Stellung erfordere.

Was insbesondere die politische Einstellung und Tätigkeit anbelange, dürfe zwar nicht verlangt werden, dass der Beamte die politischen Ansichten derjenigen Parteien teile, die im Parlament und in der Regierung die Mehrheit bilden. Der Schweiz sei jenes politische System unbekannt, bei dem auch die Beamtenstellen mit Angehörigen der regierenden Partei oder Parteien besetzt werden und mit dem Regierungswechsel auch ein Beamtenwechsel stattfinde. Insbesondere dürfe von den Beamten nicht verlangt werden, dass sie Kritik überhaupt unterlassen oder nur in beschränktem Masse ausüben. Sogar wegen Zugehörigkeit zu Parteien, die in einer an sich heftigen Opposition stehen, dürfe keine Unvereinbarkeitsbestimmung aufgestellt werden. Auf der andern Seite dürfe aber die Vereinszugehörigkeit nicht nur dann eingeschränkt werden, wenn die betreffenden Vereine auf einen gewaltsamen Umsturz hinarbeiten oder den bestehenden Staat sonst unterhöhlen. Ein der demokratischen Staatsform gänzlich entfremdeter Beamter geniesse, zumal wenn er sich in hoher, verantwortungsvoller Stellung befinde, das Vertrauen nicht mehr, das ihm von den Vorgesetzten und Untergebenen sowie von den Mitbürgern entgegengebracht werden müsse.

Nach der bundesgerichtlichen Rechtssprechung gilt auch die Vereinsfreiheit für Beamte nur in einem beschränkten Umfang. Schon Prof. Burckhardt schreibt in seinem Kommentar zur Bundes-

verfassung, dass derjenige, der sich in den Dienst des Staates stellt, auf die Ausübung der bürgerlichen Rechte verzichten muss, die mit dem Staatsdienst in Widerspruch stehen. Unter diesem Gesichtspunkt betrachtet, ist der Artikel 15 des bernischen Beamtengesetzes nicht bundesrechtswidrig.»

Diese Rechtssprechung, auf den uns interessierenden Fall angewandt, führt zu folgenden Feststellungen:

Die Mitgliedschaft eines Beamten beim «Groupe Bélier» ist nach Auffassung des Regierungsrates, wenigstens zur Zeit, nicht unvereinbar mit seiner Beamtenstellung. Nach den Statuten lautet der Zweckartikel dieser Vereinigung wie folgt:

«Son but est de grouper la jeunesse du Jura pour travailler à l'autonomie du peuple jurassien par des voies légales, de pair avec le Rassemblement jurassien.» Wohl steht die Vereinigung des «Groupe Bélier» zusammen mit dem Rassemblement jurassien in heftiger Opposition zum Staate Bern. Dies genügt aber nach bundesgerichtlicher Praxis nicht, um daraus die Unvereinbarkeit zwischen einem Beamten und seiner Mitgliedschaft zu dieser politischen Vereinigung abzuleiten. Es müsste vielmehr der Nachweis erbracht werden, dass die Vereinigung als solche ausserhalb der Gesetze steht oder staatsgefährdende Ziele verfolgt. An einem derartigen Nachweis fehlt es zurzeit.

Nicht zu übersehen ist allerdings, dass zwischen der in den Statuten des «Groupe Bélier» enthaltenen Zweckbestimmung und der praktischen Tätigkeit sowie den Erklärungen der leitenden Organe oft ein Widerspruch besteht. Wohl erklären diese Organe bei jeder Gelegenheit, dass sie die gesteckten Ziele auf legale Weise erreichen möchten. Anderseits wurde aber im «Jura libre» vom 3. April 1963 gesagt, dass die Illegalität legitim werde, wenn die Legalität den Weg versperre.

Nach einer Berichterstattung im «Démocrate» vom 21. Dezember 1964 soll sich eine leitende Persönlichkeit des Rassemblement jurassien an einer öffentlichen Versammlung vom 20. Dezember 1964 wie folgt geäussert haben: «Weil man unsere gerechten Forderungen nicht anhören will, haben wir nur eine Möglichkeit: Das Leben unmöglich zu machen, nicht nur im Staat, der uns beherrscht, sondern in der ganzen Eidgenossenschaft. Der Kanton Bern ist nicht genügend bewaffnet, um auf die Länge gegen eine Volksbewegung wie unsere zu kämpfen. Denken Sie z. B. an Les Rangiers, das uns mehr genützt hat als 1000 Konferenzen.»

Wir erinnern ferner daran, dass weder die «Groupe Bélier» noch das Rassemblement jurassien sich je von der Kampfmethode und den Terrorakten des FLJ distanziert haben. Sollte von einer oder beiden Organisationen der Weg von der Legalität zur Illegalität beschritten werden, so wäre der Zeitpunkt für eine klare Entscheidung der den Organisationen angehörenden oder mit ihnen offen sympathisierenden Beamten gekommen.

Fragwürdig ist sodann die Teilnahme von Beamten an Demonstrationen, die sich gegen den politischen Gegner richten und dazu dienen, diesen an der Ausübung seiner Freiheitsrechte zu hindern. Ein derartiges Verhalten verstösst eindeutig gegen die Grundsätze, wie sie hievor unter dem Begriff der Treuepflicht des Beamten dargelegt wurden. Wer andere an der Ausübung ihrer verfassungsmässigen Rechte hindert, gefährdet durch solches Verhalten Würde und Ansehen des Amtes und bricht seinen Amtseid und damit sein Versprechen, die Rechte und Freiheiten des Volkes und der Bürger zu achten sowie die Verfassung und die verfassungsmässigen Gesetze streng zu befolgen.

Wenn sich auch in Einzelfällen die grundsätzliche Frage nach einer Disziplinierung stellt, so hält doch der Regierungsrat dafür, dass im gegenwärtigen Zeitpunkt auf die Eröffnung von Disziplinarverfahren verzichtet werden sollte. Er glaubt, dass bei der im Gange befindlichen politischen Diskussion die Beteiligten überzeugt werden können, dass Illegalität und Gewalt keine Mittel zur Lösung staatspolitischer Probleme bilden. Derartige Disziplinarverfahren wären auch nicht geeignet, einer vernünftigen Lösung der Jurafrage einen Dienst zu leisten.

Sodann ist zu unterscheiden zwischen Beamten des Bundes, des Kantons, der Gemeinden und der Lehrerschaft, die nicht dem gleichen Arbeitgeber unterstehen und für die nicht durchwegs das gleiche Disziplinarrecht gilt. Ebenso sind zum Teil nicht die gleichen Instanzen für das Ergreifen eventueller Disziplinarmassnahmen zuständig. Wollte man deshalb an solche Massnahmen denken, müsste zuerst das Vorgehen rechtlich, personell und sachlich koordiniert werden, weil sonst durch eine ungleiche Behandlung der betroffenen Beamten, die kaum zu vermeiden wäre, ungleiches Recht gesprochen würde. Die Folgen eines solchen Vorgehens liegen auf der Hand. Sie würden von der Sache wegführen in eine an sich berechtigte Kritik über rechtsungleiche Behandlung von Bürgern, auf die der Schweizer bekanntlich sehr sauer reagiert. Ob mit einem solchen Vorgehen der Lösung der Jurafrage gedient wäre, ist füglich ebenfalls zu bezweifeln.

Dagegen müsste das Problem neu überprüft werden, sobald festgestellt würde, dass Beamte den Aufforderungen, sich in die Illegalität zu begeben, gehorchten oder dass Beamte sich in leitender Stellung an Demonstrationen beteiligten, die dazu dienen, andersdenkende Mitbürger in der Ausübung ihrer Freiheitsrechte zu beschränken. Ebenso könnten Lehrer, welche die noch nicht urteilsfähige Jugend durch ihren Unterricht in Gewissenskonflikte stürzen würden, die Grenze des Zulässigen überschreiten.

Durch den Hinweis auf die bestehenden Rechtsgrundlagen und auf die vorhandene Judikatur ist der Regierungsrat der Aufforderung des Interpellanten nachgekommen, die in Frage stehenden Beamten an ihre Treuepflicht gegenüber den staatlichen demokratischen Einrichtungen und auf eventuelle Folgen bei Verletzung dieser Pflicht aufmerksam zu machen.

Le Président. L'interpellateur est prié de déclarer s'il est satisfait de la réponse du gouvernement.

Peter. Je suis satisfait.

Interpellation des Herrn Grossrat Gobat — Zwischenfälle in Courgenay am 20. Mai 1967

(Siehe Seite 375 hievor)

Gobat. Qui dit démocratie, dit liberté d'opinion. Dans un Grand Conseil suisse il peut paraître superflu d'énoncer ce truisme. Pourtant, il arrive que des principes considérés par la grande majorité des citoyens comme élémentaires et indiscutables soient mis en question par d'aucuns. Et c'est parce que dans notre canton, dans sa partie jurassienne précisons-le, les règles fondamentales de la liberté de réunion et d'opinion ont été plus d'une fois transgressées que je prends aujourd'hui la parole.

C'est à Courgenay que se situe la dernière des atteintes à ces libertés fondamentales. Je ne reprendrai pas le détail de ce qui s'y est passé. M. Peter vient de le faire, vous l'avez entendu. Je m'arrêterai cependant à l'un ou l'autre aspect.

Ainsi, même si l'assemblée a eu lieu en fin de compte malgré les tentatives d'obstruction des séparatistes, il n'en reste pas moins que le principe de la liberté de réunion et d'opinion a été foulé aux pieds. Ce n'est pas la première fois que les séparatistes et le groupe Bélier provoquent des incidents en terre jurassienne. Chacun se souvient du scandale des Rangiers, de l'inauguration différée de l'Ecole normale des maîtresses ménagères, à Porrentruy, de la tentative de franchir le Mont-Crosin pour troubler, à St-Imier, la cérémonie organisée à l'occasion du 150ème anniversaire du rattachement du Jura au canton de Berne, de l'annulation de la réception du Grand Conseil à Saignelégier. Et cette énumération n'est pas exhaustive.

Mais revenons encore à l'affaire de Courgenay. De la publicité avait été faite en Ajoie par le groupement interparti et des papillons avaient été distribués dans toutes les boîtes aux lettres quelques jours avant ce samedi 20 mai. Les séparatistes ont interprété cet envoi généralisé comme étant la signification d'une invitation à tous les citoyens membres ou non du groupement. Cette tentative de justifier leur présence ne résiste pas à un examen, même sommaire. Le papillon portait: «Assemblée du groupement interparti du district de Porrentruy pour l'unité cantonale». Il n'y a là aucune trace d'ambiguïté. Chacun, en lisant ce texte, pouvait juger d'emblée si cette affaire le concernait. D'autre part, aucune allusion n'était faite à un débat contradictoire. Et puis le papillon ne portait pas l'expression qu'on peut lire parfois lorsque les organisateurs veulent attirer la grande foule: Invitation cordiale à tous. Enfin, celui qui n'avait pas été attentif à tous ces détails et qui, de bonne foi, sans arrière-pensée, s'était rendu à l'assemblée et avait constaté en arrivant devant le restaurant que sa présence n'était pas souhaitée ne devait-il pas tout bonnement faire demi-tour au lieu de bousculer les organisateurs, d'essayer de forcer l'entrée et de manifester bruyamment son désaccord?

Le préfet est responsable de l'ordre dans son district. L'article 47 de la constitution cantonale le précise et d'autres ordonnances également. En voyant ce qui s'est passé à Courgenay, on peut se demander si cette obligation est bien prise à la lettre. Il semble que parfois dans le domaine particulier du maintien de l'ordre public on soit trop centralisateur et qu'à Berne on se charge de tâches qui devraient être dévolues aux préfets. C'est dans les districts, du reste, qu'on peut le mieux apprécier la situation qui découle des antagonismes actuels, si regrettables par ailleurs.

Nous savons que la Direction de police se plaint à juste titre d'avoir de la peine à recruter des agents, dans le Jura tout particulièrement. Nous savons aussi que nombre de Jurassiens ont été admis comme gendarmes dans certains cantons romands, Genève et Neuchâtel, entre autres. Il est regrettable que ces hommes n'aient pas pu être engagés dans notre canton. La connaissance insuffisante de la langue allemande est-elle le seul motif du désintéressement des candidats ou de leurs échecs aux examens? Des études et des recherches de solutions ont-elles été faites? Si oui, peut-on en connaître les résultats, si non, nous suggérons qu'elles soient entreprises. La police est-elle actuellement suffisamment nombreuse pour remplir toutes les tâches qu'on attend d'elle? Nous pensons que les occasions où la police doit intervenir avec des effectifs plus ou moins considérables sont relativement rares. Il semble qu'il soit possible d'ordonner des concentrations là où les préfets les requièrent, sans nuire pour autant à l'essentiel des tâches courantes à accomplir ailleurs. Ainsi, à Courgenay, en fin de soirée, les policiers ont fini par être plusieurs dizaines. Mais ils sont arrivés échelonnés dans le temps et par groupes relativement restreints. Les derniers furent sur les lieux alors que le moment le plus critique était passé depuis longtemps déjà. La police ne pourrait-elle disposer d'appareils photographiques ou de caméras lorsque l'ordre est troublé et qu'on requiert ses services? Dans certains cas, et surtout si une enquête doit être ordonnée après coup, les identifications en seraient facilitées.

Afin de prévenir le pire dans de grands rassemblements où les passions se déchaînent, créant des risques d'affrontement, ne faudrait-il pas disposer d'hommes techniquement armés et bien entraînés? On n'improvise pas un service d'ordre efficace. Ce qui s'est passé aux Rangiers en est la preuve indiscutable. Des cours adéquats pour cadres et agents ne devraient-ils pas être organisés périodiquement? Pendant des décades, jamais semblable proposition n'aurait été faite chez nous à l'autorité de police. Rien ne leût justifiée. Mais, il faut vivre avec son temps et les changements regrettables qu'ils nous apporte. Aux grands maux les grands remèdes. Nous devons nous prémunir, comme la constitution cantonale le précise dans son article 39, contre les entreprises des fauteurs de troubles. Nous ne pouvons pas accepter que la rue impose sa loi.

Souvenons-nous et inspirons-nous de l'attitude ferme et sans ambiguïté du Conseil-exécutif vaudois, en 1964, lors de la journée bernoise à l'exposition nationale. La décision qu'il prit à l'époque d'interdire toute manifestation intempestive des séparatistes permit un déroulement parfait de la journée. Et personne, mis à part ceux que cette décision contrariait, n'a crié à l'abus de pouvoir ou au scandale.

Lors de la poussée du fascisme en Suisse, au début des années 30, des mesures avaient été prises à l'encontre des membres de mouvements subversifs. Ceux qui avaient participé à des réunions interdites furent condamnés à d'assez fortes amendes. L'ordre fut maintenu et personne – mise à part une petite minorité d'égarés – n'adressa de critiques aux autorités.

En conclusion, je pose la question qui figure dans le texte de mon interpellation: quelles mesures le Conseil-exécutif a-t-il prises à l'encontre des responsables qui ont troublé la réunion de Courgenay et quelles dispositions envisage-t-il pour que de semblables délits aux règles de la démocratie ne se reproduisent plus?

Bauder, Regierungspräsident. Die Rechtsgrundlagen für die Fragen, die der Herr Interpellant aufgeworfen hat, sind niedergelegt im Artikel 39 der Staatsverfassung, der lautet: «Der Regierungsrat wacht innerhalb der Schranken der Bundesverfassung über die Sicherheit des Staates nach aussen und über die Handhabung von Ruhe und Ordnung nach innen», sowie im Artikel 13 des Gesetzes vom 3. September 1939 über die Regierungsstatthalter, der lautet: «Der Regierungsstatthalter wacht über Ruhe, Ordnung und Sicherheit in seinem Amtsbezirk und trifft im Rahmen der Verfassung und der Gesetze die notwendigen Massnahmen zur Beseitigung und Verhinderung von Störungen und Gefährdungen. Hiefür steht ihm die Staats- und Ortspolizei zur Verfügung. Die Ortspolizeibehörde soll sich an ihn wenden, wenn sie Zweifel über ihre Zuständigkeit oder über die Wirksamkeit ihrer Massnahmen hegt. Von jedem Ereignis, das die öffentliche Ruhe und Ordnung gefährdet oder stört, hat er den Regierungsrat sofort zu benachrichtigen». Ferner fallen hier in Betracht die §§ 1 und 2 der Verordnung über die Obliegenheiten der Regierungsstatthalter und die §§ 1, 2, 3, 6 und 7 des Ortspolizeidekrets von 1920, wovon ich nur den § 3 zitieren will: «Bei allgemeiner Gefahr kann die Ortspolizeibehörde die Einwohner zu ihrer Unterstützung anhalten und ihre Hilfeleistung organisieren. Die Gemeinden sind in solchen Fällen verpflichtet, sich gegenseitig zu unterstützen.» Sodann kommen in Frage der Artikel 1 des Gesetzes über das bernische Polizeikorps von 1906, die Artikel 1, 29, 30 und 31 des Dienstreglementes der Kantonspolizei sowie endlich noch die Artikel 32, 33 und 34 des Strafgesetzbuches, die vom Notstand und der Notwehr handeln. Aus diesen gesetzlichen Grundlagen ist ersichtlich, dass es nicht nur Sache des Regierungsrates ist, Massnahmen zur Aufrechterhaltung von Ruhe und Ordnung zu treffen. Vielmehr beginnen die Kompetenzen und Pflichten dafür bereits auf der Stufe der Gemeinde gemäss den einschlägigen Bestimmungen des Ortspolizeidekretes von 1920. Dieses Dekret enthält in § 3 sogar sehr weitreichende Bestimmungen. Ich wiederhole sie: «Bei allgemeiner Gefahr kann die Ortspolizeibehörde die Einwohner zu ihrer Unterstützung anhalten und ihre Hilfeleistung organisieren. Die Gemeinden sind in solchen Fällen verpflichtet, sich gegenseitig zu unterstützen. Streitigkeiten über die Unterstützungspflicht entscheidet der Regierungsstatthalter des Amtsbezirkes der aufgeforderten Gemeinde.» Nach diesen gesetzlichen Grundlagen kann der Gemeinderat einer bestimmten Gemeinde, wenn die vorhandenen Ordnungskräfte von Kanton und Gemeinde nicht ausreichen, von sich aus eine Hilfspolizei oder Bürgerwehr aufstellen zum Schutze von Personen und Sachen, gegen die eine ernsthafte Bedrohung aufgetreten ist. Es lassen sich deshalb Bürgerwehren oder Hilfspolizeikorps auf durchaus legaler Basis begründen, so dass für politische Gruppierungen irgendwelcher Art kein Grund besteht, selber zu diesem Mittel zu greifen, sofern die Ortspolizeibehörden von sich aus angemessene Vorkehren treffen. Sodann hat der Regierungsstatthalter als oberster Chef der Polizeikräfte im Bezirk für Ruhe, Ordnung und Sicherheit zu sorgen. Dazu stehen ihm die im Amtsbezirk stationierten Kantons- und Gemeindepolizeikräfte zur Verfügung. Wenn diese nicht genügen, kann er beim Polizeikommando weitere Kräfte und Spezialisten anfordern, wobei er davon dem Regierungspräsidenten Kenntnis zu geben hat.

Der Regierungsstatthalter ist verpflichtet, voraussehbare Ruhestörungen selbst oder durch Vermittlung der Gemeindebehörden zu vermeiden, indem er versucht, vermittelnd einzugreifen.

Im Verkehr auf allen Ebenen (Gemeinde - Regierungsstatthalter - Regierung - Polizeikommando) besteht die Pflicht, sich über erhaltene Mitteilungen und getroffene Massnahmen rasch und restlos zu orientieren.

Wenn schliesslich die Massnahmen und Mittel auf der Ebene der Gemeinde oder des Regierungsstatthalters nicht mehr genügen oder wenn vorauszusehen ist, dass diese Massnahmen und die vorhandenen Kräfte keinesfalls ausreichen werden, um das gesteckte Ziel, nämlich die Aufrechterhaltung von Ruhe, Ordnung und Sicherheit zu gewährleisten, hat sich der Regierungsrat auf Grund von Artikel 39 der Staatsverfassung einzuschalten. Er trifft unter Benachrichtigung der Regierungsstatthalter die nötigen Massnahmen, erteilt dem Polizeikommando die entsprechenden Befehle und bestimmt ein Regierungsratsmitglied, das in seinem Auftrag die Oberleitung des Einsatzes führt. Der Regierungsrat kann im schlimmsten Fall zu diesem Zwecke kantonale Truppen aufbieten oder vom Bundesrat Truppen anfordern, die zum Ordnungsdienst aufgeboten werden.

Diese an sich sehr weitschichtigen Möglichkeiten, die es erlauben, in jedem Fall die angepassten und nicht überdimensionierten Massnahmen zu treffen, erreichen ihr Ziel natürlich nur dann, wenn auch auf allen Ebenen (Gemeinde - Regierungsstatthalter - Regierung) der Wille zu einer guten Zusammenarbeit besteht.

Das dürfte nun erfreulicherweise auch der Fall sein. An zwei Konferenzen vom 16. Mai und 23. Juni 1967 gaben die Regierungsstatthalter des Juras und von Biel ihrem Wunsche Ausdruck, es seien die Bestrebungen zur Aufrechterhaltung von Ruhe und Ordnung praktisch besser zu koordinieren, und an einer Konferenz zwischen den Regierungsstatthaltern des Juras und von Biel mit der Justiz- und der Polizeidirektion wurde ein Meinungsaustausch darüber gepflogen, wie die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen in der Praxis zu handhaben seien. Es ging dabei im wesent-

lichen darum, die Regierungsstatthalter in Zukunft in vermehrtem Masse und gemäss dem von ihnen zum Ausdruck gebrachten Wunsche einzusetzen mit dem Ziel, wenn irgendwie möglich durch direkte Einwirkung voraussehbare Ruhestörungen zu verhindern oder zu kanalisieren. Die Regierungsstatthalter haben es an dieser Konferenz auch übernommen, mit den Gemeinden Fühlung aufzunehmen, um sie auf ihre Möglichkeiten aufmerksam zu machen und an ihre Pflichten gemäss Ortspolizeidekret zu erinnern.

Der Herr Interpellant hat auch Fragen über die Ausbildung der Polizei aufgeworfen. Die Ausbildung, die er hier angetönt hat, wird betrieben. Er sagte ferner, grosse Polizeiaufgebote seien selten. Hierin täuscht er sich. In einem Jahr haben wir rund 1200 bis 1300 grosse Polizeiaufgebote zu bewältigen, um alle Ordnungsdienste, auch die friedlichen, in der eidgenössischen und bernischen «Festhütte» sicherzustellen. Das führt zu einer Überbelastung der Polizei, die sich wiederum in der Rekrutierung nachteilig auswirkt.

Zur Aufrechterhaltung von Ruhe und Ordnung gehört auch die Gewährleistung der Versammlungsfreiheit. Der Regierungsrat wird keine Massnahmen treffen, die jemanden daran hindern, seine Meinung und Auffassung frei zum Ausdruck zu bringen, solange er sich im Rahmen bewegt, der von der Verfassung und vom Strafrecht gezogen wird. Dabei muss festgestellt werden, dass auch kein Dritter das Recht hat, die Versammlungsfreiheit zu stören oder zu behindern. Wer solches tut, rührt nämlich an die demokratischen Grundrechte, und macht sich unter Umständen strafbar. Alle nach Gesetz verantwortlichen Instanzen sollen angewiesen werden, Personen, die sich solche Handlungen zuschulden kommen lassen, beim Richter zu verzeigen.

Der Regierungsrat appelliert an alle, sich an diese Rechtsformen zu halten, damit keiner versuche, einem andern ein Recht vorzuenthalten, das er für sich auf Grund unserer demokratischen Freiheiten als Selbstverständlichkeit beansprucht. Die Regierungsstatthalter sind ersucht worden, als oberste Verantwortliche für Ruhe und Ordnung in ihrem Amtsbezirk, gemäss dem zitierten Artikel 13 des Gesetzes vom 3. September 1939 über die Regierungsstatthalter, zu wachen.

Der Interpellant hat auch die Vorfälle anlässlich der Versammlung vom 20. Mai 1967 in Courgenay erwähnt. Dazu ist zu bemerken, dass diese Veranstaltung sich als Testfall nicht besonders eignet. Die Veranstalter hatten, wie von den Herren Grossräten Peter und Gobat bereits betont worden ist, die Einladungen zu dieser Versammlung sehr breit gestreut, so dass wohl der Eindruck entstehen konnte, es handle sich um eine öffentliche Versammlung. Jedenfalls konnten sich ihre Gegner, als sie den Eintritt in den Saal begehrten, darauf berufen, sie hätten ebenso das Recht, sich hier aufzuhalten, wie die Veranstalter, und die angeforderte Polizei habe kein Recht, sie wegzuweisen, was sie dann trotz einer äusserst unklaren Ausgangs- und Rechtslage auf Wunsch der Veranstalter und des Gastwirtes tun musste, wobei die bekannten Unannehmlichkeiten entstanden. Allerdings – das muss hier der Objektivität halber auch festgehalten werden – konnten die Veranstalter bei der herrschenden unklaren Lage die Befürchtung hegen, ihre Gegner wollten sie an der Durchführung der Versammlung hindern.

Um derartige Vorfälle auch von der organisatorischen Seite her nach Möglichkeit zu vermeiden, fordert der Regierungsrat alle Veranstalter solcher Versammlungen auf, in Zukunft in jedem Fall eine klare Ausgangs- und Rechtslage zu schaffen, so dass sich auch die Organe eines eventuell zu organisierenden Ordnungsdienstes auf diese klare Ausgangslage stützen können.

Le président. L'interpellateur est autorisé à faire une déclaration.

Gobat. Je suis partiellement satisfait.

Einbürgerungen

Auf den Antrag des Regierungsrates und der Justizkommission wird den nachgenannten Personen, welche sich über ihre Handlungsfähigkeit, den Genuss eines guten Leumundes sowie über günstige Vermögens- und Erwerbsverhältnisse ausgewiesen haben, auf ihr Ansuchen hin bei 119 ausgeteilten Stimmzetteln, wovon eingelangt 114, leer und ungültig 3, in Betracht fallend 111, also bei einem absoluten Mehr von 56 Stimmen, das bernische Kantonsbürgerrecht und das Bürgerrecht der nachbezeichneten Gemeinden mit 104 bis 111 Stimmen erteilt, unter Vorbehalt der Bezahlung der Einbürgerungsgebühren:

Schweizerbürger – Citoyens suisses

1. G i a u q u e Alain, von Le Pâquier, geboren am 15. Mai 1962 in Veyrier, wohnhaft in Prêles, welchem die Burgergemeinde Prêles das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

2. H e u s s e r Albert Eugen, von Russikon ZH, geboren am 13. November 1910 in Niederbipp, Kaufmann, wohnhaft in Muri bei Bern, Ehemann der Isabelle Marie Madeleine geb. Leimgruber, geboren am 4. Januar 1917 in Lausanne, Vater von vier minderjährigen Kindern, welchem die Burgergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

3. H e u s s e r Marcel, von Russikon ZH, geboren am 14. Mai 1946 in Freiburg, ledig, Kaufmann, wohnhaft in Muri bei Bern, welchem die Burgergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

4. H i r t Hans Peter, von Niederweningen ZH, geboren am 1. Juni 1946 in Thun, ledig, Kaufmann, wohnhaft in Köniz, welchem die Einwohnergemeinde Köniz das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

5. K ä l i n Emil, von Einsiedeln, geboren am 3. September 1897 in Henau, pens. eidg. Beamter, wohnhaft in Bern, Ehemann der Marie Ida geb.

Kneubühl, geboren am 17. Mai 1897 in Oberhofen am Thunersee, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

6. Klöti Friedrich, von Zürich, geboren am 23. Dezember 1902 in Zürich, verwitwet, Feinmechaniker, wohnhaft in Bern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

7. Koller Fritz, von Nesslau SG, geboren am 12. September 1927 in St. Gallen, Schreiner, wohnhaft in Leissigen, Ehemann der Alice Elsbeth geb. Ringgenberg, geboren am 3. April 1936 in Leissigen, Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Burgergemeinde Leissigen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

8. Metschik Norbert, von Egg ZH, geboren am 7. Januar 1909 in Warschau, Kaufmann, wohnhaft in Bern, Ehemann der Gertrud geb. Liechti, geboren am 17. September 1908 in Bern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

9. Monnat Michel Jacques, von Berikon AG, geboren am 29. Dezember 1954 in Neuenburg, Schüler, wohnhaft in Tramelan, welchem die Einwohnergemeinde Saignelégier das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

10. Monnat Roland Adolf, von Boswil AG, geboren am 7. Juli 1951 in Aarau, Schüler, wohnhaft in Tramelan, welchem die Einwohnergemeinde Tramelan das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

11. Tramer Franziska geb. Baumgarten, von Zürich, geboren am 26. November 1883 in Lodz, verwitwet, Professor Dr. phil., Psychologin, wohnhaft in Bern, welcher die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

12. Wyttenbach Thomas, von Arogno, geboren am 28. Februar 1957 in Zürich, Schüler, wohnhaft in Zollikofen, welchem die Einwohnergemeinde Thun das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Ausländer – Etrangers

13. Brenzikofer Heidi, deutsche Staatsangehörige, geboren am 18. April 1953 in Bern, Schülerin, wohnhaft in Muri bei Bern, welcher die Einwohnergemeinde Zollikofen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt seit Geburt in der Schweiz; bis November 1957 war sie in Zollikofen und seither ist sie in Muri bei Bern gemeldet.

14. Büchler Agnes, ungarische Staatsangehörige, geboren am 21. Dezember 1945 in Chêne-Bougeries, ledig, Verwaltungsangestellte, wohnhaft in Bern, welcher die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt mit Ausnahme eines Jahres seit Geburt in der Schweiz; seit 1948 ist sie mit Ausnahme eines Jahres in Bern gemeldet.

15. Cassani Bruno Carlo, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 30. März 1930 in Bern, Verlagsangestellter, wohnhaft in Köniz, Ehemann der Margot Angela Erharda geb. Conrads, geboren am 7. August 1929 in Münster (Deutschland), Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Köniz das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme von vier Monaten seit Geburt in der Schweiz; seit 1957 ist er in Bolligen gemeldet.

16. Falabretti Umberto, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 18. Mai 1925 in Zürich, Schneider/Atelierchef, wohnhaft in Wangen an der Aare, Ehemann der Norma Mathilde geb. Bisagno, geboren am 28. November 1927 in Zürich, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Wangen an der Aare das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Geburt in der Schweiz; seit 1960 ist er in Wangen gemeldet.

17. Galia Alfred André, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 26. April 1918 in Bévilard, Elektromechaniker, wohnhaft in Bévilard, Ehemann der Melitine Mathilde geb. Gerber, geboren am 2. Juli 1926, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Bévilard das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme der Zeit von Dezember 1936 bis April 1943 seit Geburt in der Schweiz; seit 1957 ist er in Bévilard gemeldet.

18. Hoffmann Edouard, französischer Staatsangehöriger, geboren am 29. Juli 1921 in Delsberg, Lumpensammler, wohnhaft in Moutier, Ehemann der Josephine geb. Bittel, geboren am 22. Oktober 1924 in Biel, Vater von vier minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Moutier das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Geburt in der Schweiz; seit 1944 ist er in Moutier gemeldet.

19. Presotto Georges Daniel, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 19. Juli 1950 in Herzogenbuchsee, ledig, Eisenbetonzeichnerlehrling, wohnhaft in Suhr, mit gesetzlichem Wohnsitz in Herzogenbuchsee, welchem die Einwohnergemeinde Herzogenbuchsee das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Geburt in der Schweiz; sein gesetzlicher Wohnsitz war immer Herzogenbuchsee.

20. Resler Robert, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 9. September 1951 in Bern,

Chemieätzer, wohnhaft in Köniz, welchem die Einwohnergemeinde Köniz das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Geburt in der Schweiz; seither ist er immer in Köniz gemeldet.

21. Resler Hans-Jürg, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 12. Februar 1950 in Bern, Offsetdruckerlehrling, ledig, wohnhaft in Köniz, welchem die Einwohnergemeinde Köniz das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Geburt in der Schweiz; seither ist er in Köniz gemeldet.

22. Schade Edouard, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 21. Juni 1913 in La Chaux-de-Fonds, Polsterer-Dekorateur, wohnhaft in Thun, Ehemann der Emma geb. Zogg, geboren am 29. November 1910 in Buchs, Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Einwohnergemeinde Thun das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Geburt in der Schweiz; seit 1925 ist er ununterbrochen in Thun gemeldet.

23. Schatz Hilda, österreichische Staatsangehörige, geboren am 25. September 1936 in Zürich, ledig, Büroangestellte, wohnhaft in Köniz, welcher die Einwohnergemeinde Köniz das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt mit Ausnahme von 15 Monaten seit Geburt in der Schweiz; seit 1960 ist sie in Köniz gemeldet.

24. Turati Cesare Angelo, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 11. Oktober 1912 in Novazzano TI, Maurer-Vorarbeiter, Ehemann der Giovanna Maria geb. Rondelli, geboren am 3. Dezember 1920 in Tiarno di Sotto (Italien), Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Einwohnergemeinde Biel das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Geburt in der Schweiz; seit 1954 ist er in Biel gemeldet.

25. Fankhauser Renate, österreichische Staatsangehörige, geboren am 16. Dezember 1951 in Bregenz (Österreich), ledig, Hausangestellte, wohnhaft in Sumiswald, welcher die Einwohnergemeinde Sumiswald das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt seit 1952 in der Schweiz; seit 1958 ist sie in Sumiswald gemeldet.

26. Mainer Gerlinde Gertrud, deutsche Staatsangehörige, geboren am 13. März 1949 in Oschwitz (Deutschland), ledig, Postgehilfin, wohnhaft in Huttwil, welcher die Einwohnergemeinde Huttwil das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt seit 1951 in der Schweiz; seit 1955 ist sie in Huttwil gemeldet.

27. Andrée Hans Heinrich, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 10. November 1925 in Burgdorf (Deutschland), Kartograph, wohnhaft in Köniz, Ehemann der Rosmarie Elfriede geb. Bratschi, geboren am 1. Januar 1931 in Bern, Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Einwohnergemeinde Köniz das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnte von 1953 bis 1955 und seit 1957 in der Schweiz; seit 1957 ist er in Köniz gemeldet.

28. Anstaett Raymond Martin, französischer Staatsangehöriger, geboren am 31. Januar 1924 in Strassburg, Buchdrucker, wohnhaft in Bern, Ehemann der Maria Laura geb. Fermaud, geboren am 3. Mai 1925 in Adelboden, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Oktober 1947 in der Schweiz; seit Juli 1948 ist er ununterbrochen in Bern gemeldet.

29. Böhringer Martin Jörg, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 10. April 1930 in Tübingen (Deutschland), Sattler-Tapezierer, wohnhaft in Nidau, Ehemann der Hildegart Lotte geb. Mayer, geboren am 4. April 1933 in Zürich, welchem die Einwohnergemeinde Nidau das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit September 1952 in der Schweiz; seit Mai 1957 ist er ununterbrochen in Nidau gemeldet.

30. Brüll Julius, polnischer Staatsangehöriger, geboren am 15. Mai 1907 in Zawoja (Polen), Dr. ing. chem., wohnhaft in Biel, Ehemann der Toni Klara geb. Aeschbacher, geboren am 2. März 1914 in Täuffelen, welchem die Einwohnergemeinde Biel das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnte von 1942 bis 1947 und seit 1959 in der Schweiz; seit April 1959 ist er in Biel gemeldet.

31. Cavallin Angelo Primo, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 18. September 1926 in Quinto di Treviso (Italien), Dreher, wohnhaft in Crémines, Ehemann der Bethli geb. Uebelhart, geboren am 28. November 1931 in Welschenrohr, Vater von vier minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Crémines das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme eines Jahres seit 1946 in der Schweiz; seit 1957 ist er in Crémines gemeldet.

32. Czibula Mihály László, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 16. September 1939 in Ujpest (Ungarn), dipl. Elektrotechniker, wohnhaft in Bern, Ehemann der Myriam Laetitia geb. Born, geboren am 7. September 1942 in Bern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit November 1956 in der Schweiz; seit Januar 1957 ist er in Bern gemeldet.

33. Cziráki Jóssef, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 24. Juli 1937 in Ozmanbük (Ungarn), Maschinenschlosser, wohnhaft in Bern, Ehemann der Dora geb. Fuhrer, geboren am 19. September 1940 in Spiez, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Dezember 1956 in der Schweiz; seit Mai 1962 ist er in Bern gemeldet.

34. De Fusco Pasquale, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 1. Februar 1930 in Teano (Italien), Bauarbeiter, wohnhaft in Utzenstorf, Ehemann der Martha geb. Heiniger, geboren am 22. April 1936 in Münchringen, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Utzenstorf das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme von neun Monaten seit 1955 in der Schweiz; seit Januar 1963 ist er in Utzenstorf gemeldet.

35. Eisele Erwin Albert, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 17. Oktober 1919 in Schwäbisch Gmünd (Deutschland), Goldschmied, wohnhaft in Bolligen, Ehemann der Ruth Erika geb. Scherrer, geboren am 9. März 1930 in Bern, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Bolligen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme der Jahre 1940 bis 1949 seit 1920 in der Schweiz; seit 1958 ist er in Bolligen gemeldet.

36. Faietti Bruno, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 6. Juli 1906 in Bibbiano (Italien), Chefmonteur, wohnhaft in Bern, Ehemann der Antonia Benedikta geb. Fuchs, geboren am 15. Juni 1909 in Appenzell, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1915 in der Schweiz; seit 1959 ist er in Bern gemeldet.

37. Fürling Gyula, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 30. September 1926 in Körmend (Ungarn), Chefdekorateur, wohnhaft in Biel, Ehemann der Béatrice geb. Favrod, geboren am 8. Mai 1939 in Biel, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Biel das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit November 1956 in der Schweiz; seit Februar 1957 ist er in Biel gemeldet.

38. Hiba Jozsef, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 15. November 1938 in Balassagyarmat (Ungarn), Arzt, wohnhaft in Köniz, Ehemann der Charlotte geb. Kräuchi, geboren am 15. Oktober 1937, Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Einwohnergemeinde Köniz das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Dezember 1956 in der Schweiz; seit 1962 ist er in Köniz gemeldet.

39. Jamsek Giovanni, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 1. Juni 1905 in Triest, Service-Arbeiter, wohnhaft in Bern, Ehemann der Jeanne Marie geb. Sauthier, geboren am 24. März 1908 in Vétroz, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1932 in der Schweiz; seit 1958 ist er in Bern gemeldet.

40. Kovatsch Karl Anton, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 15. September 1925 in Knittelfeld (Österreich), Architekt, wohnhaft in Bern, Ehemann der Anna Hedwig geb. Goldinger, geboren am 9. März 1930 in Homburg, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1951 in der Schweiz; seit 1958 ist er in Bern gemeldet.

41. Küng Folkert Arnold Arthur, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 5. März 1933 in Oldenburg (Deutschland), Tiefbauzeichner, wohnhaft in Bern, Ehemann der Greti Ruth geb. Zürcher, geboren am 1. November 1933 in Bern, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1948 in der Schweiz; seit 1954 ist er in Bern gemeldet.

42. Kuprian Johann, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 12. Mai 1927 in Zams (Österreich), technischer Vertreter, wohnhaft in Bern, Ehemann der Margaritha geb. Gubser, geboren am 7. Juni 1926 in Bern, welchem die Einwohnergemeinde Zollikofen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1948 in der Schweiz; von 1960 bis Ende Juli 1966 war er in Zollikofen und seither ist er in Bern gemeldet.

43. Lenarth Georges, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 24. März 1936 in Budapest (Ungarn), Techniker, wohnhaft in Biel, Ehemann der Irene geb. Herzog, geboren am 10. April 1942 in Zürich, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Biel das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Dezember 1956 in der Schweiz; seit April 1961 ist er in Biel gemeldet.

44. Lengyel Timoteus, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 8. Juni 1937 in Barca (Tschechoslowakei), Organisator-Programmierer, wohnhaft in Burgdorf, Ehemann der Therese geb. Mettler, geboren in Burgdorf am 9. April 1932, Vater von drei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde

Burgdorf das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Dezember 1956 in der Schweiz; seit Juli 1959 ist er in Burgdorf gemeldet.

45. Luttenberger Alfred, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 18. September 1936 in Unterlabill (Österreich), Karrer, wohnhaft in Uttigen, Ehemann der Margrit geb. Rüegsegger, geboren in Heiligenschwendi am 2. März 1942, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Uttigen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Januar 1956 in der Schweiz; seit November 1956 ist er in Uttigen gemeldet.

46. Maerten Kurt, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 11. Januar 1932 in Költschen (Polen), Konditor, wohnhaft in Bern, Ehemann der Susy Liselott geb. Kohler, geboren am 5. August 1930 in Thun, Vater von drei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme von viereinhalb Monaten seit Juni 1953 in der Schweiz; seit 1963 ist er in Bern gemeldet.

47. Marktler Walter, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 21. Mai 1929 in Innsbruck, Automechaniker, wohnhaft in Bern, Ehemann der Bertha Olga geb. Riesen, geboren am 4. Dezember 1935 in Rüschegg, Vater von drei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1954 in der Schweiz; seit 1957 ist er in Bern gemeldet.

48. Martens Willibald, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 22. Mai 1935 in Ratibor (Deutschland), Elektromonteur, wohnhaft in Bern, Ehemann der Anna Marie geb. Fischer, geboren am 22. November 1928 in Luzern, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1957 in der Schweiz; seit 1958 ist er in Bern gemeldet.

49. Müller Otto Wilhelm, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 22. Juni 1929 in Bad Ems (Deutschland), Automechaniker, wohnhaft in Biel, Ehemann der Liliane geb. Meylan, geboren am 25. Mai 1937 in Biel, Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Einwohnergemeinde Biel das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1952 in der Schweiz; seit November 1955 ist er in Biel gemeldet.

50. Mümmler Harald Philipp Josef Gustav, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 11. Oktober 1932 in Dornbirn (Österreich), Kürschner, wohnhaft in Bern, Ehemann der Madeleine geb. Birbaum, geboren am 13. März 1927 in Freiburg, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1953 in der Schweiz; seit 1960 ist er in Bern gemeldet.

51. Negri Martin, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 11. November 1912 in Feltre (Provinz Belluno, Italien), Weber, wohnhaft in Bern, getrennt, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1915 in der Schweiz; seit 1954 ist er ununterbrochen in der Gemeinde Bern gemeldet.

52. Nübel Joseph Heinrich, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 24. Oktober 1931 in Brenken (Deutschland), Müller, wohnhaft in Bätterkinden, Ehemann der Annemarie geb. Schrag, geboren am 5. Juni 1942 in Bätterkinden, welchem die Einwohnergemeinde Bätterkinden das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1955 in der Schweiz; seither ist er ununterbrochen in Bätterkinden gemeldet.

53. Orlandazzi Domenico, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 3. Mai 1937 in Borgo Val di Taro (Italien), Bahnarbeiter, wohnhaft in Unterseen, Ehemann der Yvonne geb. Kössler, geboren am 1. März 1943 in Unterseen, Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Einwohnergemeinde Unterseen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1956 in der Schweiz; seit 1963 ist er in Unterseen gemeldet.

54. Pintér László, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 6. August 1932 in Gyömöre (Ungarn), Laborant, wohnhaft in Bern, Ehemann der Johanna Marta geb. Gössi, geboren am 11. August 1934 in Nottwil LU, Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit November 1956 in der Schweiz; seit Mai 1957 ist er in Bern gemeldet.

55. Pollak Hans Joachim, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 12. Oktober 1933 in Breslau (Deutschland), Metzger, wohnhaft in Moutier, Ehemann der Marie Thérèse geb. Schnegg, geboren am 14. September 1938 in Moutier, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Moutier das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1954 in der Schweiz; seit 1955 ist er in Moutier gemeldet.

56. Prinoth Robert Johann, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 18. März 1936 in Meran (Italien), Schreiner, wohnhaft in Unterseen, Ehemann der Martha geb. Michel, geboren am 20. November 1940 in Unterseen, Vater von drei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Unterseen das Bürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1954 in der Schweiz; seit 1957 ist er in Unterseen gemeldet.

57. Quitt Janos, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 10. Dezember 1936 in Budapest (Ungarn), Dr. med., Assistenzarzt, wohnhaft in Bad Ragaz, Ehemann der Rita geb. Flubacher, geboren am 4. Februar 1937 in Bern, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1956 in der Schweiz; seither ist er ununterbrochen in der Stadt Bern gemeldet.

58. Recchia Giulio Renato, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 30. Oktober 1919 in Levico (Italien), Arbeiter, wohnhaft in Biel, Ehemann der Charlotte geb. Bützberger, geboren am 24. Mai 1932 in Madiswil, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Biel das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnte von 1947 bis 1949 und seit 1950 in der Schweiz; seit April 1950 ist er ununterbrochen in Biel gemeldet.

59. Schulz Manfred Lothar Klaus, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 19. Mai 1935 in Berlin, Buchdrucker, wohnhaft in Bern, Ehemann der Erika geb. Maurer, geboren am 22. Oktober 1937 in Laupen, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1957 in der Schweiz; seit 1959 ist er in Bern gemeldet.

60. Spinosi Robert François, französischer Staatsangehöriger, geboren am 10. März 1934 in Villers-le-Lac (Frankreich), Büroangestellter, wohnhaft in Moutier, Ehemann der Jacqueline Lydia geb. Balmer, geboren am 27. August 1934 in Moutier, welchem die Einwohnergemeinde Moutier das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Februar 1957 in der Schweiz; seither ist er in Moutier gemeldet.

61. Szilagyi Endre, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 23. August 1919 in Budapest, kaufm. Angestellter, wohnhaft in Bern, Ehemann der Margaritha geb. Lengacher, geboren am 8. Februar 1912 in Eggiwil, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnte von 1933 bis 1935 und seit 1957 in der Schweiz; seit Februar 1960 ist er in Bern gemeldet.

62. Wist Günther Hermann, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 28. Dezember 1930 in Hamburg, dipl. Installateur, wohnhaft in Bern, Ehemann der Margareta Dora geb. Stettler, geboren am 17. April 1935 in Worb, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1954 in der Schweiz; seit 1960 ist er in Bern gemeldet.

63. Woitaske Johannes Eberhard Franz, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 15. Juni 1933 in Breslau (Deutschland), Küchenchef, wohnhaft in Grindelwald, Ehemann der Emma geb. Kaufmann, geboren am 25. April 1921 in Grindelwald, welchem die Einwohnergemeinde Grindelwald das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1954 in der Schweiz; seit 1961 ist er in Grindelwald gemeldet.

64. Barbieri Francesco, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 14. September 1915 in Varese (Italien), Automechaniker, wohnhaft in Bern, Ehemann der Libera geb. Caprari, geboren am 11. Februar 1926 in Faedo Valtelina (Italien), Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme von acht Jahren seit 1937 in der Schweiz; seit 1947 ist er ununterbrochen in Bern gemeldet.

65. Bartkowiak Kasimir, polnischer Staatsangehöriger, geboren am 15. Februar 1904 in Pakoslaw (Polen), ledig, UNO-Experte, wohnhaft in Köniz, welchem die Einwohnergemeinde Köniz das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1940 in der Schweiz; seit 1950 ist er in Köniz gemeldet.

66. Bortoli Giuseppe, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 6. Juni 1916 in Armeno (Italien), Maurer-Polier, wohnhaft in Köniz, Ehemann der Giuseppina geb. Capoferri, geboren am 23. Juni 1923 in Piedimulera (Italien), Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Köniz das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1925 in der Schweiz; seit 1950 ist er in Köniz gemeldet.

67. Buschan Christian Rudolf, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 5. Februar 1948 in Ludwigslust (Deutschland), ledig, Gymnasiast, wohnhaft in Köniz, welchem die Einwohnergemeinde Köniz das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit August 1950 in der Schweiz; seither ist er in Köniz gemeldet.

68. Casper Herbert Heinrich, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 26. November 1928 in Walditz (Deutschland), Elektriker, wohnhaft in Stettlen, Ehemann der Cäcilia Elisabeth geb. Baumann, geboren am 8. Dezember 1932 in Zell a. H. (Deutschland), Vater von vier minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Stettlen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Oktober 1953 in der Schweiz; seit Oktober 1954 ist er in Stettlen gemeldet.

69. Diamand Paul, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 18. Oktober 1930 in Budapest, geschieden, Monteur, wohnhaft in Bern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1945 in der Schweiz; seit 1954 ist er in Bern gemeldet.

70. Geiser Anton, rumänischer Staatsangehöriger, geboren am 20. November 1926 in Santana (Rumänien), ledig, Spengler, wohnhaft in Huttwil, welchem die Einwohnergemeinde Huttwil das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber hält sich seit 1945 in der Schweiz auf; seit 1947 ist er in Huttwil gemeldet.

71. Grosz Istvan, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 21. August 1911 in Budapest, Angestellter PTT, wohnhaft in Biel, Ehemann der Gabriella geb. Traj, geboren am 29. Dezember 1932 in Pècs (Ungarn), Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Einwohnergemeinde Biel das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnte von 1934 bis 1939 und seit 1957 in der Schweiz; seit 1961 ist er in Biel gemeldet.

72. Horvath Gyözö Gabor, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 18. Dezember 1944 in Sopron (Ungarn), ledig, Laborant, wohnhaft in Bern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit November 1956 in der Schweiz; seither ist er in Bern gemeldet.

73. Kasting Herbert Hellmuth Wilhelm, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 24. Februar 1920 in Haldem (Deutschland), dipl. Ing., wohnhaft in Thun, Ehemann der Dorothea Maria geb. Fröhlich, geboren am 4. Mai 1924 in Berlin, welchem die Einwohnergemeinde Thun das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme eines Jahres seit 1952 in der Schweiz; seit 1962 ist er in Thun gemeldet.

74. Lackner Marianne, deutsche Staatsangehörige, geboren am 1. Mai 1944 in Rummelsburg (Deutschland), ledig, Hausangestellte, wohnhaft in Langenthal, welcher die Einwohnergemeinde Langenthal das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt mit Ausnahme einiger kurzer Ferienaufenthalte seit 1948 in der Schweiz; seither ist sie in Langenthal gemeldet.

75. Langenbrinck Werner, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 10. Dezember 1930 in Essen-Borbeck (Deutschland), Baumschulist, wohnhaft in Worben, Ehemann der Cecilia geb. Favretto, geboren am 7. März 1936 in Volpago del Montello, welchem die Einwohnergemeinde Worben das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit April 1952 in der Schweiz; seither ist er in Worben gemeldet.

76. Osis Anna geb. Justell, lettischer Herkunft, geboren am 13. Januar 1908 in Riga (Lettland), verwitwet, Pflegerin, wohnhaft in Münsingen, welcher die Einwohnergemeinde Münsingen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt seit 1950 in der Schweiz; seither ist sie ununterbrochen in Münsingen gemeldet.

77. Ranieri Diamante geb. Terragni, italienische Staatsangehörige, geboren am 27. August 1926 in Mailand, gerichtlich getrennt, Hilfsverkäuferin, wohnhaft in Bern, welcher die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt seit 1951 in der Schweiz; seit 1957 ist sie in Bern gemeldet.

78. Révész László, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 1. August 1948 in Kecskemét (Ungarn), ledig, Gymnasiast, wohnhaft in Bern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1957 in der Schweiz; seither ist er in Bern gemeldet.

79. Schlappack Bernhard Heinrich, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 2. August 1931 in Bregenz (Österreich), Ingenieur, wohnhaft in Kirchberg, Ehemann der Irmgard Elisabeth geb. Kees, geboren am 14. März 1934 in Hemighofen (Deutschland), Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Einwohnergemeinde Kirchberg das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1954 in der Schweiz; seit 1959 ist er ununterbrochen in Kirchberg gemeldet.

80. Sechi Carlo Giovanni Romeo, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 28. Januar 1946 in Rom, ledig, Fernmelde- und Elektronik-Apparatemonteur, wohnhaft in Bolligen, welchem die Einwohnergemeinde Bolligen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1948 in der Schweiz; seit 1963 ist er in Bolligen gemeldet.

81. Srienz Leopold, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 14. November 1931 in Oberloibach (Österreich), Coiffeurmeister, wohnhaft in Interlaken, Ehemann der Elfriede geb. Kirisits, geboren am 19. Juni 1932 in Wien, Vater von drei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Interlaken das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Februar 1952 in der Schweiz; seit Dezember 1954 ist er in Interlaken gemeldet.

82. Szentkuti Bálint Tibor, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 26. Dezember 1941 in Budapest, ledig, dipl. Ing. ETH, wohnhaft in Bern, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Dezember 1956 in der Schweiz; seit März 1957 ist er in Bern gemeldet.

83. Stefan Janos, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 24. Januar 1945 in Hajduhadhaz (Ungarn), ledig, Präzisionsmechaniker, wohnhaft in Tramelan, welchem die Einwohnergemeinde Tramelan das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme von zwei Jahren seit 1956 in der Schweiz; seither ist er immer in Tramelan gemeldet.

84. Steinschaden Joseph, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 23. Mai 1932 in Etsdorf am Kamp (Österreich), kaufmännischer Angestellter, wohnhaft in Bern, Ehemann der Herta Katharina geb. Pfetzing, geboren am 9. November 1934 in Kassel (Deutschland), Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Einwohnergemeinde Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1952 in der Schweiz; seit 1954 ist er in Bern gemeldet.

Verwaltungsbericht der Polizeidirektion für 1966

Stauffer (Büren), Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Im Auftrage der Staatswirtschaftskommission haben Herr Kollega Wüthrich und der Sprechende am 13. Juli 1967 der Polizeidirektion den obligaten Besuch abgestattet. Der Polizeidirektor, Herr Regierungspräsident Bauder gab uns in einem langen Gespräch bereitwillig Auskunft auf unsere Fragen über die Polizeidirektion und zum Verwaltungsbericht. Dabei erhielten wir den Eindruck, dass neue Aufgaben, die sich heute mehr und mehr aufdrängen, einen vermehrten Personalbestand sowie mehr Raum, Einrichtungen und Anschaffungen erfordern. Es war dem Herrn Polizeidirektor ein besonderes Anliegen, uns über den weiteren Ausbau seiner Direktion in bezug auf das Personal und die Räumlichkeiten genau zu orientieren. Ich will hier nicht wiederholen, was auf Seite 10 des Verwaltungsberichtes darüber geschrieben steht. Ich möchte nur betonen, dass die Ausführung der Konzeption unseres Polizeidirektors dringend ist. Wenn es auch etwas kosten wird, werden wir unseren Segen trotzdem erteilen müssen, da es ja darum geht, zu rationalisieren und einfachere Arbeitsbedingungen zu schaffen.

Im Anschluss an unsere Besprechung auf der Polizeidirektion hatten wir Gelegenheit, das neue Gebäude der Polizeidirektion am Schermenweg zu besichtigen. Dort sind heute die Expertenbüros und der Sitz der Autobahnpolizei untergebracht, und dort finden wir auch den Erkennungsdienst usw. Alles ist überaus zweckmässig eingerichtet. Der Ausbau ist jedoch auch dort noch nicht zu Ende.

Am Nachmittag fuhren wir in die Strafanstalt Thorberg. Hier sind gegenwärtig grössere und, wie wir uns überzeugen konnten, absolut notwendige und zweckmässige Umbauten im Gange. Die Ausführungen von Herrn Direktor Werren machten uns klar, wie wichtig der Landwirtschaftsbetrieb in einer Strafanstalt für den Strafvollzug heute noch ist. In erster Linie kann beim landwirtschaftlichen Strafvollzug die Anleitung zu einer vernünftigen Arbeit erreicht werden. Die Landwirtschaft ist somit im Strafvollzug vor allem ein Arbeitsinstrument. Ohne den heutigen Landwirtschaftsbetrieb wäre ein teurer Werkstattbau notwendig. Hinzu kommt, dass heute wohl die Beschäftigung möglich wäre, dass aber auch wieder einmal mit anderen Zeiten gerechnet werden muss. Ohne Landwirtschaftsbetrieb müssten sämtliche Lebensmittel angekauft werden, was den Strafvollzug verteuern würde. Gewerbebetriebe könnten auch wegen des Mangels an Leuten nicht aufrechterhalten werden. Es darf nicht vergessen werden, dass der durchschnittliche Aufenthalt der Gefangenen in der Anstalt Witzwil heute unter 3 Monaten liegt. Damit liegt es auf der Hand, dass Gewerbebetriebe aus den verschiedenen Gründen, die ich bereits erwähnt habe, heute nicht vernünftig betrieben und ausgelastet werden könnten. Im übrigen darf auch nicht vergessen werden, dass heute über 60 Prozent aller Gefangenen Ungelernte sind und dass die Zahl der Strafgefangenen niedrig ist.

Ich glaube, damit gezeigt zu haben, dass wir auf den Landwirtschaftsbetrieb im Strafvollzug nicht verzichten können. Einzelheiten ersehen Sie aus dem Verwaltungsbericht auf den Seiten 11 ff.

Das Jahr 1966 stand, wie ich eingangs ausführte, im Zeichen der Weiterentwicklung unserer Polizeidirektion. Ich erinnere hier bloss an das Dekret vom Jahre 1966 über die Schaffung unserer Autobahnpolizei. Ich will nicht wiederholen, was jeder von uns im Verwaltungsbericht der Polizeidirektion lesen konnte. Ich möchte bloss noch festhalten, dass wir ohne Polizei nicht auskämen. Bei allen Aufwendungen des Staates für unser Polizeiwesen müssen wir immer wieder bedenken, dass wir Menschen mehr Bengel als Engel sind. Unsere polizeilichen Massnahmen sollen nie Massnahmen zum Selbstzweck sein. Sie dienen vielmehr dazu, den Bürger vor Übergriffen anderer zu schützen. Sie dienen dem Wohle der Allgemeinheit.

Ich glaube, hier über die Aufgaben der Polizei im allgemeinen nicht referieren zu brauchen. Darüber gibt der Verwaltungsbericht Auskunft, und wir Volksvertreter sollten ja die Organisation kennen.

Eine schwierige Aufgabe der Polizeidirektion betrifft immer noch das Gebiet der Aussen- und Innenreklame. Obschon bereits viel geschehen ist, muss man doch feststellen, dass noch viel zu tun bleibt. So sehen wir leider in unserem Kanton, dass seit der Abschaffung der Stempelsteuer eine mehr oder weniger wilde Plakatiererei ausgebrochen ist. Ich machte den Herrn Polizeidirektor auf die neue «Seuche» aufmerksam. Sehr wahrscheinlich wird man die Ortspolizeibehörden in vermehrtem Masse auf diese Tatsache hinweisen müssen.

Wir danken dem Herrn Polizeidirektor für die lehrreiche Audienz, die er uns gewährt hat, für den Besichtigungsgang im neuen Polizeigebäude am Schermenweg sowie für die Orientierung in der Strafanstalt Thorberg. Wir danken aber auch dem gesamten Personal auf der Polizeidirektion und in den polizeieigenen Betrieben für die im Jahre 1966 geleistete Arbeit sowie für den Einsatz der Belegschaft in den Strafanstalten. Ich bin mir voll und ganz bewusst, dass die Arbeit der Polizei meistens schwierig ist, da sie ja den einzelnen Menschen in seinem Freiheitsdrang einengt. Deshalb danke ich nochmals herzlich für alle Arbeit, die im Jahre 1966 in allen Ressorts der Direktion geleistet worden ist. Ich bitte den Herrn Polizeidirektor, diesen Dank an alle seine Verwaltungsabteilungen weiterzuleiten.

Im Anschluss an diese Ausführungen möchte ich den Polizeidirektor und den Präsidenten der Justizkommission bitten, Stellung zu nehmen zu den Anschuldigungen, die in letzter Zeit im «Beobachter» erschienen sind und vor allem den Strafvollzug in der Anstalt Thorberg betreffen.

Die Staatswirtschaftskommission beantragt Ihnen, den Verwaltungsbericht der Polizeidirektion für das Jahr 1966, unter bester Verdankung für dessen Abstattung, zu genehmigen.

Christen, Präsident der Justizkommission. Wie soeben der Berichterstatter zum Verwaltungsbericht der Polizeidirektion erwähnt hat, ist es erwünscht, dass die Justizkommission durch ihren Präsidenten noch eine Erklärung abgibt zu dem Artikel – es sind mehrere angekündigt –, der im «Beobachter» unter dem Titel «KZ-Methoden in der Schweiz» erschienen ist. Der Artikel befasst sich mit der Anstalt Thorberg bzw. mit den Arreststrafen, die dort vollzogen worden sind. Der Zufall wollte es, dass die Justizkommission schon vor einigen Wochen eingeladen wurde, die Sitzung, die sie üblicherweise vor der Session abhält, mit einer Besichtigung von Thorberg zu verbinden. Die Justizkommission versammelte sich denn auch am 28. August in Thorberg. Wir hatten somit gleich Gelegenheit, den betreffenden Artikel auf seine Richtigkeit hin zu prüfen. Ich nehme an, dass die meisten von Ihnen den Artikel kennen. Es geht vor allem um Vollzugsmethoden im Zusammenhang mit einem Fluchtversuch und mit andern Strafmassnahmen, wobei auch der Haarschnitt eine Rolle spielte.

Bei dieser sehr eingehenden Besichtigung stellten wir fest, dass sich 213 Gefangene dort befinden, wovon 88 Verwahrte mit zum Teil Schwerverbrechern. Ich möchte nur zusammenfassend die Schlussfolgerungen der Justizkommission wiedergeben. Vorerst fanden wir, es sei am Platze, die Angriffe, die vor allem gegen den Direktor und das Direktorehepaar Werren in dem erwähnten Artikel geführt worden sind, zurückzuweisen. Wir stellten fest, dass das Direktorehepaar und seine Mitarbeiter eine ausserordentlich aufopfernde Arbeit leisten bei schwierigen und schwersten Verhältnissen. Sie brauchen die Unterstützung all derjenigen, die sich bemühen, Einblick in die Verhältnisse zu nehmen. Wir konnten aber auch feststellen, dass beim Strafvollzug, wie er dort vollzogen wird, die Menschlichkeit Beachtung findet, der Vollzug aber auch streng erfolgen muss, weil die Ziele jeden Strafvollzugs ja Besserung, Erziehung und Eingliederung, aber auch Schutz der Gesellschaft sind. Deshalb muss auch die Abschreckung berücksichtigt werden. Der Angriff, der auf Herrn Direktor Werren mit den Ausführungen im Artikel des «Beobachters» geführt wurde, steht im Zusammenhang mit dem Fluchtversuch eines Gefangenen, der nachher mit 28 Tagen scharfen Arrests bestraft wurde. Der Gefangene – es war ein französischer Staatsbürger, der dort eine Strafe absitzen muss – wurde erwischt, als die Gitterstäbe bereits durchgesägt waren und er im Begriffe stand, auszusteigen. Nun steht im Reglement (Weisungen für die Gefangenen der Straf- und Verwahrungsanstalt Thorberg), das jedem Gefangenen bekannt und das in der Anstalt auch angeschlagen ist, im Artikel 27: «Bei Flucht aus der Anstalt oder dem Anstaltsgebiet wird folgende Strafe verhängt: 28 Tage scharfer Arrest mit schwerer Kostschmälerung, anschliessend Entzug sämtlicher Vergünstigungen für mindestens zwei Monate sowie Streichung des Pekuliums.» Mit andern Worten: Jedem Gefangenen ist zum voraus klar, dass er diese Strafen in Kauf nehmen muss, wenn er flüchtet oder Anstalten zur Flucht trifft.

Wir stellten fest, dass der Vollzug eine gewisse Freiheit mit sich bringt. Es kann nicht jeder Gefangene bewacht werden. Es bestehen Aussenhöfe. Deshalb ist eine gewisse Abschreckung erforderlich, damit nicht laufend Fluchtfälle vorkommen. Wie ich festgestellt habe, ging es hier eindeutig darum, eine Strafe zu vollziehen, die nicht von Herrn Direktor Werren vorgeschrieben wurde, sondern die im Reglement ausdrücklich vermerkt ist. Der Direktor hat somit die Strafe nur vollziehen zu lassen. Deshalb ist es verfehlt, den Direktor anzugreifen. Man könnte höchstens erklären, die Massnahme sei zu scharf, die Aufsichtskommission solle die Angelegenheit untersuchen.

Wir sind aber auch der «Haarschnittgeschichte» nachgegangen, die im betreffenden Artikel als diskriminierende Massnahmen bezeichnet wurde. Im Reglement steht ebenfalls eine Bestimmung, wonach der Haarschnitt nach bestimmter Zeit jeweilen auf ungefähr drei Zentimeter reduziert werden muss. Ich möchte einmal die Herren des Rates bitten, ihren Haarschnitt zu kontrollieren. Ich bin überzeugt, dass nicht mancher von Ihnen einen Haarschnitt von über drei Zentimeter hat. Es sind nämlich nicht drei Millimeter, wie wir sie in der Rekrutenschule vorgeschrieben hatten, sondern drei Zentimeter, was verhältnismässig lang ist. Wir konnten feststellen, dass diese Bestimmung in der Anstalt sehr loyal und individuell gehandhabt wird. Es fiel uns jedoch auf, dass sich unter den Gefangenen einer befand wie der Yul Brynner. Ein Mitglied des Rates fragte ihn dann, weshalb er einen so kurzen Haarschnitt trage. Er erklärte, er fühle sich so besser, deshalb habe er einen kürzeren Haarschnitt gewünscht als die drei Zentimeter, die nach Reglement vorgeschrieben sind.

Ich möchte also feststellen, dass auch die Haarschnittgeschichte in einer Art und Weise dargestellt worden ist, die nach Auffassung der Justizkommission unzulässig ist.

Abschliessend möchte ich festhalten, dass es die Justizkommission einstimmig bedauert hat, dass

der Artikel im «Beobachter» sich offenbar auf zu einseitige Angaben stützt. Es wäre dem Redaktor ohne weiteres möglich gewesen, den Sachverhalt zuerst objektiv zu prüfen, bevor er einen Artikel publizierte.

Schluss der Sitzung um 17 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Zweite Sitzung

Dienstag, den 5. September 1967, 9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 185 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Achermann, Anliker, Barben, Burri (Bern), Flückiger, Gassmann, Gigandet, Grimm, Hirt (Utzenstorf), Homberger, Iseli, Jacot des Combes, Krauchthaler, Nahrath, Schorer.

Verwaltungsbericht der Polizeidirektion für 1966

(Siehe Seite 407 hievor)

(Fortsetzung)

Messer. Auf Seite 100 des Verwaltungsberichtes kommt man auf die Verbesserung im Strafvollzug zu sprechen in Verbindung mit Um- und Neubauten von Amtshäusern und Bezirksgefängnissen (Siehe auch Seite 81, Justiz, und Seite 171, Bauten). Dort sind die Neu- und Umbauten der Amtshäuser und Bezirksgefängnisse nach ihrer Dringlichkeit eingestuft. Wir haben eine Dringlichkeitsstufe 1 für die Amtshäuser und Bezirksgefängnisse Aarberg und Delémont. Als zweite Stufe kommen an die Reihe Frutigen und Wangen a. A. Die Amtshäuser und Bezirksgefängnisse in Fraubrunnen und vor allem in Bern fehlen jedoch. Nun bemerkt der Bericht auf Seite 100, dass die Verzögerung daher rühre, dass die Linienführung der Expressstrassen und Anschlüsse an die N 1 und die N 6 im Raume des Areals Tiefenaustrasse–altes Tierspital–Städtische Reitschule noch nicht abgeklärt sei. Hiezu möchte ich folgendes sagen:

Ich bin wirklich erstaunt, dass dies im Verwaltungsbericht für das Jahr 1966 steht, weil schon am 3. Juli 1965 der Gemeinderat der Stadt Bern den Berner Stadtrat orientierte, dass eine Autobahnumfahrung dringend sei und dass die Expressstrasse West mit ihrer Unterführung unter dem Bahnhof fallengelassen werde. Offenbar spielte hier die Verbindung zwischen Stadt und Kanton nicht. Es scheint mir nun, dass der ganzen Überbauung grünes Licht gegeben werden könnte.

Ich habe mir folgende drei Punkte notiert:

1. Sofortmassnahmen in bezug auf den Durchgangsverkehr Ostschweiz–Westschweiz. Wir haben im Raume Henkerbrünnli–altes Tierspital–Reitschule unmögliche Verkehrsverhältnisse. Man stellt dort Verkehrsstauungen fest bis hinaus ins Neufeld und zum Bremgartenwald. Auf der andern Seite hat man bei der Lorrainebrücke Verkehrsstauungen bis in den Ostring hinaus, und zwar ganz eindeutig deshalb, weil durch die N 1 der ganze

Verkehr Ostschweiz–Westschweiz über die Lorrainebrücke, das Brückfeld und den Bremgartenwald entlang geleitet wird. Es stellt sich nun die Frage, ob nicht als Übergangslösung eine Umleitung über Rossfeld–Zollikofen–Schönbühl und von dort auf die Autobahn zu prüfen wäre, da für die Brücke vom Wankdorf zum Wylerdorf immerhin noch mit einer Bauzeit von 4 bis 5 Jahren gerechnet werden muss. Namentlich beim Henkerbrünnli haben wir dauernd Verkehrszusammenbrüche. Es kommen dort 7 Strassen zusammen, wodurch unmögliche Verhältnisse entstehen.

2. Der zweite Punkt, den ich vorbringen möchte, bezieht sich auf das Vorantreiben eines Amthausneubaues gleichzeitig mit dem Bau eines Bezirksgefängnisses. Nun ist im Grossen Rat schon wiederholt darauf hingewiesen worden, dass man auf dem Areal des alten Tierspitals ein neues Amthaus und ein Bezirksgefängnis bauen könnte, einschliesslich die Gebäude für die kantonale Polizei, oder dass man einen Neubau beim jetzigen Amthaus erstellen würde, in Verbindung mit Neubauten Richtung Aare, wobei vielleicht die kantonale Polizei neben die städtische Polizei zu stehen käme.

3. Ein letzter Punkt betrifft das Bezirksgefängnis Bern. Es wurde schon wiederholt auf die Unmöglichkeit der sanitären Einrichtungen im Bezirksgefängnis Bern, das sogenannte Kübelsystem, hingewiesen. Bei einer normalen Gefängniskost haben die Gefangenen auch eine normale Verdauung. Die Situation ist nicht dermassen schlimm, weil die Gefangenen am Morgen und Abend auf ihrem Spaziergang aus den Zellen herauskommen. Immerhin wäre man sehr dankbar für jede Verbesserung. Man zählt dort beispielsweise je Stock 42 Häftlinge. Diese verfügen über zwei WC und über zwei Waschbrünnli. Das ist nicht mehr haltbar. Nun habe ich gehört, dass man dort eine bescheidene, aber an und für sich sehr wünschenswerte Verbesserung ins Auge fasst. Man könnte eine Renovation durchführen, wodurch die WC von zwei auf vier und die Waschbrünnli von zwei auf sechs erhöht würden. Ich möchte noch die Grössenordnung der Kosten erwähnen. Wir haben im Kanton Bern im Budget 1967 Gesamtausgaben von rund 665 Millionen Franken. Die erwähnten Renovationen, in einer bescheidenen Art, die jedoch die Verhältnisse wesentlich verbessern würden, kämen ungefähr auf Fr. 15 000.— bis Franken 17 000.— zu stehen. Ein solcher Betrag sollte bestimmt verantwortet werden können.

Nun verhält es sich so, dass der Gebäudeunterhalt dem Herrn Baudirektor untersteht. Ich wäre jedoch dem Herrn Regierungspräsidenten sehr dankbar, wenn er von meiner Anregung Kenntnis nähme und allenfalls mit dem Herrn Baudirektor die Angelegenheit besprechen würde, damit die Weisung zur Durchführung der Renovation erteilt werden kann.

Kohler. Au rapport de gestion, en page 117, il est rapporté l'activité de la police des lacs. En fin de paragraphe il est précisé qu'en dehors de l'activité de la police des lacs sur l'eau, ce groupe est appelé à apporter aide sur terre ferme. Ce groupe semble avoir été équipé de véhicules et d'outils de pionniers pour intervenir lorsque des véhicules sont renversés, pour dégager des routes, etc. En outre, il semble qu'on équipera ces groupes de police des lacs en vue de lutter contre les dommages causés par les hydrocarbures. Je voudrais à ce propos me permettre une remarque, une suggestion aussi. Ce que commencent d'entreprendre maintenant les groupes de la police des lacs est déjà fait depuis fort longtemps dans certaines villes qui se sont trouvées confrontées avec ces problèmes. Il y a de nombreuses années que les villes de Berne et de Bienne ont un service de pionniers en activité. Il y a eu, sur l'Aar, plus d'un chaland qui a été récupéré par ces groupes de pionniers très bien équipés, alors qu'il était en train de faire naufrage. Il me paraît que si le canton organise maintenant avec ces groupes de la police des lacs des services de pionniers il soit indispensable de coordonner les efforts, matériels d'abord parce qu'il faut que l'équipement ne soit pas là à double, et ensuite et surtout les efforts des équipes qui y travaillent. La lutte contre les pertes d'huile de toutes sortes n'est possible que pour autant que le service qui est chargé de la mener soit disponible en permanence. Or, vous me permettrez de remarquer qu'il est impossible d'organiser une permanence avec une petite poignée d'hommes. Une permanence veut dire au minimum trois équipes qui sont là constamment, c'est-à-dire 24 heures sur 24, et une équipe se compose d'au minimum 4 ou 5 hommes, ce qui fait déjà 15 hommes. Il y a donc là une tâche très grande et indispensable à accomplir, mais qui nécessite beaucoup de moyens. Il me semble que le canton devrait ou doit coordonner ces moyens en tenant compte de ce qui existe déjà dans certaines villes. C'est la raison pour laquelle je demande à M. le Directeur de la police s'il a envisagé pour l'avenir cette coordination dans le but d'obtenir un maximum d'efficacité. Mon intervention n'a pas pour but de freiner l'effort que le canton est en train de faire, au contraire. Je voudrais qu'on vise à un maximum d'efficacité en engageant judicieusement tous les moyens disponibles.

Fankhauser. Auf Seite 114 des Verwaltungsberichtes der Polizeidirektion heisst es: «Die in den Amtsbezirken Thun und Biel zirkulierenden Funkstreifen haben einmal mehr ihre Nützlichkeit erwiesen, und die Einrichtung ähnlicher Nachtkontrollen in andern Amtsbezirken ist geplant, sobald es die personellen und materiellen Voraussetzungen zulassen.» Wenn nun der Sprecher der Staatswirtschaftskommission, Herr Kollega Stauffer (Büren), zum Verwaltungsbericht erwähnt hat, wir müssten die Polizei haben, auch wenn sie etwas kostet, so kann ich dieser Äusserung zustimmen. Zur ständigen Erweiterung der Polizei, vor allem durch neue Spezialabteilungen, muss ich aber doch einige Bedenken anbringen. Sollten nicht vor allem auch derartig gelagerte Verwaltungen jetzt etwas Zurückhaltung üben, wie dies ja von allen Mitbürgern verlangt wird? Wenn wir laut Staatsverwaltungsbericht 1963 47 385 verzeigte Personen hatten, so kommen wir im Jahre 1966 auf 90 274 Fälle. Ich möchte nicht etwa behaupten, diese Verzeigungen wären nicht notwendig gewesen. Diese Verzeigungen belasten unsere Verwaltung und unsere Gerichte jedoch derart, dass man sich fragen muss, ob sie weiterhin noch trag-

bar seien, nachdem sie anscheinend ohnehin nicht genügend nützen. Ich möchte hier nur festgehalten haben, dass wenn man z. B. in bezug auf die Reinhaltung unserer Gewässer nicht genügend finanzielle Mittel besitzt, um gehörig vorwärts zu machen, man mit Bezug auf neue Spezialabteilungen etwas zurückhaltend sein muss, auch wenn es unsere gute Polizei betrifft.

Klopfenstein. Der Verwaltungsbericht der Polizeidirektion erwähnt auch das Büro für Verkehrserziehung, das u. a. nach den häufigsten Unfallursachen forscht. Eine Ursache, die zu Missverständnissen, Stockungen und auch zu Unfällen führt, sind die Richtungszeiger an alten Automobilen und Lastwagen, wo vorne ein Richtungszeiger angebracht ist anstatt des üblichen Blinklichtes hinten am Wagen. Ausländer beklagen sich sehr oft, sie hätten den Richtungszeiger nicht beachtet. Meine eigenen Beobachtungen bestätigen dies. Es scheint mir, dass die Einrichtung mit den Richtungszeigern überholt ist. Ich möchte deshalb unsere zuständige Stelle bitten, mit andern Kantonen in dieser Angelegenheit Kontakt aufzunehmen, um nachher beim Bund vorstellig zu werden, damit verbindlich vorgeschrieben wird, dass alle Personenwagen, Lastwagen und Cars mit Blinklichtern hinten unten ausgerüstet sein müssen anstatt nur mit Richtungszeigern.

Hügi. Auf Seite 120 unter Ziffer 7 ist auch vom Büro für Lärmbekämpfung und Verkehrserziehung die Rede. Es heisst dort, dass sich das Büro mit Beschwerden wegen übermässigen Lärms zu befassen hatte und sich für eine friedliche Beilegung von Streitfragen einsetzte. In diesem Zusammenhang möchte ich hier erwähnen, dass ich der Auffassung bin, man habe vor Jahren in bezug auf die Lärmbekämpfung bei Motorvelos und Motorrädern mehr getan. Ich kann mich erinnern, dass man seinerzeit auch in ländlichen Gegenden Lärmprüfungen durchgeführt hat, in letzter Zeit jedoch nicht mehr. Wir wissen ja, dass auch die Zahl der Motorräder und Motorvelos von Jahr zu Jahr zunimmt, dass aber der Lärm dieser Fahrzeuge nur bekämpft werden kenn, wenn regelmässige Kontrollen durchgeführt werden. Es ist auch bekannt, dass vor allem die Jugend die Motorvelos frisiert, indem beispielsweise Auspufftöpfe weggenommen werden. Ich wäre dankbar, wenn die Polizei ein vermehrtes Augenmerk darauf richten würde, um durch Kontrollen auch in ländlichen Gegenden dem Lärm, der in sehr starkem Masse überhandgenommen hat, entgegenzutreten.

Gobat. Depuis un certain temps des inscriptions faites par des inconnus sur les routes cantonales, dans le Jura surtout, se sont considérablement multipliées. Je crois savoir que les inscriptions faites par d'autres organes que les services de la signalisation routière ne sont pas autorisées. D'autre part, elles sont de nature à distraire les conducteurs qui ont dèjà leur attention suffisamment accaparée par la densité du trafic et l'étroitesse des routes. Dans certains secteurs, les voyers-chefs font des efforts méritoires pour que la chaussée soit remise en état rapidement. Ailleurs, il semble qu'on soit plutôt indifférent à ce problème. De très nombreux citoyens sont outrés de la multiplication de ces inscriptions et demandent qu'un terme soit mis à ces pratiques dans un bref délai. Nos cantonniers sont suffisamment occupés par les travaux courants d'entretien pour qu'on fasse l'effort préventif qui pourra les dispenser de s'occuper de remises en état. Ces remises en état provoquent d'ailleurs des dépenses et des frais aux finances cantonales. Je crois que le canton de Vaud, entre autres, recherche les auteurs d'inscriptions illégales sur les routes, leur fait supporter les frais de remise en état ou leur inflige une sanction. La Direction de police ne juge-t-elle pas que le moment est venu une nouvelle fois de s'inspirer de l'exemple vaudois et de faire respecter l'ordre et la loi? Beaucoup attendent ce moment avec une impatience légitime.

Grob. Ich möchte nur ganz kurz auf die gestrigen Ausführungen von Herrn Kollega Dr. Christen in bezug auf Thorberg zurückkommen. Herr Dr. Christen hat uns eine Bestimmung aus dem Reglement vorgelesen, wonach ein Gefangener im Falle einer Flucht oder eines Fluchtversuchs mit 28 Tagen scharfen Arrest bestraft wird. Ich möchte nun immerhin zuhanden der Kommission die Anregung machen, diese Bestimmung vielleicht zu überprüfen. Wenn jemand ganz systematisch mit der verschlagenen Art eines Verbrechers versucht, aus der Anstalt zu fliehen und diese Flucht während Wochen, vielleicht sogar mit Helfern von aussen, vorbereitet, muss er ganz sicher schwer bestraft werden. Es gibt nun aber auch Fälle, wo einer beispielsweise im Garten arbeitet, dann Differenzen mit seinem Wärter bekommt, worauf der Gefangene sein Gleichgewicht verliert und einfach davonläuft. Das ist ebenfalls ein Fluchtversuch, der nach Reglement genau gleich bestraft wird wie der schwere Fall. Es scheint mir nun – das ist auch sonst in der juristischen Praxis üblich –, dass man auf die Ursachen eingehen sollte. Vielleicht ist es möglich, in dieser Beziehung eine gewisse Flexibilität ins Reglement hineinzubringen.

Villard. Un penseur disait: «La liberté de tous est garantie dans la mesure où les droits de tous sont protégés».

Cette question de l'exécution de la peine est très importante. Elle est des plus révélatrices de la mentalité d'un pays, d'un gouvernement. Certes, nous le savons, la tâche des autorités dans ce domaine n'est pas simple et ceux qui ont lu l'article du «Beobachter» s'interrogent: qu'aurait-il fallu faire à cette occasion? Je pense personnellement qu'un séjour prolongé dans un cachot sombre, avec une diminution de nourriture n'est pas une solution valable, en tout cas pas quand cette aggravation de peine se prolonge de la sorte. Je vous rappelle les expériences faites à ce sujet dans un pénitencier d'un canton voisin; on a renoncé au cachot sombre à la suite de la pendaison d'un détenu dans ce même cachot. Il ne faudrait pas en arriver à des extrémités de ce genre pour consentir à revoir le règlement en question. Je sais qu'on a fait des efforts dans le canton pour améliorer le sort des détenus. Je pense à ce qui a été fait à Hindelbank. Mais il subsiste encore d'assez graves injustices

et je pense à un pénitencier tel que celui de Witzwil. Je voudrais vous recommander la lecture des articles qui ont été écrits par un jeune concitoyen qui a fait un séjour de deux mois à Witzwil. Il habite le Jura et n'est pas suspect de séparatisme puisque la maison qu'il habite s'appelle «Berna». Ce qu'il a écrit, il ne l'a pas écrit pour porter un tort quelconque à l'Etat de Berne, mais simplement pour dire ce qu'il a vu, vécu et entendu. Il ressort de cette série d'articles qu'il subsiste dans cet établissement d'assez graves injustices suivant d'autres informations absolument certaines, on y a exercé (j'espère qu'on ne les exerce plus aujourd'hui), des brutalités à l'égard des détenus, ceci en présence du directeur de l'établissement. Ce sont là des faits regrettables. Je ne tiens nullement à entrer dans les détails. Ce serait fort long. Mais il y a d'autres injustices qu'il nous faut tout de même signaler, ne serait-ce que le cas de ce pauvre diable, à Bienne, qui a passé 18 mois en prison préventive pour avoir ensuite une condamnation inférieure à ce temps.

Les coups, les brutalités, les grossiéretés des gardiens, le cachot même, comme il a été appliqué dans le cas de Thorberg, ne sont vraiment pas des procédés dignes de notre pays. J'espère que ces méthodes seront abandonnées avant qu'on ait des cas tels que ceux qui se sont produits il y a deux ans en Allemagne, à Hambourg, où il y a eu 3 morts pour des raisons de ce genre.

Il faudrait vraiment que Messieurs les membres des commissions qui visitent les pénitenciers ne se contentent pas de dire que la soupe y est bonne, mais qu'ils s'inquiètent davantage de savoir ce qui s'y fait dans le domaine de la resocialisation.

La suppression du pécule, comme c'est le cas aussi dans l'affaire de Thorberg, est aussi une grave erreur, quand on connaît les difficultés énormes que rencontrent les anciens détenus lorsqu'ils essaient désespérément parfois et avec souvent peu de succès de se réadapter à une vie normale.

Mais plus encore que les coups, je voudrais insister sur la question des grossièretés. Je l'ai vu moi-même, elles font encore plus pour abaisser un détenu que ne le font le cachot et les coups. Quand on arrive à traiter un détenu d'idiot ou de «Dreckhund» et de choses semblables, on n'a pas fait grand'chose pour l'amener à accepter mieux qu'il ne l'a fait auparavant la société dans laquelle nous vivons, et pour l'amener à se plier aux réglements sans lesquels il n'y a pas de vie sociale possible.

Il faudrait aussi souligner dans cet aspect concernant la dignité humaine à respecter, la question des besoins culturels auxquels il n'est souvent pas assez satisfait. Je voudrais demander qu'on active la revision des règlements concernant l'exécution des peines dans le sens du postulat qu'avait déposé – et qui avait été accepté ici – M. le Député R. Walter.

Guggenheim. Erlauben Sie mir, kurz zu Seite 115 des Verwaltungsberichtes betreffend die Sicherheits- und Kriminalpolizei Stellung zu nehmen und zwei Bemerkungen anzubringen.

Unter dem Abschnitt «Fahndungspolizei» wird darauf hingewiesen, dass ein grundlegender Reorganisationsplan vorliege und namentlich die Bildung von Spezialgruppen vorgesehen sei. Auf Grund persönlicher Erfahrungen scheint es mir notwendig zu sein, die Bildung solcher Spezialgruppen zu beschleunigen. Ich möchte deshalb den Herrn Regierungspräsidenten bitten, diese Sache an die Hand zu nehmen. Meines Wissens haben sich bei der Rekrutierung von Leuten für diese Spezialgruppen bereits Schwierigkeiten ergeben. Auch in bezug auf die Ausbildung soll es noch in einem gewissen Sinne hapern. Ich erachte es als notwendig, auch diesem Punkt volle Aufmerksamkeit zu schenken und eine gewisse Beschleunigung ins Auge zu fassen.

Zum Abschnitt Fahndungs-Informationsdienst möchte ich bemerken, dass auf dem Platze Bern zurzeit die Informationskartotheken oder -register doppelt geführt werden. Sowohl bei der Kantonspolizei als auch bei der Stadtpolizei werden genau dieselben Register geführt. Ich frage mich, ob es nicht möglich wäre, hier eine Koordination zwischen Kanton und Stadt herbeizuführen. Ich ersuche deshalb den Regierungsrat, die Frage zu prüfen, ob nicht der Informationsdienst der Kantonspolizei und der Stadtpolizei zusammengelegt werden könnten.

Stauffer (Gampelen). Erlauben Sie mir ebenfalls ein paar Worte zum Abschnitt «Straf- und Massnahmenvollzug» des Verwaltungsberichtes zu äussern. Die meisten von Ihnen wissen, dass ich mein ganzes Leben in einer Anstalt verbracht habe, wenn auch auf der andern Seite der Barriere, von der vorhin Herr Villard gesprochen hat. Ich lebe immerhin mit diesen Leuten, und schon mancher kam von Thorberg und anderen, auch ausserkantonalen Anstalten zu mir. Dabei hatte ich jeweilen Gelegenheit, mit ihnen zu reden, wobei ich erfahren konnte, dass es im Kanton Bern nicht etwa so schlimm steht wie man dies heute morgen hier von gewisser Seite dargestellt hat. Es ist selbstverständlich, dass der Straf- und Massnahmenvollzug nicht am Ende seiner Entwicklung ist. Es gibt noch verschiedenes, das zu verbessern ist. Das Leben geht immer weiter, damit ändern sich die Methoden, und zwar auch bei uns im Kanton Bern, nicht nur andernorts. Wenn man den Artikel des «Beobachters» las, hätte man meinen können, in anderen Kantonen sei es viel besser. Wenn man jedoch mit den Leuten selber spricht, die im Strafvollzug waren, so sieht man, dass es bei uns keineswegs so schlimm ist, wie man meinen könnte. Es ist überall noch etwas zu verbessern, auch in andern Kantonen, und man steht auch im Begriffe, Verbesserungen zu verwirklichen. Auch auf eidgenössischem Boden wird ja übrigens unser Strafgesetzbuch revidiert. Mit dieser Arbeit beschäftigt man sich bereits seit Jahren; sie konnte jedoch noch nicht zu Ende geführt werden, weil man auch einen Blick ins Ausland wirft, um auch von dort zu übernehmen, was für uns brauchbar ist.

Wir müssen aber auch anerkennen, dass auf dem Thorberg die schlimmsten Gefangenen untergebracht sind. Es ist mancher auf dem Thorberg, der vorher in einer andern Anstalt war, wo er nicht mehr gehalten werden konnte. Da die Anstalt Thorberg als sicherstes Zuchthaus gilt, werden solche Verbrecher nachher hier eingeliefert, um zu verhüten, dass sie wiederum auf die Mensch-

heit losgehen und Schaden anrichten. Im «Beobachter» steht auch nichts darüber, was geschieht, wenn man solche Gefangene im Thorberg Gitterstäbe durchsägen und davongehen lässt. Entweicht ein Verbrecher und richtet er irgendein Unheil an, wird sofort das Blatt umgedreht. Es heisst dann, man hätte auf dem Thorberg besser achtgeben und die Burschen strenger halten sollen. Gewisse Zeitungen und Zeitschriften schreiben immer nur dann, wenn sie wissen, dass sie das Publikum hinter sich haben. Das muss hier auch einmal gesagt sein.

Ich glaube, man darf allen Leuten, die im Straf- und Massnahmenvollzug tätig sind, den Dank für ihr Durchhalten aussprechen. Es ist nämlich gar nicht einfach, dort neue Leute hinzustellen. Bis sie eingelebt sind und ihre Erfahrungen gemacht haben, wird vieles falsch gegangen sein. Das kann ich Ihnen garantieren. Ich möchte mit diesen Ausführungen nur erreichen, dass die Angelegenheit ins richtige Licht gestellt wird.

Ich danke nochmals für alles, was in dieser Hinsicht geleistet wird. Wir sind dankbar für alle Verbesserungen, die angebracht werden.

Was den französischen Gefangenen anbelangt, kann ich Ihnen sagen, dass es ihm in einer französischen Anstalt wahrscheinlich schlimmer ergangen wäre als auf dem Thorberg. Ich kenne einen, der illegal über die Grenze ging, dort in ehemaligem Kriegsgebiet einen verrosteten Revolver fand und daraufhin wegen Waffentragens ohne Schein zu Wasser und Brot eingesperrt wurde. In Frankreich kann einer, wenn er zu einer Haftstrafe verurteilt wurde – nicht wenn er in einer Strafanstalt eine Strafe absitzt –, nur ordentlich essen, wenn er das Essen selber bezahlt. Bei uns erhalten die Häftlinge ihre Mahlzeiten immerhin noch gratis und franko. Bei uns ist noch kaum je einer mit einem geringeren Gewicht entlassen worden, als er eingeliefert worden war. Auch darüber wird ja Buch geführt.

Zuber. Das Votum des Herrn Kollegen Villard veranlasst mich, doch noch ein paar Worte zu sagen. Wenn man ihn gehört hat, könnte man meinen, wir seien hier im Wilden Westen und würden unsere Gefangenen menschenunwürdig behandeln. Aus einer jahrelangen Erfahrung kann ich bestätigen, dass dem nicht so ist. Die Wärter und Direktoren der Strafanstalten sind zugegebenermassen auch nur Menschen. Sie verlieren gelegentlich, wie wir alle, die Geduld. Es geschieht dann hie und da etwas, was man bei ruhiger Überlegung nicht getan hätte. Im ganzen betrachtet muss ich jedoch erklären, dass ich vor dem Personal, das nicht leicht zu rekrutieren ist, eine grosse Achtung habe, besonders auch vor den Direktoren unserer Straf- und Massnahmenanstalten. Ich hatte 13 Jahre lang in der offenen Fürsorge mit Strafentlassenen zu tun. Ich war immer wieder froh, am Abend nach Hause gehen, das Telefon abschalten und meine Ruhe haben zu können. Ich war jeweilen glücklich, etwas Distanz halten zu können, wenn ich an die Leute der Anstalten dachte, die sich Tag und Nacht aufopfern müssen, die immer in einer Spannung sind, gerade auf dem Thorberg, wo die schwierigsten und vielfach auch psychisch kranken Verbrecher untergebracht sind.

Wenn der «Beobachter» oder andere Tendenzzeitungen hie und da Artikel mit Vorwürfen an uns bringen, so dürfen wir darob nicht erschrecken. Für mich ist es jedoch unverständlich, dass selbst ein bernischer Grossrat auf diese ungerechtfertigte Art und Weise in die Kerbe haut und die Sache verallgemeinert. Herr Kollega Stauffer hat bereits gesagt, die gleichen Zeitungen, die jeweilen da seien, Anklage zu erheben, wenn einem Gefangenen etwas passiert, das vielleicht nicht ganz in Ordnung ist, seien auch die ersten, die jeweilen losschiessen, wenn der Strafvollzug zu large gehandhabt wird. Wir wissen auch, dass die Anforderungen im Leben nicht klein sind. Es ist mir schon öfters passiert, dass Entlassene mir erklärt haben, sie gingen lieber wieder in die Strafanstalt zurück, die es zu schätzen wissen, dass man ihnen in der Anstalt menschlich entgegengekommen und sie gefördert hat. Sie sind auch froh, gelegentlich wieder einen Kontakt mit denjenigen pflegen zu können, die sie in der Anstalt betreut haben. Das ist die Kehrseite. Ich bin überzeugt, dass die Direktoren unzählige Dankesschreiben vorweisen könnten, worin wir bestätigt finden, dass man den Gefangenen während der Zeit des Strafvollzuges menschlich begegnet ist. In diesem Sinne möchte ich das Votum des Kollegen Villard ins richtige Licht gerückt wissen.

Bauder, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich begrüsse es ausserordentlich, dass im Rahmen des Verwaltungsberichtes der Polizeidirektion der sogennante Fall von Thorberg und der Strafvollzug überhaupt zur Sprache gekommen sind. Das gestattet auch uns, auf Grund objektiver Unterlagen Sachen richtigzustellen und andere wiederum in ein richtiges Licht zu setzen.

Der «Beobachter» schrieb von Konzentrationslager-Methoden. Schon dies zeugt von einer liederlichen, tendenziösen Journalistik. Was war ein Konzentrationslager? Ein Konzentrationslager ist der Inbegriff gesetzloser Willkür und der absoluten Rechtlosigkeit der Insassen. In allen unseren Anstalten bestehen jedoch eine Hausordnung und ein Disziplinarreglement. Das Disziplinarreglement ist nicht nur verbindlich für die Insassen, sondern auch für den Direktor. Im Disziplinarreglement ist genau niedergelegt, was jeder, nämlich der Insasse und der Direktor, zu tun und was er zu unterlassen hat. Im Reglement ist auch genau umschrieben, welche Sanktionen zu erwarten sind, wenn Disziplinwidrigkeiten begangen werden. Der Direktor einer Anstalt darf nur diese Sanktionen und keine anderen, von ihm etwa frei erfundenen anwenden. Jeder Insasse erhält im Moment des Eintritts in die Anstalt ein Exemplar des Reglementes ausgehändigt. Er weiss somit zum voraus ganz genau, was er zu tun und zu unterlassen hat und welche Sanktionen verhängt werden, wenn er eine durch das Reglement verbotene Disziplinwidrigkeit begeht. Es herrscht somit in unseren Anstalten kein Zustand der Rechtlosigkeit und der Willkür; die Hausordnung ist vielmehr so etwas wie ein Gesetz. Sie gibt jedem seine Rechte und seine Pflichten, denn auch der Gefangene besitzt noch Rechte. Sie stützen sich auf die Hausordnung und gipfeln sogar im Beschwerderecht gegen die Anstaltsleitung an die Polizeidirektion und an die

Aufsichtsbehörde. Das Beschwerderecht des Gefangenen erlischt nicht etwa mit dem Tag der Entlassung aus der Anstalt; der Strafentlassene kann vielmehr auch noch nachträglich Beschwerde führen. Damit ist auch das Argument entkräftet, das Beschwerderecht des Gefangenen sei nichts wert, da er ja nicht wage, während seiner Gefangenhaltung eine Beschwerde einzureichen. Ich glaube deshalb hier sagen zu dürfen, dass unter derartigen Voraussetzungen es ein liederliche Journalistik ist, einfach von KZ-Methoden zu schreiben.

Etwas anderes ist es, wenn die Frage aufgeworfen wird, über die Strenge des Disziplinarreglementes zu diskutieren. Auf eine solche Frage kann die Aufsichtskommission über die Strafanstalten jederzeit zurückkommen.

Nun verhält es sich aber keineswegs so, dass die Disziplinarreglemente, wie dies im «Beobachter» steht, archaische Reglemente wären. Diese Reglemente stützen sich auf die Verordnung des Regierungsrates über die Disziplin in den Anstalten von 1951. An der Ausarbeitung dieser Verordnung waren massgebliche Professoren der Medizin und der Psychiatrie beteiligt sowie der damalige Generalprokurator, Oberrichter, Gerichtspräsident und Politiker. Auf Grund dieser Disziplinarordnung wurde die Anstaltsordnung von Thorberg, die heute Gültigkeit hat, im Jahre 1958 aufgestellt.

Wenn gesagt wird, es werde wahllos eingesperrt, dann glaube ich, ist es nicht so wichtig, über die maximale Arreststrafe von 28 Tagen zu diskutieren. Ein richtiges Bild, glaube ich, erhält man vielmehr erst dann, wenn man die Verpflegungstage in der Anstalt in Beziehung setzt zu den effektiven Arresttagen. Diese Zahlen sind nun höchst interessant. Im Jahre 1963 hatte die Anstalt Thorberg 91 626 Verpflegungstage. Davon waren 697 Arresttage oder 0,76 Prozent. Im Jahre 1964 waren es 91 315 Verpflegungstage, davon 592 Arresttage oder 0,65 Prozent, im Jahre 1965 88 322 Verpflegungstage, davon 621 Arresttage oder 0,7 Prozent und im Jahre 1966 88 578 Verpflegungstage, davon 710 Arresttage oder 0,8 Prozent. Diese Zahlen werden erst in ein richtiges Licht gerückt, wenn man sich vergegenwärtigt, dass die Anstalt Thorberg die Anstalt ist für Rückfällige und Verwahrte, dass in dieser Anstalt zwangsläufig die schwersten Rechtsbrecher und – das muss hier auch gesagt sein –, die grössten Querulanten zusammenkommen. Sie mussten ja noch vor kurzer Zeit Kredite sprechen, um die Sicherungsanlagen von Thorberg zu verbessern.

Nun noch ein paar Worte zum Tatbestand: Der Handel, den der «Beobachter» auftischt, betrifft den französischen Staatsangehörigen Rothenburger François und ist vor viereinhalb Jahren passiert. Rothenburger war zu einer Gefängnisstrafe verurteilt und unternahm dann, wie dies gestern ausgeführt worden ist, einen Fluchtversuch. Als Fluchtgrund gab er an, er wolle unter gar keinen Umständen nach Frankreich ausgeliefert werden. Er war nämlich in Frankreich wegen Garagenraubes zu einer mehrjährigen Zuchthausstrafe verurteilt worden und unternahm dann alles, um zu verhindern, dass er nach Frankreich ausgeliefert wird, weil er gar nicht in die französichen Gefängnisse verbracht werden wollte. Sie sind wahrscheinlich «besser» als die schweizerischen! Rothenburger erklärte sogar, er würde vor einem neuen Verbrechen in der Schweiz nicht zurückschrecken, um nochmals in der Schweiz verurteilt zu werden, damit er nicht nach Frankreich ausgeliefert werde. Als man ihn dann am Ende seiner Strafverbüssung zur Auslieferung abtransportierte, fand die Polizei auf ihm ein zu einem Stilett zugeschliffenes Küchenmesser. Rothenburger gab zu, wenn er nur von einem Beamten anstatt vorsichtshalber von zwei Beamten begleitet gewesen wäre, er keine Sekunde gezögert hätte, diesen niederzustechen, damit er nicht an Frankreich ausgeliefert werden müsse.

Als die Arreststrafe, die wegen des Fluchtversuches verhängt worden war, abgesessen war, hätte Rothenburger zum Coiffeur gehen sollen. Welche Bewandtnis dies mit dem Coiffeur hat, werde ich nachher noch ausführen. Rothenburger weigerte sich vorerst, zum Coiffeur zu gehen, gab dann aber schlussendlich nach und liess sich beim Coiffeur kahl scheren. Er wurde nicht etwa auf Befehl des Direktors kahl geschoren, sondern verlangte dies selber. Es war dies eine weitere Trotzreaktion. Die zweite Arreststrafe, die Rothenburger in Thorberg über sich ergehen lassen musste, war also einzig und allein auf sein querulierendes Verhalten zurückzuführen.

Nun hatte der «Beobachter» diese Information nicht etwa aus erster Hand, sondern aus zweiter, vermutlich von einem Georg Meister, einem Basler. Die Redaktion des «Beobachters» bestritt zwar in einem Schreiben an uns, die Informationen von Georg Meister erhalten zu haben. Wir können dies jedoch nicht recht glauben, da ein kleiner Regiefehler vorkam. Georg Meister hatte nämlich höchst persönlich ein paar Tage bevor die Artikel im «Beobachter» erschienen sind, triumphierend nach Thorberg telefoniert: «So ihr Cheibe, jetz hani nech de im Dräck im «Beobachter»!» Ich kann Ihnen vielleicht bei dieser Gelegenheit Georg Meister auch noch vorstellen. Er war zweimal verwahrt (Artikel 42 StGB) wegen wiederholten Diebstahls, wiederholten Betrugs, Zechprellerei, Entwendung von Motorfahrzeugen zum Gebrauch, Fahren ohne Fahrausweis usw. Er brach nachher aus und wurde zu weiteren 18 Monaten verurteilt wegen Delikten, die er während des Ausbruchs begangen hatte. Er kam dann von Basel nach Thorberg, weil er in der Strafanstalt Basel zufolge seines Verhaltens untragbar geworden war. In Thorberg musste er disziplinarisch bestraft werden, weil er am Tage der Einlieferung in eine Schlägerei verwickelt war, nicht etwa mit dem Wärter, sondern unter Kameraden, und weil er entgegen dem Reglement Fr. 200.— Bargeld in die Anstalt eingeschmuggelt hatte.

Es gab auch noch ein «Derby» bei der Entlassung von Georg Meister. Die zuständige Entlassungsbehörde, das Justizdepartement Basel-Stadt, wollte ihn erst am 15. Juni 1967 entlassen. Dank der Fürsprache und der Intervention von Herrn Direktor Werren wurde er bereits am 10. Dezember 1966 entlassen, also ein halbes Jahr früher. Es ist dies eine ganz besondere Art des Dankes von Georg Meister an Herrn Direktor Werren, ihn dafür, dass er ein halbes Jahr früher auf freien Fuss gesetzt wurde, derart zu verunglimpfen.

Nun zur Sache selber: Bereits der erste Satz im Artikel des «Beobachters» enthält eine Unwahrheit. Es wird dort geschrieben von Wassersuppe. Arrestanten erhalten nicht Wassersuppe, sondern die übliche Tagessuppe. Auch der zweite Satz im erwähnten Artikel enthält eine krasse Unwahrheit. Es steht dort: «8 lange Wochen bei Dämmerlicht ohne jeden Kontakt mit andern Menschen, ohne den geringsten Fetzen Lektüre und ohne einen Schritt ins Freie.» Das ist offensichtlich unrichtig und unwahr. Bei jeder Arreststrafe, die mehr als 8 Tage dauert, wird der Arrestant immer am Mittwochnachmittag aus der Zelle genommen und dem Arzt vorgeführt. Der Arzt untersucht ihn. Es ist mehrmals vorgekommen, dass der Arzt verfügt hat, eine Arreststrafe müsse unterbrochen werden, was auch immer erfolgt ist. An jedem Freitagnachmittag wird der Arrestant wiederum aus der Zelle herausgenommen zum Duschen und Waschen. Ferner wird ein Arrestant jeden Morgen aus der Zelle genommen, damit er seine persönliche Toilette machen kann, wobei immer Gelegenheit besteht, mit dem Arzt und mit denen, welche die Arrestanten duschen und überwachen, sich zu unterhalten. Die Beamten haben nicht etwa den Befehl zum Schweigen, sondern sie sollen mit den Gefangenen reden.

Nun zur Frage des Haarschnittes. Der Haarschnitt ist in der Anstalt Thorberg weder eine Zusatzstrafe noch eine Strafe noch eine Demütigung. Das Reglement schreibt ganz einfach vor, die Haare seien auf 3 Zentimeter zu schneiden. Es handelt sich dabei um eine Massnahme, die in erster Linie aus hygienischen Gründen indiziert ist. Ich möchte hier betonen, dass noch nie mit dem Millimetermass nachgemessen wurde, ob es genau 3 Zentimeter sind. Die Leute müssen einfach, was die Haartracht anbelangt, sauber aussehen. Nun gibt es aber immer wieder Gefangene, die auf eigenen Wunsch einen Kahlschnitt oder einen kürzeren Haarschnitt verlangen. Der Präsident der Justizkommission hat ihnen ja dargelegt, die Kommission habe auf ihrem Besuch einen solchen Gefangenen angetroffen. Es ist deshalb eine weitere Unwahrheit, wenn behauptet wird, nach dem Verbüssen der Arreststrafen seien die Haare rasiert worden. Der Gefangene hätte vielmehr einfach zum Coiffeur gehen sollen, damit er wieder anständig aussieht. Den Kahlschnitt befahl er beim Coiffeur. Es geschah dies also nicht auf Befehl des Direktors. Wenn der Haarschnitt so erfolgt ist, war dies auch kein Triumph des Direktors, wie im erwähnten Artikel ausgeführt wird.

Dass auf Thorberg weder Willkür noch Angst herrschen, darauf werde ich auch noch zu sprechen kommen. Es wird gesagt, man verlange in Thorberg harte Arbeit. Man hält jeden zur Arbeit an, aber harte Arbeit wird nicht verlangt. Vor einigen Wochen, anlässlich eines Weiterbildungskurses des Personals der Strafanstalt, kritisierte ein sehr namhafter Betriebspsychologe aus der Privatwirtschaft, dass das Arbeitstempo in unseren Anstalten offenbar unter dem verlangten Arbeitstempo der Privatwirtschaft liege. Er erklärte, die Leute hätten dann bei der Entlassung Mühe, sich vom angewöhnten Arbeitstempo in der Anstalt auf das Arbeitstempo umzustellen, das die Privatwirtschaft verlangt. Das behaupte nicht ich, ich weiss es nicht; ich wiederhole nur, was ein namhafter Betriebswirtschafter und Betriebspsychologe aus der Privatwirtschaft gesagt hat.

Man macht auch Vergleiche mit andern Anstalten. Die Vergleiche, wie sie im Artikel des «Beobachters» dargestellt sind, sind unvollständig. Man spricht davon, dass das Strafmass in Lenzburg 10 Tage sei, verschweigt aber, dass der Justizdirektor längere Arreststrafen verfügen kann. Man sagt ferner, in Realta sei die Arreststrafe auch sehr kurz, verschweigt jedoch, dass der Direktor von Realta in bezug auf die Länge der Arreststrafe durch das Reglement überhaupt nicht limitiert ist.

In einem weiteren Punkt wird behauptet, dass in Thorberg die Achtung, die der Anstaltsleiter geniessen sollte, durch ein Regime nackter Angst ersetzt werde. Es ist sehr einfach, diese Behauptung zu widerlegen. Ich muss noch nachtragen, dass der Fall Rothenburger sich zugetragen hat, als Herr Direktor Werren junior etwa zwei Monate im Amt war. Wir erlebten damals in Thorberg eine schwierige Periode, da er und seine Frau von den Anstaltsinsassen bedroht und unter Druck gesetzt wurden, ganz einfach mit dem Ziel, herauszufinden, wieviel es beim jungen Werren gegenüber dem alten Werren vertragen möge. Herr Direktor Werren junior musste natürlich in dieser Zeit dartun, dass es bei ihm gleich viel erleiden mag, wie das Reglement vorschreibt, und gleich viel, wie dies bei Herrn Werren senior der Fall war. Ich verweise aber darauf, dass jährlich mindestens 1000 Personen als Besucher von Gefangenen in die Anstalt Thorberg kommen. Mehrere dieser Besuche finden gleichzeitig statt, so dass der beaufsichtigende Beamte unmöglich alle Gespräche abhören kann. Weitere mindestens 500 Personen kommen Jahr für Jahr auf Besichtigungen und Führungen in die Anstalt Thorberg, und 100 bis 150 Gefangene, die das Beschwerderecht besitzen, auch nach der Entlassung, werden pro Jahr aus der Anstalt Thorberg entlassen. Hinzu kommt eine grosse Zahl von Besuchen und Audienzen durch Anwälte, Fürsorger, Vormünder, Pfarrer usw., die ohne Beaufsichtigung stattfinden.

Wenn in Thorberg ein Regime des Terrors und der nackten Angst herrschen würde, hätte es bei diesen Kontaktmöglichkeiten nach aussen nicht vier Jahre gedauert, bis die Öffentlichkeit auf diese höchst fragwürdige Art darauf aufmerksam gemacht worden wäre. Es ist übrigens lustig, dass fast gleichzeitig mit dem Erscheinen des erwähnten Artikels im «Beobachter» Herr Dr. Hans Munz im «Brückenbauer» ebenfalls einen Artikel verfasste unter dem Titel «Bürger und Verbrecher», worin er den Standpunkt vertrat, das Regime in unseren Strafanstalten sei zu weich. Im «Brückenbauer» Nr. 34 vom 25. August 1967 sind eine Reihe Leserbriefe wiedergegeben, deren Tenor darin liegt, man stehe im Begriffe, aus unseren Strafanstalten Ferienheime zu machen. Wir wollen weder das eine noch das andere. Wir wollen Anstalten führen, die sauber dastehen und die sich nach aussen vertreten lassen. Ich könnte zu diesem Punkt noch viel sagen, will aber der Kürze halber hier abbrechen. Ich möchte es jedoch nicht tun, ohne Herrn Direktor Werren und seiner Gemahlin vor dem Grossen Rat öffentlich den Dank und das

Vertrauen auszusprechen. Ich danke ihnen für die schwere und undankbare Arbeit, die sie dort zu erfüllen haben.

Herr Grossrat Grob hat die Frage aufgeworfen, ob man die Disziplinarstrafe für Fluchtversuche nicht differenzieren könnte. Das wäre ein gefährliches Instrument. Wer soll dann entscheiden, ob es sich nun um eine Mini-Flucht oder eine Maxi-Flucht handelte, oder wer soll dann den Grad der Schwere unterscheiden von der Mini-Flucht bis zur Maxi-Flucht? Man muss dann sofort mit dem Vorwurf der ungleichen Behandlung rechnen.

Herr Grossrat Villard sprach von Brutalitäten sowie von einer Artikelserie eines jungen Mannes, der in Witzwil war. Es ist nur eigenartig, dass der junge Mann, anstatt Artikel in Zeitungen zu schreiben, nicht von seinem Beschwerderecht gegen Herrn Direktor Loosli Gebrauch macht. Das kann er auch nach der Entlassung tun; nur erfolgt dann eine Untersuchung, und zwar eine objektive, durch die Aufsichtskommission. Diese Untersuchungen werden jeweilen von einem Oberrichter geleitet. Ich mache darauf aufmerksam, dass nach Reglement jede körperliche Züchtigung in einer Anstalt verboten ist. Ich mache ferner darauf aufmerksam, dass die Polizeidirektion niemand schützen würde, der sich eine körperliche Züchtigung eines Gefangenen zuschulden kommen liesse. Das wissen unsere Direktoren und unsere Angestellten.

Herr Grossrat Villard hat auch erklärt, es sei ein Gefangener als «Idiot» und «Dreckhund» bezeichnet worden. Auch das geht über die erlaubten Grenzen hinaus. Zuerst sollten wir aber noch wissen, was der Gefangene dem Wärter gesagt hat, bevor der Wärter diese Ausdrücke gebraucht hat. Erst wenn man das wüsste, könnte man abwägen, ob eine Disziplinwidrigkeit besteht.

Herr Grossrat Villard sprach ferner von einem Mann, der 18 Monate in Untersuchungshaft stand. Diese Frage müsste er dem Herrn Justizdirektor stellen, weil diejenigen, die in Voruntersuchung sind, nicht im Strafvollzug stehen; deshalb liegt die Form der Haft nicht in unserer Kompetenz.

Herr Villard hat auch gesagt, das kleine Pekulium erlaube keinem, den Weg zu finden. Das Pekulium ist gar nicht da, um einem zu helfen, den Weg in die Zuknuft zu finden. Dafür ist das Schutzaufsichtsamt da. Wer sich den Helfern auf diesem Amt anvertraut, findet nachher meistens den Weg in die Freiheit. Jedenfalls wird dort alles getan, um dem Strafentlassenen den Weg in die Freiheit zu ebnen, da weder die Gesellschaft noch der Staat noch die Polizeidirektion irgendwie ein Interesse daran haben können, dass einer rückfällig wird. Ich bitte Herrn Villard, einmal den Jahresbericht des Schutzaufsichtsamtes genau durchzulesen, nicht nur den gekürzten, der im Verwaltungsbericht enthalten ist, sondern den ausführlichen.

Ich glabe, damit auch die Anfragen der Herren Grossräte Stauffer und Zuber beantwortet zu haben. Ich möchte zum Schluss nur feststellen: Der Artikel, der im «Beobachter» erschienen ist, enthält zur einen Hälfte Tatsachenwidrigkeiten und zur andern Hälfte tendenziöse Verdrehungen.

Herr Grossrat Messer hat die Frage nach dem Amthaus Bern aufgeworfen. Was er in bezug auf die Baulinien erwähnt hat, ist uns leider nicht bekannt. Wir wissen heute jedoch eines, nämlich dass wir sehr wahrscheinlich nicht einen Riesenbau am alten Orte aufstellen können und dass auch die Konzeption eines monolithischen Blockes für ein Amthaus auf dem Areal Tierspital kaum in Frage kommen kann. Die Kommission, die sich mit dieser Sache zu befassen hat, kam deshalb zu einer etappenweisen Konzeption. Sie würde darin bestehen, dass zuerst einmal das Strassenverkehrsamt aus seinen jetzigen Gebäulichkeiten herausgenommen und vor dem Expertenbüro und der Verkehrspolizei ein Bau für das Strassenverkehrsamt errichtet würde. Das hätte den Vorteil, dass nachher das Strassenverkehrsamt, die Verkehrspolizei und das Expertenbüro, die betrieblich eine Einheit bilden, an einem Ort untergebracht wären. Der Grosse Rat wird darüber noch zu beschliessen haben.

Ein zweiter Komplex, das sogenannte Amthaus II, würde im jetzigen Komplex des Strassenverkehrsamtes entstehen, und ein dritter Komplex, das sogenannte Amthaus I mit Bezirksgefängnis am jetzigen Standort, wo das Bezirksgefängnis von Grund auf neu gebaut werden muss und wo alles zusammengefasst werden soll, was mit dem Bezirksgefängnis in direktem Kontakt steht, wie die Strafgerichte und die Regierungsstatthalterämter. Wir bekommen damit drei in sich geschlossene betriebliche Einheiten, nämlich die Regierungsstatthalterämter, die Strafgerichte und das Bezirksgefängnis am einen Ort, das Amthaus II und alle übrigen Dienste der Bezirksverwaltung am andern Ort sowie am Schermenweg den dritten Komplex mit dem Strassenverkehrsamt, dem Expertenbüro und der Verkehrspolizei, was auch wieder eine in sich geschlossene betriebliche Einheit darstellt.

Herr Grossrat Kohler hat die Frage der Ölwehr aufgeworfen. Momentan sind drei Stützpunkte errichtet, nämlich bei der Seepolizei Thunersee, bei der Seepolizei Bielersee und bei der ständigen Feuerwehr der Stadt Bern. Das Gerippe der Ölwehr, wie wir es jetzt aufgestellt haben, ist nur ein Anfang. Es werden Erfahrungen gesammelt werden müssen, um festzustellen, wie sie weiter ausgebaut werden kann. Es ist unbedingt notwendig, die Ölwehr auf einen guten Stand zu bringen, da die Reinhaltung unserer Gewässer auf dem Spiele steht. Wir werden übrigens in allernächster Zeit, sei es hier im Rathaus oder andernorts, zuhanden des Grossen Rates eine Ausstellung über die Ölwehr veranstalten.

Herr Grossrat Fankhauser hat die Nachtfunkstreifen angezogen. Dazu möchte ich bemerken, dass es vielleicht gut wäre, wenn er einmal mitfahren würde, um zu sehen, was des Nachts auf unseren Strassen alles kreucht und fleucht, nicht nur Automobilisten, die etwas Alkohol getrunken haben – diese sind nicht gross an Zahl –, sondern vor allem Autodiebe, Motorfahrzeugdiebe, Einbrecher mitsamt ihrem Einbrecherwerkzeug und ähnliche Dinge mehr. Die Vermehrung der Nachtfunkstreifen bedeutet keine wesentliche Vergrösserung des Personalbestandes noch des Materialbestandes, da jeweils ein Beamter der Hauptwache mit den im Bezirk stationierten Leuten die Funkstreifen durchführt.

Herr Grossrat Klopfenstein hat wegen der alten Richtungsanzeiger hier eine sehr zutreffende Bemerkung angebracht. Im Rahmen der Bundesvorschriften bestehen aber noch gewisse Toleranzen für den Übergang, die wahrscheinlich kaum geändert werden können. Falls wir beim Bund intervenieren, wird man uns antworten, und zwar mit Recht, es handle sich nur noch um ein paar alte Fahrzeuge, die ohnehin auf dem Aussterbeetat sind. Neu dürfen keine solchen Richtungsanzeiger mehr montiert werden.

Dem Büro für Lärmbekämpfung und Verkehrserziehung sollte man fast das Plakat an den Rükken hängen, das früher etwa in den Wildwest-Bars der Pianist am Rücken trug und auf dem geschrieben stand: «Bitte, schiesst nicht auf den Pianisten, er tut sein Bestes!» Es geht einem auch bei der Lärmbekämpfung ähnlich. Auf der einen Seite sind nämlich die gesetzlichen Grundlagen zu wenig präzis. Die Lärmnormen – das habe ich hier schon mehrmals ausgeführt –, die durch die eidgenössische Typenprüfungskommission gestattet sind, sind zu hoch. Dazu kommt, dass die Polizei sich sehr oft in einem Beweisnotstand befindet, um die Lärmerzeugung vor dem Richter nachweisen und eine Verurteilung erwirken zu können.

Herr Grossrat Hügi hat vermehrte Fahrzeugkontrollen verlangt. Wir würden das gerne an die Hand nehmen; unsere Experten sind jedoch durch die Prüfung der Motorfahrzeuge und die Abnahme der Führerprüfungen (21 000 pro Jahr) derart in Anspruch genommen, dass wir kaum noch einen Experten zur Erfüllung weiterer Aufgaben erübrigen können. Wenn wir somit die Lärmbekämpfung mit unseren Experten – denn sie müssten mithelfen, die Polizei allein könnte es nicht tun – in vermehrtem Masse an die Hand nehmen wollten, wäre bestimmt eine Personalvermehrung bei den Experten erforderlich.

Herr Grossrat Gobat hat die Frage der Verschmierung der Strassen im Jura aufgeworfen. Die Polizeidirektion überwacht die Strassen soweit als möglich. Ich möchte ihm aber vorschlagen, selber einmal als Kompagniekommandant mit den Beständen, die wir zur Verfügung haben, einen Ablösungsplan zur Überwachung aller Strassen Nacht für Nacht aufzustellen. Dann wird er sehen, dass die Polizei hier mit beschränkten Mitteln arbeitet und arbeiten muss.

Herr Grossrat Guggenheim schlussendlich hat die Fahndungspolizei erwähnt. Sie ist heute im Ausbau begriffen. Wir haben einen Ausbauplan aufgestellt, den wir mit den Gerichtspräsidenten besprochen haben und der grosso modo von der Gerichtspräsidententagung gutgeheissen worden ist. Es geht in erster Linie darum, die Leute zu finden und auszubilden. Ich kann Herrn Grossrat Guggenheim sagen, dass in den nächsten Tagen der erste Kurs mit 40 Mann beginnt. Der Kurs ist bestens organisiert. Es helfen namhafte, gute Leute mit wie Herr Prof. Leupi und Herr Prof. Schultz. Dieser Wunsch von Herrn Grossrat Guggenheim ist also erfüllt.

Die Fahndungsregisterführung ist mit der Stadt soweit als möglich koordiniert. Ich kann nur sagen, dass zwischen dem Informationsdienst der Stadtpolizei und demjenigen des Kantons sehr gute Beziehungen bestehen und ein gutes Arbeitsverhältnis herrscht. Im übrigen wird gerade zurzeit untersucht, wie man diese Aufgabe elektronisch auf gesamtschweizerischer Ebene organisieren und konzentrieren könnte.

Genehmigt.

Strafnachlassgesuche

Zu den Strafnachlassgesuchen referiert Grossrat Christen, Präsident der Jusitzkommission. Grossrat Frutiger stellt in einem Fall den Antrag auf bedingte Verurteilung, der von Grossrat Kämpf unterstützt wird. Dieser Antrag wird jedoch vom Sprecher der Justizkommission, Grossrat Christen, und von Regierungspräsident Bauder, Polizeidirektor, bekämpft.

In der Abstimmung wird der Antrag Frutiger bei 120 in Betracht fallenden Stimmen, also bei einem absoluten Mehr von 61 Stimmen, mit 63 gegen 57 Stimmen abgelehnt.

Die andern Strafnachlassgesuche werden stillschweigend im Sinne der Anträge der vorberatenden Behörden erledigt.

Motion des Herrn Grossrat Schweizer (Bern) — Vereinheitlichung der Motorfahrzeugsteuer

(Siehe Seite 240 hievor)

Schweizer (Bern). Ich kann mich sehr kurz fassen, da der Vortrag der Polizeidirektion keine Mini-Vorlage ist. Er ist nicht nur sehr ausführlich gehalten, sondern auch weitgehend überzeugend. Ich habe wohl keine Freude daran, dass er überzeugend ist, gebe aber die Schwierigkeiten zu, die einer einheitlichen Lösung im Moment zufolge des schweizerischen Föderalismus noch im Wege stehen. Ich glaube, nach der eingehenden Vorlage, die der Regierungsrat auf meine Motion hin ausgearbeitet hat, wäre es im Rate nicht möglich, den ursprünglichen Motionstext durchzubringen. Die Motion würde vermutlich von einer Mehrheit des Rates auf Grund des Vortrages abgelehnt, womit gar nichts erreicht wäre.

Wenn ich nun, gestützt auf die Darlegungen des Herrn Polizeidirektors, eine neue Motion eingereicht habe, so deshalb, um die Kantone mit den grossen Autobahnlasten in dem Sinne zum Handkuss kommen zu lassen, dass man beim Bund vorstellig wird und über ihn einen Ausgleich anstrebt, womit dann auch eine weitere Erhöhung der Motorfahrzeugsteuer in diesen Kantonen sollte vermieden werden können.

Wir sind uns natürlich klar darüber, dass der Bund, der ebenfalls in einer Finanzklemme steckt – nicht nur der Kanton Bern –, keine Freude haben wird, wenn er an die grossen Betriebskosten für die Autobahnen vermehrte Beiträge leisten soll. Wenn ich eine Angleichung der Motorfahrzeugsteuern wünschte, so deshalb, um einen Ausgleich

zu finden. Ein Ausgleich kann nur erfolgen, wenn der Bund die Beiträge an Kantone mit kleineren Autobahnlasten herabsetzt. Es ist natürlich nicht unsere Aufgabe als Grossräte des Kantons Bern, dies zu verlangen. Mir ging es aber darum, wenn man von Regierungsseite aus schon mit dem Bundesrat verhandelt, anzuregen, die Bundesbeiträge an Kantone zu reduzieren, die nur sehr kleine Autobahnkosten zu tragen haben und daher heute vielleicht mit einer Motorfahrzeugsteuer auskommen, die nur einen Drittel oder noch weniger der Motorfahrzeugsteuer im Kanton Bern ausmacht. Dadurch würden diese Kantone vermutlich gezwungen, ihre Motorfahrzeugsteuern ebenfalls zu erhöhen, womit, wenigstens theoretisch, auch ein Ausgleich erreicht wäre. Ich bin deshalb in der Lage, das Vorgehen, wie es der Regierungsrat uns vorschlägt, zu unterstützen, hoffe jedoch, dass auf weite Sicht gesehen trotzdem noch eine Angleichung der Motorfahrzeugsteuern in der Schweiz erfolgen wird, wenn die föderalistischen Schwierigkeiten, die ausführlich dargelegt wurden, nicht mehr so gross sind wie heute.

Bauder, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich kann mich auf Grund des Berichtes, den ich zum Problemkreis ausgearbeitet habe, den die Motion Schweizer aufgeworfen hat, kurz fassen.

Ich stelle vorerst fest, dass heute in der Eidgenossenschaft jeder Motorfahrzeughalter nach drei Richtungen belastet wird: 1. Durch eine feste Grundtaxe nach Grösse, Nutzlast und Stärke des Automobils. Das ist die Automobilsteuer. Sie geht in die Kasse der Kantone. 2. Durch eine Zollabgabe auf dem effektiven Treibstoffverbrauch. Sie geht in die Kasse der Eidgenossenschaft. Davon erhalten nachher die Kantone ihre Beiträge. 3. Aus einem allgemeinen Unkostenbeitrag nach den Einkommens- und Vermögensverhältnissen. Dieser geht in die Kasse des Kantons.

Diese Dreigliederung der Abgaben, die dem Motorfahrzeughalter zugemutet werden, hat in sich schon eine gewisse ausgleichende Tendenz, namentlich wenn man feststellt, dass sie im schweizerischen Mittel praktisch je einen Drittel der Gesamtbelastung betragen. Wir haben auch festgestellt, dass ein unbedingter Ausgleich der Motorfahrzeugsteuern, gemessen an den Gesamtbetriebskosten eines Motorfahrzeugs, keine revolutionierende Änderung brächte, indem es sich beispielsweise bei einem Citroën 2 PS bei einer Jahresleistung von 20 000 km um eine Belastungsdifferenz von plus oder minus 3 Prozent handeln würde und bei einem Mercedes 11/18 (Mercedes 220) um eine Differenz von 0,8 Prozent bei einer Jahresleistung von 60 000 km oder 1,4 Prozent bei einer Jahresleistung von 20 000 km. Wir haben auch darauf hingewiesen, welche Schwierigkeiten bei einer Ausgleichung der Motorfahrzeugsteuern entstehen würden mit Bezug auf die Strassenlasten der Kantone. Die Kantone bezahlen nämlich ihre Strassenlasten auch wiederum aus drei verschiedenen Quellen: 1. Aus den Motorfahrzeugsteuern, 2. aus den Bundesbeiträgen aufgrund des Zolls und der Zollzuschläge und 3. aus allgemeinen Steuern.

Wir sehen nun, dass diese Verhältniszahlen im Einsatz öffentlicher Mittel zweckgebundener Art zu allgemeinen öffentlichen Mitteln von Kanton zu Kanton ausserordentlich stark variieren. Wir stellen aber auch fest, dass ausgerechnet die Kantone mit den niedrigsten Motorfahrzeugsteuern den höchsten Beitrag aus allgemeinen Mitteln zuschiessen. Ich habe dann berechnet, wie sich dies für den Kanton Bern auswirken würde. Bei einem doppelten Ausgleich, d. h. bei einem Ausgleich auf ein Mittel der Steuerbelastung und auf die Relation zweckgebundene Mittel/allgemeine öffentliche Mittel müsste der Kanton Bern jährlich 16 Millionen Franken mehr aufwenden, ohne dass er einen Meter Strasse mehr gebaut hätte. Wenn man dem die Lasten gegenüberstellt, die den Autobahnkantonen aus dem Betrieb der Autobahnen erwachsen, so sieht man, dass der heutige Verteilungsmodus ungerecht und sicher auch nicht wirtschaftskonform ist. Den Kantonen mit grossen Autobahnlasten wird gesamtschweizerisch etwas zugemutet, das sie nicht unbedingt aus ihrer eigenen Tasche sollten bezahlen müssen.

Die Interkantonale Kommission für den Strassenverkehr hat sich eingehend mit dem Problem befasst und den Wunsch zum Ausdruck gebracht, der auf den Seiten 8 und 9 des Berichtes zur Motion Schweizer niedergelegt ist. Im Interesse des Zeitgewinns will ich jetzt nicht näher darauf eintreten. Alles, was zu diesem Problem gesagt werden muss, finden Sie schwarz auf weiss im Bericht.

Herr Grossrat Schweizer hat seine ursprüngliche Motion zurückgezogen und sie durch eine neue Motion ersetzt, wie sie am Schlusse des Berichtes auf Seite 9 aufgeführt ist. Ich kann hier erklären, dass mich der Regierungsrat ausdrücklich ermächtigt hat, eine so lautende Motion entgegenzunehmen.

Abstimmung

Für Annahme der Motion ..... Grosse Mehrheit

Postulat des Herrn Grossrat Meyer — Autobahn-Verkehrserziehung

(Siehe Seite 267 hievor)

Meyer. In recht zügiger Weise schreitet unser Autobahnausbau voran. Der bahnartige Charakter unserer Nationalstrassen stellt an die Strassenbenützer besondere und hohe Anforderungen. Diese sind einmal darin zu erblicken, dass eine äusserst strenge Disziplin gefordert werden muss. Der Fahrer muss seine Manöver und Manipulationen lange zum voraus planen. In bezug auf das Fahrzeug dürfen gar keine Mängel geduldet werden. Zugegebenermassen gelten die hier geschilderten Anforderungen auch für den Nichtautobahnverkehr. Es ist jedoch festzuhalten, dass die Nichterfüllung der erwähnten Anforderungen beim Autobahnverkehr besonders schwer sein können, wie das mehrere tragische Ereignisse gezeigt haben. Es verhält sich nun so, dass in weiten Kreisen Kenntnis und Beherrschung der Regeln des Autobahnfahrens noch nicht restlos vorhanden

sind. Es wäre daher angezeigt, das Publikum durch geeignete Massnahmen im Sinne einer Autobahnverkehrserziehung darauf aufmerksam zu machen. Es ginge darum, die wenigen, aber elementaren Grundregeln in einem Punkteprogramm zusammenzufassen. Es betrifft dies namentlich die Geschwindigkeiten, die Vorfahrmanöver, das Einhalten der erforderlichen Abstände, das Verhalten bei den verschiedenen Witterungsverhältnissen und den Fahrzeugszustand. Das Publikum wäre in geeigneter Form darauf aufmerksam zu machen, sei es durch Tafeln an den Einfahrten zu den Autobahnen – mit Vorteil nicht auf den Autobahnen selber –, sei es durch Einsendungen an die Presse oder durch Bedienung der Massenmedien (Radio und Fernsehen). Es ginge also darum, die wenigen, aber wesentlichen, ich möchte fast sagen «tödlichen» Punkte des Autobahnverkehrs dem Publikum einzuhämmern, wie dies bisher noch nicht mit der gewünschten Klarheit erfolgt ist. Ich bitte Sie, mein Postulat erheblich zu erklären.

Bauder, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Regierung ist bereit, das Postulat Meyer entgegenzunehmen. Wie man tagtäglich feststellen kann, ist eine Verkehrserziehung auf der Autobahn unbedingt notwendig. Ich möchte zwar betonen, dass im Jahre 1966 rund zwei Drittel der Verkehrsunfälle auf der N 1 auf den Ein- und Ausfahrten erfolgt sind und nicht auf der Autobahn selber. Das bahngerechte Verhalten muss angewöhnt werden. Der Grundsatz «Blick zurück» wird immer noch nicht genügend beachtet. Gerade vorletzten Sonntag ereignete sich ein bedauerlicher tödlicher Unfall auf dem Autobahnteilstück bei Muri, wo ein Automobilist ausgeschwenkt hat im Moment, da zwei andere Fahrzeuge im Begriffe waren, die Kolonne zu überholen. Daraufhin kam es zu einer Auffahrkollision mit tödlichem Ausgang eines Autoinsassen.

Wir haben bereits die notwendigen Massnahmen getroffen, um das Autobahnfahren und die Kenntnis des richtigen Verhaltens auf der Autobahn auch in den Autofahrunterricht und in die Führerprüfungen einzubauen. Das will nun nicht etwa heissen, dass man es so tun soll wie ein waadtländischer Fahrlehrer, der glaubte, mit seinem Fahrschüler im 140-km-Tempo über die Autobahn Genf–Lausanne fahren zu müssen.

Der Regierungsrat nimmt das Postulat Meyer entgegen. Wir werden bestrebt sein, alle Mittel einzusetzen, um ein autobahngerechtes Verhalten der Autobahnbenützer zu erreichen. Da wir dies allein nicht tun können, appelliere ich deshalb auch an die Vernunft aller Autobahnbenützer.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Postulat des Herrn Grossrat Hofmann (Büren) — Aufnahme von Strassenunfällen durch den nächsten Polizeiposten

(Siehe Seite 371 hievor)

Hofmann (Büren). Ich kann mich bei der Begründung meines Postulates kurz fassen.

Ein Bürger, der in einen Unfall verwickelt war, berichtete mir folgendes: Der Unfall ereignete sich auf der Autostrasse Lyss–Biel. Die nächstgelegene Polizei ist rasch am Unfallort eingetroffen, war jedoch nicht berechtigt, den Unfall aufzunehmen. Der Unfall trug sich an einer Stelle zu, die zum Nachbaramt gehört, von wo aus leider keine direkte Strasse auf die Autostrasse führt. Die erwähnte Strasse führt nur etwa 3 km durch den Amtsbezirk, in dem sich das Gericht befindet und die Polizei zur Aufnahme berechtigt ist.

In dem von mir erwähnten Fall ist die Unfallmeldung nur in Lyss, Brügg oder Biel möglich. Der Einfachheit halber sollte unbedingt die Unfallaufnahme vom nächstgelegenen Polizeiposten durchgeführt werden können. Den Gerichtsstand dagegen möchte ich nicht beanstanden.

Bei Verwirklichung meines Vorschlages könnte die Zeit für eventuelle Umleitungen oder Beschränkungen auf Einbahnverkehr verkürzt werden. Auch würde den Verunfallten das lange Warten weitgehend erspart. Neben diesen Vorteilen könnte der Staat erst noch unnötige Autospesen einsparen.

Ich bitte den Regierungsrat, die aufgeworfene Frage zu prüfen.

Bauder, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wir sind bereit, die von Herrn Grossrat Hofmann aufgeworfene Frage zu prüfen und nehmen deshalb das Postulat entgegen. Ganz so einfach, wie er sich den Sachverhalt vorstellt, ist es in der Praxis jedoch nicht. Es sind nicht immer die Beamten des nächstgelegenen Polizeipostens, die unbedingt am schnellsten am Unfallort eintreffen können. Hinzu kommt, dass wir im Lande herum viele Einzelposten haben, weil wir sie aus personellen Gründen nicht mit zwei oder drei Mann besetzen können. Nun hat jeder dieser Beamten in der Regel einen freien Tag pro Woche. In einem solchen Falle wird niemand auf dem betreffenden Posten anzutreffen sein, so dass der Nachbarposten die Unfallaufnahme besorgen muss. Das bezieht sich auf die leichten Unfälle.

Was die schweren Unfälle anbelangt, ist zu bemerken, dass wir heute nicht mehr ausmessen. Diese Unfälle werden von der Unfallgruppe mit dem photostereogrammetrischen Unfallaufnahmegerät aufgenommen. Das hat den Vorteil, dass zentimetergenaue Unfallsituationen gezeigt und gezeichnet werden können, da diese Kamera bekanntlich unbestechlich ist. Diese genauen Unfallaufnahmen mit dem photostereogrammetrischen Gerät liegen nicht nur im Interesse des Staates, sondern in sehr vielen Fällen auch im Interesse der am Unfall Beteiligten, namentlich wenn es darum geht, nachher die strafgerichtlichen und zivilgerichtlichen Schlüsse aus einem Unfall zu ziehen. Wir können also nicht so einfach und schematisch vorgehen.

Eine weitere Tendenz besteht darin, in grösseren Agglomerationen die Einzelposten aufzuheben und zu Wachen zusammenzuziehen, weil damit leichter eine Permanenz organisiert werden kann. Auch diese Frage spielt hier hinein. Es lag mir daran, auch diese Bemerkung noch anzubringen, damit Herr Grossrat Hofmann und auch der Rat sehen, dass wir in der Praxis mit einer schematischen Lösung und einem schematischen Befehl nicht durchkommen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Interpellation des Herrn Grossrat Hubacher — Klosterkirche St. Johannsen

(Siehe Seite 372 hievor)

Hubacher. Über das von mir aufgeworfene Thema ist hier im Rate schon verschiedenes gesagt worden. Dem Sonderdruck Nr. 2/1962 der «Berner Zeitschrift für Geschichte und Heimatkunde» habe ich folgende Worte entnommen:

«Am 17. November 1959 hat der Grosse Rat den Beschluss gefasst, den Chor der ehemaligen Klosterkirche von St. Johannsen, der infolge der Veränderung des Grundwasserstandes der I. Juragewässerkorrektion nicht mehr stabile Fundamente aufweist und durch Rissbildungen in seinem Bestande bedroht ist, zu sichern. Mit diesem Beschluss bekundet der Grosse Rat seinen Willen, das Bauwerk zu erhalten.»

Ich möchte kurz folgendes in Erinnerung rufen. Bei diesem Bauwerk handelt es sich um den Chor der ehemaligen Benediktinerabtei St. Johannsen, die lange Zeit die begütertste des ganzen Seelandes war. Sie wurde Ende des 11. Jahrhunderts von Cuno von Fenis, Bischof von Lausanne, auf seinem Gute gegründet. Interessant dürfte sein, dass sie mit Mönchen aus der Benediktinerabtei St. Blasien im Schwarzwald besiedelt wurde.

Über die geschichtlichen Begebenheiten könnte man noch verschiedenes ausführen. Diese wenigen historischen Tatsachen dürften jedoch genügen, um die kunstgeschichtliche Bedeutung dieses Bauwerkes zu zeigen.

Ich weiss, dass an dieser Kirche wertvolle Zeugen einer blühenden Steinmetzkunst anzutreffen sind, die man weit und breit nicht gleichwertig findet und deshalb das Bauwerk zu einem der wichtigsten Zeugen im Seeland stempelt. Auf der Kulturgüterschutzkarte finden Sie ebenfalls eine Eintragung bei St. Johannsen. Das ist ein Hinweis dafür, dass das Dokument bedeutungsvoll ist.

Heute ist der Chor nicht mehr zu sehen. Die Steine liegen fein säuberlich numeriert auf einer schön geordneten Deponie, weil man auf Grund von Sanierungsvorschlägen festgestellt hat, dass ein Abtrag sowie ein nachträglicher Wiederaufbau auf einer neu zu errichtenden Fundation die billigste Lösung für die Erhaltung darstellt. Der Abtrag wurde vollzogen, aber die Erstellung eines neuen Fundamentes für den Wiederaufbau ist nicht mehr ausgeführt worden. Selbstverständlich ist auf lange Sicht gesehen die Gefahr der Verwitterung der Steine gross. Jetzt kann man noch mit wenig Steinhauerarbeit leichtere Schäden beheben. In einigen Jahren dürfte das schon schwieriger sein – und auch teurer! Daneben darf nicht vergessen werden, dass die Leute, die den Abbau unternommen haben, noch da sind. Ohne auf ihre Kenntnisse abstellen zu können, würde der Wiederaufbau erschwert.

Zur finanziellen Seite, die ebenfalls mitspielt, möchte ich bemerken: Für den Abtrag und die damit verbundene Planaufnahme sind schon von seiten des Staates grosse Investitionen gemacht worden. Der Schweizerische Nationalfonds hat ebenfalls bereits Fr. 120 000.— auf den Tisch gelegt. Beide Ausgaben wären mehr oder weniger verloren, wenn der Chor nicht mehr aufgebaut würde. Aufgrund eines Schreibens kann angenommen werden, dass heute der Nationalfonds weiter bereit sein wird, Gelder zu geben. Das dürfte wiederum ein Hinweis auf die Bedeutung dieses Kulturdenkmals sein.

Wenn ich vom Wiederaufbau spreche, so soll das nicht allein bei einem kunstgeschichtlichen Interesse bleiben. Ich bin der Meinung, dass dieser Chor der Anstalt St. Johannsen als Gottesdienstraum dienen soll und muss, «muss», aus der Überlegung und Überzeugung heraus, dass jede Anstalt nach den Grundsätzen des heutigen Strafvollzuges über einen Gottesdienstraum verfügen muss. Wenn durch den Wiederaufbau St. Johannsen gleichzeitig zu einem Gottesdienstraum kommt, so wird allen gedient sein, auch den kunstgeschichtlich interessierten Leuten, die dadurch wieder die schöne, wertvolle Abtei zu sehen bekommen.

Meine Interpellation verfolgt den Zweck, in Erfahrung zu bringen, was die Regierung in dieser Sache zu tun gedenkt.

Bauder, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Mit der Verbesserung der baulichen Verhältnisse in St. Johannsen befassen sich die Bau-, die Finanz- und die Polizeidirektion schon seit einiger Zeit. Vorerst wurde am 17. November 1959 die Baudirektion mit der Konsolidierung der Fundamente von Chor- und Querschiff der ehemaligen Klosterkirche St. Johannsen beauftragt, wofür ein Kredit von Fr. 130 000.— bewilligt wurde. Gemäss Vorschlag und Kostenberechnung des Ingenieurbüros R. Schmid in Nidau und der Bauunternehmung Losinger & Co., Bern, war der Einbau von Frotté-Bohrpfählen unter das bestehende Mauerwerk vorgesehen. Dieses Vorgehen erwies sich in der Folge als unausführbar und zu kostspielig. Es wurde deshalb an seiner Stelle die Lösung durch das steingerechte Abtragen des ganzen Bauwerkes und seine Wiedererrichtung gesucht, und zwar deshalb, weil der Einsturz drohte. Das Gebäude durfte nicht mehr betreten werden. Dadurch würden folgende Vorteile erreicht:

1. Pfahlfundierungen bei Neubauten kosten in der Regel mindestens siebenmal weniger als bei Unterfangung eines bestehenden Bauwerkes.

2. Bei einem Wiederaufbau kann wesentlich an Gewicht eingespart werden. Anstelle der 90 Zentimeter dicken Umfassungsmauern aus Natursteinquadern verschiedener Art (Hauterive-Stein, Tuff-

quader, Kieselbollen usw.) ist bei einem Neubau ein Hohlmauerwerk aus Backsteinen möglich, weil es sich, abgesehen von den sichtbaren Hausteinteilen, um ein verputztes Gebäude handelt.

3. Aus den im Mauerwerk vermauerten Hauterivequadern wird Material zum Flicken und Ergänzen der sichtbaren Hausteinpartien gewonnen.

4. Bei einem Wiederaufbau kann das Gebäude, dessen ursprünglicher Boden heute ca. 70 cm tiefer liegt als das umgebende Terrain, niveaumässig mit der Umgebung wieder in Einklang gebracht werden.

Es liegt auf der Hand, dass ein solches Vorgehen, die baufälligen Überreste abzubrechen und nachher steingerecht wieder aufzubauen, nur mit Zustimmung der eidgenössischen Kommission für Denkmalpflege in Frage kommen kann. Sie hat nach gründlicher Prüfung der Sachlage dieses Vorgehen gutgeheissen und ihre Subvention zugesichert, und zwar sowohl für die Abbrucharbeiten als auch für den Wiederaufbau.

Neben diesen technischen Fragen im Zusammenhang mit der Klosterkirche wurde von den interessierten Direktionen auch untersucht, ob ein Wiederaufbau der alten Abteikirche an der historischen Stelle die Konzeption der neuen Anstalt St. Johannsen störe und ob allenfalls ein Wiederaufbau an anderer Stelle in Frage komme. Man kam zu einem negativen Entscheid. In der Folge arbeitete Herr Architekt Friedrich Stalder, Bern, eine generelle Studie für die bauliche und betriebliche Reorganisation der Anstalt aus. Aus dieser Studie ergab sich eindeutig, dass der Wiederaufbau am historischen Standort nicht nur aus denkmalpflegerischen Gründen, sondern auch hinsichtlich der Reorganisation der Anstalt wünschbar und zweckmässig ist.

Wie der Interpellant richtig erwähnt, ist zurzeit eine grössere Vorlage für die Anstalt St. Johannsen in Vorbereitung. Es handelt sich um eine erste Etappe zur Verwirklichung des vorhin erwähnten Projektes Stalder. Die Grundlage für diese erste Etappe bilden die Zweite Juragewässerkorrektion, deren Strassenplan über den Brückenneubau bei St. Johannsen, Gemeinde Gals, von den Behörden des Bundes und der Kantone genehmigt wurde, und das Gesetz vom 3. Oktober 1965 über Erziehungs- und Versorgungsmassnahmen. Brücke und Strasse führen zwangsläufig zu einer Neugruppierung der Gebäude von St. Johannsen. Aus der Konzeption, wie ich schon gesagt habe, ist ersichtlich, dass sowohl das neue Querschiff wie auch der Chor in das Gesamtprogramm einbezogen werden konnten und mussten. Bei dieser Gelegenheit ist auch vorgesehen, die Anstalt St. Johannsen nicht nur baulich zu sanieren, sondern auch ihren Aufgabenkreis neu zu überprüfen. Wir haben einmal ein System mit einem degressiven Strafvollzug nach Artikel 42 StGB in Aussicht genommen im Sinne einer graduellen Rückgliederung. Es ist auch vorgesehen, hier Leute nach Artikel 14 des Strafgesetzbuches einzuweisen. Das sind psychisch Belastete, die nicht verurteilt werden können, weil sie im Moment der Begehung ihrer Tat nicht handlungsfähig waren und die sich in einem chronischen Zustand befinden, so dass sie nicht in eine Heil- und Pflegeanstalt gehören, da sie psychotherapeutisch nicht behandelt werden können. Auch ein offenes Männerheim sollte angegliedert werden im Sinne der Rückgliederung von Gefangenen aus dem Anstaltsregime ins Regime der Freiheit.

Es versteht sich von selbst, dass eine solche Anstalt auch einen Gottesdienstraum braucht. Dazu soll der Chor der alten Klosterkirche mit dem Querschiff dienen.

Das Projekt Stalder wird, wie ich angedeutet habe, in mehreren Etappen ausgeführt werden. Wir sind gegenwärtig mit der Detailplanung der ersten Etappe beschäftigt, so dass sich der Grosse Rat bald einmal damit wird befassen können. Ich muss noch nachtragen, dass für die erste Etappe auch Chor und Querschiff der Klosterkirche vorgesehen sind.

Präsident. Der Herr Interpellant ist berechtigt, eine Erklärung abzugeben, ob er von der Antwort befriedigt ist oder nicht.

Hubacher. Ich bin befriedigt.

Verwaltungsbericht der Direktion für Verkehr, Energie- und Wasserwirtschaft für 1966

Wüthrich, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Herr Kollega Mischler und der Sprechende haben am 9. August 1967 der Direktion für Verkehr, Energie- und Wasserwirtschaft einen Besuch abgestattet. Die vorliegende Berichterstattung ist die erste über die am 2. Februar 1966 durch Dekret des Grossen Rates neugeschaffene Direktion.

Die Aufteilung der alten Baudirektion hat sich als sehr zweckdienlich erwiesen. Die neugeschaffene Direktion ist durch die gewaltigen Aufgaben, die namentlich auf dem Gebiete der Wasserwirtschaft, der Abwasserreinigung und der Kehrichtbeseitigung in nächster Zukunft noch gelöst werden müssen, voll ausgelastet. Der Betrieb der Direktion ist heute mit seinen insgesamt 42 Angestellten gut organisiert. Als erster Direktionssekretär amtet Herr Hahnloser. Aus der Eisenbahndirektion wurde das Verkehrsamt geschaffen, dem Herr Anderegg vorsteht.

Dem im Berichtsjahr allzu früh verstorbenen Herrn Ingenieur Ingold möchte ich bei dieser Gelegenheit für die grossen Verdienste, die er der Wasserwirtschaft im Interesse des Kantons, der Gemeinden und der ganzen Bevölkerung geleistet hat, bestens danken. Als Nachfolger konnte Herr Ingenieur Merki gewonnen werden. Ihm stehen als Adjunkten I und II Herr Neumann und Herr Burkhardt bei; das Gebiet welscher Zunge betreut Herr Besençon.

In bezug auf das Verkehrsamt verweise ich auf den Verwaltungsbericht, den Sie alle aufmerksam gelesen haben. Für den definitiven Verkauf der BLS-Gruppe muss der Bundesgerichtsentscheid abgewartet werden. Infolge der Finanzknappheit muss der weitere Ausbau der bernischen Privatbahnen in Zukunft etwas verlangsamt werden.

Der Wasserbau verblieb bei der Baudirektion.

Zur Wasserkraftnutzung ist zu bemerken, dass mit dem Bau der Kraftwerke Aarberg, II. Etappe, Flumenthal (auf dem Gebiete des Kantons Solothurn) und Bannwil im Berichtsjahr begonnen wurde. Gegenwärtig wird eine Karte über das Grundwasservorkommen im ganzen Kantonsgebiet erstellt. Es handelt sich um eine sehr grosse Arbeit, wie wir uns überzeugen konnten. Alle bisherigen Untersuchungsergebnisse müssen zusammengetragen werden, worauf neue Bohrungen erfolgen müssen, um die Grundwasservorkommen festzustellen. Besondere Bedeutung kommt diesen Arbeiten auch deshalb zu, weil gutes Trinkwasser immer rarer wird. Es wird ein Ausgleich zwischen den Gemeinden geplant werden müssen, sogar auf interkantonaler Ebene.

Der Gewässerschutz ist die wichtigste Aufgabe der Direktion. Mit Beginn des Berichtsjahres 1966 waren im Kanton Bern erst für 2,7 Prozent der Bevölkerung Kläranlagen in Betrieb, für 48,3 Prozent der Bevölkerung sind sie im Bau, für 15,9 Prozent bestehen generelle Projekte und für 20,6 Prozent sind Studien im Gange. Auch hier ist es gut möglich, dass durch den Geldmangel eine Verzögerung im Ausbau eintritt. Persönlich habe ich die Auffassung, dass in gewissen Fällen das Planen mit dem Ausbau nicht in allen Teilen Schritt hält. Die Wirtschaftlichkeit der Anlagen ist abzuklären. Es ist abzuklären, bei welcher Grösse eine Anlage am wirtschaftlichsten ist, ob nicht kleinere Anlagen, die keine teuren und langen Zuleitungen erfordern, rationeller sind. Diese Berechnungen wurden zum Teil schon gemacht; namentlich Herr Ingenieur Ingold hatte sich mit diesen Fragen befasst, aber neuere Erfahrungen zeigen, dass alles, was zur Ausführung kommt, neu überprüft werden muss.

Die Kehrichtbeseitigung wird kantonal geprüft und geplant. Ich will darüber keine langen Ausführungen machen. Es werden bald keine Deponieplätze mehr gefunden, die nicht irgendein Grundwasservorkommen oder ein Quellgebiet beeinträchtigen.

Anschliessend an die Besprechung und Besichtigung der Büros statteten wir noch dem Gewässerschutzlaboratorium im alten Tierspital einen Besuch ab. Wir konnten uns von der grossen Aufgabe, die dieser Zweig im Rahmen des Gewässerschutzes zu erfüllen hat, überzeugen. Der Chemiker und der Biologe mit ihren Assistentinnen und Assistenten sowie sehr vielen teuren Apparaten lösen die ihnen gestellten Aufgaben sehr gut. Sie werden übrigens noch dieses Jahr in ihr neues Labor am Schermenweg umziehen.

Nach dem Mittagessen besichtigten wir die grosse, neue Kläranlage der Stadt Bern, die chemisch und biologisch betrieben wird. Ich will Ihnen ein paar Zahlen über deren Ausbau nennen:

Der erste Ausbau wurde für 233 000 Einwohnergleichwerte erstellt. Der Vollausbau ist für 350 000 bis 400 000 Einwohnergleichwerte vorgesehen. Der Trockenwetterzufluss im ersten Ausbau beträgt 2000 Liter/Sek., der Regenzufluss, also die maximale Belastung, 6000 Liter/Sek. Die Anlage umfasst zwei Vorklärbecken von je 11 600 m³, 4 Tropfkörper mit einer Füllung von je 4600 m³, zwei Nachklärbecken von je 6600 m³ Inhalt, zwei Faulräume von 23 m Höhe, wovon die Hälfte unterirdisch, 4 Eindicker von je 700 m³ und ein Gasometer von 3500 m³.

Man kommt leider auch hier nach der Besichtigung den Eindruck nicht los, dass die Ausführung nicht in allen Teilen zu Ende geplant worden ist. Die Anlage ist fertig, kann aber nicht in Betrieb genommen werden, da die Klärschlammverwertung noch ungelöst ist. Vorgesehen ist eine Trocknungsanlage. Die Stadt Bern hätte die nötigen Erfahrungen schon gehabt, weil die Verwertung des Klärschlammes ihrer kleinen Anlage auf dem Wylergut versagt hat.

Ich möchte meinen Bericht nicht schliessen, ohne Herrn Direktor Huber den besten Dank auszusprechen. Ich bitte ihn, diesen Dank an alle seine Mitarbeiter, vom Chefbeamten bis zur Sekretärin, weiterzuleiten.

Die Staatswirtschaftskommission empfiehlt Ihnen die Genehmigung des Berichtes.

Stoller. Zwei Dinge veranlassen mich, zum Bericht des Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartementes Stellung zu nehmen. Die finanzielle Situation von Kanton und Gemeinden verunmöglicht es vielen Gemeinden, den Abwasserproblemen die notwendige Aufmerksamkeit zu schenken. Ich kenne viele Gemeinden, die sich damit befassen; da die Staatssubventionen jedoch erst in 5 bis 6 Jahren zur Auszahlung kommen, sehen sich diese Gemeinden ausserstande, sofort an die Realisierung der Projekte zu schreiten.

Wie verhält es sich in bezug auf die Wirtschaftslage einer solchen Gemeinde? Es können sich in dieser Hinsicht negative Auswirkungen zeitigen, da vielleicht wegen des Abwasserproblems gewisse Bauprojekte, die für die Entwicklung der Gemeinde von Bedeutung wären, nicht ausgeführt werden können. Selbstverständlich müssen die gesetzlichen Vorschriften eingehalten werden. Trotzdem möchte ich Herrn Regierungsrat Huber als obersten Chef des Gewässerschutzamtes bitten, diesem Punkt seine volle Aufmerksamkeit zu schenken, damit die Gemeinden in ihrer Entwicklung nicht gehindert werden. Es sollten in Verbindung mit dem Gewässerschutzamt Mittel und Wege gesucht werden, um die Abwasserprobleme möglichst rationell und ohne Einschränkung des Bauvolumens zu lösen.

Ein zweiter Punkt betrifft die sogenannten Kleinkläranlagen, auf die bereits der Sprecher der Staatswirtschaftskommission, Herr Kollega Wüthrich, hingewiesen hat. Eine Zeitlang herrschte die Meinung vor, es kämen nur Grossanlagen in Frage; in jüngster Zeit glaubt man jedoch, dass in gewissen Fällen kleinere Anlagen rationeller sein können. Den Gemeinden wird es in diesen Fällen auch eher möglich, an die Verwirklichung der Projekte zu schreiten. Wie stellt sich die Situation hier dar? Ich habe mir sagen lassen, dass sich viele Ingenieurbüros mit der Ausarbeitung von Projekten für Kleinkläranlagen und -verbrennungsanlagen befassen. In der Motion Hubacher wird eine ähnliche Frage aufgegriffen werden. Ich möchte nun das Wasserwirtschaftsamt in aller Form bitten, den Gemeinden beizustehen, damit sie nicht unzweckmässige Anlagen zu einem teuren Preis errichten lassen. Die Gemeinden werden nämlich in letzter Zeit von Offerten für Kleinkläranlagen ge-

radezu «bombardiert». Das Wasserwirtschaftsamt sollte meiner Ansicht nach mit den Gemeinden, die daran interessiert sind, die Probleme eingehend abklären. Es sollte die Gemeinden namentlich in technischer Hinsicht beraten, eventuell unter Beizug eines technischen Mitarbeiters. Mit andern Worten: Man sollte die Gemeinden nicht einfach dem erwähnten «Handel» gewisser Leute preisgeben. Ich ersuche deshalb den Direktor des Wasserwirtschaftsamtes dringend, sich der ganzen Angelegenheit anzunehmen und so die Gemeinden vor Misskonstruktionen kleiner Kläranlagen zu bewahren.

Mühlemann. Ich möchte ein paar Bemerkungen anbringen zu Seite 182, Punkt 4 des Verwaltungsberichtes betreffend den Gewässerschutz. Es heisst dort: «Reglemente und Statuten. Im Berichtsjahr wurden 64 Reglemente und Statuten von Gemeinden oder Verbänden und Genossenschaften zuhanden des Regierungsrates geprüft». Ich darf erwähnen, dass auch das Reglement der Einwohnergemeinde Bätterkinden, aus der ich komme, dabei war. Es hat sich nun hier etwas sehr Merkwürdiges zugetragen. Wir haben in langen Beratungen mit dem leider verstorbenen Ingenieur Ingold ein Kanalisationsreglement aufgestellt. Es waren sämtliche Berufsgruppen vertreten, und wir glaubten, wir würden ein sehr modernes, fortschrittliches Kanalisationsreglement schaffen. Das Reglement sieht im Artikel 21 vor, dass auch die Landwirtschaft verpflichtet werden soll, ihre Wohntrakte an die Kanalisation anzuschliessen. Das Reglement wurde in dieser Form oppositionslos von der Gemeindeversammlung genehmigt. Man wollte es dann auch, nachdem mit den Kanalisationsarbeiten begonnen worden war, anwenden. Ein Landwirt, der nach Annahme des betreffenden Reglementes in die Gemeinde zugezogen ist, hat dann festgestellt, dass im Artikel 20 des kantonalen Reglementes folgende Bestimmung enthalten ist: «Eine Anschlusspflicht besteht nicht bei restloser landwirtschaftlicher Verwertung der Abwasser.» In unseren Beratungen gingen wir davon aus, dass auch die Landwirtschaft heute über Waschmaschinen, Waschbecken, Duschen oder Bäder verfügt und dass es für die Landwirtschaft nicht vorteilhaft sein könnte, diese Abwasser in die Jauchegrube zu leiten. Der betreffende Landwirt hat nun merkwürdigerweise beim Wasserwirtschaftsamt recht erhalten, indem der Gemeinderat in einem Schreiben dieses Amtes vom 26. Juni 1967 folgenden Bericht erhielt: «Grundsätzlich ist zu bemerken, dass weder eine regierungsrätliche Verordnung noch ein Gemeindereglement ein Gesetz abändern können. Artikel 21 Ihres Reglementes gilt daher nur im Rahmen der Vorschriften des Gesetzes über die Nutzung des Wassers, insbesondere des Artikels 118 Absatz 2 des Wassernutzungsgesetzes, wonach keine Anschlusspflicht besteht.» Unser Kanalisationsreglement wurde am 1. Juli 1966 vom Regierungsrat genehmigt, worauf wir nun einen solchen Bescheid erhalten. Sie werden verstehen, dass darob der Gemeinderat nicht sehr erfreut war; noch weniger war es die Bevölkerung, da wir mit den Landwirtschaftsvertretern in den Beratungen eine gute Zusammenarbeit hatten und sich die Gemeindeversammlung mit dem gewählten Modus oppositionslos einverstanden erklärt hat. Jetzt haben wir natürlich die Situation, dass mehrere Landwirte gestützt auf diese Auskunft des Wasserwirtschaftsamtes sich nun weigern, den Anschluss vornehmen zu lassen. Mich beschäftigt dabei eines: Wie können bei der Genehmigung von Reglementen durch den Regierungsrat solche Fehler passieren? Was kann vorgekehrt werden, damit solches nicht mehr vorkommt? Ich wäre für eine Auskunft dankbar.

Tschudin. Auf Seite 184 des Berichtes finden Sie Ausführungen über die Kehrichtbeseitigung. Wir wissen alle, dass die Kehrichtbeseitigung heute für viele Gemeinden ein grosses Problem darstellt. Es ist sehr schwierig, Kehrichtdeponien zu finden; auf der andern Seite fehlen die gesetzlichen Grundlagen, um die Gemeinden zu zwingen, sich einer Kehrichtverwertungsanlage anzuschliessen. Wenn wir nun beispielsweise in Langnau eine Anlage errichten wollten – das Problem wird sich bei uns stellen –, müssten wir die Anlage so dimensionieren, dass viellicht in ein paar Jahren der Kehricht der umliegenden Gemeinden auch aufgenommen werden könnte. Die ganze finanzielle Konsequenz hätte jedoch vorerst unsere Gemeinde zu tragen.

Nun stellen wir fest, dass die Industrie, vor allem die Lebensmittelindustrie, die Waren immer mehr in Wegwerfpackungen verpackt. Dass diese Packungen und Flaschen die Kehrichtbeseitigung wesentlich belasten, liegt auf der Hand. Ich möchte deshalb dem Herrn Regierungsrat die Frage unterbreiten, ob nicht eine Möglichkeit bestehen würde, die Industrie, die sich in dieser Hinsicht auf dem Rücken des Staates und der Gemeinden rationalisiert, zu einer Kostentragung bei der Kehrichtbeseitigung heranzuziehen. Es scheint mir nicht recht zu sein, dass sich die Industrie auf dem Verpackungssektor auf Kosten der Öffentlichkeit rationalisiert.

Glatthard. Auf Seite 181 unter dem Abschnitt «Wasserwirtschaft und Wasserkraftnutzung» steht, dass das Vorprojekt 1963 der BKW für die Nutzbarmachung der Wasserkräfte des Oberlandes von verschiedenen Experten begutachtet werde. Drei Expertisen sind bereits eingetroffen und drei weitere stehen noch aus. Als Oberhasler darf ich sagen, dass wir im Oberland grundsätzlich nicht gegen eine Nutzung der Wasserkräfte sind; wir glauben jedoch, dass im jetzigen Augenblick, wo der Schritt zur Verwertung der Atomenergie erfolgt, nicht noch jedes Bächlein angezapft werden sollte. Es stellt sich für mich deshalb die Frage, ob weitere Expertisen in dieser Hinsicht noch gerechtfertigt sind. Ich frage den Regierungsrat an, ob auf die noch ausstehenden Expertisen nicht verzichtet werden könnte, so dass dieses Geld für andere Zwecke frei würde.

Schweizer (Bern). Über Fischvergiftungen zu lesen, ist leider eine Alltäglichkeit. Eine schwere Fischvergiftung trug sich anfangs Mai in der Gürbe zu. Über diese Fischvergiftung hat man merkwürdigerweise wenig gelesen. Später bekam man jedoch ein Communiqué der Sportfischervereinigung Bern und Umgebung zu Gesicht. Ich ge-

höre dieser Vereinigung nicht an, glaube aber trotzdem, dass es notwendig ist, dass der bernische Grosse Rat von diesem Communiqué Kenntnis nimmt, in dem behauptet und zugegeben wird, dass in der Gürbe eine schwere Fischvergiftung erfolgte, dass aber nachher leider von amtlicher Seite nichts verlautete. Es wird der Vorwurf erhoben, man erkenne vielleicht zu wenig den Ernst der Lage. Wörtlich steht in diesem Communiqué: «Wie sonst wäre es möglich gewesen, dass die anlässlich der schweren Fischvergiftung in der Gürbe vom 10. Mai sofort sichergestellten Wasserproben erst dreieinhalb Wochen später zur chemischen Untersuchung gelangten und die ebenfalls rechtzeitig eingeleiteten fahndungstechnischen Massnahmen plötzlich auf einem stumpfen Geleise endeten?» Ich frage an, was die Untersuchung ergeben hat und warum man über das Ergebnis dieser Untersuchung nichts vernommen hat.

Hubacher. Ich habe zwei Fragen an den Herrn Regierungsrat zu richten. Die erste Frage betrifft den Abschnitt «Tankanlagen» auf Seite 184 des Berichtes über die Staatsverwaltung. Bei der Bearbeitung eines Projektes für eine grosse Tankanlage habe ich feststellen können, dass die zurzeit geltenden Vorschriften wesentlich an Bedeutung verloren haben. Es ist darin auch der Gewässerschutz nicht eingehend berücksichtigt worden. Es würde mich nun interessieren, hier vom Herrn Regierungsrat zu vernehmen, ob vorgesehen ist, unserem kantonalen Gewässerschutzamt auch ein gewisses Mitspracherecht bei der Ausarbeitung der Vorschriften einzuräumen. Ein Beitrag von dieser Stelle aus scheint mir ausserordentlich wichtig zu sein.

Meine zweite Frage betrifft die Kehrichtstudie Bern–Solothurn. Ich habe mir dabei den Gedanken durch den Kopf gehen lassen, dass bei solchen Grossprojekten, die sicher wirtschaftlich ausfallen, der Transport des Kehrichts über unser Strassennetz auch in Rechnung gesetzt werden muss. Ich möchte deshalb dem Herrn Regierungsrat die Frage unterbreiten, ob man den Transport auch in irgendeiner Form in Rechnung stellt; ein allenfalls notwendig werdender Ausbau unseres Strassennetzes für solche Transporte müsste jedenfalls auch in bezug auf die finanzielle Seite berücksichtigt werden.

Schluss der Sitzung um 11.50 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Dritte Sitzung

Mittwoch, den 6. September 1967, 9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 180 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Achermann, Anliker, Barben, Bratschi, Burri (Bern), Eggenberger, Favre, Flückiger, Gigandet, Grimm, Hofmann (Burgdorf), Homberger, Iseli, Kästli (Bolligen), Lerch, Moser, Nahrath, Schaffter, Schürch, Winzenried.

Verwaltungsbericht der Verkehrs-, Energie- und Wasserwirtschaftsdirektion für 1966

(Fortsetzung)

Stalder. Es sind Bestrebungen im Gange, sogenannte industrielle Schweinemästereien und Schweinezüchtereien aufzuziehen. Dort fällt viel Jauche an, die richtig verwertet werden sollte. Sie darf nicht in einen Bach abfliessen. In der Landwirtschaft wird oft der Fehler gemacht, Jauche in der Nähe von Gewässern auslaufen zu lassen, wodurch die Fische zugrunde gehen. Man soll keine Bewilligung für die Eröffnung solcher Betriebe geben, bevor das Ablaufproblem gelöst ist. Entweder müssen Jauchegruben erstellt werden, oder es müssen grosse Landflächen vorhanden sein, auf denen die Jauche verteilt werden kann.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, rapporteur du Conseil-exécutif. Je voudrais d'abord remercier M. le président de la Commission d'économie publique, M. le Député Mischler, et M. le Député Wüthrich de l'intérêt qu'ils ont porté à l'examen du rapport de gestion de notre Direction.

M. Wüthrich a relevé les faits saillants de l'année 1966. Je veux simplement ici confirmer encore que nous sommes au point maintenant en ce qui concerne les cadres de notre Direction, que nous pouvons livrer un travail consciencieux et que nous nous efforcerons de servir les intérêts des citoyens, de la population en général et spécialement les intérêts économiques du canton de Berne.

Concernant les demandes de renseignements ayant trait au rapport de gestion, M. le Député Stoller est soucieux des longs délais que l'Etat est obligé de prescrire lorsqu'il octroie des subventions pour les installations d'épuration des eaux usées. M. Stoller aimerait avoir quelques renseignements au sujet des petites installations et savoir si nos ingénieurs sont à disposition des communes pour leur donner des renseignements techniques.

Il va de soi que vous connaissez la situation financière du canton. Il n'est pas du bon vouloir de l'Etat de verser ou de ne pas verser des subventions pour la construction des installations d'épuration des eaux dans les délais requis. Il se trouve dans une situation de fait. Il n'a pas aujourd'hui les moyens financiers pour remplir ses obligations envers les communes. C'est la raison pour laquelle vous nous avez autorisé – et le peuple s'est déclaré d'accord également – à faire un emprunt de fr. 300 000 000.—. Nous espérons par le moyen de cet argent supplémentaire pouvoir verser nos subventions avant les dates extrêmes qui sont indiquées dans ces mêmes subventions. Je dirai qu'à ce jour les obligations financières de l'Etat envers les communes en ce qui concerne notre Direction se montent à fr. 142 000 000.—. Nous avons dû étaler ces fr. 142 000 000.— sur les années 1967 à 1974-75. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour abréger ces délais de versement de subventions. J'en dirai davantage à ce sujet lorsque je répondrai à la motion de M. le député Hubacher.

M. Stoller a soulevé une fois de plus le problème des petites installations. Je répondrai que la planification technique en ce qui concerne les installations d'épuration des eaux est faite pour le 80 %. Tous les projets qui ont été réalisés et ceux qui font l'objet des premières étapes sont toujours basés sur des calculs de rentabilité qui sont faits par des ingénieurs privés. Il va de soi qu'il ne serait pas correct de tenir compte uniquement des frais de construction. Les frais d'exploitation et l'efficacité de ces installations d'épuration des eaux sont des critères extrêmement importants. Il est clair – c'est l'expérience qui nous l'enseigne – que les stations à grande capacité ont des frais d'exploitation proportionnellement moins élevés et une efficacité plus grande que les petites stations. Cela ne signifie pas que les petites stations d'épuration sont éliminées. Il restera dans le canton de Berne des dizaines de communes qui devront construire des petites installations. Je crois que dans les petites installations également des progrès techniques ont été faits. Il sera opportun à l'avenir que les petites communes qui n'ont pas pu être englobées dans des régions résolvent elles-mêmes leurs problèmes d'épuration des eaux en construisant de petites installations. Nos ingénieurs sont en contact étroit avec les communes et je crois que chaque fois qu'une commune aura besoin d'un de nos ingénieurs pour des conseils ou pour une aide technique, elle n'aura qu'à téléphoner à notre Direction et nous mettrons le personnel nécessaire à sa disposition.

M. le député Mühlemann attire notre attention sur le fait que l'article 21 du règlement de canalisation de la commune de Bätterkinden ne correspond pas tout à fait du point de vue matériel à l'article 118 de la loi sur l'utilisation des eaux. C'est juste. La teneur de l'article 21 du règlement communal de Bätterkinden est plus extensive que l'article de la loi, et ça n'est pas un mal. Je dois dire que lorsque nous examinons ces règlements communaux, nous laissons passer tout ce qui n'est pas en contradiction formelle avec la loi. Et surtout dans le domaine de l'épuration des eaux, nous préférons une disposition extensive à une disposition restrictive. Cela a été le cas pour le règlement de la commune de Bätterkinden. Mais il va de soi que si un citoyen n'admet pas un article du règlement et que la commune demande des renseignements, nous sommes obligés de répondre que la loi prévaut sur le règlement. C'est une explication qui ne satisfait pas complètement la logique et qui ne satisfera peut-être pas complètement M. Mühlemann.

M. le député Tschudin plaide la cause de l'incinération des ordures. Il dit qu'il est difficile de trouver des emplacements pour le dépôt des ordures. Il demande s'il n'est pas possible de fixer une taxe sur les objets produits par l'industrie et qui finissent leur vie aux ordures.

Je ne veux pas m'étendre sur le problème. Notre ingénieur en chef a reçu pour tâche de procéder à une planification de ce problème pour tout le canton. Nous avons déjà pris des contacts avec certaines communes, et nous en prendrons encore, et d'ici une année il me sera possible de donner des renseignements supplémentaires.

M. Tschudin demande s'il serait possible de fixer une taxe au départ sur chaque objet produit par l'industrie qui finit obligatoirement sa course dans les installations d'incinération des ordures. Je ne crois pas qu'il y ait une base légale permettant le prélèvement de cette taxe. Je ne crois pas non plus que ce serait là le meilleur moyen de régler la question des frais occasionnés par l'incinération des ordures. Les communes pourront prévoir dans leur règlement des installations d'incinération des ordures le prélèvement de taxes forfaitaires par ménage. Les communes pourront naturellement faire payer la tonne de détritus fournis par les entreprises au prix qui leur paraîtra convenable.

M. le député Glatthard aimerait savoir si on ne devrait pas cesser les commandes d'expertises concernant les projets d'aménagements hydro-électriques prévus dans l'Oberland par les BKW.

Je veux dire ceci: Lorsqu'il a été question, il y a quelques années, d'envisager un nouvel aménagement hydro-électrique dans l'Oberland, ce projet a tout de suite rencontré la résistance des milieux oberlandais. Notre Direction s'est entremise pour tâcher de concilier les thèses opposées. Nous sommes convenus, à la demande des Oberlandais, de répondre à une quinzaine de questions. Ces questions ont été rassemblées selon leur origine et leur domaine dans une gerbe d'expertises, si bien que nous avons commandé 5 expertises. Ces 5 expertises ont été livrées. Elles sont payées par les BKW. Quant à décider d'abandonner le projet de l'Oberland, ceci n'est pas de notre compétence; c'est de la compétence des forces motrices bernoises. Je crois que le nouvel aménagement hydro-électrique de l'Oberland sera tout naturellement un peu placé à l'arrière-plan du fait que dans l'ordre d'urgence les BKW ont donné la préférence à la construction d'une usine atomique. Le projet initial prévu par les BKW ne sera pas réalisé tel quel. Des modifications restrictives y seront apportées. Lorsque les BKW envisageront de le réaliser, il faudra bien entendu procéder à de nouveaux calculs de rentabilité pour juger de l'opportunité et de l'ampleur de l'installation. Je répète qu'il n'est pas de notre compétence, à nous Conseil-exécutif et Grand Conseil, de nous prononcer sur ce projet.

Les BKW devront se prononcer au moment opportun.

M. Schweizer s'inquiète de l'empoisonnement des eaux de la Gürbe, qui a eu lieu en date du 10 mai 1967. Il aimerait connaître les résultats de l'enquête.

Je dois dire que j'ai eu ce matin la visite de deux chimistes de notre laboratoire de la protection des eaux. Ils m'ont fait la relation suivante: C'est le 10 mai, vers 17 heures, qu'on a observé dans la Gürbe, en aval de Belp, des cadavres de poissons. Le surveillant de la pêche a prélevé entre le cimetière de Belp et la station de pompage de Selhofen 11 échantillons d'eau qui, dès le lendemain matin, ont été remis à l'hôpital vétérinaire. Nos ingénieurs de laboratoire de protection des eaux m'ont dit que la prise des échantillons d'eau n'avait pas été faite correctement. Les tests faits sur les poissons vivants par l'hôpital vétérinaire n'ayant pas été concluants, ces échantillons d'eau ont été communiqués le 11 mai à notre laboratoire. Les analyses n'ont pas permis d'établir la présence des poisons usuels, cyanure, chlore, etc. qui causent le plus souvent la mort des poissons. Aussi a-t-il fallu procéder à de nouvelles analyses afin de découvrir tout agent d'empoisonnement. Finalement, on a trouvé des concentrations de cuivre oscillant entre 2 et 32 miligrammes par litre. Les recherches furent interrompues et un rapport fut adressé au Juge du district de Seftigen. Il est juste de dire que les recherches ont été menées avec un peu de lenteur, d'abord en raison des difficultés dues au personnel – une laborantine devait suivre les cours de l'école ménagère obligatoires, un laborantin n'était pas encore assez au courant. – Cette lenteur est due également aux complications provoquées par l'utilisation de nouveaux appareils de recherches. Si l'on songe que les poissons peuvent être empoisonnés par des douzaines de substances toxiques, il saute aux yeux que parfois des analyses nombreuses sont nécessaires. Il n'est pas toujours certain qu'on arrive à un résultat. Je peux dire que cette année, jusqu'à fin août, 42 empoisonnements de rivières ont eu lieu. Dans 32 cas on a pu trouver les industries ou les personnes responsables ou coupables. Lorsque le garde-pêche fait son rapport, il le transmet au juge d'instruction. C'est à ce dernier de décider s'il veut ouvrir une enquête ou non contre une personne déterminée ou contre inconnu. Le juge d'instruction ne transmet pas le résultat de l'enquête à notre direction. Il le transmet au Service fédéral de la protection des eaux et à la Direction des forêts. Nous avons déjà demandé qu'on nous transmette également une copie du jugement. Nous n'avons pas pu obtenir satisfaction. En ce qui concerne le cas soulevé par M. Schweizer, jusqu'à présent il n'a pas été possible de trouver le responsable ou le coupable. Les recherches continuent et il est probable que nous arriverons à déceler l'auteur de cet empoisonnement. Les critiques qui ont été portées contre notre laboratoire, spécialement par un journal des pêcheurs, ne sont pas fondées.

M. Hubacher demande si les dispositions prévues pour la pose des tanks à mazout et autres sont encore adaptées aux nécessités accrues de la lutte contre la pollution des eaux. Il aimerait savoir également si nous tenons compte des frais de transport et des éventuels aménagements routiers dans les études concernant l'installation d'incinération des ordures.

Les dispositions actuellement en vigueur dans ce domaine sont adaptées aux circonstances. Une commission fédérale est chargée d'élaborer des directives fédérales en la matière. Un ingénieur de notre Direction fait partie de cette commission. Ces directives ont été soumises aux cantons qui ont livré leur préavis, si bien qu'elles pourront entrer en force sur tout le territoire de la Confédération dans quelques mois.

Pour répondre à la deuxième question, je peux dire que nous tenons compte, il va de soi, des frais de transport dans les calculs de rentabilité. Il ne pourrait guère en être autrement parce que les frais de transport sont un facteur important. Nous avons l'intention, si nous construisons de grandes usines – et nous le ferons certainement – de faire faire les transports par rail et non par route, dans la mesure du possible cela va sans dire. Je ne pense pas qu'il sera nécessaire de faire entrer dans le calcul des frais d'exploitation d'éventuels aménagements de routes, parce que 95 % de nos routes ont leur capacité de transport utilisée entre le 10 et le 40–50 ou 60 %.

M. Stalder a attiré notre attention sur un problème particulier de l'épuration des eaux. Ce problème s'est posé à Grosshöchstetten il y a quelques années. Je peux l'assurer que nous examinons également cet aspect du problème et que dans tous les cas concrets nous ferons notre possible pour arriver à la meilleure solution.

Voilà les réponses que je peux donner à Messieurs les députés qui ont interpellé notre Direction.

Genehmigt.

Wasserversorgung der Käsereigenossenschaft Oschwand; Beitrag

(Beilage 21, Seite 16,
französische Beilagen Seite 17)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Wüthrich, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Kanalisationen in Münster, Krattigen und Mörigen

(Beilage 21, Seiten 16 bis 18,
französische Beilagen Seiten 17 bis 19)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese drei Geschäfte Grossrat Wüthrich, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge gutgeheissen werden.

Kläranlage in Langenthal

(Beilage 21, Seite 18,
französische Beilagen Seite 20)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Wüthrich, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Kanalisationen in Schwarzenburg, Heimberg, Kandersteg, Erlach, Steffisburg, Spiez, Bäriswil und Saanen

(Beilage 21, Seiten 19 bis 23,
französische Beilagen Seiten 21 bis 25)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Ischi, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die Anträge gutgeheissen werden.

Abwasserkanal in Worb und Biglen

(Beilage 21, Seite 23,
französische Beilagen Seite 26)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Gemeindeverband Abwasserreinigungswerk Burgdorf, Kläranlage

(Beilage 21, Seite 24,
französische Beilagen Seite 27)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Motion des Herrn Grossrat Hubacher — Planung im Abwassersektor und im Gewässerschutz

(Siehe Seite 369 hievor)

Hubacher. Aus dem Bericht über die Staatsverwaltung für 1966, Seite 182 ff, gehen aus einer kleinen Tabelle einige aufschlussreiche Zahlen hervor. Dort wird der Stand des Gewässerschutzes Ende 1966 dargestellt. Ich verzichte darauf, diese Zahlen zu nennen. Wenn man diese Zahlen zusammenfasst, kann man feststellen, dass im heutigen Zeitpunkt für ca. 50 % der Bevölkerung Anlagen in Betrieb sind oder sich im Bau befinden. Für die zweiten 50 % sind teilweise generelle Projekte vorhanden, Projekte studiert, oder es wurde überhaupt noch nichts unternommen.

Die Baukosten für die ersten 50 % betragen 200 Millionen. Das entspricht einer Subvention von ca. 73,2 Millionen. Schätzungsweise kann weiter gesagt werden, dass für die zweiten 50 % die Baukosten ca. 200 Millionen betragen und sich die Subventionen dementsprechend auf ca. 70 Millionen belaufen werden.

Wenn man diese Zahlen näher betrachtet, drängt sich folgende Beurteilung auf:

1. An der Notwendigkeit des Gewässerschutzes bestehen keine Zweifel. Wir wissen alle, dass der Gewässerschutz unerhört wichtig ist für die Erhaltung unserer Existenz. Man ist der Meinung, dass der Gewässerschutz im Kanton Bern in den nächsten 10 bis 15 Jahren funktionieren sollte.

2. Angesichts der Kosten, Subventionen und des Steuerzehntels, der dem Gewässerschutz reserviert ist, kann festgestellt werden, dass die Rechnung inbezug auf Ausführen und Bezahlen nicht ganz aufgeht.

3. Der Weg vom Wunschgedanken zur Vollendung geht meines Erachtens nur über die Planung und zwar – das möchte ich von allem Anfang an sagen – gibt es eine technische und eine finanzielle Planung zu berücksichtigen.

Meine Motion bezweckt, die dazu erforderlichen Grundlagen zu schaffen, soweit sie nicht schon vorhanden sind.

Zur Planung möchte ich im Einzelnen noch einige Bemerkungen anbringen. Ich habe mich gefragt, was man diesbezüglich unternehmen kann und bin dabei zu folgendem Schluss gekommen:

Die ersten 50 %, betreffend die Anlagen, die im Betrieb sind oder sich im Bau befinden, können nicht mehr gebremst werden, und ein wesentlicher Einfluss über die Planung kann meines Erachtens nicht mehr geltend gemacht werden. Sicher bleibt dort nichts anderes übrig, als dass man im Rahmen des Finanzierungsprogrammes von 1965, das ja bereits im Sinne eines Voranschlages geschaffen wurde, «Soll» und «Haben» einander gegenüberstellt, und was nicht «aufgeht», muss durch eine geschickte Finanzplanung gedeckt werden.

Bei den zweiten 50 % – es handelt sich hier um Anlagen, die generell projektiert sind, oder für die bereits Studien eingeleitet wurden oder erst einsetzen werden – kann man nach meiner Meinung noch ganz oder teilweise eingreifen. Ich kann mir das Eingreifen so vorstellen, dass man dies im Sinne einer Dringlichkeitsordnung macht, die auf einer richtigen Konzeption beruht und finanziell geplant ist. Hiezu möchte ich mich im Einzelnen noch äussern.

Es ist sicher von Vorteil, dass von Seiten des Gewässerschutzamtes dringende und weniger dringende Anlagen unterschieden werden. Nur so kann man die Finanzbedürfnisse verteilen und mit den bereits angemeldeten Subventionen in Einklang bringen. Ich glaube, dass es richtig ist, wenn

das Gewässerschutzamt gerade in Bezug auf Dringlichkeit eingreifen kann und seinen Einfluss geltend macht.

Es gibt Grundsätze für die Bestimmung der Dringlichkeit. Ich kann mir vorstellen, dass der Gewässerschutz in den Grundwasserzonen vordringlich ist. Ich kann mir auch denken, dass die Vorflutverhältnisse entscheiden, ob Dringlichkeit vorliegt. Ferner können Bauten und Bauzonen, Industriezonen im besonderen Hinweise geben, und nicht zuletzt kann man gewisse Dringlichkeiten im Blick auf die Grösse und Lage der Ortschaften bestimmen.

Bei dieser Dringlichkeitsordnung gehe ich davon aus, dass es sicher niemandem dienen kann, eine Anlage zu bauen, wenn die Subventionen erst viel später ausbezahlt werden können. Ich glaube dass in solchen Fällen Kläranlagen den einzelnen Gemeinden durch Zinsen ordentlich teuer zu stehen kommen.

Bezüglich der Konzeption möchte ich sagen, dass nach meiner Meinung das kantonale Gewässerschutzamt eine technische Beratungsstelle darstellen muss. Es soll auf Grund der Kenntnisse und Erfahrungen die Gemeinden leiten können, damit auch hier ein gewisser Einfluss auf Kosten und Subventionen genommen werden kann, namentlich in dem Sinne, dass die Kosten niedrig bleiben.

Ich kann mir auch da vorstellen, dass darüber entschieden werden muss, ob Kläranlagen durch Gemeindeverbände oder eine einzelne Gemeinde zu bauen sind. Ich vertrete persönlich die Meinung, dass die Wahl der richtigen Konzeption nicht nur durch einen technischen Entscheid getroffen werden kann, sondern dass hier auch die Politik eine Rolle spielt. Man darf nicht vergessen, dass Gemeindeverbandslösungen politische Schwierigkeiten mit sich bringen können, und dass damit, ob man es wahr haben will oder nicht, die Gemeindeautonomie beeinträchtigt wird.

In Bezug auf die finanzielle Planung kann ich mir vorstellen, dass ein Plan über die erforderlichen Subventionen in Bezug auf Zeit und Geld, gestützt auf die Projekte, erstellt werden muss. Demgegenüber muss ein Plan zur Verfügung stehen, der über die verfügbaren Mittel Auskunft gibt. Diese beiden Pläne in Einklang gebracht, ergeben nach meiner Meinung die Wirklichkeit.

Aus diesen drei Überlegungen, bezüglich Dringlichkeit, Konzeption und finanzielle Planung geht eindeutig hervor, dass ein Gesamtprogramm, in welchem diese drei Punkte enthalten sind, geschaffen werden muss. Ich kann mir auch vorstellen, dass das Programm ständig in Bezug auf Erfüllung und Geldmittel angepasst werden muss. Zu einem Teil ist diese Forderung auch schon erfüllt, nämlich im Programm von 1965, von dem ich bereits gesprochen habe.

Ich habe mir weiter die Frage gestellt, wie man im Einzelnen sparen könnte. Dazu gäbe es sicher eine Menge Antworten. Ich bin davon überzeugt, dass sich hier die Gelehrten noch nicht in allen Fragen einig sind. Ob Grossanlagen allein richtig sind, oder ob da und dort doch Kleinanlagen Vorteile bieten, darüber kann man nämlich nicht generell entscheiden, wie das schon öfters getan wurde.

Interessant dürfte der Artikel im «Aargauer Tagblatt» vom 28. 7. 1967 sein, in dem sich meine Überzeugung bestätigt, denn es heisst dort:

«Kurz vor Beginn der Sommerferien gab der aargauische Baudirektor in der Grossratssitzung vom 15. Juli die Bildung einer konsultativen Kommission für Gewässerschutzfragen bekannt, deren Aufgaben die Ausarbeitung einer neuen Gewässerschutzkonzeption mit rationelleren, wirtschaftlicheren Lösungen und mit einer Dringlichkeitsordnung ist».

Der Artikel trug den Titel: «Warum kosten Kläranlagen soviel Geld?» Ich folgere daraus, dass es im Sinne eines Zusatzes für die Planung sicher wertvoll wäre, abzuklären, ob das Gewässerschutzamt allein oder unter Beizug von prominenten Fachleuten wirken soll? Abschliessend möchte ich nur noch sagen, dass nach meiner Meinung beim Gewässerschutzamt alle technischen Fäden zusammenlaufen sollten. Das Gewässerschutzamt muss unterstützt werden als technische Beratungsstelle, denn nur so kann ich mir vorstellen, dass eine rationelle Planung und billige Lösungen gefunden wird. Dieses Vorgehen scheint mir die alleinige Garantie zu sein, dass in der Folge auch eine finanziell günstige Planung erfolgt. Wenn wir mit dieser Motion auf der einen Seite das Gewässerschutzamt verpflichten wollen, zu planen und im Rahmen des Möglichen das Geld auszugeben, so müssen wir ihm auf der andern Seite auch ein Mittel in die Hand spielen, das ihm erlaubt, seine Aufgabe zu erfüllen.

Damit ersuche ich Sie der Motion zuzustimmen.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Je peux déclarer d'emblée que si nous n'avions pas travaillé depuis 10 ou 12 ans selon les conseils que vient de donner M. Hubacher, nous aurions commis un grave péché d'omission et nous aurions trahi complètement notre devoir.

Je veux faire une distinction entre l'aspect technique du problème et l'aspect financier.

Feu M. l'ingénieur en chef Ingold a été, avec ses collaborateurs, l'instigateur et le réalisateur de la planification technique de l'épuration des eaux dans le canton de Berne. Je dois dire que jamais peut-être la collaboration entre une administration de l'Etat et nos communes n'a été si intense, si productive que celle qui a été nécessaire pour mettre au point le vaste ensemble de lutte contre la pollution des eaux. Les études de rentabilité faites par différents bureaux privés d'ingénieurs ont démontré que dans beaucoup de cas les installations d'épuration régionales présentaient un avantage sur les installations locales. Les premières ont une efficacité plus grande que les secondes et surtout les frais d'exploitation sont proportionnellement moins élevés. Ainsi, l'ensemble du territoire cantonal a été subdivisé en plusieurs régions, où les installations sont en voie de terminaison ou de construction plus ou moins avancée, sont à l'état de projets prêts à être réalisés, ou en voie d'examen. Quelques régions de l'Oberland et du Jura où le problème de l'épuration des eaux n'est pas aussi urgent qu'ailleurs sont encore en état d'impréparation. L'une ou l'autre région où le problème de l'épuration des eaux se pose avec

acuité n'ont encore presque rien entrepris; mais ce sont des exceptions. En gros, on peut dire que notre planification technique est faite.

La planification financière est réellement devenue un problème lancinant et pratiquement insoluble dès le moment où l'Etat s'est trouvé dans la situation financière précaire que vous connaissez. Dès 1964, la construction des installations d'épuration des eaux aurait pu se poursuivre à un rythme accéléré sur l'ensemble du territoire cantonal. Cette construction se trouve aujourd'hui freinée, voire bloquée par manque de moyens financiers. En 1965, le Grand Conseil s'est prononcé pour l'augmentation d'un dixième de la quotité d'impôt, affecté uniquement au subventionnement des installations d'épuration des eaux. Si le Grand Conseil n'avait pas pris cette décision, nous serions dans une situation désastreuse. Nous aurions dû stopper la plus grande partie de nos constructions. Je me permets d'adresser les plus chaleureux remerciements de notre Direction au Grand Conseil qui, il y a 2 ans, a eu le courage de prendre cette décision.

Notre Direction avait par ailleurs préparé en 1964 un programme financier prévoyant un emprunt de 70 millions de francs destinés à verser aux communes de 1964 à 1973 le supplément de subventions non couvert par les 16 ou 18 millions provenant de l'impôt. De 1974 à 1979, les montants à disposition par l'impôt auraient suffi au paiement des subventions. A partir de 1980, ils auraient été employés au remboursement des 70 millions. C'était une solution très simple. Néanmoins, le Conseil-exécutif, pour des raisons qu'il serait trop long d'expliquer ici, n'a pas pu accepter ce plan financier. Le programme de construction de nos installations d'épuration en sera donc retardé et nous craignons les effets néfastes qui découleront de ce retard pour notre économie hydraulique. Ce retard occasionnera dans certaines régions une intoxication plus poussée des nappes phréatiques. Pour ne citer que deux exemples, l'état du Wohlensee et du Lac de Bienne empire d'année en année. Ces deux nappes d'eau perdent de plus en plus leur oxygène, si bien qu'il faudra prévoir déjà aujourd'hui la troisième étape de l'épuration chimique pour extraire les nitrates et les phosphates des eaux épurées mécaniquement et biologiquement.

Sera-t-il possible de distraire chaque année de l'emprunt de trois cents millions les montants supplémentaires dont nous aurions besoin? Nous l'ignorons pour le moment. Le fait que la situation financière précaire de l'Etat nous oblige à allouer aujourd'hui des subventions sous réserve qu'elles pourraient être payées au plus tard en 1975 a jeté le désarroi dans les communes et leur cause de grandes difficultés. L'élan que nous avions réussi à insuffler pour une cause d'importance vitale est brisé. Certaines communes seront donc dans l'impossibilité de faire face à leurs obligations si les subventions de l'Etat ne leur sont pas versées au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Dèjà on nous annonce que des communes ont renoncé à des projets de canalisations et de stations d'épuration parce qu'elles sont dans l'impossibilité de prendre les intérêts des subventions reportées à leur charge. La Confédération nous a fait savoir que tout retard notable dans notre programme d'épuration des eaux pourrait, cas échéant, nous causer des difficultés en ce qui concerne les versements des subsides fédéraux. Nous nous trouvons dans une situation très critique en ce qui concerne le domaine de l'épuration des eaux. Notre Direction s'efforcera de limiter les dégâts en favorisant la construction des installations les plus urgentes et par un contrôle accru des soumissions et des décomptes de construction. Toutefois, responsables du secteur de lutte contre la pollution des eaux, nous déclarons ne pas pouvoir mener à bonne fin le programme de constructions prévu si une solution n'est pas trouvée d'ici peu au problème financier par le Grand Conseil et par le Conseil-exécutif.

Le Conseil-exécutif accepte la motion de M. Hubacher intégralement.

Abstimmung

Für Annahme der Motion ..... Grosse Mehrheit

Postulat des Herrn Grossrat Imboden Vereinheitlichung der Bootsvorschriften

(Siehe Seite 370 hievor)

Imboden. Aus den Akten ist ersichtlich, dass das Postulat angenommen wird. Die Arbeit ist bereits aufgenommen worden, so dass ich die Begründung kurz halten kann.

Jeden Sommer kommen ausländische und inländische Touristen mit Booten auf Autos und Anhängern an unsere Seen in die Ferien. Bisher bestanden auf jedem See andere Vorschriften über die Schiffahrt. Der erste Gang des Feriengastes führt daher zur Polizei, um zu erfahren, was seepolizeilich vorgeschrieben ist. Der TCS hat die Vorschriften zusammengefasst, doch hat diese Broschüre bedeutende Lücken. – Auf einzelnen Seen beträgt die Mindesthaftpflichtversicherung pro Person Fr. 10 000.—, bei andern Fr. 150 000.—. Wer einen Unfall verursacht, muss eventuell schwere Folgen tragen. Mancher hat gar nicht die Ausbildung, um die Schiffe zu führen, die er auf den See bringt. Im erwähnten Büchlein wird von der Betriebsbewilligung nichts gesagt. – Es fällt auch auf, dass auf einem bestimmten Schiff nicht auf jedem See gleichviel Personen transportiert werden dürfen. Auch in bezug auf Ausrüstung der Schiffe werden unterschiedliche Ansprüche gestellt. Solche Unterschiede führen dann oft zu Beanstandungen durch die Polizei und zur Verärgerung der Feriengäste. Das hat mich zu meinem Postulat veranlasst. Die Seepolizei funktioniert richtig, sie ist sehr nötig, manchmal aber dürfte sie etwas mehr Fingerspitzengefühl haben. – Man sollte über die Schiffahrt schweizerische Vorschriften aufstellen. Ich bitte Sie, meinem Postulat zuzustimmen.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Le phénomène décrit par M. Imboden est un

de ces phénomènes qui découlent de la haute conjoncture. Nos lacs sont envahis par des véhicules de toutes sortes, exactement comme nos routes sont envahies par les automobiles. C'est la Confédération qui est compétente pour la législation sur la navigation, mais elle n'a fait usage de cette disposition jusqu'à présent que dans des cas isolés et en se fondant sur la régale des postes. La petite navigation reste soumise aux dispositions cantonales et les cantons, grâce à des arrangements intercantonaux, se sont efforcés d'harmoniser leurs dispositions dans une certaine mesure. Mais comme le nombre des bateaux croît sans cesse, la nécessité d'une législation fédérale en la matière s'impose de façon évidente. Comme d'autres cantons, le canton de Berne est également intervenu dans ce sens auprès des autorités fédérales. Le département fédéral des transports qui prend une part active aux efforts d'uniformisation faits sur le plan international s'est déjà mis au travail. Un bureau d'experts suisses en navigation a été créé en 1966. Il comprend 12 groupes de travail, au sein desquels nous sommes représentés par des juristes, des techniciens de notre Direction. Vous savez que toute nouvelle législation demande du temps. On commence par faire des accords contractuels, des concordats, on y va d'une façon empirique. Quand l'affaire est mûrie et que l'on voit la direction que prennent les éléments, alors à ce moment-là on légifère sur le plan fédéral. Il faudra encore des années jusqu'à ce que cette législation fédérale soit au point. Entretemps, les cantons poursuivent leurs efforts d'harmonisation en attendant certaines dispositions à l'évolution probable. Ainsi, par exemple, la nouvelle ordonnance sur la signalisation, qui est en préparation dans notre canton, s'inspire largement du code international et d'ordonnances analogues d'autres cantons.

Nous nous sommes prononcés en faveur de la création d'un permis international pour bateaux itinérants.

Ce que demande M. Imboden est absolument fondé et est en voie de réalisation. C'est pour cela que le Conseil-exécutif vous propose d'accepter le postulat de M. Imboden.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Interpellation des Herrn Grossrat Freiburghaus (Laupen) — Konzessionsgesuch für den Flugplatz Rosshäusern

(Siehe Seite 268 hievor)

Freiburghaus (Laupen). Zunächst möchte ich die Interpellation insofern abändern, als ich den letzten Absatz weglasse, der lautet: «... und Grosser Rat und Bernervolk das Projekt genehmigen.» Dadurch würde die eigentliche Frage der Interpellation wie folgt lauten: «Ist der Regierungsrat bereit, die Erklärung abzugeben, dass er das im Konzessionsgesuch genannte Projekt eines Flughafens Rosshäusern nur dann zur Gutheissung empfehlen wird, wenn vorgängig die betroffenen Gemeinden im und ausserhalb des Amtsbezirks Laupen durch Gemeindeversammlungsbeschlüsse ihre Zustimmung zum Bau dieses Flughafens erteilen?»

Ich komme mit meiner Interpellation auf den Flughafen Bern-West in Rosshäuseren zurück. Ich möchte aber nicht den ganzen Fragenkomplex, der um diesen Flughafen schon im Gange ist, aufnehmen, sondern ich halte mich daran, dass die Regierung und die grossrätliche Spezialkommission die Verschiebung der Debatte über diese Frage von der Maisession 1967 auf die Februarsession 1968 beschlossen haben. Es ist gerade diese Verschiebung, die mir Anlass zur Interpellation gegeben hat.

Was bedeutet die Verschiebung? Die ganze Bevölkerung weiss, dass das Projekt Flughafen Bern-West eine grosse Unruhe in die Bevölkerung des betroffenen Gebietes gebracht hat. Diese Unruhe ist mit der Verschiebung dieser Debatte um fast ein Jahr nicht kleiner geworden. Gewisse Zweifel bestehen, dass die Sache während der ganzen Zeit ruhen werde, umso mehr, als man hört, dass der sogenannte Fachbeamte, den man erst im Februar 1968 beschliessen will, faktisch schon im Amt sei und eine Zürcher Firma schon den Auftrag für die Ausarbeitung eines Projektes erhalten habe. Offenbar in Erkenntnis dieser Unruhe hat die Regierung anfangs August zu einer Konferenz Hand geboten. Am 8. August hat im Rathaus eine Besprechung stattgefunden. Die Regierungsdelegation bestand aus Regierungspräsident Bauder, den Regierungsräten Huber und Jaberg. Anwesend waren sodann Vertreter der betreffenden Gegend. Diese Zusammenkunft war aufschlussreich. Ich danke für diese Veranstaltung bestens. An dieser wurden gewisse Zusicherungen gemacht, die aber angesichts der bestehenden Zweifel nicht befriedigen. Die Zusicherungen erfolgten ja auch gegenüber einem ganz kleinen Kreis, während die ganze Bevölkerung Anspruch auf Aufschluss hat. Die Zusicherungen befriedigen sachlich nicht und haben nicht die richtigen Adressaten erreicht.

Sobald der Flughafen Rosshäusern in Betrieb sein wird, wird einem grossen Teil der Gegend der bisherige Lebensraum zerstört. Einem andern Teil wird das Leben in diesem Gebiet unerträglich gemacht oder auf unzumutbare Art erschwert durch Lärm und Abgase. Ich weise auf die Abwehr hin, die man aus Muri hört und die den Gemeinderat veranlasst hat, Strafurteile gegen Flieger in Belpmoos zu erlassen. In Muri besteht grosse Opposition gegen den Flugplatz Belpmoos. Man muss sich fragen, ob das Belpmoos für die Zukunft nur deshalb vollständig ausser Betracht falle, weil eine grössere Gegend als Rosshäusern dort den Flugplatz nicht will.

Überall im Ausland, wo neue Flughafen-Projekte entstehen, erhebt sich sofort grosse Opposition. Man hat in der Zeitung gelesen, dass in New York ein grosser Widerstand gegen einen neuen Grossflughafen besteht, ebenso in London und Paris. – Einverstanden, die betroffene Gegend von Rosshäusern lässt sich nicht mit gleichen Massstäben beurteilen wie die genannten Städte. Aber eine gewisse Vergleichsmöglichkeit gegenüber Muri besteht. Ich denke nur an die Entwicklung,

die die Stadt Bern genommen hat, die Überbauung des Tscharnergutes, usw. Die Stadt Bern kann sich nur in westlicher Richtung auf eigenem Gebiet ausdehnen. Das Problem bleibt aber das gleiche, ob die betroffene Bevölkerung grösser oder kleiner sei. Der Eingriff in die Gegend ist so gewaltig, dass er nicht ohne Zustimmung der betroffenen Bevölkerung erfolgen darf. Diese Forderung muss man für Rosshäusern stellen, und sie muss akzeptiert werden. Ihr gegenüber wird die Regierung wahrscheinlich entgegenhalten, dass sich die Minderheit der Mehrheit fügen soll. Dieses Prinzip ist für das Funktionieren der staatlichen Einrichtungen wichtig, und es muss daran festgehalten werden, wenn die Demokratie gesund bleiben soll. Wenn es sich aber um das Lebensrecht eines Bevölkerungskreises handelt, ist dieses Prinzip der Minderheit nicht mehr anwendbar. Dann kommt ein anderes Prinzip zur Geltung, wonach die Mehrheit die Pflicht hat, die Interessen der Minderheit zu schützen. Auf diesen Schutz hat die Minderheit unbedingt Anspruch. Daher genügt es sachlich nicht, wenn die Regierung einem nur kleinen Kreis von Vertretern erklärt hat, sie werde die Konzession gegenüber den eidgenössischen Behörden nur nach Anhören der betreffenden Gemeinden empfehlen. «Anhören» heisst hören, wie die Stimmung ist. Nachher will man doch nach eigenem Gutdünken entscheiden.

Ich gebe zu, dass nach Gesetz die Regierung zuständig ist, die Konzession zu erteilen. Sie hat aber die Aufgabe, die Minderheit zu schützen, darf nicht über die Meinung dieser Gemeinden hinwegschreiten. Man erwartet von der Regierung die Erklärung, sie werde das Projekt nicht entgegen dem Nein der betreffenden Bevölkerung empfehlen. Ich hoffe, dass die Regierung als Vertreterin der Mehrheit einsehe, dass die Minderheit Anspruch auf diesen Schutz hat. Ich hoffe, dass die Regierung meine Fragen positiv beantworten werde. Dann wird die betreffende Bevölkerung aus dem Amt Laupen und der weiteren Umgebung beruhigt sein, und dann wird das Vertrauensverhältnis zwischen Regierung und Bevölkerung, das bekanntlich, wie sich auch in Abstimmungen erwiesen hat, schwer gelitten hat, wieder hergestellt sein.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Permettez-moi, avant de donner connaissance de la réponse du Gouvernement, de répondre très brièvement sur quelques points. Je déclare ici que nous n'avons pas engagé jusqu'à ce jour de fonctionnaire spécialisé pour les questions aériennes, que ce n'est que lorsque le Grand Conseil aura pris position sur les propositions qui ont déjà été acceptées et légèrement modifiées par la Commission du Grand Conseil que nous mettrons cette place en soumission. Je dois également déclarer que pour le moment nous n'avons chargé aucune maison spécialisée de procéder à une expertise officielle en ce qui concerne les emplacements, comme cela a été souhaité par la Municipalité de Berne et par la Commission du Grand Conseil. En ce qui concerne les aspects d'ordre matériel, vous me permettrez de n'y pas faire allusion, mais de nous entretenir à ce propos en long et en large dans la session de février 1968.

Voici la réponse du Gouvernement, telle qu'elle a été discutée et modifiée par le Conseil-exécutif.

Permettez-moi également, parce beaucoup de faits ont été écrits ou dits qui ne correspondent pas à la réalité, de prendre votre attention peut-être un peu plus longtemps que je n'ai l'habitude de le faire. Je pense qu'il est absolument nécessaire de décrire ce qui s'est passé réellement et non pas de faire des suppositions ou de lancer des accusations comme cela a été fait ici ou là.

C'est en 1947, il y a donc exactement 20 ans, qu'ici même, M. Graf, député d'Interlaken, déposait une motion par laquelle il donnait mandat au Conseil-exécutif d'aménager les aérodromes du Belpmoos et d'Interlaken et d'en coordonner le trafic. Cette motion a été acceptée par le Grand Conseil. Deux ans plus tard, en 1949, M. Amstutz, député de Berne, revenait à charge et priait le Conseil-exécutif d'examiner la possibilité de construire un aérodrome et de présenter un projet, «eine Vorlage» dans le texte officiel, au Grand Conseil. Nous citons les termes figurant à la page 169 du compte rendu des séances du Grand Conseil de 1950: «Für Erheblicherklärung der Motion Amstutz Einstimmigkeit». Le mandat confié au Conseil-exécutif par le Grand Conseil occasionna de nombreuses démarches et enquêtes qui jusqu'à ce jour n'ont pas abouti. Nous ne voulons mentionner aujourd'hui ni les difficultés rencontrées, ni les échecs subis. Les autorités politiques, persuadées de ne pas pouvoir remplir leur mandat sans l'aide efficace de l'économie privée, prirent note avec satisfaction de la fondation, en 1958, d'une société privée dont le but était de construire un nouvel aérodrome. Le Conseil-exécutif a été constamment tenu au courant de l'avancement des études entreprises par Pro Flugplatz Bern.

A fin 1961, la Commission technique de cette société, qui avait travaillé en étroite collaboration avec l'Office fédéral de l'air, présentait un rapport sur le choix d'un emplacement. Parmi 9 régions examinées, celle de Rosshäusern était reconnue par les experts comme convenant le mieux pour la construction envisagée. De nombreux échanges de vues et plusieurs séances eurent lieu entre Pro Flugplatz Bern, les directions intéressées de la ville et du canton et finalement avec des représentants de l'Office fédéral de l'air, le conseil communal et le Conseil-exécutif. Vous vous souvenez, d'autre part, que le trafic aérien a repris à Belp en 1965 sur des bases techniques nouvelles, au moyen d'appareils modernes et surtout, chose essentielle, sous la responsabilité et avec l'appui de la Swissair. Le développement de nos lignes internes Berne-Kloten, Berne-Cointrin, l'ouverture d'une ligne Berne-Paris, la naissance d'un trafic charter entre Londres et Berne et Londres-Interlaken également, de même que l'éventuelle ouverture d'une ligne Berne-Londres rendaient, cela va de soi, plus impératives que jamais les directives du Grand Conseil de 1947 et la motion Amstutz de 1949.

Entretemps, les spécialistes en la matière étaient arrivés à la conclusion que la piste du Belpmoos ne pourrait vraisemblablement pas assurer pour plus de 10 ou 12 ans le maintien du trafic aérien.

Pro Flugplatz Bern décida donc de déposer une demande de concession pour la construction et l'exploitation d'un nouvel aérodrome. Pro Flugplatz Bern ne pouvait pas faire ce pas sans s'être assuré préalablement l'appui de principe des autorités de la ville et du canton. Respectueux de l'opinion de la ville de Berne, ne voulant pas placer celle-ci devant un fait accompli, également parce que Berne est la première intéressée à des relations aériennes, le Conseil-exécutif pria le conseil communal de prendre position sur la démarche de Pro Flugplatz. Le conseil communal de Berne, avant de prendre position, commanda encore 3 expertises sur le prix, les conséquences économiques, le développement futur de Berne-ouest. Puis il accorda son appui de principe, sous réserve des conditions financières. Cela étant, le Conseil-exécutif prit la même décision. Ce n'est donc ni le canton ni la ville qui seront, cas échéant, les maîtres de l'ouvrage. Nous devrons vraisemblablement participer à la construction de la société qui construira éventuellement cet aérodrome et serons sollicités d'accorder des subventions.

Permettez-moi de vous dire deux mots de la procédure relative à la demande de concession.

Le département fédéral des communications, des transports et de l'énergie, auquel Pro Flugplatz Bern a soumis, le 2 juillet 1966, une demande de concession, procède actuellement à l'examen du dossier. L'autorité fédérale n'a pas, à notre connaissance, constaté jusqu'à ce jour de lacune dans la liste des documents présentés. Le département fédéral des communications, des transports et de l'énergie transmettra en temps opportun le dossier au Conseil-exécutif pour qu'il formule un préavis. A ce moment-là seulement, en possession du dossier et des commentaires de l'Office fédéral de l'air, le Conseil-exécutif pourra porter un jugement sur les aspects concrets, les dimensions de l'installation, les frais découlant de la construction, etc. etc. Il dira finalement si oui ou non et sous quelles réserves il recommandera l'octroi de la concession.

Entre parenthèses, il nous paraît opportun de mentionner que la loi charge l'autorité fédérale et non pas l'autorité cantonale de se prononcer sur la question du besoin. Inutile de dire que le droit d'expropriation a été demandé conjointement à la concession. La loi stipule également que l'expropriation ne peut être accordée qu'en cas d'intérêt général.

Vous connaissez l'opposition suscité par la démarche de Pro Flugplatz Bern dans la région de Rosshäusern. Le conseil communal de Berne et la Commission du Grand Conseil chargée de traiter les affaires aériennes, tenant compte de cette opposition, ont demandé au Conseil-exécutif d'ordonner une expertise officielle sur le choix des emplacements. Il va de soi que le Conseil-exécutif, avant de se prononcer sur la demande de concession de Pro Flugplatz Bern, devra connaître les conclusions de cette expertise officielle qui n'a pas encore été commandée et qui le sera vraisemblablement après que vous aurez pris position, en février 1968. Il s'écoulera donc au minimum deux ans avant que le Conseil-exécutif ne puisse donner son préavis.

M. Freiburghaus a déposé et développé son interpellation dans l'espoir que la réponse du Conseil-exécutif calmera les appréhensions des populations de Rosshäusern. Nous voudrions, dans notre réponse, contribuer à amener un peu de calme dans ces débats et également amener – et cela ne concerne plus les populations de Rosshäusern – un peu de sérénité et d'objectivité.

Le Conseil-exécutif tient à déclarer que les populations de ces régions ne seront pas placées devant un fait accompli. Toutes les démarches faites par le Conseil-exécutif jusqu'à ce jour découlent d'un mandat que lui a confié le Grand Conseil. Aucune décision de caractère obligatoire concernant la construction d'un aérodrome à quelque endroit que ce soit ne pourrait être prise par le Conseil-exécutif seul. Nous nous expliquons: Si le Conseil-exécutif, sur la base des conclusions de la contre-expertise concernant le choix de l'emplacement, et après avoir examiné à nouveau cet aspect du problème, devait arriver à la conclusion qu'il peut se prononcer en faveur de la requête de Pro Flugplatz Bern, et que cette prise de position ne dût pas rencontrer l'approbation de votre Conseil, Messieurs, vous auriez encore la possibilité de rendre inopérante la décision gouvernementale en refusant la demande de crédit qui devrait vous être soumise par la suite pour l'élaboration des plans de construction. Si le Grand Conseil devait approuver la prise de position du Conseil-exécutif et accorder le crédit pour les plans de construction, le peuple, à son tour, aurait encore toute latitude de refuser les projets présentés par le Conseil-exécutif et le Grand Conseil puisqu'il devra être consulté sur l'octroi d'un crédit de construction.

Le Conseil-exécutif peut assurer M. Freiburghaus et le Grand Conseil que la procédure décrite ci-dessus et qui est conforme à la loi sera observée.

D'autre part, nous nous permettons de faire encore remarquer à M. Freiburghaus et à MM. les députés que le Grand Conseil aura, à la session de février 1968, l'occasion de se prononcer sur la motion de M. Abbühl.

Nous avons mentionné tout à l'heure que la loi donnait au seul Conseil-exécutif la compétence de prendre position, de donner son préavis sur la requête de Pro Flugplatz Bern. Il va de soi que le Conseil-exécutif se tiendra en étroite relation avec les autorités intéressées et leur fournira toutes les informations désirées qui se trouveraient en sa possession et dont il aurait le droit de disposer. Une délégation du Conseil-exécutif a déjà eu un entretien, mentionné par M. Freiburghaus, en date du 8 août écoulé avec des députés, des représentants des autorités communales intéressées et le Préfet du district de Laupen.

Nous répondons à la question posée par M. Freiburghaus. L'autorité qui poura tenir compte en définitive d'éventuelles prises de position des communes intéressées en ce qui concerne l'opportunité ou l'inutilité de construire un aérodrome à Rosshäusern sera, cas échéant, le Grand Conseil et, de façon certaine, le peuple.

Le Conseil-exécutif, quant à lui, a reçu le mandat du Grand Conseil de présenter un projet pour

la construction d'un aérodrome. Seul le Grand Conseil peut annuler ce mandat.

M. Freiburghaus a retiré sa deuxième question.

En définitive rien ne se fera qui ne soit pas sanctionné par le Grand Conseil. Et, finalement, le peuple, en connaissance de cause, dira si la construction d'un aérodrome est dans l'intérêt de l'économie bernoise et de nos populations, ou si tel n'est pas le cas.

Freiburghaus (Laupen). Ich möchte die eingehenden Ausführungen von Regierungsrat Huber bestens verdanken, bin aber von der Antwort auf die speziellen Fragen nur zum Teil befriedigt.

Interpellation des Herrn Grossrat Borter — Aufhebung der Strecke Interlaken-Ost-Bönigen der BLS

(Siehe Seite 371 hievor)

Borter. Ich habe in meiner Interpellation gefragt, welches der Stand der Verhandlungen sei und ob der Regierungsrat bereit sei, beim Verwaltungsrat der BLS dahin zu wirken, dass das eingereichte Gesuch um Aufhebung der genannten Eisenbahnstrecke zurückgezogen werde.

Im September 1966 hat Eisenbahndirektor Huber auf meine Interpellation, die von den Grossräten der Amtsbezirke Interlaken und Oberhasli mitunterzeichnet war, geantwortet, dass in Sachen Aufhebung der Eisenbahnlinie Interlaken-Ost–Bönigen die Interessen der betroffenen Bevölkerung durch den Regierungsrat verteidigt werden und dass sich die Erhaltung dieser kurzen Strecke aufdränge.

Mit Schreiben des Regierungsrates vom 17. Januar 1967 an das Eidgenössische Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement wurde nach Nennung der positiven und negativen Aspekte der Bund ersucht, einen Versuchsbetrieb von mindestens einem Jahr zu verfügen und erst in Kenntnis der Ergebnisse zu entscheiden.

Das führte zu sofortiger Reaktion der Grossräte von Interlaken und Oberhasli und der Gemeindebehörden von Interlaken und Bönigen. Der Stilllegung der Linie für Monate zu Versuchszwecken konnte nicht zugestimmt werden.

Die Mitglieder der Regierung, die im Verwaltungsausschuss der BLS sind, empfahlen, mit diesem permanenten Verwaltungsausschuss eine Besprechung durchzuführen. Diese fand am 24. April 1967 tatt. Wiederum wurden die Gründe der Gemeinden bekanntgegeben. Die direkte Orientierung war offensichtlich nötig. Wir konnten dort mit Erstaunen feststellen und haben es kürzlich vor einem prominenten Vertreter des Verwaltungsausschusses bestätigt erhalten, dass man über die Opposition der Gemeinden im Zeitpunkt der Einreichung des Gesuches an den Bundesrat überhaupt nicht orientiert war.

Der ehemals bescheidene Kurort Engelberg ist vor nicht langer Zeit mit Bundesmillionen und Kantonsbeiträgen bahnmässig total saniert worden. Die nicht in üblem Zustand befindliche Bahn wurde erneuert, mit wunderbaren Pendelzügen ausgerüstet und mit ungeheurem Aufwand (Brücke und Tunnel) an Hergiswil und damit neu an Luzern angeschlossen. Auch die Strasse nach Engelberg soll ausgebaut worden sein.

Fast zu gleicher Zeit sollen im Oberland eine sanierungsbedürftige Brücke und etwa 300 Meter Eisenbahnlinie, die seit Jahren nicht unterhalten werden, den Anlass geben, einen schönen, aufstrebenden Kurort von einer Bahnverbindung zu entblössen und die finanzschwache Gemeinde Bönigen und Interlaken zu zwingen, ihre viel zu schmale und in der Saison überlastete Gemeindestrasse zur Verfügung zu stellen und sie mit Millionen von Franken auszubauen, also bestehende Verpflichtungen auf die Gemeinden abzuwälzen.

Die Gemeindevertreter haben daher dem Verwaltungsausschuss das Begehren gestellt, das bei der Eidgenossenschaft gestellte Begehren um Aufhebung der Strecke zurückzuziehen und auf den Versuchsbetrieb zu verzichten.

In der Folge wurde eine Versuchsfahrt angesetzt, ohne mit den Gemeinden über das Programm und das Ausmass Fühlung zu nehmen. Der Präsident der eidgenössischen zuständigen Kommission ist dazu nicht erschienen, weil er angeblich die Strasse schon im privaten Wagen befahren habe. Sie konnten in der Presse lesen, dass die Versuchsfahrt in Bönigen ergebnislos hat abgebrochen werden müssen. Erwähnenswert ist noch, dass die politischen Parteien in Bönigen eine Unterschriftensammlung durchführen. Bis auf zwei Bürger, die nicht haben unterschreiben wollen, haben 474 von 566 Stimmberechtigten – die restlichen waren nicht erreichbar – unterschrieben. Der Frauenverein hat 510 Unterschriften aufgebracht, und 225 Gäste haben auf anderer Liste unterzeichnet.

Daraus ersieht man, dass es nicht gangbar ist zu behaupten, die Böniger wünschten die Umstellung auf den Busbetrieb.

Ich habe kurz den Inhalt der Beantwortung meiner früheren Interpellation bekanntgegeben. Man hat in Kenntnisnahme der Beantwortung gefunden, dass vor allem der Vorschlag des Regierungsrates auf Durchführung eines Versuchsbetriebes gar nicht den Erwartungen der Bevölkerung entspreche.

Wir geben zu, dass der Bund das Gesuch behandeln muss, aber nur weil es überhaupt auf Verlangen der Direktion der BLS eingereicht wurde. Der Bund wird sicher nicht von sich aus etwas zugunsten von Bönigen oder Interlaken unternehmen. Einzig die BLS, respektive der Kanton, kann die Sache in Ordnung bringen. Schliesslich beherrscht der Kanton durch seine Aktienmehrheit die BLS. Es sollte daher möglich sein, einen Beschluss zu verlangen. Er sollte nach Meinung der betroffenen Bevölkerung einfach lauten: Rückzug des Gesuches der BLS an den Bund. – Mit einem solchen Beschluss könnte der Regierungsrat das Versprechen, den betroffenen Gebieten zur Seite zu stehen, einlösen.

In der Interpellation verlange ich Antwort auf die Frage, ob der Regierungsrat bereit sei, von der BLS zu verlangen, dass sie das Gesuch zurückziehe. Wenn diese Frage nicht klar oder negativ beantwortet wird, werde ich mich nicht befrie-

digt erklären können. Mit mir werden die Grossräte der Ämter Interlaken und Oberhasli, die die Interpellation mitunterzeichnet haben, sowie die betroffene Bevölkerung die Sache nicht begreifen. Ich darf sagen, dass das eine Krise auslösen wird. Dem Regierungssprecher danke ich für seine Antwort.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, rapporteur du Conseil-exécutif. Il y a une année exactement, M. Borter interpellait le Conseil-exécutif en la même affaire. Nous lui avions répondu que, n'ayant pas encore en main toutes les pièces du dossier, le Conseil-exécutif n'avait pas encore été à même d'exprimer son point de vue. Nous ajoutions qu'en temps opportun un rapport complet serait soumis par notre Direction au Gouvernement et qu'à ce moment-là ce dernier pourrait se faire une opinion définitive. Nous avions assuré l'interpellateur, je cite la phrase textuellement, «que les intérêts des populations desservies par ce tronçon de ligne seront défendus par le Conseil-exécutif». Le Conseil-exécutif est aujourd'hui encore du même avis.

Par lettre du 7 septembre 1966, le Département fédéral des communications, des transports et de l'énergie, à qui il incombe de faire une proposition au Conseil fédéral, demandait au Conseil-exécutif de s'exprimer sur la requête du BLS. Le Conseil-exécutif, dans une réponse détaillée, attira l'attention du Département fédéral compétent sur la complexité du problème et le désir des usagers de conserver leur moyen de transport actuel. Sachant la commune de Bönigen opposée à un service automobile parce qu'elle craint d'être désavantagée par rapport à l'état de choses actuel, le Conseil-exécutif pria le Département fédéral de procéder à un essai de transport par autobus entre Interlaken-ouest et Bönigen, afin qu'il pût juger en connaissance de cause. En février 1967, le Conseil-exécutif apprit que le Département fédéral avait transmis la requête du BLS à une commission d'experts instituée par le Conseil fédéral, chargée d'étudier les conséquences du passage de l'exploitation du transport par fer à celle du transport automobile. Cette commission se compose de 3 experts, MM. Marguerat, Directeur du premier arrondissement des CFF, à Lausanne, M. le Professeur Angehrn, de l'EPF, à Zurich, M. Joss, Directeur des transports publics, à St-Gall.

A la demande de notre office cantonal des transports, on nous répondit, en mai 1967, que MM. les experts avaient déposé leur rapport et que le Département fédéral était en train de l'étudier. Lorsque notre Direction aura reçu un exemplaire du dit rapport et que nous en connaîtrons les conclusions, nous renseignerons les autorités communales d'Interlaken et de Bönigen. C'est également sur la base de ce rapport que le Conseil-exécutif pourra donner son opinion en connaissance de cause. Je dois dire que nous n'avons été encore informés en rien au sujet de l'essai effectué, essai auquel a fait allusion M. Borter. Nous croyons avoir répondu à la première question contenue dans l'interpellation.

Permettez-moi, pour donner une image complète de la situation, de mentionner ce que M. Borter a également relevé, que la population de Bönigen, de même que les touristes en séjour dans cette localité ont fait parvenir récemment au Conseil-exécutif trois pétitions demandant le maintien de la voie ferrée. Le Conseil-exécutif s'est fait une opinion sur un aspect de la question. Il ne pense pas qu'une relation d'autobus entre Bönigen et Interlaken-est pourrait être considérée comme une alternative valable au transport ferroviaire. Il estime que si on veut examiner sérieusement la question d'un transport automobile entre Interlaken et Bönigen, ce transport doit se faire entre Bönigen et Interlaken-ouest et non pas Bönigen et Interlaken-est.

Avant de répondre à la deuxième question de M. Borter, permettez-moi de vous renseigner brièvement sur les raisons qui ont incité le BLS a présenté une requête de remplacement du service ferroviaire par un service automobile entre Interlaken et Bönigen. Il y a d'abord le fait que l'occupation des trains sur le tronçon est telle que le transport pourrait aisément se faire par autobus. La moyenne d'occupation est de 26,5 voyageurs par train en été, et de 10,5 en hiver. Le service marchandise n'est pas important et pourrait également être assuré par le camionneur officiel.

Selon des calculs faits par les services techniques du BLS, le maintien de la voie ferrée en bon état l'obligerait à des dépenses de fr. 470 000.— pour le renouvellement des voies, le renforcement du pont sur la Lütschine, etc. Le BLS chiffre également à fr. 89 000.— par année les dépenses d'exploitation en moins si un service d'autobus remplaçait le train. Il faudrait s'attendre en cas de remplacement du train par l'autobus à ce que le nombre des courses soit plus élevé. Le trajet Interlaken-ouest–Bönigen se ferait également en quelques minutes de plus que par le train; en revanche, les haltes seraient plus nombreuses, leurs emplacements mieux choisis, et donneraient davantage satisfaction aux usagers.

Au point de vue du prix des transports, le BLS affirme qu'en principe aucune augmentation n'est prévue. Dans son rapport, le BLS dit encore qu'il confierait le transport des voyageurs à Auto AG d'Interlaken, si la situation transport par automobile était admise par le Conseil fédéral.

Nous répondons maintenant à la deuxième question posée par M. Borter.

Le devoir du Conseil-exécutif est et restera toujours de défendre les intérêts des usagers du tronçon Interlaken-est–Bönigen. Jusqu'à aujourd'hui, le Gouvernement n'a eu connaissance officiellement ni du rapport des 3 experts, ni de leurs conclusions et propositions concrètes, ni de tous les aspects concrets de la variante service automobile envisagée. Lorsque ces informations lui auront été données, lorsqu'il sera à même de porter un jugement sur la quantité et la qualité des prestations d'un éventuel service automobile, le Conseil-exécutif pourra procéder à des comparaisons avec l'état de choses actuel et se faire une opinion. Je ne pense pas qu'on puisse exiger du Conseil-exécutif une autre façon de faire: se renseigner, comparer, juger et finalement se faire une opinion. Lorsque son opinion sera faite, le Conseil-exécutif fera, cas échéant, les démarches que lui commandera la défense des intérêts de la population de Bönigen. En d'autres termes, le Conseil-exécutif

n'est pas disposé à intervenir auprès du BLS pour qu'il retire sa demande de concession d'un service automobile.

Borter. Ich bin von der Antwort nicht befriedigt.

Le président. M. Dürig demande la discussion (Zustimmung).

Dürig. Entschuldigen Sie, dass wir Ihre Zeit für eine an sich lokale Angelegenheit in Anspruch nehmen. Ich glaube aber, dass für unser Gebiet als wichtigem Fremdenverkehrsort (Interlaken, Bönigen und Bödeli) zur Sachlage einiges gesagt werden muss.

Es ist uns bekannt, dass beim Eidgenössischen Amt für Verkehr durch die BLS das Gesuch um Aufhebung der Bahnstrecke Interlaken–Bönigen gestellt wurde. Ob dazu das Eidgenössische Amt für Verkehr im Zuge der Verhandlungen betreffend die Übernahme der BLS durch den Bund einen Anstoss gegeben hat, wissen wir nicht. Wir wissen aber, dass die Direktion für Verkehr, Energie- und Wasserwirtschaft des Kantons Bern keinen Entscheid in der Sache fällen kann; sie kann nur ihre guten Dienste zur Verfügung stellen. Ich muss allerdings sagen, dass die Antwort, die wir jetzt erhalten haben, mich in keiner Art und Weise befriedigt. Wohl ist uns bekannt, dass Regierungsrat Huber Versuche unternommen hat, aber wir haben den Eindruck, die Regierung habe nicht das Nötige vorgekehrt, um die Aufhebung der Bahnstrecke zu verhindern. Uns ist bekannt, dass der Vorsteher des Eidgenössischen Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartementes, Bundesrat Gnägi, die Aufhebung der Bahnstrecke befürwortet. Leider sind vor allem die beiden speziell interessierten Gemeinden, Bönigen und Interlaken, vor der Einreichung des Aufhebungsgesuches nicht orientiert worden. Sie konnten daher nicht Stellung nehmen. Das war psychologisch ein grosser Fehler. Es wird in der Bevölkerung nicht verstanden, dass man eine Strecke, die ohnehin bis zu den Werkstätten der BLS weiterhin geführt werden muss, beseitigen will. Es handelt sich nämlich nur noch um ein Reststück von 300 Metern. Dieses kleine Stück hat jahrzehntelang bestanden, war ein Stück der seinerzeitigen Bödeli-Bahn, die den Verkehr zwischen dem Thunersee und dem Brienzersee herstellte.

Vorgesehen ist die Errichtung eines Autokurses zwischen Bönigen und Interlaken-West. Dieser sollte der Auto AG, Interlaken, übertragen werden. Ihr Aktienkapital ist zu 90 Prozent in den Händen der BLS. Was geschieht mit der Auto AG im Moment, wo die BLS durch den Bund übernommen wird? Direktor Martin vom Eidgenössischen Amt für Verkehr hat erklärt, dass die SBB die Auto AG beziehungsweise den Verkehr auf der Strecke Interlaken-Bönigen nicht übernehmen werde. Wie steht es dann mit der Übernahme der Defizite? Mutet man den Gemeinden Bönigen und Interlaken zu, diese zu tragen? Oder soll der Fahrpreis erhöht werden? Sollen den Gemeinden weitere Erschwernisse im Fremdenverkehr zugemutet werden? Die sogenannte Tarifannäherung kommt in solchen Fällen gar nicht in Frage. Die Opfer haben Bönigen und Interlaken oder die Autobenützer zu tragen. In Interlaken bereitet uns Sorge, dass die zu befahrende Strasse viel zu schmal ist. Jedes Kind weiss, dass während der Saison Interlaken kaum mehr durchfahren werden kann. Der Sprechende als Vorsteher der Polizeiabteilung Interlaken kann immer wieder feststellen, welches Verkehrschaos während der Saison besteht. Die Strassen, die durch den Bus befahren werden sollten, sind Gemeindestrassen. Man mutet uns zu, diese auszubauen.

Das sind alles Fragen, die vor der Einreichung des Aufhebungsgesuches mit den betroffenen Gemeinden hätten in Ordnung gebracht werden sollen. Aber hier ist man restlos über den Kopf der Bevölkerung hinweggegangen.

Die kantonale Direktion für Verkehr, Energie und Wasserwirtschaft hat beim eidgenössischen Amt verlangt, dass Versuchsfahrten durchgeführt werden. Man hat damit erwartet, man komme zu einem Ergebnis wie bei der Biel–Täuffelen–Ins-Strecke. Was ist nun geschehen? Auf der Strecke hat man Versuchsfahrten arrangiert, ohne vorherige oder rechtzeitige Inkenntnissetzung der Gemeinden Bönigen und Interlaken. Erst im letzten Moment, vernahmen wir, dass am 18. Juli die Versuchsfahrten durchgeführt werden sollen, und zwar zu Tageszeiten, die für richtige Versuchsfahrten gar nicht in Frage kommen. Dazu waren die Leute, die von der Gemeinde Interlaken hätten teilnehmen sollen, unabkömmlich. Man hat die Versuchsfahrten dann auf den 19. Juli verlegt.

Nun ist etwas sehr wichtiges passiert. Wir haben erfahren, dass am 19. Juli die Versuchsfahrt durchgeführt werden soll, und zwar um 12 Uhr. Die Vertreter von Bönigen hat man auf 12.30 Uhr nach Bönigen eingeladen, und man hat während der ruhigen Mittagszeit fahren wollen. Der Präsident der eingesetzten Kommission, Professor Angern, hat an der Versuchsfahrt überhaupt nicht teilgenommen und erklärt, dass er die Strasse mit seinem Privatwagen schon einmal durchfahren habe. Zu welcher Tageszeit es geschehen ist, wissen wir nicht.

Was dem Fass den Boden ausgeschlagen hat, war die Tatsache, dass wir am Vortag durch den Bezirkschef in Interlaken haben erfahren müssen, dass die Kantonspolizei auf Pikett gestellt werde. Hiezu sind zwei kantonale Polizeistreifenwagen in den Raum Interlaken befohlen worden, via kantonales Polizeikommando, um die Versuchsfahrten sicherzustellen. – Gestützt auf diese Situation hat es die Gemeindebehörde von Interlaken abgelehnt, an einer Versuchsfahrt teilzunehmen. Wir sind es nicht gewohnt, dass man uns in dieser Art Polizei auf den Hals hetzt, wenn eine Versuchsfahrt durchgeführt wird.

Der Präsident mahnt mich, mein Votum zu beendigen. Es ist eine Zumutung an die Bevölkerung von Interlaken und Bönigen, etwas anzunehmen, das wir im gesamten ablehnen müssen. Wir erwarten nach wie vor von der Berner Regierung und von Regierungsrat Huber, dass sie sich mit Energie gegen die Aufhebung der Bahnstrecke wenden. Die heutigen Strassenverhältnisse lassen es nicht zu, dass pro Tag noch 20 bis 30 Autobusse durch die ohnehin verstopften Strassen durchgeschleust werden. Wir hoffen, dass uns die Regierung in der

Sache tatkräftiger unterstütze, als es bisher der Fall war.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Permettez-moi, concernant les tarifs, de vous lire quelques passages du rapport technique du BLS: «Tarife für Personenverkehr: Um der Bevölkerung in der Tariffrage keine Verschlechterung zu bringen, sehen wir als Grundlage die bisherigen Bahntarife vor (Tarifentfernungen und Taxschemata) ... Mit der Weiteranwendung des Tarifsystems der Bahn kann auch die Tarifannäherung, wie sie heute auf der Bahnstrecke angewandt wird, beibehalten werden ... Mit Rücksicht darauf, dass in Bönigen und Interlaken zahlreiche Eisenbahner ansässig sind, beabsichtigen wir, auf der Automobillinie auch die Fahrvergünstigung für das Personal zu gewähren».

M. le Député Dürig a fait allusion aux difficultés que provoquerait le mauvais aménagement des tronçons de route d'environ 1 km si le service de car était introduit.

Le Conseil-exécutif m'a autorisé à faire la déclaration suivante: Au cas où les communes en cause prendraient la décision d'aménager leur route – je ne crois pas qu'il s'agirait là d'un million de francs, un montant plus modeste pourrait faire l'affaire –, il serait prêt à faire la proposition au Grand Conseil d'accorder une subvention maximum, c'est-à-dire 75 %. D'autre part, le BLS serait prêt à verser de bon gré un certain montant pour rendre service à la commune de Bönigen.

Je dois dire que nous avons aussi été surpris qu'on ne nous ait pas tenu au courant des essais qui ont été faits. A l'heure actuelle nous ne savons encore rien du tout, sauf ce que nous avons lu incidemment dans la presse. Je peux assurer M. Dürig qu'au cas où des déficits d'exploitation surviendraient, ils ne seraient en tout cas pas mis à la charge de l'une ou l'autre commune. Nous regrettons que les populations n'aient pas été mieux renseignées.

Lorsque le Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie aura en mains tous les renseignements concernant cette variante, nous le prierons de faire une réunion avec éventuellement le BLS, notre Direction et les communes intéressées pour leur expliquer tous les détails de l'entreprise. Quant à nous, Conseil-exécutif, lorsque nous aurons pu juger de la qualité et de la quantité des courses de ce nouveau mode de locomotion, nous pourrons faire des comparaisons. Nous donnons l'assurance que si la quantité des courses et la qualité des prestations de ce nouveau mode de locomotion n'est pas au minimum l'équivalent de l'état actuel, nous donnerons un préavis négatif. Nous n'avons en vue qu'un seul but: défendre les intérêts des populations et des touristes de Bönigen.

Le Président. Au début de la session, nous savions que M. le Conseiller d'Etat F. Moser avait été atteint dans sa santé. On nous avait laissé entendre que tout allait bien et qu'il pourrait même participer à la fin de la session. J'ai malheureusement appris ce matin que M. le Conseiller d'Etat Moser était en observation à l'hôpital de l'Ile. C'est M. le Conseiller d'Etat Blaser qui présentera les affaires de la Direction des finances, lundi après-midi.

Au nom du Grand Conseil, nous adresserons, avec des fleurs, à M. le Conseiller d'Etat Moser, nos voeux de meilleure santé.

Interpellation des Herrn Grossrat Stauffer (Gampelen) — Stationierung von Schiffen am bernischen Ufer des Zihlkanals

(Siehe Seite 372 hievor)

Stauffer (Gampelen). Ich habe die Regierung auf den üblen Zustand im Zihlkanal aufmerksam gemacht, darin bestehend, dass am Berner Ufer alte Kähne verankert werden und das Ufer durch unschöne Ablagerungen verunstaltet wird. Solches ist auf Neuenburgerseite nicht anzutreffen.

Schon Jean-Jacques Rousseau hat festgestellt, dass das Gebiet um die drei Juraseen eines der schönsten der Schweiz ist. Hunderttausende besuchen jährlich das Gebiet, das zwischen Yverdon, Murten, Biel und Solothurn liegt und das früher als zum Beispiel der Thuner- und Brienzersee im Frühjahr von mildem Wetter begünstigt ist. Auch im Herbst kann man sich dort länger angenehm aufhalten als im Oberland. – Seit der Zeit Rousseaus hat die Industrialisierung der Zihlebene eingesetzt und der Verkehr auf dem Wasser ist viel reger geworden. Schon allein auf dem bernischen Hoheitsgebiet des Bielersees, des Nidau–Büren-Kanals und am rechten Ufer des Zihlkanals sind rund 5000 Privatschiffe immatrikuliert. Ihre Zahl im ganzen Kanton ist im Bericht von 1966 mit 8700 angegeben. Wir haben schon von Kollege Imboden gehört, welche Rolle heute Wasserfahrzeuge spielen.

Der öffentliche Verkehr auf den Juraseen und den Verbindungskanälen nimmt stark zu. Die Schiffe der Gesellschaften des Neuenburger- und Bielersees haben, seit die Kanäle verbreitert wurden, ihre Kurse vermehrt. Die Kurse auf den Seen und den Kanälen sind sehr stark besucht. Das ist erfreulich.

Seit die Kanäle verbreitert sind (der Broye-Kanal ist fertig, der Zihl-Kanal ist zum Teil beendet), können die Fahrzeuge rascher fahren, was die Fahrt interessanter macht. Die Naturschutzkreise sorgen dafür, dass die Ufer wieder bepflanzt werden, was am Broye-Kanal schon geschehen ist. Das Landschaftsbild hat dadurch an Schönheit gewonnen. Auf grossen Stücken waren nur Weiden vorhanden, und man sah kaum aufs Land hinaus. Heute ist die Sicht sehr abwechslungsreich gestaltet.

Aber der Stein des Anstosses für viele Freunde der seeländischen Gewässer sind die alten Schiffe, die verrosteten Bagger, die Türme von Fässern und Eisenteilen, die auf der Bernerseite des Zihl-Kanals stationiert wurden. Wie ich schon sagte, ist es merkwürdig, dass solches auf der Neuenburgerseite nicht vorhanden ist. Man hat festgestellt, dass all diese Schiffe einer Neuenburger Firma gehören, der Firma Bühler & Utter, welche

Kies und Sand aus den Seen baggert und den Barkenbetrieb unterhält. Man hat festgestellt, dass diese Firma ein Stück Land benützt, um das Kies auf Land zu deponieren, das dem Staat Bern gehört. Heute sagt die Firma, sie habe das seit 1880 getan, und es habe noch nie jemand einen Zins verlangt. Sie glaubt, sie habe dieses Recht ersessen.

Ich habe auch mit den Aufsichtsorganen der Wasserschiffahrt und der Fischerei gesprochen. Sie sagten, sie hätten schon mehrmals wegen den Schiffen reklamiert, und man habe mit der Firma eine Vereinbarung getroffen, die aber nicht gehalten werde.

Ich danke der Regierung, dass sie sich der Sache angenommen hat. Auf die Antwort bin ich gespannt. Ich bin nicht etwa der Ansicht, dass die genannte Firma alles in kurzer Frist wegräumen solle, sondern man muss mit ihr verhandeln und in einem Vertrag die Angelegenheit regeln, damit nachher Ordnung herrscht.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Rousseau a très bien chanté la nature, mais il avait un caractère déplorable. Je pense qu'un bon caractère a autant de valeur qu'une nature intacte. A part cela, M. Stauffer a parfaitement raison. Les deux places dont il a parlé ont déjà donné lieu à des interventions de la part des autorités cantonales et communales et des pêcheurs en raison du désordre qui y règne et parce qu'elles déparent le paysage. En ce qui concerne la première de ces places, la Direction des travaux publics avait délivré en 1957 une autorisation provisoire et révocable pour une installation d'une longueur d'environ 100 m de stationnement et de réparation des bateaux et des dragues. L'entreprise sera invitée à remettre en ordre la place en question dans un délai approprié, sinon nous lui signifierons que l'autorisation lui est retirée.

Quant à la deuxième place, l'administration cantonale des domaines a invité l'entreprise précitée à évacuer tous les objets et hangars placés sans autorisation sur la parcelle appartenant à l'Etat, jusqu'au 30 septembre 1967. Par conséquent, nous pouvons certifier à M. Stauffer qu'une suite favorable sera donnée à son interpellation.

Stauffer (Gampelen). Ich bin von der Antwort befriedigt.

Interpellation des Herrn Grossrat Stauffer (Büren) — Marchverhältnisse an öffentlichen Gewässern

(Siehe Seite 373 hievor)

Stauffer (Büren). Im Zusammenhang mit den Bauarbeiten der Zweiten Juragewässerkorrektion, die gegenwärtig zwischen Büren und Solothurn im Gang sind, spielen sich immer wieder grosse, zum Teil heftige Diskussionen wegen dem Grenzverlauf an der Aare ab. Behauptung steht gegen Behauptung. So behauptet die Leitung der Zweiten Juragewässerkorrektion, für sie gelte der höchste Wasserstand der Aare als Grenze. Die Grundeigentümer aber behaupten, ihre Grenze liege ziemlich weit im Wasser draussen Die Grundbuchämter sind nicht in der Lage, eine verbindliche Auskunft zu erteilen. Steckt einmal der Grundbuchgeometer auf Wunsch der Gemeinde eine Grenze ab, die irgendeinem Grundeigentümer nicht passt, so erklärt er rundweg, für ihn sei die Grenze nicht verbindlich. Dann gilt plötzlich der Wasserstand des Flusses oder das, was seinen persönlichen Vorteil begründet. Niemand weiss, was rechtens ist.

Die Bauern sagen, dass ihnen grosse Ufergebiete weggeschwemmt worden seien. Diese Gebiete müssten aber noch heute als Hektarenertrag versteuert werden. Wohl stünden Grenzsteine, aber die amtlich registrierte Bodenfläche sei bis heute nicht abgeändert worden. Auch sei keine Entschädigung ausgerichtet worden.

Wir stellen fest, dass die Rechtsverhältnisse an öffentlichen Gewässern, vor allem an der Aare im unteren Seeland sehr unklar sind. Darum bitte ich den Regierungsrat, über die Rechtsverhältnisse Auskunft zu geben.

Im Blick auf die neuen Verbauungen, die heute an verschiedenen Orten auf privatem Boden gemacht werden, auch im Hinblick auf die schönen Gehweganlagen an der Aare, die von der Zweiten Juragewässerkorrektion mit teurem Geld erstellt werden – der Kanton Bern partizipiert daran mit über 20 Prozent – und die zum Teil auf privatem Boden liegen und der Allgemeinheit dienen sollen, ist es sicher kaum möglich, die heutigen unklaren Rechtsverhältnisse bestehen zu lassen. Es ist eher so, dass man mit der Neuvermarchung nach Abschluss der Zweiten Juragewässerkorrektion ein altes Unrecht in Recht verwandeln will. Man sollte den Grund und Boden bezahlen, den man dem Privaten wegnimmt. Aber auch der Grund und Boden sollte bezahlt werden müssen, den heute private Grundeigentümer vom Staat erhalten.

Ich wäre dem Baudirektor dankbar, wenn er meine zwei Fragen beantworten würde.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. M. le Député Stauffer a posé deux questions claires. Il a fait un court exposé de la situation de la deuxième correction des eaux du Jura et des problèmes d'ordre juridique et pratique qu'une telle correction soulève.

Je me permettrai, pour abréger les débats, de répondre brièvement, sans faire de commentaire, d'abord à la première question.

La situation de droit se présente de la manière suivante: En principe, toute perte de terrain par suite d'affouillement tombe sous le coup de l'article 666 du Code civil suisse concernant la perte de la propriété foncière. En vertu de cet article, le terrain ainsi perdu ne donne pas lieu à une indemnisation, à moins d'une reprise au sens de l'article 659, alinéa 3 du Code civil suisse. D'autre part, en vertu de l'article 76 de la Loi sur l'introduction du Code civil suisse, les terres qui se sont formées par alluvion ou autrement appartiennent à l'Etat. Celui-ci peut en disposer à des fins publiques, à moins qu'il ne les attribue aux proprié-

taires de fonds contigus, par voie d'arrêté du Conseil-exécutif ou par contrat de vente. Dans de tels cas et à quelques rares exceptions près, l'Etat, représenté en l'occurrence par la Direction de la deuxième correction des eaux du Jura, a réussi à s'entendre à l'amiable avec les propriétaires riverains.

Je réponds à la deuxième question: Une fois la correction terminée, une nouvelle démarcation sera établie. Sur ce point nous pouvons donner toute assurance à M. Stauffer. En certains endroits cette démarcation résultera de la correction elle-même qui en assume les frais; tel sera le cas pour les tronçons qui seront élargis: canaux de la Broye, de la Thièle et de Nidau à Büren. Là où la correction ne prévoit pas d'élargir l'Aar (il s'agit du tronçon qui sépare Büren de la frontière cantonale), le canton procédera à une nouvelle démarcation, et, ici également, le registre foncier sera mis à jour.

Stauffer (Büren). Ich bin von der Antwort befriedigt.

Interpellation des Herrn Grossrat Imboden — Abwasserfrage bei der Kanalisation am rechten Thunerseeufer

(Siehe Seite 374 hievor)

Imboden. Im Text der Interpellation ist ein Fehler enthalten. Im ersten Satz steht: «Ab Herbst 1967 wird die Kanalisationsleitung rechtes Thunerseeufer etappenweise in Betrieb genommen. Die Durchleitung im Gemeindegebiet Thun und der Anschluss an die Aare werden frühestens im Herbst 1967 erfolgen.» Es sollte heissen: «... erst im Herbst 1970 erfolgen.» Dieser Termin bedeutet, dass die Abwasser der Gemeinden des rechten Thunerseeufers drei Jahre lang oberhalb Thun in die Aare abgeleitet werden. Man hat in Thun sehr starke Befürchtungen, dass es im Aarebecken oberhalb der Schleusen und unterhalb des Elektrizitätswerkes eine Kloake gebe. Oberhalb der Schleusen haben wir schon heute Schlammbänke. Diese werden durch die vermehrte Einführung von Abwassern verstärkt. Die Fischerei wird sehr stark geschädigt. Der Kanton fördert den Fischnutzen. Es ist widersinnig, dann gleichzeitig Abwasser in dieses Gebiet zu leiten.

Wir fragen uns in Thun, ob durch die vermehrte Abwasserzuleitung in die Aare der Badebetrieb noch möglich sei. Jeden Sommer lesen wir von Gewässern, die wegen zu starker Verschmutzung für den Badebetrieb gesperrt werden.

Die zweite Frage lautet, ob das Vorgehen für die Anwohner und für die Stadt nicht untragbare Nachteile bringe. Wir haben im oberen Aarebekken eine schöne Aarepromenade, die aber für die Fremden keinen angenehmen Aufenthaltsort mehr darstellt, wenn das Wasser noch mehr verunreinigt wird. In der Nähe befinden sich überdies Wohn- und Geschäftsgebiete. Man befürchtet, dass die weitere Verunreinigung dort infolge Verbreitung schlechter Gerüche gesundheitsschädlich sei. Kenner des Flusses behaupten, die Selbstreinigung sei im heutigen Zustand nicht mehr möglich.

Ich frage daher, ob man die Abwasser nicht, bevor sie in die Aare geleitet werden, mindestens mechanisch reinigen müsse.

Ich hoffe, dass diese Fragen sorgfältig geprüft werden. Die Bevölkerung von Thun ist sehr besorgt. Man befürchtet irreparable Schäden. Es ist eine Zumutung, die Einleitung weiterer Abwässer während drei Jahren zu dulden. Man sollte prüfen, ob nicht irreparabler Schaden entsteht.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. La situation décrite par M. Imboden n'est certes pas satisfaisante. Cependant, nous avons examiné cette affaire bien à fond et je tâcherai quand même de donner une réponse satisfaisante pour une situation insatisfaisante.

Nous avons donc examiné la situation de manière approfondie. La Direction de l'économie hydraulique a autorisé le 13 décembre 1966 les communes d'Hilterfingen, de Sigriswil et d'Oberhofen à déverser leurs eaux usées dans le bassin de l'Aar, près de Schadau. Toutes les eaux usées de la rive droite du lac de Thoune n'en seront pas pour autant soudainement concentrées à cet endroit. Les raccordements au collecteur principal se font par étapes et seront achevés au plus tôt en 1972. D'autre part, il est prévu de construire dès 1970 un canal à travers le territoire de la commune de Thoune. Par conséquent, le préjudice porté au bassin de l'Aar en aval du lieu de déversement des eaux usées ne sera ni particulièrement intense ni de longue durée.

Nous répondons aux questions concrètes de M. Imboden:

1. Il faut prévoir une pollution passagère, limitée localement, du bassin de l'Aar en amont du barrage de régulation du lac. En aval de ce barrage jusqu'à l'usine électrique, le degré de pollution n'augmentera pas sensiblement, vu la force du courant et le mélange qui en résulte.

2. Les personnes habitant dans le voisinage ne seront pas incommodées outre mesure. Un accroissement des odeurs, notamment, n'est pas à craindre, encore une fois en raison du courant qu'il y a dans le bassin supérieur de l'Aar. Il en est de même dans les bains de l'Aar où la pollution n'augmentera pas sensiblement.

3. Les eaux usées continueront à subir partiellement une épuration préliminaire, puisque les installations d'épuration particulières dans les communes raccordées demeureront en usage. Seuls les bâtiments érigés après 1967 ne seront pas dotés d'installations d'épuration particulières. La construction d'une station d'épuration mécanique en amont de Thoune en attendant l'achèvement du canal de liaison à travers le territoire de la ville n'entre pas en ligne de compte faute de temps et pour des raisons financières.

Imboden. Ich bin von der Antwort nicht befriedigt.

Verwaltungsbericht der Landwirtschaftsdirektion für 1966

Delaplace, Rapporteur de la Commission d'économie publique. Le rapport de gestion de la Direction de l'agriculture est fort complet. Il serait ici mal venu d'en faire un résumé forcément superficiel. Des visites faites par M. Michel et moi-même sous l'experte conduite de M. le Conseiller d'Etat Buri nous retiendrons un certain nombre de remarques sur la formation professionnelle paysanne et les améliorations foncières. Les moyens financiers nécessaires pour développer les écoles d'agriculture, les moderniser, les multiplier, pour créer de nouveaux groupes de vulgarisation en matière d'économie animale sont importants mais restent modestes en regard des capitaux qu'exigent les améliorations foncières. La situation financière du canton obligeant les responsables à un resserrement des investissements, il semble que la priorité devrait être accordée à la formation professionnelle. Elle ne mérite pas de souffrir du manque de liquidités, car elle est la base et le facteur dynamique de la rationalisation des moyens de production. Il ne suffit pas de prôner la rationalisation. Il faut ouvrir la voie, convaincre les traditionnalistes par l'exemple de réalisations concrètes et aider efficacement les tentatives qui s'amorcent. Le travail à la ferme, les cours des écoles d'agriculture, les conseils des techniciens et des ingénieurs agronomes constituent un tout dans la marche en avant de la rationalisation des moyens de production de l'agriculture. Dans ce secteur, limiter les crédits parcimonieusement, c'est décapiter la réussite.

Nous avons visité le Technicum fédéral en voie d'achèvement. Il s'intègre avec bonheur au complexe des écoles cantonales de Zollikofen dépendant de notre Direction de l'agriculture. Par leur proximité, ces écoles se prêtent un mutuel appui. Le Technicum fédéral d'agriculture est dans le site idoine. Notre reconnaissance est acquise aux promoteurs de cette école technique fédérale, sur sol bernois.

L'examen d'entrée dans cet établissement, examen auquel nous avons assisté, porte sur le programme des écoles secondaires bernoises de 9ème année, avec des exigences plus poussées pour la biologie et la partie descriptive des sciences naturelles. En principe, les candidats doivent avoir suivi le cycle complet des études d'une école d'agriculture; les techniciens agricoles ne font pas double emploi avec les ingénieurs agronomes. Les uns sont orientés vers la technique de la production, les autres vers la science. M. le Conseiller d'Etat nous a présenté un plan de développement des écoles d'agriculture cantonales à moyenne échéance. Nous demandons à notre tour au Grand Conseil d'en prendre connaissance et d'allouer les crédits nécessaires à sa réalisation.

L'organisation des examens de maîtrise agricole a été confiée à deux organismes, en application de la loi sur l'agriculture, du 3 octobre 1951. En 1965, 38, en 1966, 40, en 1967, 38 candidats du canton de Berne ont passé l'examen de maîtrise. C'est aussi sur la loi du 3 octobre 1951 qu'est fondée la vulgarisation en matière d'économie animale. Jusqu'en 1966, 317 groupes de vulgarisation, avec 6502 membres, ont été fondés dans la région de montagne de notre canton. Ces groupes sont conseillés par deux ingénieurs agronomes et deux techniciens à plein temps, 14 ingénieurs agronomes non fonctionnaires et 54 conseillers agriculteurs. Le remplacement d'une partie de ces derniers par des conseillers à plein temps paraît se justifier.

Il y a aussi longtemps que l'on s'efforce de réorganiser les écoles professionnelles paysannes. 11 fédérations de districts ont été fondées, qui atteignent 19 districts. Les leçons y sont données par des ingénieurs agronomes. Dans les autres districts, en partie dans l'Oberland, et en partie dans le Jura, les leçons sont données par des instituteurs. Il semble que l'école professionnelle paysanne devrait être soumise à la Direction de l'agriculture et qu'une meilleure coordination entre l'école obligatoire et l'apprentissage devrait s'établir. Il est désirable aussi que des lignes directrices unifient cette apprentissage agricole dans la Suisse entière. Les travaux préparatifs sont avancés.

Avec les améliorations foncières, on touche à l'essentiel des moyens de production. Les terres suisses sont chères. L'endettement à l'hectare excessif. Un travail acharné ne peut réaliser l'impossible. L'habitant des villes ne saurait oublier qu'une agriculture prospère et satisfaite des conditions qui lui sont imposées est à la base de l'économie de notre canton. Mais on aurait tort aussi d'insuffler une vie artificielle à des domaines qui, par nature, sont déficitaires quelles que soient les tentatives de rationalisation dont ils sont l'objet. Les efforts financiers des pouvoirs publics doivent être réservés à des terres qui, une fois mises en valeur dans le sens de leur vocation, ne nécessiteront plus de nouveaux apports extérieurs. Le respect de la tradition est en lui-même honorable, mais si la tradition se heurte aux lois économiques, les lois économiques, à longue échéance, auront raison de cette tradition. Les efforts de persuasion de notre Direction de l'agriculture ont déjà porté leurs fruits dans ce domaine particulièrement délicat. Une somme de fr. 12 000.— devrait être consacrée aux améliorations foncières. La porter plus bas ne serait guère rationnel, car nous serons dépassés désagréablement par le volume des affaires à liquider.

La Commission d'économie publique vous recommande d'adopter le rapport de gestion 1966 de l'agriculture avec remerciements à son directeur et à ses collaborateurs.

Cattin. Au chapitre de l'élevage du bétail, le rapport sur la gestion de la Direction de l'agriculture souligne le rapide recul des effectifs de chevaux aptes au service militaire, ce qui préoccupe les autorités responsables. L'encouragement accru de la garde des chevaux, sous la forme de subsides plus attractifs, devra être envisagé en faveur des agriculteurs appelés à fournir le gros des contingents de ces chevaux. Lors du marché-concours, M. le Président du Gouvernement, soulignant à son tour l'inquiétude provoquée par l'insuffisance actuelle de nos réserves en chevaux, a suggéré que des subsides soient versés aux propriétaires de chevaux, comme c'est le cas pour les propriétaires de véhicules utilisés pour l'armée.

Je me permets dès lors de demander à M. le Directeur de l'agriculture si le canton, ou éventuellement lui-même, est prêt à intervenir dans ce sens auprès des autorités fédérales.

Stauffer (Gampelen). Schon der Sprecher der Staatswirtschaftskommission hat darauf hingewiesen, dass man leider für das Bildungswesen in der Landwirtschaft, das heisst für den Ausbau der bestehenden landwirtschaftlichen Schulen und besonders für die ganz neuen Schulen, die vorgesehen sind, zu wenig Geld habe. Im Seeland sind wir mit unserer Schule ziemlich weit fortgeschritten. Unlängst hat Landwirtschaftsdirektor Buri dem Kollegen Horst geantwortet, dass man jetzt die Studienkommission für die Schule im Seeland in eine Baukommission umwandeln könnte. Leider ist seither nichts geschehen. Unsere Leute werden ungeduldig. Seit über zwanzig Jahren hat Ins eine Filialklasse in der Rütti. Wir sind immer noch im Provisorium. Die Zahl der Seeländer Buben, die an die Filialklasse kommen, ist immer gestiegen. Wir könnten in unserem Kreis eine eigene Schule alimentieren.

Ganz gleich verhält es sich in bezug auf die Betriebsberatung. Solange wir keine eigene Schule haben, kommt diese nicht in Fluss, denn wir haben die Lehrer und das Material nicht, um unsere Leute zu beraten und sie aufzufordern, von dieser Möglichkeit mehr zu profitieren. Gewisse Lehrer müssen von der Rütti für die Beratung angefordert werden. Das ist umständlich.

Ich ersuche den Regierungsrat, den Bau der Schule zu fördern. Das Land ist bereit. Man könnte die Schulgebäude usw. bauen und die Ökonomiegebäude später erstellen, wenn es infolge der Finanzen nicht möglich ist, alles auf einmal zu bauen.

Wir waren immer der Ansicht, man sollte die Seeländer Schule gleichzeitig mit der Schule für das Voralpengebiet, im Raum Langnau, bauen. Wegen der finanziellen Situation von Bund und Kanton ist diese Ansicht nicht haltbar. Man muss die Schulen nacheinander bauen. Dort, wo man bereit ist, sollte man beim Bund die Subvention einfordern und dann mit dem Bau beginnen. Ich glaube nicht, dass das Bernervolk bei diesem Vorgehen später die zweite Schule verweigern würde, denn wir brauchen beide Schulen. Aber das muss man dem Volk von Anfang an sagen.

Ich danke dem Landwirtschaftsdirektor für seine Unterstützung.

Blaser (Uebeschi). Auf Seite 221 des Verwaltungsberichtes, Abschnitt Pferdezucht, muss ich einige Zahlen aufführen. Im Kanton Bern sind 3246 Zuchtstuten vorhanden. Das sind 57,5 Prozent des schweizerischen Bestandes. Nach der neuen Truppenordnung, von 1961, muss die Armee im Mobilmachungsfall sofort 14 000 Pferde haben, inklusive Kavalleriepferde. Dazu sollte eine Reserve vorhanden sein. – Bund und Kanton zahlen namhafte Beiträge, um die Pferdezucht zu fördern, aber im Zeichen der Motorisierung der Landwirtschaft geschieht zu wenig. Wäre es nicht gegeben, dass die Berner Regierung versuchen würde, beim EMD zu erreichen, dass die Haltung von Zuchtstuten durch vermehrte Beiträge attraktiver gestaltet wird? Es besteht deswegen keine Gefahr, dass die Zahl der Pferde zunimmt, aber sie soll wenigstens auf dem jetzigen Stand gehalten werden. Nur so können im Mobilmachungsfalle die Train- und Saumtiere geliefert werden.

Im Verwaltungsbericht steht nichts über die Strukturänderung, die in der Landwirtschaft in den letzten Jahren erfolgte. In gewissen Produktionszweigen geht eine rasche Industrialisierung vor sich. Ich denke an die Eierproduktion, an die Geflügelmast, die Schweinemast und die Kälbermast. Die Bauern sind der Auffassung, diese Produktionszweige sollten den Kleinbetrieben vorbehalten bleiben, weil das ihre Existenz ist. Jetzt werden riesige Ställe für die Aufzucht von Tausenden von Schweinen gebaut; Eier- und Geflügelproduktion rentieren nur im Grossbetrieb. Die Produktion von Eiern, Geflügel und Schweinen wird für den gewöhnlichen Landwirtschaftsbetrieb unrentabel. – Der Grund hiefür ist die Liberalisierung der Futtermitteleinfuhren. Unsere Landwirtschaft kann mit dem Ausland nicht konkurrieren. Darum sind diese Fabriken entstanden. Die Liberalisierung hat weitere negative Auswirkungen, indem der Schweizer Bauer sich je länger je mehr auf die Produktion ausrichtet, die arbeitstechnisch rationell möglich ist. Das ist die Milchwirtschaft. Aber auch bei dieser geraten wir in Schwierigkeiten, weil Überproduktion besteht. Wir haben grosse Butterlager. Auf den Herbst ist ein Rückbehalt von 3 Rappen vorgesehen. Damit wird die Preiserhöhung von 3 Rappen vom Frühjahr 1967 illusorisch.

Früher wurde an landwirtschaftlichen Schulen gelehrt, der Betrieb sei vielseitig zu gestalten, dann sei er nicht krisenanfällig. Das ist heute aus arbeitstechnischen Gründen nicht mehr möglich.

Alles zielt darauf hin, die angestammte Landwirtschaft mehr oder weniger zu erledigen. Ich verweise auf den Rückgang der Ackerfläche. Der Beitrag für die Kälbermast, der im Jahre 1966 für Nicht-Berggebiete Fr. 70 000.— ausmachte, wurde abgebaut. – Die künstliche Besamung hat die Aufzucht von Muni uninteressant gemacht. In der Folge wird speziell aus dem Berggebiet mehr Milch produziert. Den Bergbauern wurde jahrelang geraten, mehr Milch abzuliefern. Aber nun sind sie in der Hinsicht auch wieder die Geprellten.

Bundesrat Schaffner hat in der Junisession erklärt, aus eigener Produktion könnten 60 Prozent des Nahrungsbedarfes gedeckt werden, und die Selbstversorgung lasse sich allenfalls auf 80 Prozent steigern. Möglicherweise stimmen diese Prozentzahlen. Es ist aber gefährlich, sich darauf zu verlassen, denn eine Steigerung ist auf futtereigener Basis nicht möglich, sondern nur durch riesige Futtermittelimporte. Darum sind diese Zahlen irreführend. Bei Grenzsperren würde die Produktion zusammenbrechen, und die Landesversorgung würde ganz anders aussehen.

Wir bemühen uns, die Armee auf der Höhe der Zeit zu halten. Auch der Zivilschutz wird ausgebaut. Es wäre unsinnig, die Nahrungsmittelversorgung, die fast so wichtig ist wie die Armee, zu vernachlässigen. Man scheint an den ewigen Frieden zu glauben. Wenn die Grenzen sich schliessen, werden wir wahrscheinlich nicht so ungeschoren wegkommen wie in den letzten beiden Kriegen.

Neutralität müsste wahrscheinlich klein geschrieben werden.

Was sagt der Landwirtschaftsdirektor dazu? Wäre es nicht gegeben, im eidgenössischen Parlament zu intervenieren?

Fafri. Das landwirtschaftliche Technikum ist bald fertig, zum Teil schon bewohnt. Ich danke dem Regierungsrat und allen Mitarbeitern herzlich, dass sie einen so schönen Platz für das Technikum gefunden haben. Es steht am Waldrand. Den Architekten scheint aber nichts anderes einzufallen, als auf dem Areal der Schule Waldbäume zu Pflanzen (Tannen, Buchen usw.). Immer wieder wird geklagt, man habe für die Landwirtschaft bald keinen Raum mehr. Gleichzeitig vergrössert man nur den Wald, wo man andere Bäume pflanzen könnte. Könnte man um die Schule herum nicht z. B. Nussbäume setzen, statt Tannen und Buchen, oder ein paar grosse Kirsch- und Apfelbäume? Nüsse, Äpfel und Kirschen dienen ja auch der Ernährung. – Ich habe einmal im Stadtrat von Bern eine ähnliche Anregung gemacht. Man hat mir aber entgegengehalten, Nussbäume usw. zu unterhalten, koste eben viel mehr als der Unterhalt von Buchen und Ulmen. Das kann sein, aber beim landwirtschaftlichen Technikum sollte man den Fruchtbäumen den Vorrang geben. Ich danke schon jetzt dem Regierungsrat für seine Antwort.

Müller. Auf Seite 220 des Verwaltungsberichtes finden wir den Bericht über die Ausrichtung von Anbauprämien für Brotgetreide an Hanglagen. Ich danke dem Landwirtschaftsdirektor für das, was bis heute in der Sache geleistet worden ist. Ich stelle aber fest, dass es bei der heutigen grossen Milcheinlieferung wünschenswert ist, dass im Hügelland Brotgetreide gepflanzt wird. Wenn wir nicht einseitig Milch- und Weidewirtschaft treiben wollen, müssen wir eben Gewächs pflanzen. Die Bestellung eines Ackers am Hang verursacht aber gegenüber der Bestellung im Flachland grosse Mehrarbeit. Ich bitte den Landwirtschaftsdirektor, sich beim Bund zu verwenden, dass die Prämie, die für Bepflanzung an Hanglagen ausgerichtet wird, erhöht wird. Wenn wir unsere jungen Bauern im Hügelland bei der Scholle halten wollen, muss in der Richtung etwas geschehen.

Klopfenstein. Sieht der Landwirtschaftsdirektor die Möglichkeit, in gewissen Gebieten des Kantons Bern den Landwirten zuzumuten, von der Milchproduktion zur Fleischproduktion, also zur Mast überzugehen? Ob dies mit oder ohne Hilfe des Staates zu geschehen hätte, wäre eine andere Frage.

Hier wird die Beratung dieses Traktandums abgebrochen.

Bodenverbesserungen in Eggiwil, Ersigen, Nods, Bühl und Walperswil, Fräschels und Niederried, Niederbipp, Linden bei Oberdiessbach, Niederbipp

(Beilage 22, Seiten 30 bis 35,
französische Beilagen Seiten 32 bis 36)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Delaplace, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge gutgeheissen werden.

Bodenverbesserungen in Lauperswil (Weganlage) und in Lauperswil und Landiswil (Wasserversorgung)

(Beilage 22, Seite 35,
französische Beilagen Seiten 37 und 38)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Dürig, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge gutgeheissen werden.

Schluss der Sitzung um 12 Uhr

Der Redaktor:

W. Bosshard

Vierte Sitzung

Mittwoch, den 6. September 1967
14.15 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 163 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Achermann, Aebi, Anliker, Barben, Blaser (Zäziwil), Braunschweig, Buchs (Lenk), Burri (Bern), Cattin, Christen, Eggenberger, Fankhauser, Flückiger, Freiburghaus (Laupen), Freiburghaus (Rüfenacht), Frutiger, Geiser, Gigandet, Häberli, Homberger, Iseli, Kästli (Bolligen), Kautz, Kohler, Mischler, Moser, Nahrath, Probst, Roth (Münsingen), Roth (Urtenen), Schürch, Schwander, Schweizer (Bern), Staender, Stalder, Stauffer (Gampelen), Winzenried.

Verwaltungsbericht der Landwirtschaftsdirektion für 1966

(Fortsetzung)

Buri, Landwirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich möchte den Vertretern der Staatswirtschaftskommission, den Herren Grossräten Delaplace und Michel, herzlich für die Zeit danken, die sie zur Verfügung stellten, um die Probleme der Landwirtschaftsdirektion zu behandeln. Wir haben auf ihren Wunsch das Bildungszentrum Zollikofen besucht. Herr Grossrat Delaplace hat Ihnen erklärt, dass er von diesem Bildungszentrum sehr befriedigt ist. – Wir werden in bezug auf die landwirtschaftlichen Schulen verschiedenes nachholen müssen. Ich hatte letztes Jahr ein Programm zusammengestellt und wollte es dem Grossen Rat austeilen. Die Regierung wünschte aber, dass man mit Rücksicht auf die finanzielle Lage nicht allzu grosse Projekte behandle. In der Folge habe ich das zurückgestellt. Den Herren Delaplace und Michel habe ich diese Zusammenstellung gezeigt. Wir hoffen, in absehbarer Zeit ausführen zu können, was dort vorgesehen ist, nämlich diese 1. Etappe im Rahmen eines Dringlichkeitsprogramms.

In diesem Zusammenhang hat Herr Grossrat Stauffer gewünscht, dass die Schule im Seeland in erster Etappe gebaut werde. – Das wäre tatsächlich erwünscht. Die Ökonomiegebäude könnte man wahrscheinlich zurückstellen. – Unser ganzes Programm kostet etwa 30 bis 35 Millionen Franken. Wir haben vorgesehen, unsere Aufgaben in bezug auf Schulen in drei Etappen durchzuführen, wobei die erste von 1967 bis 1969 dauert. Wie rasch wir nachher vorwärts kommen werden, hängt von den Finanzen des Staates ab. Wir werden Ihnen also in nächster Zeit ein paar dringende Projekte unterbreiten. Wir hoffen, die Lage des Staates werde sich so konsolidieren, dass die weiteren Aufgaben in bezug auf diese Bildungsstätten sukzessive erledigt werden können.

Als ich vor einem Jahr die Interpellation Horst beantwortete, sagte ich, man könne prüfen, ob diese Schulen im Seeland und in Langnau «verselbständigt» werden könnten. Ich habe den Direktoren gesagt, dass insbesondere für das Beratungswesen die Gebiete nun ausgeschieden werden müssten. Daran scheiterte weitgehend die Trennung der verschiedenen Gebiete zwischen Ins und Rütti einerseits und zwischen Schwand und Langnau anderseits. Die Herren haben sich noch nicht einigen können, welche Gebiete sie für die Beratung den einzelnen Kreisen zuteilen wollen. Diese Einigung ist aber Voraussetzung einer Verselbständigung.

Für Ins ist allerdings schon etwas vorgekehrt worden. Dort haben wir die zentrale Beratungsstelle für Gemüsebau errichtet. Man wird sie noch ausbauen müssen. Die übrige landwirtschaftliche Beratung, inklusive die hauswirtschaftliche Beratung, wird noch von der Rütti aus geleitet. Ich nehme den Wunsch entgegen, man möge in absehbarer Zeit durch die Direktoren der Schulen die einzelnen Kreise festlegen.

Herr Grossrat Fafri hat eine Anregung zum landwirtschaftlichen Technikum gemacht. Ich gratuliere ihm zu seinem Vorschlag. Um die Schule herum müssen nicht unbedingt Tannen stehen, die ohnehin in absehbarer Zeit gross werden und dann wieder weggeräumt werden müssen. Diese Angelegenheit untersteht zwar nicht der Landwirtschaftsdirektion. Aber ich bin im Konkordatsrat für diese Schule und werde bei nächster Gelegenheit dort diesen Wunsch anbringen, und zwar bevor alles überpflanzt ist, damit auch Obstbäume gepflanzt werden können. Vielleicht kann man da und dort in der Bepflanzung noch Änderungen vornehmen. – Ich habe auch gesehen, was längs der Autobahnen gepflanzt wurde. Viele Pflanzen müssen dort in kurzer Zeit wieder weggeräumt oder gestutzt werden, weil sie zu gross würden. – Ich hatte kürzlich mit den Forstmeistern einen Arbeitslunch. Man sagte mir, wenn man nicht recht wisse, was anzupflanzen sei, schlagen sie jeweilen «Gürmsch» vor. Das gibt keine zu grossen Bäume. Laub, Blust und Früchte sind dekorativ, und es fallen erst noch Beeren für die Vögel an. Ich danke also Grossrat Fafri für die Anregung.

Herr Dr. Cattin ist jetzt leider nicht da. Er und Herr Grossrat Blaser haben sich über die Pferdezucht erkundigt. Herr Cattin hat an die Ausführungen angeknüpft, die der Regierungspräsident in Saignelégier machte. Wir haben vorher miteinander gesprochen. Die Förderung der Pferdezucht ist im Gang, aber der Pferdebestand geht trotzdem rasch zurück. Ein Pferdehändler sagte mir, mit dem Ladewagen, der nun in der Landwirtschaft Eingang findet, werde der Pferdebestand noch schneller zurückgehen als bisher. Diesen Wagen kann man nur mit Traktoren fahren. Er bringt gewaltige Arbeitsersparnis, besonders wo Güterzusammenlegungen durchgeführt wurden. Die Rationalisierung wirkt sich eben in der Landwirtschaft gut aus.

Der Pferdebestand ist in den letzten Jahren um je 5000 bis 6000 Stück zurückgegangen. Im Jahre

1960 hatten wir 99 600 Pferde, wovon 89 400 Gebrauchspferde; im Jahre 1963 hatten wir noch 82 000 Pferde, wovon 72 000 Gebrauchspferde; 1966 waren es noch 66 500, wovon 59 280 Gebrauchspferde. Innert sechs Jahren ist eine Verminderung um 33 Prozent eingetreten. Im Kriegsmobilmachungsfall müssten, wenn die neue Truppenordnung noch nicht in Kraft ist, 13 000 Pferde (ohne Kavallerie) sofort bereitgestellt werden. Mit der neuen Truppenordnung und dem Verschwinden der Pferde in den Kompagnien durch die Einführung des Haflinger, einem kleinen Transporter, wird es 1500 Pferde weniger brauchen. Die Zahl der requisitionsfähigen Pferde geht ständig zurück. Man muss Sorge tragen, um den Pferdebestand soweit möglich zu erhalten. Darum hat der Schweizersiche Pferdezucht-Verband den Aufzuchtvertrag vorgeschlagen. Ich danke den Gebieten, die diesen Aufzuchtvertrag benützen. Das geschieht vor allem im Emmental und im Voralpengebiet, wo die jungen Pferde aufgezogen und später abgegeben werden, und zwar hauptsächlich nach der Ostschweiz.

Der zweite Vorschlag beschlägt die Halteprämie. Das ist ebenfalls eine Idee des Schweizerischen Pferdezucht-Verbandes. Sie wurde in die Bundesversammlung getragen. In verschiedenen Konferenzen wurde das auch schon mit dem Chef des Militärdepartementes, dem damaligen Bundesrat Chaudet, besprochen, ebenso mit dem Chef des Volkswirtschaftsdepartementes. Am 28. Juni dieses Jahres hatte ich Gelegenheit, als Vertreter des Landwirtschaftlichen Klubs – weil viele Herren schon heimgegangen waren, war ich allein mit Herrn Bundesrat Celio, dem Generalstabschef und andern Herren der Militärverwaltung – diese Angelegenheit zu besprechen. Ich hatte den Eindruck, dass auf militärischer Seite der Vorschlag der Halteprämie auf guten Boden falle. Man wäre gewillt, das aufzugreifen. Die Halteprämie würde solchen Pferdehaltern bezahlt, die ein requisitionsfähiges Pferd haben. Sie müssten es bei Kriegsmobilmachung abgeben und würden eine Entschädigung von vielleicht 500 Franken pro Jahr erhalten. Aber wo sollen die 10 Millionen Franken für die etwa 20 000 Pferde hergenommen werden? Das wird gegenwärtig zwischen Militärdepartement und Volkswirtschaftsdepartement abgeklärt. Ich glaube, die Angelegenheit ist auf gutem Wege. Man hat überall Verständnis gefunden, aber das Geld hat man noch nicht. Das Militärdepartement und das Volkswirtschaftsdepartement weigern sich, von ihren bisherigen Krediten diesen Betrag abzuzweigen. Die grundlegenden Entscheide werden in nächster Zeit fallen.

Herr Grossrat Hans Blaser hat die Eier- und Fleischfabriken erwähnt. Gegenwärtig ist das Vernehmlassungsverfahren für den Entwurf der Abteilung Landwirtschaft bei den Kantonen und Verbänden. Man muss entscheiden, ob die Produktion von Eiern, Geflügel und Schweinen künftighin durch Grossbetriebe erfolgen soll. Wenn ja, hat die bäuerliche Bevölkerung im grossen und ganzen das Nachsehen. Die landwirtschaftlichen Organisationen sind eher der Meinung, das Bewilligungsverfahren habe schon bei geringerer Tierzahl und Produktion zu spielen, während die Abteilung Landwirtschaft damit erst bei grösserer Produktionsmenge einsetzen will, dies, damit die bisherigen Unternehmen ohne weitere Bewilligung fortbestehen können. Wenn nach diesem System weitergearbeitet werden sollte, geht der landwirtschaftlichen Bevölkerung eine Produktionssparte verloren, auf die sie angewiesen ist. Daraus wird sich eine harte Auseinandersetzung ergeben. Möglicherweise wird gegen das Gesetz das Referendum ergriffen. Vielleicht ist das Schweizervolk der Meinung, man wolle lieber ganz billige Produkte essen, die fabrikmässig produziert sind – diese sind zwar vom gesundheitlichen Standpunkt aus nicht empfehlenswert –, anstatt diese Produktion der Landwirtschaft zu überlassen. Der Kampf wird auf Biegen und Brechen gehen; er wird sicher von seiten der industrialisierten Landwirtschaft mit aller Schärfe geführt werden, aber anderseits auch von der bäuerlichen Bevölkerung, die sich um ihre Lebensrechte wehrt.

Herr Grossrat Müller hat die Anbauprämien in den Hanglagen erwähnt. Ich will nicht auf Einzelheiten eintreten. Die Hanglagen werden nach einem Grundsatz ermittelt, der meines Erachtens richtig ist. Dass man von Bundesseite darauf eingetreten ist, zeigt, dass man den Aufwand anerkennt, den die Landwirtschaft in diesen Hanglagen erbringt. Vor allem für Futtergetreide, Brotgetreide und Kartoffeln werden Prämien ausgerichtet. Die Position Futtergetreideanbau hat im eidgenössischen Budget 1967 eine kleine Reduktion erfahren. Wir haben das bedauert. Die Prämie pro Hektare wurde von Fr. 400.— auf Fr. 375.— reduziert. – In Berggebieten gibt es dann Zuschläge von Fr. 100.— für Betriebe bis 1000 Meter Meereshöhe und von Fr. 200.— für Betriebe über 1000 Meter Meereshöhe. Ähnlich ist das für den Brotgetreide- und Kartoffelbau geordnet. – Ich bin mit Herrn Grossrat Müller einverstanden, dass es wünschenswert wäre, diese Beträge noch hinaufzusetzen. Es ist jedoch fraglich, ob das gerade jetzt möglich sei. Ich bin aber bereit, das Begehren entgegenzunehmen und darauf bei der ersten sich bietenden Gelegenheit einzutreten.

Herr Grossrat Klopfenstein hat die interessante Frage gestellt, ob der Landwirtschaftsdirektor eine Ausscheidung von Gebieten im Kanton Bern vornehmen könnte, in denen den Bauern zugemutet werden könnte, von der Milchproduktion abzusehen und zur Mast überzugehen. Ich glaube, diese Umstellung können wir nicht erzwingen. Ich habe aber den Eindruck, dass sich an manchen Orten die Verhältnisse automatisch so herausbilden, wie es Herr Klopfenstein wünscht. In gewissen Betrieben wird die Milchproduktion immer mehr aufgegeben; sie wird sich wahrscheinlich ins Voralpengebiet verlagern. Auch im Alpengebiet werden zum Teil grosse Milchmengen geliefert. Auch der Mast sind jedoch Grenzen gesetzt, besonders weil grosse Mengen von Nierstücken aus dem Ausland importiert werden. Das verursacht ebenfalls Schwierigkeiten. Aber die Arbeitsverhältnisse werden zu dieser Entwicklung führen. Man braucht gar keine Gebietsausscheidungen vorzunehmen. Wenn der Betriebsleiter sieht, dass er mit der Mast weiterkommt als mit der Milchproduktion – in der ersteren kann er Arbeitskräfte einsparen –, wird er von sich aus die Umstellung vornehmen.

Den Wunsch von Herrn Grossrat Delaplace, meinem Personal für die geleistete Arbeit zu danken, nehme ich gerne entgegen. Ich danke dem Grossen Rat für die Genehmigung des Berichtes.

Genehmigt.

Motion des Herrn Grossrat Geissbühler (Madiswil) — Strukturverbesserung in der Tierhaltung

(Siehe Seite 367 hievor)

Geissbühler (Madiswil). Verschiedene Umstände veranlassten mich zur Einreichung dieser Motion. Einmal war es das Postulat Kämpf, das sich in der Maisession mit den wachsenden Schwierigkeiten in der Kälbermast befasste, womit ein Teilgebiet aus dem Komplex der landwirtschaftlichen Probleme herausgegriffen wurde. Damals erfolgte der grosse Ansturm verschiedener EFTA-Staaten um Beitritt in die EWG, was vielleicht von gewisser Seite begrüsst wurde, aber der Landwirtschaft und dem Gewerbe grosse Sorgen bereitet hat. Sicher ist, dass die Entwicklung, die sich nun seit Jahren angebahnt hat, einen immer stürmischeren Verlauf nimmt, so dass die Frage, ob und inwieweit wir mit unserer Agrarstruktur noch zu einer wirtschaftlichen Integration und damit zur offenen Agrarkonkurrenz mit andern europäischen Staaten bereit sind, immer dringender wird. – Es kann statistisch belegt werden, dass vor allem in den letzten Jahrzehnten sehr viel für die Verbesserung unserer Agrarstruktur geschehen ist. Allein seit 1955 wurden in der Schweiz nahezu 44 000 landwirtschaftliche Betriebe, hauptsächlich solche mit einer landwirtschaftlichen Nutzfläche von weniger als 5 Hektaren, zur Strecke gebracht, was rund 21 Prozent ausmacht.

Man sollte meinen, dass die Entwicklung, gemäss vielseitigem Wunsch aus allen Schichten der Bevölkerung, und auch aus einem politischen Bedürfnis heraus, aus einem Optimum stagnieren sollte. Nichts ist aber geschehen, das zu solchen Hoffnungen berechtigen würde. Die Entwicklung geht sturmartig weiter.

Der Gedanke an wirksame Kriegsvorsorge – das hat Herr Blaser erwähnt –, die sich erfahrungsgemäss fast ausschliesslich auf gesunden bäuerlichen Familienbetrieben aufbaut, hat an Verbreitung eingebüsst und droht einzuschlummern. Eine Gegenströmung gegen diese Tendenz kann nicht allein von der landwirtschaftlichen Bevölkerung in Schwung gebracht werden; es bedarf der Unterstützung der öffentlichen Hand. Gerade im Kanton Bern sind relativ viele kleine Betriebe vorhanden. Er hat alles Interesse daran, dass ihr Bestehen gewährleistet bleibt. – Aus den endlosen Ratsdebatten über die Finanzlage ersah man, welche Schwierigkeiten sich bei diesen Forderungen ergeben. Aus dem Verwaltungsbericht geht hervor, dass die Mittel, die im Budget für die Meliorationen zur Verfügung gestellt werden, nicht ausreichen. Wir müssen uns im Blick auf die wirtschaftliche Entwicklung fragen, ob da nicht am falschen Ort gespart werde. Trotz Sechs-Jahres-Programm ist manchmal eine gewisse Flexibilität erforderlich. Tatsächlich sind die jetzigen Budgetkredite nur ein Tropfen auf einen heissen Stein. Die Mittel reichen nicht einmal aus, um alle Meliorationen und Aussiedlungen zu subventionieren, die sich aus dem Nationalstrassenbau ergeben.

Wir haben uns auch zu überlegen, ob es verantwortbar sei, gegenüber andern Kantonen in einen Rückstand zu geraten, der später nur schwer aufgeholt werden kann.

Darum muss das Hauptaugenmerk unserer Landwirtschaftspolitik auf die Strukturverbesserungen gerichtet werden.

Der zweite Punkt betrifft die industrielle Tierhaltung. Darüber hat heute auch Kollege Blaser gesprochen. Vor sechs Jahren wohnte ich dem sehr gehaltvollen Referat eines landwirtschaftlichen Betriebsberaters bei, der eindrücklich mit Zahlen belegte, welche Aufstockungsmöglichkeiten den kleinen Betrieben offenstehen. Damit hat er in der Zuhörerschaft einen grossen Optimismus verbreitet. Er nannte speziell die Geflügelhaltung, die Kälbermast, die Schafhaltung, die Schweinezucht und Schweinemast, also Betriebszweige, die nur in beschränktem Umfang an Grundbesitz gebunden sind. – Die Tierhaltung gab im Durchschnitt der Jahre 1963 bis 1965 einen Ertrag von 2,6 Milliarden Franken. Das sind rund drei Viertel des gesamten landwirtschaftlichen Rohertrages. Die obenerwähnten Zweige der Tierhaltung partizipieren daran nicht unwesentlich. – Daraus ist unschwer abzuleiten, welche Konsequenzen die zunehmende industrielle Tierhaltung für unsere Landwirtschaftsbetriebe, besonders die kleinen Betriebe, haben wird. Das ist meines Erachtens ein Diebstahl gegenüber der ländlichen Bevölkerung mit dem Ziel, die wirtschaftliche Macht zusammenzuballen und so der gesunden Volkswirtschaft einen bleibenden Schaden zuzufügen. Diese gefährlichen Tendenzen richten sich direkt gegen die wirtschaftliche Kriegsvorsorge, wie es Herr Blaser sehr eindrücklich sagte. Ich möchte sehen, wie lange die Mammutbetriebe, die sich fast nur mit importierten Futtermitteln versorgen, im Kriegsfall weiter existieren könnten.

Bis vor kurzem setzte man in der Landwirtschaft grosse Hoffnungen auf ein Gesetz über die viehwirtschaftliche Produktion. Auf Grund des Entwurfes, der in der Öffentlichkeit zur Diskussion steht, muss man aber erkennen, dass das Gesetz, wenn es wirksam wird, so oder so zu spät in Kraft tritt. Es ist mir trotzdem ein Bedürfnis, die Regierung und alle, die massgeblich beteiligt sind, aufzurufen, etwas Positives beizutragen.

Nur ungern erkläre ich mich mit dem Antrag der Regierung, die Motion in ein Postulat umzuwandeln, einverstanden.

Buri, Landwirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Motionär verlangt, das Hauptaugenmerk der Landwirtschaftspolitik sei auf die Strukturverbesserung bei den Kleinbetrieben zu richten. Sodann soll man beim Bundesrat vorstellig werden, damit rasch gesetzliche Grundlagen für die viehwirtschaftliche Produktion in Kraft treten; nötigenfalls soll eine Übergangslösung geschaffen werden. Er begründet das Be-

gehren damit, die Eierproduktion und die industrielle Fleischproduktion (Poulets und Schweine, die Kälbermast usw. werden noch dazu kommen) sollen hauptsächlich den Kleinbetrieben erhalten bleiben.

In bezug auf Strukturverbesserungen ist schon bisher ohne staatliches Zutun sehr viel geschehen. Die landwirtschaftliche Bevölkerung geht zurück; die Verminderung der Zahl der Betriebe ist erschreckend, hauptsächlich die Kleinbetriebe können einfach nicht mehr gehalten werden. In der Vergrösserung der Durchschnittsfläche der Betriebe ist ganz Wesentliches gegangen, ebenso in der Mechanisierung. Die Produktion hat sich gesteigert. Die Anpassung an die veränderten wirtschaftlichen Bedingungen hat sich an allen Orten zweckmässig vollzogen, das heisst indem die Inhaber von Kleinbetrieben, in denen keine Existenz mehr gefunden werden konnte, zu andern Berufen übergegangen sind. Der Betrieb wurde verkauft oder verpachtet. Wie weit diese Entwicklung weitergehen wird, wissen wir nicht. Wenn die Einkommensverhältnisse in andern Berufen immer besser werden, wird die Neigung der Jugend, im Kleinbetrieb auszuharren, immer geringer. Der Konzentrationsprozess wird sich dann immer weiter vollziehen.

Die öffentliche Hand hat selber ebenfalls dazu beigetragen, die Anpassung an die Strukturverbesserung zu fördern, zum Beispiel durch Güterzusammenlegungen, die Erschliessung des Landes, durch Entwässerungen, landwirtschaftliche Hochbauten, Maschinenverbesserungen. Dazu kommt seit einigen Jahren die Gewährung von Investitionskrediten und Betriebshilfedarlehen. Dort hat man es weitgehend in der Hand, der Entwicklung zu steuern und all den Elementen in der Landwirtschaft, die kein eigenes Kapital haben, aber gewillt sind, sich zu behaupten, ihren Betrieb wieder flächenmässig oder durch Intensivierung gewisser Betriebszweige aufzustocken, zu helfen und damit die Struktur zu verbessern.

Die Möglichkeiten des Staates sind aber beschränkt. Ich verweise nur auf die Meliorationskredite. Gegenwärtig hätten wir 12 Millionen Franken nötig, um allen Begehren zu entsprechen. Aber wir haben für das nächste Jahr ebenfalls nur 7 Millionen Franken, wovon wir nur 5,6 Millionen neu zusichern können. Darum ist es nicht möglich, weitere grössere Projekte zu beginnen. Das Dringliche kommt zuerst an die Reihe. Zum Beispiel eine abgebrannte Scheune muss wieder aufgebaut werden. Kleinere Meliorationen können vorweg ausgeführt werden, weil sie nur kleine Beiträge benötigen. Aber grosse Projekte, die in mehreren Etappen ausgeführt werden, müssen zurückgestellt werden; denn wenn man dort beginnt, kann man die folgenden Etappen nicht einfach zurückstellen. – Wir müssen uns also gedulden, bis der Staat finanziell in besserer Lage ist und die grossen Meliorationenprojekte in Angriff nehmen kann.

Ich will hier über die Berufsschulung unserer Landjugend nicht weiter ausholen. Zur Verbesserung der Struktur in unserer Landwirtschaft gehört die Berufsschulung und Weiterbildung, insbesondere auch das Beratungswesen, das den Leuten den Weg zeigt, sich vermehrt entsprechend den Marktbedürfnissen in die Produktion einzuschalten.

Neben den Förderungsmassnahmen hat auch die Selbsthilfe weiterzugehen. Es geht nicht an, dass jeder Betrieb alle Maschinen anschafft, wie man es etwa bei der bernischen Bauernhilfe sieht, wo mitunter in einem Ausmass Maschinen angeschafft werden sollten, das weit über den Betrag hinausgeht, der verzinst und amortisiert werden kann. – Da müssen Maschinengemeinschaften usw. gegründet werden. Ich hoffe, diese Selbsthilfe werde weiter wirksam sein. Wir unterstützen sie. Besonders in der Alpwirtschaft wäre noch viel vorzukehren, auch in Verbindung mit den Bergschaften, die zum Teil ganz veraltete Reglemente haben, wodurch die Bewirtschaftung in Schwierigkeiten gerät. Die Staatswirtschaftskommission hat kürzlich die prächtige Melioration in der Gegend von Meiringen besichtigt, ein Beispiel für einen modernen Alpbetrieb. Man fragt sich aber, wie weit das geführt werden kann. Die Einsparung von Arbeitskräften lässt sich betragsmässig kapitalisieren, und in diesem Umfang können wesentliche Mittel für die Modernisierung zur Verfügung gestellt werden.

Ich danke auch den Burgergemeinden, dass sie da und dort Siedlungen bauen. In der Folge wird das Land rationeller bewirtschaftet.

Der Nebenerwerb in Kleinbetrieben spielt eine sehr grosse Rolle. Er wird zum Beispiel in der Hotellerie, in der Waldwirtschaft, im Wegbau usw. gefunden. Vielerorts könnte man gewisse Arbeiten gar nicht mehr ausführen, wenn man nicht Kleinbetriebe hätte, die ihre Arbeitskräfte während eines Teils des Jahres zur Verfügung stellen.

Trotz diesen Förderungsmassnahmen können nicht alle Kleinbetriebe gehalten werden. Ich habe das verschiedentlich erwähnt. Wo der Bewirtschafter nicht den eisernen Willen hat, sich zu behaupten und sich mit den gegebenen Möglichkeiten durchzusetzen, können wir nicht helfen. Dieser Wille ist die erste Voraussetzung, gleichgültig ob es sich um Eigentümer oder Pächter handle. Wir sind gewillt, all die Elemente zu unterstützen, die sich in der Landwirtschaft weiter behaupten wollen und die sich in dem grossen Kampf, der sich abspielt, weiter durchsetzen wollen. Ich glaube, dass noch grosse Möglichkeiten bestehen. Man darf hier nicht allzu stark mit Scheuklappen in die Zukunft schauen. Man muss die Verhältnisse erkennen und daraus das Beste zu machen versuchen.

Der zweite Punkt betrifft die Regelung der viehwirtschaftlichen Produktion. Ich habe bei der Behandlung des Verwaltungsberichtes gesagt, dass die Berufsverbände und die Kantone den Entwurf des Volkswirtschaftsdepartementes, Abteilung Landwirtschaft, zur Stellungnahme erhalten haben. Die bernische Regierung hat sich aktiv damit auseinandergesetzt und hat im Sinne der Erhaltung der kleineren Existenzen Stellung bezogen. Ich hoffe, dass bei der Beratung der Vorlage die Interessen der Landwirtschaft und der kleinbäuerlichen Bevölkerung berücksichtigt werden können.

Das sind die Gründe, warum wir den Eindruck hatten, dieser sehr wertvolle Vorstoss brauchte nicht unbedingt als Motion angenommen zu werden. Er ist im zweiten Teil insoweit erfüllt, als wir uns gegenüber dem Bund äussern konnten. Die

Regierung ist aber bereit, den Vorstoss als Postulat weiter zu verfolgen. Ich danke dem Motionär, dass er mit der Umwandlung einverstanden ist. Die Regierung nimmt das Postulat an.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Motion des Herrn Grossrat Kunz (Oey-Diemtigen) — Ausbau und Unterhalt von Güterwegen im Berggebiet

(Siehe Jahrgang 1960, Seite 612)

Kunz (Oey-Diemtigen). Ich könnte mich in der Begründung kurz fassen, wenn die Regierung die Motion annehmen würde. Da sie meinen Vorstoss aber nur als Postulat entgegennehmen will, muss ich weiter ausholen. Vor allem will ich Ihnen die Gründe darlegen, aus denen heraus ich an der Motion festhalte.

Dieses Problem betrifft nicht nur das Oberland und die Bergbauern, sondern den ganzen Kanton, betrifft direkt und indirekt auch alle Autofahrer. Wir begreifen, dass am Wochenende die Städter gerne aus den endlosen Autokolonnen abbiegen und in ein Güter- oder Bergsträsschen fahren, dort anhalten, sich verpflegen und dann durch Wald und Weide spazieren. Diese guten Leute wissen nicht, dass sie auf Strässchen fahren, deren Unterhalt, Ausbau und Restfinanzierung von einigen wenigen Strasseneigentümern bezahlt werden muss. Vielleicht glauben sie sogar, dass sie mit der Motorfahrzeugsteuer und dem Benzinzollzuschlag auch etwas daran bezahlt hätten.

Es ist klar, dass dieser zusätzliche Verkehr, der den Werkverkehr um ein Vielfaches übertrifft, erhöhte Unterhaltskosten verursacht. Wie können sich die Strasseneigentümer helfen? Sie könnten ein Fahrverbot aufstellen. Im Falle der Missachtung des Fahrverbotes würden sie von den Bussen allerdings nichts erhalten. Oder sie könnten ein Fahrverbot anbringen, mit dem Hinweis, gegen Bezahlung einer Gebühr dürfe das Strässchen befahren werden. Daraus ergäben sich Einnahmen. Namhafte Juristen sagen aber, das wäre verfassungswidrig. Andere glauben, eine kleine Abgabe zu erheben, wäre zulässig. Wichtig ist für uns, dass die Leute in Zukunft die Schreibgebühr verlangen könnten. – Die dritte Möglichkeit besteht darin, jedermann unentgeltlich die Strasse befahren zu lassen, wobei eben die Strasseneigentümer den Unterhalt und Ausbau zahlen müssten.

Sie werden vielleicht sagen, man solle eben überall Fahrverbote aufstellen oder eine Gebühr erheben. Aber das befriedigt nicht. Die Verhältnisse im Kanton sind sehr unterschiedlich. Wir wollen nicht einen Wald von Verbotstafeln aufstellen und wollen den nicht landwirtschaftlichen Verkehr nicht behindern, wo dieser möglich ist. Damit entlasten wir die Hauptstrassen und fördern das Verständnis der Städter für das Berggebiet.

Ich habe dargelegt, dass wir es mit einer neuen Kategorie von Strassen zu tun haben, an der die Öffentlichkeit nicht desinteressiert sein kann. Wir können die Weiden und Alpen nur gut bewirtschaften, wenn wir Strassen bauen und unterhalten. Wir sind vielleicht einmal froh, wenn ein paar Kühe auf die Alp getrieben werden können und der Rohstoff Gras via Milch und Fleisch für die Volksernährung verwertet werden kann.

Ich halte an der Motion nicht fest, um etwas gegen den Willen der Regierung durchzudrücken, sondern ich will damit die Wichtigkeit des Problems unterstreichen und die Regierung beauftragen, Beiträge für den Unterhalt und Ausbau dieser Strassen flüssig zu machen, gleichgültig, ob sie vom Bund, vom Kanton oder anderswoher kommen. Das ist keine rein landwirtschaftliche Angelegenheit, sondern betrifft verschiedene Direktionen. Daher soll nicht nur die Landwirtschaftsdirektion mit diesen Kosten belastet werden. Dem Landwirtschaftsdirektor danke ich für die grosse Mühe, die er sich bis jetzt in der Sache gegeben hat. Ich bitte ihn, die Motion entgegenzunehmen und bitte Sie, ihr zuzustimmen.

Buri, Landwirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es geht hier nicht nur um den Streit, ob die Motion angenommen oder in ein Postulat umgewandelt werden soll. Die Frage, die Herr Grossrat Kunz aufgeworfen hat, wird von uns schon lange beraten, aber wir sind eigentlich nie zum Ziel gekommen. Sie werden aus meinen Ausführungen ersehen, wie vielgestaltig die Angelegenheit ist. Das ist der Grund, warum die Behandlung dieser Motion von der Februarsession auf die Maisession und dann auf die Septembersession verschoben wurde. Obwohl wir noch keine Lösung haben, sind auch wir der Meinung, die Motion müsse nun einmal behandelt werden.

Es geht darum, die Frage des Unterhalts der Meliorationswege im Zusammenhang mit der Gebührenerhebung durch Berggenossenschaften auf den Bergstrassen abzuklären. Im Oberland und zum Teil im Jura hat man das da und dort gemacht. Die bisherige Praxis ist sehr uneinheitlich und umstritten, sowohl bei den Bundesinstanzen wie bei den Kantonen. Ob die Erhebung von Taxen zulässig ist, ist rechtlich nicht abgeklärt. Wir haben es aber bisher einfach geduldet, in der Meinung, nichts dagegen vorzukehren, solange niemand reklamiere.

Ähnlich verhält es sich mit den Verboten, die man da und dort anbringen könnte. Wer würde deren Einhaltung kontrollieren?

Wir haben in den letzten Jahren mit dem Ausbau früher erstellter Güterwege zu Durchgangsstrassen begonnen. Herr Grossrat Kunz weiss, dass in seinem Gebiet verschiedene Strassen ausgebaut wurden, indem man die Strassenschleifen verbreiterte und einen Teerbelag angebracht hat. Wir können aber nicht einfach das ganze Strässchen sofort vollständig mit einem harten Belag versehen. Wir haben eine Auslese nach der Dringlichkeit getroffen, und solange uns die Kredite im Meliorationswesen zur Verfügung standen, wurde diese Verbesserung gefördert.

Durch den Touristenverkehr werden diese Bergsträsschen tatsächlich stark abgenützt, und daher sind die Unterhaltskosten sehr hoch geworden. Strassen, die dem nichtlandwirtschaftlichen Verkehr offenstehen, erfordern einen grösseren Aufwand als die, welche nur vom landwirtschaftlichen Verkehr benützt werden. Die Ansichten über den Ausbau sind zwar unterschiedlich. Man wäre auch nicht überall mit dem Ausbau und den sehr grossen Aufwendungen einverstanden. Es gibt Leute, die sagen, wenn die Touristen dort durchfahren wollen, sollen sie die Strassen so benützen, wie sie jetzt sind, nämlich mit den Löchern, die da und dort vorhanden sind. – Aber das ist glaube ich keine Lösung. Immerhin, vom Standpunkt der Touristen aus, die zu Fuss gehen wollen, ist das Teeren und Ausbauen all der Strassen nicht angezeigt. Je besser man diese Wege ausbaut, umso dichter wird der Verkehr. Und der Tourismus soll ja Geld einbringen. Aber es gibt auch Leute, die in den Bergen nur Papier und Büchsen hinterlassen. Das ist die Schattenseite des Tourismus.

Wenn die Strässchen ausgebaut sind, werden sich auch noch Parkierungsschwierigkeiten einstellen. Vor zwei Wochen erklärte mir der Anstösser eines solchen Strässchens, er werde den Weg verbarrikadieren, denn die Zustände seien unhaltbar, die Landeigentümer müssten nach jedem Wochenende Papier und Büchsen zusammenlesen usw.

Aus all dem ersehen Sie, dass es für den Kanton keine einfache Angelegenheit ist, das zu regeln. Der Regierungsrat hat die Fragen, die mit der Motion Kunz aufgeworfen werden, behandelt und beschlossen, zur Behandlung der Frage eine Kommission von Chefbeamten der Finanz-, Justiz-, Volkswirtschafts-, Polizei-, Gemeinde- und Baudirektion einzusetzen. Selbstverständlich ist auch die Forst- und Landwirtschaftsdirektion vertreten. Mein juristischer Sekretär hat die Arbeiten weitergeführt. Zur Abklärung der Fragen wurde verschiedenes vorgekehrt. Die Konferenz gelangte zu folgenden Schlüssen: Die Zulässigkeit der Gebührenerhebung auf Alpwegen ist umstritten; sie sollte durch ein Rechtsgutachten abgeklärt werden. Man sollte damit einen auswärtigen Juristen beauftragen, damit nachher nicht gesagt werden kann, das sei eine reine Sache des Kantons Bern. Die andern Kantone und der Bund könnten sich an dieser Abklärung beteiligen. Auch der Bund erlässt ja durch die Meliorationsverordnungen Verbote, die aber oft nicht beachtet werden.

Die Orientierung des Beauftragten hätte durch ein neutrales Kollegium zu erfolgen. Man würde ihm zum Beispiel die Frage unterbreiten, wie die Unterhaltsfinanzierung innerhalb des Kantons neu zu ordnen sei, und ob die Frage der Erhebung von Benützungsgebühren im Kanton oder eventuell auf Bundesebene weiterbehandelt werden solle.

Bis zur abschliessenden Regelung der Erhebung von Benützungsgebühren wird der Regierungsrat die Unterhaltsreglemente, die ihm unterbreitet werden, nicht mehr genehmigen, wenn darin Benützungsgebühren vorgesehen sind. Die Benützungsgebühren müssen von der Genossenschaft auf eigenes Risiko und eigene Verantwortung erhoben werden. Hauptsächlich wenn wir um die Sache so viel Lärm machen, ist es möglich, dass es jemandem einfällt, Klage gegen die Erhebung solcher Gebühren einzureichen.

Die Landwirtschaftsdirektion hat kürzlich einen Regierungsratsbeschluss vorbereitet, durch den ein namhafter Jurist mit der Abklärung bestimmter Fragen betraut werden soll. Wir haben insbesondere beschlossen, dass, wenn in den Reglementen, die genehmigt werden sollen, die Erhebung von Gebühren vorgesehen wird, dies auf eigenes Risiko und eigene Verantwortung erfolge. Die Finanzdirektion war aber der Meinung, der Kanton Bern sollte nicht allein ein solches Gutachten in Auftrag geben, denn andere Kantone und der Bund seien daran auch interessiert.

Zur rechtlichen Seite: Es verhält sich eindeutig so, dass der Unterhalt der Wege, die mit Meliorationskrediten gebaut wurden, in erster Linie den Genossenschaften oder dem Träger des Unternehmens obliegt. Aber ich gebe zu, dass heute praktisch gesehen die Belastung der Beteiligten zu gross ist und kaum mehr verantwortet werden kann.

Wie der Motionär sagt, sind einzelne Strassen mit Fahrverbot belegt worden. Auf andern Strassen haben die Benützer eine Entschädigung zu bezahlen, dies als Beitrag an die Unterhaltskosten. – Im Interesse des Fremdenverkehrs haben auch die Gemeinden da und dort namhafte Wegverbesserungen vorgenommen.

Wir haben alle Möglichkeiten überprüft. Die Konferenz der Chefbeamten hat ihre Beratungen im gleichen Sinne weitergeführt. Die Rechtslage lässt sich aber nicht abschliessend festlegen, so lange nicht die Bundesbehörden grundsätzlich entschieden haben. Das ist bisher nicht geschehen.

Die Gemeinden sträuben sich wegen der finanziellen Konsequenzen oft dagegen, solche Wege zu übernehmen. Die Leistung von Kantonsbeiträgen, auf Grund des Gesetzes vom 2. Februar 1946 über Bau und Unterhalt der Strassen scheitert daran, dass diese Wege zum Teil nicht die erforderliche Fahrbahnbreite haben; im übrigen aber sind diese Wege dem Gemeingebrauch gewidmet und sind zum Teil auch richtige Gemeindestrassen geworden.

Dass das Eidgenössische Meliorationsamt keine Kostenbeiträge an den Unterhalt zahlt, ist bekannt. Der Bund erklärt, man bezahle den Kantonen einen Beitrag, und sie sollen damit das machen, was sie für gut finden. – Ich habe die Frage in der Landwirtschafts- und Forstdirektorenkonferenz verschiedentlich aufgeworfen. Der Bund beruft sich darauf, dass die Kantone einen Benzinzollanteil erhalten. Aber den will der Regierungsrat voll für den Ausbau der kantonalen und kommunalen Strassen verwenden. Meine Kollegen haben sich bisher geweigert, einen Teil davon abzuspalten, um auch Gütersträsschen auszubauen. Übrigens müsste man zuerst bestimmen, welches wirkliche Durchgangsstrassen sind, die verbessert werden können, und welches nur Gütersträsschen sind, die man mit Vorteil dem Fussgängerverkehr reservieren würde.

Nachdem der Bund nicht Auskunft geben wollte, sind wir an die Kantone gelangt, die ähnliche Verhältnisse haben. Den Antworten ist zu entnehmen, dass in einzelnen Kantonen die von Genos-

senschaften erstellten Güterwege ausnahmsweise von den Gemeinden unterhalten werden. In nur zwei Kantonen kommt die Übernahme durch den Staat in Frage und auch dort nur für einzelne Strassen, die dem Staat wichtig genug erscheinen, übernommen zu werden. In allen andern Kantonen, die zu unserer Umfrage Stellung genommen haben, ist der Unterhalt Sache der Genossenschaften. Gelegentlich leisten die Gemeinden einen Beitrag in Form von Kieslieferung usw. Staatliche Beiträge fallen vollständig weg, mit Ausnahme eines Beitrages an eine einzige Strasse, dies in einem Kanton, der die staatliche Beitragsleistung sonst im allgemeinen auch nicht kennt. Den Genossenschaften obliegt überall, wo die Strassen nicht durch die Gemeinden übernommen werden, die Beitragsleistung; die Verhältnisse sind also die gleichen wie im Kanton Bern. Nur in einem Kanton werden Beiträge von Strassenbenützern, auch von Touristen, erhoben. Dieser Kanton kennt die Einräumung von Dienstbarkeiten für gewisse Gruppen regelmässiger Strassenbenützer. Immer mehr Kantone gehen zur ganzen oder teilweisen Sperrung dieser Wege für den Touristenverkehr über. Sie ersehen aus diesen Darlegungen die ausserordentliche Vielgestaltigkeit der Verhältnisse in den Kantonen.

Die Umfrage hat gezeigt, dass das Problem der Unterhaltsfinanzierung der Alpwege in vielen Kantonen besteht. Abgesehen von den Kantonen, die die Wege übernehmen, ist es anderswo ungefähr so geregelt wie bei uns.

Unser Vorschlag vom 3. August, den wir Herrn Grossrat Kunz machten, lautete, die Regierung wäre bereit, seine Anregung als Postulat weiter zu verfolgen. Der Text der Anregung ist ja auch im Sinne eines Postulates abgefasst, hat gar nicht die Gestalt der Motion. Die Regierung hat sich einstimmig entschlossen, dem Grossen Rat zu empfehlen, in diesem Sinne die Angelegenheit weiter zu verfolgen. Wir können nichts erzwingen, sind aber ohne weiteres bereit, die begonnene Arbeit weiterzuführen. Ich hoffe, dass wir mit der Zeit zu einer einheitlichen Regelung gelangen, die vor allem auch die Unterhaltspflichtigen entlastet, allerdings ohne dass die Staatsfinanzen allzu sehr belastet werden.

Kunz (Oey-Diemtigen). Ich halte an der Form der Motion fest.

Stoller. Ich unterstütze die Motion Kunz. Zufolge der raschen Zunahme der Motorfahrzeuge hat sich in wenigen Jahren die Situation grundlegend geändert. Die Expansion der Städte und grossen Ortschaften lässt sich nicht aufhalten, wird sich noch steigern. Der Touristenverkehr wächst entsprechend an. Es ist nicht angängig, einfach Fahrverbote aufzustellen und so weite Gebiete dem Erholungsuchenden vorzuenthalten. Allerdings, mit dem Tourismus kommt nicht nur Angenehmes ins Oberland. Aber mit den Vorteilen muss man auch gewisse Nachteile in Kauf nehmen.

Die grundsätzliche Stellungnahme in bezug auf die Erschliessungsstrassen ist fällig. Es ist eine neue Kategorie von Strassen. Die Eigentümer, die Genossenschaften, sind mit der Verzinsung und Amortisation so stark belastet, dass ihnen kein Geld für den Unterhalt übrigbleibt. Ohne den Bezug einer Befahrungsgebühr werden sie in vielen Fällen dann eben den Unterhalt nicht besorgen können. Nachdem viele Erschliessungsstrassen geteert wurden, hat sich der Unterhalt etwas verbilligt. Da aber die Genossenschaft für den Unterhalt keine Beiträge erhält, begreifen wir es, wenn sie für das Befahren eine Gebühr festsetzen will. Mit dieser ist ein Fonds anzulegen, damit das Geld zur Verfügung steht, wenn nach so und so viel Jahren ein neuer Belag erstellt werden muss.

Die eingehende Untersuchung der Angelegenheit drängt sich immer mehr auf. Allgemeine Richtlinien, vielleicht ein Gesetz, müssen in Erwägung gezogen werden. Es sollte nicht vorkommen, dass auf solchen Strässchen sehr unterschiedliche Gebühren erhoben werden.

Ich glaube, man kann diese Motion annehmen. Dem Wortlaut nach ist sie ja beinahe ein Postulat. Die Grundsatzfrage zu prüfen, wird selbstverständlich Zeit beanspruchen. Durch Zuwarten wird die Situation aber nur prekärer. Die Regierung sollte die Motion entgegennehmen und die nötigen Vorschläge ausarbeiten.

Michel (Meiringen). Dieses Problem besteht in sozusagen allen Kantonen des Berggebietes. Man muss es ernsthaft prüfen. Wenn wir von der Tatsache ausgehen, dass die Strässchen immer mehr befahren werden, stellt sich nicht nur die Frage des Unterhaltes, sondern es stellen sich viele andere Fragen, neben denen, die hier aufgeworfen wurden. Ich will nur deren ein bis zwei nennen. Ist es richtig, dass die Gelder, die für die Güter- und Alpstrassen von der Öffentlichkeit aufgebracht werden, nur ein paar wenigen landwirtschaftlichen und forstwirtschaftlichen Fahrzeugen zugutekommen, die dort zirkulieren? Ist es recht, dass wir den übrigen Fahrzeugen das Befahren dieser Wege verbieten, nur weil der Bund diese Art der Benützung nicht will und weil es den Strasseneigentümern nicht zuzumuten ist, für die grosse Zahl von Touristen den Wegknecht zu machen? Das wäre nicht recht. Es wäre auch nicht richtig, den Touristen, die wir im grossen und ganzen in unserm Berggebiet gerne sehen, die Strassen zu verschliessen. Wir kennen die Schwierigkeiten der Bergbauern. Als Erwerb kommt neben der Landwirtschaft in weiten Gebieten nur die Einnahme aus dem Tourismus in Frage.

Die Frage des Strassenzolls muss auch abgeklärt werden. Es stellen sich also viele Fragen, alle im Zusammenhang mit der Hauptfrage, welche in der Motion gestellt wird. – Der Motionär hat von einer neuen Kategorie von Strassen gesprochen, die aber noch nicht klar umschrieben ist. Wir haben eine kantonale Verkehrskommission. Sie ist in Unterkommissionen für Schiffahrt, Eisenbahn, Strasse aufgegliedert. Hier nun wäre ein Problem für die Subkommission Strasse. Sie könnte mit dem Meliorationsamt und der Justizdirektion die Frage abklären. Ich hätte gerne einen Bericht, wie wir ihn von der Polizeidirektion zur Motion Schweizer erhalten haben. Damit würde ja noch kein Geld fällig. Die Motion, die eigentlich ein Postulat ist, verlangt ja auch nicht mehr. Ich ersuche den Rat, der Motion zuzustimmen.

Ueltschi. Auch ich unterstütze die Motion. Ich will nicht wiederholen, was die drei Vorredner sehr überzeugend und klar sagten, so dass wir jetzt schon wissen, welchen Weg es gehen wird.

Das Problem der Bergsträsschen hat sich in den letzten Jahren vollständig verändert. Die sprunghafte Entwicklung des motorisierten Verkehrs muss ich nicht besonders darlegen, das hat Herr Kunz ja sehr gut getan. Es gibt viele Leute, die aus den langen Autoschlangen abzweigen und an einen ruhigeren Ort fahren wollen. Wir sind es den Leuten schuldig, dass sie sich nach strapaziöser Wochenarbeit in den Bergen Ruhe, Erholung und Vergnügen gönnen können. Dabei ist auch ein volkspolitisches Moment vorhanden: Gerade durch diese Nebensträsschen kommen sich Stadt- und Landbevölkerung näher. Wir vom Berggebiet haben das grösste Interesse, dass die Städter sehen, in welchen Verhältnissen wir da oben leben oder vegetieren.

Regierungsrat Buri vergibt sich nichts: Wenn er den Gedankengang der Oberländer zu Ende denkt, erkennt er heute das Problem restlos und kann dann der Motion Kunz zustimmen.

Ich frage den Landwirtschaftsdirektor, ob im Kanton Bern die Waadtländer Lösung geprüft wurde. Ich habe mir sagen lassen, die Waadtländer hätten die Lösung so gefunden, dass sich alle Bergsträsschenbesitzer mit dem Tourismus und mit den Automobilverbänden zusammenschlossen, um einen Fonds zu eröffnen, an den jeder etwas einzahlt. Wäre das nicht auch im Kanton Bern möglich? Ich bin kein Freund des Strassenzolls; er erinnert uns an das Mittelalter. Aber ich bitte Landwirtschaftsdirektor Buri, auch dieser Lösungsmöglichkeit seine Aufmerksamkeit zu schenken. – Der Unmut der Eigentümer jener Bergsträsschen erinnert mich an das schöne Studentenlied: Was nützt mir denn ein schöner Garten, wenn andere drin spazieren gehn? – Wir haben die Bergsträsschen mit viel Geld erbaut; der Unterhalt aber ist heute unerschwinglich. Wir müssen mit diesem neuzeitlichen Problem fertig werden. Das können wir, indem wir die Motion annehmen.

Annen. Ich verdanke die positive Haltung des Landwirtschaftsdirektors zu dieser Angelegenheit. Es gibt Leute, die vor allem zur Selbsthilfe gegriffen haben, die zum Beispiel selber zweckdienlich bauen, allerdings ohne Perfektionismus. – Nun hat auf den Bergsträsschen eine Touristeninvasion eingesetzt. Wir gönnen natürlich den Ausflüglern ihre Erholung. Aber dieser Touristenverkehr sollte nicht zulasten der schwächsten Volksschicht gehen. Ursprünglich ging es bei diesen Wegen ausschliesslich um die Erhaltung der zahlreichen Alpbetriebe. Ich unterstütze die Motion.

Bircher. Ich bedaure, dass Kollege Kunz es abgelehnt hat, die Motion in ein Postulat umzuwandeln. Diesem hätte man zustimmen können. Im letzten Absatz, lit. b, steht, der Regierungsrat werde beauftragt, das Befahren dieser Strassen durch den nichtlandwirtschaftlichen Verkehr zu ermöglichen, indem Unterhaltskostenbeiträge geleistet werden. – Das ist eine Verpflichtung. – Ich könnte dem Postulat zustimmen. Im Jahre 1955, als ich Mitglied der Staatswirtschaftskommission war, wurde mit dem Ausbau jener Strässchen begonnen, und damals hatten wir in der Kommission eine lange Diskussion über diese Angelegenheit. Wir sagten dem Landwirtschaftsdirektor, wir möchten nicht verkappte Touristenstrassen bauen, sondern diese Wege hätten der Erschliessung der Alpen zu dienen. Es sei recht, die Strässchen für die Landwirte auszubauen, aber es sollen nicht auf diese Art Touristenstrassen gebaut werden, sondern man solle auch noch an die Fussgänger denken. – Nun erklärt man, es kämen sehr viele Touristen, und das verursache viel grösseren Strassenunterhalt. – Wir haben kein Interesse daran, die Lösung so zu treffen, dass man das Befahren dieser Strassen tel quel ermöglicht. Wir müssen die verschiedenen Zwecke auseinanderhalten und dabei eine Reihe von Punkten ins Auge fassen. Wenn Sie beispielsweise zu Fuss auf die Grosse Scheidegg gehen, werden Sie jeden Augenblick durch ein herannahendes Auto gestört. Es ist recht, wenn Stadt und Land zusammenkommen, aber das kann auch zu Fuss erfolgen. Man braucht nicht auf das hinterste Älpchen eine Strasse zu führen. Von den Sonntagsjägern will ich gar nicht reden, die vom Auto aus auf das Wild schiessen. Darüber wurde ja beim Jagdgesetz sehr kritisch gesprochen.

Um den Tourismus zu fördern, müssen wir Strassen bauen, die für den Tourismus eingerichtet sind, oder dann erbauen wir Strässchen für die Erschliessung der Alpen, und das sind dann keine Touristenstrassen. Wenn wir aber beides auf einen Schlag machen wollen, brauchen wir hiezu eine neue Grundlage. Mir scheint es richtig, den Weg einzuschlagen, den der Landwirtschaftsdirektor gehen will, nämlich die Abklärung weiterzuführen und die rechtlichen Grundlagen vorzubereiten. – Das Waadtländer System enthält nicht viel anderes als die Möglichkeit, vom Einzelnen einen Strassenzoll zu erheben, der in den Fonds gelegt wird.

Manches Bergsträsschen ist für den Touristen, der zu Fuss geht, wie ein schöner Garten, aber die Freude daran wird verdorben, wenn Autokolonnen hinauffahren und mit Benzinabgasen die Luft verpesten. Mancher könnte diese Wege zu Fuss begehen.

Ich bitte Herrn Kunz, sich zu überlegen, ob er sich nicht mit der Form des Postulates einverstanden erklären könnte. Man ist sich darüber einig, dass die Angelegenheit im Sinne der Anträge von Kollege Kunz behandelt werden muss. Würde eine Motion die Regierung zu sehr binden? Im Text steht: «Die Regierung wird beauftragt, Mittel und Wege zu suchen . . .» Wenn Sie das getan hat, kann sie sagen, was ihr vorschwebt, das heisst ob sie Mittel und Wege gefunden habe. – Man kann aber auch sagen, der Landwirtschaftsdirektor behandle die Angelegenheit ohnehin, ein Postulat würde daher nicht etwa in die Schublade gelangen. – Ich würde es begrüssen, wenn Herr Kunz der Umwandlung in ein Postulat zustimmen würde. Immerhin verstehe ich nicht, warum man die Motion ablehnt. Ich würde ihr zustimmen.

Boss. Ich bitte, der Motion zuzustimmen. Man soll der Gebührenpflicht die nötige Aufmerksamkeit schenken. Auch die Zweckentfremdung

dieser Strassen, darin bestehend, dass anstossende Grundstücke für Wochenendhäuser verkauft werden, will niemand von uns. Im weiteren sollte man die Alpweiden soweit wie möglich von Invasionen freihalten. In den Freibergen hatte man unerfreuliche Zustände. Die Alpweiden sollte man auf jeden Fall ausnehmen. Wir müssen ja die Kurorte selber aus dem Rummel herausnehmen. Die Alpweiden wollen wir nicht auch noch dieser Invasion öffnen. Ich bitte aber, dieser Motion zuzustimmen.

Buri, Landwirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich will mich nicht zu den verschiedenen Voten noch einmal äussern. Ich bedaure, dass die Diskussion darüber, ob eine Motion oder ein Postulat beschlossen werden soll, so breiten Raum eingenommen hat. Die Regierung war der Meinung, man könne nicht über seinen eigenen Schatten springen, die Angelegenheit müsse abgeklärt werden. Hiezu genügt aber ein Postulat. Die Regierung beschloss einstimmig, bei einer Absenz, man wolle das abklären. Weil aber der Text ohnehin Postulatsinhalt habe, solle man den Motionär einladen, seinen Vorstoss in ein Postulat umzuwandeln. Der Rat muss nun entscheiden; ich kann nur das Postulat vertreten, denn das ist der Beschluss der Regierung.

Zur Frage von Herrn Dr. Ueltschi betreffend Waadtländer Lösung. In seiner Nachbarschaft, im Pays-d'Enhaut, sind verschiedene Strassen sehr gut ausgebaut. Das geschah in Zusammenarbeit mit einer Güterzusammenlegung und dem Versuchzentrum für das Berggebiet, das dort errichtet wurde. Was anvisiert wird, ergibt eine zweite Waadtländer Lösung. Der Sekretär der Landwirtschaftsdirektion, Fürsprech Scherler, hat in seinem Bericht geschrieben: «Das Begehren, staatliche Beiträge allgemein für solche Strassen zu erwirken, ist auch schon in andern Kantonen gestellt worden. Es ist bis heute nirgends durchgedrungen. Eine beachtliche Idee wird zurzeit im Kanton Waadt verfolgt. Es soll ein allgemeiner Unterhaltsfonds geschaffen werden. Dieser soll durch Beiträge aller Motorfahrzeugbesitzer, abgestuft nach der Motorfahrzeugsteuer, gespiesen werden (Zuschlag zur Motorfahrzeugsteuer). Selbstverständlich erfordert das die Schaffung spezieller gesetzlicher Grundlagen.» Wir sagten uns, die Motorfahrzeugsteuer werde bei uns so hoch angesetzt, dass man nicht noch einen Zuschlag erheben könne. Ich weiss nicht, ob das die Lösung für den Kanton Bern wäre. Ich stelle sie mir etwas anders vor als die Waadtländer. Wahrscheinlich werden im Kanton Waadt nicht alle Strassen geteert. Es wird sich wohl um Durchgangsstrassen handeln, die man auch bei uns als solche benützt. Dort bestehen aber Unterschiede in der Auffassung über den Ausbau.

Diese Fragen müssen einmal gelöst werden. Es stellen sich rechtliche und praktische Schwierigkeiten. Die Regierung ist bereit, das im Sinne der Vorschläge der Landwirtschaftsdirektion weiter zu verfolgen.

Abstimmung

Für Annahme der Motion	77 Stimmen
Dagegen	24 Stimmen

Postulat des Herrn Grossrat Würsten — Auszahlungsmaximum und Zuschlag bei der Ausmerzaktion

(Siehe Seite 267 hievor)

Würsten. Ich fragte mich, ob ich legitimiert sei, als Nichtbauer ein rein bäuerliches Problem zu behandeln. Nach der Geschäftsordnung ist das zulässig; auch andere Herren äussern sich manchmal zu Problemen, die nicht direkt mit ihrem Hauptberuf zusammenhängen.

In meinem Postulat ersuche ich den Regierungsrat, zwei Fragen, betreffend die Ausmerzaktionen von Rindvieh, zu prüfen und dem Bund zu unterbreiten.

1. Sollte das Auszahlungsmaximum von Franken 2 400.— beim Simmentalervieh und von Franken 2 300.— beim Braunvieh nicht nur erhöht, sondern überhaupt aufgehoben werden, und

2. sollte der Zuschlag der öffentlichen Hand von bisher 90 Rappen pro kg Lebendgewicht auf mindestens Fr. 1.10 hinaufgesetzt werden.

Anlass zu diesem Vorstoss hat die Erhöhung vom Schlachtgrundpreis um 15 Rappen auf den 1. Mai 1967 gegeben. – Wenn nämlich das bisherige Auszahlungsmaximum pro Tier beibehalten wird, so wird in zahlreichen Fällen die Anpassung vom neuen Schlachtgrundpreis vom Produzenten gar nicht ausgeschöpft werden können, weil der erhöhte Schlachtwert näher zur maximalen Auszahlungslimite führt und so zu einer Kürzung sowohl vom Gewichtszuschlag und vom Stückbeitrag der öffentlichen Hand führt. Es kann ja nicht der Zweck der Schlachtpreiserhöhung gewesen sein, dass die öffentliche Hand entlastet werden sollte, sondern man wollte dem bergbäuerlichen Lieferanten oder neuestens auch dem ausmerzwilligen Flachlandbauern im Zug der Zuchtverbesserung eine bescheidene Preisverbesserung geben. Voraussetzung dafür, dass der Bauer in den Genuss des neuen Grundpreises und der bisherigen Zuschläge kommt, ist darum die Aufhebung vom Auszahlungsmaximum. Schon bisher und unter den alten Entschädigungsvorschriften hat dieses Auszahlungsmaximum, wenn nicht in der Regel, so doch in vielen Fällen zu unverständlichen Ungerechtigkeiten geführt. Das schwere Tier, und der Züchter, der gut gefüttert hat, hat wegen dem guten Eigengewicht vom Tier und auch wegen seinem Nährzustand eine Kürzung der öffentlichen Zuschüsse in Kauf nehmen müssen. Das widerspricht doch ganz offensichtlich den Bestrebungen, auch an die Ausmerzaktionen bessere Schlachtqualität zu liefern, das ganz besonders mit Rücksicht auf die Begehren der Vertreterschaft und den immer anspruchsvolleren Kunden. Nur mit der Aufhebung der Auszahlungslimite schaffen wir gleiches Recht und erledigen eine Vorschrift, die im völligen Widerspruch zur Qualitätsproduktion steht.

Im zweiten Punkt von meinem Postulat bitte ich den Regierungsrat, beim Bund dahin zu intervenieren, dass der bisherige Gewichtszuschlag von maximal 90 Rappen pro kg unter Berücksichtigung der ständig steigenden Produktionskosten wie Schuldzins, Löhne, Gebäudeunterhalt, Anschaffung von neuen Maschinen usw. ebenfalls ange-

passt werden sollte, beispielsweise auf Fr. 1.10. Seit Jahrzehnten wird von den bergbäuerlichen Organisationen immer wieder das Begehren auf kostendeckende Viehpreise gestellt. Nach den Aufzuchtkosten eines 3jährigen Rindes sollte ein Preis von Fr. 3 500.— gelöst werden, wenn der Bauer für seine Arbeit mit Fr. 4.— pro Stunde, gleich wie der mindere Bauhandlanger, will entschädigt sein. Wenn der Preis wie bei den Ausmerzaktionen bei Fr. 2 500.— liegt, entsteht ein Verdienstausfall von Fr. 1000.—, der auf den Stundenlohn umgerechnet dann noch Fr. 2.— pro Arbeitsstunde übrig lässt. Dass bei einem solchen Verdienst der Nebenerwerb, der dann zusammen mit der Betriebsarbeit 15 und mehr Arbeitsstunden pro Tag verlangt, das Betriebsbudget ausgleichen muss, verwundert weiter nicht.

Ich möchte den Herrn Landwirtschaftsdirektor und unsere Regierung ersuchen, beim Bund auch weiterhin für eine zeitgemässe und gerechte Beitragsordnung mit höheren Leistungen zu postulieren, damit auch der Bergbauer, der halt immer auf die Viehzucht angewiesen sein wird, wie alle andern Erwerbsgruppen zu einer lebenswerten und gesicherten Existenz kommt.

In diesem Zusammenhang stelle ich auch noch die Frage, ob der landwirtschaftlich orientierte Kanton Bern, mit einem der grössten schweizerischen Berggebiete, in den Zuschüssen nicht vorangehen könnte und über die Bundesleistungen hinaus eigene und zusätzliche Beiträge an die Ausmerzaktionen ausrichten könnte, sofern der Bund, wie das offenbar nach den letzten Entscheiden in bezug auf die Ausmerzaktionen der Fall ist, nicht weiter gehen will. Was die für den Kanton entstehenden Mehrkosten anbelangt, so wäre ich in der Lage, Vorschläge zu machen, wo gerade auf dem Zuchtsektor Einsparungen von öffentlichen Geldern möglich wären. Da wir die Folgen der Liberalisierung der künstlichen Besamung bereits im Zuchtgebiet spüren und auch die Auswirkungen der Aufhebung der Rassengrenze noch nicht ermessen können, müssen sich unsere Landesbehörden jetzt schon mit aller Aufmerksamkeit den Folgen für die bergbäuerliche Existenzen annehmen, und ich möchte wünschen, dass unser Landwirtschaftsdirektor mit seiner ganzen explosiven Kraft und seinem parlamentarischen Gewicht für diese anspruchslose Minderheit bei unserer Regierung und beim Bund einwirkt.

Buri, Landwirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Durchführung der Ausmerzaktion ist durch das Bundesgesetz vom 15. Juni 1962 betreffend die Förderung und den Absatz von Zucht- und Nutzvieh, von Pferden, Schafwolle, sowie durch die entsprechende Verordnung des Bundesrates, vom 11. Oktober 1962, geregelt. – Vor Beginn jeder Viehabsatzperiode erlässt die Abteilung für Landwirtschaft Weisungen über die Übernahme der Tiere mit Ausmerzbeiträgen. Nach Artikel 2, Absatz 2, der Verordnung vom 11. Oktober 1962 besteht der Ausmerzzuschlag aus einem Beitrag je Kilogramm Lebendgewicht, einem Stückzuschlag oder, wo die Verwertungsverluste besonders gross wären, aus beidem zusammen. Kilogrammbeiträge und Stückbeiträge werden nach Richtlinien bemessen, die von der Abteilung Landwirtschaft aufgestellt werden. Der Ausmerzzuschlag ist je nach Schlachterlös nach oben begrenzt. Im Artikel 3 der Verordnung werden die höchstzulässigen Ansätze je Kilogramm Lebendgewicht festgesetzt. Da setzt der Vorschlag von Herrn Würsten ein. Die verbindlichen Bestimmungen von Gesetz und Verordnung können aber nicht kurzfristig abgeändert werden. Die Anpassung der Höchstansätze muss jetzt im Zusammenhang mit der Revision des Viehabsatzgesetzes erfolgen. – Dagegen wird ab Herbst 1967 die Begrenzung des Höchsterlöses für Ausmerztiere um Fr. 100.— erhöht, für Fleckvieh also auf Fr. 2500.— und für Braunvieh auf Fr. 2400.—. Das bedeutet immerhin eine Erweiterung der bisherigen Grenze. Durch diese Massnahme kommen die Besitzer von schweren Tieren vollumfänglich in den Genuss der erhöhten Richtpreise für Schlachtvieh, wie sie nun in Aussicht genommen worden sind. Im Jahre 1966 sind im Kanton Bern über 5000 Tiere mit Beiträgen ausgemerzt worden. Der durchschnittliche Erlös je Kuh unter fünf Jahren betrug rund Franken 2000.—, der Ausmerzzuschlag von durchschnittlich Fr. 500.— inbegriffen. – Bei der Durchführung der Ausmerzaktion muss man sich hüten, dass unwirtschaftliche Tiere dank des Staatsbeitrages annähernd gleiche Preise erzielen wie Tiere guter Qualität. Die züchterische Arbeit des Bergbauern verdient eine namhafte Unterstützung. Zwischen einem guten Tier und einem Ausmerztier muss aber eine Differenz bestehen. Wenn wir allzu stark nivellieren, gelangen wir so weit, dass der Qualitätsverbesserung in der Viehzucht nicht mehr die nötige Beachtung geschenkt wird.

Die Ausmerzaktionen sind ein Hilfsmittel, um die Wirtschaftlichkeit der Zuchtbestände auf weite Sicht zu verbessern. Die Beiträge dürfen aber nie Selbstzweck werden. Darum müssen wir sie in vernünftigem Rahmen halten.

Auch für die Ausmerzaktion dieses Herbstes bezahlt der Kanton namhafte Beiträge. Die Finanzdirektion hat die Kredite zugesichert; wir werden die Aktion also wie in den vergangenen Jahren durchführen. Wir waren bei dieser Aktion immer grosszügig. Aber wir dürfen dadurch nicht die Bestrebungen zur Verbesserung der Zucht lähmen.

Der Regierungsrat nimmt das Postulat im Sinne meiner Ausführungen entgegen und wird die Angelegenheit weiter verfolgen, in der Meinung, dass man dem Züchter im Berggebiet unbedingt entgegenkommen muss, wo die Selbsthilfe nicht genügt.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates.... Grosse Mehrheit

Dekret über die Organisation der Forstdirektion

(Siehe Nr. 25 der Beilagen; die Beschlüsse sind nachstehend nur aufgeführt, soweit sie anders lauten als der Entwurf)

Eintretensfrage

Reber, Präsident der Kommission. Das heutige Dekret stammt aus dem Jahre 1958. Durch Regierungsratsbeschluss von 1964 wurde provisorisch

ein Adjunkt für den Naturschutz gewählt. Schon damals wurde der Wunsch geäussert, das Dekret sei zu revidieren. Seit 1958 hat sich vieles entwikkelt.

Zweck des Organisationsdekretes ist, das Grundsätzliche festzulegen. Der Entwurf ist in vier Abschnitte gegliedert. Im ersten Abschnitt sind die Direktionsaufgaben im Verkehr mit den Bundesbehörden genannt. In der Forstwirtschaft sind in den letzten zehn Jahren besondere Aufgaben entstanden. Doch die Bauentwicklung erfordert viele Rodungen und Aufforstungen. Die laufende Forstverwaltung usw. sind sehr zeitaufwendig. – Es besteht ein Mangel an fachlich gebildetem Forstpersonal. – Ein zweiter Punkt beschlägt die Jagd, die Fischerei und den Naturschutz. Für den letztern wurde im Jahr 1964 provisorisch ein Adjunkt gewählt, dem man eine selbständige Stellung geben will. Er hat grosse Aufgaben. Durch den Autobahnbau usw. ergeben sich starke Eingriffe in die Natur. Diese müssen tragbar gestaltet werden. Man will den Naturschutz einem Inspektorat übertragen. – Sodann ist in diesem Dekret neu die Bergwerkskommission eingegliedert. Dieses Bestreben geht auf den November 1962 zurück.

Die Kommissionsarbeit war erspriesslich. Viel Arbeit ergab sich für die Redaktion, auch für die Übersetzung. Ich habe den Eindruck, wir hätten in bezug auf die Übersetzung in Fräulein Dr. Bernel viel verloren.

Neu ist in den Artikeln 16 und 17 von einer Jagdkommission und einer Fischereikommission die Rede. Präsident ist der Forstdirektor. Dagegen in der Bergwerkkommission und in der Naturschutzkommission (Artikel 15 und 18) ist er nur beratendes Mitglied.

Wir haben die Büroräume der Forstdirektion besichtigt. Ich beantrage namens der Kommission Eintreten auf das Dekret.

Weber. Die freisinnige Fraktion stimmt dem Dekret zu. Da die Aufgaben des Naturschutzes stark zugenommen haben, wird ein Naturschutzinspektorat geschaffen. Die Adjunktenstelle kann damit aufgehoben werden. Wir befürworten auch die Besserstellung der Forstingenieure (Hebung in den Rang des Oberförsters), damit diese Kräfte nicht immer wieder abwandern.

Eichenberger. Die sozialdemokratische Fraktion befürwortet das Eintreten und stimmt dem Dekret zu.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

Le Président. Je ne suis pas décidé à continuer la discussion vu que nous ne sommes plus 100 dans la salle. Nous discuterons le décret en détail demain matin. Nous passons maintenant à la discussion du rapport de gestion de la Direction des forêts qui ne nécessite pas de votation. Etes-vous opposés à cette façon de faire? Cela ne semble pas être le cas.

Mais je constate que M. Michel, rapporteur de la Commission d'économie publique n'est pas non plus dans la salle. Cette situation est très désagréable. D'autant plus que trop souvent on nous reproche que la session dure trop longtemps.

Reber, Präsident der Kommission. Könnte man nicht das Dekret jetzt beraten und morgen abstimmen?

Le président. Vu que nous avons déjà une proposition de modification d'un article, nous ne pouvons pas discuter ce décret étant donné que nous ne sommes pas 100.

Le rapporteur n'étant pas là, j'ouvre la discussion au sujet du rapport de gestion de la Direction des forêts.

Verwaltungsbericht der Forstdirektion für 1966

Jenzer. Ich komme sehr stark in Versuchung, dem Präsidenten zu beantragen, jetzt die Sitzung zu schliessen und morgen mit voller Kraft weiterzufahren. Aber er beharrt auf der Diskussion des Verwaltungsberichtes.

Auf Seite 189 wird der Ertrag der Staatswaldungen kommentiert. Er geht wegen den hohen Rüstkosten immer mehr zurück. Durch die Sturmschäden ist sehr viel Nutzholz und Papierholz auf den Markt geworfen worden. In bezug auf die Festsetzung der Papierholzpreise auf den 1. Oktober stehen dunkle Wolken am Himmel. Das Überangebot von Papierholz lässt die Vermutung aufkommen, dass die Preise herabgesetzt werden. Ich ersuche den Forstdirektor, mit seinem ganzen Gewicht dafür einzustehen, dass die Preise sich nicht so entwickeln wie die für Nutzholz. Das Überangebot an Papierholz ist eine Momentanerscheinung, verursacht durch die Sturmwindschäden, und in kurzer Zeit wird das Papierholz wieder Mangelware sein. Ich ersuche den Forstdirektor, sich dafür einzusetzen, dass die Preise für Papierholz nicht zusammenbrechen. Nicht nur die Erträge der Forstdirektion stehen auf dem Spiel, sondern auch die vieler Körperschaften und privater Waldbesitzer.

Michel (Meiringen), Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Ich konnte nicht annehmen, dass die Beratung des Dekretes über die Organisation der Forstdirektion unterbrochen werde. Ich war am Telephon.

Nicht nur zwei Berichterstatter, sondern die ganze Staatswirtschaftskommission hat sich im letzten Monat mit Forstfragen befasst. Bei Besichtigungen im Oberhasli sind wir über die dringenden Probleme durch Fachleute der Forstdirektion und durch den Forstdirektor aufgeklärt worden. Wir sahen die grossen Sturmschäden, sahen, dass eine 26jährige Nutzung geworfen wurde, sahen auch, wie kostspielig es ist, im weglosen Gebiet das Holz zu rüsten und zu transportieren. Wir wurden auch über den Wegbau sowie über die von der Forstdirektion geförderte Ausscheidung der Waldweiden orientiert. Es war eindrücklich zu vernehmen, dass in weiten Gebieten, die schlecht erschlossen sind, der Erlös für das Holz geringer geworden ist als die Rüst- und Transportkosten. Eine Rendite besteht also nicht. Das zeigt den wirtschaftlichen Niedergang der Waldwirtschaft.

Der Staat hat 17 000 Hektaren Wald mit einem amtlichen Wert von über 36 Millionen Franken. Er spürt die Entwertung. Der Reinertrag, der auf ungefähr normaler Holznutzung basiert, ist gegenüber den Vorjahren stark gesunken. Sie finden die Zahlen hierüber im Bericht. Beim privaten Waldbesitzer wirkt sich die schlechte Ertragslage so aus, dass er den Wald nur noch dort nutzt, wo sich ein Ertrag ergibt. Die andern Stücke überlässt er ohne Pflege ihrem Schicksal. Die Vernachlässigung dieser Teile des Waldes kann sich in kurzer Zeit schlimm auswirken.

Fast noch wichtiger als die Holznutzung ist die Bedeutung des Waldes als Wasserreservoir, Luftreiniger und Erholungsgebiet. Das kann gar nicht in Geld ausgedrückt werden. Bald wird vielleicht der Bergwald nur noch nach diesen Faktoren eingeschätzt. Das hat für die öffentliche Hand Konsequenzen.

Weil die Holzpreise in erster Linie von der allgemeinen Marktlage abhängen, die vom Ausland diktiert wird, müssten wir die Rationalisierung in der Waldwirtschaft unterstützen. Hierzu ist vermehrte Schulung des Forstpersonals nötig. Im Dekret von 1961 haben wir die Grundlagen für intensivere Bewirtschaftung geschaffen. Es wäre zu wünschen, dass die privaten Waldbesitzer die Möglichkeiten dieses Dekretes vermehrt benutzen und den staatlichen Forstdienst vermehrt beanspruchen würden. Es bestehen schon jetzt gewisse Möglichkeiten der Rationalisierung für die Holzernte. Ich denke an die genossenschaftliche Anschaffung von Entrindungsmaschinen usw.

Der Staat muss auf die Holzverwertung ein Augenmerk richten, indem er neue Verwertungsmethoden unterstützt.

Die wirtschaftliche Entwicklung für Holz und Wald ist unerfreulich, was auch in vielen parlamentarischen Vorstössen in andern Kantonen und beim Bund zum Ausdruck gekommen ist. Jetzt, wo die Öffentlichkeit sich vermehrt mit diesem Problem befassen muss – und das ist mit Kosten verbunden –, fehlt uns das nötige Geld. In dieser Situation leistet die Forstdirektion ihren Dienst. Es ist am Platze, allen Funktionären des Forstdienstes für ihren Einsatz bestens zu danken.

Die Staatswirtschaftskommission empfiehlt, den Bericht zu genehmigen.

König. Der Verwaltungsbericht ist sehr umfangreich, umfasst die Jagd, die Fischerei und den Naturschutz. Ich möchte dem Forstdirektor und seinem Personal für die grosse Arbeit, die sie auch zugunsten der Privatwaldungen leisten, bestens danken.

Es ist nicht leicht, nach den Sturmkatastrophen und den grossen Käfereinbrüchen die Wälder zu betreuen. Die Lage des Holzmarktes ist unerfreulich, ja unhaltbar. Der Staat hat im Jahr 1966 das Holz so gut wie möglich verwendet und war mit dem Schlag zurückhaltend. Man hat pro Hektare 5 Kubikmeter geschlagen. Davon wurden 74 Prozent als Industrie- und Nutzholz verwendet. Als Brennholz fielen nur 26 Prozent an.

Wir müssen mit unseren grossen Schäden fertig werden. Tausende von Kubikmetern liegen unverkäuflich herum. Die Waldwirtschaft kann den grossen Preisdruck nicht ertragen.

Es wird empfohlen, mit der Nutzung zurückzuhalten. Die Förster haben aber nur den Schutzwald unter Kontrolle. Was kann man im Nichtschutzwald vorkehren? – Viel Schnittware und Rundholz wird importiert, während wir grosse Mengen nicht verkaufen können. Es ist nötig, die Waldwirtschaft zu schützen.

Stoller. Auf Seite 190 wird die Summe von 5,5 Millionen als Erlös aus dem Nutzholz genannt. Was ist in dieser Zahl alles enthalten? Ist das der Bruttoertrag? Hat der Holzschlag des Staates rentiert?

Wie sieht der Forstdirektor die Zukunft für den Absatz von Nutzholz? Wie wirken sich die Importe auf den Handel aus? Wie müssen sich Holz- und Waldbesitzer im nächsten Winter verhalten?

Jardin. Très brièvement, je me permets de revenir sur la question de la formation des apprentis bûcherons. Cette formation n'est pas parfaite à l'heure actuelle. On ne s'en préoccupe pas assez, parce qu'ils sont très peu nombreux dans le Jura. Malgré mes démarches pendant une année, je ne suis pas arrivé à obtenir que des cours soient donnés à ces jeunes gens par des ingénieurs forestiers. Aussi, j'en appelle à M. le Conseiller d'Etat pour qu'il veuille bien déléguer deux à trois après-midi par semaine un inspecteur forestier pour que ces apprentis bûcherons aient un enseignement digne d'eux.

Buri, Landwirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich danke Herrn Grossrat Michel und der ganzen Staatswirtschaftskommission für das grosse Interesse, das sie bekundet hat. Herr Grossrat Michel hat über die Besichtigungen berichtet. Ich freue mich, dass die Staatswirtschaftskommission sich hiefür Zeit genommen hat. Die Besichtigung war für alle Herren absolut überzeugend. Unsere Forstleute haben fachliche Ausführungen gemacht. Ich habe die Zusammenhänge im grösseren Rahmen geschildert, und zwar in bezug auf die Aktionen, die für die Waldwirtschaft durchgeführt werden.

Ich unterstütze die Ausführungen von Herrn Grossrat Michel. Er hat mir mit seinen Anregungen aus dem Herzen gesprochen, besonders in bezug auf den Bergwald. Es gibt schon viele Forstverwaltungen, die defizitär sind. Das ist bei den staatlichen noch nicht der Fall, abgesehen davon, dass wir mit unsern Funktionären noch andere Aufgaben erfüllen als die reine Pflege der Staatswälder. Es gibt aber auch technische Forstverwaltungen, die am Rande der Defizitwirtschaft sind. Mit dem neuen Wirtschaftsjahr 1966/67 wird sich die Lage weiter verschlechtern. Ich begreife, dass einzelne Gebirgskantone den Bundesrat ersuchen, zu prüfen, wie die Bergwaldungen weiter gepflegt werden können, wie die Jungwuchspflege erfolgen kann und wie eine Rentabilität noch erreicht werden könnte.

Herr Grossrat Jenzer hat die Holzerlöse erwähnt. Wir haben in der Rechnung noch einen normalen Erlös. Das ist im Bericht unter dem Abschnitt Gelderträge kommentiert.

Ich war heute mit den Forstmeistern zusammen. Wir haben in bezug auf die Rechnung 1966/67 Bedenken. Dort wird sich ein starker Ausfall ergeben. Zwar haben wir noch viel Holz zu verkaufen und versuchen, das Budget einzuhalten. Ich habe Weisung gegeben, nicht mit Offerten auf den Holzmarkt zu gelangen, die dieser nicht aufnehmen kann, sondern eben da und dort zu liefern, wo es geht, ohne dass der Staat die Preise unterbietet. Wir liefern also zu normalen Preisen, müssen uns gedulden und schauen, ob im nächsten und übernächsten Jahr die grossen Holzanfälle «verdaut» werden können.

Ähnlich wird es sich beim Preis für Papierholz verhalten. Für diese Periode ist er in einem Vertrag zwischen dem Schweizerischen Waldwirtschafts-Verband und den Abnehmern, der Hespa, festgelegt. Wenn der Vertrag abläuft, besteht die Möglichkeit, dass der Verhandlungspartner auf die Preise zurückkommt. Wir hoffen, dass eine langfristige Politik betrieben werde und man nicht wegen einem momentanen übergrossen Holzanfall die Preise zusammenbrechen lasse. Wir sind den Fabriken natürlich dankbar, dass sie das Papierholz abnehmen. Es werden harte Verhandlungen einsetzen. Ich hoffe, die Papierindustrie werde uns nicht eine Offerte machen, die zu einem neuen Verlust führen müsste. Schliesslich ist ja der Papierverbrauch sehr gross.

Herr Grossrat Michel hat angeregt, man möge neue Verwertungsmöglichkeiten suchen. Diese Bestrebungen werden vom Waldwirtschafts-Verband unterstützt; eine besondere Kommission befasst sich mit diesem Problem. – Die chemische Verwertung gewisser Holzpartien in Aussicht zu nehmen, war nicht möglich, nachdem seinerzeit die Holzverzuckerung und die Entwicklung zu Sprit preisgegeben wurde.

Schlimm ist der grosse Brennholzanfall. Bis ins hinterste Bergtal hinauf werden Ölfeuerungen eingerichtet. So lange Öl erhältlich ist, wird in der Folge kein Brennholz mehr abgenommen. Wenn aber die Ölzufuhr einmal länger als nur für ein paar Tage aussetzt, können sich schwere Störungen ergeben.

Die Tendenz muss dahin gehen, den Brennholzanfall zu reduzieren. Das bedingt die Pflege des Jungwuchses, um Nutzholz zu erhalten. Gegenwärtig wird in dieser Hinsicht wahrscheinlich gesündigt, weil man die Kosten für die Waldpflege nicht übernehmen will. Bei schlechten Erlösen entsteht eben eine unhaltbare Ertragslage. Da und dort werden Förster entlassen, weil man lieber nichts mehr macht als viel Geld auszugeben und dann ein Defizit zu haben. Auf lange Frist gesehen, ist das falsch. Es ist anzunehmen, dass die heutige Situation nicht ewig andauern wird. Eines Tages wird das Holz gesuchter sein, und dann rächen sich die Unterlassungen in der Waldpflege.

Herr Grossrat König erkundigt sich über die Sturmholzverwertung. Das gehört nicht in den Staatsverwaltungsbericht. Aber es beschäftigt weite Kreise. Wir haben eine Motion hierüber angenommen und den Bundesrat ersucht, Importbeschränkungen in Aussicht zu nehmen. Das hat der Bundesrat abgelehnt. Er sagte, es komme nicht in Frage, durch Massnahmen an der Grenze die Inlandpreise zu halten, es könnten nur Restriktionen in Frage kommen, wenn tatsächlich eine Überflutung mit Holz aus Süddeutschland und Österreich befürchtet werden müsste. Die Motion, die der Grosse Rat gutgeheissen hatte, wurde also vom Bundesrat abgelehnt. Das werden wir im nächsten Bericht dartun. Der Bundesrat war immerhin bereit, die Exportbeiträge im Ausmass von 5 Millionen Franken gutzuheissen. Gegenwärtig liegen fast dreimal mehr Anmeldungen vor, als berücksichtigt werden können. Es wird Aufgabe der eidgenössischen Räte sein zu prüfen, ob man weitere Kredite zur Verfügung stellen könne. Es zeigte sich, dass mit Exportbeiträgen ein namhafter Teil des Holzes, das sonst zugrundegehen würde, verwertet werden kann. Das sind eidgenössische Aufgaben. Wir werden das weiter verfolgen.

Die Einschränkung der Holzschläge im nächsten Winter ist ein dringendes Gebot. Wir haben allerdings in der Zone, die nicht Schutzwald ist, keine Möglichkeit, die Anzeichnungen einzuschränken. Aber wir hoffen, dass die Waldbesitzer eine gewisse Solidarität bekunden werden, besonders die, welche selber keine Schäden erlitten haben. Es bedeutet für viele einen Eingriff in ihre wirtschaftlichen Verhältnisse, wenn wir wünschen, dass sie den Holzschlag auf 50 Prozent des ordentlichen Holzschlages reduzieren. Diesen Satz haben wir unsern Förstern bekanntgegeben, immerhin mit Nuancierung für die Gebiete, die grosse Schäden erlitten haben. Wenn im Durchschnitt nicht mehr als 50 Prozent des Normalen genutzt werden, kann man im nächsten Frühjahr den Sturmholzanfall voraussichtlich zum Verschwinden bringen. Diese Bestrebungen werden wir fortsetzen.

Herr Grossrat Stoller hat gefragt, ob die Holzverkäufe einen Reinertrag abwerfen. – Im Berichtsjahr war das zweifellos noch der Fall; das steht im Bericht. Aber ich kann nicht garantieren, dass das für das laufende Jahr auch zutreffen wird. Die stark gesunkenen Preise dieses Sommers werden sich auswirken. Ich will keine Panikstimmung machen. Wir hoffen eben durch gegenseitige Solidarität zu erreichen, dass das Sturmholz verwertet wird. Wir glauben, dass sich die Holzpreise mit der Zeit wieder einigermassen stabilisieren werden und hoffen zuversichtlich, das werde nicht auf der gegenwärtigen Höhe geschehen. Die Preise sind hauptsächlich zusammengebrochen, weil ganz Mitteleuropa, hauptsächlich Deutschland, Österreich und zum Teil auch Frankreich von Sturmschäden heimgesucht wurde, wodurch sich ein gewaltiger Holzanfall ergab, für den keine Abnehmer zu finden sind.

Es stimmt, dass Herr Grossrat Jardin schon letztes Jahr auf die mangelhafte Ausbildung der Lehrlinge hingewiesen hat. Ich habe seine Anregung letztes Jahr sofort an die Forstorgane weitergeleitet. Die Lehrlingsausbildung im Jura ist nicht einfach. Die Kaufmännische Schule, die sie besuchen müssen, muss zum Teil ausfallen, weil die Distanzen für die Lehrlinge sehr weit sind. Wir bearbeiten die Frage der Ausbildung weiter. In nächster Zeit findet eine Konferenz über die Gründung der Försterschule im Kanton Bern statt. Die andern Kantone werden voraussichtlich zustimmen. In der Folge wird es möglich sein, die Försterschulung besser zu ordnen. Heute beste-

hen tatsächlich gewisse Lücken. Ich bin bereit, den Wunsch von Herrn Jardin unseren Forstorganen nochmals zu übermitteln, damit sie sich der Lehrlingsausbildung noch mehr annehmen.

Genehmigt.

Übernahme der Zinskosten als Kredithilfe für sturmgeschädigte Waldbesitzer; Kredit

(Beilage 21, Seite 26;
französische Beilage Seite 29)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Michel, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Abwehr von Krankheiten und Schädlingen in Wäldern; Kredit

(Beilage 21, Seite 26;
französische Beilage Seite 29)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Michel, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Kauf eines Heimwesens in Krauchthal

(Beilage 21, Seite 26;
französische Beilage Seite 29)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Michel, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Schluss der Sitzung um 17 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Fünfte Sitzung

Donnerstag, den 7. September 1967,
9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 181 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Achermann, Barben, Blaser (Zäziwil), Burri (Bern), Cattin, Eggenberger, Favre, Flückiger, Geissbühler (Madiswil), Häberli, Hirt (Utzenstorf), Homberger, Iseli, Kästli (Bolligen), Martignoni, Nahrath, Roth (Urtenen), Schnyder, Schwander.

Aufforstungs- und Verbauungsprojekte in den Gemeinden Frutigen und Schwanden; Finanzierung

(Beilage 21, Seiten 27 und 28;
französische Beilage 29 und 30)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Michel (Meiringen), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

Waldwegprojekte in den Gemeinden Reichenbach und Interlaken; Finanzierung

(Beilage 21, Seiten 28 und 29;
französische Beilage Seite 31)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Michel (Meiringen), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge gutgeheissen werden.

Waldwegprojekte in den Gemeinden Reichenbach und Rüeggisberg; Beitrag

(Beilage 22, Seite 25;
französische Beilage Seiten 26 und 27)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Michel (Meiringen), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

Waldwegprojekte in den Gemeinden Zweisimmen, Hasliberg und Grindelwald; Beitrag

(Beilage 22, Seiten 26 und 27;
französische Beilage Seiten 27 und 28)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Stauffer (Büren), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

Güterzusammenlegung der Waldungen von Les Enfers; Beitrag

(Beilage 22, Seite 27;
französische Beilage Seite 29)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer (Büren), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Aufforstungs- und Verbauungsprojekt in der Gemeinde Adelboden; Finanzierung

(Beilage 22, Seite 28;
französische Beilage Seite 30)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer (Büren), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Waldwegprojekte in den Gemeinden Rüti bei Riggisberg und Guggisberg; Finanzierung

(Beilage 22, Seite 29;
französische Beilage Seite 31)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Stauffer (Büren), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

Dekret über die Organisation der Forstdirektion

(Fortsetzung)
(Siehe Seite 451 hievor)

Detailberatung

Art. 1 und 2

Angenommen.

Art. 3

Reber, Präsident der Kommission. Der Artikel 3 umschreibt die Aufgaben des Direktionssekretariates. Es wird vor allem der Verkehr mit den Bundesbehörden geregelt. Als weitere Aufgabe ist die Verwaltung des Bergregals zu nennen, wofür auch eine Bergwerkkommission gemäss Artikel 15 bestimmt wird.

Angenommen.

Art. 4

Angenommen.

Art. 5

Stoller. Zum Artikel 5 lit. e beantrage ich eine kleine Ergänzung. Es heisst hier: «... das Projektwesen, insbesondere den Erlass allgemein gültiger Vorschriften, die Prüfung der Projekte über Aufforstungen, Verbauungen, Transportanlagen und Waldzusammenlegungen...» Da man unter «Transportanlagen» meistens nur Seilbahnanlagen versteht, schlage ich vor, nach dem Wort Verbauungen noch den Ausdruck «Erschliessungswege» einzufügen. Ferner würde ich es begrüssen, wenn uns der Herr Forstdirektor die Erklärung abgäbe, dass bei der Einreichung der Projekte auf der Forstdirektion geprüft werden wird, ob im Einzelfall eine Seilbahnanlage oder ein Erschliessungsweg für den Wald auf weite Sicht hinaus wirtschaftlicher ist.

Reber, Präsident der Kommission. Laut den Ausführungen auf Seite 188 des Verwaltungsberichtes ist im Projektwesen auch der Wegbau eingeschlossen. Ich mache jedoch dem Antrag Stoller keine Opposition.

Buri, Forstdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich schliesse mich der Meinung des Herrn Kommissionspräsidenten an. Man kann den Text gemäss Vorschlag von Herrn Grossrat Stoller ergänzen.

Zur zweiten Bemerkung von Herrn Stoller, die Forstdirektion möchte jeweilen prüfen, ob eine Seilbahnanlage oder eine Weganlage wirtschaftlicher ist, muss ich sagen, dass Seilbahnanlagen natürlich fest montiert sind und deshalb nur beschränkten Bedürfnissen dienen können. Was wir gestern bei der Behandlung der Motion Kunz gehört haben, trifft natürlich auch für Waldwege zu und nicht nur für Meliorationswege. Auch die Waldwege werden befahren. Sie dienen deshalb einem viel grösseren Kreis als die Seilbahnanlagen. Sobald sich bewohnte Heimwesen noch oberhalb der Waldgrenze befinden, muss man bedenken, dass gelegentlich auch der Arzt oder die Hebamme hinauffahren müssen, was nicht gut über eine Materialseilbahn erfolgen kann. Wir werden somit die von Herrn Stoller aufgeworfene Frage jeweils genau abklären. Wenn das Bedürfnis nach einer Weganlage vorhanden ist, werden wir ein solches Projekt nach Möglichkeit fördern und einer Materialtransportseilbahn – denn nur solche kommen meistens in Frage, die andern sind zu teuer – vorziehen.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 5 lit e

Das Projektwesen, insbesondere den Erlass allgemeingültiger Vorschriften, die Prüfung der Projekte über Aufforstungen, Verbauungen, Erschliessungswege, Transportanlagen, und Waldzusammenlegungen;

Art. 6

Angenommen.

Art. 7

Fleury. Comme membre de la commission, je m'excuse d'être arrivé à l'instant. J'aurais une remarque à faire au sujet des articles 6 et 7. Il s'agit de la dénomination «conservation des forêts». En français, il serait préférable de dire «conservation forestière», ce qui n'a pas le même sens.

Le Président. Je pense qu'il est difficile à ces Messieurs de se prononcer maintenant. Il me semble qu'il est préférable de laisser cette affaire à l'appréciation de la commission de rédaction.

Angenommen zuhanden der Redaktionskommission.

Art. 8

Reber, Präsident der Kommission. Im Artikel 8 ist neu die Bezeichnung «Naturschutzinspektorat» aufgenommen worden.

Angenommen.

Art. 9

Angenommen.

Art. 10

Schneider. Im Artikel 10 Absatz 2 heisst es: «Das Jagdinspektorat wird von einem Inspektor geleitet. Ihm werden die nötigen Wildhüter zugeteilt.» Ich möchte anfragen, wie der Begriff «die nötigen Wildhüter» zu verstehen ist, ob daran gedacht wird, den heutigen Bestand noch zu erhöhen.

Ferner möchte ich darauf aufmerksam machen, dass es zu begrüssen wäre, wenn der Personalbestand bei den freiwilligen Wildhütern mit der Zeit reduziert werden könnte, da die freiwilligen Wildhüter im Lande herum nicht beliebt sind.

Noch eine Bemerkung zu den Schadenschätzungen: Es hat mir einmal ein Bauer erklärt, er würde es lieber sehen, wenn ihm der Hagel anstatt die Rehe den Weizen verderben würde, denn bei Hagelschäden erhalte er wenigstens noch eine Vergütung.

Reber, Präsident der Kommission. Auf die eine Frage von Herrn Schneider möchte ich wie folgt antworten: Im Kanton Bern haben wir zurzeit ungefähr 30 hauptamtliche Wildhüter. Ich habe nun nicht die Auffassung, dass man gestützt auf dieses neue Dekret beabsichtigt, diesen Personalbestand zu vermehren. Es ist auch das erstemal, dass ich die Meinung höre, wir sollten die Zahl der freiwilligen Wildhüter reduzieren. Ich glaube, dass diesbezügliche Bedenken unbegründet sind.

Im übrigen ist es Sache des Forstdirektors, zu den Ausführungen von Herrn Schneider Stellung zu nehmen.

Buri, Forstdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. In bezug auf die hauptamtlichen Wildhüter möchte ich wiederholen, dass wir die Einsetzung der hauptamtlichen Wildhüter als einen grossen Fortschritt betrachten. Sie sind entsprechend ausgebildet, kennen ihren Dienst und haben eine Art Polizeifunktion zu erfüllen. Sie arbeiten auch sehr eng mit der kantonalen und der städtischen Polizei zusammen. Wir verfügen also hier über die Organisation, die wir notwendig haben. Geplant ist ungefähr ein hauptamtlicher Wildhüter je Amtsbezirk. Eine genaue Abgrenzung nach Amtsbezirken können wir jedoch nicht vornehmen, da es mehr oder weniger weitläufige Amtsbezirke gibt. Für kleinere Amtsbezirke allein ist nicht in jedem Fall ein hauptamtlicher Wildhüter erforderlich. Für die nächste Zeit ist noch die Einsetzung eines hauptamtlichen Wildhüters im Amt Burgdorf geplant. Vorderhand ist das Amt Burgdorf noch aufgeteilt auf die umliegenden Wildhutkreise. Es handelt sich hier um das einzige Begehren, das mir bekannt ist. Solche Begehren müssen selbstverständlich auch mit der Finanzdirektion besprochen werden, da sie finanzielle Auswirkungen haben. Von der Forstdirektion aus besteht also keineswegs die Absicht, die Zahl der vollbeschäftigten Wildhüter zu erhöhen.

Was die freiwilligen Wildhüter und Jagdaufseher anbelangt, ist zu sagen, dass diese Bewerbungen jeweils sehr zahlreich sind. Ich habe hier bereits einmal geschildert, um was für Leute es sich dabei handelt. Die meisten dieser Leute gehen den ganzen Tag ihrer Arbeit nach. Es können Fabrikarbeiter, Geschäftsleute usw. sein. Sie brauchen nicht ihre Touren auszuführen wie die vollamtlichen Wildhüter. Die freiwilligen Aufseher werden im Einvernehmen mit den Organisationen der Jagd, des Naturschutzes und der Fischerei bestimmt. Wir haben eine beschränkte Zahl, die in der Regel nicht überschritten werden soll. Es sind meistens auch nur Mitarbeiter der vollamtlichen Wildhüter. Es eignet sich auch nicht jeder der freiwilligen Wildhüter für sein Amt, so dass es ab und zu vorkommt, dass einem dieser Leute der Ausweis wieder entzogen werden muss, besonders wenn er selber jagdgesetzliche Bestimmungen verletzt hat. Die freiwilligen Wildhüter haben natürlich auch nicht die gleiche Ausbildung wie die vollamtlichen, so dass gelegentlich einer über das Ziel hinausschiesst, was Herr Grossrat Schneider wahrscheinlich anvisiert hat.

Zu den Wildschadenschätzungen möchte ich mich heute nicht äussern. Ich habe im Verlaufe der letzten Jahre den Vertretern des Bernischen Bauernverbandes und der Jagdkommission auseinandergesetzt, wie die Wildschäden abgeschätzt werden. Ich glaube, dass die heutige Praxis verantwortet werden kann.

Angenommen.

Art. 11

Angenommen.

Art. 12

Reber, Präsident derKommission. Im Artikel 12 sind die Aufgaben des Naturschutzinspektorates umschrieben, wovon Sie in der lit c eine ziemlich detaillierte Aufstellung vorfinden.

Angenommen.

Art. 13 bis 17

Angenommen.

Art. 18

Reber, Präsident der Kommission. Der Artikel 18 handelt von der Naturschutzkommission, die von 9 auf 11 Mitglieder erhöht worden ist. Der Forstdirektor wird als Berater zu den Sitzungen eingeladen, gleich wie bei der Bergwerkskommission.

Schneider. Im Artikel 18 ist die Zusammensetzung der Naturschutzkommission aufgeführt. Es wird hier u. a. bestimmt: «Bei der Wahl der Kommission sind die Wissenschaft, die Organisationen der Jagd, des Natur- und Heimatschutzes sowie die Forstwirtschaft und die Landwirtschaft nach Möglichkeit zu berücksichtigen.» Da die Land- und Forstwirtschaft heute eine Minderheit bildet, stelle ich den Antrag, den Ausdruck «nach Möglichkeit» zu streichen.

Reber, Präsident der Kommission. Der Antrag von Herrn Schneider ist nicht weltbewegend, obschon es eine Frage ist, zu der natürlich die Kommission Stellung nehmen sollte. Ich kann Herrn Schneider sehr gut begreifen, und ich kann Ihnen auch verraten, dass ich vorläufig der einzige Landwirtschaftsvertreter in der Naturschutzkommission bin. Ich durfte den Platz von Hermann Arni einnehmen. In bezug auf die Jagd- und die Fischereikommission haben wir die Bestimmung «Anspruch auf angemessene Vertretung». Die Hauptvertretung in der Naturschutzkommission stellt zweifellos die Wissenschaft. Persönlich kann ich dem Antrag Schneider zustimmen, doch möchte ich den Herrn Forstdirektor bitten, sich auch noch zu diesem Antrag zu äussern.

Buri, Forstdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Bei den andern beiden Kommissionen haben wir die Formulierung «angemessene Vertretung» gewählt. Wir mussten das tun, weil diese Formulierung mit dem Jagd- und dem Fischereigesetz übereinstimmt. Bei der Naturschutzkommission haben wir die Fassung «nach Möglichkeit», da es nicht immer leicht ist, alle Kreise zu berücksichtigen. Ich mache darauf aufmerksam, dass wir vor allem auch territoriale Ansprüche berücksichtigen müssen. Wir könnten unmöglich einen Landesteil vollständig ausschliessen, sei es das Oberland, den Jura oder das Mittelland. Auch die politischen Gruppen, die Wissenschaft, die Organisationen der Jagd, des Natur- und Heimatschutzes sowie die Forst- und Landwirtschaft sollten nicht übergangen werden. Es ist keine einfache Aufgabe, alle diese Kreise bei der Zusammensetzung einer Kommission von 11 Mitgliedern zu berücksichtigen. Wir haben bis heute versucht, dieses Ziel so gut als möglich zu erreichen. Wir haben jeweilen auch versucht z. B. der katholisch-konservativen Partei nebst den grossen politischen Parteien eine Vertretung in den Kommissionen zu sichern. Da es keine leichte Aufgabe ist, immer alle Kreise zu berücksichtigen, haben wir hier die Worte «nach Möglichkeit» noch beigefügt. Ich finde keinen anderen Ausdruck, den wir im Artikel 18 verwenden könnten. Die Forstdirektion wird sich selbstverständlich alle Mühe geben, sämtlichen erwähnten Organisationen eine Vertretung zukommen zu lassen; es könnte aber doch einmal der Fall eintreten, dass dies beim besten Willen nicht möglich ist. Wenn Sie somit den Ausdruck «nach Möglichkeit» streichen, so könnte vielleicht einmal eine Zusammensetzung erfolgen, die nicht restlos dem Willen des Grossen Rates entspricht.

Le Président. M. Schneider maintient-il sa proposition de biffer les mots «autant que possible»?

Schneider. Ja.

Abstimmung

Für den Antrag
der vorberatenden Behörden ..... 59 Stimmen
Für den Antrag Schneider ..... 32 Stimmen

Art. 19 und 20

Angenommen.

Titel und Ingress

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme
des Dekretsentwurfes ..... 146 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Verwaltungsbericht der Militärdirektion für 1966

Wüthrich, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Herr Kollega Stauffer (Büren) und der Sprechende haben am 15. August 1967 der Militärdirektion den obligaten Besuch als Delegierte der Staatswirtschaftskommission abgestattet. Wir bekamen auf die von uns gestellten Fragen von Herrn Militärdirektor Buri, dem ersten Direktionssekretär, dem Kantonskriegskommissär sowie den übrigen Abteilungsvorstehern erschöpfend Auskunft.

Eine wichtige Vorbereitung für das gute Bestehen einer Rekrutenschule ist der turnerisch-sportliche Vorunterricht. Der Nah-Ost-Krieg hat bewiesen, dass nur gut geschulte und durchtrainierte Soldaten sich erfolgreich verteidigen können. Leider lässt bei uns bei vielen Jünglingen das Interesse am Vorunterricht nach. Zum Teil ist die Motorisierung schuld, die bis auf die breitesten Volkskreise übergegriffen hat. Die Jünglinge marschieren nicht mehr gerne, geschweige denn, dass sie sich sportlich betätigen würden. Diese Feststellung macht man auch in verschiedenen Turnvereinen,

die heute weniger Mitglieder zählen als früher. Dies wirkt sich bei den Rekrutenprüfungen nachteilig aus. In den letzten 20 Jahren sind die Durchschnittsleistungen zurückgegangen. Die Differenz zwischen den Spitzenleistungen und den schlechtesten Leistungen ist grösser geworden. Vielfach fehlt es an den Vorunterrichtsleitern, indem nach kurzer Zeit ihr Eifer nachlässt und sie die Jünglinge zu wenig begeistern können. Namentlich bei den ganz jungen Lehrern fehlt zum Teil das Interesse, sich zu Vorunterrichtsleitern ausbilden zu lassen und nachher als Leiter tätig zu sein. Es ist mir gesagt worden, schuld daran sei die ungenügende finanzielle Entschädigung. Ob dies zutrifft, weiss ich nicht.

Es ist vorgesehen, die Vorunterrichtsleiterkurse auszubauen. Erfreulicherweise konnten in den deutschsprechenden Seminarien je eine Klasse, in Langenthal sogar 2, im Einverständnis mit den betreffenden Direktoren für die Grundschulung im militärischen Vorunterricht gewonnen werden. Man hofft, dass dies auch in den französischsprachigen Seminarien in absehbarer Zeit der Fall sein wird. Dadurch kann der Vorunterricht im Interesse der Landesverteidigung aktiviert werden.

Die Militärdirektion ist nach wie vor ein guter Arbeitgeber. Im Berichtsjahre wurden total 8,754 Millionen Franken durch den Kanton ausbezahlt, davon an Heimarbeiter 2,627 Millionen Franken. Die Entschädigung an die Heimarbeiter ist ja bekanntlich einheitlich auf eidgenössischer Ebene festgelegt.

Dem Amt für Zivilschutz harrt in Zukunft noch eine sehr grosse Aufgabe, gilt es doch, in den Gemeinden den Zivilschutz zu organisieren. Bis heute sind im Kanton Bern für ca. zwei Fünftel der Bevölkerung Luftschutzräume erstellt. Überaus gross ist die Zahl der Schutzräume, die ausgeführt wurden, aber deren Bauabrechnung nie eingereicht worden ist, um die Subvention auszulösen. Es gibt aber auch viele bewilligte Projekte, die nicht verwirklicht wurden.

Am Schlusse besichtigten wir die im Umbau befindliche Kaserne Bern und konnten uns von den weit fortgeschrittenen Umbauarbeiten überzeugen. Nach Vollendung des Umbaus wird sich die Kaserne als schönes und zweckmässiges Gebäude präsentieren. Erfreulicherweise musste während des Umbaus der militärische Betrieb nicht stark eingeschränkt werden. Die Arbeiten, die den Betrieb in wesentlichem Masse eingeschränkt hätten, wurden in der Zeit ausgeführt, da die Kaserne nicht belegt war, nämlich über die Neujahrszeit. Trotz der eingetretenen Teuerung bleiben die Kosten im Rahmen des bewilligten Kredites.

Ich möchte meine Berichterstattung nicht schliessen, ohne dem Militärdirektor, Herrn Regierungsrat Buri, dem ersten Direktionssekretär, den Chefbeamten der verschiedenen Abteilungen und sämtlichen Mitarbeitern für die im Interesse des Kantons und des Landes geleistete grosse Arbeit bestens zu danken.

Die Staatswirtschaftskommission empfiehlt Ihnen Genehmigung des Berichtes.

Jaggi. Auf Seite 128 des Staatsverwaltungsberichtes stehen Angaben über die kantonale Militärpflichtersatzverwaltung. Die Zahlen der Veranlagungen, Einsprachen und Erlassgesuche zeigen, dass auch auf dieser Amtsstelle grosse Arbeit geleistet wird. Ich habe nun an den Herrn Militärdirektor die Frage zu richten, warum den Vorschriften zur Ersatzpflicht und Ersatzbefreiung nicht grundsätzlich nachgelebt wird. Wenn ich heute bei der Beratung des Verwaltungsberichtes der Militärdirektion eine Frage stelle, so hat dies seinen besonderen Grund.

Mir wurden von einem Vater die Unterlagen seiner Einsprache an die kantonale Militärpflichtersatzverwaltung zugestellt. Diese Einsprache ist mit Datum vom 1. Juni 1967 abgelehnt worden. Beim Ersatzpflichtigen handelt es sich um einen 21jährigen, von der Kinderlähmung befallenen Mann, der zudem im Gymnasium Bern seinem Studium obliegt, um wenigstens ein nützliches Glied der menschlichen Gesellschaft werden zu können. Dieser junge, körperbehinderte Student soll nun für das Jahr 1966 den ansehnlichen Ersatzpflichtbetrag von Fr. 87.— zahlen, was von unserer Seite als grosse Härte empfunden wird. Dabei handelt es sich vermutlich hier kaum um einen Einzelfall.

Ich habe nun vor mir die Tabelle über die Handhabung der Ersatzpflicht und der Ersatzbefreiung, wo es in Ziffer 2 heisst, dass von der Ersatzpflicht eine Befreiung erfolgen könne, wenn ein körperliches oder geistiges Gebrechen vorliegt. Es steht hier u. a.: «Von der Ersatzpflicht ist befreit, wer im Ersatzjahr wegen körperlicher oder geistiger Gebrechen unfähig ist, den für sich und seine Familie notwendigen Lebensunterhalt zu erwerben und kein für diesen Unterhalt hinreichendes Vermögen besitzt.» Der erwähnte 21jährige, gehbehinderte Mann, der seinem Studium obliegt, besitzt weder Einkommen noch Vermögen. Es ist für uns deshalb unverständlich, dass seine Einsprache abgewiesen worden ist.

Bei dieser Gelegenheit gestatte ich mir, dem Herrn Militärdirektor noch eine zweite Frage zu stellen: Wäre es nicht möglich, diese Vorschriften präziser zu fassen, um in Zukunft Kritiken zu vermeiden?

Brawand. Im Zusammenhang mit der Behandlung des Verwaltungsberichtes der Militärdirektion möchte ich im Interesse der Kurorte im Jungfraugebiet an den Herrn Militärdirektor gelangen, um ihn zu bitten, bei den zuständigen Instanzen des Bundes vorstellig zu werden und abklären zu lassen, ob nicht die Übungsflüge der Mirage vermehrt von den Kurorten weg in den Alpenwall hineinverlegt werden könnten. Letzten Sommer ist es wöchentlich mehrmals vorgekommen, ja gelegentlich sogar bis zu viermal im Tag, dass die Kurorte von den Mirageflugzeugen überflogen wurden und dabei in die Überschallgeschwindigkeit gerieten, was jeweils eine Detonation auslöste, die unerhört ist und sogar die Häuser zum Erzittern brachte. Vom Jungfraumassiv über Märjelensee und Eggishorn bis zum Oberaarjoch oberhalb der Grimsel würde ein sehr breiter Gürtel zur Verfügung stehen, um diese Flüge durchzuführen. Gemäss den Erkundigungen, die ich eingeholt habe, besteht bereits der Befehl, die Flüge in dieses Gebiet zu verlegen. Wir sind uns selbstverständlich bewusst, dass diese Übungsflüge

durchgeführt werden müssen und dass es für die Piloten sehr oft äusserst schwierig ist, den zugeteilten Raum innezuhalten. Letzten Sommer habe ich jedoch gelegentlich den Eindruck erhalten, man wolle den vollbesetzten Kurorten zeigen, dass die Schweiz auch Mirageflugzeuge besitzt. Ich bitte daher den Herrn Militärdirektor, alles zu unternehmen, damit die erwähnte Weisung beachtet wird und die Flugrichtung noch vermehrt im skizzierten Sinne verlegt wird.

Ueltschi. Im Anschluss an diese «Mirage-Angelegenheit» habe ich auch noch einen Wunsch anzubringen, der im Zusammenhang mit dem Verwaltungsbericht der Militärdirektion steht.

Das Bundesgesetz über die Militärorganisation sieht im Artikel 33 ausdrücklich vor, dass jeder Grundbesitzer sein Land militärischen Zwecken zur Verfügung stellen muss. Nun hat sich im Oberland, speziell in letzter Zeit, eine gewisse Unruhe unter den Grundbesitzern bemerkbar gemacht in bezug auf die Schäden, die durch die Truppen, seien es Instruktions- oder WK- oder EK-Truppen, bei Schiess- oder anderen Übungen verursacht werden. Ich habe mich nun gefragt, ob man nicht den zuständigen Organen, unseren Herren Feldkommissären – es sitzen auch einige davon im Grossen Rate – gelegentlich vor Augen führen sollte, diesen Grundbesitzern ein vermehrtes Entgegenkommen zu zeigen, damit die effektiven Schäden, die entstanden sind, auch ausgeglichen werden. Es bedeutet für die betroffenen Grundbesitzer eine grosse Auflage, wenn sie beispielsweise Übungen von Truppen oder Rekrutenschulen über sich ergehen lassen mussten, in denen oft sämtliche Waffen, auch Artillerie und Flugzeuge, so bei kombinierten Übungen, eingesetzt wurden. Bei einem Budget von 1,5 Milliarden Franken wäre es, so scheint mir, eine Kleinigkeit, unseren geduldigen Grundeigentümern eine angemessene, billige Entschädigung zukommen zu lassen.

Von den Tierschäden, die ebenfalls entstehen können, will ich nicht sprechen. Ich möchte nur kurz den Fall eines Landwirtes im Frutigtal erwähnen, der innert kürzester Frist drei Kühe abtun musste, ohne einen Franken Entschädigung zu erhalten, da die Wissenschaft auf Grund einer chemischen Untersuchung herausgefunden haben will, dass von pyrotechnischen Überresten überhaupt nichts zu finden war. Dabei hatte dieser Bauer nachgewiesenermassen gesundes Heu, gutes Gras und gutes Wasser. Das sind nun Härtefälle. Ich möchte deshalb den Herrn Militärdirektor bitten, sein besonderes Augenmerk auch dieser Sparte zu widmen. Er könnte damit eine weitere Lanze für die Bergbauern brechen.

Braunschweig. Ich komme nochmals auf das Thema Vorunterricht zurück, über das Herr Kollega Wüthrich in Ergänzung des Verwaltungsberichtes bereits einige Angaben gemacht hat.

Der militärische Vorunterricht, bei dem es um die körperliche Ertüchtigung der Jugend geht, ist ein wesentlicher Aufgabenkreis der Militärdirektion. Ich habe gelesen, dass der Herr Militärdirektor als einen der Gründe für den mangelnden Erfolg erwähnt, das Programm wirke auf die Jünglinge nicht mehr attraktiv. Im Rahmen des Vorunterrichtes ist wahrscheinlich heute der sportlich-turnerische Teil derjenige, der für die Volksgesundheit und damit auch für die Wehrtüchtigkeit am wesentlichsten ist. Im Zeitalter der Motorisierung kommt der sportlichen Betätigung der Jugend die allergrösste Bedeutung zu für die Gesundheit von heute, morgen und übermorgen, und zwar gilt dies nicht nur für die Stadtjugend, sondern heute auch für die Landjugend, da eine «Vibrationsmassage» auf einem Traktorsitz die körperliche Arbeit und Ertüchtigung nicht ersetzt. Wieweit dies gehen kann, zeigt ein Vorschlag eines Stabsoffiziers, der kürzlich in der Presse erschienen ist, wonach die obligatorische Schiesspflicht durch ein obligatorisches Körpertraining ersetzt werden sollte. Der Gedanke greift also um sich, dass körperliche Tüchtigkeit für das gesamte Volk heute bedeutungsvoll ist.

Schliesslich ist noch darauf hinzuweisen, dass die Volksgesundheit nicht nur die Jünglinge betrifft, sondern auch diejenige Hälfte der jungen Bevölkerung, die zum Teil im FHD ist, zum Teil auch nicht.

Was nun das nichtattraktive Programm anbelangt, ist der Kanton Bern in der glücklichen Lage, in Magglingen die Hochschule der körperlichen Ertüchtigung für die ganze Schweiz zu beherbergen. Aus eigener Erfahrung kann ich sagen, dass die von Magglingen entwickelten Miniprogramme eine maximale Wirkung zeitigen. Meine Erfahrung in dieser Hinsicht bezieht sich vor allem auf ältere Stabsoffiziere.

Es bleibt uns hier im Grossen Rate leider nichts anderes übrig, als diesen Punkt in der Debatte aufzugreifen. Turnerische Übungen kann ich Ihnen hier nicht demonstrieren. Dennoch liegt mir sehr viel daran, vom Herrn Militärdirektor zu vernehmen, was in bezug auf dieses ausserordentlich wichtige Anliegen in Zukunft geplant ist, damit das Rendement dieses Teiles des Vorunterrichts dem ganzen Bernervolk möglichst viel nützt und Erfolg hat.

Buchs (Lenk). Auf Seite 129 des Verwaltungsberichtes stehen Ausführungen über die Arbeiten im Zivilschutzwesen, besonders auch in bezug auf die Kurstätigkeit. Daraus geht jedoch nicht hervor, wo diese Kurse durchgeführt worden sind, ob mit Kasernenunterkunft oder sonstwo. In der Presse konnte man im Verlaufe des letzten Sommers eine Mitteilung lesen, wonach sich die Kantone Freiburg und Neuenburg zusammengetan haben zur Gründung eines Ausbildungszentrums in Sugiez. Auch der Kanton Genf verfügt über ein Ausbildungszentrum. Ich möchte mir bei dieser Gelegenheit die Frage erlauben, ob im Kanton Bern auch etwas Ähnliches geplant ist. Laut den Angaben im Verwaltungsbericht handelt es sich bei den aufgeführten Kursen um eidgenössische und kantonale Kurse, deren Teilnehmer hauptsächlich aus kantonalem Instruktionspersonal bestanden. In den nächsten Jahren wird die Ausbildung der vielen Funktionäre der zivilschutzpflichtigen Gemeinden des ganzen Kantons hinzukommen. Wo gedenkt man, die grosse Zahl Kurspflichtiger aus den bernischen Gemeinden auszubilden? Ein Problem bilden sicher die Unterkunftsfrage,

die Wahl des Übungsgeländes und vor allem die Übungsobjekte. Wäre nicht vielleicht auch für den Kanton Bern an die Schaffung eines Ausbildungszentrums zu denken, was die Militärdirektion eventuell in Zusammenarbeit mit andern Direktionen (z. B. Polizeidirektion) oder mit andern Institutionen (sportlichen Verbänden) an die Hand nehmen könnte. Da diese Kurse in der Regel von Montag bis Samstag dauern, so dass die Unterkunftsräume über das Wochenende nicht belegt wären, kann ich mir vorstellen, dass Sportverbände vielleicht froh wären, diese Unterkunftsräume über das Wochenende für ihre Kurse zu benutzen. Ich wäre dem Herrn Militärdirektor für eine Auskunft dankbar.

Trachsel. Mit Recht wird im Verwaltungsbericht der Militärdirektion darauf hingewiesen, welche Schwierigkeiten vielen Gemeinden erwachsen, wenn sie ihre Schiessanlagen vergrössern oder verlegen müssen. Diese Schwierigkeiten sind tatsächlich ausserordentlich gross. Auch in Gemeinden im Hügelgebiet, wo man meinen könnte, es wäre verhältnismässig leicht, eine 300-m-Schiessanlage zu errichten, stösst man oft auf fast unüberwindbare Schwierigkeiten. Wird irgendwo nach einem Terrain sondiert, schliesst sich die Bevölkerung sofort zusammen und leistet Widerstand, so dass die Inkonvenienzen und vor allem auch die Kosten ausserordentlich gross werden.

Im Verlaufe des letzten Jahres kam noch ein weiterer Umstand hinzu. Es wurde mir mehr als einmal, auch von höheren Militärpersonen, gesagt: «Weshalb wollen Sie jetzt noch eine 300-m-Schiessanlage bauen? In absehbarer Zeit werden, auch für die obligatorischen militärischen Schiessübungen, 150-m-Schiessanlagen genügen». Selbstverständlich würden 150-m-Schiessanlagen weniger Inkonvenienzen verursachen. Ich möchte daher den Herrn Militärdirektor fragen, ob die Möglichkeit besteht, dass in absehbarer Zeit, vielleicht in 10 bis 15 Jahren, 150-m-Schiessanlagen auch für die militärischen Programme genügen werden. Diese Frage wird sehr wahrscheinlich auch im Eidgenössischen Militärdepartement diskutiert. Dies konnte man wenigstens aus gewissen Pressenotizen schliessen. Ich lege grossen Wert auf eine möglichst verbindliche Antwort des Herrn Militärdirektors. Sollte er es vorziehen, auf meine Frage erst in der Novembersession zu antworten – ich würde ihm dies nicht verargen –, so wäre ich bereit, meine Frage in Form einer Interpellation zu deponieren.

Siegenthaler. Auf Seite 128 des Verwaltungsberichtes wird Auskunft gegeben über den Militärpflichtersatz. Der Militärpflichtersatz wird erst im Jahre nach dem Ersatzjahr bezogen, d. h. im Jahre 1967 z. B. ist der Militärpflichtersatz für das Jahr 1966 zu entrichten. Diese Regelung ist im Artikel 25 des Bundesgesetzes von 1959 über den Militärpflichtersatz vorgesehen.

Stirbt nun ein Ersatzpflichtiger, muss gemäss Artikel 6 des Militärpflichtersatzgesetzes ein Jahr später der Militärpflichtersatz noch von den Erben bezahlt werden. Für die Instanzen, die den Militärpflichtersatz einziehen, ist dies jeweils eine unangenehme, unerfreuliche Angelegenheit. Auch die Angehörigen des Verstorbenen finden es sonderbar, dass ihnen diese Verpflichtung nachträglich für einen Verstorbenen noch auferlegt wird. Man argumentiert etwa, die Steuern müssten auch bis zum Todestage bezahlt werden; diese sind jedoch bestimmt und können direkt verrechnet werden. Hinzu kommt, dass der Militärpflichtersatz nicht eine Steuer ist. Deshalb ist auch der Ausdruck «Militärsteuer» verschwunden und durch das Wort «Militärpflichtersatz» ersetzt worden. Überdies hat der Ersatzpflichtige im vorliegenden Falle nicht die Möglichkeit, seine Militärdienstpflicht im folgenden Jahre nachzuholen. Meiner Ansicht nach sollte man in diesem Falle auf den Bezug verzichten. Ich bitte den Herrn Militärdirektor, Schritte zu unternehmen, um bei der nächsten Abänderung des Militärpflichtersatzgesetzes, die ja vor der Türe steht, eine Korrektur anzubringen, die der Wirklichkeit und der Praxis besser gerecht wird, als das bis jetzt der Fall war. Vermutlich hat man im Jahre 1959 noch nicht gewusst, welche Folgen der Artikel 6 des Militärpflichtersatzgesetzes in der Praxis haben wird.

Guggenheim. Auf Seite 129 des Verwaltungsberichtes ist im Abschnitt «Amt für Zivilschutz» ersichtlich, dass für den baulichen Zivilschutz gegenüber früheren Jahren vermehrte Aufwendungen gemacht worden sind. Daraus darf wohl geschlossen werden, dass hauptsächlich auch private Luftschutzräume in vermehrtem Masse in den Gemeinden erstellt worden sind. Aus der Sicht eines Bürgers, der in Wangen an der Aare wohnt, stellt sich jedoch heute die Frage, ob im Katastrophenfalle nicht damit zu rechnen ist, dass die Aare im Seeland, aber auch im sogenannten Bipperamt über die Ufer treten könnte und nachher die Luftschutzräumlichkeiten, wie sie heute gebaut werden, unter Wasser gesetzt würden. Es wäre wenig sinnvoll, die Leute, die vor Luftangriffen Schutz suchen, in die Luftschutzräume zu weisen, wo sie dann ertrinken müssten. Ich möchte in diesem Zusammenhang daran erinnern, dass im Gebiet der Gemeinde Wangen und der angrenzenden Gemeinden nach dem Aufstau durch das Kraftwerk Neu-Bannwil nur noch eine Sicherheitsquote von 50 cm besteht. Tritt die Aare über die Ufer, werden sämtliche Luftschutzräume im heute überbauten Gebiet überschwemmt. Ich möchte aus diesem Grunde den Regierungsrat um Auskunft über folgende Fragen ersuchen:

1. Welche Massnahmen sind heute vorgekehrt, damit in einem Katastrophenfall eine Überflutung der Luftschutzräumlichkeiten in den Gegenden längs der Aare verhindert wird?

2. Ist der Regierungsrat bereit zu prüfen, nötigenfalls zusammen mit den zuständigen eidgenössischen Behörden, welche Vorkehren getroffen werden können, um eine Überschwemmung der Luftschutzräumlichkeiten zu verhindern?

3. Sollte nicht die heutige Konzeption unserer Luftschutzräumlichkeiten im Hinblick auf die Überschwemmungsgefahr überprüft werden?

Ast. Auf Seite 129 des Berichtes steht ein kurzer Abschnitt über die Inspektionen der Mannschaftsausrüstungen. Man ersieht daraus, dass an 294

Tagen Inspektionen abgehalten wurden. Im Berner Oberland, in meinem Inspektionsgebiet, scheinen diese Inspektionen im Jahre 1966 vorverlegt worden zu sein. Ich habe nämlich verschiedene Telefonanrufe von Alppersonal erhalten, das gezwungen war, wegen der Inspektion die Alp am Vorabend zu verlassen, um am andern Morgen rechtzeitig zur Inspektion erscheinen zu können. Ich möchte nun den Herrn Militärdirektor bitten, in diesen Gegenden die Inspektionsdaten wieder zurückzuverlegen, wie das früher der Fall war. Es ist nämlich dem Alppersonal nicht möglich, Ersatzleute aufzutreiben, so dass ein Abstieg von der Alp jeweils mit grossen Unannehmlichkeiten und Schwierigkeiten verbunden ist.

Villard. A propos de ce qu'on nomme protection civile, il me semble que l'on va un peu fort dans le canton. Nous savons tous, certes, que l'armée est incapable dans la guerre comme elle se passe à notre époque, de protéger les populations civiles. L'exemple de la dernière guerre l'a prouvé. Les chiffres concernant la guerre de Corée sont encore plus révélateurs et ceux qui concernent la guerre du Vietnam nous montrent que les pertes dans la population civile, comparées à celles des militaires, sont de l'ordre de 77 %. La course aux armements est une triste réalité, mais malheureusement nous en restons toujours au vieux concept du «si vis pacem para bellum» et la protection civile contribue malheureusement, malgré les intentions tout à fait louables de ceux qui s'en occupent, à accepter plus ou moins facilement l'idée d'une guerre. Alors on en arrive parfois à oublier l'essentiel: la préparation de la paix. Sans être pacifistes, il faudrait admettre aujourd'hui que le concept global de la défense nationale est à revoir et à élargir. On nous dit que $^2/_5$ de la population auraient place dans les abris qui sont déjà à disposition dans le canton. Mais les connaisseurs de ce problème nous disent aussi combien relative est la protection qu'offrent de tels abris. Je me réfère par exemple à des gens qui ont vécu la dernière guerre, a Cologne, par exemple, ou même dans d'autres villes très ravagées. On s'inquiète de ce que l'on pousse très loin cette organisation et que notamment on veuille absolument construire dans chaque nouvelle école un abri. Ce problème des abris dans les écoles me préoccupe pour plusieurs raisons. Il est arrivé qu'on nous fasse voter sur des projets de constructions scolaires. Souvent l'électeur ne se rend pas très bien compte qu'il vote pour la construction d'une école, mais en même temps pour la construction d'abri dont le rôle dans une école n'est pas tout à fait démontré comme entièrement positif. Il me semble qu'on devrait arriver dans ces cas-là à plus de clarté. Je m'étonne que dans un projet d'environ 30 millions, 7 millions environ sont prévus pour la protection civile. Il me paraît y avoir un peu d'exagération. On nous dit à ce sujet: Oui, mais cela ne revient pas très cher aux communes parce qu'il y a une augmentation très forte des subsides de la Confédération. A une époque où l'on parle si souvent de caisse vide, cette augmentation massive m'étonne aussi quelque peu. Quant à moi, je désirerais qu'on réfléchisse d'avantage au fond même du problème et qu'on freine un peu du côté de ces dépenses.

Michel (Meiringen). Ich komme auf eine Bemerkung zurück, die bereits vorgebracht worden ist, nämlich den Überschallknall durch Militärflugzeuge in den Fremdenverkehrsgebieten. Dieser wird tatsächlich von den Gästen und der Bevölkerung als sehr störend empfunden. Es herrscht nicht nur Beunruhigung, sondern Unwillen und Ärger im Tal wegen dieses Knalls. Abgesehen davon, dass Häuser und Fensterscheiben zum Erzittern gebracht werden, entstehen immer wieder gefährliche Schrecksituationen. Ein Bergführer erklärte mir kürzlich, er befürchte, dass einmal Kletterer in einer heiklen Situation abstürzen könnten als Folge des Überschallknalls. Sie befinden sich ja bekanntlich in einer noch kürzeren Distanz zur Detonation als die Bewohner des Tales. Bei allem Verständnis für die Übungsbedürfnisse der Flugwaffe wäre es doch wünschenswert, dass der Kanton über die Abteilung für Flugwesen bei der eidgenössischen Direktion der Militärflugplätze vorstellig würde, die Piloten möchten sich strikte an die Vorschriften halten. Es bestehen nämlich Vorschriften, wonach die bewohnten Gebiete auf diesen Übungsflügen möglichst zu meiden sind. Es würde dies viel zur Beruhigung der Bevölkerung beitragen.

Schürch. Das Votum von Herrn Villard veranlasst mich, hier ein paar Worte zu sagen; es ist sonst ja nicht die Aufgabe von alten Obersten, zum Verwaltungsbericht der Militärdirektion zu sprechen. Herr Villard, dem ich immer mit Vergnügen zuhöre, weil er gut formuliert, ist wahrscheinlich in einem Irrtum befangen, wenn er glaubt, wir hätten die gesetzlichen Grundlagen, damit das Volk über die Zivilschutzanlagen besser orientiert werde und namentlich selber entscheiden könne. Wie Sie selber wissen, hat unser Rat bei der Behandlung des Gesetzes über den Zivilschutz entschieden, dass die Gemeinderäte für die Zivilschutzanlagen allein zuständig seien. Der Entscheid über die Erstellung von Zivilschutzanlagen liegt nicht mehr beim Volk, sondern es verhält sich so, dass der Gemeinderat ganz allein, weit über seine normale Kompetenzgrenze hinaus, den Bau solcher Anlagen beschliessen kann. Ich bin somit hier einmal ausnahmsweise, ich muss es sagen, im Grunde genommen mit Herrn Villard einverstanden. Ich war nämlich auch der Meinung, dass es besser gewesen wäre, man hätte, besonders für kombinierte Anlagen (Schulhäuser mit Zivilschutzanlagen) an den Kompetenzgrenzen festgehalten. Der Entscheid darüber ist jedoch gefällt worden. Dieser Antrag ist damals unterlegen, so dass wir uns heute damit abfinden müssen, dass die Gemeinderäte sogar über Millionen-Projekte befinden können, ohne sie vor eine Volksabstimmung bringen zu müssen. Dass es auch Argumente gibt, die für diese Lösung ins Feld geführt werden können, will ich nicht bestreiten. Diese Argumente sind ja auch in der seinerzeitigen Debatte hier vorgebracht worden. Heute verhält es sich nun einmal so, dass die Errichtung von Zivilschutzanlagen eine gebundene Aufgabe ist, die uns von Bund und Kanton auferlegt worden ist. Wir haben darüber gar nicht mehr abzustimmen, sondern wir haben nur noch zu zahlen. Auf Grund dieser Situation möchte ich daher sagen, dass es Auf-

gabe der Gemeinderäte ist, in dieser Sache das notwendige Fingerspitzengefühl zu behalten. Der Kanton wird zweifellos darnach trachten, dass auch seine Finanzen nicht übermässig strapaziert werden. Im Prinzip bin ich jedoch nicht der Auffassung des Herrn Villard, dass wir in bezug auf den Zivilschutz bisher zuviel getan hätten, sondern ich glaube eher zu wenig.

Buri, Militärdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich möchte vorab den beiden Herren Grossräten Wüthrich und Stauffer (Büren) danken für den Besuch, den sie uns abgestattet haben. Wir haben versucht, ihnen einen Ausschnitt aus der Tätigkeit der Militärdirektion zu bieten. Wir zeigten ihnen auch die Renovation der Kaserne Bern. In bezug auf die Kasernenrenovation steht ja der Kanton Bern heute besonders gut da, da diese Aufgabe bald einmal als erfüllt betrachtet werden kann. Wir können dabei auch die erfreuliche Feststellung machen, dass die bis jetzt dafür beanspruchten Kredite den Rahmen des Budgets nicht gesprengt haben. Die vorgenommene Renovation darf uns alle mit Genugtuung erfüllen.

Die Herren der Staatswirtschaftskommission haben sich über verschiedene Fragen erkundigt. Wir haben ihnen bereitwillig Auskunft gegeben. Ich will nun versuchen, dem Grossen Rat auf die hier gestellten Fragen ebenfalls zu antworten.

Herr Grossrat Jaggi fragt, warum die Vorschriften über die Ersatzpflichtbefreiung nicht eingehalten werden. Ich glaube, hier festhalten zu dürfen, dass die eingereichten Gesuche sehr seriös geprüft werden. Ich bin gerne bereit, den von Herrn Jaggi aufgeworfenen Fall noch abklären zu lassen. Vermutlich wird in diesem Fall die körperliche Behinderung nicht den notwendigen Grad der Invalidität erreichen. Wir sehen auch bei der Invalidenversicherung, dass es viele körperbehinderte Leute gibt, die nicht in den Genuss einer Rente der Invalidenversicherung kommen. Kürzlich ist ja das Invalidenversicherungsgesetz des Bundes revidiert worden. Dabei habe ich bereits in der Kommission zum Ausdruck gebracht, dass man sich verwundern müsse, dass es gelungen sei, die Eingliederung von Behinderten sehr aktiv zu betreiben und eine derartige Ausscheidung vorzunehmen. Das wird auch bei diesem Studenten der Fall sein. Es ist anzunehmen, dass der junge Mann, von dem Herr Grossrat Jaggi gesprochen hat, geistig sehr gut entwickelt ist, so dass er seine körperliche Invalidität dadurch überwinden kann. Ich bin gerne bereit, diesen Fall noch überprüfen zu lassen. Vielleicht handelt es sich um einen Grenzfall. Ferner bin ich bereit, zusammen mit meinen Mitarbeitern zu prüfen, ob die Vorschriften eventuell noch präziser gefasst werden könnten.

Die Herren Brawand und Michel (Meiringen) haben als Vertreter des Fremdenverkehrsgebietes die Situation in bezug auf die Überschallflüge der Mirage-Flugzeuge geschildert, wobei beim Durchstossen der Schallgrenze der von der ganzen Bevölkerung als sehr lästig empfundene Knall entsteht. Es wird sehr schwierig sein, eine Route zu finden, die niemand belästigt, namentlich in einem kleinen Land. Ich war kürzlich, vor dem Besuch der Staatswirtschaftskommission, auf der Grimsel. Wir besichtigten dort ein Naturschutzgebiet. Während unserer Besichtigung vernahm man mehrere derartige Detonationen. Man wusste vorerst nicht, ob sie von einer grossen Explosion herrührten. Mit der Zeit merkten wir, dass es der Überschallknall von Flugzeugen war. Man geht hier ein wenig nach dem Grundsatz: «Verschone unsere Häuser und zünde lieber andere an!» Wenn man hier erwähnt, es wäre besser, über die Grimsel zu fliegen, so glaube ich, wäre der Hotelier auf der Grimsel mit diesem Vorschlag gar nicht einverstanden. Ich verstehe selbstverständlich die Überlegungen, die hier angestellt worden sind. Ich bin bereit, diesbezüglich nochmals mit den eidgenössischen Instanzen Fühlung aufzunehmen, um gewisse Präzisierungen zu erwirken. Auch bei den Schiess- und Gefechtsübungen in den Jagdbannbezirken stellen wir immer wieder fest, dass es für die Truppen- und Schulkommandanten eine überaus grosse Aufgabe ist, alle Vorschriften, die herausgegeben werden, gründlich zu kennen. Mit Rücksicht auf die kurzen Distanzen in unserem Lande ist es für die Piloten schneller Flugzeuge wie die Mirages ausserordentlich schwierig, eine genau umschriebene Route innezuhalten. Ich bin jedoch, wie bereits gesagt, bereit, mich der Sache nochmals anzunehmen.

Herr Grossrat Ueltschi beklagt sich über eine ungenügende Vergütung bei Landschäden durch die Truppe. Auf den Grundsatz der Benützung des Landes hat er bereits verwiesen. Herr Ueltschi ist der Auffassung, man sollte bei der Festlegung der Entschädigung eine etwas largere Praxis an den Tag legen, als sie von den Herren Feldkommissären geübt wird. Wenn zwei oder drei Stück Vieh plötzlich abgetan werden müssen, so kann man aber nicht ohne weiteres annehmen, eine militärische Übung sei daran schuld. Es könnten auch andere Ursachen in Frage kommen. Es ist immerhin begreiflich, dass die Viehbesitzer und Älpler die Ursache in erster Linie in den militärischen Übungen suchen, daraufhin die Schäden anmelden, die nachher vom Feldkommissär abgelehnt werden. Herr Dr. Ueltschi, ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie mir den Fall noch melden würden, damit die Angelegenheit noch abgeklärt werden kann. Ich habe auch den Eindruck, dass hier vielleicht ein gewisses Entgegenkommen am Platze wäre, dies umso mehr, als wir ausserordentlich dankbar sind, solche Schiessplätze benützen zu dürfen. Wir dürfen somit in der Entschädigungsfrage auch nicht zu engherzig sein. Ich bin also gerne bereit, diesen Fall mit dem Herrn Oberfeldkommissär zu prüfen.

Herr Grossrat Braunschweig machte hier einige Ausführungen über den Wert des Vorunterrichtes im Zeitalter der Motorisierung. Er hat auch erwähnt, ein Offizier habe vorgeschlagen, die obligatorische Schiesspflicht durch ein Körpertraining zu ersetzen. Für die Realisierung dieses Vorschlages sehe ich Schwierigkeiten. Unsere Soldaten sind gerne bereit, bis in ein verhältnismässig hohes Alter hinauf die obligatorische Schiesspflicht zu erfüllen. Sie nehmen ja auch immer wieder in grosser Zahl am eidgenössischen Feldschiessen teil. Dagegen glaube ich, dass sie nicht ohne weiteres bereit wären, sich einem obligatorischen Körpertraining zu unterziehen. Ich habe auch fest-

gestellt, dass der erwähnte Artikel in der Öffentlichkeit nicht auf lauter Gegenliebe gestossen ist. Es sind sofort ganz überzeugende Einwände vorgebracht worden.

Ich will hier noch ganz kurz das Gebiet des Vorunterrichtes streifen, das wir, wie Herr Grossrat Wüthrich bereits ausgeführt hat, bereits beim Besuch der Staatswirtschaftskommission behandelt haben. Dem Grossen Rat möchte ich hier erklären, dass wir die Absicht haben, das heutige Vorunterrichtsbüro in ein Amt für Sport und Jugend auszubauen. Das wird aktuell sein, sobald der Bund seinen diesbezüglichen Entscheid gefällt hat, worauf dann auch die weibliche Jugend diese Vorunterrichtskurse besuchen könnte. Nach dieser Richtung ist zurzeit viel im Gange. Auch das Raumproblem darf dabei nicht ausser acht gelassen werden. Ich habe letztes Jahr und diesen Sommer solche Kurse besucht, wie sie namentlich im Tessin, im Alpengebiet und auch in Magglingen durchgeführt werden. Der Kanton Bern ist gezwungen, diese Kurse heute dort durchzuführen, wo dies noch einigermassen möglich ist. Sobald der Bund seine Entscheide getroffen hat, werden wir dem Grossen Rate unsere Vorschläge in bezug auf den Vorunterricht unterbreiten. Ich habe meinen Mitarbeitern erklärt, der Kanton sollte auf diesem Gebiet nicht vorgreifen, damit im Grossen Rate nicht der Eindruck entsteht, wir würden in ein Gebiet vorstossen, das vom Bund aus noch gar nicht gutgeheissen worden ist.

Herr Grossrat Buchs hat sich nach den Kursen für Zivilschutzfunktionäre erkundigt. Auch in dieser Beziehung sind wir im Kanton Bern etwas handikapiert. In der Regierung wurde kürzlich beschlossen, die Herren Regierungsräte, die sich dafür interessieren, sollten in nächster Zeit das Zivilschutzzentrum in Sugiez besichtigen. Da zur Zeit der Herr Finanzdirektor krank ist, muss dieses Geschäft zurückgestellt werden. Der Vorschlag der kantonalen Militärdirektion, es sollte eine Regierungsdelegation eine solche Besichtigung unternehmen, um abzuklären, ob in unserem Kanton etwas Ähnliches vorgekehrt werden könnte, ist im Regierungsrat gut aufgenommen worden. Wir sind ohne weiteres bereit, das Studium dieser Frage an die Hand zu nehmen. Ich wäre infolgedessen sehr dankbar, wenn man uns melden würde, wo ein geeignetes Gelände für ein Zivilschutzzentrum im Kanton Bern zur Verfügung gestellt werden könnte.

Herr Grossrat Guggenheim hat auf eine sehr interessante Frage aufmerksam gemacht. Es ist dies allerdings keine grosse Entdeckung. Ich hatte Gelegenheit, an Territorialkursen teilzunehmen, wo uns gezeigt wurde, welche Vorkehren getroffen sind für den Fall, dass unsere Staumauern zerstört werden sollten und die Gefahr einer Überflutung unserer Täler sowie des Mittellandes, dem Aarelauf entlang, bestehen würde. Ferner hat dieses Frühjahr ja auch eine grosse Landesverteidigungsübung stattgefunden, die diese Probleme einbezogen hat. Es würde zu weit führen, jetzt im Detail darüber Auskunft zu geben. Wie ich dort an der Schlusskritik gehört habe, sind alle diese Fragen geprüft worden. Es handelt sich um ein Problem, das sehr aufmerksam verfolgt werden muss. Es wäre ja sinnlos, die Luftschutzräume so zu bauen, dass sie im Katastrophenfall überflutet würden. Sie können versichert sein, dass diese Verhütung in der Absicht der Behörden liegt.

Herr Grossrat Guggenheim hat mir drei Fragen gestellt. Vorerst möchte er wissen, welche Massnahmen für den Katastrophenfall in Aussicht genommen sind. Ich werde ihn darüber noch orientieren. Ferner fragt er, ob der Regierungsrat bereit sei, dieses Problem mit den Bundesbehörden zu besprechen. Das ist ebenfalls soweit abgeklärt, als gerade diese Landesverteidigungsübungen den notwendigen Aufschluss gegeben haben. Ich glaube nicht, dass die heutige Konzeption in bezug auf die Luftschutzbauten abzuändern ist. Es ist höchstens zu berücksichtigen, dass gewisse Gebiete unter Umständen überflutet werden könnten und dass für diesen Fall Massnahmen in Aussicht genommen werden müssen. Die Anregung von Herrn Guggenheim ist aber wertvoll. Ich bin gerne bereit, sie weiterzuverfolgen und Herrn Guggenheim nachher noch weitern Aufschluss zu erteilen über die Fragen, die er gestellt hat.

Herr Grossrat Villard hat den Eindruck, der Zivilschutz schreite nun zu rasch voran; sonst hören wir eher die gegenteiligen Vorwürfe. Es heisst meistens, wir würden zu wenig unternehmen. Speziell das Bundesamt für Zivilschutz vertritt diese Auffassung, obschon anerkannt wird, dass wir im Kanton Bern bereits Beträchtliches geleistet haben. Ich bin mit Herrn Villard einverstanden in bezug auf die Schwierigkeiten, die sich wegen der heutigen Kampfmethoden für die Zivilbevölkerung ergeben können. Herr Dr. Schürch hat ihm bereits auseinandergesetzt, wie die Kompetenzen geordnet sind. Es ist richtig, dass die Gemeinden hie und da erschrocken sind über die Aufgaben, die ihnen zufallen. Im grossen und ganzen sind sie jedoch bereit – ich durfte das an verschiedenen Konferenzen feststellen –, die Aufgaben zu lösen. In unseren bernischen Gemeinden wird der Organisation des Zivilschutzes eine sehr grosse Bedeutung beigemessen. In den meisten Gemeinden stehen auch Schutzbauten in Ausarbeitung. Nun verhält es sich so, Herr Grossrat Villard, dass wenn die Bauten ausgeführt sind und die Gemeinden wünschen, dass die Subvention ausgerichtet wird, wir dies an die Hand genommen haben. Ich schätze mich glücklich, dass wir dies bis jetzt tun konnten. Im Anschluss an diese Beratung wird der Grosse Rat ja noch zu solchen Projekten Stellung nehmen müssen. Ich habe also eher den Eindruck, dass wir in bezug auf den Zivilschutz nicht überstürzt vorgehen. Wir stehen eher im Rufe, etwas im Rückstand zu sein. Zur Frage, ob die Konzeption bezüglich des Schutzes für die Bevölkerung überprüft werden müsse, kann ich nicht ohne weiteres ja oder nein sagen. Ich glaube, dass wir die Sache nehmen müssen, wie sie ist. Man wird nicht für den hintersten Fall, der sich in einem Kriege ereignen kann, gewappnet sein. Schutzbauten stehen in einem gewissen Ausmass zur Verfügung. Man rechnet mit soundsovielen Einwohnern, die Schutz finden sollten. Nun wird es sich im Ernstfall so verhalten, dass einzelne Einwohner diese Schutzräume nicht mehr rechtzeitig werden erreichen können. Ich weiss nicht, ob ich die Ausführungen von Herrn Villard richtig verstanden habe. Jeden-

falls bin ich bereit, Herrn Villard einmal Einblick in den bernischen Zivilschutzdienst zu gewähren, um ihm zu zeigen, was da in Zusammenarbeit mit den Gemeinden vorgekehrt wird. Ich glaube, wir dürfen, nachdem die Angelegenheit gut in Gang gekommen ist, daran nicht wieder Zweifel aufkommen lassen.

Herr Grossrat Trachsel hat auf Schwierigkeiten bei der Verlegung von Schiessanlagen aufmerksam gemacht. Die Frage, ob das Schiessen auf 150 m einmal wirkliche Bedeutung erlangen wird, kann ich nicht abschliessend beantworten. Ich habe nur in der «Schweizerischen Schützenzeitung» Nr. 32 kürzlich gelesen: «Mit der Einführung des Sturmgewehrs, das den Karabiner und das Lmg ersetzt, wurde unserem Wehrmann die beste persönliche Waffe aller Armeen in die Hand gedrückt. Damit soll der Kämpfer unter anderem auch ein rasches und wirksames Einzelfeuergefecht bereits auf 200 bis 400 m führen können, um einem allfälligen Gegner mit Sicherheit überlegen zu sein. Vor vierzehn Tagen hatte man anlässlich einer internationalen Veranstaltung Gelegenheit, einen israelischen Offizier über seine Erfahrungen im realistischen Feuergefecht zu befragen. Der kriegserfahrene Offizier teilte mir mit, dass seine gut ausgebildete Truppe im Feuergefecht bis zu 100 Metern grössere Verluste nicht vermeiden konnte. Sobald aber der Gegner auf mittlere Schussdistanzen von 200 bis 400 m bekämpft werden konnte, war seine Truppe gewaltig im Vorteil, weil der Gegner auf diese Distanzen das Gefecht nicht mehr erfolgreich führen konnte. Auch amerikanische Kriegsberichterstatter bestätigten diese These.»

Ich persönlich bin der Auffassung, dass das Schiessen auf 300 m in keiner Weise überlebt ist und vorderhand beibehalten werden wird. Ich glaube nicht, dass man sehr bald dazu kommen wird, die Distanzen zu ändern und nachher nur noch Stände auf 150 m zu bauen. Dagegen wird man vielleicht in vermehrtem Masse Stände mit verschiedenen Distanzen errichten. Ich hatte letzten Sonntag Gelegenheit, eine wunderschöne Anlage im Bözingerberg bei Biel zu besichtigen, wo sowohl auf 50 wie auf 100 und 300 m geschossen werden kann. Da oder dort wird sich eine Anlage von 100 oder 150 m bestimmt durchsetzen können; ich glaube jedoch nicht, wie bereits erwähnt, dass das Schiessen auf 300 m, militärisch gesehen, an Bedeutung verlieren wird.

Herr Grossrat Siegenthaler hat vom Militärpflichtersatz Verstorbener gesprochen. Ich bin auch bereit, diese Frage abzuklären. Bei der heutigen Ordnung verhält es sich leider so, dass, wie bei den Steuern, für den Verstorbenen nachträglich noch der Militärpflichtersatz bezahlt werden muss. Ich bin mit Herrn Siegenthaler einverstanden, dass sich diese Praxis mit dem eigentlichen Sinn des Militärpflichtersatzes nicht deckt. Diese Frage ist gegenwärtig im Studium. Ich hoffe, dass ich Herrn Siegenthaler auf seine Anfrage gelegentlich noch eingehend antworten kann.

Auch die Anregung von Herrn Grossrat Ast nehme ich zur Prüfung entgegen. Im Jahre 1966 mussten sehr viele Austrittsinspektionen durchgeführt werden, da damals vier Jahrgänge aus der Wehrpflicht entlassen wurden. Dies wird in nächster Zeit nicht mehr vorkommen. Ich bin bereit, den Kreiskommandanten zu melden, sie möchten auf das Alppersonal gebührend Rücksicht nehmen.

Genehmigt.

Zivilschutzbauten in den Gemeinden Worb, Steffisburg und Muri b/Bern; Subventionierung

(Beilage 22, Seiten 2 bis 4;
französische Beilage Seiten 2 und 3)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Wüthrich, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

Motion des Herrn Grossrat Schweizer (Wattenwil) — Lärmbekämpfung im Thuner Westamt

(Siehe Seite 266 hievor)

Schweizer (Wattenwil). Da ich mich einverstanden erklären kann, meine Motion in ein Postulat umzuwandeln, kann ich mich bei der Begründung kurz fassen.

Ich möchte vorausschicken, dass die Bevölkerung unserer Gegend sehr militärfreundlich eingestellt ist. Unsere Bewohner sind sich voll und ganz im klaren, dass einer Truppe eine Waffe nichts nützt, wenn sie damit nicht die erforderliche Übung hat. In unserer Gegend wohnen zur Hauptsache Frühaufsteher. Die einen sind es, weil ihr Arbeitsort weit entfernt ist (Thun oder Bern), die andern, weil sie in der Landwirtschaft arbeiten. Wenn jedoch während Übungen von Rekrutenschulen des nachts öfters Panzerwagen durch die Dörfer rasseln und gelegentlich ein solches Vehikel mitten in einem Dorf eine Panne erleidet, worauf in Intervallen der Motor aufheult, ist es um die Nachtruhe der Bewohner geschehen. Die Leute kommen daher in ihrem Schlaf zu kurz, vor allem auch Greise, Kranke und Schulkinder. Ich hoffe, dass der Annahme meines Postulates nichts im Wege stehen wird.

Buri, Militärdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. An der Abklärung der Fragen des Thuner Westamtes ist seit langer Zeit gearbeitet worden. Die Gemeinderäte des Thuner Westamtes mit Herrn Grossrat Hans Blaser an der Spitze sind mit den eidgenössischen und kantonalen Instanzen konfrontiert worden. Man hat gemeinsam verhandelt und versucht, eine befriedigende Lösung für alle Teile zu finden. Nachdem diese Verhandlungen eine Zeitlang vom jeweiligen Regierungspräsidenten geführt worden waren, hat der Regierungsrat einen Beschluss gefasst, wonach die Militärdirektion diese Angelegenheit weiterverfolgen soll. Es geschah dies im Verlaufe des letzten Jahres.

Wir nahmen insbesondere mit den eidgenössischen Instanzen Fühlung auf, um zu prüfen, was diesbezüglich zugunsten der Bevölkerung des Thuner Westamtes vorgekehrt werden könnte. Die Militärdirektion erhielt die Vorschläge der eidgenössischen Instanzen, die wir nachher in einem Exposé den betroffenen Gemeinden zustellten. Wir stellten den Gemeinden auch in Aussicht, dass wir bereit seien, nochmals zu einer Besprechung zusammenzukommen, nachdem die Gemeinden zu unserem Exposé Stellung genommen haben, um über gewisse, vielleicht noch zu wenig abgeklärte Fragen nochmals sprechen zu können. Diese Verhandlungen sind heute im Gang. Ich habe deshalb Herrn Grossrat Schweizer erklärt, ich möchte beim gegenwärtigen Stand der Verhandlungen nicht beim Schulkommandanten intervenieren, was übrigens auch nicht der Dienstweg wäre. Wir gaben seinerzeit dem Ausbildungschef bereits Kenntnis von der Motion mit dem Wunsche, diese Angelegenheit bei den Verhandlungen ebenfalls zu berücksichtigen.

Selbstverständlich sollte die Nachtruhe respektiert werden; anderseits verhält es sich jedoch so, dass diese Übungen der Truppe vor allem während der Nacht durchgeführt werden müssen. Da stossen nun zwei Dinge aufeinander, die sich gegenseitig schlecht vertragen. Ich gebe zu, dass es ausserordentlich lästig sein kann, wenn ein Panzer des Nachts stecken bleibt und dann versucht werden muss, ihn wieder in Gang zu bringen, wobei der Motor von Zeit zu Zeit aufheult, wie dies Herr Grossrat Schweizer geschildert hat. Auf der andern Seite muss natürlich auch den Bedürfnissen der Truppe Verständnis entgegengebracht werden.

Wie bereits gesagt, sind die Verhandlungen im Gange, und man wird versuchen, eine für alle Teile befriedigende Lösung zu finden. Ich möchte Herrn Grossrat Schweizer danken, dass er bereit ist, seine Motion in ein Postulat umzuwandeln. Die Regierung nimmt das Postulat entgegen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Motion des Herrn Grossrat Grimm — Aufhebung der Schützenvereinsbeiträge

(Siehe Seite 368 hievor)

Grimm. Bien que la défense nationale soit du ressort de la Confédération, les ordonnances fédérales sur les tirs hors du service laissent aux cantons le soin d'édicter toutes dispositions sur l'organisation des tirs obligatoires. Ces dispositions varient beaucoup de place en place. Dans certains cantons, les obligations et les droits des sociétés de tir sont bien définis. Dans le canton de Berne, les prescriptions en la matière s'en tiennent aux généralités. Ainsi, les sociétés de tir fixent librement les dates des séances de tir, leur durée, leur nombre et enfin les montants des cotisations. Ces pratiques comportent bien des inconvénients. Premièrement, les séances de tir sont fixées dans l'année, à des époques peu favorables; leur nombre est souvent trop restreint; ensuite, les membres, donc tous les citoyens astreints aux tirs obligatoires, ne prennent aucune part aux délibérations et décisions de la société de tir. Tout se passe en petit comité. Enfin, le montant des cotisations est souvent trop élevé. Il est par exemple dans la commune de St-Imier de fr. 12.—. Compte tenu du temps perdu, des charges qui grèvent le budget pour certains tireurs, des sacrifices qu'exige l'armée de tout citoyen, cette cotisation apparaît comme un impôt du Turc. Le canton aurait intérêt à remédier à la situation présente en changeant le statut des sociétés de tir et en précisant les obligations qu'elles ont à remplir. En particulier, les cotisations des membres devraient être fixées par les sociétés de tir, d'entente avec le département militaire cantonal. Ces cotisations seraient réduites au minimum. Bien plus, les cotisations des membres incorporés dans l'armée devraient être prises en charge par l'Etat. Celui-ci en verserait le montant aux sociétés après vérification des rapports de tir. L'Etat pourrait également consentir des avances de fonds aux sociétés pour leurs besoins de trésorerie. Disparités régionales et abus seraient ainsi supprimés. Les dispositions que je viens d'énoncer sont celles, grosso modo, en vigueur dans le canton de Genève depuis 1956. Pour citer un autre canton, celui de Neuchâtel. Dans ce canton, le Conseil d'Etat a fixé, depuis 1963, le montant des cotisations à fr. 1.—. En revanche, l'Etat verse à la société cantonale une subvention annuelle de fr. 60 000.—. Cette dernière alloue ensuite un subside de fr. 4.— par membre ayant exécuté des tirs obligatoires. Genève et Neuchâtel ont, semble-t-il, trouvé dans ce domaine une solution convenable à cette question. Il serait temps que le canton de Berne en fasse autant et s'approche des sociétés de tir et s'assure leur consentement pour toute modification des dispositions actuelles. Une réglementation moderne des tirs obligatoires est nécessaire, réglementation qu'on pourra au besoin appliquer par étape. La collectivité, les sociétés de tir et l'Etat auront tout à y gagner.

Buri, Militärdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Motion Grimm entspringt sehr wahrscheinlich Strömungen, die sich heute in gewissen Kreisen bemerkbar machen und die insbesondere alle sogenannten Opfer für die Landesverteidigung und die Armee kritisieren, zum Teil aber auch ablehnen. Herr Grimm hat ausgeführt, man könne den Schützen der obligatorischen Schiessübungen nicht mehr länger die Bezahlung des Vereinsbeitrages an die Schützengesellschaft zumuten, weshalb der Staat hier einspringen sollte.

Der Motionär geht davon aus, dass die obligatorischen Schiessübungen als Pflicht im Dienstreglement verankert seien, so dass dem Schützen daraus keine Kosten erwachsen sollten. Vorab möchte ich feststellen, dass die obligatorische Schiesspflicht im Artikel 124 der Militärorganisation der Schweizerischen Eidgenossenschaft verankert ist. Es handelt sich um ein Bundesgesetz. Sollten die Schützen nicht in der Lage sein, diese finanzielle Verpflichtung zu tragen, so wäre es somit Sache des Bundes und nicht des Kantons,

den Beitrag an die Schützengesellschaften zu übernehmen. Das ausserdienstliche Schiessen ist übrigens für viele Schützen mehr als bloss eine militärische Obliegenheit und Verpflichtung. In weiten Kreisen wird das Schiessen als eine schöne, alte Tradition betrachtet. Die Schiessvereine haben übrigens bestanden, bevor es obligatorische Schiessübungen gab. Im Kanton Bern haben am 3./4. Juni dieses Jahres gegen 50 000 Schützen das eidgenössische Feldschiessen absolviert. Damit haben sie dokumentiert, dass sie absolut bereit sind, das Vaterland mit der Waffe zu verteidigen und dass sie die Schiesspflicht nicht als das unerhörte Opfer betrachten, wie es von gewisser Seite dargestellt wird. In letzter Zeit haben wir es erlebt, vor welche Situation ein kleines Land sich plötzlich gestellt sehen kann, nämlich im Nah-Ost-Konflikt, wo ein Volk sich dafür eingesetzt hat, seine Freiheit und Unabhängigkeit zu bewahren. Dieses Volk war vorbereitet. In bezug auf die militärische Bereitschaft hat es nicht einfach alles vernachlässigt. Es muss einmal mehr gesagt werden: Mit Spruchbändern, Friedensmärschen und dem Lärm unserer Dienstverweigerer hätte man Israel nicht retten können. Israel wäre ausradiert worden, wie es seine Gegner haben wollten. Ich glaube, das dürfte für uns eine Lehre sein, die minimalsten Verpflichtungen auf uns zu nehmen. Wenn wir unser Land weiterhin frei und unabhängig erhalten wollen, müssen wir auch bereit sein, ein Opfer auf uns zu nehmen, ohne alles auf Kanton und Bund abwälzen zu wollen. Ich glaube, dass das sogenannte übertriebene Opfer nicht so gross ist und von den Schützen auch nicht so gewertet wird. Die meisten Schützen sind ohne weiteres bereit, dieses Opfer ohne Murren zu übernehmen.

Herr Grossrat Grimm hat die beiden Kantone Genf und Neuenburg erwähnt. Von 25 Kantonen sind dies die einzigen Kantone, die den Pflichtschützen den Vereinsbeitrag abgenommen haben. Mit welchem Erfolg? Ich will nicht von den politischen Erfolgen reden, sondern von den Erfolgen im Schiesswesen. Die Zahl der Verbliebenen bei den obligatorischen Schiessübungen beträgt im Kanton Bern 0,85 Prozent und im Kanton Genf 14,12 Prozent, also ungefähr 16mal mehr als bei uns. Bei uns haben 1966 rund 58 Prozent der Vereinsmitglieder am freiwilligen Feldschiessen teilgenommen, im Kanton Genf nur 9 Prozent. Man kann somit nicht behaupten, dass wenn der Staat die Lasten übernimmt, dies die Schiessfreudigkeit des Wehrmannes fördern würde. Ganz im Gegenteil, der Schütze erhält den Eindruck, wenn der Staat den Beitrag für ihn bezahle, so brauche er sich nicht mehr um die Sache zu interessieren.

Wir haben auch noch geprüft, was der Vorschlag des Herrn Grimm den Kanton Bern kosten würde. Der Kanton Genf zahlt für seine Pflichtschützen Fr. 6.25 pro Schütze, Fr. 1.— pro Pistolenschütze und Fr. 2.— pro Jungschütze. Hinzu kommt ein jährlicher Beitrag je Scheibe von Fr. 300.—. Das Scheibengeld muss jedoch nachher dem Staat von den Gemeinden zurückvergütet werden, und zwar einheitlich nach Kopf der Bevölkerung, ohne Unterschied der Finanzkraft der Gemeinde. Unsere Berechnungen haben somit ergeben, dass wir nach einem System, wie es in Genf angewandt und von Herrn Grimm vorgeschlagen wird, mit jährlichen Aufwendungen des Staates von ungefähr 2 Millionen Franken rechnen müssten. Der Regierungsrat ist deshalb der Auffassung, dass eine derartige zusätzliche und alle Jahre wiederkehrende Aufgabe des Staates heute nicht verantwortet werden kann. Wie ich im übrigen dargelegt habe, wäre eine solche Lösung auch nicht zweckdienlich, da sie die Schiessfreudigkeit in keiner Art und Weise fördert.

Unser heutiges System hat sich nach unserem Dafürhalten sehr gut bewährt. Genf zählt 18 Schiessvereine (300 m), der Kanton Bern 756. Rund 7000 Vorstandsmitglieder unserer Schiessvereine, dazu die Amts-, Landesteil- und Kantonalverbände leisten jahraus, jahrein ehrenamtlich eine hervorragende Arbeit. Diese muss auch einmal anerkannt werden. Diese Vereine sind Träger des Schiesswesens. Sie beziehen die Mitgliederbeiträge je nach Finanzbedarf. Wenn man in St-Imier, Herr Grossrat Grimm, einen Beitrag von Fr. 12.— verlangt, wird dies sehr wahrscheinlich einer Notwendigkeit entsprechen. Wer mit der Höhe des Beitrages nicht einverstanden ist, kann an der Hauptversammlung des Vereins opponieren. Sollte ein prohibitiver Beitrag erhoben werden, wären wir natürlich bereit, die Angelegenheit zu untersuchen.

Ich glaube, dass wir im Kanton Bern unsere Pflicht besser erfüllen, wenn wir bei unserem System verbleiben. Die Militärdirektion wendet jährlich rund Fr. 100 000.— für das kantonale Turn-, Sport- und Schiesswesen auf. Zu erwähnen ist ferner, dass den finanzschwachen Gemeinden noch speziell geholfen wird, namentlich wenn sie für das Schiesswesen Aufwendungen erbringen müssen, die sie nicht zu tragen in der Lage sind.

Aus diesen Überlegungen heraus lehnt der Regierungsrat die Motion Grimm ab. Ich bitte den Grossen Rat, dies ebenfalls zu tun.

Aebi. Ich erlaube mir, hier ein paar Worte beizufügen, da ich Einblick ins Schiesswesen habe.

Es ist sicher unbestritten, dass das ausserdienstliche Schiesswesen mit der Tradition, die damit verbunden ist, wesentlich zu unserer Wehrbereitschaft beiträgt. Wir haben uns hier nicht darüber auseinanderzusetzen, ob das Programm noch zeitgemäss sei. Ich glaube, dass das EMD die Gestaltung des Programms dem Bedürfnis und den Gegebenheiten jeweils anpasst.

Wie bereits gesagt worden ist, ist das ausserdienstliche obligatorische Schiesswesen eine eidgenössische Pflicht. Die Durchführung wird über den Schweizerischen Schützenverein mit seinen Kantonalverbänden und über den Arbeiterschützenbund an rund 4000 Sektionen übertragen. Der Kanton Bern allein zählt rund 800 Sektionen mit rund 90 000 Schützen, welche die obligatorische Schiesspflicht erfüllen. Die Vereine sind gehalten, einen möglichst niedrigen Beitrag anzusetzen. Jede Sektion muss auch ihre Statuten dem eidgenössischen Schiessoffizier einreichen, der sie an die Militärdirektion zur Genehmigung weiterleitet. Auf diese Art wird darüber gewacht, dass die Beiträge möglichst bescheiden angesetzt werden. In vielen Ortschaften bestehen zwei oder noch mehr Gesellschaften. Davon ist in der Regel eine die sogenannte «Muss-Schützengesellschaft», die ganz be-

stimmt den Beitrag auf ein Minimum festlegt. Wo dies nicht zutrifft, haben die Gesellschaften meistens zwei Kategorien von Mitgliedern, die sogenannten A-Mitglieder, die gewöhnlich nur das obligatorische Schiessprogramm erfüllen, und die sogenannten B- Mitglieder, die neben dem obligatorischen Schiessen auch noch das Sportschiessen betreiben. Ein Schiesspflichtiger hat somit in den weitaus meisten Fällen die Möglichkeit, seine Schiesspflicht ohne grosse Kosten zu erfüllen. Schliesslich hat jedes einzelne Mitglied das Recht, an der Hauptversammlung mit Stimmrecht teilzunehmen. Es verhält sich somit nicht so, wie Herr Grimm gesagt hat, dass einfach ein kleines Komitee die Beschlüsse fasse. Es stimmt auch nicht, wenn gesagt wird, dass die obligatorischen Schützen mithelfen müssten, das Hobby der Sportschützen zu finanzieren. Sie bezahlen die Auslagen in den meisten Fällen selber. Wo dies nicht der Fall ist, wird eine Veranstaltung, etwa ein Schützenfest, organisiert, die das Geld einbringt, das für das zusätzliche Schiessen aufgewendet werden muss.

Ich bin der Meinung, dass es sich hier um ein bescheidenes Opfer handelt, das der einzelne zu erbringen hat. In allen Kreisen ist noch vor kurzem das Beispiel Israels angeführt worden. Die Opferbereitschaft dieses Volkes für seine Selbstbehauptung wurde allgemein bewundert. Dabei ist zu erwähnen, dass die Opfer, die in Israel für die Wehrbereitschaft gebracht werden, wesentlich grösser sind als bei uns. Angesichts solcher Tatsachen kommt nun heute Herr Grimm und ist nicht einmal bereit, das bescheidene Opfer von etwa einem Stundenlohn – die meisten Gesellschaften erheben einen Beitrag von Fr. 6.— bis Fr. 10.— – zu erbringen. Abgesehen von der finanziellen Konsequenz sehe ich hinter der Motion Grimm eine üble Tendenz. Ich ersuche Sie deshalb – auch im Namen der BGB-Fraktion –, die Motion abzulehnen.

Abstimmung

Für Annahme der Motion ..... 13 Stimmen
Dagegen ..... 115 Stimmen

Eingelangt sind folgende

Motionen:

I.

Der Regierungsrat wird beauftragt, beim Bund vorstellig zu werden, um im Interesse einer gesamtschweizerischen Verkehrskonzeption einen zeitgemässen Verteilungsschlüssel bei den Betriebskosten für die Autobahnen anzustreben. Eine Lösung könnte über den Benzinzoll gefunden werden.

4. September 1967

Schweizer (Bern)

II.

Der Waldbestand des bernischen Mittellandes hat in den letzten Jahren durch Borkenkäferbefall, Schneedruck und Sturmwind grosse Schäden erlitten. Die dem Wald geschlagenen Wunden müssen geheilt werden, soll er sich in den ihm von der Natur gestellten Aufgaben bewähren können.

Den Waldbesitzern lastet die Wiederaufforstung und die Wiederinstandstellung der Waldwege an, Leistungen, die von vielen nicht oder nur unter grossen Opfern erbracht werden können.

Im Kanton Bern stehen ca. 77 Prozent der Wälder im Schutzwaldgebiet, d. h. jene des Oberlandes, des Emmentals und des Jura. Dagegen befinden sich die Wälder der Landesteile Mittelland, Seeland und Oberaargau ausserhalb der Schutzzone.

Zur Abwendung wachsenden Schadens wird der Regierungsrat ersucht in Anwendung von Artikel 3 des Gesetzes vom 20. August 1905 betreffend das Forstwesen die Schutzwaldzone auf das ganze Kantonsgebiet auszudehnen.

4. September 1967

Ischi
und 35 Mitunterzeichner

III.

Im Jahre 1964 ist das Gesetz über die Krankenversicherung im Kanton Bern revidiert worden. Damit verbunden war auch die Revision des Dekretes für die Förderung der freiwilligen Krankenversicherung. Trotz der Gesetzesrevision im Jahr 1964 ist die Zahl der Berechtigten für die Beiträge des Staates an die Krankenkassenprämien weit hinter den Erwartungen zurückgeblieben. Auch die Prognose über die finanzielle Auswirkung der Gesetzesrevision ist stark daneben geraten. Die Zahl der Berechtigten hat sich nicht verdoppelt, wie vorausgesagt wurde, sondern ist zurückgegangen! Die jährlichen Mehrkosten betrugen nicht 2,7 Millionen Franken, sondern nur ca. 250 000.— Franken!

Die Gesetzesrevision aus dem Jahr 1963 hat den Zweck nicht erreicht. Wir sind in bezug auf die Wirksamkeit der staatlichen Prämienbeiträge weniger weit als vor 20 Jahren!

Der Regierungsrat wird ersucht, eine Revision des Gesetzes über die Krankenversicherung vom 28. Juni 1964 sowie des Dekretes für die Förderung der freiwilligen Krankenversicherung vom 16. September 1964 in die Wege zu leiten.

Es sind folgende Revisionspunkte zu berücksichtigen:

1. Inkraftsetzung der höchstzulässigen Prämienbeiträge an Berechtigte gemäss Dekret (Sofortmassnahme);
2. Erhöhung und Anpassung der Einkommensgrenze an die Teuerung (Dekret);
3. Erhöhung und Anpassung der Staatsbeiträge (Gesetz);
4. Hinausschiebung einer neuen Erhebung bis Gesetz und Dekret revidiert sind.

5. September 1967

Strahm
und 32 Mitunterzeichner

IV.

Le plan des routes nationales est entré en force en 1962.

A l'époque déjà, on a dû constater que malheureusement aucune route nationale n'était prévue pour le Jura.

D'entente avec le Conseil-exécutif, la Direction des travaux publics étudie un avant-projet de route nationale transjurane qui relierait la frontière française à la route nationale 1.

La Commission Hürlimann, chargée de revoir l'ordre de priorité de construction des routes nationales, et dont les propositions ont été récemment admises par le Conseil fédéral, a également pour tâche d'examiner si de nouveaux tronçons de routes ne devraient pas être déclarés routes nationales.

Le réseau des routes nationales, arrêté en 1962, sera donc complété.

Le Conseil-exécutif est invité à faire accélérer les travaux d'étude de la future route nationale transjurane et à faire les démarches nécessaires auprès du Conseil fédéral pour que celle-ci soit admise dans le réseau des routes nationales lors de la première revision dudit réseau.

5 septembre 1967

Au nom de la députation jurassienne
Favre
Fleury

(Der Nationalstrassenplan ist im Jahr 1962 in Kraft getreten.

Schon damals musste man leider feststellen, dass für den Jura keine Nationalstrasse vorgesehen ist.

Im Einvernehmen mit dem Regierungsrat prüft die Baudirektion ein Vorprojekt für eine transjurassische Nationalstrasse, die von der französischen Grenze zur Nationalstrasse 1 führen würde.

Die mit der Prüfung der Priorität im Nationalstrassenbau beauftragte Kommission Hürlimann – deren Anträge vom Bundesrat kürzlich genehmigt wurden – hat ebenfalls zu prüfen, ob nicht weitere Strassenstrecken als Nationalstrassen zu erklären seien.

Das im Jahr 1962 festgesetzte Nationalstrassennetz wird somit ergänzt werden.

Der Regierungsrat wird eingeladen, die Vorarbeiten für den Bau einer transjurassischen Nationalstrasse zu beschleunigen und beim Bundesrat vorstellig zu werden, damit diese im Nationalstrassennetz bei dessen erster Revision aufgenommen wird.)

Werden auf den Kanzleitisch gelegt.

Eingelangt sind folgende

Postulate:

I.

Die Bezirkswache der Kantonspolizei von Seftigen in Belp, bestehend aus einem Wachtmeister, einem Polizeigefreiten und drei Landjägern muss seit Jahren ihre Arbeit ohne eigentliche Büroräumlichkeiten verrichten.

Sie ist angewiesen auf einen Raum von wenigen Quadratmetern Fläche in der Wohnung des Chefs.

Durch diese Verhältnisse sind die Leute in der Ausübung ihrer Tätigkeit sehr gehemmt, was sich ungünstig auf die Erledigung der administrativen Arbeiten auswirkt.

Da im Schlosse Belp Amtswohnungen frei werden und Renovations- und Umbauarbeiten vorgesehen sind, wird der Regierungsrat eingeladen zu prüfen, ob die Möglichkeit besteht, der Bezirkswache geeignete Büroräume einzurichten und zur Verfügung zu stellen.

5. September 1967

Wenger
und 33 Mitunterzeichner

II.

Die Strassenbauten im Rahmen des Nationalstrassenbaues erforderten weitgehendste Bodenuntersuchungen. Auch in Städten und Dörfern werden heute für grössere Bauvorhaben, namentlich für Industriebauten, immer mehr Bodenuntersuchungen nötig.

Damit diese wertvollen Erkenntnisse erhalten bleiben und nötigenfalls auch konsultativ eingesehen werden können, wird der Regierungsrat ersucht, die Schaffung eines Baugrundkatasters zu prüfen. Dieser soll nach Möglichkeit neben den durch die öffentliche Verwaltung in Auftrag gegebenen Bodenuntersuchungen auch diejenigen von privaten Bauherren umfassen.

7. September 1967

Im Namen der Kommission
zur Behandlung des Dekretes betreffend
Organisation der Baudirektion
Hubacher

Werden auf den Kanzleitisch gelegt.

Eingelangt sind folgende

Interpellationen:

I.

Der Bundesbeschluss über die Bewilligungspflicht für den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland vom 23. März 1961 wird von der Eidgenössischen Rekurskommission, als höchstgerichtliche Instanz, äusserst streng gehandhabt. Die kantonalen Ausführungsbestimmungen in der Vollzugsverordnung vom 2. Juni 1961 werden mit derselben Zurückhaltung befolgt, indem die beschwerdeberechtigte Behörde im Regelfalle von ihrem Beschwerderecht Gebrauch macht und einen Grundstückkauf verunmöglicht.

Die Folge dieser restriktiven Praxis ist die, dass Personen im Ausland praktisch keine Landkäufe im Berner Oberland tätigen können und sich unweigerlich in denjenigen Kantonen ansiedeln, die eine grosszügigere und weitsichtigere Praxis befolgen.

Grosse Teile der berneroberländischen Bevölkerung finden weitgehend ihre Existenz in der Fremdenindustrie, sei es die Arbeiterschaft, das Gewerbe oder die Landwirtschaft.

Dieser wichtige Wirtschaftszweig wird durch die enge Handhabung des Bundesbeschlusses unmittelbar betroffen und erleidet einen irreparablen, wirtschaftlichen Schaden.

Der Regierungsrat des Kantons Bern wird um folgende Auskünfte gebeten:

1. Ist der Regierungsrat nicht der Auffassung, dass die Handhabung des zitierten Bundesbeschlusses mit Rücksicht auf unsere ausgedehnten Fremdenindustriegebiete eine ganz wesentliche Lockerung erfahren sollte?
2. Ist der Regierungsrat nicht der Auffassung, dass im Hinblick auf die angespannte Finanzlage des Kantons Bern und unseren Berggemeinden die wertvollen Steuersubstrate der begüterten Ausländer für Staat- und Gemeinwesen vermehrt nutzbar gemacht werden sollten?

4. September 1967

Dr. Ueltschi

II.

Durch die Waldzusammenlegung in der Gemeinde Utzenstorf wurde das sogenannte Emmenbächlein, oder auch Oberholzbach genannt, neben das Trasse der Autobahn N 1 verlegt. Der nun in Halbröhren fliessende, ja reissende Bach, bedeutet heute für Mensch und Tier eine grosse Gefahr.

Aus welchen Gründen wurde diesem Bauprojekt zugestimmt und welche Massnahmen gedenkt der Regierungsrat vorzukehren um den neugeschaffenen, lebensgefährlichen Gefahrenherd zu beseitigen.

4. September 1967

Baumberger
und 32 Mitunterzeichner

III.

Anlässlich der Behandlung des Einführungsgesetzes über die Kranken- und Unfallversicherung im Grossen Rat ist das Gesetz vom 31. Januar 1909 über die Organisation der Gerichtsbehörden wie folgt ergänzt worden:

«Art. 9bis. Der Grosse Rat ist befugt, durch Dekret ein kantonales Versicherungsgericht zur Beurteilung der Streitfälle aus sämtlichen Zweigen der Sozialversicherung und ähnlichen Einrichtungen zu bilden, dessen Zuständigkeit zu umschreiben und nötigenfalls besondere Verfahrungsvorschriften zu erlassen.»

Das Versicherungsgericht kann als Abteilung dem Verwaltungsgericht angegliedert werden.

Der Regierungsrat wird ersucht, Auskunft zu erteilen, wie weit die Vorarbeiten zur Schaffung eines selbständigen Versicherungsgerichtes gediehen sind und auf welchen Zeitpunkt mit der Inkraftsetzung einer solchen Institution gerechnet werden kann.

9. September 1967

Strahm
und 10 Mitunterzeichner

IV.

In der Tagespresse sind im Monat August verschiedene alarmierende Artikel betreffend Ausbau der Strasse Lyss–Schönbühl erschienen.

Der Grosse Rat hat am 21. September 1965 eine Motion von Grossrat Droz, in der er den Ausbau der Strasse mit einer 4-Spur-Bahn verlangt, mit grossem Mehr erheblich erklärt.

Der Interpellant ersucht den Regierungsrat, dem Grossen Rat erschöpfend Auskunft zu geben, wie und wann er gedenkt, den Ausbau der Strasse im Sinne der Motion Droz zu vollziehen.

6. September 1967

Hirt (Biel)
und 1 Mitunterzeichner

V.

Les troubles et provocations dont le Jura bernois a été le théâtre récemment mettent une fois de plus en évidence l'article 13 de la loi de 1939 concernant les préfets et l'article 2 de l'Ordonnance de 1955 sur leurs attributions.

Le gouvernement est prié de bien vouloir préciser à ce propos:

a) de quelle façon la police a été mise à disposition des préfets et si les moyens prévus sont toujours suffisants pour atteindre l'objectif;

b) si le service de renseignements dont il est question à l'article 2 de l'ordonnance fonctionne.

6 septembre 1967

Haegeli (Tramelan)

(Die kürzlich im Jura vorgekommenen Störungen und Herausforderungen haben einmal mehr die Bedeutung des Artikels 13 des Gesetzes von 1939 über die Regierungsstatthalter und des Artikels 2 der Verordnung von 1955 über die Obliegenheiten der Regierungsstatthalter unterstrichen.

Der Regierungsrat wird deshalb um Auskunft über folgende Fragen gebeten:

a) in welcher Weise wurde die Polizei den Regierungsstatthaltern zur Verfügung gestellt, und genügen die vorgesehenen Massnahmen noch, das Ziel zu erreichen?

b) Findet die in Artikel 2 der Verordnung erwähnte Orientierung statt?)

Gehen an die Regierung.

Eingelangt sind folgende

Schriftliche Anfragen:

I.

Le glissement de terrain entre Reuchenette et Rondchâtel a frappé l'opinion publique. Le Conseil-exécutif peut-il me dire si des études géologiques ont été entreprises avant le début des travaux et si une surveillance avait été prévue?

En outre, avant d'entreprendre des travaux coûteux de réfection, ne serait-il pas judicieux de prévoir un tracé qui s'harmonise avec la nouvelle route à qautre pistes prévue dans les gorges du Taubenloch?

20 septembre 1967

Jardin

(Der Erdrutsch zwischen Reuchenette und Rondchâtel hat die Öffentlichkeit beeindruckt. Kann der Regierungsrat Auskunft erteilen, ob vor Baubeginn geologische Studien unternommen wurden, und ob eine Beaufsichtigung vorgesehen war?

Wäre es im übrigen vor Inangriffnahme kostspieliger Instandstellungsarbeiten nicht gegeben, ein Trasse vorzusehen, das mit der beabsichtigten neuen 4spurigen Strasse in der Taubenlochschlucht übereinstimmt?)

II.

Aus ganz zuverlässiger Quelle verlautet, dass aus Statistiken, die die Kantonale Finanzdirektion von den Veranlagungsbehörden in den einzelnen Landesteilen hat erstellen lassen, ersichtlich sei, dass das Steuereinkommen beträchtlich gestiegen sei. So soll dieses Ansteigen im Landesteil Seeland gegenüber der letzten Veranlagungsperiode volle 36 Prozent ausmachen, was natürlich einen noch höheren Prozentsatz beim Steuereingang betragen wird.

Der Regierungsrat wird höfl. ersucht, dem Grossen Rat über die tatsächliche Lage Auskunft zu erteilen.

5. September 1967

Stauffer (Büren)

III.

Die Lehrerschaft in ausgesprochen ländlichen Gemeinden ist beunruhigt, weil Gemeinden die Mietzinse für subventionierte Lehrerwohnungen aus eigenem Ermessen ungehörig hoch festsetzen. Diese Mietzinse übersteigen die im Lehrerbesoldungsgesetz eingebauten Wohnungsentschädigungen beträchtlich. Zudem sind diese Gemeinden natürlich auch nicht verpflichtet, weitere Wohnungszuschüsse auszurichten. Es soll sogar vorkommen, dass durch diese erhöhten Wohnungszinse auch noch die Subventionen des Staates für die Wohnungen den Gemeinden verzinst werden.

Der Regierungsrat wird höfl. ersucht, folgende Fragen zu beantworten:

1. Wer setzt die Mietzinse für subventionierte Lehrerwohnungen fest?
2. Wenn die Gemeinden hier überborden, wie kann sich der betreffende Lehrer zur Wehr setzen, wie kann der Staat Bern seine Interessen wahren?
3. Ist der Regierungsrat nicht auch der Meinung, dass diese Mietzinsentwicklung im Interesse der Staatsfinanzen überwacht werden sollte?

5. September 1967

Stauffer (Büren)

Gehen an die Regierung.

Verwaltungsbericht der Volkswirtschaftsdirektion für 1966

Schorer, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Am 27. Juli haben Herr Kollega Dürig und ich die Volkswirtschaftsdirektion besucht. Wir hatten zuerst eine eingehende Aussprache mit dem Direktor und seinem Sekretär, Herrn Dr. Badel. Anschliessend besuchten wir das Kantonale Versicherungsamt und am Nachmittag das Laboratorium des Kantonschemikers.

Wenn man den Verwaltungsbericht durchgeht, sieht man einmal mehr, dass die Volkswirtschaftsdirektion mit fast allen Betrieben, die mit Gewerbe und Industrie in Zusammenhang stehen, irgendwie zu tun hat. Es geht dabei hauptsächlich um Kontrollen, weniger um Einmischungen; gewisse Einflüsse von der Direktion aus sind jedoch gegeben. Wir versuchten, noch Einzelheiten in Erfahrung zu bringen, die aus dem Bericht nicht ersichtlich sind. Wir erkundigten uns auch nach der Lage auf dem einen oder andern Gebiet im gegenwärtigen Augenblick, also Mitte 1967.

Die Aufgaben der Volkswirtschaftsdirektion sind so umfangreich, dass man für eine Berichterstattung, wie sie mir übertragen ist, nur gewisse Kapitel herausgreifen kann.

Ich möchte zuerst erwähnen, dass das Kantonale Industrie- und Gewerbesekretariat hinsichtlich Büroräumlichkeiten und Personalbestand erweitert werden musste, da am 1. Februar 1966 das eidgenössische Arbeitsgesetz in Kraft getreten ist. Durch dieses Gesetz sind eine ganze Reihe von Betrieben der Kontrolle und Überwachung gemäss den einschlägigen Vorschriften unterstellt worden. Man rechnet im Kanton Bern mit 30 000 bis 35 000 Betrieben. Im Einführungsgesetz von 1966 sind die Aufgaben dieses Amtes umschrieben. Es müssen Verzeichnisse über die Betriebe erstellt werden, die Betriebe müssen in industrielle und andere Betriebe aufgeteilt werden, es muss kontrolliert werden, dass die Vorschriften, namentlich diejenigen über die Arbeitszeit, beachtet werden, und schliesslich wurde dem Amt noch der Verkehr mit den Bundesbehörden und den Wirtschaftsverbänden übertragen. Eine Erweiterung war deshalb

nicht zu umgehen, wie ja überhaupt jedes neue Gesetz, das eine weitere staatliche Überwachung oder weitere staatliche Eingriffe vorschreibt, neue Arbeitskräfte notwendig macht.

Ich glaube, unter den Wirtschaftszweigen gilt unser Interesse vorwiegend der Uhrenindustrie und dem Fremdenverkehr. In bezug auf die Uhrenindustrie freute es uns zu vernehmen, dass letztes Jahr ebenfalls der Export gesteigert werden konnte. Man kam auf einen Betrag von über 2 Milliarden Franken. Es ist interessant, dass auch der Jahresbericht der bernischen Kreditkasse uns über die wirtschaftliche Entwicklung auf diesen beiden Gebieten, die ich hier kurz streifen möchte, nähere Aufschlüsse gab. Wie hat sich der Wegfall der Betriebsbewilligungspflicht im Uhrenstatut ausgewirkt? Das Uhrenstatut besteht noch hinsichtlich der Qualitätskontrolle und der Ausfuhrbewilligung; die Fabrikation dagegen wurde freigegeben. Man rechnete damit, es würden nun neue Betriebe wie Pilze aus dem Boden schiessen. Das war aber nicht der Fall. Vielmehr wurden bestehende Betriebe erweitert. Es waren jedoch mehr Betriebsschliessungen als Neueröffnungen. Namentlich kleine Betriebe mussten ihre Tätigkeit einstellen, da sie keine Arbeitskräfte mehr finden konnten. Die Arbeiter ziehen es vor, in Betrieben zu arbeiten, die ihre sozialen Einrichtungen ausgebaut haben, wozu die kleinen Betriebe manchmal nicht in der Lage sind. Die Freigabe der Fabrikation hat nun eine Konzentration nach sich gezogen. Mit im Spiel war dabei amerikanisches Kapital, das zwei bedeutende Schweizer Firmen, davon eine bernische, in eine Industriegruppe hineingezogen hat.

Im weitern geht es um die Frage der Rationalisierung. Gerade auf dem Gebiete der Uhrenindustrie ist dieses Problem von einer ausserordentlichen Bedeutung. Vorerst kann man im Falle einer Rationalisierung die Präzision noch steigern, und sodann ist es einem rationalisierten Betrieb eher möglich, der ausländischen Konkurrenz entgegenzutreten. Eine Konzentration zeigt sich nicht nur in der Uhrenindustrie, sondern ganz allgemein auch auf andern Wirtschaftsgebieten. So mag in diesem Zusammenhang auch die Feststellung interessieren, dass in Frankreich 1400 Unternehmungen gleich viel produzieren wie 570 000 andere. Man sieht daraus, wie der Zusammenschluss, die Konzentration, mehr und mehr zunimmt. Wenn man diese Berichte liest, muss man sich die Frage stellen, ob es von Vorteil ist, dass die Grossbetriebe noch grösser werden, die namentlich ihren Arbeitskräften in einem gewissen Umfang eine soziale Sicherheit garantieren können, oder dass möglichst viele Kleinbetriebe selbständig weiterbestehen können. Die Lösung dieses Problems wird von der zeitlichen Entwicklung abhangen. Ich glaube immerhin, dass der kleine Betrieb, jedenfalls auf dem Gebiete der Spezialitäten, namentlich für höchste Qualität oder Präzision, auch in Zukunft, und zwar nicht nur in der Uhrenindustrie, sondern auch in andern Branchen, eine Chance haben wird.

Bei der Uhrenindustrie stellen wir einerseits einen gewaltigen Anstieg der Exportziffern fest; auf der andern Seite ertönt aus eigenen und aussenstehenden Kreisen der Mahnruf, ja fast die Warnung, es sei notwendig, die Forschung zu intensivieren, alle Strukturgebilde zu überprüfen und zu versuchen, durch Vereinheitlichung und Zusammenarbeit die Abwehr gegen die ausländische Konkurrenz aufrechtzuerhalten. Wie Sie gelesen haben, wird sogar die Frage geprüft, ob nicht mit gewissen ausländischen Konkurrenten im Sinne einer Arbeitsteilung, sei es hinsichtlich des Absatzes oder der Qualität, zusammengearbeitet werden sollte. Wir haben bei dieser Gelegenheit den Herrn Volkswirtschaftsdirektor gefragt, inwiefern eine kantonale Regierung und Verwaltung auf die eidgenössische Konjunkturpolitik und das wirtschaftliche Geschehen einen Einfluss ausüben könne. Wir mussten erfahren, dass das Mitspracherecht des Kantons sehr beschränkt ist. Es geht nicht wesentlich über das Fremdarbeiterproblem hinaus. Auf diesem Sektor haben wir von 1964 bis zum August 1966 eine Abnahme von 10 Prozent erwirken können. Da jedoch im Italienerabkommen vom Jahre 1965 die Erlaubnis erteilt worden ist, in vielen Fällen Angehörige mitzunehmen, hat die Gesamtzahl der italienischen Staatsangehörigen in der Schweiz, trotz dem erwähnten Abbau, wiederum zugenommen.

Sehr geschickt wird in den verschiedenen Kapiteln die allgemeine Wirtschaftslage des Jahres 1966 dargestellt, die sich durch eine gewisse Normalisierung, durch eine Abnahme der Konjunkturüberhitzung, durch einen kleineren Rückgang der Wohnbautätigkeit, durch eine Beschäftigungslage, die immer noch einen Mangel an Arbeitskräften feststellen lässt, und leider auch durch eine weitere Erhöhung der Lebenshaltungskosten auszeichnet.

In bezug auf den Fremdenverkehr kann gesagt werden, dass er im Jahre 1966 nicht schlecht war. Er war gegenüber dem Vorjahr besser, im Berner Oberland allerdings weniger als in der übrigen Schweiz. Im Oberland werden mehr und mehr die sogenannten Chaletferien Mode. Im Zusammenhang mit dem Fremdenverkehr wird Sie sicher die Frage interessieren, was die Beherbergungsabgabe abwarf und wie sie verwendet wurde. Es gelangen ja nur die Leistungen vor den Grossen Rat, welche die 60 000er-Grenze überschreiten. Ich habe daher eine Tabelle verlangt, um einmal zu sehen, was man damit erreicht hat. Ich darf vorausschicken, dass die Regierung zwei wichtige Beschlüsse gefasst hat. Der eine geht dahin, dass die Einnahmen aus der Beherbergungsabgabe zweckgebunden sind. Sie müssen also dem Zweck erhalten bleiben. Wenn man sie im einen Jahr nicht voll aufbraucht, müssen sie für das nächste Jahr zur Verfügung stehen. Von den Vorjahren stand daher für das laufende Jahr bereits ein Betrag von rund einer halben Million Franken zur Verfügung. Im weiteren wurde die Direktion ermächtigt, mit vielen Abgabepflichtigen Pauschalabkommen zu treffen und das ganze System der Pauschalabkommen auszubauen. Dies wird besonders das Inkasso vereinfachen. Ich kann Ihnen mitteilen, dass bis jetzt über 30 Beiträge ausgerichtet wurden, die folgenden Einrichtungen zugute kamen: 3 Golfplätzen, 2 Tennisplätzen, 7 Schwimmbädern, 3 Eisbahnanlagen sowie dem Ausbau von Weganlagen und Plätzen, von Ruheorten und Parkanlagen. Ferner wurden finanziert eine Skipiste, Brücken und Stege usw. Die Beiträge aus dem Abgabefonds variieren

stark. Der kleinste Beitrag betrug Fr. 300.—, der grösste Fr. 400 000.—, der den Fall Wengen betraf und der in der letzten Session gesprochen wurde. Wir sehen daraus, dass die Beherbergungsabgabe es doch ermöglicht hat, den Fremdenverkehr in mancher Hinsicht zu fördern, und zwar wurden nicht nur sportliche Anlagen finanziert, sondern auch Anlagen für diejenigen Kurgäste, die namentlich Ruhe und Erholung suchen.

Wenn Sie das Kantonale Versicherungsamt besuchen, so staunen Sie vor allem über die unerhörte Präzisionsarbeit in der Behandlung von Hunderttausenden von persönlichen Fällen hinsichtlich der Beitragserhebung und der Auszahlungen. Wir verdanken diese Leistung dem Beizug eines Elektronengerätes, das erlaubt, dass die Rentenauszahlungen pünktlich erfolgen trotz der vielen laufenden Änderungen in den persönlichen Verhältnissen. Ferner erscheinen immer wieder neue eidgenössische und kantonale Erlasse. Trotz diesen laufenden Veränderungen ist es dem Versicherungsamt möglich, der gestellten Aufgabe pünktlich nachzukommen. Wenn Sie hingehen, brauchen Sie nur Ihren Namen zu nennen, und man zeigt Ihnen Ihre Karte, auf der sofort ersichtlich ist, wieviel Sie an AHV- und IV-Beiträgen usw. bezahlt haben.

Es wird Sie vielleicht noch interessieren, was mit dem sogenannten Wiener Übereinkommen gemeint ist. Es ist dies unter dem Kreis der Versicherten erwähnt. Dort liest man eine Klage darüber, dass nicht alle Botschaften dieser Übereinkunft nachkommen. Das Wiener Übereinkommen wurde im Jahre 1961 unter grosser internationaler Beteiligung getroffen. Darin haben sich die Staaten über die diplomatischen Beziehungen geeinigt. Es wird namentlich bestimmt, dass eine Botschaft, eine Gesandtschaft und ein Konsulat das Hauspersonal für das Alter usw. beim Empfangsstaat versichern muss.

In bezug auf die verschiedenen Beträge, die für die eine oder andere Art der Sozialversicherung eingegangen sind, kann ich auf den Bericht verweisen. Immerhin möchte ich erwähnen, dass diese Zahlen einen gewaltigen Eindruck hinterlassen, wenn man sie zusammenzieht. Sie lassen erkennen, welches Gewicht heute der Sozialversicherung zukommt. Wir hatten im Jahre 1966 Beiträge im Umfange von 87 Millionen Franken zu verzeichnen; in der gleichen Zeit erfolgten Auszahlungen über das Versicherungsamt im Betrage von rund 210 Millionen Franken.

Bei unserem Besuch wurde noch eine weitere Frage aufgeworfen, nämlich ob eine solche Vielgestaltigkeit von sozialen Versicherungen notwendig sei, ob man nicht zu irgendeiner Vereinheitlichung gelangen könnte. Man denkt dabei an die Militärversicherung, die SUVA, die Invalidenversicherung, die Krankenversicherung usw. Die grosse Zahl von Versicherungen bringt es manchmal mit sich, dass ein Versicherter im Schadenfall nichts erhält, weil jede dieser Versicherungen erklärt, es sei Sache der anderen Versicherung, die betreffende Leistung zu erbringen. Dadurch geht sehr viel Zeit verloren. Besonders die Korrespondenz zwischen der Invalidenversicherung und der SUVA nimmt im Einzelfall Monate in Anspruch. Ich glaube, dass dieses Problem noch nicht näher verfolgt wird. Jedenfalls wurde geltend gemacht, dass die verschiedenen Sozialversicherungen historisch aus verschiedenen Gesichtspunkten heraus entstanden sind zur Abwehr der verschiedenen Risiken.

Im chemischen Laboratorium, namentlich in der bakteriologischen Abteilung, konnten wir sehen, wie Milch und Wasser untersucht werden. Das Ergebnis einer solchen Untersuchung ist derart, dass auch ein Laie nachher feststellen kann, wie rein oder wie behaftet Wasser oder Milch im einzelnen Falle ist. Diese Untersuchungen sind namentlich auch wichtig bei Salmonellen-Epidemien, wie wir sie im Jahre 1966 hatten. Es konnte dadurch festgestellt werden, wo die betreffenden Quellen in den einzelnen Fällen sind. Bei den Salmonellen handelt es sich um krankheitserregende Darmbakterien, die nachher beim Menschen die Salmonelose auslösen, eine Art Paratyphus. Wie Sie wissen, haben im Jahre 1966 verschiedene Gegenden unter dieser Epidemie gelitten. Nun gibt zu bedenken, dass sehr viele dieser Milch- und Wasserproben zu Beanstandungen Anlass gaben. 10 Prozent der Milchuntersuchungen ergaben Verunreinigungen. Man erschrickt noch mehr, wenn man feststellt, dass 40 Prozent der Trinkwasserproben zu Beanstandungen führten. Die Zusammenarbeit zwischen dem chemischen Laboratorium und dem Gewässerschutzlaboratorium geht dauernd weiter. Durch gegenseitigen Austausch der Ergebnisse kann namentlich auf dem Gebiete des Trinkwassers verhütet werden, dass ungeschickte Anlagen erstellt werden. Es ist auch möglich, den Ursprung von Verunreinigungen aufzudecken.

Mit Bezug auf die Berufsbildung möchte ich auf drei Punkte verweisen. Es ist einmal der Zusammenschluss mehrerer Berufsschulen im Interesse einer Intensivierung der Lehrmöglichkeiten zu erwähnen. Ferner müssen wir feststellen, dass die Auswirkungen des Berufsbildungsgesetzes, wonach ein Betriebsinhaber die Meisterprüfung abgelegt haben muss, um Lehrlinge ausbilden zu können, die sind, dass plötzlich ein Meistermangel eingetreten ist. Interessieren dürfte ferner der Hinweis, dass mehr und mehr empfohlen wird, die Jünglinge und Töchter vorerst eine Anlernzeit absolvieren zu lassen, bevor sie sich für eine ganze Lehrzeit entschliessen, um auf diese Weise vorher die Eignung abklären zu können.

Das Studium des Verwaltungsberichtes lässt erkennen, dass sich die Volkswirtschaftsdirektion mit fast allen Kreisen befassen muss, die in der bernischen Wirtschaft tätig sind. Unser Besuch bei der Direktion zeigte uns, dass die Verwaltung dafür gut organisiert ist und dass mit Hingabe und Einsatz gearbeitet wird. Ich beantrage Ihnen, den Verwaltungsbericht der Volkswirtschaftsdirektion zu genehmigen und gleichzeitig Herrn Regierungsrat Dr. Tschumi, seinen Chefbeamten sowie allen Mitarbeitern den besten Dank auszusprechen.

Mischler. Ich habe drei Bemerkungen zum Verwaltungsbericht der Volkswirtschaftsdirektion anzubringen. Vorerst möchte ich dem Sprecher der Staatswirtschaftskommission danken, dass er die Probleme der Uhrenindustrie gestreift hat. Ich unterstreiche, dass wir dieser Angelegenheit die allergrösste Aufmerksamkeit schenken müssen. In

der Uhrenindustrie macht sich eine vermehrte ausländische Konkurrenz bemerkbar. Dabei ist die Situation im Ausland anders als in der Schweiz. Bei uns haben wir sehr viele Kleinbetriebe, während im Ausland, wo die Uhrenindustrie neu entsteht, die Entwicklung zum vorneherein auf eine Konzentration hinausläuft. Der technische Fortschritt – man sagt auch Automation, welcher Begriff jedoch nach meinem Dafürhalten sehr schwer abzugrenzen ist, weshalb ich vom technischen Fortschritt reden will – hat in letzter Zeit vor allem auf die Büroarbeit, aber auch in der Uhrenindustrie sehr starke Auswirkungen gezeitigt. Wir stehen in der Uhrenindustrie vor Problemen, die gewaltige strukturelle Änderungen zur Folge haben werden; denn man muss sich im klaren sein, dass durch den technischen Fortschritt die Qualität nicht etwa in Mitleidenschaft gezogen wird. Es konnte vielmehr dank des technischen Fortschritts, d. h. der Automation, die Qualität da und dort ganz wesentlich gesteigert werden. Wir stehen also in dieser Beziehung gewissermassen unter Druck und werden diesem Problem von der bernischen Volkswirtschaftsdirektion aus die allergrösste Aufmerksamkeit schenken müssen.

Nun möchte ich noch auf die sogenannte Volkswirtschaftskommission zu sprechen kommen, über die wir im Kanton Bern verfügen. Es war dies eigentlich die Lieblingskommission unseres früheren Volkswirtschaftsdirektors und jetzigen Bundesrates Gnägi. Er vertrat immer die Auffassung, diese Kommission erlaube es, gewissermassen den Pulsschlag der bernischen Wirtschaft zu fühlen. Die Vertreter der Wirtschaftsorganisationen sind sehr fleissig zusammengekommen, um die Probleme gemeinsam zu diskutieren. Meines Erachtens ist diese Kommission in letzter Zeit etwas eingeschlafen. Die Gründe dafür kenne ich nicht. Ich möchte deshalb den Herrn Volkswirtschaftsdirektor daran erinnern, dass man früher mit dieser Kommission sehr gute Erfahrungen gemacht hat, da der Herr Volkswirtschaftsdirektor über diese Kommission den Kontakt mit der Wirtschaft erhalten hat. In diesem Zusammenhang möchte ich auf ein Problem zu sprechen kommen, nämlich auf die allfällige Aufhebung der Mietzinsüberwachung und des Kündigungsschutzes. Wir haben auf Umwegen erfahren, dass das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement bei den Kantonsregierungen eine Umfrage vornimmt. Ausgelöst wurde diese Umfrage, wenn ich richtig orientiert bin, durch eine Eingabe des Schweizerischen Haus- und Grundeigentümerverbandes. Das wäre nun nach meiner Ansicht eine Frage, die mit den interessierten Kreisen besprochen werden sollte. Gleichgültig, ob man nachher zu gleichen Schlussfolgerungen gelangt oder nicht, geht es hier um eine psychologische Überlegung; denn an der Mietzinsüberwachung und am Kündigungsschutz ist nicht nur der Hauseigentümerverband interessiert, sondern vor allem auch der Mieter. Die Gewerkschaftsorganisationen haben natürlich auch die Mieterinteressen zu vertreten. Deshalb habe ich vom kantonalen Gewerkschaftskartell den Auftrag erhalten, hier darauf aufmerksam zu machen, dass in Zukunft solche Fragen mit den Wirtschaftsorganisationen besprochen werden sollten. Dabei möchte ich darauf hinweisen, dass natürlich in bezug auf den Abbau der Mietzinsüberwachung und des Kündigungsschutzes die Auffassungen sehr stark auseinandergehen, vor allem auch, was die Beurteilung der notwendigen Wohnungsreserve betrifft, indem von der einen Seite die Auffassung vertreten wird, in städtischen Verhältnissen sei ein Leerwohnungsbestand von 1 bis 1,5 Prozent das richtige, während andere der Meinung sind, der Leerwohnungsbestand müsse höher liegen, nämlich bei 1,5 bis 2 Prozent. Für ländliche Gegenden dagegen meint die eine Seite, 0,5 bis 1 Prozent sollten genügen, während andere Kreise glauben, man sollte auf 1 bis 1,5 Prozent gehen. Selbstverständlich sind auch grosse örtliche Schwankungen festzustellen, die ebenfalls mitberücksichtigt werden müssen. Es scheint uns, dass man dieser Angelegenheit vermehrte Bedeutung beimessen sollte. Gerade in Fragen, die verschiedene Wirtschaftskreise interessieren, sollte die Volkswirtschaftskommission befragt werden, wodurch auch den Wirtschaftsorganisationen Gelegenheit geboten würde, zu den Problemen Stellung zu nehmen. Wir wären froh gewsen, wenn wir uns nicht direkt hätten einschalten müssen. Trotzdem haben wir uns erlaubt, in diesem Sinne an den Herrn Volkswirtschaftsdirektor zu gelangen, um ihn zu bitten, diese Frage für die Zukunft zu prüfen.

Ich möchte noch ein letztes Problem erwähnen. Leider konnte ich an der gestrigen Ratssitzung nicht teilnehmen, sonst hätte ich dieses Anliegen dem Herrn Forstdirektor unterbreitet. Es geht um die Holzverwertung im Kanton Bern. Wir hatten Gelegenheit zu sehen, welch grosse Mengen minderwertigen Holzes (Brennholz usw.) infolge der Sturmschäden angefallen sind. Die Lage auf dem Holzmarkt wird dadurch immer prekärer. Wir sind deshalb der Meinung, es sollte vom Kanton aus geprüft werden, ob dieses minderwertige Holz nicht beispielsweise für die Plattenfabrikation verwendet werden könnte. Ich wäre daher dankbar, wenn die Volkswirtschaftsdirektion diese Frage zur Prüfung entgegennähme.

Stauffer (Büren). Vor drei Jahren habe ich hier im Rate eine Motion begründet, welche die Aufhebung unserer heutigen Bezirksbrandkassen zum Ziele hatte. Der damalige Volkswirtschaftsdirektor, der heutige Bundesrat Gnägi, hat mir erklärt, er sei froh, dass die Angelegenheit im Rate aufgegriffen werde. Auf seinen Wunsch hin habe ich mich damals bereit erklärt, meine Motion in ein Postulat umzuwandeln, dies, nachdem erklärt worden war, man stehe im Kanton Bern kurz vor dem Abschluss eines neuen Brandversicherungsgesetzes, in welchem mein Begehren verwirklicht werde. Leider habe ich seither nichts mehr in dieser Angelegenheit vernommen. Es steht auch nichts darüber im Verwaltungsbericht. Ich weiss nur dass die Regierungsstatthalter im Kanton Bern seinerzeit gegen das Postulat Stellung bezogen haben. Ich wäre nun dem Herrn Volkswirtschaftsdirektor sehr dankbar, wenn er zu dieser Angelegenheit vor dem Rate Stellung nähme.

Hofmann (Büren). Vor bald drei Jahren habe ich eine Motion eingereicht. Ich führte damals aus, wie schlimm es in bezug auf die getarnten Unterhaltungsabende aussehe. Ich erklärte, mit Ver-

kaufstricks würden gutgläubigen Bürgern Waren zu übersetzten Preisen aufgeschwätzt. In meiner Motion verlangte ich, unser Gewerbegesetz sofort zu revidieren. Im weitern machte ich auch in einer Interpellation auf die neuen Verkaufstricks aufmerksam, wie Gratis-Car-Fahrten und ein Gratis-Zvieri für die Teilnehmer. Mit diesen Verkaufsmethoden werden viele Verkäufe getätigt. Weder die Gemeinden noch der Staat erhalten jedoch für diese grossen Umsätze Steuern. Ich hoffte nun, es würde in der Septembersession eine Kommission zur Behandlung des neuen Gewerbegesetzes bestimmt. Da dies nicht der Fall ist, werde ich ungeduldig. Ich möchte nun doch bitten, in der Novembersession die Kommission zu ernennen und nachher rasch zu handeln.

Zingg (Bern). Ich beziehe mich auf den Finanzbericht vom Oktober 1966. Darin wird uns ein Bericht über die Entwicklung der Volkswirtschaft im Kanton Bern versprochen. Es hiess damals, der Bericht werde auf Ende 1966 erstattet. Leider haben wir bis jetzt noch nichts erhalten. Allerdings wird nun im Verwaltungsbericht der Finanzdirektion wiederum erklärt, der Bericht würde uns im Jahre 1967 zugehen. Es handelt sich bei diesem Bericht um einen der wichtigsten Punkte in unserem ganzen Finanzprogramm, da wir erwarten, dass durch die Entwicklung der Industrie und der Volkswirtschaft überhaupt mehr Steuergelder eingehen. Ich bin mir bewusst, dass nicht damit gerechnet werden darf, dass die Volkswirtschaft sofort besser anlaufen wird. Immerhin bin ich der Auffassung, dass wir rasch handeln sollten, wenn wir in dieser Beziehung etwas unternehmen wollen. In den letzten 20 Jahren hatten wir die Möglichkeit, die Wirtschaft zu entwickeln, neue Industrien und neue Gewerbebetriebe heranzuziehen. Bei einem Rückgang der Konjunktur könnte dies zu spät sein. Nicht nur aus diesem Grunde müssen wir jedoch rasch handeln, sondern auch im Hinblick auf die Finanzen unseres Kantons selber. Wir müssen darnach trachten, durch die verschiedensten Massnahmen mehr Mittel hereinzubringen. Nur auf diese Weise können wir aus der heutigen, schwierigen Lage herauskommen. Ich erlaube mir deshalb, den Herrn Volkswirtschaftsdirektor anzufragen, ob wir den erwähnten Bericht noch in diesem Jahr erwarten dürfen. Ferner möchte ich wissen, ob sich unser Herr Volkswirtschaftsdirektor seine eigenen Gedanken in bezug auf diese dringenden Erfordernisse macht. Andere Kantone, so namentlich Freiburg, sind uns in dieser Beziehung weit voran. Hat unsere Volkswirtschaftsdirektion die notwendigen Vorkehren getroffen?

Schluss der Sitzung um 12 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Sechste Sitzung

Montag, den 11. September 1967,
14.15 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 182 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Achermann, Ast, Barben, Burri (Bern), Favre, Flückiger, Freiburghaus (Laupen), Geissbühler (Madiswil), Glatthard, Grimm, Hadorn, Homberger, Iseli, Linder, Martignoni, Pieren, Roth (Urtenen), Zuber.

Le président. J'ai à vous faire, de la part du Gouvernement, la déclaration suivante concernant les attaques du Beobachter. «Dans une déclaration de presse, le ‚Schweizerischer Beobachter' reproche au Président du Conseil-exécutif, M. Robert Bauder, d'avoir fourni au Grand Conseil du canton de Berne des renseignements qu'il savait partiellement inexacts sur les méthodes disciplinaires qui sont appliquées dans l'établissement pénitentiaire de Thorberg, ce qui avait fait l'objet d'une campagne de presse dans cette publication. Le Conseil-exécutif du canton de Berne rejette ce reproche et déclare que les commentaires de son Président sont confirmés par les pièces du dossier. Ces commentaires se fondent sur le procès-verbal de la séance que la Commission de justice a tenue le 28 août 1967 dans l'établissement de Thorberg, ainsi que sur les documents joints à ce procès-verbal.»

Verwaltungsbericht der Volkswirtschaftsdirektion für 1966

(Fortsetzung)

Hächler. Auf Seite 33 lesen wir unter dem Abschnitt Förderung des Wohnungsbaues «Subventionsaktionen 1942 bis 1949» – wie schon wiederholt – dass die Wohnbaugeschäfte der früheren Aktionen immer wieder aufgegriffen werden müssen, obschon die Subventionen längst ausbezahlt sind. Es wird dann über die Belastung in diesem Zusammenhang Aufschluss gegeben und insbesondere auf die Ungleichheit der 3 Subventionsaktionen aus den Jahren 1942 bis 1949 hingewiesen, einem Zeitraum, in welchem wir wesentlich mit den Schwierigkeiten vorausgehender wirtschaftlicher Depressionen und den Verhältnissen der Mobilisation zu kämpfen hatten. Die Wohnbautätigkeit und die Bautätigkeit ganz allgemein stagnierte und musste damals auch im Interesse des Baugewerbes angekurbelt werden.

Für die drei damaligen Wohnbauaktionen waren die wirtschaftlichen und politischen Voraussetzungen praktisch dieselben; es ist deshalb ver-

wunderlich, dass die Subventionsbestimmungen der Aktionen I, II und III nicht identisch sind.

Nachdem das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement mit Kreisschreiben vom 21. März 1966 bezüglich der Aktion II (Bewilligungen vom 1. November 1945 bis 31. Dezember 1947) eine eindeutige Klärung hinsichtlich der Gültigkeitsdauer der das Grundeigentum beschränkenden Bedingungen brachte, drängt sich die Überprüfung und Normalisierung der Verhältnisse bezüglich der Aktionen I und III auf.

In diesem Sinne gestatte ich mir, den Regierungsrat mit einem Postulat einzuladen, sich der Sache anzunehmen. Es ist von 14 Ratsmitgliedern mitunterzeichnet. Der Text ist ausgeteilt worden, er lautet:

«In den Wohnbauaktionen I und III sehen die massgebenden Subventionserlasse keine zeitliche Beschränkung der Eigentumsbeschränkungen vor. Anders bei der Wohnbauaktion II, d. h. bei den Zusicherungen vom 1. November 1945 bis 31. Dezember 1947. Hier war die Rechtslage bis zum Kreisschreiben des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes vom 21. März 1966 ebenfalls unklar, doch wurde dann festgelegt, dass in diesen Fällen nach Ablauf von 20 Jahren vom Datum der Anmerkung hinweg die Rückerstattungspflicht als hinfällig zu betrachten sei. Damit ergab sich eine eindeutige Rechtslage und zudem die wünschbare administrative Entlassung.

Zur Wahrung der Rechtsgleichheit und zur weitern Entlastung der Amtsstellen sollte die Gleichstellung der Wohnbauaktionen I und III mit der Aktion II angestrebt werden.

Der Regierungsrat wird eingeladen, diese Frage zu prüfen und die nötigen Schritte zur Normalisierung der aus der Kriegskrisenzeit stammenden Verhältnisse in die Wege zu leiten.

5. September 1967

Hächler
und 14 Mitunterzeichner»

Zur weitern Begründung kann ich als Präsident einer Wohnbaugenossenschaft mit Mehrfamilienhäusern und Einfamilienhäusern anführen, dass die ungleiche Behandlung der Subventionsempfänger zu zufälligen Bevorzugungen bzw. Benachteiligungen einzelner Mitbürger und ihrer Familien führte und dass es einfach nicht verstanden wird, dass bei einer etappenweisen Überbauung eines Siedlungsraumes differenzierte Subventionsbestimmungen erlassen wurden. Wie schon einleitend erwähnt, ging es nicht bloss um die Bereitstellung von Wohnraum, sondern ebensosehr wurde die Bautätigkeit in Gang zu setzen versucht, weshalb die Vorschriften unter dem Titel «Erlasse in Kriegs-Krisenzeiten» bekanntgegeben wurden. Seither sind vor allem bei den Bedingungen für den sozialen Wohnungsbau gewisse Lokkerungen beschlossen worden, so dass die Überprüfung sich auch hinsichtlich des allgemeinen Wohnungsbaues aufdrängt.

Dabei ist zu sagen, dass bei den genossenschaftlichen Realisierungen zusätzliche, dauernde Sicherungen in den von den Subventionsbehörden genehmigten Statuten eingebaut wurden.

Es ist mir auch nicht bekannt, dass weitere Stützungsaktionen aus der Mobilmachungszeit heute noch einschränkende Wirkungen haben, wie dies bei den Wohnbausubventionen der Aktionen I und III der Fall ist. Ich darf in diesem Zusammenhang an Aktionen zugunsten notleidender Gewerbe, z. B. des Automobilgewerbes, erwähnen. Während für die Aktion II eine auf 20 Jahren begrenzte Dauer für die Eigentums- und andern Einschränkungen gilt, wird für die Aktionen I und III überhaupt keine zeitliche Begrenzung vorgesehen.

Meines Erachtens widerspricht es unserer Rechtsordnung und unserem Rechtsempfinden, wenn Unsicherheiten und Einschränkungen über Gebühr andauern, und es stellt sich in diesem Zusammenhang die Frage, ob nicht die beobachtete Zurückhaltung in der Beanspruchung weiterer Wohnbauaktionen teilweise in diesen Rückständen begründet liegt. Eine Gleichstellung der drei Wohnbauaktionen, d. h. die Angleichung der Praxis für die Aktionen I und III an diejenige für die Aktion II, scheint dringlich.

Ich bitte den Regierungsrat, sich dieser Frage, die im Benehmen mit den Gemeinden und der eidgenössischen Subventionsstelle gelöst werden muss, anzunehmen. Wir müssen dabei beachten, dass die Qualität der Bauten dieser Kriegsjahre eher bescheiden ist und dass zusätzliche Aufwendungen nötig sind, die Gebäude und Wohnungen Instand zu halten. Im weitern kennen wir ja das Problem der Abschreibungen nicht zuletzt aus der Behandlung der Rechnung unseres Staatshaushaltes.

Ich bitte Sie, meinem Postulat zuzustimmen und danke dem Regierungsrat im voraus für seine Bemühungen, um dieses Problem und seine Mithilfe um eine zeitgemässe Lösung.

Imboden. Ich hätte eine Frage betreffend Einführungsgesetz zum eidgenössischen Berufsbildungsgesetz. Dieses datiert vom 20. Oktober 1963. In Kraft gesetzt wurde es im Jahr 1965. Von unserem Einführungsgesetz hört man noch gar nichts. Man kann also nicht von übersetztem Arbeitstempo reden. Es würde mich interessieren, wann dieses vorgelegt wird und ob, wenn einzelne Berufsschulen nicht bis zum Inkrafttreten des Gesetzes mit dem Baubeginn warten können, diese Aussicht haben, dann doch die Subvention zu erhalten, die im Einführungsgesetz festgelegt werden wird. ich bitte den Volkswirtschaftsdirektor zu sagen, wie das vorgesehen ist.

Meine weitere Frage beschlägt die Taggelder für die Experten der Lehrlingsprüfungen. Man hat Mühe, für gewisse Berufsgruppen Experten zu erhalten, weil die Taggelder zu niedrig sind. Gedenkt der Regierungsrat da eine Korrektur vorzunehmen?

Brawand. Ich möchte mich kurz zum Abschnitt Fremdenverkehr, Angestelltenprobleme, äussern. Im November 1965 habe ich ein Postulat begründet, das sich mit der Herabsetzung der ausländischen Arbeitskräfte in der Hotellerie und im Gastwirtschaftsgewerbe befasste. Ich anerkannte dankbar, dass durch die Intervention unseres bernischen Volkswirtschaftsdirektors sowie anderer

fachlicher Instanzen, die für die Förderung des Fremdenverkehrs zuständig sind, die weitere Herabsetzung dieses Personals verhindert werden konnte. Andernfalls wären viele Härtefälle nicht zu überwinden gewesen. In den letzten paar Jahren musste viel Schweizer Personal ersetzt werden, was in den unteren Arbeitsstufen, wie Küche, Office, Zimmerbesorgung usw. fast unmöglich war. Die Zeit, wo unsere fremden Gäste bereit wären, etwas billiger zu wohnen und vielleicht ihr Zimmer in den Hotels selber zu besorgen, ist noch nicht da. Daher müssen wir eben auf die bisherige Weise unsern guten Ruf als Ferienland behalten können. Um dies zu erreichen, braucht es Personal, denn nur mit solchem kann der Betrieb umsichtig geführt und kann der Konkurrenz anderer Touristenländer stangehalten werden. – Es ist nicht zu verstehen, dass bestbegründete Gesuche um Ersatzarbeitskräfte beim BIGA unnachsichtlich abgewiesen werden. Dieser harte Kurs sollte gemildert werden. Nicht nur unsere Fremdenverkehrsregion ist auf die Ausländer angewiesen. Die Bruttoeinnahmen der ganzen Schweiz aus dem Fremdenverkehr übersteigen 3 Milliarden Franken. Man sollte wirklich den guten Ruf als Fremdenverkehrsland behalten können. Mein nochmaliger Vorstoss erfolgt, weil im Nationalrat ein Postulat vorliegt, das sich mit dieser Angelegenheit neu befasst und wünscht, dass das Gastwirtschaftsgewerbe von der Plafonierung der Ausländer ausgenommen werde. Einmal mehr bitte ich den Volkswirtschaftsdirektor, die Regierung zu ersuchen, diesen Vorstoss zu untermauern, damit auf diesem Gebiet nach und nach eine Milderung erreicht werden kann.

Schweizer (Bern). Mitte Mai dieses Jahres hat das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement an die Kantonsregierungen ein Schreiben gerichtet, worin verlangt wird, dass man zur allfälligen Aufhebung der Mietzinsüberwachung und des Kündigungsschutzes Stellung nehme. Herr Grossrat Mischler hat schon am letzten Donnerstag jenes Kreisschreiben erwähnt und gesagt, die Gewerkschaften seien in erster Linie an diesen Fragen interessiert. Das trifft natürlich auch für den bernischen Mieterverband zu. Es ist erstaunlich, dass er erst durch ein Schreiben des zürcherischen Regierungsrates an den Zürcherischen Mieterverband davon Kenntnis erhalten hat, dass die kantonalen Regierungen zur Vernehmlassung eingeladen worden sind. Es wäre wünschenswert gewesen, dass die Volkswirtschaftsdirektion den Bernischen Mieterverband begrüsst hätte, dies um so mehr, als das genannte Kreisschreiben darauf zurückzuführen ist, dass der Schweizerische Hauseigentümer-Verband, also der direkte Partner des Mieterverbandes, diese Umfrage verlangt hat. Es wäre richtig gewesen, den Bernischen Mieterverband zu begrüssen.

Mäder. Letztes Jahr wurde das Einführungsgesetz zum Arbeitsgesetz mit etwa 47 000 Ja gegen 21 000 Nein angenommen. Seither haben wir über Koordinationsfragen gesprochen. Die Regierung hat die Möglichkeit, bei Städten, welche bereits eine Gewerbepolizei haben, dieser gewisse Aufgaben zu übertragen. Hierüber besteht eine Motion vom Februar 1967. Ich frage den Regierungsrat an, wie weit man bereits eine Verordnung in Behandlung habe und ob mit den Städten hierüber Besprechungen stattgefunden haben.

Buchs (Stechelberg). Ich erlaube mir ein paar Bemerkungen zur Brandversicherung. Auf Seite 8 des Geschäftsberichtes steht, die Versicherten kämen im Schadenfall nicht zu kurz. Ich bezweifle, dass das immer stimmt. Der Versicherungsschutz ist in vielen Fällen ungenügend, vor allem bei älteren Gebäuden, besonders auf dem Land.

Ein Beispiel: In meiner Nachbarschaft ist letzten Herbst ein älteres Bauernhaus vollständig abgebrannt. Es war ein nettes Haus mit vier Zimmern, zwei Kammern, Küche usw. Es war sauber eingerichtet, einfach, aber es hatte elektrische Küche und überall elektrisches Licht. Es ist ein Doppelwohnhaus für zwei Familien und hätte auf Jahrzehnte hinaus gedient. Wie ist der Schadenfall behandelt worden? Die stabiliserte Brandversicherungssumme betrug Fr. 17 000.—. Auf dieser wurde die Prämie bezahlt. Obschon die ausbezahlte Schadensumme auf Grund des Baukostenindexes zweieinhalbmal so gross war, also rund Franken 42 000.— betrug, hat der Betrag nicht mehr gereicht, das Haus zu bauen, das den beiden Familien annähernd hätte dienen können. Ein neues Haus mit gleich viel Zimmern wurde mit Franken 130 000.— budgetiert, dies bei ganz einfachem Ausbau. Der Fehlbetrag machte somit etwa Franken 90 000.— aus. Nachher zeigte sich, dass das Haus gar nicht mehr so gebaut werden kann wie das alte, weil die Baulinie zurückverlegt worden war. Die beiden Familien mussten sich entschliessen, je ein Einfamilienhäuschen zu bauen. Jedes kostet bei den heutigen vorgeschriebenen Kanalisationsanschlüssen und ganz einfacher Bauweise Fr. 90 000.—, womit der Fehlbetrag auf total etwa Fr. 140 000.— ansteigt, also pro Familie etwa Franken 70 000.— ausmacht. Wir haben im Gemeinderat von Lauterbrunnen eine Sammlung beschlossen, um ein wenig zu helfen. Diese hat nur Franken 20 000.— eingebracht. Folglich müssen beide Familien je Fr. 60 000.— Schulden auf sich nehmen. Was das für Bergbauern-Eheleute bedeutet, die zwischen 50 und 70 Jahre alt sind und ihr Leben lang mit wenig Einkommen gearbeitet haben, kann sich jeder selber vorstellen. – Das ist übrigens kein Einzelfall. Nach den Föhnschäden vom November 1962 haben wir im Lauterbrunnental viele solche Beispiele durchexerziert. Bei älteren Gebäuden ist der Versicherungsschutz ungenügend. Die Berechnungen auf dem Baukostenindex genügen nicht mehr. Man müsste den sehr verschärften Bauvorschriften Rechnung tragen. Die private Mobiliarversicherung kennt das Prinzip des Neuwertzusatzes. Das müsste man meiner Meinung nach bei der kantonalen Brandversicherung einführen. Die Prämien müssten natürlich etwas erhöht werden. Besonders bei den ärmeren Leuten ist ein ausreichender Versicherungsschutz wichtig. Ich bitte, hiezu Stellung zu nehmen.

Graf. En corrélation avec le rapport de gestion de la Direction de l'économie publique, je voudrais me permettre d'attirer votre attention sur deux points qui concernent le chapitre III «Ensei-

gnement professionnel». En page 32 de l'édition française, on nous parle de la création du poste d'un inspecteur des écoles professionnelles, poste qui est d'une grande importance pour le développement de la formation professionnelle. Cette personne devra s'occuper de problèmes touchant aux méthodes pédagogiques et à l'organisation, problèmes dont la solution ne saurait être différée si l'on entend assurer une formation professionnelle de qualité.

Je voudrais demander à M. le Conseiller d'Etat si ce poste a été créé, quelles sont les tâches plus précises qu'on envisage de donner à cet inspecteur et en particulier s'il existe des plans d'études ou des moyens pour lui d'examiner la formation pédagogique des élèves et des apprentis et dans quelle mesure on pense qu'un inspecteur pourra influencer l'enseignement dans les écoles professionnelles.

Le deuxième point est celui qui concerne la formation des instituteurs qui suivent les cours annuels de l'Ofiamt pour la formation de maîtres professionels. Je voudrais poser deux ou trois questions à M. le Conseiller d'Etat:

1) Quelle est l'aide qu'accorde le canton aux instituteurs qui adandonnent leur place pour suivre pendant une année un cours qui leur permettra d'obtenir ensuite le certificat de capacité pour les écoles professionnelles?

2) Lorsqu'il y a des postes à repourvoir, donne-t-on la préférence aux maîtres qui ont suivi les cours d'un an ou bien est-il possible de devenir maître d'école professionnelle sans avoir de diplôme spécial. Il semblerait même qu'on ait donné la préférence à un instituteur alors que des maîtres qui avaient suivi les cours d'un an n'ont pas été élus à une école professionnelle. Si tel devait être le cas, quel intérêt a le canton de sacrifier un certain montant pour permettre à des instituteurs de suivre les cours d'un an de l'Ofiamt, si ces maîtres trouvent ensuite une place dans un autre canton et si on n'utilise pas leurs services dans notre canton?

3) Des maîtres bernois suivent actuellement à Lausanne les cours de l'Ofiamt. Le canton est certainement intéressé à la bonne marche de ces cours. Le canton de Berne a-t-il un droit de surveillance sur l'organisation de ces cours et sur la marche suivie par l'enseignement dans ces cours de maîtres professionnels?

Marchand. J'aimerais simplement poser la question suivante: Dans l'industrie, nous avons besoin d'un permis pour travailler. Ce permis est-il requis pour chaque profession indépendante?

Wirz. Herrn Schweizer habe ich nur sagen wollen, dass der Haus- und Grundeigentümer-Verband sicher nichts dagegen hat, wenn auch der Mieterschutz-Verband zur Vernehmlassung aufgefordert wird. Hingegen muss man sorgfältig überprüfen, ob die Schwarzmalerei, die der Mieterschutz-Verband jeweilen betreibt, den Tatsachen entspreche. Als es im Jahre 1965 für die bernische Regierung um die Frage ging, ob man in der Stadt Bern die Mietzinsüberwachung einführen soll, hat der Mieterschutz-Verband geschrieben (mitunterzeichnet von Herrn Schweizer): «Bei Einführung der Mietpreisüberwachung müsste mit einer schlagartigen Mietpreiserhöhung in der Stadt Bern im Ausmass von 20 bis 30 Prozent für die der Preiskontrolle unterstellten Wohnungen gerechnet werden.» Das Resultat war ein ganz anderes. Aus dem Verwaltungsbericht der Stadt Bern entnehmen wir: «Die Mietzinserhöhungen hielten sich indessen in angemessenem Rahmen.» Im Verwaltungsbericht der Volkswirtschaftsdirektion, Seite 36, steht, dass die meisten Vermieter bestrebt sind, den Mietzinsüberwachungsbestimmungen korrekt nachzuleben, und dass die Mietzinserhöhungen sich nach wie vor in angemessenem Rahmen halten, wobei feststeht, dass nur bei 50 Prozent der Objekte, die unter Mietzinsüberwachung stehen, der Mietzins effektiv aufgeschlagen hat. Der Aufschlag macht total kaum 10 Prozent aus, und er ist fast durchwegs durch die Hypothekarzinserhöhungen bedingt. – Auch in der Hinsicht hat der Mieterschutzverband auf Seite 3 seiner Eingabe vom Mai 1965 eine komische Meinung vertreten; er hat geschrieben: «Es kann damit gerechnet werden, dass im Jahr 1966 der Zinsfuss für erste Hypotheken sich auf dem Niveau von 4 Prozent stabilisieren wird.» Leider hat sich der Optimismus nicht bewahrheitet. Wir haben heute Hypothekarzinse für neue Hypotheken von 5 bis 5¼ Prozent, für alte von 4 bis 4¼ Prozent. Die Hypothekarkasse des Kantons Bern hat einen neuen Aufschlag dekretiert. Diese Massnahmen zwingen den Hauseigentümer zu gewissen Mietzinsaufschlägen, damit er eine angemessene Verzinsung des Kapitals erhält. Man darf nicht vergessen, dass noch heute in der Schweiz 90 Prozent aller Wohnungen von Privaten gebaut werden.

Tschumi, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich möchte zuerst die freundlichen Worte, die Herr Grossrat Schorer als Referent der Staatswirtschaftskommission an unsere Direktion gerichtet hat, bestens verdanken; ich werde seine Dankesbezeugungen an meine Mitarbeiter weitergeben.

Herr Grossrat Mischler hat Fragen der Uhrenindustrie aufgeworfen und darauf hingewiesen, welche Schwierigkeiten heute in der Uhrenindustrie ganz allgemein und im Kanton Bern speziell bestehen. – Wir wissen, dass die Marschroute der schweizerischen Uhrenindustrie jahrzehntelang durch die sogenannte Erhaltungsintervention des Bundes, durch das Uhrenstatut, gelenkt wurde, und dass mit der Inkraftsetzung des neuen Statuts im Jahre 1962 endlich eine Kehrtwendung eingetreten ist. Leider ist unsere Uhrenindustrie, besonders im Kanton Bern, wo am meisten Betriebe sind, stark aufgesplittert. Wir haben sehr viele kleine und kleinste Betriebe, die nun einer ganz intensiven Strukturwandlung unterworfen sind, namentlich infolge des neuen Uhrenstatutes. Sie können dem Verwaltungsbericht entnehmen, dass kleine Betriebe eingegangen sind und andere sich zu grösseren Betrieben zusammengeschlossen haben. Unsere Uhrenindustrie unterliegt der ausländischen Konkurrenz. Die Japaner weisen uns den Weg, der eigentlich aus unserem Strukturmalaise herausführen soll, indem man das System der kleinen Serien verlässt und zur Grossproduktion übergeht. Diesen Weg müssen wir in der Schweiz be-

schreiten, um der Uhrenindustrie, die nach wie vor unser Sorgenkind ist, zu helfen. Wir wissen, dass es sich um eine schrumpfende Branche handelt, trotzdem der Export zugenommen hat. Das ist ja das Paradoxe in der Erscheinung. Darum schenkt der Kanton Bern der Uhrenindustrie alle Aufmerksamkeit. Wir haben, wie Herr Grossrat Mischler weiss, in der Volkswirtschaftsdirektion eine Spezialkommission eingesetzt, die sich der Entwicklung der Uhrenindustrie widmet. Wir werden auch in Zukunft alles unternehmen, um der bernischen Uhrenindustrie das Klima zu verschaffen, das sie für eine bessere Entwicklung unbedingt nötig hat.

In der Staatswirtschaftskommission hat Herr Grossrat Mischler beanstandet, dass die Volkswirtschaftskommission dieses Jahr noch keine Sitzung abgehalten hat. Ich hatte im Frühjahr eine Sitzung dieser Kommission angeregt. Leider musste sie auf den Herbst verschoben werden, weil dem Präsidenten der angesetzte Zeitpunkt nicht passte. Wir haben dann kürzlich wieder ein Datum festgesetzt, um das Fremdarbeiterproblem und die Mietzinsfragen zu besprechen. Aber auch dieser Termin musste verschoben werden. Herr Mischler begreift sicher, dass es nicht leicht ist, ein Sitzungsdatum für ein so grosses Gremium, wie die Volkswirtschaftskommission eines ist, festzusetzen, wenn immer wieder Verschiebungswünsche berücksichtigt werden müssen. Ich bin bereit, Sitzungen abzuhalten, so oft es gewünscht wird, und unsere Direktion gibt über alle Punkte, die uns berühren, gerne Auskunft, und ich hoffe, das nächste Sitzungsdatum werde nicht allzu ferne liegen.

Zur Mietzinsüberwachung: Wir haben das Kreisschreiben des Bundes erhalten, haben es an die Gemeinden weitergeleitet, um ihnen Gelegenheit zu geben, dazu Stellung zu nehmen. Wir haben dem Gewerkschaftskartell geschrieben und werden auch dem Mieterverband die Möglichkeit geben, zum Problem Stellung zu nehmen. Gleichzeitig werden wir auch dem Hausbesitzer-Verband Gelegenheit zur Vernehmlassung geben. Mein Wunsch wäre, dass man die Angelegenheit in der Volkswirtschaftskommission gründlich diskutieren könnte, um den Standpunkt des Kantons Bern in der Vernehmlassung an den Bund zu fundieren.

Herr Grossrat Mischler hat sich über die Verwendung des qualitativ weniger guten Holzes erkundigt. Ich habe mit dem Forstwirtschaftsdirektor hierüber Verbindung aufgenommen. Er meldet mir, dass er bei der Behandlung einer Interpellation hier im Ratssaal über die Verwendung dieses Holzes Auskunft gegeben und gesagt habe, dass die Aussichten für die Verwendung desselben zur Herstellung von Platten nicht ungünstig seien und dass die Forstwirtschaftsdirektion und der Waldbesitzer-Verband alles täten, um den Absatz des qualitativ minderwertigen Holzes zu fördern.

Herr Grossrat Stauffer hat mich in bezug auf die Bezirksbrandkassen interpelliert. Ins gleiche Kapitel geht die Intervention von Herrn Grossrat Buchs. Ich sagte schon im Frühjahr, das betreffende Gesetz werde revidiert. Das ist in Vorbereitung. – Die Frage betreffend das Deckungskapital wurde einem Experten zur Abklärung vorgelegt. Dieser hat leider nicht immer Zeit, sich dieser Aufgabe zu widmen. Der Bericht wurde uns auf den Juli versprochen, wir erhielten ihn erst vor einer Woche. Die Brandversicherung wird nun ihre Antwort ausarbeiten und in nächster Zeit mit den Regierungsstatthaltern wegen der Angelegenheit der Bezirksbrandkassen zusammenkommen. Gerade die Fragen wie Neuwertentschädigung usw. sind sehr knifflig, müssen aber in der Gesetzesrevision behandelt werden. Der Grosse Rat wird Gelegenheit zur Stellungnahme haben. Damit ist auch die Frage von Herrn Buchs beantwortet. Ergänzend kann ich sagen, dass auch in einem andern Falle eine Bauernfamilie so geschädigt wurde, dass die Entschädigung der Brandversicherungsanstalt bei weitem nicht ausreichte, um ein neues Haus aufzustellen. Wir haben aber keine Möglichkeit, mehr auszuzahlen. Es muss versucht werden, auf Grund des Gesetzes über Massnahmen betreffend Wohnbausanierungen im Berggebiet Zusatzbeiträge zu erhalten. Dort sind Möglichkeiten vorhanden, für den Wiederaufbau eines Wohngebäudes im Berggebiet Beiträge flüssig zu machen.

Herr Grossrat Hofmann hat gefragt, wann dem Grossen Rat das Gewerbegesetz vorgelegt werde. Ich habe schon in der Maisession gesagt, dass der Entwurf bald erscheinen werde. Wir haben ihn zur Vernehmlassung allen interessierten Kreisen geschickt und nach dieser Enquête direktionsintern nochmals bearbeitet. Heute liegt er bei der Polizeidirektion zur Stellungnahme. Ich hoffe, dass wir spätestens in der nächsten Februarsession die grossrätliche Kommission werden bestellen können.

Herr Grossrat Zingg hat gefragt, wo der Bericht sei, mit dessen Ausarbeitung die Volkswirtschaftsdirektion und die Finanzdirektion ein Professorenkollegium beauftragt habe. Dieser Bericht steht vor dem Abschluss. Ich will keinen genauen Termin nennen, aber er wird in nächster Zeit der Regierung vorgelegt, und nachher kann er in Druck gegeben werden. Im Verlauf des kommenden Winters wird er dem Grossen Rat unterbreitet werden.

Herr Grossrat Imboden hat sich über das Einführungsgesetz zum eidgenössischen Berufsbildungsgesetz erkundigt. Der Entwurf zu diesem Einführungsgesetz ist fertig. Die vorberatende Expertenkommission hatte am letzten Freitag ihre erste Sitzung. Dadurch, dass dieses Gesetz noch nicht in Kraft ist, entsteht kein Schaden. Die Bundesbestimmungen, die sofort angewendet werden mussten, hat der Regierungsrat durch eine Vollziehungsverordnung erlassen.

Bau der Berufsschulhäuser: Im Vordergrund steht das Berufsschulhaus Bern und dasjenige in Thun. Die Subventionierung dieser Schulen soll in keiner Weise dadurch geringer sein, dass noch kein Einführungsgesetz vorhanden ist. Der Bund wird seine Beiträge geben. Das hat er im Bundesgesetz festgelegt. Uns ist es möglich, via Vollziehungsverordnung, die uns zumutbaren Beiträge zu zahlen. Wir haben sowohl mit der Stadt Bern als auch mit der Stadt Thun bereits Konferenzen angesetzt. Mit Thun kommen wir am 4. Oktober zusammen, wo wir den Kantonsbeitrag besprechen werden. Bei der Subventionierung der Berufsschulhäuser kann man nicht von der gleichen Basis ausgehen wie für die Subventionierung von Primarschulhäusern, denn die ersteren haben ganz andere Aufgaben zu lösen. In Bern und Thun wohnen etwa 45 Prozent der Besucher der Schule ausserhalb der Gemeinde.

Die Anregung, die Taggelder der Experten für Lehrlingsprüfungen zu korrigieren, nehme ich entgegen. Herr Grossrat Imboden wird begreifen, dass diese Honorare generell überprüft werden müssen. In diesem Zusammenhang werden wir mit der Finanzdirektion Fühlung aufnehmen.

Herr Grossrat Brawand hat das Problem der Fremdarbeiter aufgeworfen, das namentlich der Hotellerie grosse Sorge bereitet. Dem Postulat, das ich seinerzeit entgegengenommen habe, habe ich Folge geleistet. In zwei Konferenzen mit Vertretern des Bundes habe ich versucht durchzusetzen, dass das Gastwirtschaftsgewerbe von der Beschränkung ausgenommen wird. Nicht nur die Saisonbetriebe, sondern das Gastwirtschaftsgewerbe generell leidet unter dem Mangel an Arbeitskräften. Der Bundesrat hat in dieser Angelegenheit einen neuen Vorschlag unterbreitet, zu dem die Regierungen bis Mitte November Stellung zu nehmen haben. Wir werden nochmals versuchen, für die Gastarbeiter im Gastwirtschaftsgewerbe ein Sonderstatut zu erhalten, ähnlich wie für die Fremdarbeiter in der Landwirtschaft. Man sollte auch das Gastwirtschaftsgewerbe von den Einschränkungen befreien. Bisher mussten sie bis zu 5 Prozent des Bestandes abbauen; weiter ist der Abbau im Gastwirtschaftsgewerbe nicht mehr geführt worden. – Gegenwärtig liegt beim Bund die Initiative betreffend Überfremdung. Sie werden begreifen, dass man aus politischen Gründen jetzt nicht allzu sehr auf den Tisch klopfen darf, um mehr Fremdarbeiter hereinzubringen. Wir werden uns aber bemühen, im Sinne des Herrn Brawand weiter zu intervenieren.

Herr Schweizer hat eine Frage über die Aufhebung der Mietzinsüberwachung gestellt. Ich habe schon im Zusammenhang mit der Antwort an Herrn Grossrat Mischler gesagt, das werde geprüft; der Mieterverband und der Hauseigentümer-Verband werden zum Problem Stellung nehmen können.

Herr Grossrat Mäder hat auf das Einführungsgesetz zum Arbeitsgesetz hingewiesen sowie auf die Motion, die der Grosse Rat erheblich erklärte, wonach der Kanton den Städten gewisse Kompetenzen abtreten soll. Ich habe nach der parlamentarischen Erledigung der Motion das Sekretariat des kantonalen Industrie- und Gewerbeinspektorates beauftragt, mit der Stadt diese Anlegenheit in Ordnung zu bringen. Die Stadt hat ihre Meinung geschrieben. Ich habe Herrn Villard beauftragt, nochmals mit den Vertretern der Stadt zusammenzukommen. Es sind aber noch nicht alle Bundesverordnungen da, um diese Zusammenarbeit zwischen Stadt und Kanton zu bewerkstelligen. Herr Villard wird am 19. oder 20. September mit den städtischen Polizeibehörden eine Aussprache pflegen und einen Entwurf für die zukünftige Zusammenarbeit ausarbeiten. – Am 6. September hat übrigens in Olten, im eidgenössischen Inspektorat, eine Konferenz stattgefunden, um von seiten des Bundes die erweiterten Grundlagen zu erhalten, auf denen die Zusammenarbeit zwischen Stadt und Kanton geführt werden soll. Ich hoffe nun wirklich, dass man einen modus vivendi für die Zusammenarbeit zwischen Stadt und Kanton finde, der beide Teile befriedigt.

Herr Grossrat Buchs, Stechelberg, hat eine Antwort auf seine Anfrage betreffend die Brandversicherung bereits erhalten.

Herr Grossrat Graf hat sich über den Inspektor der Berufsschulen erkundigt. Diese Stelle ist nicht nur geschaffen, sondern der Inspektor ist auch gewählt, und er wird seine Funktionen auf dem Amt für berufliche Ausbildung in nächster Zeit aufnehmen. Er muss unsere Berufsschulen beraten und ihnen eine wirkliche Hilfe in allen Fragen sein, die die schulmässige berufliche Ausbildung beschlagen.

Im weitern hat sich Herr Graf über die Weiterbildungskurse der Lehrer erkundigt, die das BIGA jährlich veranstaltet. Diese Lehrer haben, sofern es ihre wirtschaftliche Lage erfordert, Anrecht auf ein Stipendium. Für verheiratete Lehrer beläuft es sich, Irrtum vorbehalten, bis auf Fr. 7000.—. Wenn an Berufsschulen Lehrer gewählt werden sollten, die den Kurs nicht besucht haben, schreibt das BIGA vor, dass er nachgeholt werden müsse. Auch wir sind an dieser Ausbildung interessiert und werden alles tun, dass nur solche Lehrer an die Berufsschulen kommen, die den Kurs des BIGA besucht haben. – Die Lehrer des französischsprechenden Kantonsteils besuchen den Kurs in Lausanne und haben die gleichen Rechte wie die Lehrer, welche den Kurs in Bern besuchen. Hingegen haben wir keinen grossen Einfluss auf die Schule in Lausanne, denn diese wird selbständig geführt. Der Vorsteher des Amtes für berufliche Ausbildung hat wohl Kontakt mit seinem Kollegen der welschen Schweiz, aber direkten Einfluss auf die Schulen haben wir nicht.

Herr Grossrat Marchand hat gefragt, ob für alle Berufsausübungen Arbeitsbewilligungen verlangt werden. Ich weiss nicht, welcher Berufskategorie er angehört. Allgemein muss jeder Berufsmann, wenn er den Beruf im Kanton Bern ausüben will, gewisse bewilligungsmässige Voraussetzungen haben.

Nun zur Frage, die Herr Grossrat Hächler aufgeworfen hat: Er bemängelt in seinem Postulat, dass die drei Wohnbauaktionen, die vom Bund seinerzeit durchgeführt wurden, rechtlich nicht gleich behandelt wurden, indem die erste und dritte Wohnbauaktion weiterläuft, deren Objekte nach wie vor gewissen Vorschriften unterstellt sind. So kommt es, dass nur diejenigen, die die Zusicherung von Beiträgen zwischen dem 1. November 1945 und dem 31. Dezember 1947 erhalten haben, von grundbuchlichen Vorbehalten befreit werden. Was Herr Hächler bei der Begründung seines Postulates gesagt hat, stimmt. Es entspricht dem Kreisschreiben des Bundes. Herr Hächler wünscht nun, dass der Kanton dafür besorgt sein sollte, dass alle, denen Wohnbauaktionen zugute kommen, rechtlich gleich behandelt werden sollen. Wenn Herr Hächler aber sagt, dass diese drei Aktionen rechtlich nicht gleich behandelt würden, möchte ich sagen, dass sie eben nicht von den gleichen Voraussetzungen ausgehen und darum auch nicht gleich behandelt werden können. Von einer rechtsungleichen Situation könnte man nur reden, wenn alle Subventionsbauten gestützt auf die gleichen Rechtsgrundlagen mit Beiträgen bedacht worden wären. Aber das ist nicht der Fall, das hat Herr Hächler selber auch zugegeben. Ich weise auf den letzten Abschnitt des

Kreisschreibens hin, worin der Bund selber zugibt: «Es ist zugegeben, dass die verschiedenartige Regelung der Rückerstattungspflicht bei der I. und III. Aktion einerseits und der II. Aktion anderseits nicht befriedigt. Da die III. Aktion auf einem allgemeinverbindlichen Bundesbeschluss beruht und die auf Grund der ausserordentlichen Vollmachten für die I. Aktion getroffenen Massnahmen zufolge der Aufhebung dieser Vollmachten nicht mehr durch den Bundesrat geändert werden können, wäre eine zeitliche Beschränkung der Rückerstattungspflicht bei den genannten Aktionen nur durch einen Bundesbeschluss möglich. Angesichts der heutigen Lage auf dem Wohnungsmarkt und der Tatsache, dass der Bund neuerdings wieder sehr beträchtliche Mittel für die Wohnbauförderung zur Verfügung stellen muss, halten wir den Zeitpunkt noch nicht für gekommen, um die Einführung einer zeitlichen Beschränkung bei der I. und III. Aktion zu prüfen, durch die rund 47 000 mit beträchtlichem Aufwand der öffentlichen Hand verbilligte Wohnungen der Zweckerhaltung entgingen. Was heute fehlt, sind ja nicht teure, sondern gerade preiswerte und billige Wohnungen. Die Frage wird dann zu prüfen sein, wenn eine nicht nur vorübergehende Entspannung des Wohnungsmarktes festgestellt werden kann, zu der, wie wir hoffen, der Abbau der Preiskontrolle und das neue Wohnbaugesetz das ihre beitragen werden.» – Das ist der Grundgedanke des Bundes, aus dem heraus die I. und III. Aktion nicht gleich behandelt werden wie die II. – Die kantonale Volkswirtschaftsdirektion hat es auch nicht recht verstanden, warum der Bund so vorgegangen ist, aber wir haben uns an die Bundesvorschriften zu halten. Wenn einmal eine günstigere Lage im Wohnungsmarkt eintritt, ist es dem Bund vielleicht zuzumuten, auf die Beschränkungen in der I. und III. Aktion zu verzichten. Wir wären dann bereit, in dem Sinne vorstellig zu werden. Aber wir möchten den geeigneten Zeitpunkt abwarten. Sie hörten von Herrn Grossrat Schweizer, dass auf dem Wohnungsmarkt in der Schweiz noch lange kein Gleichgewicht besteht. Solange das nicht der Fall ist, kann man uns nicht zumuten, beim Bund vorstellig zu werden, damit er alle drei Aktionen gleich behandelt. – Ich erkläre, dass ich das Postulat in diesem Sinne entgegennehme, das heisst, wir werden intervenieren, wenn nach unserem Dafürhalten der Moment hiefür gekommen ist.

Le Président. M. le Député Schweizer a demandé à pouvoir faire une déclaration personnelle.

Schweizer (Bern). Herr Dr. Wirz hat einen Brief des Mieterverbandes erwähnt, den ich mitunterzeichnet habe, und hat mich gebeten, im Zusammenhang mit dem Abbau der Preiskontrolle nicht allzu schwarz zu malen. Der Bericht der städtischen Polizeidirektion, den er nachher zitiert hat, ist mir bekannt. Ich habe Herrn Wirz gebeten, er möchte dem Rat von den Zahlen dieses Berichtes Kenntnis geben. Herr Wirz hat aber nur einen Satz zitiert. Wenn man das andere auch liest, kann man beurteilen, ob beim Abbau der Mietpreiskontrolle nicht für allzu viele Mieter in der Stadt Bern schwerwiegende Folgen entstünden. Ich spreche von den kontrollierten Wohnungen. Es gibt natürlich viele Mieter, die es nicht wagen, obwohl sie in kontrollierten Wohnungen sind, auf ein Amt zu gehen, weil sie fürchten, nachher vom Vermieter die Kündigung zu erhalten. Ich zitiere nur wenige Zahlen:

«Von den Erhöhungen von 11 bis 15 Prozent (das sind sehr respektable Erhöhungen, man sagt immer, 5 Prozent würden genügen) wurden im Jahr 1965 494 Mieter betroffen, im Jahr 1966 deren 3878. Die Prozentzahl ist von 4,7 auf 22,2 gestiegen.»

Die Erhöhungen von über 15 Prozent bedeuten für die Mieter eine sehr grosse Belastung. Solche Erhöhungen gab es im Jahr 1965 5,1 %, im Jahr 1966 17,7 %, oder in Zahlen: Im Jahr 1965 wurden von solchen Erhöhungen 542, im Jahr 1966 3081 Mieter betroffen.

Ich überlasse es Ihnen, zu beurteilen, ob es schwarz gemalt sei, als ich sagte, die Abschaffung der Preiskontrolle habe für die Mieterschaft schwerwiegende Folgen. Ich behaupte noch jetzt, dass diese Beurteilung richtig ist.

Wirz. In seiner Eingabe vom Jahr 1965 hat Herr Schweizer schwarz gemalt. Er sagte, es gäbe schlagartig einen Aufschlag von 20 bis 30 %. Das ist nicht eingetroffen. Die Erhöhungen, die er zitiert hat, sind nicht wegen der Einführung der Mietzinsüberwachung erfolgt, sondern weil in der Stichzeit der Hypothekarzins so stark hinaufgegangen ist. Daran sind nicht die Hauseigentümer schuld.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates
Hächler ..... Grosse Mehrheit

Der Bericht der Volkswirtschaftsdirektion wird ohne Gegenantrag genehmigt.

Motion des Herrn Grossrat Boss — Gebühr für selbständige Bars

(Siehe Seite 369 hievor)

Boss. Ich habe wegen der Besteuerung der Barbetriebe motioniert, weil die Steueransätze im Tarif heute noch mit Fr. 100.— bis Fr. 1000.— angesetzt sind. Aus verschiedenen Gründen wäre eine Änderung am Platze. Diese Etablissements sind in den letzten Jahren in den Kurorten und anderswo, auch in den Städten, zahlreich geworden, zum Teil, weil eine gewisse Umschichtung im Geschmack des Publikums stattgefunden hat. Es muss am Abend etwas laufen, und dort läuft sehr viel. Dort wird denn auch ordentlich viel Geld verdient, mehr als in einer Wirtschaft im althergebrachten Sinne, wo der Betrieb in einem gewissen traditionellen Rahmen verläuft. Im Barbetrieb wird reichlich Geld verdient, die Preise sind horrend, zum Teil sogar so hoch, dass sie das Renommee eines Kurortes schädigen können.

Natürlich sind die Preise zum Teil durch Spezialaufwand gerechtfertigt. Wenn man am gleichen Abend die Preise verfolgt, kann man mitunter be-

obachten, dass im Laufe der Nacht die Preise für die gleiche Flasche mehrmals steigen, zum Beispiel von Fr. 80.— auf Fr. 120.— und dann auf Fr. 140.—. Das hat mit dem Mehraufwand nichts zu tun.

Da der Kanton neue Finanzquellen sucht, habe ich in meiner Motion darauf hingewiesen, dass die Steuer für die Barbetriebe erhöht werden könnte. Schliesslich verursachen diese Betriebe der Polizei vermehrte Arbeit, zum Beispiel durch vermehrte Kontrollen oder durch Nachtlärm.

Ich bitte Sie, dem Vorstoss zuzustimmen. Ich bin bereit, meine Motion in ein Postulat umzuwandeln, in der Meinung, man werde bei der nächsten Revision des Gastwirtschaftsgesetzes prüfen, ob die Ansätze nicht mindestens verdreifacht werden sollen.

Tschumi, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich bin froh, dass Herr Boss die Motion von sich aus in ein Postulat umgewandelt hat. Als Motion könnte ich sie niemals entgegennehmen, abgesehen davon, dass schliesslich Sie über deren Forderung zu befinden hätten.

Der Ansatz von Fr. 100.— bis Fr. 1000.— bezieht sich auf selbständige Bars. Solche haben wir im Kanton wenige. Die Bars, die Herr Boss anvisiert, sind bestehenden Gastwirtschaftsbetrieben angegliedert, und diese bezahlen Fr. 200.— bis Franken 3000.—. Die Bars, in denen getanzt wird oder die Kasino-Bewilligung haben – das beschlägt die Polizeidirektion –, werden bis zu Fr. 6000.— besteuert. – So klein ist also die Belastung nicht. Ich habe das Gefühl, dass wir die Bars, die Herr Boss anvisiert, recht ordentlich heranziehen. – Wir dürfen nicht vergessen, dass die Barinhaber nicht nur diese Gebühr, sondern auch die Einkommenssteuer bezahlen. Viele andere Bürger verdienen in der Eidgenossenschaft auch viel Geld und müssen dafür keine Bewilligung haben. Wir dürfen nicht allzu sehr gegen diese Bars ins Feld ziehen. Immerhin, im Blick auf die Revision des Gastwirtschaftsgesetzes bin ich bereit, die Motion als Postulat entgegenzunehmen.

Würsten. Ich bin erstaunt, dass ein Vertreter der Saisonhotellerie einen Antrag stellt, die Gebühren für Dancings- und Barbetriebe auf das dreifache zu erhöhen. Ich nehme an, Herr Boss schliesse in seinem Vorstoss Hotelsaisonbetriebe nicht aus. Wir müssen von der Berghotellerie aus gegenüber dem Postulat alle Vorbehalte machen. Herr Boss sagt, im Laufe des Abends würden sich die Konsumationspreise stark verteuern. Ich glaube, so ist die Situation nicht, obschon an verschiedenen Orten in den Bars rechte Preise bezahlt werden. – Diese Saison ist in den Bergkurorten kurz, die Kosten für einen Dancingbetrieb sind in einem Saisonhotel sehr hoch. Daher könnte man einer Gebührenerhöhung nicht ohne weiteres zustimmen. Ein Musiker kostet pro Tag etwa Fr. 100.—, zuzüglich Kost und Logis. Wenn fünf Mann engagiert sind, ergeben sich für den Dancingbetrieb pro Tag etwa Fr. 1000.— Selbstkosten. Die Einnahmen decken diese Kosten jedenfalls nicht alle Tage.

Man könnte sich ohnehin fragen, ob die Wirtschaftspatentgebühren, die gerade das Wirtschaftsgewerbe als einziges in diesem Umfang zahlen muss, gerechtfertigt seien. Das ist eine Sondersteuer, die man doch eher abschaffen sollte. Es ist nicht recht, das Gastwirtschaftsgewerbe dieser Doppelbesteuerung zu unterziehen. Bei der Revision des Gewerbegesetzes sollte man mit dieser Gebühr einmal abfahren. Ich empfehle dem Volkswirtschaftsdirektor, das Postulat mit aller Vorsicht zu behandeln. Ich verzichte darauf, zu beantragen, das Postulat sei abzulehnen.

(Den Vorsitz übernimmt Vizepräsident Nobel.)

Präsident. Ich habe Herrn Würsten das Wort in der Meinung erteilt, er werde das Postulat bekämpfen. Wenn es nicht bekämpft wird, findet keine Diskussion statt, es sei denn, der Rat beschliesse dies.

Nun beantragt Herr Häberli Diskussion (Zustimmung).

Häberli. Herr Boss sagte, dass die Preise in den Bars je nach nächtlicher Stunde verschieden hoch seien. Wenn das der Fall sein sollte, würde ich es bedauern. Zu Ehren unserer Hotellerie und der Barbesitzer muss ich sagen, dass ich ein solches Vorgehen noch nie festgestellt habe. Allerdings bin ich nicht ein eifriger Barbesucher. Wir sind im Seeland bescheidener dotiert, müssten für den Barbesuch schon nach Bern oder ins Oberland reisen. Herr Boss scheint etwas zu übertreiben. In der schweizerischen Hotellerie, auch in den Dancingbetrieben, liegen Karten mit Preisangaben auf. Ich glaube nicht, dass man in der Schweiz irgendwo am gleichen Abend drei verschiedene Karten hervorzieht. Das würden die Gäste auch gar nicht annehmen. Das wollte ich zugunsten der Barbesitzer erwähnen.

Eichenberger. Mit vollem Recht hat in der letzten Session Grossrat Kästli die Erhöhung des Wasserzinses verlangt, also eine Preiserhöhung für etwas Lebensnotwendiges, und zwar um eine Karte über die öffentlichen Gewässer auszuarbeiten. Ebenfalls mit vollem Recht hat Herr Häberli in der letzten Session über den Salzpreis referiert und gesagt, im Zeitalter der Finanzmisere müsse der Staat jede Geldquelle ausschöpfen. Wir haben auch noch die Motorfahrzeugsteuer wesentlich erhöht. In den letzten dreissig Jahren ist doch alles teurer geworden. Es gibt lebensnotwendige und nicht lebensnotwendige, gesundheitsfördernde und gesundheitsgefährdende Getränke. Gerade die starken Getränke, die in den Bars konsumiert werden, sind nicht lebensnotwendig und auch nicht gesundheitsfördernd. Der Handel mit diesen Getränken floriert. Er bringt grosse Summen ein. Darum ist eine erhebliche Erhöhung der Gebühren absolut gerechtfertigt. Man weiss, dass Apéritif-Produzenten bei einem Umsatz von 20 Millionen einen Viertel in die Propaganda stecken. Das beweist doch, wie sehr dieser Zweig rentiert. – Ich empfehle, das Postulat anzunehmen. Die Barbesitzer werden damit nicht geschädigt oder gar ruiniert, denn sie werden das auf die Konsumenten abwälzen. Wer in den Bars die teuren Weine und Apéritifs konsumiert, vermag wesentlich höhere Preise zu zahlen. Die Argumente gegen die Taxerhöhung scheinen mir grossenteils nicht stichhaltig zu sein. Sie riechen, verzeihen Sie mir den Ausdruck, nach einer Schnapsidee. Das Klagelied, das angestimmt wurde,

ist nicht gerechtfertigt. Wer in den Bars verkehrt, soll seinen Obolus entrichten. Die Taxerhöhung kann auf die Preise abgewälzt werden.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates ..... 54 Stimmen
Dagegen ..... 1 Stimme
(Zahlreiche Enthaltungen)

Postulat des Herrn Grossrat Christen — Entwicklung der bernischen Wirtschaft

(Siehe Seite 267 hievor)

Christen. Schon vor ca. zwei Jahren hat hier eine Diskussion über die Lage der bernischen Wirtschaft stattgefunden, gestützt auf eine interessante Interpellation unseres Kollegen Mischler. Der damalige Volkswirtschaftsdirektor, Herr Bundesrat Gnägi, gab gestützt auf viele Zahlenunterlagen einen fundierten Lagebericht ab, welcher auf grosses Interesse gestossen ist, wie auch aus der nachfolgenden, auf beachtlichem Niveau stehenden Diskussion entnommen werden konnte.

Wenn ich es für nötig fand, im Mai dieses Jahres ein Postulat einzureichen und damit die Regierung einzuladen, den Gründen nachzugehen, weshalb die bernische Wirtschaft als Ganzes genommen sich wesentlich langsamer entwickelte als diejenige anderer Kantone und darüber hinaus aber auch Möglichkeiten aufzuzeigen, die geeignet erscheinen, das wirtschaftliche Wachstum im Kanton Bern über das bisherige Mass hinaus zu steigern, so vorab aus folgenden Gründen:

Bei der seinerzeitigen Überprüfung der Lage der bernischen Wirtschaft ist der Regierungsrat, aus seinen Äusserungen zu schliessen, zum Schlusse gekommen, durch Wirtschaftsfachleute der Wissenschaft die wirtschaftliche Entwicklung im Kanton Bern gründlich untersuchen zu lassen. Es sind drei Herren Professoren beauftragt worden, einen Bericht auszuarbeiten, worin die Entwicklung des Kantons Bern auf wirtschaftlichem Gebiet gründlich unter die Lupe genommen werden soll. Ferner ist ein weiterer Gutachter beauftragt worden, für die Finanzdirektion einen Bericht über die finanziellen Grundlagen, im Zusammenhang mit der Entwicklung der Wirtschaft im Kanton Bern, auszuarbeiten. Vor allem hat man gewünscht, dass die Zuwachsrate näher abgeklärt werde. Beide Berichte sollten im Frühjahr 1967 abgeliefert werden. Es muss den Rat zweifellos interessieren, zu welchen Erkenntnissen die Gutachter kommen und welche Forderungen die Regierung aus den Untersuchungen zu ziehen gedenkt.

Nach meinen Informationen, welche allerdings lückenhaft sind, ist die Entwicklung im Kanton Bern seit den letzten Erhebungen eher noch ungünstiger, jedenfalls nicht besser als in andern Kantonen. Eine gewisse Dringlichkeit des Problems ist daher gegeben. Das ist ein weiterer Grund, warum ich dieses Postulat einreichte. Die Finanzlage im Kanton Bern hat sich nicht verbessert. Es muss daher raschestens untersucht werden, was von der Wirtschaft her und für die Wirtschaft getan werden muss, um das Steuersubstrat im Kanton zu verbessern.

In der Zwischenzeit ist der Grosse Rat neu gewählt worden. Die Volkswirtschaftsdirektion ist in neue Hände übergegangen. Das mag ein weiterer Grund sein, sich eingehend über die Wirtschaftslage des Kantons Bern orientieren zu lassen.

Warum kann man zum Schluss kommen, dass die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons Bern zurückgeblieben ist respektive langsamer erfolgt, als man es wünschen würde? Vorerst zwei bis drei Vergleichszahlen: Der Kanton Bern umfasst einen Sechstel der Bodenfläche der Eidgenossenschaft und ungefähr einen Sechstel der Wohnbevölkerung. Er stellt von den 2,5 Millionen Berufstätigen in der Schweiz deren etwa 400 000.

Die Fabrikstatistik – heute Industriestatistik genannt – hat im Jahr 1965 ca. 2500 bernische Fabrikbetriebe (rund 15 000 in der ganzen Schweiz) ermittelt. In diesen bernischen Betrieben sind ca. 112 000 Arbeitnehmer beschäftigt (ca. 750 000 in der ganzen Schweiz). Etwa 15 % aller im Kanton Bern Beschäftigten sind in der Landwirtschaft tätig. Ich habe weitere statistische Zahlen, kann sie hier mit Rücksicht auf die Redezeit nicht aufführen.

Was mich interessiert, ist die Veränderung dieser Zahlen. Die mittlere Wohnbevölkerung hat in der Schweiz in den Jahren 1960 bis 1965 um 10 Prozent zugenommen, im Kanton Bern um 7,7 Prozent. Der Anteil an der Gesamtbevölkerung der Schweiz ist also zurückgegangen. Der Kanton Bern ist zum Auswanderungskanton geworden, Zürich aber zu einem grossen Einwanderungskanton. Von 1950 bis 1960 haben in der Schweiz die Gewerbebetriebe um 8 Prozent zugenommen, im Kanton Bern nur um 5,5 Prozent. Die Fabrikbetriebe haben in der Schweiz um 27 Prozent zugenommen, im Kanton Bern um 25 Prozent. In letzter Zeit ist allerdings für Bern eine Besserung eingetreten.

In der elften Wehrsteuerperiode hat der Kanton Bern den dreizehnten Rang eingenommen. In der zwölften Wehrsteuerperiode ist er auf den fünfzehnten Rang zurückgefallen. Diese Klassierung bezieht sich auf die Erträge pro Kopf der Bevölkerung. Kantone wie Graubünden und Tessin stehen in der Reihenfolge vor dem Kanton Bern. In den Kantonen Zug und Glarus liegen besondere Verhältnisse vor, indem dort viele Holdinggesellschaften domiziliert sind. Den Wehrsteuerrang wollen wir nicht überschätzen. Er ist aber für die Bewertung der Finanzkraft des Kantons wesentlich.

Was uns in dem Zusammenhang besonders interessieren muss, ist die Entwicklung des Soizalproduktes im Kanton Bern. Das ist der Niederschlag aller wirtschaftlichen Tätigkeit. Der Wert des Sozialproduktes ist wichtig, um die wirtschaftliche Entwicklung einzuschätzen und um die Wirtschaftspolitik zu gestalten. Wenn wir das Bruttosozialprodukt der Schweiz im Jahre 1948 mit 100 ansetzen, gelangt man für 1965 für die ganze Schweiz auf 316, für Bern allein auf nur 277, für Freiburg auf 360, für Zürich auf 375. Wir liegen also wesentlich unter dem Durchschnitt, stehen am Schluss mit Neuenburg und Glarus. Natürlich spielt dabei die Ausgangslage auch eine Rolle.

Unter Berücksichtigung der Bevölkerung ist der Anteil am Gesamtprodukt der Schweiz im Kanton Bern von 25,6 Prozent (1948) auf 22,4 Prozent (1965) zurückgegangen.

Aus diesen Vergleichen geht hervor, dass die wirtschaftliche Stagnation im Kanton Bern angehalten hat. Es scheint mir ganz klar zu sein, dass ein weiteres Absinken des Wirtschaftsertrages im Kanton Bern im Verhältnis zu andern Kantonen und dem schweizerischen Durchschnitt zu einer weiteren Schwächung der bernischen Bedeutung in der Eidgenossenschaft führen muss. Damit will ich nicht sagen, dass die Bedeutung eines Kantons einzig von seiner wirtschaftlichen Stellung abhängig sei. Aber wir dürfen nicht glauben, dass im eidgenössischen Konzept der grosse Anteil an Raum, Bevölkerung und historischer Bedeutung eines Kantons auf die Dauer genüge, um seinen Einfluss zu erhalten.

Was ist bei dieser Situation zu tun? Die Gretchenfrage ist offenbar von der Regierung auch den Professoren gestellt worden. Es wird interessant sein zu hören, wie sie sie beantworten und welche Schlussfolgerungen die Regierung zieht.

Um Missverständnissen vorzubeugen: Es kann keine Rede davon sein, aus dem Kanton Bern ein Ruhrgebiet zu machen, noch kann man beabsichtigen, die gewachsene Struktur grundlegend zu verändern. Ich habe viel zu viel Hochachtung vor organisch Gewachsenem, als dass ich das zerstören wollte. Das gilt vor allem für die Landwirtschaft. Diese muss wie bis anhin ein wichtiger Teil unserer bernischen Wirtschaft bleiben. Das gilt auch für die bestehenden Industrie- und Gewerbebetriebe. Es sollen keine Massnahmen getroffen werden, die bestehenden Betriebe leichtfertig zu gefährden. Im Gegenteil soll alles getan werden, um die Entwicklung bestehender Betriebe aus eigener Kraft zu erleichtern und aus guten Steuerzahlern noch bessere zu machen.

Aber all das darf uns nicht veranlassen, nichts weiter zu tun. Es geht darum, das Steuersubstrat im Kanton wesentlich zu verbessern, wenn wir nicht zum einfachsten Mittel greifen wollen, nämlich zur Erhöhung des Steuersatzes. Wenn vom Planen die Rede ist, bedeutet das nicht, dass man nach staatlicher Planwirtschaft rufe. Nach wie vor ist die Prosperität der Wirtschaft in erster Linie durch Anstrengungen der Privatwirtschaft selber zu verwirklichen. Dem Unternehmer fällt eine soziale Verantwortung besonderer Grösse zu, auch in bezug auf das richtige Planen seiner Unternehmung. – In bestimmten Bereichen und bei besonderen Verhältnissen hat auch der Staat ordnend einzugreifen und zu planen, vor allem im Bereich der staatseigenen wirtschaftlichen Tätigkeit und dort, wo es gilt, Störungslagen zu überwinden. Als Beispiel nenne ich die Regional- und Ortsplanung. Ohne Fortschritte in der Richtung wird es nicht möglich sein, der Industrie und dem Gewerbe den nötigen Boden zu vertretbaren Preisen zur Verfügung zu halten, den sie zur weiteren Entwicklung und Neuansiedlung nötig hat. Es müssen Industrie- und Gewerbezonen ausgeschieden werden. In Gebieten, die sich für solche Ansiedlungen eignen, muss mit grösserer Aufgeschlossenheit an dieses Problem herangetreten werden. Auch eine gewisse Dezentralisierung wäre anzustreben, um weitere Zentren für Industrie und Gewerbe zu erhalten, wobei man sich auf Agglomerationsgebiete einigen müsste.

Ein ganz besonderes Augenmerk ist den bestehenden Betrieben zu schenken, damit sich diese in nächster Nähe bzw. in nächstgelegenen Regionen ausdehnen können und nicht gezwungen sind, umzusiedeln.

Ein weiteres Augenmerk ist im Zusammenhang mit der Steuerpolitik auch den Holdinggesellschaften zu schenken, wobei ich besonders die gemischten Holdinggesellschaften meine. Da sind in letzter Zeit Fortschritte erzielt worden. Holdinggesellschaften haben den Vorteil, den Arbeitsmarkt nicht stark zu belasten, was in der jetzigen Entwicklung eine Rolle spielt.

Es hiesse offene Türen einrennen, wenn ich mich länger über die Notwendigkeit der Produktivitätssteigerung der Landwirtschaft auslassen wollte. Leistungsfähige Familienbetriebe sind nach wie vor die Basis, doch wird es nicht möglich sein, die Konkurrenzfähigkeit zu verbessern, ohne weitere wesentliche Rationalisierungen vorzunehmen, wobei strukturelle Änderungen nicht zu umgehen sein werden. Dabei ist die Frage der Bergbauern nicht in erster Linie wirtschaftspolitisch, sondern sozialpolitisch zu lösen.

Der Fremdenverkehr ist für den Kanton Bern immer von grösster Bedeutung gewesen. Gerade das Berner Oberland ist im schweizerischen Wettbewerb ins Hintertreffen geraten. Das Bild unserer Kurorte muss ganz wesentlich modernisiert werden. Dabei ist mir bewusst, welche Anforderungen das bedeutet. Der Erneuerung stehen finanzielle und vor allem auch menschliche Schwierigkeiten entgegen. Ein Anfang ist hier mit der Einführung des Fremdenverkehrsgesetzes gemacht, in welchem die Herbergungsabgabe vorgesehen ist.

Parallel zur Kurortserneuerung muss der Ausbau und die Verbesserung der Verkehrswege gehen. Damit kommen wir zu einem zentralen Problem des Kantons Bern. Wir stehen ständig in einem Abwehrkampf gegen die Isolierung des Kantons Bern in bezug auf den grossen internationalen Verkehr auf der Schiene, auf der Strasse und in der Luft. Ganze Gebiete unseres Kantons, die durch Nationalstrassen nicht berührt werden – ich denke an das Oberland und den Jura –, bedürfen der zielbewussten Förderung durch gute Hauptstrassenverbindungen. Schon in der Schule haben wir gelernt, dass Wirtschaftsstandorte von den Verkehrsverbindungen abhängen. Mit Genugtuung haben wir vernommen, dass der Bau der Rawil-Verbindung auf 1974 vorverschoben wird. – Abgesehen von wirtschaftlichen Gesichtspunkten ist die Verbindung zum Jura auch ein staatspolitisches Problem. Wenn in der letzten Zeit verschiedenes zur Verbesserung des Anschlusses von Bern an den internationalen Eisenbahnverkehr gegangen ist, ist noch ein weiter Weg zum wirklichen Einbau in das Netz der TEE-Züge, zur raschen Verbindung zu den europäischen Wirtschaftszentren. Dass der Anschluss an den internationalen Flugverkehr immer wieder verbessert werden muss, ist von uns allen unbestritten. Nur über den Weg, auf dem er erfolgen soll, gehen die Meinungen auseinander. Es ist wichtig, dass die beste Lösung rasch gefunden wird.

Dieser Katalog darf nicht geschlossen werden, ohne ganz speziell auf die notwendige Förderung der Forschung und Ausbildung das Wort zu reden. Hier wird der Staat selbst eingreifen müssen.

Ich weiss, dass das alles lückenhaft ist, was ich hier ausführe. Das Postulat hat aber nicht zum Ziel, Antworten zu erteilen, sondern will in erster Linie zu Antworten auffordern und solche in bestimmten Richtungen provozieren. Andere Kantone, die zum Teil weiter im Rückstand waren, unternehmen seit längerer Zeit grösste Anstrengungen – ich verweise, wie es Herr Mischler getan hat, auf den Kanton Freiburg, um aufzuholen und zu überholen. Wir müssen deshalb alles veranlassen, um in allen Kreisen eine Gesinnung zu erreichen, die fortschrittlich ist, damit ein Klima entsteht, das es ermöglicht, Verbesserungen auf verschiedenen Gebieten zu erreichen. Aufklärung über die effektive Lage scheint die erste Voraussetzung zu sein. Es ist alles zu tun – ohne revolutionäre Entwicklungen anzustreben –, um eine harmonische, aber raschere Entwicklung unseres Kantons in der Zukunft zu gewährleisten.

Tschumi, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Herr Grossrat Christen wünscht, dass die Regierung einen Bericht erstellen lässt, auf Grund desselben nicht nur hervorgehen soll, warum der Kanton sich wirtschaftlich bisher nicht so hat entwickeln können, wie es wünschbar wäre, sondern auch Mittel und Wege aufzeige, wie man unseren Kanton wirtschaftlich besser vorwärtsbringen kann.

Der Herr Postulant hat es mir abgenommen, all die Zahlen zu zitieren, die ich habe zusammentragen lassen. Ich kann infolgedessen das ganze erste Kapitel meiner Stellungnahme überspringen.

Herr Christen hat festgestellt, dass der Kanton Bern in der Entwicklung in den letzten Jahren wirtschaftlich zurückgeblieben ist. Als Symptom dieses Zustandes hat er die Entwicklung der Bevölkerung und der Zahl der in Industrie und Gewerbe Beschäftigten dargestellt und festgestellt, es sei schlimm, dass, prozentual gesehen, die Entwicklung bei uns weniger rasch vor sich gegangen sei als in andern Kantonen. So sind wir in der zwölften Wehrsteuerperiode vom dreizehnten auf den fünfzehnten Rang zurückgefallen. Was Herr Christen sagte, kann ich nur bestätigen.

Aber wir dürfen nicht allzu sehr dramatisieren. Wenn wir unseren Kanton als Ganzes betrachten, sehen wir sicher nicht nur Negatives, sondern auch Positives. – Wenn man unsere Wirtschaftslage analysiert, vergleicht man sofort mit all den Kantonen, die strukturell ganz anders gelagert sind als der Kanton Bern. Herr Christen hat das auch getan. Unser Kanton ist aber nach wie vor der grösste Bergbauernkanton, sowohl gebietsmässig wie bezüglich der Zahl der Bergbauern. Wenn wir die Struktur unseres Kantons verändern wollen, um die wirtschaftliche Situation zu verbessern, müssten wir das vorkehren, was immer wieder geraten wird, nämlich dort ansetzen, wo die schwächsten Punkte unserer Wirtschaft sind. Das haben wir schon gemacht, nämlich ganz allgemein in der Landwirtschaft und in der Berglandwirtschaft im besondern. Keine andere Wirtschaftsgruppe in der Schweiz konnte in den letzten zehn Jahren ihre Resultate so sehr verbessern wie die Landwirtschaft. In den Jahren 1955 bis 1965 hat die Zahl der in der Landwirtschaft Beschäftigten um 25 bis 30 Prozent abgenommen. Aber die gleiche Landwirtschaft ist in der Lage, die angestiegene schweizerische Bevölkerungszahl, die heute die Sechs-Millionen-Grenze erreicht, genau gleich gut zu ernähren wie vor zehn oder fünfzehn Jahren. Ich glaube, keine Wirtschaftsgruppe kann sich rühmen, in dieser Epoche eine solche Produktionssteigerung herausgebracht zu haben. Sie macht pro Jahr 3 bis 5 Prozent aus. – Ähnlich verhält es sich in der Berglandwirtschaft. Man spricht von Strukturverbesserung. Diese spielt sich dort automatisch ab, ohne dass wir viel dazutun müssen. Immerhin, in der Förderung der Landwirtschaft, auch der Berglandwirtschaft, haben wir noch gewaltige Aufgaben zu lösen. Herr Christen hat das erwähnt. Wir denken an den besseren Anschluss dieser Gebiete an das Tal, die Erschliessung der Alpen, die Förderung der Tierhaltung, die ja die Grundlage der Berglandwirtschaft darstellt, und wir denken auch an die weitere Förderung der Landwirtschaft ganz allgemein. Trotz der gewaltigen Leistungssteigerung der Landwirtschaft in den letzten zehn Jahren, ist sie tragischerweise diejenige Wirtschaftsgruppe, auf der man am meisten herumreitet, wenn es um die Bekämpfung der Teuerung geht. Das ist nach meinem Dafürhalten absolut falsch.

Ich habe die Landwirtschaft vorweggenommen, weil sie die Urproduktion darstellt. Die Regierung weiss, dass wir dort noch wesentliches vorkehren müssen. Auch die Bauern wissen das. Die Vertreter unserer Landwirtschaft kämpfen z. B. in jeder Session um die Meliorationskredite. Es liegen Begehren für über 30 Millionen Franken vor, und wir können im Jahr nur 6 bis 7 Millionen Franken zur Verfügung stellen; das ist im Blick auf die Aufgaben, die noch gelöst werden sollten, eine kleine Summe. Auch die Industrie hat in den letzten Jahren gewaltige Leistungen erbracht. Eine grosse Zahl von Fremdarbeitern hilft im Kanton, die Produktion in der Industrie und im Baugewerbe zu steigern. Der Kanton Bern hat neben dem Kanton Zürich am meisten Fremdarbeiter. Es ist vielleicht kein Unglück, dass unsere Behörde in der Beachtung der Bundesvorschriften immer exakt war. Von anderen Kantonen liesse sich in dieser Hinsicht anderes berichten. Da wir die Zahl der Fremdarbeiter nicht mehr so sehr gesteigert haben, müssen wir jetzt auch nicht so sehr abbauen, wie dies andernorts der Fall ist.

Man darf nicht auf Grund dieser Verhältnisse sagen, unsere bernische Industrie stagniere sehr. Natürlich, verglichen mit den grossen Industriekantonen, sind wir hintennach. Aber allgemein betrachtet, hat auch unsere Industrie Fortschritte gemacht, vielleicht nicht so stürmisch, wie es in den Kantonen Zürich und Aargau der Fall war. Aber jedenfalls sind grosse Fortschritte gemacht worden.

Natürlich haben wir auch Hypotheken. Über die Uhrenindustrie ist schon gesprochen worden. Ich habe gesagt, wir hätten an der Universität ein Institut, das die Entwicklung der Uhrenindustrie studiert und ihr beratend zur Seite steht. Seit der Aufhebung des Uhrenstatutes im Jahre 1962 spielt sich ein Wandlungsprozess ab. Ich bin überzeugt, dass auch die bernische Uhrenindustrie ihren

Weg finden wird, wenn sie begriffen hat, dass die Verzettelung in eine Unzahl kleiner und kleinster Betriebe nicht mehr tragbar ist. Man muss dort über Strukturverbesserungen (Fliessband) den neuen Weg finden, damit unsere Uhrenindustrie gegenüber der ausländischen Konkurrenz wieder stärker werden kann.

Der Fremdenverkehr wurde erwähnt. Wir kennen die Situation in bezug auf die Einrichtungen der Hotels und für den Fremdenverkehr. Professor Risch hat in einem Bericht, den er vor zwei Jahren zuhanden der Kantonalbank erstellte, darauf hingewiesen, dass wir z. B. nicht einmal die Bettenzahl erreicht haben, die die bernische Hotellerie im Jahre 1938 innehatte. Verglichen mit dem Tessin oder dem Bündnerland ist die Kapazität der bernischen Hotellerie zu klein.

Man sagt, unsere Hotellerie sei zu konservativ, zu wenig einsatzfreudig. Wenn man sich aber erinnert, welche Prozedur sie in den Dreissigerjahren durchmachte und weiss, wie damals unsere Bankinstitute Opfer auf sich nehmen mussten, sind gewisse Leute und bestehende Animositäten zu begreifen. Wir müssen deshalb auch verstehen, dass die Hotellerie nicht so «dreinschiessen» will, wie dies im Wallis, im Tessin oder im Bündnerland der Fall ist. Die Zahl der Übernachtungen in den Hotels stagniert beinahe. Der Tourismus verlagert sich auf Chaletwohnungen und auf das Campingwesen.

All die Momente darf man nicht ausser Acht lassen. Dessen ungeachtet ist die Regierung bereit, alles zu tun, den Tourismus zu fördern. Aber der Grosse Rat muss mitmachen. Bei der Beratung des Fremdenverkehrsgesetzes mussten wir z. B. feststellen, dass nicht alle Ratsmitglieder in diesem Gesetz zur Förderung des Fremdenverkehrs ein taugliches Mittel zum Ausbau der Fremdenkurorte erblicken wollten.

In der Symbiose von Tourismus und Berglandwirtschaft wird meines Erachtens das Berggebiet die Grundlage erhalten, um in der Zukunft noch vermehrt entwickelt werden zu können.

Die Verkehrsverbindungen ins Oberland werden verbessert. Bis zum Jahr 1972/73 wird voraussichtlich die Nationalstrasse praktisch bis Interlaken ausgebaut sein. Gleichzeitig soll die Nord–Süd-Verbindung durch den Rawil ausgebaut werden. Das ergibt gute Perspektiven.

Wünschbar wäre, dass der Handel der BLS mit dem Bund zu einem guten Abschluss gebracht werden könnte. Das würde nicht nur dem Oberland helfen, sondern würde den Kanton von den Alpen bis zum Jura wirtschaftlich besser erschliessen. Leider muss aber auch hier festgestellt werden, dass gerade Kreise, welche die schnellere wirtschaftliche Entwicklung des Kantons fördern wollen, gegenüber diesem Projekt Opposition machen. Da möchte ich schon bitten, in dieser Hinsicht die Hefte zu revidieren.

Sie werden in dieser Session einen Kredit für Erdölforschung beschliessen müssen. Natürlich wissen wir nicht, ob, wenn diese Fr. 500 000.— bewilligt werden, später Erdöl fliessen wird. Aber wer nichts investiert, kann nichts ernten. Wenn man mit Fr. 500 000.— eine Summe von etwa 20 Millionen Franken aktivieren kann, bedeutet das für die bernische Wirtschaft schon an sich etwas.

Herr Grossrat Christen hat gesagt, man soll die Lösung nicht einfach über die Steuern suchen. Dieser Meinung bin ich auch. Das wäre der bequemste Weg. Aber je mehr man die Steuern erhöht, um so weniger Möglichkeit haben wir, in den abgelegenen Gebieten Industrie anzusiedeln. Gerade die abgelegenen Gebiete ausserhalb des Berggebietes, also im Voralpengebiet, stehen wirtschaftlich am schlechtesten da, und die Regierung würde es gerne sehen, wenn sich dort Industrie ansiedeln würde, nicht zuletzt auch zur Dezentralisation derselben. Aber wenn an jenen entlegenen Orten die Steuern sehr hoch sind, kann man den Unternehmern nicht zumuten, sich dort niederzulassen.

Die steuerliche Belastung der juristischen Personen ist bei uns an der obern Grenze angelangt. Mehr aufzutürmen, wäre falsch. Bei den natürlichen Personen könnte man schon noch etwas weitergehen; denn der Einzelne verdient in dieser Konjunktur sehr gut, während der Staat schlecht dasteht.

Erschliessung des Kantons Bern durch Fluglinien. Ich will niemandem zu nahe treten wegen eines neuen Flugplatzes, aber nur die Bedeutung einer Flugverbindung am Beispiel von Interlaken demonstrieren. Als wir eine Flugverbindung durch drei Charterflüge von London nach Interlaken hatten, waren im letzten Jahr, nachweisbar wegen diesen Flügen, im Oberland über 40 000 Übernachtungen mehr zu verzeichnen. Diese Chartergesellschaften sind bereit, weiterhin nach Interlaken zu fliegen, wenn wir Flugzeuge zur Verfügung stellen können. Sie kennen aber nun die Schwierigkeiten mit der Globe-Air. Wenn wir in der Zukunft keine Flugzeuge mehr zur Verfügung haben, um Leute von London nach dem Oberland bringen zu lassen, werden gewisse Reisegesellschaften Interlaken überhaupt nicht mehr in ihr Programm aufnehmen, sondern sich dahin orientieren, wo man mit einem Flugzeug direkt ins Fremdenverkehrsgebiet fliegen kann. Es genügt nicht, im Belpmoos zu landen und mit Cars ins Oberland zu fahren. An diesen Tatsachen kann man nicht vorbeisehen. Wir unternehmen deshalb alles, die Flugverbindung mit dem engeren Oberland aufrecht zu erhalten.

In diesem Sinne glaube ich feststellen zu dürfen, dass ich in der Analyse der bernischen Wirtschaft mit dem Postulanten nicht gross auseinandergehe. Die Regierung ist gerne bereit, das Postulat in dem Sinn entgegenzunehmen, dass sie den Bericht, wie er von den Professoren Stocker und Risch ausgearbeitet wird, und der vor dem Abschluss steht, gegen das Frühjahr hin dem Grossen Rat aushändigen wird. Aber der Postulant wird damit einverstanden sein, dass die Regierung diesen Bericht zuerst gründlich studiert, um daraus auch die richtigen Schlussfolgerungen ziehen zu können. Es hätte keinen Sinn, Ihnen nur einen Bericht abzustatten, in welchem festgestellt wird, was wir schon wissen, sondern die Regierung möchte dem Grossen Rat Massnahmen vorschlagen, durch die die wirtschaftliche Situation des Kantons Bern verbessert werden kann. In diesem Sinne bin ich bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Interpellation des Herrn Grossrat Bärtschi (Heiligenschwendi); Wartefrist bei der Invalidenversicherung

(Siehe Seite 372 hievor)

Bärtschi (Heiligenschwendi). Warum verstreicht vom Moment der Anmeldung bis zum Einlangen des Berichtes in der Invalidenversicherung so viel Zeit? Ich will nicht Kritik üben, sondern nur fragen, warum es so lange gehe. Ein Beispiel: Ein Tuberkulosepatient, der in unserem Sanatorium war, wurde im Jahre 1965 bei der Invalidenversicherung angemeldet. Bei der Entlassung aus dem Sanatorium erklärte der Arzt, der Mann sollte staubfreie, leichte Arbeit haben, also die Stelle wechseln. Trotz Mahnung hörte man von der Versicherung nichts. Der Mann arbeitete am gleichen Platz weiter und erlitt einen Rückfall. Erst nach neuer Kur konnte er, im März 1966, einen andern Arbeitsplatz antreten. – Bei so langen Wartefristen werden die Eingliederungsmassnahmen illusorisch. – In einem andern Fall wurde ein Asthmapatient vor einem Jahr bei der Invalidenversicherung angemeldet. Ich schrieb der Versicherung, der Patient werde dauernd voll arbeitsunfähig bleiben. Trotz Mahnung hat man von der Versicherung bis jetzt nichts gehört. – Geht es tatsächlich so lange, bis die Fälle behandelt werden? Ich weiss, es werden mehr Invalide angemeldet als man ursprünglich gerechnet hatte. Im Expertenbericht, der vor der Einführung der Invalidenversicherung geschrieben wurde, steht, man rechne in der Schweiz mit jährlich ungefähr 15 000 neuen Anmeldungen und man werde zu deren Behandlung mindestens 20 bis 30 Invalidenkommissionen benötigen. – Im Kanton Bern wurden im Jahr 1966 7800 neue Fälle gemeldet. Das ist die Hälfte dessen, was die Expertenkommission pro Jahr für die ganze Schweiz berechnet hatte. Wir müssten also im Kanton Bern 10 bis 15 Invalidenkommissionen haben. Dazu sind über 5000 Wiederanmeldungen gekommen, damit die Fälle nochmals geprüft werden. Im ganzen hat die Invalidenversicherungskommission des Kantons Bern im letzten Jahr 12 000 Fälle behandeln müssen. Diese Kommission ist in drei Kammern aufgeteilt. So ergeben sich pro Kammer im Jahr 4000 Fälle. Jede Kammer hat pro Woche eine Sitzung, hat also in jeder Sitzung etwa 80 Fälle zu behandeln. Die IV-Kammern sind offenbar überlastet. Die Ausgleichskasse, die Invalidenversicherung und das Sekretariat können die Arbeit nicht mehr bewältigen, auch nicht mit Überstunden. Darunter leiden nicht nur die Kommissionen, sondern vor allem die einzelnen Invaliden, die bis zu einem Jahr auf Antwort warten müssen. Im Durchschnitt dauert es sechs Monate. Das ist zu viel. Kann diese Zeit nicht ganz wesentlich verkürzt werden?

Tschumi, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich begreife die Anfrage von Herrn Grossrat Bärtschi. Wir können mit den Patienten fühlen, die auf die Abklärung ihrer Fälle warten und einfach keinen Bescheid erhalten. Ich will unser Sekretariat nicht in Schutz nehmen, aber sagen, was dort geleistet wird. Bis jetzt hat unsere IV-Kommission im Kanton Bern 68 614 Anmeldungen entgegengenommen. Erledigt wurden bis Ende August 1967 65 952 Fälle. Hängig sind noch 2662 Fälle.

Die Raschheit der Erledigung der Fälle hängt leider nicht in erster Linie von der IV-Kommission ab, sondern von der Art und Weise, wie der Fall liegt, wie die Untersuchung läuft, usw. Wer Einblick in die Praxis der Invalidenversicherung hat, weiss, dass die Abklärung der Fälle Zeit beansprucht. Das kann häufig nicht in zwei Monaten erledigt werden. In sehr vielen Rentenfällen ist die Situation einfach und die Erledigung in dieser Zeit möglich. Wenn aber z. B. eine Wiedereingliederung in Frage kommt, muss der Gesundheitszustand des Patienten festgestellt werden. Der Arzt muss einen Bericht erstatten. Dann stellt sich die Frage der Umschulung. Wenn medizinische Massnahmen sowie Umschulungen für die Wiedereingliederung nötig sind, verstreicht für die Abklärung einige Zeit, besonders auch dann, wenn es sich um nicht weiterbildungsfähige Menschen handelt. Auf all diese Auskünfte muss das Sekretariat warten, bevor es entscheiden kann, ob eine Rente auszuzahlen oder die Wiedereingliederung anzustreben sei.

Wenn alles klar ist, verstreichen vom Datum der Anmeldung an bis zum Entscheid mindestens zwei Monate. Bei medizinischen Massnahmen dauert es wie gesagt länger, aber auch da genügen bei einigermassen klaren Fällen anderthalb bis zwei Monate. Nur wenn Hörgeräte abgegeben werden müssen, benötigt man eine Frist von zweieinhalb bis drei Monaten. Das sind die Normalfälle. Viel schwieriger ist es, wenn der Fall nicht klar ist. Dann wird die Frist von ein bis drei Monaten wesentlich überschritten. Ein Beispiel: Am 15. November 1966 ging eine Anmeldung ein. Sie wurde am 28. November zur Vervollständigung zurückgeschickt. Am 15. Dezember wurde die Anmeldung komplettiert. (Meistens sind die Anmeldungen nicht von Anfang an vollständig). Die Akten wurden einem praktizierenden Arzt geschickt. Dessen Bericht musste man am 25. Januar mahnen. Inzwischen musste vom Patienten noch eine Lohnbestätigung eingefordert werden. Erst am 20. Februar ging der Arztbericht ein, und am 29. März konnten die Akten bei der Kommission in Zirkulation gesetzt werden. Diese war am 7. April vorbei. Die IV-Kommission hat die beteiligten Instanzen immer wieder gemahnt, und so konnte dann am 21. Juni 1967 die erste Rente ausbezahlt werden. Damit will ich zeigen, dass der Fehler nicht immer bei der IV-Kommission liegt, sondern bei den Zwischeninstanzen, die bei den schwierigen Fällen am Werke sind.

Im Jahr 1967 sind 772 neue Fälle eingegangen. Davon konnten 6 Prozent in einem Monat erledigt werden, 9 Prozent in zwei Monaten, 27 Prozent in drei Monaten, 25 Prozent in vier Monaten, 14 Prozent in fünf Monaten, und nur 19 Prozent der Fälle brauchen zur Erledigung mehr als fünf Monate. Von den nicht erledigten 19 Prozent sind 60 Prozent in Bearbeitung, bei rund 20 Prozent fehlt der Arztbericht, und bei weiteren 20 Prozent fehlen andere Berichte, zum Beispiel des Arbeitgebers über Lohnausweise usw.

Die Invalidenversicherung stützt sich auf eidgenössisches Recht. Wir sind der Treuhänder des Bundes. Wir haben das Sekretariat in der Länggasse placieren können. Dort sind 19 Leute tätig. Seit wir dort moderne Einrichtungen haben, konnten wir die Rückstände herabsetzen. Wir werden uns auf dem Invalidenversicherungssekretariat alle Mühe geben, in der Zukunft die Zeiten so zu verkürzen, dass sie für die Patienten erträglich sind. Dies kann aber nur unter der Bedingung geschehen, dass all die Instanzen, die mitzuwirken haben, bis die Rente ausbezahlt werden kann, sich ebenso befleissen wie unser Sekretariat.

Bärtschi (Heiligenschwendi). Ich bin von der Antwort befriedigt.

Le Président. Monsieur Jaggi demande la discussion. (Zustimmung)

Jaggi. Die Ausführungen des Kollegen Bärtschi und des Volkswirtschaftsdirektors zwingen mich, die Diskussion zu verlangen. Ich danke für Ihre Zustimmung. – Das Invalidenversicherungsgesetz ist weitschichtig und die Unkenntnis bei den Berechtigten ist noch sehr gross.

Vorerst möchte ich einmal mehr im Namen der bernischen Invaliden der kantonalen Ausgleichskasse, inklusive IV-Sekretariat, für die grosse Arbeit danken, die sie den Invaliden leisten. In diese Dankbarkeit beziehe ich auch die drei IV-Kommissionen und die Regionalstelle ein, haben sie doch seit dem Jahre 1960 fast 70 000 Anmeldungen behandeln müssen.

Der Sprecher ist seit dem Jahre 1960 Mitglied der kantonalen IV-Kommission. Diese musste Erfahrungen sammeln; eine Anlaufzeit war nötig. Die Wartefristen konnten bedeutend reduziert werden. Oft waren die Anmeldeformulare ungenügend ausgefüllt, oder es fehlten verschiedene Akten. Zuerst muss bekanntlich die Frage der Eingliederung ins Erwerbsleben geprüft werden. Oft ist es sehr umständlich, für Invalide die zusagende Arbeit zu finden. Da ist manchmal grosse Geduld nötig. Sodann sind die Einkommensverhältnisse abzuklären, man hat Kontakt mit der Pro Infirmis, usw. Zur Abklärung der Rentenfrage ist nicht die Invalidität massgebend, wie viele es meinen, sondern das Einkommen. Deshalb sind viele Rückfragen erforderlich. Es ist vorgekommen, dass ein Invalider mit amputierten Beinen mehr verdiente als früher. Die Rente ist dahin gefallen. Im Volk wurde das als ungerecht empfunden. Ähnlich verhält es sich bei vielen Blinden. Etwa drei Viertel der Blinden erhalten nichts, weil sie ins Erwerbsleben eingegliedert sind. Auch da muss man viel Kritik entgegennehmen.

Sodann müssen die Arztberichte abgewartet werden. Die Ärzte sind seit Jahren überlastet. Da muss man mitunter längere Wartefristen in Kauf nehmen. Ich weiss einen Fall, wo eine lange Verzögerung dadurch entstand, dass der Arzt zwar den Bericht ausfertigte, aber vergass, ihn abzusenden. In einem andern Falle wurde trotz mehrmaliger Reklamation der Bericht nicht ausgefertigt, und schliesslich musste der Invalide zu einem andern Arzt gehen.

Schliesslich herrscht Personalmangel. Im Sekretariat wird oft bis abends acht Uhr gearbeitet. Seit dem 1. Juli 1966 sind die Ergänzungsleistungen in Kraft. Das verursachte der kantonalen Ausgleichskasse eine Zusatzarbeit. Auch dadurch haben sich vielleicht die Wartefristen etwas verlängert.

Boss. Oft klappt die Verbindung zwischen Invalidenversicherungskommission und Sekretariat nicht, und zwar wegen Arbeitsüberlastung. Die Berechnung der Rente geht ja auch noch nach Genf zur Kontrolle. So gehen Wochen vorbei. Oft meinen Patienten, ihr Gesuch sei auf guten Wegen. Dabei liegt es beim Arzt, der keine Zeit findet, das zu erledigen. Der Patient sollte, wenn das gelbe Formular bei der Invalidenversicherung eintrifft, hiefür eine Quittung erhalten. Mit speditiver Behandlung kann man vieles an Zermürbung und Verzweiflung verhindern.

Horst. Der Kanton Bern hat noch heute keinen hauptamtlichen Präsidenten für die Invalidenversicherungskommissionen, dies im Gegensatz zu vielen kleineren Kantonen. Man sagte uns, deshalb würden mitunter Verzögerungen eintreten. Die Besoldung eines vollamtlichen Präsidenten ginge nicht zu Lasten des Kantons Bern. Im Interesse der Sache sollte man prüfen, ob nicht ein Präsident hauptamtlich anzustellen sei. Er wäre sicher voll ausgelastet.

Interpellation des Herrn Grossrat Eichenberger (Bolligen); Feuerwehr/Feuerwehrpflicht-Ersatzsteuer

(Siehe Seite 374 hievor)

Eichenberger. Die Viertelsgemeinde Bolligen hat nach Einnahmequellen gesucht und gefunden, man sollte die Feuerwehrpflicht-Ersatzsteuer erhöhen. Das kantonale Gesetz über das Feuerwehrwesen erlaubte das aber nicht. – Nach Einreichung meiner Interpellation wurde ich darauf aufmerksam gemacht, dass in der Novembersession 1964 eine Motion mit dem gleichen Ziel eingereicht wurde. Sie wurde dann in ein Postulat umgewandelt, und dieses wurde mit grossem Mehr angenommen.

Im Jahre 1914 betrug der Höchstansatz der Feuerwehrsteuer Fr. 20.—. Dieser Maximalbetrag hat 38 Jahre lang gegolten. Im Jahre 1952 wurde er auf Fr. 50.— erhöht. Seither sind wieder 15 Jahre verstrichen. In dieser Zeit gab es mehr Grund zur Erhöhung als vorher in 38 Jahren, denn das Geld hat sich weiter entwertet und die Gemeinden haben grosse neue Aufgaben zu erfüllen.

Unsere Viertelsgemeinde hat fünf Feuerwehren. Sie kann wichtige Anschaffungen nicht vornehmen, weil das Geld hiezu fehlt. Sie kann die Ersatzsteuer nicht erhöhen, weil das Gesetz als Maximum Fr. 50.— vorsieht. Dieses Maximum wird in Bolligen bei einem steuerbarem Einkommen von Fr. 15 700.— erreicht. Im letzten Jahr hat ein Drittel aller Steuerzahler dieses Maximum ent-

richtet; im nächsten Jahr wird es etwa die Hälfte sein und in zwei bis drei Jahren werden 80 bis 90 Prozent das Maximum zu bezahlen haben. Es ist nicht recht, dass sehr hohe Einkommen nicht mehr bezahlen müssen. – Die Erhöhung der Ersatzsteuer würde sich auch im Blick auf die Entschädigung rechtfertigen, die den Dienstpflichtigen bezahlt werden. So hat zum Beispiel unser Kommandant Fr. 100.— Entschädigung pro Jahr. Damit wird das, was er leistet, in keiner Weise entschädigt. – Viele Gemeinden können die Feuerwehr nicht so gut ausrüsten, wie es nötig wäre.

In der Viertelsgemeinde Bolligen beträgt das Austrittsalter 55 Jahre, in Ostermundigen, das auch zu Bolligen gehört, 50 Jahre.

Die Pflichtersatzsteuer wird die Aufwendungen nie decken können, sowenig wie der Militärpflichtersatz die Militärausgaben decken kann. Volkswirtschaftsdirektor Gnägi hat im Jahre 1964 laut Tagblatt versprochen, er werde bei den Gemeinden eine Umfrage durchführen, um zu sehen, wie die Gemeinden mit dem Feuerwehrdienstersatz durchkommen. Hat diese Umfrage stattgefunden, und wenn ja, welches ist das Ergebnis der Umfrage? Wenn sie aber nicht durchgeführt wurde, wäre es höchste Zeit, dies nachzuholen. Dann könnte man gleichzeitig überall feststellen, welche Rückstände inbezug auf Anschaffungen vorhanden sind, weil das Geld fehlt. – Ist der Volkswirtschaftsdirektor nicht auch der Meinung, dass der gesetzliche Maximalbetrag ganz wesentlich erhöht werden sollte, und zwar nicht nur auf Fr. 100.—, wie der Interpellant vom Jahre 1964 gefordert hat, sondern auf mindestens Fr. 200.—. Der Kanton Zürich hat einen Maximalbetrag von Fr. 300.—, St. Gallen von Fr. 150.—, Luzern hat Fr. 100.—; andere Kantone, das wollen wir nicht verschweigen, erheben weniger. In den Kantonen Baselland und Freiburg bestimmen die Gemeinden die Höhe dieser Ersatzsteuer.

Mir ist klar, dass dass das kantonale Gesetz keine Gnade bei der Volksabstimmung fände, wenn man nur die Steuer erhöhen würde; es müssten auch andere Gesetzesartikel geändert werden. Die Fachleute wissen besser als ich, was alles geändert werden muss. Mir scheint, der Kanton dürfe die Erhebung angemessener Feuerwehrpflicht-Ersatzsteuern nicht hindern. Ich ersuche daher die Regierung, diese Frage bald zu prüfen und das Postulat vom Jahr 1964 zu verwirklichen.

Tschumi, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Frage, die Herr Grossrat Eichenberger aufgeworfen hat, ist in der Brandversicherung aktuell. Kürzlich wurde z. B. auch an einer Konferenz im Oberland das Problem behandelt und gewünscht, man möge das Gesetz vom 6. Juni 1952 über das Feuerwehrwesen und die Abwehr von Elementarschäden revidieren und die Ersatzplichtansätze wesentlich erhöhen. – Nur etwa drei Viertel der Gemeinden sind bisher auf das Maximum von Fr. 50.— gegangen. Durch die Teuerung ist dieses Maximum allerdings längst überholt. Das Gesetz muss revidiert werden. Es wurde aber bis jetzt deshalb nicht getan, weil uns weitere Probleme beschäftigen, die bei der Revision berücksichtigt werden müssen. – Die Steuererhöhung allein würde das Volk voraussichtlich nicht schlucken. Auch der Zivilschutz muss neu geordnet werden, soweit er das Feuerwehrwesen beschlägt. Wir wollen dann die neuen Richtlinien über den Zivilschutz im revidierten Feuerwehrgesetz verankern. Die Vorschriften über die Kriegsfeuerwehren müssen ebenfalls erlassen werden. Im Zuge dieser Änderungen wird der Wunsch des Interpellanten berücksichtigt.

Noch ein Wort zur Anwendung des geltenden Gesetzes. Nach diesem kann die Ersatzsteuer bis zum 50. Jahr erhoben werden. Bis zum 55. Jahr zu gehen, wie es anscheinend die Viertelsgemeinde Bolligen tut, ist gesetzwidrig.

Eichenberger (Bolligen). Ich bin von der Antwort teilweise befriedigt.

Schluss der Sitzung um 17 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Siebente Sitzung

Dienstag, den 12. September 1967, 9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 182 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Achermann, Barben, Braunschweig, Burri (Bern), Favre, Flückiger, Freiburghaus (Laupen), Geissbühler (Madiswil), Gigandet, Grimm, Hadorn, Hofmann (Burgdorf), Homberger, Iseli, Martignoni, Mühlemann, Nahrath, Roth (Urtenen).

Gesetz über das Salzregal

Zweite Lesung

(Siehe Nr. 24 der Beilagen; die Beschlüsse sind nachstehend nur aufgeführt, soweit sie anders lauten als die in der Beilage gedruckten gemeinsamen Anträge des Regierungsrates und der Kommission.)

Eintretensfrage

Häberli, Präsident der Kommission. Wie Sie aus der Vorlage, die Ihnen für die Zweite Lesung unterbreitet worden ist, ersehen können, hat die Kommission gegenüber dem Ergebnis der Ersten Lesung nichts geändert. Nur die Redaktionskommission hat einige redaktionelle Änderungen vorgenommen.

Zu den verschiedenen Voten, Wünschen und Abänderungsanträgen, die in der Ersten Lesung gefallen sind, kann ich wie folgt Stellung nehmen:

Herr Fankhauser hat Bedenken geäussert wegen der Kompetenzübertragung zur Preisfestsetzung an den Grossen Rat. Die Kommission ist mit der Regierung der Auffassung, dass dies kein Hindernis sein sollte, das Gesetz in dieser Fassung dem Volke zur Abstimmung zu unterbreiten. Wir glauben, dass das Volk dem bernischen Grossen Rat in bezug auf die Festsetzung des Salzpreises vertraut.

Eine weitere Frage wurde gestellt von Herrn Stalder hinsichtlich des Futtersalzes. Die Regierung und die Salzfaktorei sind bereit, nötigenfalls denaturiertes Futtersalz abzugeben.

Eine andere Frage, welche die Gemüter ziemlich stark erregt hatte, betraf die Verteilerorganisation. Dazu kann ich Ihnen sagen, dass die Kommission am 10. August getagt hat, nachdem die Finanzdirektion mit den Salzbüttenhaltern konferiert hatte, wobei das Problem eingehend erörtert worden war. Die Salzbüttenhalter sind mit der Ansicht der Regierung einverstanden, wonach die Salzbütten, die sich sowohl baulich wie hygienisch in einem einwandfreien Zustand befinden, aufrechterhalten werden sollen; dagegen sollen alle Salzbütten, die den heutigen Ansprüchen nicht mehr genügen – es sind meistens kleinere – sukzessive aufgehoben werden.

Herr Hächler hatte zum Artikel 4 Absatz 3 einen Antrag gestellt, der sowohl von der Kommission wie auch von der Redaktionskommission geprüft worden ist. Dabei kam man einhellig zum Schluss, den Artikel 4 Absatz 3 so zu belassen, wie er aus der ersten Lesung hervorgegangen ist.

Eine weitere Änderung, auf die wir in der Detailberatung noch zu sprechen kommen werden, betrifft das Inkrafttreten. Da diese Gesetzesvorlage dieses Jahr dem Volke nicht mehr zur Abstimmung unterbreitet werden kann, ist ein Inkrafttreten auf den 1. Januar 1968 nicht mehr möglich. Man wird daher die Formulierung wählen müssen, dass das Gesetz nach dessen Annahme durch das Volk in Kraft tritt.

Das sind meine Bemerkungen zur Zweiten Lesung dieser Gesetzesvorlage. Ich glaube, damit auch die Fragen, die bei der Ersten Lesung gestellt worden sind und welche die Kommission nun noch geprüft hat, beantwortet zu haben.

Weber. Die freisinnige Fraktion stimmt dem vorliegenden Gesetzesentwurf über das Salzregal vorbehaltlos zu. Nachdem denaturiertes Salz, das sogenannte Viehsalz, in zehn Kantonen bezogen werden kann, während dies bis heute im Kanton Bern nicht der Fall war, würden wir es begrüssen, wenn den Viehbesitzern im Kanton Bern die Möglichkeit gegeben würde, das etwas billigere Viehsalz ebenfalls zu beziehen. Ich wäre dem Herrn Regierungsrat dankbar, wenn er uns eine diesbezügliche Zusicherung abgeben könnte.

Baumberger. Auch die sozialdemokratische Fraktion hat die Vorlage beraten und dazu keine besonderen Bemerkungen anzubringen. Obschon Preiserhöhungen nicht erwünscht sind, müssen wir doch anderseits einsehen, dass seit Jahrzehnten keine Preisanpassung mehr stattgefunden hat, so dass der Salzpreis einer Überprüfung bedarf. Es ist aber auch festzustellen, dass der Preisaufschlag, wenn man nicht in Prozenten rechnet, mit 15 Rappen je Kilogramm tragbar und verantwortbar ist. Aus diesen Gründen stimmen wir für Eintreten.

Häberli, Präsident der Kommission. Auf die Frage von Herrn Weber kann ich antworten, dass die Finanzdirektion und die Salzfaktorei bereit sind, der Landwirtschaft auf Verlangen denaturiertes Viehsalz abzugeben.

Das Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen.

Detailberatung

Art. 1–3

Angenommen.

Art. 4

Häberli, Präsident der Kommission. Zum Artikel 4 möchte ich bemerken, dass die Kommission den Antrag Hächler abgelehnt hat, so dass wir Ihnen die Fassung unterbreiten, die aus der Ersten Lesung hervorgegangen ist.

Hächler. Ich habe Kenntnis genommen von der Ablehnung meines ersten Antrages. Ich habe Verständnis für die Beibehaltung der Ausdrücke, wie

sie in der Vorlage enthalten sind; immerhin glaube ich, den Rat darauf aufmerksam machen zu müssen, dass wir im Artikel 4 einleitend schreiben: «Wer ohne Bewilligung . . .». Das Wort «Wer» ist nicht näher definiert. Im Absatz 3 dieses Artikels ist dann plötzlich vom Unternehmer und vom Importeur die Rede. Es scheint mir hier ein Ungleichgewicht zu bestehen, so dass ich glaube, wir sollten im Absatz 3 die Worte «vom Unternehmer oder vom Importeur» weglassen. Wir hätten dann auch eine Übereinstimmung mit dem Einleitungssatz zum Artikel 4 erzielt, wo auch keine nähere Präzisierung aufgeführt ist. Ich möchte dem Rate beliebt machen, diesem kleinen Abänderungsantrag zuzustimmen.

Häberli, Präsident der Kommission. Ich muss Sie bitten, den Antrag Hächler abzulehnen. Nach der Meinung der Kommission sowie der Redaktionskommission und der Regierung ist die Präzisierung in Artikel 4 Absatz 3 nicht überflüssig. Damit weiss man, wer hier überhaupt in Frage kommen kann. Nach unserer Auffassung sind der Unternehmer und der Importeur die einzigen, die sich in dieser Beziehung mit Salz befassen.

Blaser, Stellvertreter des Finanzdirektors, Berichterstatter des Regierungsrates. Im Namen der Regierung muss ich ebenfalls an der Fassung von Artikel 4 Absatz 3 festhalten. Ich möchte darauf hinweisen, dass wir auch bei andern Gesetzen und Dekreten im Eingang zu einem Artikel eine allgemeine Formulierung haben, ohne die betreffenden Gesetzes- oder Dekretsteilnehmer persönlich zu nennen; hernach werden sie im Gesetzes- oder Dekretstext genannt. Dies ist übrigens im Grossen Rate bei verschiedenen Gesetzes- und Dekretsberatungen schon mehrmals verlangt worden.

Abstimmung

Für den Antrag der vorberatenden Behörden ..... Grosse Mehrheit

Art. 5

Angenommen.

Art. 6

Häberli, Präsident der Kommission. Im Artikel 6 haben wir nun die Änderung in bezug auf das Inkrafttreten. Im Artikel 6 stand bisher: «Dieses Gesetz tritt auf den 1. Januar 1968 in Kraft.» Da diese Vorlage in diesem Jahr nicht mehr dem Volk zur Abstimmung unterbreitet werden kann, muss der erste Satz von Artikel 6 wie folgt lauten: «Dieses Gesetz tritt nach seiner Annahme durch das Volk auf den vom Regierungsrat zu bestimmenden Zeitpunkt in Kraft.» Der Rest des Artikels erfährt keine Änderung.

Blaser, Stellvertreter des Finanzdirektors, Berichterstatter des Regierungsrates. Bei der ersten Beratung dieses Gesetzes hatte man angenommen, die kantonale Volksabstimmung im Dezember dieses Jahres durchführen zu können. Gestützt auf verschiedene Überlegungen gelangte die Regierung jedoch zur Auffassung, dass im Dezember keine Volksabstimmung stattfinden kann. Sie wird im Januar oder Februar erfolgen. Deshalb müssen wir diese Änderung im Text vornehmen.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 6

Dieses Gesetz tritt nach seiner Annahme durch das Volk auf den vom Regierungsrat zu bestimmenden Zeitpunkt in Kraft. Alle damit in Widerspruch stehenden Erlasse werden dadurch aufgehoben, insbesondere das Gesetz vom 3. Juli 1938 über das Salzregal.

Der Regierungsrat wird mit dem Vollzug beauftragt.

Titel und Ingress

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme des Gesetzesentwurfes ..... 130 Stimmen (Einstimmigkeit)

Staatsrechnung für 1966

Ischi, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Eine Staatsrechnung ist jeweils eine vollendete Tatsache. Das Jahr 1966 war gekennzeichnet durch die weiterhin wachsenden Ansprüche an den Staat und die immer grösser werdende Diskrepanz zwischen den verfügbaren Mitteln und den Verpflichtungen. Die Finanzdirektion hatte die Aufgabe, zusammen mit den anderen Direktionen Mittel und Wege zu suchen, um der bedrohlichen Entwicklung steuern zu können. Nebst einer langfristigen Finanzprognose wurden die Möglichkeiten von Massnahmen zur Sicherung des finanziellen Gleichgewichts erwogen und dem Grossen Rat anlässlich der Budgetberatung für 1967 vorgelegt. Das Budget 1967 selbst ist gegenüber den früheren ein Novum und soll die Ausgangslage für eine den künftigen Verhältnissen Rechnung tragende Finanzpraxis des Staates schaffen. Die Staatsrechnung 1966 basiert noch auf einem Budget und der Praxis alter Provenienz. Das dem Grossen Rat vorgelegene Budget pro 1966 sah einen Ausgabenüberschuss von 50,54 Millionen Franken vor. Die in der Staatsrechnung 1966 zu Vergleichszwecken aufgeführten Budgetzahlen weisen aber nur ein Defizit von 49,98 Millionen Franken auf. Der Grund hiezu liegt darin, dass die Gesamteinnahmen und -ausgaben der Tierseuchenkasse aus der Rechnung und dem Voranschlag herausgenommen und dem Tierseuchenfonds zugewiesen wurden.

Die Finanzrechnung schliesst mit einem Überschuss der Ausgaben von 80,89 Millionen Franken ab. Das sind 30,9 Millionen Franken mehr, als der Voranschlag vorsah. Im Vergleich zur Rechnung 1965 ergibt sich eine Schlechterstellung von 26,4 Millionen Franken.

Worin liegen die Gründe zu diesem beträchtlich schlechteren Abschluss? Wir haben Mehrausgaben gestützt auf Volksbeschlüsse (Seite III) von 785 000

Franken zu verzeichnen, wovon allein 600 000 Franken Anleihenskosten für die Aufnahme einer Anleihe im Betrage von 100 Millionen Franken. Gestützt auf Grossratsbeschlüsse (Seiten III–VI) wurden 56 743 000 Franken Mehrausgaben bewilligt, und der Regierungsrat beschloss in seiner Kompetenz im Jahre 1967 Mehrausgaben von 2,322 Millionen Franken. Diese 2,322 Millionen Franken hat der Grosse Rat in der Maisession 1967 sanktioniert. Das ergibt zusammen Mehrausgaben von 59,851 Millionen Franken. Dazu kommen Mindereinnahmen (Seite VII) von 12,8 Millionen Franken. Das gibt zusammen rund 72,6 Millionen Franken. Davon können wir in Abzug bringen Minderausgaben von 20,15 Millionen und und Mehreinnahmen (Seite VIII) von 21,59 Millionen Franken. Das ergibt die Schlechterstellung gegenüber dem Budget von 30,9 Millionen Franken.

Wir müssen jetzt untersuchen, ob wir ungenügend budgetiert haben oder ob wir zu ausgabenfreudig gewesen sind. Beim Voranschlag ist zu berücksichtigen, dass die einzelnen Direktionen bereits im Juli das Budget für das nächste Jahr zu erstellen haben. Es ist ausgeschlossen, alles, was das folgende Jahr bringt, zu erfassen. Von ungenügender Budgetierung kann im Ernst nicht gesprochen werden, wenn man die Rechnung näher betrachtet. Wir dürfen des weiteren feststellen, dass sich die Verwaltung streng an den Voranschlag gehalten hat und auf Sparsamkeit bedacht war. Zeugnis dafür sind die 20 Millionen Franken Minderausgaben, die allerdings auch zu einem schönen Teil aus noch nicht beanspruchten Krediten herrühren.

Haben also, wenn schon nicht das Budget ungenügend war und sich die Verwaltung voranschlagskonform verhalten hat, das Parlament und der Regierungsrat die Verantwortung für die Überschreitung zu übernehmen? Wie bereits erwähnt, haben wir dem Regierungsrat in der letzten Maisession für die von ihm bewilligten Nachkredite in der Höhe von 2,3 Millionen Franken Decharge erteilt. Es bleibt demnach der Grosse Rat mit seinen 56 Millionen bewilligter Kredite zur Diskussion. Die auf Seiten III bis VI aufgeführten Grossratsbeschlüsse basieren zum grossen Teil auf gesetzlicher Verpflichtung und zum andern Teil auf durch die Umstände gegebenen Notwendigkeiten, wie dem Teuerungsausgleich, den dringlichsten Verbesserungen und Ausbauten von Staatseinrichtungen usw. Wir sind eben nicht frei in unserer Ausgabenpraxis, wir sind gebunden durch die Gesetze, die wir uns all die Jahre hindurch gegeben haben. Auf uns passt wunderbar der Vers:

«Zwei Ochsen zieh'n den Berg hinan,
Mit viel Gepust und mächtigem Geschnauf
Den eignen Dung.
Der eine zu dem andern spricht:
Da haben wir uns was Schönes angericht!»

Wohl oder übel müssen wir uns mit diesem Rechnungsabschluss abfinden. Dass wir auf der gleichen Basis nicht mehr weiterfahren können, haben wir bei der Behandlung des Voranschlages für 1967 bereits festgestellt.

Ich möchte noch erwähnen, dass wir in den letzten vier Jahren Rechnungsdefizite von zusammen 237 Millionen hatten. Die Rechnung 1967 dürfte ebenfalls mit einem hohen Fehlbetrag abschliessen. Im übrigen verweise ich auf die Angaben auf den Seiten 26 bis 30 der Staatsrechnung, woraus Sie entnehmen können, dass an zugesicherten Beiträgen und Finanzverpflichtungen auf Ende 1966 516,429 Millionen Franken zu verzeichnen sind.

Zur Vermögensrechnung ist kurz folgendes zu bemerken: Die Bilanz zeigte auf Ende 1965 einen Fehlbetrag von 53,709 Millionen Franken. Im Jahre 1966 konnten 36,138 Millionen Franken abgeschrieben werden, so dass 17,571 Millionen Franken verbleiben. Dazu kommt das Defizit der Finanzrechnung 1966 mit rund 80,9 Millionen Franken. Damit erreicht der jetzige Fehlbetrag die Summe von 98 461 500 Franken, wobei wir festhalten müssen, dass die Forsten und Domänen zum amtlichen Wert von 243 Millionen Franken eingeschätzt und die vorsorglichen Landkäufe für Hauptstrassen zum Ankaufswert mit 10,6 Millionen Franken eingesetzt sind. Darin liegen also noch einige Reserven. Ehrlicherweise müssen wir aber die Sonderrechnung, die in der Bilanz enthalten ist, herausnehmen, was den Fehlbetrag noch um 60,5 Millionen Franken auf 159 Millionen erhöht. Wie der Grosse Rat beschlossen hat, soll 1967 die Sonderrechnung verschwinden.

Wie der Regierungsrat empfiehlt auch die Staatswirtschaftskommission, Finanzrechnung und Bilanz zu genehmigen.

Hirt (Utzenstorf). Zur Staatsrechnung 1966 bin ich mit der Mehrheit der BGB-Fraktion der Meinung, dass es keinen grossen Wert hat, hier eine lange Debatte auszulösen und festzustellen, dass wir im Finanzhaushalt ein Defizit zu verzeichnen haben. Das wäre nichts anderes als eine Wiederholung dessen, was wir in den letzten Sessionen zur Genüge festgestellt haben.

Ich möchte die Situation als schwierig, aber nicht hoffnungslos bezeichnen. Wir müssen jetzt einmal abwarten und sehen, wie sich die Massnahmen auf Grund des von uns beschlossenen Finanzplanes auswirken. Diejenigen, welche die Dinge verfolgt haben, sind ob dem Ergebnis der Rechnung nicht verwundert. Warner gab es im Grossen Rate seit Jahren, die ernsthaft immer wieder darauf aufmerksam machten, dass wir so nicht «weiterkutschieren» könnten. Wir müssen uns bewusst sein – ich wiederhole mich hier, ich weiss es –, dass nicht etwa der Regierung die Hauptschuld am Defizit zufällt, sondern der Grosse Rat ist ebensoviel, wenn nicht sogar noch mehr schuld daran, indem wir Beschlüsse fassen, welche die Anträge des Regierungsrates hinaufsetzen. Die Gesetze kommen dann zur Volksabstimmung. Bei der Beratung lassen wir uns zu oft vom Gedanken leiten: Je mehr wir versprechen, desto grösser ist die Chance, dass die Vorlage vom Souverän angenommen wird. Darüber besteht kein Zweifel. Das hindert nun nicht, dass wir uns schon jetzt überlegen, was weiter zu geschehen hat. Ich bin erfreut, dass man mit den Gesetzen über den Finanzhaushalt und über die Beitragsvorschriften der Sache ernsthaft auf den Grund gehen will. Wenn man dann neben dem Finanzplan noch eine Dringlichkeitsordnung aufstellt, und zwar nicht nur für die Staats-, sondern auch für die Gemeindeaufgaben, wird man sehen, dass es gar nicht so schlimm ist, wenn gewisse Aufgaben hinausgeschoben werden. Es wird immer

Aufgaben geben, die dringlich sind, und andere, die hinausgeschoben werden können. Es geht einfach darum, zu unterscheiden, was dringlich und was bloss wünschbar ist. Wenn wir nach diesem Grundsatz verfahren, wird bestimmt eine Milderung in der Anspannung eintreten.

Nun hört man gelegentlich, man sollte eine Steuererhöhung ins Auge fassen. Ich glaube, das ist verfrüht. Wir wollen die Lage nicht dramatisieren; wir wollen vielmehr zuerst alles abklären und prüfen, wo Einsparungen erfolgen können. Nach dem gestrigen Postulat von Herrn Dr. Christen würde es schlecht verstanden, wenn man schon sehr bald wieder mit Steuererhöhungen käme. Vorerst müssen andere Wege beschritten werden, welchen Willen der Grosse Rat ja schon mehrmals kundgetan hat. Namens unserer Fraktion kann ich Ihnen erklären, dass wir der Staatsrechnung, wenn auch nicht mit Begeisterung, zustimmen, in der Erwartung, dass die Regierung, die Staatswirtschaftskommission und die beiden neuernannten Kommissionen nun unverzüglich daran gehen werden, die notwendigen Massnahmen in die Wege zu leiten, um die Finanzen des Staates wieder besser in die Hand zu bekommen. In diesem Sinne beantragen wir Ihnen Genehmigung.

Zingg (Bern). Aus der Staatsrechnung ersehen wir bei den Fondsvermögen, dass der Finanzausgleichsfonds auf 31. Dezember 1966 rund 20 Millionen Franken betrug. Jetzt wird er natürlich entsprechend höher sein. Im Bericht über die Staatsverwaltung und die Finanzdirektion heisst es dann, der Finanzausgleichsfonds belaufe sich auf 29 461 000 Franken. Wir stellen also hier eine Differenz fest, die nicht ohne weiteres verständlich ist. Es würde mich nun interessieren zu vernehmen, ob der Finanzausgleichsfonds 29 Millionen Franken beträgt oder 20 Millionen Franken, wie in der Staatsrechnung ausgewiesen. Es ist dann allerdings auch eine Anmerkung zu finden, wonach die Guthaben des Fonds sich auf Fr. 9 512 000.— belaufen. Ich wäre dem Herrn Finanzdirektor-Stellvertreter sehr dankbar, wenn er uns darüber orientieren könnte.

Bärtschi (Heiligenschwendi). Ich habe die Staatsrechnung studiert und bin über einen Punkt nicht ganz im klaren, er bezieht sich auf die landwirtschaftlichen Betriebe der staatlichen Anstalten des Kantons Bern. Die landwirtschaftlichen Betriebe der staatlichen Anstalten – nicht die Anstalten selber, sondern nur deren landwirtschaftliche Betriebe – schliessen meistens mit einem Defizit ab. Ich kenne mich in den bäuerlichen Betrieben nicht restlos aus, glaube jedoch, dass es sich so verhält, dass die meisten privaten Bauernbetriebe am Schluss des Jahres mindestens einen ausgeglichenen Rechnungsabschluss erzielen. Bei den landwirtschaftlichen Betrieben der Anstalten ist das nun leider nicht der Fall. Wir haben im Kanton Bern acht Betriebe, die mit einem Überschuss von Fr. 383 000.— abschliessen. Darunter fallen der landwirtschaftliche Betrieb der Strafanstalt Witzwil mit einem Überschuss von 294 000 Franken und die Bergbauernschule Hondrich mit einem Überschuss von Fr. 2600.—. Auch verschiedene andere Betriebe schliessen mit einem Rechnungsüberschuss ab. Dagegen gibt es im ganzen Kanton 14 solcher Betriebe, die mit einem Fehlbetrag von Fr. 555 000.— abschliessen, worunter die Strafanstalt Thorberg mit einem Defizit von Fr. 162 000.— und die landwirtschaftliche Schule Schwand-Münsingen mit einem Defizit von Fr. 33 000.—. Diese Zahlen kann ich nicht ganz verstehen. Ich habe mich gefragt, ob man nicht im Kanton Bern einmal alle landwirtschaftlichen Betriebe der kantonalen Anstalten überprüfen sollte, damit der Staat unter dieser Rubrik nicht einen jährlichen Fehlbetrag von rund Fr. 171 000.— übernehmen muss.

Blaser, Stellvertreter des Finanzdirektors, Berichterstatter des Regierungsrates. Angesichts der Tatsache, dass nur zwei Fragen gestellt worden sind, könnte ich mich ausserordentlich kurz fassen. Ich werde mir aber trotzdem erlauben, im Anschluss an die Beantwortung der beiden Fragen noch einige allgemeine Überlegungen anzustellen.

Herr Grossrat Hirt hat darauf hingewiesen, dass die Finanzlage des Staates Bern schwierig, aber nicht hoffnungslos sei und dass man jetzt die Finanzplanung abwarten sollte, um nachher über das weitere Vorgehen zu beraten. Ich möchte ihm dafür danken.

Herr Grossrat Zingg hat gefragt, woher es komme, dass der Betrag des Finanzausgleichsfonds in der Staatsrechnung mit 20 Millionen Franken, im Verwaltungsbericht jedoch mit 29 Millionen Franken aufgeführt sei. Woher diese Differenz rührt, kann ich auch nicht sagen. Ich werde diese Frage jedoch an die Finanzdirektion weiterleiten und bitte Herrn Grossrat Zingg, nachher auf der Finanzdirektion vorzusprechen, wo man ihm die Antwort erteilen wird.

Herr Grossrat Bärtschi hat eine Frage aufgeworfen in bezug auf die landwirtschaftlichen Betriebe der Staatsanstalten. Er möchte wissen, weshalb viele dieser Betriebe mit einem Defizit abschliessen. Es ist darauf hinzuweisen, wie dies schon mehrmals festgestellt worden ist, dass der Lohnanteil in den Anstalten gegenüber früher ganz wesentlich gestiegen ist. Die gleiche Feststellung machen wir übrigens auch in sämtlichen Spitälern, Heimen usw., und ich bin sicher, dass Herr Grossrat Bärtschi in seinem Betrieb ebenfalls diese Beobachtungen machen kann. Es ist weiter darauf hinzuweisen, dass natürlich die betreffenden Anstalten, denen ein Landwirtschaftsbetrieb angegliedert ist, ihre Agrarprodukte zu sehr günstigen Bedingungen aus dem Landwirtschaftsbetrieb beziehen. Dieser Sektor müsste natürlich ganz genau untersucht werden, wenn man ausrechnen wollte, ob ein derartiger Landwirtschaftsbetrieb floriert oder nicht. Persönlich bin ich der Meinung – ich habe dies bereits ausgeführt anlässlich der Behandlung des seinerzeitigen parlamentarischen Vorstosses von Herrn Grossrat Ischi –, dass man untersucht, ob die landwirtschaftlichen Betriebe der Heil- und Pflegeanstalten weiterhin den Anstalten angegliedert bleiben oder ob sie verpachtet werden sollen. Ich glaube, dass es für den Staat sehr wahrscheinlich das bessere Geschäft wäre, wenn er diese Betriebe verpachten würde, denn sie erfüllen ihren ursprünglichen Zweck, eine Arbeitstherapie für die Anstaltsinsassen zu sein, bei weitem nicht mehr in dem Masse wie früher. Anders verhält es sich bei den landwirtschaftlichen Betrieben der Knabenerziehungsanstalten. Hier haben wir die Auffassung vertreten, dass die Landwirt-

schaftsbetriebe dieser Anstalten aus pädagogisch-methodischen, also erzieherischen Gründen beibehalten werden müssen. Etwas anderes ist es selbstverständlich in bezug auf die Betriebe, die den Mädchenanstalten angeschlossen sind.

Gestatten Sie mir nun aber doch noch, ein paar Worte zur Staatsrechnung vorzutragen. Als Stellvertreter des Herrn Finanzdirektors könnte ich meine Aufgabe auf zwei Arten erledigen. Ich könnte der Auffassung folgen, dass die Stellvertretung in der bernischen Regierung nicht materieller, sondern lediglich formeller Natur sei und dass deshalb das Konzept des Direktors, den man zu vertreten hat, nicht geändert werden dürfe; denn als Stellvertreter trifft man in grundsätzlich neuen Geschäften auch keinen Entscheid. Man wartet, bis der Direktor wieder da ist oder bespricht sich vorher mit ihm. An Konferenzen, wo man ihn persönlich zu vertreten hat, spielt man mehr die Rolle des Beobachters oder vertritt einen Standpunkt, der mit demjenigen des Direktionsinhabers identisch ist. Gestützt auf diese Tradition könnte ich die Ansicht vertreten, die Voten, die hier gefallen sind und die im Anschluss an unsere heutige Grossratssitzung in der Presse noch folgen werden, einfach kommentarlos entgegenzunehmen und an den Finanzdirektor weiterzuleiten, damit man nicht Gefahr laufen würde, eine Haltung einzunehmen, die derjenigen des Finanzdirektors nicht entspräche. Ich glaube, eine derartige Briefträgerrolle darf ich hier nicht spielen. Sie könnte am Platze sein, wenn der Finanzdirektor beispielsweise landesabwesend wäre und seine Geschäfte nicht selber vertreten könnte. Wenn er jedoch krank oder rekonvaleszent ist – das letztere ist heute der Fall –, so wäre es nach meiner Meinung unkollegial, ihm bequemlichkeitshalber die Aufträge und psychischen Lasten einfach zuzuschieben mit der Begründung: «Schau selber, wie du damit fertig wirst.» Denn ich rechne damit, dass wir in der Presse noch etliches zu lesen erhalten werden. Dabei könnte es vorkommen, dass Bemerkungen fallen, die vom Volk als richtig taxiert würden, da sie im Ratssaal unwidersprochen geblieben sind. Gestützt auf diese Überlegungen betrachte ich es als meine Aufgabe, den Finanzdirektor in der Form zu vertreten, dass ich materiell zur Rechnung Auskunft geben werde, soweit mir das mit meinen Kenntnissen möglich ist, und dass ich Fragen, Wünsche und Anregungen inhaltlich so beantworte, wie er dies tun würde.

Nun zur Staatsrechnung selber. Die Staatsrechnung pro 1966 – Herr Grossrat Ischi als Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission hat bereits darauf hingewiesen – schliesst mit einem Ausgabenüberschuss von rund 80 890 000 Franken ab, also mit einer Mehrausgabe gegenüber dem Budget von 30,9 Millionen Franken. Wenn man den Bruttoumsatz der bernischen Staatsrechnung in ein Verhältnis zum Finanzhaushalt mittlerer und grösserer Gemeinwesen setzt, ist festzustellen, dass derartige Gemeinwesen bedeutend schlechter abschliessen als der Staat. Das ist für den Staat keine Entlastung, sondern lediglich eine Feststellung. Die Finanzrechnung auf Seite 3 gibt Auskunft, wo die Gründe zum Ausgabenüberschuss zu suchen sind. Es sind Mehrausgaben von 60 Millionen Franken ausgewiesen, davon Fr. 784 800.— auf Grund von Volksbeschlüssen, wofür die Regierung, der Grosse Rat und das Bernervolk verantwortlich sind, und 56,7 Millionen Franken allein auf Grund von Grossratsbeschlüssen. Wollte man gegenseitig Vorwürfe erheben, müsste man wohl sagen, dass sowohl die Regierung wie der Grosse Rat sich vorerst hätten fragen sollen, ob der Staatsvoranschlag dies gestatte. Dabei hätte man aber sofort feststellen müssen, dass einzelne Aufwendungen gemacht wurden, die nicht budgetiert waren. Hätte man beispielsweise die 16 Millionen Franken Nachsubvention an die bernischen Spitäler nicht ausrichten sollen angesichts der Diskussion, dass da und dort die spitalärztliche Versorgung der Bevölkerung nicht mehr sichergestellt sei? Oder hätte man auf das einmalige und günstige Angebot der Burgergemeinde Bern verzichten sollen, das Viererfeld für 5,4 Millionen Franken aufzukaufen, um es eventuell in ein späteres Budget aufzunehmen mit dem Risiko, dass nachher dieser Ausgabeposten wesentlich grösser gewesen wäre? Oder hätte man die zusätzlichen Teuerungszulagen für das Staatspersonal und die bernische Lehrerschaft im Betrage von 7,29 Millionen Franken nicht auszahlen sollen angesichts der Tatsache, dass der Staat Bern immer mehr Mühe hat, qualifizierte Beamte zu finden, weil umliegende Kantone solchen Beamten günstigere Offerten unterbreiten können als der Staat Bern?

In bezug auf die Ausgabenseite der Gesundheitsdirektion habe ich folgende Überlegungen angestellt: Auf der Ausgabenseite der Staatsrechnung überhaupt muss man meiner Meinung nach drei grundsätzliche Kriterien in Betracht ziehen, einmal alle Ausgabenkonti, die nicht nur in ihrer Existenz, sondern auch in ihrer Höhe, wie das Herr Grossrat Hirt ausgeführt hat, durch Gesetze, Dekrete und Verordnungen vorgeschrieben sind und wo man nichts reduzieren kann, es sei denn, man ändere die gesetzlichen Grundlagen. Alsdann sind diejenigen Ausgabenkonti in Betracht zu ziehen, deren Existenz vorgeschrieben ist, jedoch nicht ihre Höhe, und drittens die Ausgaben, die nicht in ihrer Existenz und auch nicht in ihrer Höhe vorgeschrieben sind. Zur ersten Kategorie von Ausgabenkonti, worüber man überhaupt nicht diskutieren kann, sofern man nicht die gesetzlichen Grundlagen ändert, rechne ich bei der Gesundheitsdirektion die Beiträge an die Tuberkulosebekämpfung, die Staatsbeiträge an den Grenzsanitätsdienst, die Betriebsbeiträge an Spitäler, Spezialanstalten, Sanatorien, das Inselspital usw. Im Gesundheitswesen haben wir pro 1966 eine Gesamtzahl von 213 Ausgabenkonti. Davon gehören 92 Konti oder 43,8 Prozent zur ersten Kategorie. 43,8 Prozent sämtlicher Konti sind also sowohl in ihrer Existenz wie in ihrer Höhe vorgeschrieben. Bei der Gesundheitsdirektion machen sie einen Betrag von Fr. 40 988 000.— oder 58 Prozent der Gesamtrechnung des Gesundheitswesens aus. Mehr als die Hälfte der Ausgaben sind somit durch Gesetze, Dekrete und Verordnungen in ihrer Existenz und Höhe festgelegt. Die zweite Kategorie von Ausgabeposten, die wohl in ihrer Existenz, nicht aber in ihrer Höhe vorgeschrieben sind, wozu ich Anschaffung von Mobilien in Anstalten, Unterhalt, Büroauslagen, Heizung, Reinigung, Elektrizität usw. zähle, macht 49,5 Prozent der Konti aus. Es sind 104 Konti mit 23,9 Millionen Franken Aus-

gaben oder 34,3 Prozent der Gesamtausgaben. Die letzte Gruppe, bei der wir sowohl über die Existenz wie über die Höhe diskutieren könnten, macht lediglich 6,7 Prozent sämtlicher Konti aus mit einem Betrag von 4 700 000 Franken oder 6,8 Prozent vom Gesamtumsatz. Es wird somit nicht sehr einfach sein, die Ausgaben herabzusetzen. Denn dazu ist, wie bereits gesagt, die Revision von Gesetzen, Dekreten und Verordnungen notwendig. Ich nehme an, dass sich dieses Verhältnis bei den andern Direktionen ähnlich gestaltet. Eines steht allerdings fest, nämlich dass der Kanton Bern gegenüber anderen Kantonen seinen Gemeinwesen ausserordentlich hohe Staatsbeiträge entrichtet. Eine Reduktion der Staatsbeiträge würde viele Gemeinden zwingen, ihre Steuererklärungen etwas genauer unter die Lupe zu nehmen, vor allem die Steuererklärungen jener Bürger, die glauben, sie hätten zu bestimmen, wieviel der Staat von ihnen zu fordern habe.

Abschliessend möchte ich im Interesse der Finanzdirektion sagen, dass der Spruch, die Ausgaben hätten sich nach den Einnahmen zu richten, allzu einfach und unüberlegt ist, als dass er generell angewandt werden könnte. Wenn man auf diese Weise vorgehen wollte, müsste man die Gemeinden stärker belasten bei Schulbauten, Druckwasserversorgungen, Kläranlagen, Strassenbauten, im Fürsorgewesen usw. Das hiesse aber auch, generell die Besoldungen des Staatspersonals und der Lehrerschaft herabzusetzen, was wohl den Staat Bern funktionsunfähig machen würde. Würden wir nach dem erwähnten Spruch handeln, so könnten wir ganz bestimmt die Aufgaben eines zivilisierten Staates des 20. Jahrhunderts nicht mehr oder nur noch mangelhaft erfüllen. Im Zuge der Neuordnung des Finanzhaushaltes und der Wiederherstellung des finanziellen Gleichgewichts wird uns deshalb wohl nichts anderes übrigbleiben, als darnach zu trachten, auch die Einnahmen zu erhöhen, und der bedeutungsvollste Faktor auf der Einnahmenseite sind bekanntlich die Steuern. Wir sind uns bewusst, dass sich Parlament und Regierung mit einer derartigen Diskussion nicht beliebt machen; es wäre jedoch staatsmännisch unklug und verantwortungslos gehandelt, wollte man nur das tun, womit man sich gegenüber dem Stimmbürger beliebt macht. Diese Bemerkungen habe ich im Interesse der Finanzdirektion anbringen wollen.

Genehmigt.

Verwaltungsbericht der Finanzdirektion und der Domänendirektion für 1966

Ischi, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Im Auftrage der Staatswirtschaftskommission habe ich deren Stellungnahme zum Verwaltungsbericht bekanntzugeben. Herr Kollege Parietti und ich haben am 6. Juli die Finanzdirektion besucht und uns mit Herrn Finanzdirektor Moser und seinen Chefbeamten über verschiedene Probleme unterhalten, die im Jahre 1966 aufgetaucht sind. Ich danke auch an dieser Stelle dem Herrn Finanzdirektor und seinen Herren für die uns erteilten Orientierungen und Auskünfte.

Man ist bemüht, allen, die mit hohler Hand bei der Finanzdirektion erscheinen, im Rahmen der gesetzlichen Möglichkeiten gerecht zu werden. Dass es gelegentlich Enttäuschungen gibt, liegt in der Natur der Sache und zurzeit insbesondere in der Finanzknappheit des Staates und nicht am bösen Willen der Verwaltung. Es ist falsch und ungerecht, dem Finanzdirektor und seinen Getreuen Knausrigkeit und Kleinlichkeit zu unterschieben, ohne die ihnen gegebenen Möglichkeiten und Pflichten zu berücksichtigen. Es ist nun einmal erste Aufgabe einer Finanzverwaltung, sei es beim Staat oder bei einer Gemeinde, darüber zu wachen, dass auf allen Sparten gesetzeskonform und sparsam gehaushaltet wird und dass anderseits die berechtigten Ansprüche des Staates geltend gemacht und verwirklicht werden. Ich sage dies, weil im Lande herum im Zusammenhang mit der Hinausschiebung der Fälligkeitstermine der Subventionen viel Ungerechtes herumgeboten wird.

In Ergänzung zu dem, was schriftlich vorliegt, ist noch folgendes beizufügen:

Der Steuervorbezug ergab einen Mehreingang von 27,7 Millionen Franken. Entsprechend konnten die Kontokorrentschulden geschont werden, aber der erhöhte Vergütungszins von 3¾ auf 4 Prozent brachte rund Fr. 900 000.— Mehraufwand, so dass man sich über die Zweckmässigkeit fragen kann.

In bezug auf die Steuerverwaltung selber möchte ich ein Wort über die amtliche Bewertung verlieren. Im Bericht sind die Zahlen auf Jahresende angegeben; mir stehen jene per 31. Juli 1967 zur Verfügung. Ich glaube, es wird Sie interessieren, darüber einige Angaben zu erfahren. Es wird der Verwaltung vorgeworfen, sie sei mit den Eröffnungen arg im Rückstand. Hiezu ist festzustellen, dass rund 300 000 Schätzungen zu machen sind. Für die nichtlandwirtschaftlichen Liegenschaften stehen im ganzen Kanton rund 400 Schätzer zur Verfügung, Fachleute aus Bau, Handel und Industrie, die alle nebenberuflich schätzen. Sie sind schwer zu regelmässigem Zeitaufwand für die Schätzung zu erhalten, weshalb Verzögerungen entstehen. Es mag sein, dass man bei der Bestellung der Schätzer-Equipen diesem Umstand zu wenig Rechnung getragen hat. Es wird im übrigen durch die Kommission zur Überprüfung der Steuerveranlagungen dieser Frage auch Aufmerksamkeit geschenkt.

Des weiteren ist festgestellt worden, dass gewisse Gemeinden über Wochen, ja Monate mit der Eröffnung gewartet haben, obschon sie dazu in der Lage gewesen wären. Ich will hier nur ein krasses Beispiel erwähnen: Eine Gemeinde hat im September 1966 alle Protokolle erhalten. Diese Gemeinde hat noch heute keine Eröffnung vorgenommen. Sie wird somit der Zentralverwaltung kaum eine Verschleppung vorwerfen können.

Es dürfte Sie interessieren zu erfahren, dass bei rund 270 000 Eröffnungen bis heute nur rund 5000 Einsprachen erfolgt sind, wobei 10 Prozent eine niedrigere und 90 Prozent eine höhere Schatzung anbegehren.Die niedrige Zahl Einsprachen zeigt, dass offenbar doch im allgemeinen die Bewertung als richtig empfunden wird.

Zur Vermögensgewinnsteuer möchte ich folgendes ausführen: Auch hier hört man Klagen über

sehr lange Fristen bis zur Erledigung. Nicht alle Verzögerungen gehen auf das Konto der Verwaltung; der Notariatsstand muss auch einen gewissen Prozentsatz übernehmen. Aber es ist offenbar so, dass der Bestand an qualifiziertem Personal nicht im richtigen Verhältnis zur Geschäftslast der Abteilung steht. Eine Vermehrung des qualifizierten Personals wäre hier wahrscheinlich am Platze. Zudem ist es eine Tatsache, dass die Erledigung der Geschäfte grosse Schwierigkeiten bietet, weil die restlichen Grundlagen viel Komplikationen bringen. Daran ist aber nicht die Verwaltung, sondern der Gesetzgeber, also insbesondere der Grosse Rat, schuld.

Noch ein Wort zum Personal des Staates. Sie finden auf Seite 142 des Staatsverwaltungsberichtes die Zusammenstellung des Personalbestandes nach Direktionen geordnet. Gesamthaft ist die Arbeitnehmerschaft des Staates gegenüber dem Vorjahr um 180 Personen angewachsen, wovon die Erziehungsdirektion allein 106 für sich beansprucht. Der Berichterstatter bei der Erziehungsdirektion, Herr Kollega Horst, wird sich hiezu noch äussern.

Wenn wir schon beim Personal sind, so erlaube ich mir, noch ein Wort über die Büroverhältnisse der Steuerverwaltung zu verlieren. Sie ist eine ausgesprochen dezentralisierte Zentralverwaltung. Es befinden sich an der Kirchgasse 3 die Zentralverwaltung, an der Junkerngasse 19 die Erlassabteilung, an der Moserstrasse 2 die Abteilung Amtliche Bewertung, Juristische Personen, Landwirtschaft, Inspektorat, an der Gerechtigkeitsgasse 4 die Verrechnungssteuerabteilung, an der Gerechtigkeitsgasse 64 die Veranlagungsbehörde Bern-Mittelland, die Vermögensgewinnsteuerabteilung und die Gemeindesteuerabteilung, an der Gerechtigkeitsgasse 80 die Nachsteuerabteilung und am Münsterplatz 3 die Veranlagungsbehörde Bern-Stadt.

Räumlich äusserst prekär steht es mit der Verwaltung im Gebäude Kirchgasse 3/Junkerngasse. Wenn Sie da jemanden besuchen wollen, nehmen Sie sich einen Lotsen. Praktisch liegen nicht zwei Büros auf gleicher Höhe. Die Archivfrage ist keineswegs befriedigend gelöst. Sie finden auch im Treppenhaus Aktenschränke und können sich dort bedienen, wenn vergessen sein sollte, abzuschliessen. In jedem Büro gibt es einen Ofen mit Holzfeuerung, der vom Hauswart im Winter am Morgen um 5.00 Uhr angeheizt wird. Nachschalten ist Sache des Bürobenützers. Weil aber ein solcher Ofen sich wohl rasch erhitzt, aber auch rasch erkaltet und einseitig wärmt, finden Sie in jedem Büro noch zusätzlich einen elektrischen Ofen. Sie werden mit mir einiggehen, dass dies keine Zustände sind und dass hier von Wirtschaftlichkeit nicht mehr gesprochen werden kann. Der Umbau oder, was meiner Ansicht nach das beste wäre, ein Neubau steht im Dringlichkeitsprogramm in der ersten Kategorie. Ich halte dafür, dass dieses Vorhaben schon aus rein ökonomischen Gründen möglichst bald verwirklicht werden muss; denn wir erhalten mehr Raum, was die Zusammenlegung jetzt weit auseinanderliegender Büros ermöglicht. Wir gewinnen damit Zeit, indem das Reisen von einem Büro zum andern durch die Stadt aufhört, und schliesslich ist es in einem anständigen Büro auch ein gefreuteres und produktiveres Arbeiten als in einer düsteren Klause ohne Luft und Licht.

Im übrigen darf das Personal der Steuerverwaltung, das andauernd die Zielscheibe schlecht gelaunter Steuerzahler ist, Anspruch auf einen anständigen Arbeitsplatz erheben, wie das jeder Arbeiter dank den Fabrik- und Gewerbepolizeivorschriften auch zugesichert hat. Ich sage das wohlverstanden nicht aus Auftrag oder Ansuchen. Es ist meine persönliche Überzeugung, dass hier im Interesse des Staates Remedur geschaffen werden muss.

Ich weiss, dass der Erziehungsdirektor mit seiner Universität, der Gesundheitsdirektor mit seinen Spitälern, der Polizeidirektor mit seinen Anstalten und Bezirksgefängnissen und überhaupt alle Departemente mit Beispielen aufwarten können, die des Staates unwürdig sind. Ich habe diesmal einen Blick in die Verhältnisse der Finanzdirektion getan. Deshalb verwende ich mich jetzt für sie, wie das übrigens letztes Jahr auch Herr Kollege Achermann getan hat, der ins gleiche Horn stiess.

Ich empfehle Ihnen namens der Staatswirtschaftskommission, den Verwaltungsbericht der Finanzdirektion zu genehmigen unter gleichzeitiger Verdankung der geleisteten guten und grossen Arbeit des Herrn Finanzdirektors und seiner Untergebenen. Auch der Grosse Rat möge sich dem Dank anschliessen, den der Herr Finanzdirektor eingangs seines Berichtes dem in den Ruhestand getretenen Liegenschaftsverwalter, Herrn Gasser, abstattet. Herr Gasser hat mit grossem Geschick durch all die Jahre seines Wirkens dem Staate Bern gedient und dessen Interessen gewahrt. Wenn er auch den harten Mann spielen musste, so vergass er daneben das Menschliche nicht. Das hat ihn oft in ein Dilemma gebracht. So musste er auf beiden Schultern tragen, und darum wünschen wir ihm nun einen geruhsamen Lebensabend im Bewusstsein, seine Pflicht redlich erfüllt zu haben.

In diesem Sinne empfehle ich Ihnen Zustimmung zum Verwaltungsbericht der Finanzdirektion.

Ast. Ich möchte ein paar Worte verlieren über den Abschnitt «Amtliche Bewertung der Grundstücke und der Wasserkräfte». Ich muss auf einen Missstand hinweisen, der hier besteht. Ich gehe mit den Ausführungen des Sprechers der Staatswirtschaftskommission nicht ganz einig, wonach in vielen Fällen der Vorwurf gegenüber der Verwaltung, die Angelegenheit werde verschleppt, ungerecht sei. Nach diesen Worten müsste ich nämlich fast annehmen, man messe auf der Verwaltung mit ungleichen Ellen. Wenn ein privater ein Gebäude erstellen lässt, so wird es innerhalb einer bestimmten Frist geschätzt. Dagegen musste ich feststellen, dass man bei Gebäuden, die Millionenwerte repräsentieren, wie solche der BKW, bis zu drei Jahren warten muss, bis die Schatzung erfolgt, nachdem die Gebäude installiert sind, wenn vielleicht auch nicht hundertprozentig, und der Betrieb aufgenommen worden ist. Das ist für eine Gemeinde, auf deren Gebiet solche Gebäude stehen, sicher nicht in Ordnung. In dem von mir anvisierten Fall musste die Gemeinde dreimal schreiben, bis die

sehr teuren Gebäude drei Jahre nach deren Erstellung eingeschätzt wurden. Ich kenne ähnliche Fälle aus dem Amt Oberhasli. Ich bitte daher den Herrn Finanzdirektor, sich dieses Anliegens im Interesse von finanzschwachen Gemeinden anzunehmen.

Messer. Am 3.September 1963 hat Herr Grossrat Brodbeck eine Motion eingereicht. Sie wurde am 18. November 1963 in der Form eines Postulates angenommen. Verlangt wurde die Revision des Erbschafts- und Schenkungssteuergesetzes. Nun nahm die Regierung in ihrem Finanzplan 1967 bis 1972 auf Seite 11 auf das Postulat Bezug. Sie schrieb dort wörtlich: «... dass man wohl an die Erhöhung des Tarifes für direkte Nachkommen denken könnte.» Die Situation ist nun so, dass nach Artikel 10 Absatz 1 und 2 des Erbschafts- und Schenkungssteuergesetzes die direkten Nachkommen 1 Prozent an Erbschafts- oder Schenkungssteuer entrichten. Dieser Ansatz scheint mir zu tief zu sein. Sie werden sagen, wenn ich diese Auffassung vertrete, so sei ich offenbar nicht erbberechtigt! Auf der andern Seite hört man aber immer wieder, der Staat habe leere Kassen. Auch die Regierung selber war übrigens der Meinung, dieses Postulat sei nicht abzuschreiben. Da das Postulat Brodbeck im Verwaltungsbericht nicht mehr aufgeführt ist, frage ich mich, ob es abgeschrieben oder schubladisiert worden ist.

Da ich schon das Wort habe, erlaube ich mir noch eine kurze Bemerkung zur Revision des Erbschafts- und Schenkungssteuergesetzes. Im Artikel 18 dieses Gesetzes scheint mir nun eine krasse steuerliche Ungleichheit vorzuherrschen. Allerdings müssen wir sagen, dass dieses Gesetz vom 6. April 1919 datiert und der Artikel 18 meines Wissens nie revidiert worden ist. Es handelt sich um die Bewertung nicht kotierter Aktien im Erbgang. Im Gesetz steht der Ausdruck «vom titelmässigen Betrag». Das heisst nun, dass man die nichtkotierten Aktien im Erbgang zum Nominalwert einsetzen kann anstatt zum Verkehrswert oder zum inneren Wert. Diese Frage erhält einen besonderen Aspekt, wenn wir wissen, dass das Verhältnis der kotierten zu den nichtkotierten Aktien 5:95 beträgt. Kapitalmässig sind somit 5 Prozent der Aktien kotiert und 95 Prozent nichtkotiert. Die nichtkotierten Aktien werden also zum Nominalwert eingesetzt, während der Verkehrswert in der Regel ein Vielfaches davon ausmacht. Es ist mir auch klar, dass man natürlich bei den nichtkotierten Aktien besondere Umstände berücksichtigen muss, namentlich beim Vorliegen eines Poolvertrages, bei Kontingentserwägungen, wie beispielsweise bei der Käseunion, oder bei gewissen Übergabebeschränkungen. Das wird jedoch von Fall zu Fall geprüft und entsprechend eingeschätzt.

Ich wäre vor allem dankbar für eine Antwort auf meine Anfrage in bezug auf das Postulat Brodbeck.

Haltiner. Zum Verwaltungsbericht der Finanzdirektion habe ich einige Bemerkungen anzubringen.

Unter dem Abschnitt VI, Allgemeines, steht der Hinweis auf ein Postulat betreffend Abschreibungsordnung und Ausbau der Finanzkontrolle, das ich im Februar 1966 eingereicht habe. In diesem Hinweis steht irrtümlicherweise «Abschreibungsverordnung». Ich verlangte nicht eine Verordnung, sondern wünschte, dass man die Abschreibungen ordnet. Ich überlasse es der Regierung zu entscheiden, welche Form eines rechtlichen Erlasses hiefür in Frage kommt.

Meine zweite Bemerkung bezieht sich auf den Bericht über die Versicherungskasse des Staatspersonals. Im Abschnitt VI A steht am Schluss: «Im übrigen wird auf den ausführlichen Jahresbericht der Versicherungskasse verwiesen.» Ich finde, es sei nicht ganz korrekt, dem Grossen Rat einen Hinweis auf einen Bericht zu geben, den er gar nicht erhält. Ich lade den Stellvertreter des Finanzdirektors ein, die Verwaltung darauf aufmerksam zu machen, solche Hinweise zu unterlassen oder dann den Bericht auszuhändigen, wie dies beim Bericht der Kantonalbank oder anderer Institutionen der Fall ist.

Anerkennend möchte ich festhalten, dass man bei den Betrachtungen über den Steuerertrag den Versuch unternommen hat, den Ausfall der Steuergesetzesrevision von 1964 zu ermitteln. Diese Schätzungen gehen, wenn ich mich richtig erinnere, ziemlich genau auf das hinaus, was man seinerzeit in den Verhandlungen der Kommission bereits prognostiziert hat. Mit anderen Methoden wird jetzt rückblickend dasselbe Resultat ermittelt. Dazu möchte ich der Verwaltung gratulieren.

Die allgemeinen Ausführungen über die Verschuldung des Staates und die Bewertungsfragen, die im Zusammenhang mit den amtlichen Werten aufgeworfen worden sind, veranlassen mich, den Herrn Regierungsrat daran zu erinnern, dass die Frage der Bewertung von der sogenannten Infrastruktur ausgeht, wo man sagt: Ertragloses Vermögen ist gleich null. Diese Frage ist gegenwärtig sehr kontrovers, auch in der schweizerischen Wirtschaft. Führende Leute grosser Firmen – ich erinnere z. B. an die Firma Landis & Gyr in Zug, wo Herr Dr. Brunner Pionier ist – vertreten die Auffassung: Auch wenn wir beispielsweise zehn Millionen Franken für den Ankauf von Land der Burgergemeinde Bern ausgeben, so ist dieses Geld nicht einfach weg. Es verhält sich genau so, wie wenn man eine Banknote wechselt gegen eine andere Währung. Die Währung lautet jetzt einfach Boden.

Warnen möchte ich vor einer allzu pessimistischen Betrachtungsweise und davor, allzu sehr in Schwarz-Weiss-Malerei zu machen, wie dies vorhin Herr Regierungsrat Blaser in seinen Ausführungen versucht hat. Er hat erklärt, die Folge wäre, die Löhne abzubauen und alle weiteren Ausgaben soweit als möglich zu kürzen. Man kann sparen, ohne dass irgendwo etwas abgeht. Man muss jedoch den Willen dazu haben und namentlich dafür sorgen, dass die notwendigen Massnahmen getroffen werden. Auch das Institutionelle muss so geregelt sein, dass wir letztlich einen Regierungsrat haben, der beschliesst, und nicht neun Direktionen. Darin liegt der Unterschied.

Zingg (Bern). Auf den Seiten 135/136 sind Bemerkungen zu parlamentarischen Vorstössen niedergelegt. Im September 1966 hatte ich eine schrift-

liche Anfrage eingereicht, die im November nicht beantwortet worden ist. Es hiess, man müsse die Veranlagung 1967/68 abwarten. Ich glaube, es wäre nun doch am Platze gewesen, daran im Verwaltungsbericht zu erinnern. Es geht mir nicht um eine Prestigeangelegenheit. Man erhält aber den Eindruck, die Sache sei vergessen worden. Es handelt sich um den Artikel 39 Absatz 4 lit. b wo man bei der letzten Steuergesetzrevision für die AHV-Bezüger, die ein kleines Einkommen haben, eine Verbesserung hineingebracht hat. Der Antrag bei der Steuergesetzrevision stammte von mir. Ich beantragte eine Anrechnung von drei Fünfteln. Die Kommission ging dann auf vier Fünftel. Das war eine Verschlechterung. Ich ging von der Annahme aus, dass die AHV-Bezüger, die finanziell wirklich schwer zu kämpfen haben, steuerlich sozusagen nicht entlastet werden. Über die von mir unterbreitete Frage sollten wir Klarheit haben. Da darüber im Verwaltungsbericht nichts steht, bitte ich den Stellvertreter des Finanzdirektors, uns die Auskunft nächstens zukommen zu lassen. Sie ist wichtig für das weitere Vorgehen.

Probst. Bei der neuen amtlichen Bewertung ist den Gemüseproduzenten von seiten der kantonalen Steuerverwaltung und den örtlichen Steuerkommissionen ein Unrecht geschehen, indem die viehlosen Gemüseproduzenten mit dem Formular 5 und nicht wie die übrigen Landwirte mit dem Formular 1 eingeschätzt wurden. Dadurch wurde diese Kategorie von Produzenten als Gewerbetreibende taxiert. Weniger wegen der finanziellen Seite, als vielmehr wegen der rechtlichen Seite erhoben diese Produzenten Einspruch gegen die erfolgte Schatzung, was bis heute noch nicht erledigt ist.

An einem Beispiel möchte ich Ihnen erläutern, wie die Schatzungen vorgenommen wurden. Es betrifft zwei Bauernhäuser mit Viehställen ohne Vieh. Der erste Stall wird als Rüstraum benutzt. Die Krippe ist noch ganz, ebenfalls der Barren. Hinten im Stall befindet sich ein Verschlag mit Kohlen zum Heizen. Als Viehstall wird der Raum nicht mehr benutzt. Dieses Gebäude und der Betrieb werden landwirtschaftlich geschätzt, da man im Stall noch Vieh anbinden kann. Im zweiten Betrieb wurde der Viehstall als Rüstraum umgebaut, Krippe und Barren wurden entfernt, so dass kein Vieh mehr angebunden werden kann. Dieser zweite Betrieb wird deswegen gewerblich geschätzt und gehört nicht mehr zur Landwirtschaft. Die übrigen Verhältnisse sind absolut gleich. Beide Betriebe werden als Gemüsebaubetriebe intensiv bearbeitet. Der einzige Unterschied liegt nur darin, dass im zweiten Betrieb der Ring fehlt, um die Kuh anzubinden. Durch diese unterschiedliche Behandlung fällt nun die zweite Kategorie nicht mehr unter den Schutz des Landwirtschaftsgesetzes. Gegen den Verlust dieses Schutzes wehren sich diese Gemüseproduzenten mit aller Kraft. Ich möchte deshalb fragen: Sind der Herr Finanzdirektor und die Regierung bereit, auch diesen Gemüsebauern zu ihrem Recht zu verhelfen?

Ich habe noch eine zweite Bemerkung anzubringen. Sie betrifft ebenfalls die Festsetzung der amtlichen Werte, und zwar bei verkauftem Grienland. Das Land wurde im Ausbeutungsrecht verkauft, der Boden bleibt Eigentum des Verkäufers. Zum Ausbeuten hat der Käufer 50 Jahre Zeit. Bis zur Ausbeutung kann das Land vom Eigentümer ohne Zins genutzt werden. Der erzielte Verkaufspreis muss als Einkommen versteuert werden, was mit der Progression bedeutende Beträge ergibt. Wird der Verkaufspreis zinstragend angelegt, so muss der Zinsertrag ebenfalls als Einkommen versteuert werden. Genau das gleiche ist der Fall bei Schuldentilgung oder bei Ankauf von Maschinen. Beides ergibt eine Vermögensvermehrung und fällt unter die Steuerpflicht. Beim verkauften Land wurde der bisherige Landpreis beibehalten. Nun ist es einem ganz Schlauen in den Sinn gekommen, dieses Land höher einschätzen zu lassen und die Eigentümer einer Doppelbesteuerung zu unterstellen. Ich möchte deshalb den Herrn Finanzdirektor anfragen, ob er bereit ist, dieser Ungerechtigkeit der Doppelbesteuerung ein Ende zu setzen.

Krauchthaler. Zum Verwaltungsbericht der Finanzdirektion habe ich zwei Bemerkungen anzubringen. Die erste bezieht sich auf die Gemeindeschätzer. Nach Gesetz sollten die Gemeinden die amtlichen Werte festsetzen. In der Praxis stellt man nun fest, dass wohl die kantonalen Schätzer gründlich vorbereitet und ausgebildet werden, was absolut in Ordnung ist; mit Ausnahme grösserer Gemeinden wird jedoch für die Gemeindeschätzer in dieser Beziehung überhaupt nichts getan. Die Gemeindeschätzer werden höchstens kaum eine Stunde vor Beginn der Arbeit kurz durch einen kantonalen Schätzer oder den Kreisobmann orientiert. Wenigstens ein oder zwei Schätzer je Gemeinde sollten meiner Meinung nach Gelegenheit haben, sich an Ausbildungskursen in die Materie einzuarbeiten.

Meine zweite Bemerkung betrifft den Wald in bezug auf das Rekursverfahren. Wir haben vom Sprecher der Staatswirtschaftskommission gehört, dass effektiv sehr wenig Rekurse eingereicht wurden. Auf der andern Seite haben wir jedoch nach der amtlichen Bewertung unserer Wälder eine Sturmkatastrophe erlebt, so dass heute grosse Waldparzellen vernichtet sind und in den nächsten zwei Generationen praktisch keinen Ertrag abwerfen. Einkommensmässig kann dies bei den Veranlagungen berücksichtigt werden. Wie will man aber vorgehen, um in bezug auf die amtliche Bewertung eine gerechte Lösung zu finden? Da die Frist zur Einreichung von Rekursen verstrichen ist, kann man die Leute nicht auf das Rekursverfahren verweisen. Ich möchte deshalb fragen, ob man vom Staat und den Gemeinden aus diese Verhältnisse allgemein neu überprüft.

Hier wird die Beratung abgebrochen.

Schluss der Sitzung um 10.30 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Achte Sitzung

Montag, den 13. September 1967,
9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 175 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Achermann, Barben, Braunschweig, Burri (Bern), Droz, Favre, Fleury, Flückiger, Freiburghaus (Laupen), Geissbühler (Madiswil), Gigandet, Grimm, Guggenheim, Homberger, Iseli, Kautz, Klopfenstein, Martignoni, Nahrath, Roth (Urtenen), Schweizer (Bern), Schweizer (Wattenwil), Würsten, Zuber; unentschuldigt abwesend ist Herr Oeuvray.

Le Président. Vous savez qu'a lieu aujourd'hui l'inauguration du Technicum suisse, à Zollikofen. Le Directeur du nouveau technicum serait très heureux de recevoir le Grand Conseil, pour autant que celui-ci soit intéressé par cette visite, visite qui aurait lieu lors de la session de novembre. Nous prendrons les contacts nécessaires afin de voir à quel moment de la session de novembre la visite de ce technicum pourra être fixée.

D'autre part, le «Stadttheater» de Berne invite, comme souvent d'ailleurs, les Grands Conseillers, ainsi que leurs épouses, à une représentation du «Vogelhändler». Elle aura lieu le 6 novembre, c'est-à-dire le premier lundi de la session de novembre. Pour les inscriptions, les contacts nécessaires seront établis par l'huissier cantonal avec les présidents de groupes.

Enfin, une affaire qui a tout l'air d'un serpent de mer! M. Walter Zürcher, de Bâle, nous envoie depuis plusieurs mois des lettres, des copies de lettres de 3 à 4 pages, des télégrammes de 420 mots, concernant une affaire qui ressort des autorités judiciaires. J'ai reçu hier et aujourd'hui encore des télégrammes de ce Monsieur. Il ne m'est pas possible de donner connaissance au Grand Conseil de toutes ces lettres. Cependant, ce dossier est à votre disposition ici sur mon bureau. Sans avis contraire de votre part d'ici la fin de la session, nous répondrons à M. Zürcher que le Grand Conseil n'est pas compétent pour traiter toutes ses réclamations. Nous voulons une bonne fois en finir avec cette correspondance.

Verwaltungsbericht der Direktion der Finanzen und Domänen für 1966

(Siehe Seite 495 hievor)
(Fortsetzung)

Imboden. Im letzten Abschnitt des Verwaltungsberichtes wird auf unsere Staatsbanken hingewiesen. Diese verfassen separate Berichte. Die Kantonalbank schliesst sehr günstig ab. Sie steht unter einer glänzenden Leitung. Warum war es nötig, dass sie auf den Herbst 1967 noch einmal die Hypothekarzinsen angeglichen hat? Es würde der Staatsbank gut anstehen, wenn sie in einer Zeit, wo die Zinsen eher etwas zurückgehen, mit solchen Erhöhungen zurückhaltender wäre.

Moser. Ich möchte die Frage von Herrn Bärtschi über die landwirtschaftliche Schule Schwand beantworten. Die Ausgaben dieser Schule betrugen im letzten Jahr rund Fr. 433 000.—, die Einnahmen rund Fr. 400 000.—. Schwand hat Fr. 70 000.— mehr Löhne ausbezahlt als Rüti. Die landwirtschaftlichen Schulen sind meistens mehr oder weniger auch Versuchsanstalten. Dadurch ist mehr Personal erforderlich. Die Schule Schwand hatte letztes Jahr 10 Kühe mehr im Inventar als andere Jahre. Das wird sich im künftigen Milchertrag mit rund Fr. 30 000.— auswirken. Die Schule in Schwand wird gut geführt.

Blaser, Regierungsrat, Stellvertreter des Finanzdirektors, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich will Auskunft geben, so weit mir das möglich ist. Der Vertreter der Staatswirtschaftskommission, Herr Grossrat Ischi, sagte, dass bis Ende Juli 1967 in bezug auf die Neubewertung der Grundstücke und Wasserkräfte 4700 Einsprachen eingereicht wurden. Das sei verglichen mit 69 000 Schätzungen von landwirtschaftlichen Liegenschaften, 13 000 Schätzungen von Waldungen und 120 000 Schätzungen von nichtlandwirtschaftlichen Grundstücken eine geringe Zahl. Das trifft sicher zu. Hingegen hat Herr Ischi nachher gesagt, wenn ich ihn richtig verstanden habe, dass von den Einsprachen 10 Prozent eine niedrigere Schatzung wollten, 90 Prozent eine höhere. Es verhält sich wohl umgekehrt. Es ist nicht anzunehmen, dass von den 4700 Einsprachen 90 Prozent eine höhere Schatzung haben wollten, damit sie nachher eine allfällige hypothekarische Mehrbelastung, zum Beispiel infolge eines Ausbaues, zu günstigeren Bedingungen vollziehen können. Wie ich sehe, pflichtet er meiner Auffassung bei.

Von Ende 1966 bis Ende Juli dieses Jahres sind noch 65 000 Schatzungen erledigt worden. Ausstehend sind von etwa 30 Gemeinden noch rund 25 000 Schatzungen.

Herr Grossrat Ast hat sich über die amtliche Bewertung eines Gebäudes der BKW erkundigt. Diese sei erst drei Jahre nach Fertigstellung erfolgt. Ich weiss nicht, um welches Gebäude es sich handelt. Wenn er die Freiluftstation in Wimmis meint, ist zu sagen, dass sich die Schatzung wegen sehr starker Beanspruchung der Schätzer verzögert hat. Die Wasserkräfte im Oberland sind alle bewertet, aber die Totalwerte der Wasserkräfte sind noch nicht auf die Berechtigten verteilt. Der Verteiler ist sehr kompliziert; er muss zusammen mit dem kantonalen Wasserrechtsamt vorgenommen werden und beansprucht viel Zeit. Das ist in Arbeit.

Herr Grossrat Dr. Messer hat die Motion des seinerzeitigen Grossrates Brodbeck, vom 3. September 1963, erwähnt, die am 14. November 1963 vom Rat als Postulat angenommen wurde; sie betrifft die Revision des Erbschafts- und Schen-

kungssteuergesetzes. Dieses Postulat ist nicht etwa abgeschrieben, trotzdem es im Bericht über die Finanzdirektion nicht enthalten ist. Nach Artikel 58 des Geschäftsreglementes hätte es aufgeführt werden sollen. Es beruht auf einem Versehen, dass das nicht geschehen ist. Wir bitten im Namen der Finanzdirektion um Entschuldigung. – Ob das Erbschafts- und Schenkungssteuergesetz in der nächsten Zeit revidiert werden soll, muss der Grosse Rat entscheiden, denn das ist ein politischer Entscheid. Im Jahr 1948 wurde eine Revisionsvorlage vom Volk mit starkem Mehr verworfen. Ein zweiter Revisionsversuch der Regierung und des Grossen Rates, in den Jahren 1958 und 1959, hatte keinen Erfolg; vor der zweiten Lesung musste die Vorlage vom damaligen Finanzdirektor Siegenthaler unter dem politischen Druck des Grossen Rates zurückgezogen werden. Es bedarf also eines politischen Entscheides Ihres Rates, bevor die Regierung über das Erbschafts- und Schenkungssteuergesetz im Sinne, wie es Herr Dr. Messer ausgeführt hat, einen Revisionsentwurf vorlegt.

Zu den nicht kotierten Aktien: Es verhält sich so, wie Herr Dr. Messer ausgeführt hat, dass die Aktien für die Erbschafts- und Schenkungssteuer unterschiedlich bewertet werden, je nachdem, ob es sich um kotierte oder nicht kotierte Aktien handelt. Das beruht auf Artikel 18 des Erbschaftssteuergesetzes. Dem Pflichtigen ist es anheim gestellt, welchen der Werte, die in Artikel 18 des Erbschafts- und Schenkungssteuergesetzes genannt werden, er versteuern will.

Herr Grossrat Probst beanstandet die amtliche Bewertung der Liegenschaften von Gemüseproduzenten im Seeland, weil Gewächshäuser, betonierte Treibbeete, Rüst- und Verpackungsräume usw. nicht nach landwirtschaftlichen Normen geschätzt worden sind. Die kantonale Steuerverwaltung hat sich an die Normen der kantonalen Schatzungskommission halten müssen. Die Betroffenen hätten aber das Recht gehabt, die Schatzungen anzufechten. Übrigens hat zwischen Herrn Grossrat Probst als Präsident des Verbandes der Gemüseproduzenten und der kantonalen Steuerverwaltung ein Schriftwechsel und eine persönliche Besprechung stattgefunden. Ich glaube, den Gemüseproduzenten geht es weniger um die finanzielle Seite der Neubewertung, als vielmehr um die rechtliche. Sie möchten der landwirtschaftlichen Gesetzgebung unterstellt bleiben und nicht als Gewerbetreibende taxiert werden. Entgegen der Auffassung der Gemüseproduzenten ist die Verwaltung der Auffassung, dass die Art und Weise der Einschätzung nicht massgebend sei dafür, ob sie noch der landwirtschaftlichen Gesetzgebung unterstellt bleiben sollen oder nicht. Über die grundsätzliche Frage, die Herr Probst aufgeworfen hat, müssen sich die Gemüseproduzenten mit den zuständigen Instanzen von Staat und Eidgenossenschaft auseinandersetzen.

Sodann beanstandet Herr Grossrat Probst, dass das Grundeigentum, das zur Kiesausbeutung verkauft wurde, aber im Eigentum des Verkäufers bleibt, amtlich bewertet wird. Der Erlös des Kieses muss gemäss Steuergesetz als Einkommen versteuert werden. Herr Probst erklärt, dass sich infolge der Progression dadurch bedeutend höhere Steuerbeträge ergäben. Dazu möchte ich persönlich bemerken, dass bei der heutigen grossen Nachfrage nach Kies derartige Ausbeutungen sehr oft die beste Goldgrube sind. Nach der Kiesausbeutung werden die Gruben oft mit Bauschutt aufgefüllt, und für diese Ablagerungen werden wieder bis zu Fr. 2.— pro Kubikmeter verlangt. Nachher kann das Land wieder bepflanzt oder überbaut werden. – Nun findet Herr Grossrat Probst, es sei nicht richtig, dass der Erlös für das verkaufte Kies, soweit er bankmässig angelegt wird, als Vermögen und der Zinsertrag als Einkommen versteuert werden muss. Das ist aber an sich, gemäss Steuergesetz, richtig. Das Grundstück befindet sich ja nach wie vor im gleichen Eigentum. Der Eigentümer muss die Liegenschaft einfach versteuern. Natürlich kommt es vor, dass ein solches Grundstück während einer gewissen Zeit einen sehr stark reduzierten Wert hat, zum Beispiel wenn sich die Ausbeutung über Jahre hinzieht, der Boden also für nichts weiter gebraucht werden kann als für Kiesausbeutung. Er muss dann trotzdem nach amtlichem Wert versteuert werden. Mir scheint aber, der amtliche Wert müsste dann entsprechend niedriger festgesetzt werden.

Herr Grossrat Krauchthaler äusserte sich zur Instruktion der Gemeindeschätzer. Der Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission hat erklärt, dass für die Hauptrevision der amtlichen Werte im ganzen Kanton 40 Schätzer eingesetzt werden mussten und sagte weiter, dass alle gründlich ausgebildet wurden. Es hätte zu weit geführt, dann auch noch die vielen Gemeindeschätzer in Kursen zu instruieren, was übrigens zu Lasten der Gemeinden gegangen wäre. Bei den rund 280 Gemeinden, in denen Übergangszonen auszuscheiden waren, wurden die Gemeindeschätzer durch die Experten der kantonalen Steuerverwaltung in ihre Aufgabe eingeführt. Da hat es an der Aufklärung nicht gefehlt. Daneben ist zu beachten, dass in vielen kleinen Gemeinden des Kantons Bern wenig nichtlandwirtschaftliche Grundstücke zu bewerten waren. Es hätte sich nach Auffassung der Finanzdirektion nicht wohl verantworten lassen, wenn die betreffenden Schätzer für die wenigen nichtlandwirtschaftlichen Grundstücke auch noch mit erheblichen Kosten in Expertenkursen ausgebildet worden wären, abgesehen davon, dass bei solchen Fällen immer nach Möglichkeit ein kantonaler ausgebildeter Schätzer beigezogen wurde.

Der amtliche Wert von Wäldern, die nach dem 1. Januar 1967 durch Windfall beschädigt wurden, ist nach Artikel 11 des Steuergesetzes nach dem Zustand vom 1. Januar 1969 festzustellen. Einen späteren, tieferen Wert auf den 1. Januar 1967 rückwirkend anzuwenden, erlaubt das Steuergesetz nicht (Art. 227). Die Schäden, die nach dem 1. Januar 1967 eingetreten sind, werden bei der nächsten amtlichen Bewertung berücksichtigt.

Herr Grossrat Zingg hat eine Anfrage in bezug auf die AHV/IV-Renten gestellt. Er hat mit einer schriftlichen Anfrage vom 17. September 1966 Auskunft über die Zahl der AHV/IV-Rentner gewünscht, die nach Abzug von Fr. 1000.— respektive Fr. 1800.— noch den Abzug, gemäss Artikel 39 des Gesetzes, beanspruchen konnten. Der Regierungsrat hat am 21. Oktober 1966 geantwortet, dass zu diesem Zwecke eine besondere Statistik

durchgeführt werden müsse. Diese ist im Gang. Nach Abschluss der Veranlagungsarbeiten 1967/68 wird Herr Grossrat Zingg die gewünschte Auskunft erhalten.

Herr Grossrat Imboden hat Auskunft darüber gewünscht, warum die Hypothekarkasse ihre Zinsen ebenfalls habe angleichen müssen. Ich nehme an, das beziehe sich auf erste Hypotheken. Die Zinsen mussten einfach im Zuge der allgemeinen Zinserhöhung angeglichen werden. Ich bin nicht Mitglied des Verwaltungsrates der Kantonalbank. Ich bitte Herrn Grossrat Imboden, sich an Herrn Grossrat Tschannen zu wenden, der Mitglied des Bankausschusses ist. Er wird sicher als Finanzspezialist erschöpfend Auskunft geben können.

Herr Grossrat Moser hat den Geschäftsabschluss der landwirtschaftlichen Schule Schwand verteidigt und darauf hingewiesen, dass sie gegenüber Rütti Fr. 70 000.— mehr Löhne aufweise und dass Schwand nicht mit einem Privatbetrieb verglichen werden könne. Dieser Vergleich ist bei keinem landwirtschaftlichen Betrieb von staatlichen Anstalten möglich, es sei denn, man würde die Berechnungsgrundlagen anpassen. Herr Moser hat darauf hingewiesen, dass Schwand zu Versuchszwecken mehr Personal anstellen müsse als ein Privatbetrieb benötigen würde. – Man müsste auch den Ertrag der Betriebe von landwirtschaftlichen Schulen anders bewerten, um mit Privatbetrieben vergleichen zu können.

Genehmigt.

Bernische Kreditkasse; Jahresrechnung 1966

(Beilage 21, Seite 5)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Ischi, Mitglied der Staatswirtschaftskommission. Ferner spricht dazu Grossrat Haltiner. Ihm antwortet Regierungsrat Blaser, Stellvertreter des Finanzdirektors, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Kantonalbank und Hypothekarkasse, Erhöhung des Dotationskapitals

(Beilage 21, Seite 5)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Ischi, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Landkauf in Zweisimmen

(Beilage 21, Seite 5)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Ischi, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Kapitalbeteiligung an der neu zu gründenden «Wankdorfplatz AG»

(Beilage 21, Seite 6)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Ischi, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Staatsbeitrag an Finanzausgleichfonds pro 1966; Nachkredit

(Beilage 22, Seite 4)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Ischi, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Beteiligung an der Bernischen Erdöl AG

(Beilage 23)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Michel (Meiringen), Mitglied der Staatswirtschaftskommission. Grossrat Schorer beantragt Rückweisung, Grossrat Winzenried beantragt Ablehnung des Kredites. Ferner spricht dazu Grossrat Mischler. Ihnen antwortet Regierungsrat Blaser, Stellvertreter des Finanzdirektors, worauf der Rückweisungsantrag Schorer mit grosser Mehrheit abgelehnt wird. Hierauf sprechen zu diesem Geschäft die Grossräte Dübi, Mischler, Staender, Stauffer (Gampelen), Haltiner, Hirt (Utzenstorf) und Grob. Ihnen antwortet Regierungsrat Blaser, worauf der Antrag der vorberatenden Behörde mit 102 Stimmen angenommen wird; auf den Ablehnungsantrag Winzenried entfallen 37 Stimmen.

Wahl von zwei kaufmännischen Mitgliedern des Handelsgerichtes für den Jura

Bei 148 ausgeteilten und 147 wieder eingelangten Wahlzetteln, wovon leer und ungültig 28, in Betracht fallend 119, also bei einem absoluten Mehr von 60 Stimmen werden im ersten Wahlgang gewählt:

Herr Alphonse Giovannini, St-Imier,
mit 118 Stimmen

Herr Alain-François Grisel, St-Imier,
mit 113 Stimmen.

Verwaltungsbericht der Direktion des Gesundheitswesens für 1966

Dürig, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Am 31. Juli haben Herr Kollega Dr. Schorer und der Sprechende die Gesundheitsdirektion besucht. In einer gründlichen Aussprache erörterten wir die Probleme die sich dieser Direktion stellen. Der Herr Gesundheitsdirektor und sein erster Sekretär, Herr Huber, beantworteten die an sie gerichteten Fragen. Dabei mussten wir feststellen, dass sich in dieser Direktion die zu lösenden Aufgaben laufend vermehren. Zur Zeit werden in dieser Direktion 14 Personen beschäftigt. Es werden sich aber, um all die Aufgaben lösen zu können, gewisse Personalvermehrungen aufdrängen.

Der Ausbildung von Krankenpflegepersonal wurde grosse Aufmerksamkeit geschenkt. Es fehlen immer noch eine wesentliche Zahl von Pflegerinnen, so dass auch in Zukunft alles unternommen werden muss, um diesem Mangel zu begegnen. So wurden an der Frauenschule Bern Vorbereitungskurse für Primarschülerinnen eingerichtet, damit auch aus diesen Kreisen Schwestern ausgebildet werden können. Diese Massnahme ist zu begrüssen, und es zeigt sich, dass hier noch geeignete Kräfte zur Verfügung stehen.

In den meisten Krankheitsfällen, spielt eine gute Betreuung des kranken Menschen die grösste Rolle. Dies hilft oft mehr als manche Medizin.

Wir haben uns erkundigt, ob für das Spitalpersonal Pensionskassen bestehen. Das Bezirksspital hat eine eigene Pensionskasse. Das Personal des Bezirksspitals Thun ist der Versicherung des Verbandes bernischer Gemeinden angeschlossen. Im Bezirksspital Interlaken besteht ebenfalls eine Pensionskasse beim Verband bernischer Gemeinden, dazu eine Kapitalversicherung bei der Basler Versicherungsgesellschaft und eine Sparkasse für Ledige. In Burgdorf ist das Personal der Pensionskasse der Stadt Burgdorf angeschlossen. In Langenthal besteht eine Gruppenversicherung bei der Rentenanstalt, in Delsberg eine Gruppenversicherung mit der Providenzia. In Pruntrut hat man sich der Pensionskasse des städtischen Personals anschliessen können. In Langnau besteht eine Gruppenversicherung bei der Rentenanstalt, und es bestehen weitere Versicherungsmöglichkeiten. Im Tiefenauspital besteht der Anschluss an die städtische Pensionskasse, ebenfalls im Ziegler-Spital. – Es ist sicher nötig, dass für das Pflegepersonal auch im Alter gesorgt wird, und es ist zu begrüssen, dass in der Richtung wesentliche Fortschritte zu verzeichnen sind. Es fragt sich aber, ob nicht auf dem Gebiet eine bessere Koordination erfolgen sollte.

Auf Seite 74 des Berichtes steht, welche Baubeiträge ausgerichtet werden. Sie sind wesentlich über dem Durchschnitt von 50 Prozent.

Wir haben auch über die Alkoholentwöhnungskuren gesprochen. Leider müssen die Alkoholgefährdeten diese Entwöhnungskuren, wenn sie sich dazu entschliessen können, in psychiatrischen Kliniken vornehmen. Das verursacht immer wieder Schwierigkeiten, weil Leute, die an sich bereit wären, sich einer solchen Kur zu unterziehen, es als herabwürdigend erachten, sich in eine psychiatrische Klinik begeben zu müssen. Die Gesundheitsdirektion hofft, dass es gelingen werde, Entwöhnungskuren auch in Spitälern durchzuführen.

Ein wesentliches Problem für die Gesundheitsdirektion bilden die Verhandlungen mit den Bezirksspitälern und Krankenkassen. Die wesentlich angestiegenen Kosten der Spitäler werden von den Krankenkassen nur noch zu einem Teil getragen. Vertragsabschlüsse mit Krankenkassen sind daher kaum mehr möglich. Wir hoffen, dass Verbesserungen erzielt werden können.

In unserer Universitätsklinik (Inselspital) kommt der Pflegetag im Durchschnitt auf Fr. 105.— zu stehen, im Frauenspital betrugen im Jahr 1966 die Kosten durchschnittlich Fr. 66.70. Da drängen sich Lösungen auf, denn der kleinste Teil unserer Bürger ist in der Lage, so hohe Krankenpflegekosten aus eigener Kraft zu tragen. Wenn wir ein gesundes Volk haben wollen, müssen wir mit öffentlichen Mitteln die Spitalkosten so stark reduzieren, dass sich auch der kleine Mann in Spitalpflege begeben kann, ohne sich finanziell zu ruinieren.

Im Jahr 1966 hat die Gesundheitsdirektion mit der Grundlagenforschung für die Spitalplanung begonnen. Im Mai dieses Jahres hat sie dem Regierungsrat einen umfassenden Bericht hierüber abgeliefert. Die Streuung der Spitäler ist im Kanton Bern nicht unzweckmässig. Es geht darum, die Patienten richtig auf die verschiedenen Spitäler zu verteilen. Hierzu müssen die nötigen Vorschläge vorhanden sein. Die Grundlagen liegen jetzt vor, und es ist Sache der Gesundheitsdirektion, ihre Schlüsse zu ziehen und der Regierung und dem Grossen Rat Anträge zu unterbreiten. Diese sind auf die Novembersession in Aussicht genommen.

Ein weiteres Problem ist die Anstellung eines hauptamtlichen Kantonsarztes. Es erweist sich je länger je mehr als grosser Mangel, dass wir im grossen, vielgestaltigen Kanton immer noch keinen hauptamtlichen Kantonsarzt haben, nicht einmal einen nebenamtlichen. Ich kenne ausser der Gesundheitsdirektion keine andere Direktion, die nicht über Fachleute verfügen würde. Die sich bei der Gesundheitsdirektion stellenden Probleme erfordern einfach die ständige Mitwirkung eines Fachmannes. Insbesondere auch bei der Bearbeitung der Spitalplanung sollte ein hauptamtlicher Kantonsarzt mitwirken. Wenn die Grundlagen für dessen Anstellung fehlen, muss das nötige Begehren an den Grossen Rat gestellt werden.

Bei all den Fragen geht es um die Gesunderhaltung unseres Volkes. Die öffentliche Hand muss alles tun, diese zu gewährleisten. Der Gesundheitsdirektion stehen grosse Aufgaben bevor. Es sind ihr daher die nötigen Fachleute zur Verfügung zu stellen. Da ist der Grosse Rat mitverantwortlich. Von der Regierung erwarten wir aber entsprechende Vorschläge, auch über die finanziellen Konsequenzen.

Abschliessend danke ich dem Gesundheitsdirektor und seinem Personal bestens für die im Berichtsjahr geleistete Arbeit. Ich danke auch den Ärzten, dem Pflegepersonal in den Spitälern, in den Heil- und Pflegeanstalten und allen Helfern und Helferinnen, die sich für die kranken Menschen eingesetzt haben, herzlich.

Im Namen der Staatswirtschaftskommission beantrage ich Ihnen, den Verwaltungsbericht gutzuheissen.

Aegerter. Auf Seite 67, Abschnitt «Förderung der Krankenpflege» lesen wir: «Im Berichtsjahr fanden mehrere Konferenzen mit den Oberinnen der kantonal-bernischen Pflegerinnenschulen statt, mit dem Zweck, Massnahmen zur Behebung des Mangels an Pflegepersonal vorzubereiten, beziehungsweise zu ergreifen.» Im Blick auf den in den Spitälern herrschenden Mangel an Krankenschwestern kommt dem Problem der Ausbildung von Pflegepersonal grosse Bedeutung zu. Welche Massnahmen gedenkt der Gesundheitsdirektor zur Behebung dieses Personalmangels zu ergreifen, und wie beurteilt er die Lage? In wenigen Jahren wird das neue Inselspital bezugsbereit sein. In Spitalkreisen fragt man sich, ob man das nötige Personal finden werde. Man stellt jetzt da und dort Finanzpläne auf. Es wäre zu überlegen, ob man nicht ein Budget über die Arbeitskräfte erstellen sollte.

Wie steht es mit den Vorarbeiten für das neue Betriebsbeitragsgesetz, und wie steht es mit dem Vertrag der Spitäler mit den Krankenkassen?

Auf Seite 78 wird die psychiaterische Krankenpflege erwähnt und gesagt, die Frage des Anschlusses dieses Pflegepersonals an das Schweizerische Rote Kreuz sei immer noch pendent und man stehe in Verhandlungen. Glaubt der Gesundheitsdirektor, dieser Anschluss an das Rote Kreuz sei vorteilhaft? Dieses geht in Ausbildungsfragen bekanntlich ziemlich selbstherrlich vor und steht mitunter im Gegensatz zu den Auffassungen von prominenten Medizinern und Spitalfachleuten.

Zum Schluss stelle ich fest, dass zwischen der Gesundheitsdirektion und den Spitälern ein ganz ausgezeichnetes Einvernehmen herrscht.

Stähli. Aus dem Bericht sieht man, dass Bestrebungen im Gange sind, die Gesundheitsdirektion personell auszubauen. Ich unterstütze das, denn diese Direktion steht vor grossen Aufgaben, die sie nur mit einer genügenden Zahl qualifizierter Mitarbeiter lösen kann. – In der Maisession, an der ich zum Teil nicht teilnehmen konnte, ergab sich eine grosse Spitaldebatte und es zeigte sich, dass ein neues Betriebsbeitragsgesetz dringend nötig ist. Der Vorredner hat gefragt, auf wann das zu erwarten sei. Ich nehme an, dass die Vorbereitung des Betriebsbeitragsgesetzes noch längere Zeit brauche. Daher ist eine Übergangslösung nicht zu umgehen. Eine entsprechende Vorlage war für diese Session in Aussicht genommen. Aber die Zeit reichte leider doch nicht. Verschiedene Spitäler sind trotz weitester Selbsthilfemassnahmen in eine katastrophale Finanzlage geraten. Biel hat die Taxen in einem Ausmass erhöhen müssen, dass die Patienten es vorziehen, in das schon überlastete Inselspital zu gehen. Welche Sofortmassnahmen sind in Aussicht genommen, damit nicht aus finanziellen Gründen einzelne Spitalabteilungen geschlossen werden müssen? Ich bitte, das nicht als Drohung aufzufassen, aber es ist so, dass sich unser Spital vor die bittere Notwendigkeit gestellt sehen könnte, diese fast unverantwortliche Massnahme zu ergreifen. – Für die Ausrichtung von Beiträgen besteht ein gutes Gesetz. Der Staat richtet Subventionen von ca. 60 Prozent aus. Die Zeit der Auszahlung hängt allerdings von den verfügbaren Mitteln des Kantons ab. Es ergeben sich Verzögerungen, so dass die Spitäler gezwungen sind, teure Baukredite zu beanspruchen. Ich bitte, im kommenden Budget die Subventionen für Spitalbauten so anzusetzen, dass die Spitäler möglichst nicht Baukredite aufnehmen müssen.

Es wurde auf die Verhandlungen zwischen den Krankenkassen und den Spitälern hingewiesen. Das Bezirksspital Biel hätte als Testfall dienen sollen. Trotz gegenseitigem guten Willen ist einfach keine Einigung möglich gewesen. «Sie konnten zusammen nicht kommen, das Wasser war viel zu tief.» In unserem Fall konnten die Partner nicht zusammenkommen, weil die Differenz zwischen dem, was die Krankenkassen im Maximum leisten können und dem, was die Spitäler haben müssten, zu gross ist. Wir haben in unserem Spital seit Ende April den vertragslosen Zustand. Das hat sehr unangenehme Konsequenzen für die Fürsorgebehörden der Stadt. Für die obligatorisch Versicherten – wir haben das Teilobligatorium – haben wir eine Übergangslösung treffen können; aber wir können sie nicht ständig erneuern. Auf wann glaubt die Regierung für das Bezirksspital Biel und für die Krankenkassen den Tarif festsetzen zu können?

Stoller. Ich muss leider wie letztes Jahr auch in diesem Jahr auf ein leidiges Problem hinweisen. Die ärztliche Versorgung, besonders in den Peripheriegemeinden des Kantons, lässt sehr zu wünschen übrig. Der Gesundheitsdirektor ist im Bild. Er wird sagen, es stünden zu wenig Schweizer Ärzte zur Verfügung. Unsere Gemeinde, die im Sommer ebensoviele Fremde zu beherbergen hat, wie Einwohner vorhanden sind, hat keinen Arzt. Sie ist auf Frutigen angewiesen. Wir hätten einen sehr gut ausgewiesenen ausländischen Arzt erhalten können, die Bewilligungspraxis wurde aber infolge der Haltung der Ärztegesellschaft verweigert. Auch die Gesundheitsdirektion hat nicht viel ausrichten können. Ich bin nicht der Auffassung, dass man mit der Erteilung von Patenten an Ausländer grosszügig sein soll, aber in Ausnahmefällen wäre sie eben nötig. Die Gesundheitsdirektion sollte in prekären Lagen die Möglichkeit haben, einem Ausländer eine Ausnahmebewilligung zu erteilen. Das könnte im neuen Gesundheitsgesetz geordnet werden.

Ueltschi. Auf Seite 68 des Verwaltungsberichtes ist von der straflosen Unterbrechung der Schwangerschaft die Rede. Es ist nicht das erstemal, dass wir über dieses heikle Thema diskutieren. Dem Bericht entnehme ich, dass im Jahre 1965 1785 Gesuche, im Jahr 1966 1745 Gesuche um straflose Unterbrechung gestellt wurden. Der Bericht spricht sich nicht darüber aus, wieviele Gesuche bewilligt wurden. Wir wissen nur, dass Regierungsrat Blaser eine sehr restriktive Praxis einführte, im Gegensatz zur früheren Praxis, die larger war. Wieviele Gesuche wurden im Jahr 1966 und wieviele wurden im ersten Halbjahr 1967 bewilligt? Ich bitte auch um Angabe der Indikationen, die die straflose Unterbrechung der Schwangerschaft ermöglichten. Wir wissen, dass bei der jetzigen Praxis aus eugenetischen und sozialen Gründen keine Unterbrechungen stattfinden sollen.

Schädelin. Auf Seite 69 des Verwaltungsberichtes finden wir Bemerkungen über die Pocken-

schutzimpfung. Nach Angabe der Regierungsstatthalterämter seien im Jahre 1966 nur ganz wenige freiwillige, unentgeltliche Pockenschutzimpfungen vorgenommen worden. Man vermutet, es werde in den Privatpraxen der Ärzte anders aussehen. – Die Gesundheitskommission der Stadt Bern ist wegen der Pockengefahr beunruhigt. Wenn kaum ein Viertel der Bevölkerung gegen Pocken geimpft ist, besteht die Gefahr von Epidemien. Die Pocken sind nicht ausgestorben. Diese Krankheit kann durch Flugpassagiere jederzeit eingeschleppt werden. Irgendwo in Europa kann plötzlich das schreckliche Unglück über unseren Kontinent kommen, und es könnte auch die Schweiz treffen. Ich weiss, dass die nächste Sanitätsdirektorenkonferenz die Impfung gegen Tetanus und Diphtherie behandeln wird. Über Pocken wird leider nicht gesprochen. Die Gesundheitskommission der Stadt Bern hält die Frage für derart akut, dass man es sich nicht leisten darf, jedes Jahr im Verwaltungsbericht bloss festzustellen, es werde fast niemand mehr geimpft. Der Gesundheitsdirektor sollte sich der Sache annehmen, sie eventuell mit der Sanitätsdirektorenkonferenz besprechen; sie kann unter Umständen einmal für die Volksgesundheit von entscheidender Bedeutung werden.

Stalder. Auch im letzten Jahr war die Gesundheitsdirektion unter starkem Arbeitsdruck. Ich mache auf das Problem der Überalterung aufmerksam. Viele alte Leute wissen nicht wo unterkommen, besonders solche, die aus Spitälern entlassen werden. Früher konnten sie bei den Kindern wohnen; in den modernen Wohnungen ist das auch bei gutem Willen der Jungen praktisch kaum mehr möglich. Darüber könnte Kollege Bärtschi aus Heiligenschwendi einiges erzählen. Die Gesundheitsdirektion muss das Problem in Verbindung mit der Fürsorgedirektion lösen. Aber dazu muss sie das nötige Personal haben. Vorerst ist also ein neues Organisationsdekret für die Gesundheitsdirektion nötig. Der Gesundheitsdirektor sollte nicht fast Tag und Nacht arbeiten müssen; wir haben ihn nicht gewählt, dass er auf seiner Direktion krank wird.

Mäder. Auf allen Sektoren herrscht Personalmangel. Am schlimmsten steht es beim Pflegepersonal. Was gedenkt der Gesundheitsdirektor vorzukehren? In verschiedenen Kliniken ist es nicht mehr möglich, die vereinbarte Freizeit zu gewähren. Zum Teil herrschen Zustände, die untragbar werden.

Sutermeister. Wir haben gehört, dass in den Grenzgemeinden Mangel an Ärzten besteht. Ich bitte, die Lösung zu erwägen, die in Graubünden und Tessin getroffen wurde, indem in abgelegenen Ortschaften ein halbstaatlicher Arzt angestellt wird, der von Gemeinde und Kanton ein existenzsicherndes Fixum erhält. Das wäre eine bessere Lösung als ausländische Ärzte anzusiedeln, während das Ausland nicht Gegenrecht hält.

Wir hörten, dass ein Kantonsarzt dringend benötigt wird. Es hat sich einer gemeldet, der wollte Fr. 60 000.—. Ich habe mich damals auch gemeldet und habe keine Antwort erhalten. Ich habe eine Interimslösung vorgeschlagen, eine halbamtliche Stelle, und ich wäre bereit gewesen, mich einzusetzen. Nun frage ich den Regierungsrat: Was ist mit meinem Gesuch eigentlich passiert?

Blaser, Direktor des Gesundheitswesens, Berichterstatter des Regierungsrates. Vorerst danke ich herzlich für die Anerkennung, die der Vertreter der Staatswirtschaftskommission ausgesprochen hat. Ich werde diesen Dank an meine Mitarbeiter weitergeben.

Herr Aegerter hat sich mit der Rekrutierung von Pflegepersonal befasst. Das war tatsächlich das erste Problem, das mich bei meinem Amtsantritt sehr intensiv beschäftigte. Ich habe die Oberinnen der sieben Pflegeschulen des Kantons zusammengerufen, und es werden periodisch Konferenzen durchgeführt. Die Oberinnen haben sich mit dem Problem der Rekrutierung von Pflegepersonal zu befassen.

Ende 1965 waren 590 Lernschwestern in Ausbildung. Im Jahr 1965 erfolgten 213, im Jahr 1966 272 Neuaufnahmen, also bedeutend mehr als im Vorjahr. Im Jahr 1966 waren total 862 Pflegerinnen in Ausbildung begriffen, gegenüber 638 im Jahr 1965; das sind 224 Pflegerinnen mehr. Im Jahr 1966 waren also bedeutend mehr Pflegerinnen in Ausbildung als im Vorjahr. Wir hoffen, diese Zahlen weiter steigern zu können. Dabei fragt es sich, ob es uns gelingen wird, im Kanton Bern das nötige Lehrpersonal aufzutreiben. Sodann kann man nicht einfach irgendwo im Kanton Bern eine neue Schwesternschule eröffnen. Sie muss in erster Linie mit einem Spital koordiniert werden. Geographische Gegebenheiten, Rekrutierungsmöglichkeiten und Verkehrsverbindungen sind zu berücksichtigen. – Der Kanton Bern war der erste, der den sogenannten Halbjahreskurs und nachher den Jahreskurs für ehemalige Primarschülerinnen einrichtete, der durch die Frauenschule Bern durchgeführt wird. Dort laufen vier Parallelklassen zu je 25 Schülerinnen, die einen Vorkurs für die Pflegerinnenschule absolvieren. Die Anmeldung erfolgt durch die Pflegerinnenschule selbst, und die Schülerinnen verpflichten sich, nachher in die Pflegerinnenschule einzutreten, sofern nicht widrige Umstände sie am Eintritt verhindern. Andere Kantone haben das noch nicht eingeführt. Angesichts des grossen Andranges zu diesen Jahreskursen, die ohne die geringste Propaganda zustande kamen, glauben wir den Pflegerinnenmangel im Kanton Bern beheben zu können, vorausgesetzt, dass wir auch das Lehrpersonal finden und wir die nötige Anzahl Stationsspitäler haben, da die Schülerinnen praktisch ausgebildet werden. Ich hoffe, dass unter den 33 Bezirksspitälern und den 10 Privatkliniken, die neben dem Insel- und dem Frauenspital bestehen, die Möglichkeit geboten sei, die nötige Anzahl Stationsspitäler für diese Ausbildung zu bezeichnen.

Ich kann nicht garantieren, dass wir nach Beendigung der Bauarbeiten in der Insel sofort alles nötige Personal haben werden. – In der Insel ist man nicht gewillt, eine eigene Pflegerinnenschule zu eröffnen, obwohl das die Gesundheitsdirektion sehr begrüssen würde.

Herr Aegerter hat weiter gefragt, wie weit das Beitragsgesetz gediehen sei und wie es mit den Verhandlungen zwischen Spitälern und Kranken-

kassen stehe. Über diese beiden Fragen werde ich bei der Behandlung der Motion Bircher Auskunft geben. Ich nehme an, Herr Aegerter sei einverstanden.

Zur Frage der Anerkennung des psychiatrischen Pflegepersonals durch das Rote Kreuz: Die Gesundheitsdirektion und die Sanitätsdirektorenkonferenz fördern dies sehr stark. Vom Pflegepersonal wird diese Anerkennung gewünscht, weil ihm dann ganz andere Möglichkeiten offen stehen, abgesehen davon, dass das Schweizerische Rote Kreuz mit der Anerkennung des psychiatrischen Pflegepersonals automatisch zu Beiträgen an die Pfleger- und Pflegerinnenschulen verpflichtet ist. In der Sache besteht also auch ein finanzielles Interesse. Ich habe mir erlaubt, an der Generalversammlung des Schweizerischen Roten Kreuzes in Biel, vor nicht langer Zeit, darauf aufmerksam zu machen, es sei leider so, dass der Bundesrat seinerzeit dem Schweizerischen Roten Kreuz allein die Kompetenz und den Auftrag erteilt habe, Vorschriften über die Schulung von Pflegepersonal zu erlassen und dass also die schweizerische Sanitätsdirektorenkonferenz dazu nichts zu sagen habe, dass die Sanitätsdirektoren aber gegenüber dem Volk die politische Verantwortung für den Mangel an Pflegepersonal tragen. Es wird dann nämlich nicht das Rote Kreuz angeklagt, sondern die Sanitätsdirektoren, und ihre Direktionen werden beschuldigt, dem Mangel nicht abgeholfen zu haben. Ich bin in Biel immerhin auf so viel Verständnis gestossen, dass die Sanitätsdirektorenkonferenz seither mit dem Roten Kreuz einen Schriftenwechsel hat, in welchem das Problem intensiverer Zusammenarbeit zwischen dem Roten Kreuz und der Sanitätsdirektorenkonferenz behandelt wird. Ansätze sind also vorhanden. Die Sanitätsdirektorenkonferenz ist nun neu, was bisher nie der Fall war, mit zwei Mitgliedern in der Gruppe Schulkommission im Schweizerischen Roten Kreuz vertreten, und wir werden in Zukunft auch Vertreter des Schweizerischen Roten Kreuzes zur Teilnahme an gewissen Besprechungen der Sanitätsdirektorenkonferenz einladen.

Herr Grossrat Stähli wünscht den personellen Ausbau der Gesundheitsdirektion. Wir sind daran, dies zu tun. Wir brauchen aber nicht in erster Linie Kanzlistinnen, sondern Leute, die imstande sind, ein Problem umfassend zu bearbeiten und darüber ein Exposé mit Vorschlägen zu unterbreiten. Gerade diese Leute sind dünn gesät. Seit anderthalb Jahren suchen wir auf der Fürsorgedirektion für Herrn Dr. Brägger vergeblich einen Nachfolger.

Dann hat sich Herr Grossrat Stähli über den Stand des Betriebsbeitragsgesetzes erkundigt. Ich bitte ihn, bei der Beantwortung der Motion Bircher anwesend zu sein; dort werde ich erschöpfend Auskunft geben. Ich werde auch die Frage einer Übergangslösung behandeln. Auch die Frage, wann der Tarif für das Bezirksspital Biel und die Krankenkassen festgesetzt wird, werde ich bei Behandlung der Motion Bircher beantworten.

Herr Grossrat Stoller wünscht die Sicherung der ärztlichen Betreuungen im Berggebiet. – Gegenwärtig wird die Berufsausübungsbewilligung für Ärzte gemäss der Gesetzgebung auf Grund eines eidgenössischen Diploms erteilt. Die Bewilligung zur Berufsausübung kann gemäss geltendem Gesetz nur an Schweizerbürger erteilt werden, nicht an Ausländer. Das Problem der ärztlichen Versorgung in abgelegenen Gebieten beschäftigt uns sehr. Schon verschiedentlich haben Gemeinderäte auf unserer Direktion vorgesprochen und gesagt, seit so und so langer Zeit habe man keinen Arzt. Nun können wir erfreulicherweise darauf hinweisen, dass der Nachwuchs an schweizerischen Ärzten stark zugenommen hat. Seit 1956/57 hat sich die Zahl der schweizerischen Medizinstudenten, ohne die Studenten der Zahnheilkunde, ohne die Veterinärmedizin und ohne die Pharmazeutik, annähernd verdoppelt. Damals hatten wir 1795 Medizinstudenten, 1961/62 deren 2133, und diese Zahl stieg bis 1965/66 sukzessive auf 3403. Damit ist natürlich nicht gesagt, dass die ärztliche Versorgung in den Mangelgebieten sichergestellt sei. Wir überprüfen gegenwärtig, ob eine Notlösung zu treffen sei, ähnlich derjenigen, welche für Zahnärzte besteht. Aber hiezu braucht es die positive Mitwirkung der bernischen Ärzteschaft. Ich will natürlich nicht riskieren, dass wir bei Vorlage eines neuen Gesundheitsgesetzes aus den gleichen Gründen wie vor 10 bis 15 Jahren auf den energischen Widerstand der bernischen Ärzteschaft stossen. Ich glaube, dass wir das Hauptgewicht auf die Förderung des Nachwuchses bei der Ärzteschaft legen müssen. Gegenwärtig praktizieren nur zwei ausländische Ärzte in abgelegenen Gebieten, einer in Mürren, wo kein Schweizer Arzt aufzutreiben war, und einer in St. Immer. Ich kann Herrn Stoller versichern, dass wir dem Problem alle Beachtung schenken, und zwar nicht nur in Form platonischer Erklärungen.

Wann ein neues Gesundheitsgesetz kommt, hängt davon ab, bis wann die Grundlagenforschung, deren Ergebnis wir im Mai dem Grossen Rat auf den September versprochen haben, vorhanden ist. Die Grundlagen besitzen wir zwar jetzt in Form eines dicken Buches, aber dieses Material muss noch verarbeitet werden. Erst wenn dies erfolgt ist, können wir sagen, wann das neue Gesundheitsgesetz vorgelegt werden kann. Dass bei der Grundlagenforschung, die tausende von Zahlen über den Kanton Bern bringt, ein Kantonsarzt mitwirken muss, ist selbstverständlich. Ich kann leider keinen Termin nennen; Herr Grossrat Stoller möge mir das nicht übel nehmen.

Herr Grossrat Ueltschi möchte die Zahl der straflosen Schwangerschaftsunterbrechungen für das erste Halbjahr 1967 vernehmen. Die können wir leider nicht geben, denn die Zusammenstellung der Zahlen verursacht grosse Arbeit. Hingegen haben wir die Zahl für 1966. Im Rechenschaftsbericht ist nur die Zahl der eingereichten Gesuche erwähnt. Von den 1745 Gesuchen stammen 995 von Verheirateten, 750 von Ledigen. 192 Gesuche wurden der psychiatrischen Polyklinik zur Begutachtung überwiesen (112 von Verheirateten, 80 von Ledigen). Von den 1745 Begutachtungsfällen ergaben deren 1017 einen psychiatrischen Befund, und nur bei 87 Fällen ergab sich ein medizinischer oder chirurgischer Befund. Abgelehnt wurden auf psychiatrischer Seite 363 Gesuche, auf medizinisch-chirurgischer Seite 10 Gesuche. Es ist eine Zeiterscheinung, dass über 90 Prozent aller Gesuche – wir verfassten darüber vor zwei Jahren eine Ar-

beit – mehr oder weniger psychiatrischen Hintergrund haben. Im Vordergrund stehen da soziale Indikationen. Man glaubt oft, wenn eine Ehe zerrüttet sei und ein weiteres Kind in Aussicht stehe, dass durch Unterbrechung der Schwangerschaft die Zerrüttung saniert sei, was aber in den wenigsten Fällen zutrifft. – In diesem Zusammenhang weise ich darauf hin, dass wir eine Fürsorgerinnenstelle geschaffen haben, und zwar aus folgendem Grunde: Nach schweizerischem Zivilgestzbuch wäre der ledigen Mutter genügend Schutz gewährt, wenn sich die Vormundschaftsbehörden landauf und -ab der ledigen Mutter und ihres Kindes annähmen, wie es das Zivilgestzbuch vorschreibt, wonach überhaupt jede uneheliche Geburt in den Zuständigkeitskreis der Vormundschaftsbehörde fällt. Aber es laufen viele ledige Mütter im Lande herum, mit deren Kümmernissen sich nie eine Vormundschaftsbehörde befasst hat. Wenn die Vormundschaftsbehörden landauf und -ab gegenüber den ledigen Müttern und ihren Sorgen ihre Pflicht erfüllen würden, brauchten wir keine Fürsorgerinnenstelle. Wir mussten diese schaffen, weil die genannte Pflicht vielerorts nicht erfüllt wird. Die Fürsorgerin amtet seit anfangs 1967. Vorher hat sie das Amt einer Sekretärin des Kantonsarztes ausgeübt. Sie hat bisher 71 Fälle behandelt. Davon wurden ihr 33 vor der Begutachtung der Schwangerschaft durch den Arzt zugewiesen, und nach der Begutachtung 38 Fälle. Von diesen 71 Fällen haben die Schwangeren das Kind in 47 Fällen ausgetragen; die Unterbrechung erfolgte in 24 Fällen. Es ist anzunehmen, dass, wenn die Fürsorgestelle nicht geschaffen worden wäre, die Schwangerschaft in allen 71 Fällen unterbrochen worden wäre. – Die Fürsorgerin hat eine sehr umfangreiche Arbeit zu erfüllen. Es hat sich rasch gezeigt, dass sie diese auf die Dauer nicht allein bewältigen kann. Uns schwebt als Idealfall die Lösung des Kantons Basel-Stadt vor, wo ein Symposium zuständig ist, bestehend aus Arzt, Eheberater, Fürsorger, Seelsorger usw., also vier bis fünf Personen, die jedes Gesuch von Schwangerschaftsunterbrechung behandeln. Wenn, wie es im Kanton Bern der Fall ist, ein Begutachter allein entscheidet, ist es oft so, dass, wenn er die Unterbrechung befürwortet, die Arztrechnung bald bezahlt wird, dass er aber nicht so viel verlangen darf, wenn er einen abschlägigen Entscheid fällt, und dann hat er nachher sogar die grösste Mühe, die Forderung einzutreiben.

Herr Grossrat Schädelin erkundigt sich über Pockenschutzimpfungen. Das wird künftig in den Aufgabenkreis des hauptamtlichen Kantonsarztes fallen. Sobald man in der Presse von Pocken nichts mehr liest, wird die Bevölkerung in bezug auf Präventivmedizin grenzenlos liederlich. Wenn dann durch ein Flugzeug die Pocken eingeschleppt würden, könnte die grösste Katastrophe entstehen. Ähnlich verhält es sich bei Tuberkulose. Man ist allgemein der Meinung, die sei sozusagen ausgerottet, es habe keinen Sinn, sich dagegen zu wappnen.

Herr Grossrat Stalder weist auf das Problem der Überalterung hin. Dies beschäftigt die Fürsorgedirektion und betrifft natürlich auch die Lastenverteilung. Wir haben das Problem mit der Fürsorgedirektion besprochen und gefragt: Sollen wir entsprechend der Finanzlage des Staates den Bau von Alterssiedlungen, Altersheimen und Pflegeheimen abbremsen, wie es zum Beispiel für den Bau von Turnhallen geschehen ist? Wir gelangten zur Auffassung, dass wir damit nur erreichen würde, dass die Akutspitäler noch viel mehr als bisher mit alterskranken und chronischkranken Patienten belegt werden, die gar nicht dorthin gehören. In den Akutspitälern bezahlt man Pflegetaxen bis zu Fr. 105.— im Tag, in grossen Bezirksspitälern Fr. 60.— bis Fr. 70.—. Dabei haben wir sieben Asyle Gottesgnad, die heute noch mit Pflegetagskosten von Fr. 17.50 bis Fr. 18.— arbeiten. Es wäre am falschen Ort gespart, wenn wir die Errichtung von Heimen und Anstalten für alte Leute abbremsen würden, denn das hätte nur eine starke Vermehrung der Ausgaben für die Akutspitäler zur Folge.

Zur Frage des neuen Organisationsdekretes der Gesundheitsdirektion: Wir werden diesen Entwurf vorlegen, wenn wir einen hauptamtlichen Kantonsarzt haben.

Auch Herr Mäder erkundigt sich über die Rekrutierung von Pflegepersonal. Darüber habe ich Ausführungen gemacht. Ich habe mir auch überlegt, ob man nicht etwas Ähnliches einführen sollte wie der Kanton Zürich. Dort hat die Gesundheitsdirektion an die Studentenschaft einen Aufruf erlassen, sich für einige Zeit für Arbeiten in Altersheimen und Heil- und Pflegeanstalten zur Verfügung zu stellen. Prompt hat sich eine grosse Zahl von Studenten gemeldet, die auf ihre Ferien verzichtet haben, um in einer Heil- und Pflegeanstalt oder in einem Altersheim praktische Erfahrungen zu sammeln. Ich habe mit Studenten und Studentinnen gesprochen, die sich zur Verfügung gestellt haben und sie über ihre Erfahrungen befragt. – Es liegt in der Natur der Sache, dass die Rekrutierung von Pflegepersonal für Altersheime und Heil- und Pflegeanstalten bedeutend schwieriger ist als die Rekrutierung von Pflegepersonal für Akutspitäler, dies aus einem psychologischen Grunde. Im Akutspital sieht die Pflegerin manchen Patienten gesund hinausgehen. Im Chronikerspital und Altersheim sieht die Pflegerin nur, wie lange es geht, bis der Patient stirbt. Von Gesundwerden ist dort keine Rede. Das ist der Grund für die Schwierigkeit.

Herr Grossrat Sutermeister hat einen sehr interessanten Vorschlag gemacht, nämlich, es sei in Grenzgemeinden ein halbamtlicher Arzt, mit Fixum, einzustellen. Diese Frage haben wir noch nicht geprüft. Ich nehme die Anregung entgegen und werde Herrn Sutermeister zu gegebener Zeit vom Ergebnis der Prüfung Kenntnis geben.

Warum er auf seine Anmeldung für die Kantonsarztstelle keine Antwort erhalten hat, will ich Herrn Sutermeister nicht vor dem Grossen Rat, sondern unter vier Augen sagen. Diese Anfrage gehört ins Büro des Gesundheitsdirektors.

Genehmigt.

Bezirksspital Niederbipp, Spitalneubau; Beitrag an die Mehrkosten

(Beilage 21, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Dürig, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Kinderspital Wildermeth, Biel; Nachsubventionen

(Beilage 21, Seite 3)

Namens der vorberatenden Behörde referiert über dieses Geschäft Grossrat Dürig, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Asyl Gottesgnad, Biel-Mett; Einrichtungsbeitrag

(Beilage 21, Seite 3)

Namens der vorberatenden Behörde referiert über dieses Geschäft Grossrat Dürig, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Asyl Gottesgnad, St. Niklaus; Baubeitrag

(Beilage 21, Seite 4)

Namens der vorberatenden Behörde referiert über dieses Geschäft Grossrat Dürig, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Schluss der Sitzung um 12 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Neunte Sitzung

Mittwoch, den 13. September 1967, 14.15 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 164 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Achermann, Barben, Blaser (Zäziwil), Braunschweig, Burri (Bern), Droz, Fafri, Favre, Flückiger, Freiburghaus (Laupen), Geissbühler (Madiswil), Gigandet, Graber, Graf, Grimm, Gullotti, Hächler, Homberger, Iseli, Kautz, Kohler, Leuenberger, Martignoni, Mischler, Nahrath, Oeuvray, Roth (Münsingen), Roth (Urtenen), Schweizer (Bern), Schweizer (Wattenwil), Trachsel, Winzenried, Wisard, Würsten, Zuber; unentschuldigt abwesend ist Herr Guggenheim.

Postulat des Herrn Grossrat Eggenberg — Weiterbetreuung schwer geschädigter Kinder

(Siehe Seite 370 hievor)

Eggenberg. Seit langer Zeit hat der Staat erkannt, dass die Mittel für die Ausbildung der Jugendlichen gut angelegt sind. Dort haben wir aber die Massstäbe verschoben. Wir haben unsere Augen vor allem auf die körperlich und geistig normalen Kinder gerichtet und die Ausbildung der behinderten etwas vernachlässigt. Glücklicherweise hat die Privatinitiative die Lücke zu schliessen versucht. In meinem Postulat erwähne ich die Heime Rossfeld, Aarhus, Heim Marienstrasse und Mätteli. Diese Heime beschäftigen sich vor allem mit zerebral geschädigten Kindern und solchen, die durch andere Erscheinungen schwer behindert sind. Diese Heime haben ausgezeichnetes Fachpersonal und bemühen sich, die Kinder entsprechend ihren körperlichen und geistigen Möglichkeiten auszubilden. Aber mit 16 Jahren hört die Ausbildung auf, und die Kinder werden aus dem Heim entlassen. In dieser entscheidenden Phase sind die Eltern vollständig auf sich selber gestellt, die therapeutische Behandlung weiterzuführen und zu versuchen, für diese Kinder eine Existenz aufzubauen. Wenn dieser Anschluss nicht gefunden wird, war die vorangehende Arbeit umsonst. Ich ersuche die Regierung, diese Lücke zu schliessen, indem die Ausbildung nach dem 16. Altersjahr fortgesetzt wird, um abzuklären, wie man die Jugendlichen beruflich ausbilden und ihnen eine Existenz verschaffen kann. Dieses Problem ist für den Einzelnen mindestens so wichtig wie die zunehmende Subventionierung der Gymnasien und Techniken. Ich bin der Regierung dankbar, dass sie das Problem entgegennimmt und bitte den Rat, zuzustimmen.

Blaser, Gesundheitsdirektor Berichterstatter des Regierungsrates. Die Fürsorgedirektion des Kantons Bern ist sich sehr wohl bewusst, dass die Ausbildung von praktisch bildungsfähigen Kindern und körperlich schwer geschädigten Kindern in Frage gestellt ist, wenn nach dem 16. Altersjahr keine Weiterbildungsmöglichkeit mehr besteht. Dann waren die finanziellen Aufwendungen bis zum 16. Altersjahr weitgehend umsonst. Es darf nicht sein, dass das Kind dann den Rest des Lebens in einer Ecke verbringen muss.

Soweit es sich um die erstmalige berufliche Ausbildung schwer geschädigter Leute handelt, übernimmt die Invalidenversicherung die Kosten, die invaliditätsbedingt sind. Diese Kosten sind sehr hoch, weil für die schwer geschädigten Jünglinge und Töchter Einrichtungen geschaffen werden müssen, die der Normalentwickelte nicht braucht. Der Staat muss bei der Schaffung dieser Institutionen mithelfen und muss auch ihre Führung überwachen. Die Direktion des Schulheimes Rossfeld bereitet gegenwärtig versuchsweise in einer gemieteten Wohnung eine Abteilung Schulentlassener für das Berufsleben vor. Die dortigen Erfolge sind ermutigend, was angesichts der starken Behinderung dieser Burschen nicht selbstverständlich ist. Gleichzeitig wird die Erweiterung des Heimes Rossfeld geplant. In der Nähe des bestehenden Heims soll ein weiteres Gebäude für die Ausbildung junger Leute in geeigneten Räumlichkeiten errichtet werden. Die Organe der Invalidenversicherung sind mit dem Vorgehen im Rossfeld einverstanden; es kann mit einer starken finanziellen Beteiligung der Invalidenversicherung gerechnet werden. Auch der Kanton wird etwas beisteuern. Dieser Beitrag verursacht uns angesichts der schlechten Finanzlage des Kantons Sorge. Aber es wäre für einen zivilisierten Staat im zwanzigsten Jahrhundert doch wohl eine Schande, eingestehen zu müssen, dass er für die Ausbildung dieser Jugendlichen, die schon im Zivilgesetzbuch stipuliert, also eine schweizerische Aufgabe ist, kein Geld habe. – Als weitere Etappe ist das Wohnheim für Jugendliche geplant, die entweder auswärts arbeiten und am Abend zurückkommen oder im Heim selber arbeiten (geschützte Werktsatt). Auch hier hilft die Invalidenversicherung bei der Finanzierung.

Für die praktisch Bildungsfähigen wird man an verschiedenen Orten analoge Ausbildungsmöglichkeiten schaffen müssen wie im Rossfeld. Eine solche wird in Thun vorbereitet, und eine weitere wird in Biel kommen. Es ist in Ordnung, wenn die Planung nicht überall gleichzeitig erfolgt, denn bei gleichzeitiger Planung wäre der Kanton in naher Zukunft finanziell noch mehr angespannt.

Ein grosse Problem ist die Unterbringung der körperlich schwer geschädigten jungen Leute, die keine genügenden Fähigkeiten aufweisen, um eine einigermassen nützliche Tätigkeit auszuüben. Sie können im besten Fall lernen, sich selber an- und auszuziehen, sich zu waschen usw. Das ist dann schon viel. Aber schon damit werden Arbeitskräfte frei, die sonst für die laufende Betreuung benötigt würden. Auch für diese Leute wird im Rossfeld eine Bauetappe geplant.

Diese Aufgaben werden noch wachsen, weil die Zahl der behinderten Mädchen und Buben im Kanton Bern im Zunehmen begriffen ist. Die Regierung nimmt das Postulat entgegen. Die Fürsorgedirektion und weitere Instanzen befassen sich bereits mit der Aufgabe.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Motion des Herrn Grossrat Bircher — Finanzlage der Spitäler

(Siehe Seite 265 hievor)

Bircher. Ein Krankenkassenverwalter, der selber lange krank war, hat aus seinen Erfahrungen folgendes festgestellt: «Ich habe während einigen Monaten mit andern Kranken zusammengelebt und dabei eine Feststellung gemacht: Diejenigen, die keine finanziellen Sorgen hatten, genasen sehr viel rascher als die andern. Einige erhielten Zahlungsaufforderungen. Sie zermürbten sich. Der Gedanke, dass ihre wirtschaftliche Situation sich, während sie krank waren, verschlechtere, ohne dass sie die Möglichkeit sahen, etwas dagegen zu tun, beeinträchtigte ihre Moral, und ihr Gesundheitszustand verbesserte sich nicht.» – Es ist wesentlich, das als Motto über die Motion zu stellen, die ich im Februar einreichte und für die ich dringliche Behandlung begehrt hatte. Sie wissen, dass die Regierung die Dringlichkeit ablehnte. Wir wollen nicht darüber streiten, ob das richtig war; die Hauptsache ist, dass wir die Motion jetzt behandeln können.

Kollege Dr. Martignoni begründete im Februar eine früher eingereichte Motion über Spitalfragen. Sie wurde angenommen. Ich wollte nicht seine Motion konkurrenzieren. Als die Motion Martignoni schon eingereicht war, ergaben sich im Zusammenhang mit den Verhandlungen der Krankenkassen mit den Spitälern und der Gesundheitsdirektion neue Komplikationen und neue Probleme. Es zeigte sich, dass zwischen der Leistung der Kassen und dem, was das Spital verlangt, eine Differenz bleibt, die zu gross ist, als dass sie der Patient bezahlen könnte. – Durch meine Motion sollen, über das hinaus, was Kollege Martignoni zu Recht verlangt, die Schwierigkeiten beleuchtet und der Regierung dringend ans Herz gelegt werden, sie zu lösen. Und zwar geschieht das in der Form der Motion.

Die Probleme, um die es geht, sind so wichtig, dass wir keine Zeit damit verlieren wollen, nach Sündenböcken zu suchen und zu fragen, was da und dort in der letzten Zeit schon vorgekehrt worden sei. Ein Hausbesitzer kann ja auch nicht jahrelang ein neues Haus planen und währenddessen das bestehende, noch gute Haus zerfallen lassen. Diese Gefahr läuft der Kanton Bern in der Spitalfrage. Wir brauchen eine Gesamtkonzeption für das Gesundheitswesen. Wir sind froh, dass daran gearbeitet wird. Wir brauchen ein neues Betriebsbeitragsgesetz für die Spitäler. Darin soll der Planung, die im Gange ist, Rechnung getragen

werden. Man kann die Weiterentwicklung unserer 33 Bezirksspitäler und der andern Spitäler nicht einfach wild weitergehen lassen, ohne Rücksicht auf die Bedürfnisse und auf den Mangel an Betten für Akutkranke und für Chronischkranke. Die Vorbereitung dieses Gesetzes wird Zeit brauchen. Aber inzwischen darf das Bestehende nicht zerfallen. Verschiedenes muss sofort in Ordnung gebracht werden.

Was wir im Dezember 1961 für die Insel im Stimmenverhältnis von 10:1 beschlossen haben, war auf Ende 1966 limitiert. Kein Mensch hier wird einen Augenblick glauben, wir könnten unser Kantonsspital fallen lassen. Sodann haben wir den Fall Biel; man streitet darüber, ob die Rechtsgrundlagen für die Praxis der letzten Jahre vorhanden seien. Den Patienten interessiert dieser Streit nicht, sondern er will eine annehmbare Taxregelung, damit er nicht nachher für einen grossen Teil der Rechnung selber aufkommen muss. – Auch andere Spitäler haben immer grössere Defizite, dies wegen der neuen Behandlungsmethoden und der Verbesserung der Arbeitsbedingungen, die dringend nötig war.

Man könnte sagen, die Spitäler sollen mit den Krankenkassen Taxvereinbarungen treffen, wie es im neuen KUVG vorgesehen ist. Das neue Gesetz hat den Krankenkassen viele zusätzliche Leistungen auferlegt, deren Kosten bei weitem nicht durch höhere Subventionen ausgeglichen sind. Daher mussten alle Kassen die Prämien stark erhöhen, und sie müssen es in den nächsten Jahren wiederum tun. Das KUVG sagt über die Leistungspflicht der Krankenkassen in der Krankenpflegeversicherung (die Spitalzusatzversicherung steht hier nicht zur Diskussion): «Bei Aufenthalt in einer Heilanstalt hat die Kasse zu zahlen: die zwischen dieser und der Kasse vertraglich festgelegten Leistungen, mindestens aber die ärztliche Behandlung, einschliesslich der wissenschaftlich anerkannten Heilanwendungen, der Arzneimittel und Analysen nach den Taxen der allgemeinen Abteilung sowie einen täglichen Mindestbeitrag an die übrigen Kosten der Krankenpflege.» (Dieser ist inzwischen durch die bundesrätliche Verordnung III vom 15. Januar 1965 über die Krankenversicherung, für die ganze Schweiz auf Fr. 6.— festgelegt worden.) Sie sehen, der Vertrag wird im Gesetz als Normalfall gewünscht. Wenn er nicht zustandekommt, wird festgelegt, was mindestens geleistet werden muss.

Wir haben uns sehr grosse Mühe gegeben, die Leistungen, wie sie in der Verordnung III über die Krankenversicherung umschrieben sind, herauszuschälen. Es zeigte sich, dass man selbst im Bundesamt für Sozialversicherung nicht sicher ist, wie das auszulegen ist. Eine der Streitfragen lautet dahin, ob die Kassen auch an die medizinischen Zweckbauten, also ohne die Bettenhäuser, eine Leistung für Verzinsung und Amortisation zu erbringen haben. Das wäre, scheint mir, nicht richtig. Bau und Einrichtung von Spitälern sind eine Aufgabe der öffentlichen Hand, genau wie das Erstellen von Schulhäusern. – Es ist nicht zuletzt ein Nebenzweck dieser Motion, die Regierung aufzufordern, diesen Grundsatz anzuerkennen. Er muss Bestandteil der Konzeption sein, auf die wir warten.

Ich habe schon gesagt, dass das neue KUVG den Tarifvertrag Spital/Krankenkassen als Norm annimmt. Kommen keine Verträge zustande, gelangt der Artikel 22^{quater} Absatz 3a zur Anwendung, der lautet: «Die Kantonsregierungen haben bei vertragslosem Zustand nach Anhören der Beteiligten die Tarife festzusetzen für die der Allgemeinabteilung der öffentlichen Heilanstalten gewährten ärztlichen Leistungen, Heilanwendungen und Analysen. In diesem Tarif sind die örtlichen Verhältnisse und der besondere Charakter der Heilanstalt zu berücksichtigen.» Hierüber werde ich auch etwas sagen.

Im Falle Biel sind wir so weit, dass die Regierung die Taxen festsetzen könnte. Geht sie zu weit, müssen die Kassen die Prämien nochmals massiv erhöhen, und damit würde die soziale Krankenversicherung ernsthaft gefährdet. Eine gewisse Erhöhung mag noch tragbar sein, aber dann käme bald der Punkt, wo sich die kleinen und mittleren Lohnbezüger überlegen, ob sie aus der Kasse austreten wollen, in der Meinung, selber für sich Mittel für den Krankheitsfall auf die Seite zu legen – was sie dann meistens nicht tun –, und dann wird unweigerlich der Ruf nach dem Obligatorium noch viel lauter werden als bisher. Er ertönt ja bereits. Ich verweise auf die Schweizerischen Krankenkassen-Zeitung vom 1. September, worin ganz entschieden das Obligatorium verlangt wird. Es handelt sich dort vorerst um einen Diskussionsbeitrag. Aber dieser Ruf ertönt nicht umsonst. Wenn wir die Kosten nicht zwischen Spital, öffentlicher Hand, Versicherung und Patient gerecht aufzuteilen vermögen, und zwar in fortschrittlicherem Sinne als es heute der Fall ist, sehe ich schwarz. Das Insel-Defizit muss gedeckt werden. Die heutigen Betriebsbeiträge genügen nicht mehr, auch nicht für die andern, grösseren und mittleren Spitäler. Die Kosten pro Patienten-Pflegetag steigen zum Teil fast explosiv. Der Kanton Bern steht in Gefahr, im Gegensatz zu andern Kantonen, keine einigermassen befriedigende Regelung für die Spitalpatienten zustandezubringen.

Es fehlt sicher nicht am guten Willen. Wir wissen, dass ein neues Betriebsbeitragsgesetz in eine wohlüberlegte Spitalplanung eingebaut werden muss. Wir verlangen in der Motion von der Regierung eine Gesamtkonzeption auf dem Gebiet des Gesundheitswesens. Beides, die Gesamtkonzeption und die Spitalplanung, setzen voraus, dass man nicht nur rhetorisch, sondern auch praktisch-finanziell die Konsequenzen zieht. Da hört dann die Begeisterung vielerorts auf, wenn die Regelung nicht so vorgeschlagen wird, wie man es gerne sehen würde. – In der Maisession hat Kollege Gullotti betont, man müsse den Mut haben, die finanziellen Konsequenzen zu sehen und zu tragen. Zwar hiess es bei Beratung der Staatsrechnung, man solle nicht von Steuererhöhungen reden. Aber wie wir ohne zusätzliche Mittel den Rückstand gegenüber andern Kantonen aufholen sollen, ist mir schleierhaft. Wir haben für den Gewässerschutz mutig einen Extrazehntel beschlossen. Das Gesundheitswesen ist so wichtig wie der Gewässerschutz. In Solothurn wird ein Spitalzehntel erhoben. Auch wir müssen diese Mittel bekommen – die Form ist weniger wichtig – und nicht sagen, wir hätten sie nicht. Wir dürfen in der Spitalbe-

handlung unserer Mitmenschen nicht knauserig sein. Das Volk ist für Opfer für die Sicherung der Pflege von Kranken zu haben, das haben Abstimmungen über Spitalfragen, die in unserem Kanton erfolgten, seit vielen Jahren gezeigt, und auch in andern Kantonen wurden entsprechende Vorlagen stets angenommen. – Wenn die Gesamtkonzeption, die Planung, das Betriebsbeitragsgesetz kommt, so können auch die Aufgaben erfüllt werden, die ich in meiner Motion vorab anführe; aber wir müssen das nötige Geld aufbringen.

Bis es aber so weit ist, muss eine Überbrükkungslösung geschaffen werden. Ich bin mit dem Gesundheitsdirektor einig, dass durch diese Übergangslösung das definitive Betriebsbeitragsgesetz nicht präjudiziert werden soll. Aber diese Übergangslösung ist jetzt überflüssig. – Ich habe gehört, ein Vorschlag einer verwaltungsinternen Kommission habe bei der Regierung keine Gnade gefunden. Es wäre interessant zu wissen, warum. Eine Lösung muss her, sonst könnte es die geduldigen Berner «verchlepfen». Gibt es nicht auch eine Expertenkommission für ein neues Betriebsbeitragsgesetz? Könnte man die nicht beauftragen, eine Sofortlösung auszuarbeiten? In dieser Kommission sind Fachleute. Andere Kantone zahlen 90 Prozent an die Betriebsdefizite ihrer Regional- und Bezirksspitäler. In Zürich und St. Gallen wurden entsprechende Vorlagen vom Volk mit grossem Mehr angenommen. Die Spitaltaxe für Erwachsene beträgt an den zürcherischen Kantonsspitälern Fr. 30.—, für die Stadt- und Landspitäler Fr. 22.50. In Luzern beträgt die Taxe am Kantonsspital Franken 30.—. Das Kantonsspital Uri verlangt Franken 13.— plus Nebenkosten, Schwyz Fr. 32.— bis Fr. 35.—, Zug Fr. 32.—, Solothurn Fr. 26.—, Basel-Stadt im Bürgerspital und im Frauenspital Fr. 20.—, Basel-Land im Kantonsspital Fr. 27.—, St. Gallen im Kantonsspital Fr. 22.50, Graubünden je nach Spital Fr. 20.— bis Fr. 30.—, Aargau Franken 26.— bis Fr. 30.—, Thurgau Fr. 21.—, Glarus Fr. 23.—. Einzig der Kanton Waadt ist infolge seiner Speziallösung mit pauschal Fr. 40.— relativ hoch. – Bei uns spricht man von Ansätzen, die doppelt so hoch sind wie in andern Kantonen. Zu diesen unannehmbar hohen Ansätzen gelangen wir, weil der Staat weniger leistet als andere Kantone. Staat und Gemeinden müssen einfach künftig mehr übernehmen, sonst ist das Tarifproblem Krankenkasse/Spital/Patient nicht zu lösen.

Ich wiederhole, was ich in der Motion verlange:

1. Unverzüglich eine sofort anwendbare Überbrückungslösung mit ausserordentlichen Betriebsbeiträgen für jene Spitäler, die auf Grund der gegenwärtigen gesetzlichen Grundlagen nicht genügend unterstützt werden können und in Bedrängnis geraten. Für das Inselspital ist mindestens die bisherige Lösung weiterzuführen.

2. Auf Grund der gescheiterten Vertragsverhandlungen zwischen dem Bezirksspital Biel und den Krankenkassen, gemäss KUVG, sind für Biel unverzüglich Spitaltaxen festzusetzen, und dort, wo die Verhandlungsmöglichkeiten noch nicht ausgeschöpft sind, sind weiter die guten Dienste der Verwaltung für das Zustandekommen von Verträgen zwischen Spitälern und Krankenkassen zur Verfügung zu stellen. Dabei sind die Spitaltaxen in Anlehnung an die Ansätze der umliegenden Kantone festzusetzen; unsere Taxen dürfen nicht das doppelte und noch mehr ausmachen, sondern man muss den Möglichkeiten Rechnung tragen.

3. In der Motion wird verlangt, dass die Untersuchung über die Spitalplanung so rasch wie möglich zum Abschluss gebracht wird und dass auf Grund der Ergebnisse ohne Aufschub die Vorbereitungen für ein neues Betriebsbeitragsgesetz für Spitäler an die Hand genommen wird. Ich weiss, dass die Untersuchungen sehr weit gediehen sind. Trotzdem wird das neue Betriebsbeitragsgesetz nicht aus dem Ärmel geschüttelt werden können. Es muss in den Gesamtrahmen gestellt werden. Das ist eine steinige Arbeit. Darum brauchen wir eine Übergangslösung.

4. Dem Grossen Rat ist ein Bericht über die Gesamtkonzeption der Regierung auf dem Gebiete des Gesundheitswesens vorzulegen; diese geht etwas weiter als nur gerade die Spitalplanung, die ja nur einen Punkt des grossen Problemkreises darstellt (Pflegepersonal, Ärzte usw.).

Die heutige Lage ist für die Spitäler, die Kranken, die Gesundheitsdirektion und für die Ärzte unerfreulich. Sie ist des Kantons Bern, der sonst in sozialen Fragen im allgemeinen aufgeschlossen ist, nicht würdig.

Ich rede hier nicht nur als Vertreter von etwa 750 000 Krankenkassen-Versicherten, sondern vorweg als Staatsbürger, kantonaler Parlamentarier, der über die Zukunft unseres Gesundheitswesens besorgt ist. Die Kranken haben Sorgen genug und sollten nicht auch noch das Opfer unserer Finanzklemme sein. Wir haben eine lange Konjunktur hinter uns und lassen es immer noch zu, dass für manchen Familienvater ein längerer Spitalaufenthalt eine Katastrophe bedeutet. Ich klage niemanden an; das Recht hat in solchen Fragen immer den Weg gefunden. In den letzten Jahren wurden Fortschritte erzielt, aber wir sind von den andern Kantonen überholt worden. Jetzt stehen wir an einer Wegkreuzung. Ich weiss, dass das Volk eine mutige Tat erwartet. Ich danke der Regierung, dass sie bereit ist, die Motion anzunehmen. Es geht weder um Prestige noch um Vorwürfe, sondern um Menschen. Keiner von uns weiss, ob er nicht eines Tages ins Spital gebracht werden muss und dann für gute Pflege, gute Ärzte und für eine Regelung der Spitalkosten dankbar ist, die ihn nicht ganz umwirft. Helfen Sie durch Annahme der Motion mit, dass zusammen mit der, welche im Mai angenommen wurde, die Weichen gestellt werden. Diese Motion veranlasst einen neuen Start und stärkt dem Finanzdirektor moralisch, rechtlich und finanziell den Rücken, sowohl kurzfristig, wie mittel- und langfristig. – In der heutigen Tagwacht steht eine Geschichte über A. Stevenson's seinerzeitige Kampagne in den Präsidentschaftswahlen der Vereinigten Staaten. Jemand tröstete ihn und sagte, alle gescheiten Leute würden für ihn stimmen. Er antwortete, ihm wäre lieber, die Mehrheit würde für ihn stimmen. Hier im Rat gehören die Mehrheit und die gescheiten Leute zusammen. Darum erwarte ich von Ihnen eine kräftige Annahme der Motion.

Blaser, Gesundheitsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich muss gestehen, ich bin über den ungewohnt aggressiven Ton unseres sonst

konzilianten, früheren Grossratspräsidenten ausserordentlich erstaunt. Darum möchte ich dem, was ich schriftlich vorbereitet habe, folgendes vorausschicken:

Die Spitalfrage des Kantons Bern ist weitgehend ein finanzielles Problem geworden. Zuständig dafür ist eigentlich nicht mehr die Gesundheitsdirektion, sondern die Finanzdirektion. Sie will nicht so viel Geld bewilligen, wie die Gesundheitsdirektion es gewünscht hätte.

Der Motionär sagte, der Spitalpatient könne nicht warten, es müsse geholfen werden. Ich weiss nicht, ob Grossrat Bircher bei der Abstimmung über das Budget 1967 dabei war. Falls er dabei war und für das Budget gestimmt hat, kann ich ihm vorwerfen, er habe einem Budget mit absolut ungenügenden Betriebsbeiträgen für die Spitäler zugestimmt. Schon bei der Abstimmung über das Budget hat man die Situation gekannt. Hintennach erhält der Gesundheitsdirektor Vorwürfe, und man schiebt ihm die Verantwortung für die jetzige Lage zu. Das tut auch die Spitaldirektion von Biel und die Arbeitsgemeinschaft bernischer Krankenkassen. Das ist ja das einfachste Verfahren, das es gibt.

Wir sind gerne bereit, ein Maximum an Arbeit zu leisten, nicht nur für die nächsten zwei oder drei Jahrzehnte, sondern auch für morgen und übermorgen, aber wir sind nicht bereit, eine Verantwortung für Sachen zu tragen, die wir nicht verschuldet haben.

Man sagte hier, der Kanton Bern sei der einzige Kanton, der das Problem Krankenkassenpatient und hohe Spitalkosten noch nicht gelöst habe. Ich füge bei: Der Kanton Bern ist einer der ganz wenigen Kantone, wo zwischen Ärzteschaft, Patienten, Spitälern und Gesundheitsdirektion ein gutes Verhältnis besteht. Aus unserm Kanton ziehen die Ärzte nicht weg wegen der Gesundheitspolitik des Staates.

Die Regierung geht mit dem Motionär einig, dass die Verhältnisse in den öffentlichen Spitälern gründlich überprüft werden müssen (Baubedürfnisse, Rekrutierung von Pflegepersonal, zunehmendes Durchschnittsalter der Bevölkerung, usw.). Wichtig ist dabei das Leistungsverhältnis zwischen Staat, Gemeinde und Patient respektive Krankenkasse.

Der Beantwortung der Motion möchte ich die umfassenden Ausführungen auf die Motion Martignoni, die in der Maisession gemacht wurde, voraussstellen.

Zu Punkt 1 der Motion nimmt die Regierung wie folgt Stellung:

Mit Regierungsratsbeschluss vom 7. April 1967 ist ein verwaltungsinterner Ausschuss zusammengestellt worden. Er wurde beauftragt, eine Überbrückungslösung für Betriebsbeiträge an das Inselspital und an die Bezirksspitäler auszuarbeiten. Sie soll für die Jahre 1967 bis 1969 getroffen werden. Wenn es möglich ist, das neue Betriebsbeitragsgesetz vorher in Kraft zu setzen, soll damit die Übergangslösung schon vorher abgelöst werden. – Die Übergangslösung hat leider nicht Gnade gefunden.

Ich habe nachher vorgeschlagen, man möchte auf dem Wege von Nachkrediten das Bezirksspital Biel und andere Spitäler zu finanzieren versuchen. Auch dieser Vorschlag hat leider keine Gnade gefunden.

Ich habe dann vorgeschlagen, man solle aus den 16 Millionen, die der Grosse Rat beschlossen hat, den in Not geratenen Spitälern Vorschüsse geben, die sie nachher zurückerstatten würden (diese 16 Millionen müssen bei weitem nicht sofort ausbezahlt werden). Auch das ging nicht.

Nachher beabsichtigte man, dem Grossen Rat auf die Septembersession eine Vorlage für einen Kredit in der Höhe der Finanzkompetenz des Grossen Rates, das heisst von einer Million, zu unterbreiten, um den Spitälern, die ohne eigenen Fehler in Not geraten sind, Betriebsbeiträge zu geben. Ein gleiches Kreditbegehren ist später gefolgt, dies auch im Blick auf das Bezirksspital Biel. – Leider ist inzwischen der Finanzdirektor erkrankt, so dass das Geschäft nicht hat vorgelegt werden können. Ich erkläre im Namen der Finanzdirektion, dass die Bezirksspitäler, die ohne eigenes Verschulden in Finanznot geraten sind und Gefahr laufen, Abteilungen deshalb schliessen zu müssen (also nicht wegen Pflegerinnenmangel, sondern wegen Finanznot), Vorschüsse erhalten sollen. Die Summe dieser Vorschüsse soll in der Novembersession in Form eines Direktionsgeschäftes dem Grossen Rat nachträglich zur Genehmigung vorgelegt werden. Hier möchte ich allerdings die Direktion des Bezirksspitals Biel fragen, ob sie mit den Verhandlungen mit der Gesundheitsdirektion und der Finanzdirektion über die Höhe des Vorschusses bis zum Samstag in drei Wochen warten könne, denn am Samstag gehe ich in die Ferien. Wenn dieser Aufschub nicht möglich ist, muss ich hier bleiben; ich würde das begreifen und mich dem unterziehen.

Während der genannten Bevorschussung arbeitet die verwaltungsinterne Kommission an der Übergangslösung weiter.

Für das Inselspital sieht man folgende Lösung vor:

Ursprünglich hatten wir für alle Bezirksspitäler einen Volksbeschluss ausgearbeitet, aber wir mussten uns sagen, die Volksabstimmung könnte erst im Januar oder Februar stattfinden, und inzwischen könnten einige Spitäler die Finanzbedürfnisse nicht decken. Der Weg war also nicht gangbar. Für das Inselspital dagegen soll dem Volk ein Beschluss mit ungefähr folgendem Inhalt vorgelegt werden: Einmaliger Beitrag von 5 306 669 Franken, zur Tilgung des Betriebsfehlbetrages der Inselabteilungen, die trotz dem Volksbeschluss vom 3. Dezember 1961 in den Jahren 1963 bis 1966 entstanden sind. Für die Deckung der voraussichtlichen Betriebsfehlbeträge in den Jahren 1967 bis 1968 soll ein weiterer entsprechender Kredit anbegehrt werden.

Das zu den Sofortlösungen.

Nun komme ich auf die Vertragsverhandlungen zwischen Biel und den Krankenkassen, gemäss KUVG, zu sprechen. Sie wissen, dass diese Verhandlungen als Testfall durchexerziert wurden, weil Biel das gewünscht hat und die Gesundheitsdirektion einverstanden war. Es wurde verhandelt zwischen der Arbeitsgemeinschaft bernischer Krankenkassen, der Direktion des Bezirksspitals

Biel und der Gesundheitsdirektion, und zwar am 11. November 1966, am 8. Dezember 1966, am 15. Dezember 1966, am 16. Februar 1967 und am 12. April 1967. Gemäss KUVG müssen vor der Tariffestsetzung durch den Regierungsrat die Parteien angehört werden. Sie haben sich bis zum 12. April, trotz fünf Konferenzen, nicht als angehört betrachtet. Deshalb hat am 30. August 1967 nochmals eine Konferenz mit den Parteien stattgefunden, an welcher dann die beiden Gesprächspartner erklärten, sie würden sich als angehört betrachten. An dieser Sitzung hat die Gesundheitsdirektion die Gesprächspartner über die errechneten Taxen orientiert, die wir der Regierung vorschlagen wollen und die wir auf Rappen genau berechnet hatten. Den beiden Parteien wurde eine Frist zur Stellungnahme zu den Taxen gegeben. Hiezu wären wir nach KUVG nicht verpflichtet gewesen, aber die Krankenkassen und das Bezirksspital Biel wünschten eine Frist bis zum 19. September. Nachher wird die Gesundheitsdirektion der Regierung, gemäss KUVG, die Taxen für das Bezirksspital Biel vorschlagen.

Die Verhandlungen zwischen den übrigen Bezirksspitälern und den Krankenkassen sind unseres Wissens noch im Gang. Offiziell wurden wir darüber nicht orientiert. Die Gesundheitsdirektion stellt ihre guten Dienste für die Verhandlungen zur Verfügung, schaltet sich aber nicht selber ein, denn hiezu hat sie nach KUVG kein Recht. Sie tritt nur in Funktion, wenn sie von den beiden Gesprächspartnern hiezu eingeladen wird.

Durch die Grundlagenforschung und das Beitragsgesetz sollen die Vorarbeiten für die nächsten zwei bis drei Jahrzehnte getroffen werden. In der Maisession wurde dem Grossen Rat versprochen, auf die Septembersession das Ergebnis einer umfassenden Grundlagenforschung vorzulegen. Jetzt liegt dieses Ergebnis vor. Es enthält auch einen Vorschlag für die Spitalplanung im Kanton Bern und Grundlagen für das neue Betriebsbeitragsgesetz. Diese Arbeit enthält unter anderem die rechtlichen Grundlagen im Gesundheitswesen des Kantons Bern, äussert sich über den Zweck der Grundlagenforschung und ihren Umfang, gibt Aufschluss über die demographische Entwicklung in den einzelnen Regionen des Kantons, gibt statistische Unterlagen für Akut-Spitäler, für die Asyle, die Heime für Chronischkranke, für Tuberkulöse, für Mehrzweckabteilungen, für psychiatrische Anstalten und für Privatspitäler, enthält Grundlagen zur Regionalplanung der Krankenhäuser, Statistiken über Kostenfragen, über ausländische Patienten, über den Bestand an Pflegepersonal, über die Bettenzahl, die Pflegetage, die Herkunft und die Aufenthaltsdauer der Patienten, ferner Statistiken über die Zahl der Ärzte, verglichen mit der Bevölkerungszahl, Angaben über die Überalterung der Bevölkerung, Ausführungen über die Spitalplanung, Schätzungen für den zukünftigen Bettenbedarf, über die Bedürfnisse auf dem Gebiet der Tuberkulose, usw.

Der Gesundheitsdirektion wird immer wieder vorgehalten, die Kantone Aargau, Zürich, Waadt und Basel hätten für solche Grundlagenforschungen Kommissionen eingesetzt. Die Kommission die am langsamsten gearbeitet habe, habe acht Monate gebraucht. Nach meiner Meinung hat die Gesundheitsdirektion, indem sie die Unterlagen mit drei Mann beschaffte, dem Staat Bern ungefähr Fr. 25 000.— eingespart, denn diese Sachbearbeiter haben für diese Mehrarbeit keinen zusätzlichen Lohn erhalten.

Gemäss Auffassung der Gesundheitsdirektion und der Finanzdirektion sollen nun sehr rasch Arbeitsgruppen eingesetzt werden. In diesen sollen vertreten sein: die Finanzdirektion, die Erziehungsdirektion, die Fürsorge- und Gesundheitsdirektion, die Militärdirektion, das Sanitätskollegium, die kantonale Spitalkommission, die Ärztegesellschaft des Kantons Bern, der Verband bernischer Krankenanstalten, die Arbeitsgemeinschaft bernischer Krankenkassen, der Verband bernischer Gemeinden, die Pflegerinnenschule, und eventuell weitere Institutionen. Die Arbeitsgruppen werden nur klein sein. Wir rechnen mit höchstens drei Mitgliedern. Sie werden unter anderem folgende Gebiete bearbeiten: Schaffung von Spitalzentren, allgemeine Spitalplanung, Probleme des Spitalbaus, Betriebsprobleme, finanzielle Belastung für den Staat, Betriebsbeitragsgesetz, Problem der Überalterung, neues Gesundheitsgesetz, usw. Die Arbeitsgruppen werden koordiniert werden müssen, weil jede mehr oder weniger auch finanzielle Probleme erörtert. Nach Abschluss der Arbeiten werden sie der Regierung und dem Grossen Rat einen definitiven Bericht über die zukünftige Spitalplanung unterbreiten.

Schliesslich verlangt die Motion einen Bericht über die Gesamtkonzeption der Regierung auf dem Gebiete des Gesundheitswesens. Ich möchte das mit der zukünftigen Gesundheitspolitik des Kantons überhaupt identisch setzen. Der Motionär und die Herren Grossräte werden verstehen, dass die Ausarbeitung einer solchen Gesamtkonzeption für die Septembersession unmöglich war, genauso wie es unmöglich gewesen wäre, von der Finanzdirektion im Mai auf die Septembersession hin eine Gesamtkonzeption für die nächsten zehn Jahre zu verlangen. Eine Gesamtkonzeption schliesst nach meiner Auffassung auch die Schaffung von Spitalzentren in sich, damit man nicht nur ein einziges Zentrum in der Form der Universitätsklinik hat, ferner die Spitalplanung, die Verteilung der Lasten auf Staat, Gemeinden, Patienten und Krankenkassen, Gesundheitsgesetz, Problem der Überalterung, Frage der Aufgabe der Mehrzweckheilstätten, finanzielle Aufwendungen des Kantons für die nächsten zehn Jahre. Das alles rechnen wir zur Gesamtkonzeption. Das konnte nicht von einer Session zur andern erforscht werden. Wir können aber dem Motionär versprechen, dass die Gesamtkonzeption zu schaffen unsere primäre Aufgabe ist. An dieser werden wir nicht nur sporadisch, sondern konstant und intensiv arbeiten.

Wir sind uns klar, dass man nicht in erster Linie für die nächsten zehn bis zwanzig Jahre planen kann, wenn die jetzige Not so gross ist, dass sie sofort behoben werden muss. Wir begreifen, dass die Not, die sich heute präsentiert, in allernächster Zeit behoben werden muss. Aber gleichzeitig werden wir an der Konzeption für weite Sicht arbeiten.

Le président. Le Gouvernement est prêt à accepter la motion de M. Bircher. Le point 4 est cependant

dépassé par les événements. Cette motion est-elle combattue par le Grand Conseil?

Abstimmung

Für Annahme der Motion ..... Grosse Mehrheit

Bircher. Ich darf kurz festhalten, was ich sagte. Wir wollen dem Gesundheitsdirektor moralisch, rechtlich und finanziell den Rücken für kurzfristige, mittelfristige und langfristige Massnahmen stärken. Ich glaube nicht, dass er sich deswegen angegriffen fühlen muss. In der Hinsicht hat er mich wahrscheinlich falsch verstanden.

Was der Gesundheitsdirektor über unsere Zustimmung zum Budget gesagt hat, trifft jedes Ratsmitglied. Man hat uns aber gesagt, die Spitalfragen würden besonders gelöst, nämlich auf dem Weg der Nachkredite; jetzt müsse man dem ausgeglichenen Budget zustimmen. Unter diesen Voraussetzungen haben wir zugestimmt.

Postulat des Herrn Grossrat Boss — Erkrankungen der Wirbelsäule

(Siehe Seite 267 hievor)

Boss. Es gab eine Zeit, da man in der Volksschule ein Spezialturnen unter dem Namen Buggeliturnen durchführte. Man nahm an, Haltungsfehler seien Deformationen der Rückenwirbelsäule und schenkte dem weiter keine grosse Beachtung. Jetzt hört man von allen Seiten alarmierende Nachrichten über Rückenanomalien, Erkrankungen bei jungen Leuten. Man kennt die Scheuermann'sche Krankheit, die Bandscheibenschäden im Jugendalter, die Abnutzungserscheinungen der Wirbelsäule und die Störungen des Kalkhaushaltes. In der Volksschule sind solche Schäden selten, aber bei Gymnasiasten, Seminaristen und Lehrlingen werden solche Erkrankungen immer mehr festgestellt. Bei der Aushebung für die Rekrutenschule und während der Rekrutenschule selber, wo ungewohnte Belastungen erfolgen, zeigen sich solche Leiden in letzter Zeit in aufsehenerregendem Masse. In Basel-Land ergab die spezialärztliche Untersuchung einer Infanterie-Rekrutenschule bei 30 Prozent der jungen Wehrmänner mehr oder weniger ausgeprägte Haltungsschäden, also bei Leuten, die schon bei der Rekrutenaushebung ziemlich stark ausgesiebt worden waren. Die Abteilung für Sanität des EMD meldete im Jahr 1964 318 Erkrankungen der Wirbelsäule, 1965 deren 326 und 1966 deren 425.

Entsprechend der besseren Erfassung durch die Aushebungsärzte und die Schulärzte in der RS, geht die Zahl solcher Erkrankungen in den WK zurück, es waren 1964 245, 1966 noch 170 Fälle.

Die Abteilung Sanität schreibt als Kommentar: «Ganz allgemein glauben wir feststellen zu können, dass die Zahl der Rückenaffektionen in den letzten Jahren zugenommen hat.»

Im Jahr 1962 – das sind die letzten Zahlen, die uns zur Verfügung stehen – sind 5219 junge Leute bei der Aushebung dienstfrei geworden, davon 1019 wegen Veränderungen der Wirbelsäule. Das sind 20 Prozent. Es besteht Grund anzunehmen, dass sich der Prozentsatz in den folgenden Jahren erheblich erhöhen wird.

Im Militärdienst 1966 habe ich etliche junge Hilfsdienstpflichtige befragt, warum sie zum Hilfsdienst gekommen seien. Es war auffallend, wieviele junge, gutgewachsene Leute, denen man keinen Haltungsfehler angesehen hätte, wegen Veränderungen an der Wirbelsäule zum Hilfsdienst kamen.

Ich bin nicht kompetent, über die Ursachen zu urteilen. In der Abteilung Sanität hat man Erhebungen gemacht, wer von den jungen Leuten bei der Aushebung den Arbeitsplatz mit einem Motorfahrzeug erreicht. Man vermutet, dass die heutige Lebensweise an der Erscheinung schuld sei. Es wurde festgestellt, dass 18,2 Prozent derer, die im Jahr 1962 ausgehoben wurden, mit Motorfahrzeugen zum Arbeitsplatz gefahren sind. Es wird auch vermutet, dass das stärkere Wachstum mitschuldig sein könnte. In den Jahren 1888 bis 1890 waren von den Stellungspflichtigen 1 Prozent über 1,80 Meter gross; 1960 waren es 15,2 Prozent. – Man kann feststellen, dass gewisse Familien eine Disposition für Rückenanomalien zeigen, wobei mitunter der Sohn eine stärkere Abnützung aufweist als der Vater.

Es hat sich erwiesen, dass später oft zu diesen Leiden Rheuma kommt, das dann die Wirbelsäulenkrankheit überlagert.

In der Schweizerischen Lehrerzeitung war zu lesen: «Auf die Bandscheibenschäden und ihre Folgezustände entfallen von den Gesamtkosten rheumatischer Leiden in der Schweiz mit jährlich über einer halben Milliarde Franken, 37 Prozent oder rund 200 Millionen, wie Dr. med. Bellard, Präsident der Schweizerischen Rheuma-Liga, nachgewiesen hat.» In der Rheuma-Klinik Zürich hat man festgestellt, dass 73 Prozent der Untersuchten Erkrankungen der Wirbelsäule aufwiesen.

Abhilfe: Mit dem Postulat bitte ich die Regierung, vor allem überall dort fördernd einzugreifen, wo es darum geht, die Ursache der Rückenleiden aufzudecken. Daneben muss eine Früherfassung einsetzen. Schon beim Schulkind müssen die Abnormitäten bekämpft werden, zum Beispiel durch spezielles Turnen. Die Leute, die es leiten müssten, wären noch auszubilden.

Ich bitte die Regierung, sich der Sache in jeder Beziehung anzunehmen.

Die Lehrerzeitung stellt in einem Artikel fest: «Zusammenfassend kann gesagt werden, dass die Verhütung von Rückenschäden voraussetzt: Erstens Aufklärung über die richtige Belastung der Wirbelsäule im Schulalter, Aktivierung der Haltungsschulung, Einführung einer anatomisch richtigen Technik bei der Arbeit. (Haltung, Bewegungsablauf, vor allem beim Heben von Lasten), zweitens Bekämpfung des Bewegungsmangels durch Organisation des freiwilligen Schulsportes, drittens Einführung des Lehrlingsturnens.»

Ich bitte Sie, dem Postulat zuzustimmen. Dieser Volkskrankheit muss Einhalt geboten werden, bevor sie noch mehr um sich greift.

Blaser, Direktor des Gesundheitswesens, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Veränderungen der Wirbelsäule sind nach Auffassung von Ärzten auf verschiedene Ursachen zurückzufüh-

ren, erstens einmal auf die moderne Lebensweise (einseitige körperliche Haltung, besonders auch bei Jugendlichen), zweitens soll die geringere körperliche Bewegung und geringere Kraftanstrengung bei den Jugendlichen die Ursache sein. Wir sind der Meinung, dass im Zuge der modernen Hygiene alles getan werden muss, um die Gesunderhaltung der Kinder und Jugendlichen zu gewährleisten.

Zu den einzelnen Fragen des Postulanten: Untersuchungen über die Ursachen der Erkrankungen wären dringend nötig. Der Regierungsrat wird prüfen, in welcher Weise derartige Untersuchungen und Erhebungen durchgeführt werden könnten. Mir persönlich ist noch nicht klar, wie man diese vornehmen kann. Sicher ist, dass sich auch ein hauptamtlicher Kantonsarzt mit der Frage befassen müsste.

Nun beruhen nicht alle Haltungsfehler auf Veränderungen der Wirbelsäule oder anderer Knochen. Eine einwandfreie Ergänzung durch Schuldurchleuchtung ist nach Auffassung der Fachleute nicht möglich. Zusammen mit der ersten Frage wird man auch die zweite untersuchen müssen: Welche Möglichkeiten bestehen überhaupt, um alle Fälle zu erfassen?

Schüler, die derartige Erkrankungen aufweisen, gehören sicher in ärztliche Spezialbehandlung. Der Arzt hat die Diagnose zu stellen und die Behandlung, eventuell die nötige Therapie zu verordnen. Es wäre sicher falsch und könnte Schaden anrichten, wenn die therapeutische Beurteilung einem Lehrer überlassen würde. Wir bezweifeln auch, dass die turnerisch-sportliche Ausbildung der Lehrerschaft allgemein für die entsprechenden Turnlektionen genügen würde. Der Postulant hat selber von Turnlektionen in der Form spezieller Heilgymnastik gesprochen. Hier würde sich also auch das Problem des Lehrpersonals stellen. Ich weiss von unsern Asthmastationen, dass man die grösste Mühe hat, für die Behandlung dieser Krankheit Physiotherapeuten zu erhalten. Hätten wir nicht solche Spezialisten aus dem Ausland beiziehen können, stünde es im Kanton Bern auf dem Gebiet sehr schlimm. Die gleiche Erfahrung haben die andern Kantone auch gemacht.

Die Abklärung mit den Schulärzten hat ergeben, dass solche Kinder bei der ärztlichen Reihenuntersuchung sollten erfasst werden können, so dass der Arzt die nötigen Massnahmen verordnen könnte.

Die Abklärung hat ergeben, dass die speziellen heilgymnastischen Turnlektionen den Stundenplan in der Primar- und Sekundarschule offensichtlich allzu sehr belasten würden und dass bei der Ausbildung der Lehrkräfte ein neues Fach eingeführt werden müsste. Es ist nicht einfach, das Problem zu lösen. Ich glaube nicht, dass es innerhalb des Stundenplanes einer bernischen Primar- oder Sekundarschule gelöst werden könnte.

Der Regierungsrat erklärt sich bereit, das Problem mit den interessierten Fachleuten gründlich abzuklären und nach Möglichkeiten zu suchen, um den Forderungen, die Herr Grossrat Boss gestellt hat, Nachachtung zu verschaffen.

Das Postulat wird entgegengenommen.

Präsident. Herr Sutermeister verlangt Diskussion.

Sutermeister. Gestatten Sie mir als Arzt ein paar ergänzende Worte zum Postulat. Die Hauptursache der Haltungsschäden ist, medizinisch gesehen, wahrscheinlich die Akzeleration, das heisst das übersteigerte und zu rasche Längenwachstum. Dagegen können wir nicht viel unternehmen. Der Prozess geht weiter. Er hängt mit der vermehrten Vitaminzufuhr, der vermehrten Lichtexposition und den Grossstadtreizen, auch mit seelischen Störungen zusammen.

Wir können etwas ändern, nämlich die Schulbänke modernisieren. Die niedrigen Schulbänke verursachen die schiefe Schreibhaltung der Kinder, mit seitlicher Beugung. Man müsste die Schulbänke revidieren, sie auflockern, wie es in andern Staaten geschieht. Man müsste Sessel haben usw.

Die Hauptursache der Haltungsschäden ist jetzt nicht genannt worden. Sie liegt in der Degeneration der Rückenmuskulatur. Es ist also nicht so sehr ein Wirbelsäulenschaden, sondern vielmehr eine Schwäche der Rückenmuskulatur, bei der dann die Wirbelsäule nachgibt.

Insbesondere im Vergleich mit dem Ausland treibt man in der Schule zu wenig Sport. Das sollte man ändern. Es wird zu viel gesessen, man macht zu viele Hausaufgaben, und nicht einmal in der Freizeit können die Kinder Sport betreiben, weil es zu wenig Sportplätze gibt. Die meisten Anlagen werden mit dem Rasenmäher sehr gepflegt, und dann werden überall Verbottafeln angebracht, und Bewegungsspiele sind nicht mehr möglich. Vor allem sollte man mehr als zwei wöchentliche Turnstunden erteilen, dies in Anlehnung an die Verhältnisse in Amerika und Schweden. In Amerika hat man viele stämmige Rekruten. Zum Teil ist das die Folge davon, dass in der Schule an mindestens drei Nachmittagen in der Woche Sport getrieben wird. Bei uns werden die Kinder durch gebeugte Haltung kopfschwer, lernen dafür Geschichtsdaten, die sie später höchstens beim Lösen von Kreuzworträtseln brauchen. Man treibt eine Art Perfektionismus, der sich gar nicht rentiert. Das ist vielfach eine Pseudobildung was wir uns aufladen. Zugleich ist man ob der Unfähigkeit der Erwachsenen erschüttert, selber zu denken. In Amerika werden in der Schule die verschiedensten Themen diskutiert, das selbständige Denken wird gelehrt, damit die Leute sich im Leben wehren können und auch zur politischen Reife gelangen.

Also vom ärztlichen Standpunkt aus muss man den Stoffabbau in der Schule verlangen, eventuell die Fünftagewoche einführen, mehr Schulsport betreiben, mehr Spielplätze zur Verfügung stellen und mehr Freizeit für sportliche Betätigung geben. In einer deutschen Illustrierten hat man gelesen, man sollte wieder den alten Schultornister einführen, weil die Tragtaschen falsche Haltung und Anomalien fördern. Man sollte die Spielautomatensalons einschränken. Statt Fussball und Faustball zu spielen, gehen die jungen Leute in Spielsalons oder hocken auf ihren Motorfahrzeugen. Statt einer S-Linie weist die Wirbelsäule eine J-Linie auf. Auch die gebeugte Stellung auf den Töffs verursacht Haltungsschäden. Das Buggeliturnen hintennach nützt nicht viel, man muss vorbeugen.

Ich will aber nicht die Reihendurchleuchtung befürworten, denn es erfolgen ohnehin viel zu viele Durchleuchtungen. Von den russischen Atom-

versuchen wissen wir, dass sie eine Radiumverseuchung unserer Kinder verursacht hat. Im Jennerspital hat man bei toten Säuglingen in den Knochen Strontium 90 gefunden. Wir sind also ohnehin verseucht und dürfen nicht allzu viele Reihendurchleuchtungen vornehmen.

Das wollte ich als Arzt beifügen.

Dübi. Nachdem Herr Dr. Sutermeister das Wort zur Diskussion verlangt hat, um ein sehr düsteres Bild zu geben, sehe ich mich veranlasst, dieses ein wenig aufzuhellen. Herr Sutermeister ist Arzt in Bern. Sie schliessen vielleicht daraus, dass das, was er vorgebracht hat, ausschliesslich auf die Stadt Bern zutreffe. Dem ist nicht so. Unsere Schulturnanlagen stehen der Jugend zur Verfügung, auch in der schulfreien Zeit und in den Ferien und werden sehr rege benützt. Herr Sutermeister hat mit Recht auf gewisse Ursachen der Haltungsschäden hingewiesen, und ich möchte nicht etwa sagen, das Problem sei weniger gravierend als er es darstellte. Ich füge nur bei, dass nach unseren Erfahrungen in der Stadt eine der Hauptursachen für die Haltungsschäden die mangelnde Bewegung der Schuljugend ist. Sie kann sich nicht mehr auf der Strasse tummeln, wie wir es noch konnten. Mit Hausaufgaben ist sie nicht überlastet.

Wenn der Gesundheistdirektor bereit ist, das Postulat entgegenzunehmen und die Angelegenheit zu untersuchen, kann ich ihm sagen, dass er die Stadt Bern aus der Untersuchung ausklammern kann. Wir sind der Sache seit langem nachgegangen und haben für Schüler, bei denen wir Schäden feststellten, das Haltungsturnen eingeführt. Wir haben ein ausgebautes Schularztamt zur Verfügung. Das setzt schon sehr früh ein. Wir suchen die Kinder schon im Kindergarten zu erfassen.

Sowohl Herr Boss wie Herr Sutermeister haben Ursachen für die Krankheiten genannt, die wir von der Schule aus nicht verhindern können. Wir können nur die Folgen bekämpfen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Interpellation des Herrn Grossrat Eichenberger (Bolligen); Spitalstationen für Alkohol-Entwöhnungskuren

(Siehe Seite 372 hievor)

Eichenberger (Bolligen). Die Schaffung von Spitalstationen für Alkohol-Entwöhnungskuren ist ein altes Postulat. Der Geschäftsausschuss des Verbandes der bernischen Fürsorgestellen und Heilstätten für Alkoholkranke hat seinerzeit schon mit den zwei Vorgängern des jetzigen Gesundheitsdirektors darüber gesprochen, und beide Direktoren haben zugesichert, dass sie die Sache an die Hand nehmen wollen. Sodann ist im Rat ein Vorstoss durch eine Interpellation und eine Schriftliche Anfrage von Kollege Kopp unternommen worden. Der Kanton Luzern hat schon lange eine solche Spitalstation, und dort bewährt sie sich sehr gut. Das ermuntert uns, im Kanton Bern ebenfalls eine solche Station ins Leben zu rufen. Auch die nordischen Staaten, Dänemark, Schweden, Norwegen, haben längst solche Spitalstationen.

Was bezweckt eine solche Station? Wenn Alkoholkranke oder Alkoholgefährdete durch die ambulante fürsorgerische Betreuung nicht geheilt werden können, muss man sie für eine heilstättische Kur einweisen. Diese dauert meistens ein Jahr. Medikamentöse Kuren kann man in ein paar Tagen, längstens ein paar Monaten durchführen. Schon aus rein materiellen Gründen muss man medikamentöse Kuren vermehrt durchführen. Der Kanton Bern hat eines der bestausgebauten Fürsorgestellennetze der Schweiz; jeder Amtsbezirk wird betreut. Wir haben 23 Fürsorgestellen mit 33 Fürsorgerinnen und Fürsorgern, und drei Heilstätten befassen sich dauernd mit Alkohlgefährdeten. Im Kanton Bern werden von den Fürsorgestellen 5940 Männer und 301 Frauen, zusammen über 6000 Personen betreut. In Heil- und Pflegeanstalten und in Heilstätten wurden im letzten Jahr 134 Personen eingewiesen. 293 Patienten haben die Antabuskur absolviert. Das ist ein wertvolles Hilfsmittel. Damit wird der Patient alkoholunverträglich. Um die Kur zu absolvieren, muss der Patient sein Herz vom Arzt untersuchen lassen. Auch andere Voraussetzungen müssen erfüllt sein. Dann können wir die ambulante Kur in der psychiatrischen Polyklinik durchführen. Der Patient wird dort eingewiesen, und innerhalb dreier Stunden wird ein sogenannter Trinkversuch durchgeführt. Dieser besteht darin, dass der Mann Antabus erhält. Nachher erhält er sein Lieblingsgetränk, und dann kommen die Reaktionen: Die Patienten erhalten einen beschleunigten Puls, ein stark gerötetes Gesicht; das kann bis zum Kollaps führen, so dass man mit Sauerstoff helfen muss. Aber es kann nichts passieren, weil das in der psychiatrischen Polyklinik gemacht wird, wo der Mann immer unter ärztlicher Kontrolle ist. – Die Antabuskuren sind ausserordentlich wertvoll. – Während den Heilstättekuren wird der Patient von der Familie weggenommen, was manchmal sehr grosse Spannungen und materielle Schwierigkeiten verursacht. Darum versuchen wir in erster Linie die Antabuskuren durchzuführen. Zwei unserer Grossratskollegen haben auch schon mit mehr oder weniger Erfolg solche Tabletten abgegeben. Es hat sich dort um zwei sehr chronische Alkoholiker gehandelt. Bei sehr uneinsichtigen Trinkern lässt sich die Kur nicht mehr durchführen. Diese müssen in eine Heil- und Pflegeanstalt eingewiesen werden. Dort wird dann die Antabuskur nicht ambulant, sondern intern durchgeführt.

Wir haben eine solche Spitalstation dringend nötig. Die möglichst frühzeitige Erfassung der Gefährdeten ermöglicht die billigste und zweckmässigste Behandlungsweise. Der Alkoholkranke ist oft in seiner ganzen Persönlichkeit gestört. Noch häufiger sind Störungen der Leber. Bei solchen Männern und Frauen tritt eine Schrumpfung der Persönlichkeit und der Moral ein.

Die Zahl der Betreuten im Kanton Bern beweist deutlich, dass eine Station für Alkoholgefährdete für Spitalkuren dringend nötig ist. Mediziner Dr.

Bracher, Mitglied der kantonalen Kommission für die Bekämpfung des Alkoholismus, hat im Dezember in einer Sitzung der betreffenden Kommission gesagt: «Die Schaffung solcher Stationen ist unbestritten und dringend. 30 Prozent der männlichen Patienten in den medizinischen Kliniken und Spitalabteilungen weisen Alkoholschäden auf. Würden diese verhütet, so würden die Spitalbetten weniger lange beansprucht als bei der heutigen, oft nötigen Dauerpflege alkoholgeschädigter Menschen.»

Es ist also wichtig, dass der Alkoholpatient in eine Spitalstation eingewiesen werden kann. Unsere Fürsorgestellen in Bern und Biel weisen in jedem Jahresbericht darauf hin, dass die Station dringend nötig ist. Sie kostet viel Geld. Aber es kostet den Staat viel weniger, wenn man solche Stationen baut und Männer und Frauen davor bewahren kann, Jahreskuren zu absolvieren, aus dem Arbeitsprozess herausgenommen werden zu müssen, wobei die Familie unterstützt werden muss.

Die Trunksucht nimmt zu. Das ist etwas, was gar nicht eliminiert werden kann. In den Jahren 1951 bis 1960 hatten wir pro Jahr 104 Todesfälle infolge delirium tremens und 675 Todesfälle wegen Leberzirrhose, dies als Folge der Alkoholschäden. Das ist ein ungeheurer Ausfall unserer Volkswirtschaft. Im Strassenverkehr haben wir im Jahr 200 Tote und 6000 Verletzte nur wegen Alkohol. Wir sehen die grossen generellen Schäden. Man hat ausgerechnet, dass mit dem Arbeitsausfall und allem was daran hängt, der volkswirtschaftliche Schaden im Jahr gegen 2 Milliarden Franken ausmacht.

Wir hofften, dass im Inselspital, im alten Lindenhofspital, eine Spitalstation geschaffen werden könne. Man hat sicher damit etwas verpasst, dass man den Lindenhof nicht kaufte, als er käuflich gewesen wäre.

Wie wäre es, wenn man ein Spital verpflichten würde, eine solche Station zu bauen, oder die Subvention von der Eröffnung einer solchen Abteilung abhängig machen würde? Wir wollen nicht nur die Entsumpfung des Landes, sondern auch die Entsumpfung der Menschen. Das ist ebenso nötig.

Die Spitalstationen wären so gedacht, dass man Ärzte der Heil- und Pflegeanstalt oder der psychiatrischen Polyklinik beiziehen würde. Man würde also kein zusätzliches ärztliches Personal brauchen.

Es ist höchste Zeit, das seit Jahren Versäumte nachzuholen. Ich bin dem Gesundheitsdirektor sehr dankbar, wenn er der Frage volle Aufmerksamkeit schenkt und bin gespannt, was er auf meine Interpellation zu sagen hat.

Blaser, Direktor des Gesundheitswesens, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich will die Folgen der Trunksucht in der Schweiz nicht auch noch darstellen, der Interpellant hat das ausgezeichnet getan. – Das Problem der Stationen ist leider noch nicht gelöst. Damit beschäftigen sich die Kommission des Fürsorgestellenverbandes, unter der Leitung von Herrn Nationalrat Geissbühler, und die Arbeitsgruppe der Berner Ärzte, unter Herrn Dr. Bracher. Die Gesundheitsdirektion hat das Problem der Schaffung einer solchen Station dem Inselspital und allen 33 Bezirksspitälern unterbreitet. Das Inselspital hat Bedenken, eine solche Station zu eröffnen. Professor Mumenthaler fragt, ob derartige Betten nicht in eine psychiatrische Bettenstation einbezogen werden sollten, zum Beispiel im Rahmen der psychiatrischen Polyklinik. Er fragt sich weiter, ob eine derartige Entwöhnungsstation in einem Akutspital nicht erst recht das Etablissement in eine Anstalt und ein Spital aufspalten würde. Die Direktion der Insel teilt mit, es sei denkbar und wahrscheinlich, dass das Problem im Rahmen der dritten Bauetappe der Insel behandelt werden könne. Solange können wir selbstverständlich nicht warten.

Am Kantonsspital Luzern existiert eine solche Station mit zwei Ärzten und einer ausgezeichneten Oberschwester. Die Station hat einen sehr guten Namen. Es ist zu bedauern, dass das, was im Kantonsspital Luzern möglich war, an der Universitätsklinik des Kantons Bern nicht möglich ist.

Es kann nicht bestritten werden, dass viele Alkoholiker sich weigern, in einer Heil- und Pflegeanstalt eine Entwöhnungskur zu absolvieren. Sie wollen nicht mit dem Namen der Anstalt abgestempelt werden. Das ist der tiefere Grund, warum man eine spezielle Station schaffen möchte.

Nachdem man heute erkennt, dass die Alkoholsucht ganz einfach zu allen andern Süchten gezählt werden muss, wie Tablettenmissbrauch usw., also eine Krankheit ist, stellt sich die Frage, zu Recht, ob nicht eine Bettenstation mit zirka 10 Betten einem Akutspital angegliedert werden soll.

Es ist nicht so einfach, ein Akutspital bei Neu- und Umbauten, unter Zusicherung von Staatsbeiträgen, zu verpflichten, eine solche Abteilung anzugliedern, denn es sind entsprechende Ärzte und Psychiater nötig. Gerade einen Psychiater zu finden wäre besonders schwierig.

Richtig ist, wie ausgeführt wurde, dass 30 Prozent der männlichen Patienten in der medizinischen Klinik und in den Spezialabteilungen Alkoholschäden aufweisen. Wenn die Schäden reduziert werden könnten, so würden selbstverständlich die betreffenden Betten für andere Patienten frei, die darauf warten, ins Spital aufgenommen zu werden. Das wird leider von den Spitalärzten zu wenig erkannt und berücksichtigt. Die Spitalärzte befürchten, das Spital würde durch die Eröffnung einer solchen Station abgestempelt. Auf die Umfrage der Gesundheitsdirektion hin hat einzig das Ziegler-Spital Bern und das Bezirksspital Wattenwil seine guten Dienste angeboten. Im ersten Raumprojekt des Ziegler-Spitals war eine solche Station vorgesehen. Dann wurden aber Bedenken angemeldet. Man befürchtete, dass der Charakter der Station sich im Spital selber horizontal und vertikal auswirken würde. Sodann wäre es unmöglich gewesen, für die Leitung der Station einen Psychiater zu finden. Ärzteschaft und Direktion des Ziegler-Spitals gelangten zur Auffassung, dass für Alkoholiker, bei denen die psychiatrische Situation dominierend ist, nur der Aufenthalt in einer Heil- und Pflegeanstalt oder in der Nähe einer solchen in Frage komme. Da hingegen, wo die Sucht des Alkoholikers sich auf den Zustand der Leber ausgewirkt hat, also zum somatischen Zustand geworden ist, sei ein Internist im Ziegler-Spital bereit, sich auf die Betreuung einer entsprechenden Abteilung zu spezialisieren, denn es

könnte sich nicht nur um eine Behandlung handeln, sondern es müssten auch Antabuskuren usw. durchgeführt werden. Wenn also Zweck und Ziel einer solchen Station in dem Sinne umrissen würden, wären Ärzteschaft und Direktion des Ziegler-Spitals, nach Mitteilung des Gesundheitsdirektors der Stadt Bern, bereit, sich der Aufgabe anzunehmen. Wir können dem Ziegler-Spital dafür nur danken.

Zu den einzelnen Fragen: Wir glauben, dass wir über die erforderlichen Vorarbeiten Auskunft gegeben haben. Ich glaube es sei nicht nötig, für die Angelegenheit eine Kommission von Fachleuten einzusetzen. Die Gesundheitsdirektion wird das Problem mit der psychiatrischen Universitätsklinik, mit der Leitung der psychiatrischen Polyklinik und mit den Instanzen des Ziegler-Spitals bearbeiten. Die Gesundheitsdirektion ist überzeugt, dass eine solche Station geschaffen werden muss. Es wird allerdings nicht einfach sein, das Krankengut zu bezeichnen, das in diese Station aufgenommen werden kann. Die Diagnose muss bestimmen, wer dorthin gehört. Diese Arbeit muss in Verbindung mit der Universitätsklinik des Kantons Bern gelöst werden.

Die Gesundheitsdirektion nimmt sich des Problems an.

Eichenberger (Bolligen). Ich bin von der Antwort befriedigt.

Interpellation des Herrn Grossrat Bärtschi (Heiligenschwendi); vollamtlicher Kantonsarzt

(Siehe Seite 374 hievor)

Bärtschi (Heiligenschwendi). Meine Interpellation befasst sich mit der Frage des Kantonsarztes. Von diesem ist heute mehrmals gesprochen worden. Ich habe in der Motion geschrieben, der Verwaltungsbericht 1965 beginne mit dem Satz: «Im Jahr 1965 war die Direktion des Gesundheitswesens dauernd überlastet.» Der Bericht der Gesundheitsdirektion für 1966 beginnt: «Die Arbeitslast hat im Berichtsjahr weiterhin stark zugenommen.» Dazu kommt, dass das Dekret über die Organisation der Gesundheitsdirektion von 1919 die Stelle eines Kantonsarztes vorsieht. Es heisst dort nämlich in Artikel 3: «Die Beamten der Gesundheitsdirektion sind erstens der Kantonsarzt, zweitens der Sekretär, drittens der Adjunkt für das Spitalwesen.» Im Jahr 1926 ist mit Grossratsbeschluss ein nebenamtlicher Kantonsarzt gewählt worden. Er arbeitete zu einem Drittel für die Stadt Bern, zu einem Drittel für den Kanton und zu einem Drittel führte er eine freie Praxis. Das dauerte bis zum Herbst 1966. Dann trat Herr Dr. med. Felix Oesch als Kantonsarzt zurück. Seit Herbst 1966 hat der grosse Kanton Bern, mit einer Million Einwohner, keinen Kantonsarzt mehr.

Es ist zutreffend, wenn im Verwaltungsbericht für 1966 über die Gesundheitsdirektion geschrieben steht: «Die zeitgemässe Entwicklung des Gesundheitswesens in unserem Kanton hängt erheblich von der Mitwirkung eines erfahrenen Kantonsarztes ab.»

Bereits im Jahre 1921 wurden in einem Reglement die Aufgaben des Kantonsarztes umschrieben. Unter anderem wird dort genannt: Erstens Vorarbeiten und Ausarbeitung der Entwürfe für Gesetze, Dekrete, Verordnungen, Kreisschreiben usw. für Fragen medizinischer Natur, zweitens Ausarbeitung der medizinischen, gesundheitlichen und sanitätspolizeilichen Motive in allen Beschwerde- und Rekursentscheiden sowie Verfügungen der Gesundheitsdirektion oder des Regierungsrates, drittens Vorbereitung der Behandlung und Beantwortung von Postulaten, Interpellationen und Motionen, soweit sie medizinische oder sanitätspolizeiliche Fragen betreffen, viertens die Überwachung der Berufsausübung aller Medizinalpersonen im Kanton Bern, die Prüfung und Vorbereitung der Genehmigung von Verträgen zwischen Krankenkassen, Ärzten und Apotheken, fünftens die Überwachung des Verkehrs mit Arzneistoffen, Giften, medizinischen Spezialitäten und Apparaten, die Verhütung und Bekämpfung von akuten und chronischen Infektionskrankheiten usw.

Das kann nicht mit einem Drittel der Arbeitszeit ausgeführt werden.

Zu den Aufgaben von 1921 kommen nun die Probleme der Überalterung, der Spitalplanung, der Überwachung der Impfaktionen, auch der Pockenimpfung. Solche Aufgaben kann die Gesundheitsdirektion ohne einen Fachmann nicht lösen.

Als letztes Jahr auch der Verwaltungsbericht zur Diskussion stand, sagte Regierungsrat Blaser: «Der Regierungsrat hat beschlossen, die Stelle eines hauptamtlichen Kantonsarztes zu schaffen.» (Siehe Seite 256.) Nun haben wir noch keinen Kantonsarzt.

Im Staatskalender haben wir eine Reihe von Kommissionen, in denen vorgesehen ist, dass der Kantonsarzt Mitglied sei. Dort steht jeweilen: «Kantonsarzt: vakant.» So verhält es sich beim Sanitätskollegium, medizinische Sektion, wo der Kantonsarzt von Amtes wegen Mitglied wäre, ebenso bei der kantonalen Spitalkommission. Ferner müsste der Kantonsarzt in der Prüfungskommission für Drogisten sein usw. Im ganzen sind zehn Kommissionen vorhanden, in denen der Kantonsarzt fehlt.

Ich weiss, dass man sparen muss. Hier aber würde am falschen Ort gespart, mit der Wirkung, dass die Kosten höher werden. Ein Kantonsarzt könnte der Gesundheitsdirektion viele Hinweise geben, die schon in der Planung zu Einsparungen führen könnten.

Das Fehlen eines Kantonstierarztes hätte man nicht so lange geduldet. Die Kantone Zürich, Aargau usw. haben längst vollamtliche Kantonsärzte. Es wurde gesagt, in Bern scheitere das an den finanziellen Bedingungen. Das kann auf die Länge kein Hindernis sein; die finanziellen Konsequenzen sind eben nochmals zu prüfen. Wir wollen im Kanton Bern nicht irgendeinen Kantonsarzt, sondern einen, der das Vertrauen der Ärzteschaft geniesst, weil er seine Probleme nur in enger Zusammenarbeit mit der bernischen Ärzteschaft lösen könnte.

Wir haben ein Dekret von 1919, wo die Stelle eines Kantonsarztes vorgesehen ist. Wir haben ein Reglement, das seine Arbeit festhält. Wir haben

eine ganze Anzahl von Vakanzen in sehr wichtigen Kommissionen. Wir haben einen Beschluss des Regierungsrates – er ist etwa ein Jahr alt – zur Errichtung einer hauptamtlichen Kantonsarztstelle. Wir haben aber im grossen Kanton Bern keinen Kantonsarzt. Ich frage den Regierungsrat an, was er zu unternehmen gedenke.

Blaser, Direktor des Gesundheitswesens, Berichterstatter des Regierungsrates. Im Jahre 1921 wurde durch Grossratsbeschluss die Stelle eines hauptamtlichen Kantonsarztes beschlossen und ein entsprechendes Pflichtenheft aufgestellt. Dieses ist sehr umfangreich; Herr Grossrat Bärtschi hat einiges daraus zitiert. Der Artikel 1 besagt, dass zum Pflichtenheft gehören: Vorarbeiten und Ausarbeitung der Entwürfe für Gesetze, Dekrete, Verordnungen, Kreisschreiben usw. und Korrespondenzen medizinischer, gesundheitlicher und sanitätspolizeilicher Natur und der daherigen Vorträge an den Regierungsrat.

Weil das Amt nie vollamtlich besetzt ist, haben die Arbeiten zum grossen Teil durch Administrativbehörden der Gesundheitsdirektion ausgeführt werden müssen.

Im Jahre 1926 wurde durch Grossratsbeschluss verfügt: «Der Kantonsarzt kann nebenamtlich gewählt werden.» Aber das Pflichtenheft, das für den vollamtlichen Kantonsarzt gedacht war, wurde nicht geändert.

Die Gesundheitsdirektion hat die Stelle, die letztes Jahr durch die Regierung als vollamtliche Stelle beschlossen worden war, zuerst nicht ausgeschrieben. Es hätten sich sonst vorwiegend Ärzte gemeldet, die aus Alters- oder Gesundheitsrücksichten bis zur Pensionierung versorgt sein möchten, sich also vorstellen, das sei ein Posten, den man mit administrativen Arbeiten ausfüllen könne, und nachher habe man die Alterssicherung durch eine Pension. Es hat sich gezeigt, dass die Bedenken der Gesundheitsdirektion berechtigt waren. Diese Auffassung hat tatsächlich in weiten Kreisen geherrscht. Die Stelle wurde erst ausgeschrieben, als ein Arzt zur Verfügung war, der die Voraussetzungen erfüllt hat, ein Landarzt mit jahrelanger praktischer Erfahrung, guter Vorbildung, zweisprachig, mittleren Alters und grossem Verständnis für die Probleme der Präventiv-, Schul- und Sozialmedizin. Leider konnte man sich in bezug auf das Salär mit ihm nicht einigen. Das Salär, auf das er angesichts der radikalen Umstellung seiner wirtschaftlichen und beruflichen Situation angewiesen gewesen wäre, hätte den Rahmen des Besoldungsdekretes gesprengt. Der betreffende Arzt hat ein Haus, das nicht nur als Arztwohnung diente, sondern mit seinen Behandlungs- und Untersuchungsräumen den Charakter einer kleineren Landklinik hat. Das hätte er verkaufen müssen, wobei das unter dem Verkehrswert hätte geschehen müssen, weil kein Arzt in jene Gemeinde gezogen wäre. Man glaubte zuerst, ihm ein Salär ausrichten zu können, das demjenigen anderer Kantonsärzte entspreche und wollte ihn gleichzeitig für den schweren finanziellen Verlust der durch den Verkauf des Hauses entstanden wäre, entschädigen. In der Folge musste man einsehen, dass das nicht mit dem Besoldungsdekret in Einklang gebracht werden konnte. Das Besoldungsdekret aber kann man nicht wegen einer einzigen Stelle revidieren, denn das hätte zahlreiche Personalbegehren provoziert. Erinnern Sie sich an die umfangreichen Diskussionen im Grossen Rat im Jahr 1964 über die Revision des bernischen Besoldungsdekretes. Wenn eine Stelle geschaffen würde, die bedeutend über den Besoldungsrahmen der Regierungsräte hinausginge, würde das eine ganze Lawine auslösen.

Es wurde eine obligationenrechtliche Anstellung erwogen, aber das musste aus grundsätzlichen Erwägungen fallen gelassen werden.

Bei der Diskussion hat sich einmal mehr gezeigt – darin ist man in der Regierung einig –, dass es für den Staat Bern immer schwieriger wird, qualifizierte Fachleute für leitende Stellen zu finden, weil andere Kantone derartige Kräfte zum Teil wesentlich besser honorieren.

Die Stelle wird in allernächster Zeit ein zweites Mal ausgeschrieben, mit dem Vermerk: Besoldung nach Dekret. Das heisst praktisch Klasse A 2, Maximum zehn Alterszulagen, Orts- und Familienzulagen, ergibt Fr. 40 500.—. Der Regierungsrat kann in Anwendung von Artikel 12 des Dekretes über die Besoldungen die Besoldung um 25 Prozent erhöhen, also auf Fr. 50 000.— gehen, plus Kinderzulagen.

Offen bleibt die Frage, ob die Regierung einen Kandidaten berufen und damit die Einkaufssumme in die Versicherungskasse übernehmen werde. Gemäss Besoldungsdekret kann das der Regierungsrat tun. Die Gesundheitsdirektion ist an der raschen Besetzung des Postens sehr interessiert, denn für die Arbeiten, die in nächster Zeit ausgeführt werden müssen, ist sie einfach auf einen Kantonsarzt angewiesen. Ausserdem muss der Kantonsarzt das Bindeglied zwischen der politischen Gesundheitsbehörde des Kantons und der bernischen Ärzteschaft bilden. Das ist sehr wichtig, weil auch innerhalb der bernischen Ärzteschaft immer noch eine Strömung festzustellen ist, in der die politische Gesundheitsbehörde des Kantons als Feind Nr. 1 betrachtet wird. Da wird der Kantonsarzt eine ausserordentlich wichtige Funktion erfüllen können. Er muss das Vertrauen sowohl der Gesundheitsdirektion wie der bernischen Ärzteschaft haben. – So dringend wir ihn benötigen, wollen wir doch lieber noch ein wenig warten, bis wir den richtigen Mann gefunden haben, als in einer Notsituation einen Mann anstellen, der uns gerade in diesem letzten Punkt mehr kaputt machen als nützen würde.

Bärtschi (Heiligenschwendi). Ich bin von der Antwort befriedigt.

Verwaltungsbericht der Fürsorgedirektion für 1966

Michel (Meiringen), Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Die Besprechung, die Kollege Delaplace und der Sprechende mit Fürsorgedirektor Blaser und Herrn Dr. Brägger hatten, konzentrierte sich rasch auf Altersfragen. Es ist kein Zufall, dass etwa einen Monat später Bundesrat Tschudi und die Stiftung für das Alter der Presse einen langen Bericht betreffend ein Arbeitspro-

gramm in Sachen Altersfragen übergaben, ein Programm, das die enge Zusammenarbeit zwischen Bund, Kantonen und Gemeinden verlangt. In allen Gemeinden stehen Altersfragen im Vordergrund.

Im Verwaltungsbericht der Fürsorgedirektion finden wir unter dem Titel «Fürsorge der bernischen Gemeinden» und «Fürsorge des Staates» je einen kleinen Abschnitt über die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenfürsorge. Diese Fürsorge hat beim Staat das Gesetz über Ergänzungsleistungen zur AHV/IV ausgelöst, das am 1. Juli 1966 in Kraft trat. Aber damit ist das Problem nicht etwa gelöst. Unter dem Titel Alterssiedlungen, Altersheime usw. lesen wir im Verwaltungsbericht, dass die Schaffung von Alterspflegeheimen immer dringender werde. Da stellt sich das Problem, das ich kurz näher ausführen möchte, weil der Staat ohne Zweifel in absehbarer Zeit damit konfrontiert werden wird.

Vom Jahre 1888 bis 1960 hat sich die Zahl der achtzig- und mehrjährigen Leute fast versechsfacht, und für das Jahr 2010 rechnet man mit einer weiteren Verdreifachung. Dass wir immer mehr alte Leute haben, stellt man auch bei der Bestandesaufnahme der Betten für Chronischkranke fest; die Zahl der Gebrechlichen und Hilflosen nimmt zu, obschon die Erforschung und Behandlung von Alterskrankheiten grosse Fortschritte gemacht hat. Wir haben im Kanton Bern ungefähr 1500 Betten für Chronischkranke. Nun besteht zwar für die Berechnung des Bettenbedarfs keine Formel, man ist auf Erfahrungszahlen und Schätzungen angewiesen. Als Norm gelten 25 Betten pro 10 000 Einwohner, wobei der Bedarf in der Stadt verständlicherweise grösser ist als auf dem Lande. Man rechnet in der Stadt mit 30, auf dem Lande mit 18 Betten. Wenn man nun mit dem Mittel von 23 Betten rechnet, so fehlen uns 772 Betten. Nicht von ungefähr ist die Nachfrage nach solchen Betten bei Verpflegungsanstalten und Psychiatriespitälern sehr gross und sind die Wartelisten lang. Dorthin gehören diese Leute nur in besonderen Fällen, nämlich wenn sie aus einem besonderen Milieu kommen oder verwirrt sind.

Als Sofortmassnahme käme die Förderung der Heimpflege in Frage. Die Akutspitäler sind überlastet, können die Leute nicht aufnehmen, wie das heute morgen Regierungsrat Blaser dargelegt hat.

Natürlich nimmt nicht nur die Zahl der gebrechlichen und hilflosen Alten, sondern die Zahl der Alten überhaupt zu. Zwischen 1920 und 1960 ist die mittlere Lebenserwartung in der Schweiz von rund 55 auf gut 70 Jahre gestiegen. Dadurch hat sich die Zahl der 65- bis 80jährigen Leute fast verdoppelt. Hier geht es um einen grossen und schnell zunehmenden Teil der Gesamtbevölkerung. In den Alterssiedlungen und Altersheimen hat man je länger je mehr Mangel an Betten.

Das ist ein kleiner Ausschnitt aus dem grossen Komplex der Altersfragen.

Der Bericht des Bundesrates und der Stiftung für das Alter stellt viele wichtige Forderungen auf, zum Beispiel es seien bei Bund, Kantonen und Gemeinden sogenannte Koordinationsstellen für Altersfragen zu schaffen, ferner, das Pensionierungsalter soll soweit möglich individuell nach der Leistungsfähigkeit und dem Arbeitswillen der Arbeitnehmer festgesetzt werden. (Also kein Pensionierungszwang.) Bund, Kantone und Gemeinden sollen ihre Subventionspraxis in bezug auf Alterswohnungen und Alterssiedlungen überprüfen usw.

Das sind zum Teil fromme Wünsche, und sie seien nur erwähnt, um darzutun, wie weitschichtig dieses Problem für uns ist. Ihre Verwirklichung wird Jahrzehnte beanspruchen. Es ist daher nötig, dass sich der Kanton mit diesen Fragen befasst, wie es der Bund auch tut.

Aus der Fülle weiterer Diskussionsthemen, die wir behandelten, möchte ich noch auf zwei bis drei zurückkommen. Da nenne ich vorerst die Armenfürsorge. Im Kanton Bern gibt es gegenwärtig etwa 22 000 Fälle von Armengenössigkeit. Für diese wendet der Staat rund 18 Millionen Franken auf. Was sind das für Leute, die unterstützungsbedürftig werden? Meines Erachtens fehlt im Staatsverwaltungsbericht eine Ursachenstatistik, die es der Fürsorge und anderen Institutionen erlauben würde, gegen die Armut prophylaktisch etwas zu unternehmen. Immerhin haben wir vernommen, dass die Fachleute im Bild sind. Die Hauptursachen sind Krankheit, Alter, Untüchtigkeit der Hausfrau (Wohlstandsarmut), asoziales Verhalten (also moralische Mängel). Der Alkohol spielt keine so grosse Rolle, wie man eigentlich annehmen würde.

Die Stiftung bernisches Hilfswerk macht dem Stiftungsrat Sorgen. Die Mittel gehen zurück. Eine Sammlung hat wenig ergeben, vor allem die Gemeinden haben sich wenig beteiligt. Hingegen haben die Firmen, an die man sich wendete, besser reagiert. Man ist sehr froh um dieses Werk, denn es gestattet in Krankheits- oder Invaliditätsfällen zu helfen, die von der Invalidenversicherung nicht berücksichtigt werden können.

Wir finden im Bericht auch Angaben über die Verteilung der Fürsorgelasten. Man hört gelegentlich, das jetzige System verleite die Fürsorgebehörden der Gemeinden zu unnötigen Ausgaben. Dem ist aber nicht so. Die Gemeindebehörden handeln im Allgemeinen pflichtbewusst, beschliessen nicht Ausgaben, die nicht im Interesse der betreuten Personen nötig sind. Ausnahmen, die gelegentlich vorkommen mögen, werden von der Lastenverteilung ausgeschlossen.

Unsere Aufwendungen nehmen zu, aber sie entsprechen im grossen und ganzen den Prognosen.

Zum Schluss stelle ich einen Personalrückgang auf der Fürsorgedirektion fest. Er hängt mit dem neuen Gesetz zusammen.

Bei dem Besuch einer Direktion pflegt man den Direktor zu fragen, was im Moment am meisten Sorgen bereite. Ich habe diese Frage auch gestellt und zur Antwort erhalten, es sei der Weggang des ersten Mitarbeiters, Dr. Brägger. Er hat schon früher austreten wollen. Nachdem das dreimalige Ausschreiben dieser Stelle nichts gefruchtet hat, hat er für ein Jahr Handgeld genommen. Ebenso prekär ist die Situation bei der Nachfolge von Herrn Dr. Kiener. Die Frage der Anstellung von höheren Beamten für unsere Staatsverwaltung ist ebenfalls ein echtes Problem, dem wir alle Aufmerksamkeit schenken müssen. Das wird sicher bald einmal zur Sprache kommen. Das letzte Geschäft des Gesundheitsdirektors beweist das ebenfalls.

Nicht zuletzt sei allen Mitarbeitern auf der Fürsorgedirektion, vor allem den leitenden und dem Direktor und allen denen, die in Heimen und Anstalten ihre Pflicht tun für die Erfüllung ihrer

nicht immer angenehmen Aufgabe, die sie im Dienst der kantonalen Fürsorge erfüllen, gedankt.

Die Staatswirtschaftskommission bittet Sie, den Bericht zu genehmigen.

Stauffer (Büren). Als Fürsorgeinspektor möchte ich mich erkundigen, was mit dem Postulat geschehen ist, das im letzten Jahr vom Grossen Rat entgegen dem Antrag der Regierung, allerdings mit schwachem Mehr, erheblich erklärt wurde. Was wurde bis heute vorgekehrt? Nach meiner Meinung ist die Lage die gleiche wie im letzten Jahr. Der Einsatz der Fürsorgeinspektoren ist problematisch geworden. Ich weiss, dass seither einzelne Regierungsstatthalter mit den Fürsorgeinspektoren Konferenzen durchgeführt haben. Ich habe an einer solchen Konferenz festgestellt, dass die Regierungsstatthalter eine vorgefasste Meinung haben. Vom Ergebnis der Umfrage hat man nichts gehört, jedenfalls steht darüber im Verwaltungsbericht nichts. Welche Resultate haben sich ergeben und was will man in der Zukunft vorkehren?

Wüthrich. Ich benütze die Gelegenheit, um dem Forstdirektor im Namen der Elementargeschädigten bestens für die grosse Arbeit zu danken, die Sie in dieser Angelegenheit geleistet haben und bitte, den Dank an die Mitarbeiter weiterzuleiten, die den Fonds betreuen, nämlich an Fürsprech Thomet und Fräulein Kindler.

Gerber. Auf Seite 239 des Berichtes steht, dass in den Verpflegungsheimen und in den Alters- und Pflegeheimen Mangel an Personal besteht. In bernischen Verpflegungsheimen sind etwa 3200 Pfleglinge. Mindestens ein Drittel davon ist stark pflegebedürftig. Darum ist eine grosse Zahl von Ärzten und Pflegepersonal nötig. Bei 1000 solchen Pfleglingen ergeben sich beinahe 400 000 Pflegetage im Jahr. Werden bei der Berechnung des Bedarfs an medizinisch ausgebildetem Pflegepersonal die Pflegetage, die von der Fürsorge geleistet werden müssen, einbezogen? Sind Massnahmen getroffen, damit die neue Schule für die Pflege Chronischkranker – ich denke an die Schule in der Insel – die nötigen Kontakte mit den Alters- und Pflegeheimen und den Fürsorgeheimen aufnehmen? Ist gewährleistet, dass durch den Staatsbeitrag, der neu an das Salemspital ausgerichtet werden soll, diese Pflegeschule nachher vermehrt den Fürsorgeheimen dienstbar gemacht werden kann?

Schädelin. Der Mangel an Pflegepersonal ist besorgniserregend. Verschiedene Gemeinden haben im Einvernehmen mit dem Kanton zur Selbsthilfe gegriffen und sind im Begriff, Schulen für Alterspflegerinnen zu gründen. Es bestehen Anzeichen, dass der Kanton die Notlage erkannt hat und den Gemeinden im Rahmen der Gesamtplanung hilft. Die Stadt Bern gründet eine neue Schule im Engeried und erweitert eine bestehende Schule. Damit denkt die Stadt Bern auch an den Gesamtkanton, denn die aus diesen Schulen hervorgehenden Pflegerinnen bleiben natürlich nicht alle in der Stadt. Wir sind froh, wenn der Regierungsrat für dieses schwierige Problem Verständnis hat.

Der Kommissionsberichterstatter, Herr Michel, sagte, dass die Fürsorgeaufwendungen infolge der Besonderheiten des Fürsorgegesetzes ansteigen könnten, und es könnten einzelne Gemeinden durch das Fürsorgegesetz verleitet werden, die Notwendigkeit von Fürsorgeaufwendungen nicht genügend zu prüfen, weil sie davon nicht mehr so viel übernehmen müssen wie früher. Wir in Bern hatten jedenfalls keine Veranlassung, eine andere Fürsorgepraxis einzuführen. Das Fürsorgegesetz ist unter anderem geschaffen worden, damit die Gemeinden eine moderne Fürsorge betreiben können. Das hat ein Ansteigen der Aufwendungen zur Folge. Ein Grossteil der Aufwendungen geht an Altersinstitutionen. Man kann von einem Überborden im Rahmen des Fürsorgegesetzes nicht reden. Solchen Gerüchten muss man entgegentreten, denn es wäre schlimm, wenn dieses hervorragende Gesetzeswerk diskreditiert würde.

Auf Seite 239 des Berichtes wird über die Verpflegungsheime berichtet. Die meisten sind nicht kantonale Anstalten. Eine grosse Zahl ist neu gebaut oder erneuert worden. Diese Heime haben in den letzten paar Jahren sehr stark ihren Charakter gewechselt. Es sind jetzt zum Teil Pflegeheime geworden. Darum ist es stossend, wenn im Bericht immer wieder von Verpflegungsheimen die Rede ist. Dieser Begriff stammt aus dem letzten Jahrhundert, wo der Kanton meinte, man brauche den Bedürftigen bloss einen Blechnapf und ein knappes Essen zu geben. Der Ausdruck Verpflegungsheim ist lieblos. Nomen est omen. Ich ersuche den Fürsorgedirektor, dahin zu wirken, dass dieser Name durch einen humaneren ersetzt wird, der zeigt, dass man sich in diesen Heimen nicht nur um das allernotwendigste leibliche Wohl bekümmert.

Über einzelne Heime wird nicht berichtet. Ich weise den Fürsorgedirektor auf das Versorgungsheim Sonvilier hin, das neu gebaut wurde. Es ist ein schöner Bau, aber das Geld hat nicht gereicht, ihn inwendig zu verschönern. Ich habe noch nie einen Bau gesehen, der innen so unfreundlich wirkt. Ausserordentlich Sorge bereitet mir, dass man ein teures Versorgungsheim für schwierigste Pfleglinge baut, es dann aber als Dépendance der Anstalt Worben führt. Es soll also durch den Verwalter betreut werden, der schon in Worben eine riesige Anstalt zu leiten hat und überlastet ist. Dort geht es auch um Menschen, also nicht nur um Verpflegung. Es geht um Leute am Rande der Gesellschaft. Mich dünkt, gerade an den Orten sei es von besonderer Bedeutung, sich der Heiminsassen in besonderer Weise anzunehmen. Ein Meisterknecht reicht nicht aus, es braucht eine sehr qualifizierte Kraft. Ich möchte also erreichen, dass in Sonvilier eine Leitung bestellt wird, die an Ort und Stelle die Leute sachlich und menschlich richtig betreuen kann.

Eichenberger (Bolligen). Auf Seite 238 steht unter «Bekämpfung des Alkoholismus», ein besonderes Ereignis sei die Tagung gewesen, die der Verein der bernischen Regierungsstatthalter im Herbst 1966 auf Anregung der Fürsorgedirektion mit den bernischen Alkoholfürsorgern hatte. Die Tagung ist sehr gut verlaufen und hat bereits ihre Früchte gezeitigt. Die Regierungsstatthalter sind aufgefordert worden, bei den Gemeinden ihren Einfluss geltend zu machen, damit sie sich noch stärker an der Fürsorge beteiligen. Die Tagung hat einem echten Bedürfnis entsprochen. Wir sind der Fürsorgedirektion für die Initiative in bezug auf das Zustandekommen dieser Tagung sehr dankbar. – Die

Fürsorger hätten das Bedürfnis, eine weitere solche Tagung durchzuführen, und zwar mit den Gerichtspräsidenten, um auch mit diesen eine bessere Zusammenarbeit anzustreben. Immer wieder stehen Alkoholiker vor Gericht. Die Gerichtspräsidenten urteilen sehr unterschiedlich. In Artikel 44 des Strafgesetzbuches steht, dass wenn ein Delikt in Zusammenhang mit Alkoholgenuss begangen wurde, die Einweisung in eine Trinkerheilstätte möglich sei. Unseres Erachtens wird von dieser Möglichkeit zu wenig Gebrauch gemacht. Es ist wichtiger, dass ein Delinquent in einer Trinkerheilstätte untergebracht und dort aufgeklärt wird, als dass er acht bis neun Monate im Gefängnis sitzt, wo in der Richtung fast nichts unternommen wird. Wir möchten also mit den Gerichtspräsidenten des Kantons Bern gerne eine Tagung durchführen und wären der Fürsorgedirektion dankbar, wenn sie das an die Hand nähme. Die Behandlung solcher Fragen ist sehr wichtig. Viele Gerichtspräsidenten nehmen von sich aus mit den Fürsorgern Fühlung, wenn sie wissen, dass ein Delinquent der Betreuung bedarf.

Vom Alkoholzehntel hat der Kanton eine halbe Million Franken erhalten, die er zur Bekämpfung des Alkoholismus verwenden muss. Im Jahr 1962 hat die Anstalt Witzwil rund Fr. 2500.— erhalten. In den Jahren 1963 und 1964 ist der Betrag auf Fr. 40 000.— gestiegen. Wir haben das Gefühl, dass sich der Staat selber beschenke, währenddem die Trinkerheilstätten und Fürsorgestellen dringend vermehrte Mittel benötigen. Was ist dem Eschenhof in den Jahren 1965 und 1966 ausgerichtet worden? Das geht aus dem Bericht nicht hervor.

Blaser, Fürsorgedirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich danke Herrn Grossrat Michel, dem Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission, für die Anerkennung, die er ausgesprochen hat, danke auch Herrn Grossrat Wüthrich. Ich werde den Dank an meine Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen weiterleiten.

Herr Grossrat Stauffer erkundigt sich über das Resultat des Postulates über die Abschaffung der Institution der Kreisfürsorgeinspektoren. Ich stelle fest, dass es nicht nur im Obergericht, sondern auch im Seeland harte Köpfe hat. Die Frage der Abschaffung der Kreisfürsorgeinspektoren ist drei solchen Inspektoren vorgelegt worden. Auch mit den Regierungsstatthaltern haben wir gesprochen. Man war mit wenig Ausnahmen der Auffassung, dass die Aufgaben der Fürsorgeinspektoren nicht kleiner, aber anders geworden seien. Man hat auf die vielen Rentner und Bezüger von Zuschüssen hingewiesen, die man nicht aus den Augen verlieren, sondern der Obhut der Kreisfürsorgeinspektoren weiter unterstellen will. Dieser Inspektor ist für viele alte Leute eine Vertrauensperson, an die sie sich wenden können. – Vielleicht besteht die Möglichkeit, Inspektoratskreise zusammenzulegen. Aber der Fürsorgeinspektor einer grossen Vorortsgemeinde von Bern erklärte, die Aufgaben für seinen Kreis seien für ihn allein zu gross, der Kreis müsse unterteilt werden.

Ich hatte letzthin einige Bergbauernheimet anzuschauen. Ich hätte nicht geglaubt, dass im Kanton Bern, einem zivilisierten Staat, noch solche Bergbauernwohnungen vorhanden sind, wie ich sie gesehen habe. Wir geben viel Geld aus für die Entwicklungsstaaten. Was ich an drei Orten gesehen habe, ist viel schlimmer, als wenn eine Negerfamilie in einer Bambushütte wohnt, in einem Land, wo es keinen Winter gibt. Ich habe in den Bergen Wohnungen gesehen, wo es weder einen Küchenschaft noch einen Wäscheschaft noch ein Gänterli gibt, um irgendetwas unterzubringen. Man muss alles auf den Boden legen, die frische Wäsche in einem Sack und die schmutzige in einem andern Sack. Alles gerät in Unordnung. Die Stube ist mit zwei Betten ausgefüllt. Man muss beim Betreten aufpassen, dass man nicht über die Kleider und Schuhe stolpert. Elektrisches Licht und Trinkwasserversorgung sind nicht im Haus, man muss also auch im Winter das Wasser draussen holen. Eine Schlafstätte befindet sich über dem Schweinestall, nicht heizbar, unter einem nicht verschalten Dach, durch das es im Winter hineinschneit. Der Raum ist schlechter als ein Gaden. Er ist mit Karton tapeziert, damit der Schnee nicht zu sehr hereinkommt. Die Stube ist nicht unterkellert. Trotz dem Heizen mit zwei Öfen gefriert alles entlang der Fenster. Die ganze Familie, mit fünf Kindern, schläft in zwei Betten, weil es sonst zu kalt ist.

Wenn man Bedenken hat, das bernische Fürsorgegesetz könnte missbraucht werden, weise ich darauf hin, dass drei bernische Fürsorgedirektionsinspektoren laufend im Kanton herumreisen und die Fürsorge- und Vormundschaftsbehörden über ihre Aufgaben instruieren. Der Präsident der Fürsorge einer grossen Gemeinde, ein Notar, hat kürzlich behauptet, es sei ihm nun ein Fall angehängt worden, der belaste die Gemeinde besonders stark. Dieser Notar hat offenbar keine Ahnung von der Existenz des neuen bernischen Fürsorgegesetzes, sondern er lebt in der Atmosphäre des alten Gesetzes oder gar in der Epoche der Armenjagden, in der man einander die Armen zugeschoben hat.

Ich könnte aus den Tätigkeitsberichten der Inspektoren Dutzende von Fällen aufzählen, in denen die Notwendigkeit der Tätigkeit eines Fürsorgeinspektors absolut zu bejahen ist. Aber wir werden die Inspektorentätigkeit dort aufheben, wo sie tatsächlich nicht mehr nötig ist. Wir beschäftigen uns mit der Frage. Die Angelegenheit ist nicht schubladisiert worden.

Zur Anfrage von Herrn Grossrat Gerber: Ich muss annehmen, dass bei der Berechnung des Personalbedarfs die Zahl der Pflegetage berücksichtigt werde. Ich kann das nicht bestimmt sagen. Ich muss aber annehmen, dass zwischen den Schulen für Alterspflegerinnen und den Heimen Kontakte aufgenommen worden sind. Ich muss auch annehmen, dass in der neuesten Schule, die in Bern geschaffen wird, die nötigen Kontakte mit diesen Altersheimen aufgenommen werden. Ich werde mich der Frage annehmen und untersuchen, ob dem tatsächlich so ist.

Herr Grossrat Schädelin erachtet den Namen Verpflegungsheim als stossend. Ich bin der gleichen Meinung. Wir werden uns der Frage annehmen und versuchen, eine andere Bezeichnung zu finden.

Sonvilier ist das schwierigste Heim mit der schwierigsten Kategorie von Insassen und verlangt sicher eine besondere Leitung. Ich möchte mich grundsätzlich der Frage annehmen.

Herr Grossrat Eichenberger (Bolligen) wünscht eine Tagung mit den Gerichtspräsidenten. Ich weiss im Moment nicht, ob diese zu organisieren in

den Pflichtenkreis der Fürsorgedirektion gehöre, vermute aber, dem sei so, denn wir haben ja auch die Tagungen mit den Regierungsstatthalterämtern organisiert. Wir werden uns der Frage annehmen und, wenn es in unseren Pflichtkreis gehört, eine solche Tagung arrangieren. Die Notwendigkeit hiezu sehen wir ein.

Hingegen kann ich Herrn Grossrat Schädelin nicht sagen, wieviel in den Jahren 1964 und 1965 der Eschenhof aus dem Alkoholzehntel erhalten hat, denn ich habe die betreffende Rechnung nicht bei mir. Ich werde das Herrn Grossrat Schädelin noch mitteilen.

Genehmigt.

Interpellation des Herrn Grossrat Kopp; Sozialplanung für die Invalidenhilfe

(Siehe Seite 371 hievor)

Kopp. Einige Vorredner haben mir vorgearbeitet. Kollege Bircher hat für das Gesundheitswesen eine Gesamtkonzeption und eine Grundlagenplanung in bezug auf Spitalplanung verlangt. Herr Michel hat gesagt, die Ursachen der Armut müssten genauer festgestellt werden, und man müsse auch auf diesem Gebiet mehr planen. Ich glaube Sie begreifen, dass in der heutigen Zeit der raschen Entwicklung auch auf dem Gebiet der Sozialfürsorge – mir geht es besonders um die Behindertenfürsorge – mehr geplant und koordiniert werden muss. Damit will ich nicht sagen, dass im Kanton Bern nicht schon planmässig gearbeitet werde. Wir haben ein ausgezeichnetes Fürsorgegesetz und haben in der Fürsorgedirektion einen ausgezeichneten Stab von Mitarbeitern, und, ich sage das ohne Schmeichelei, wir haben dazu einen ausgezeichneten Fürsorgedirektor. – Aber zu gewissen Sachen ist ein Fragezeichen zu machen, weil man für das Vorgehen dies oder jenes hätte wissen sollen. Ein Beispiel guter Zusammenarbeit: Die Vereinigung der Gelähmten als Selbsthilfeorganisation hat sich mit der schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für Invalidenhilfe, also einer Betreuerorganisation, zusammengetan und das vorbildlich konzipierte Wohn- und Arbeitsheim in Gwatt geschaffen. Die Blindenanstalt Zollikofen und die Berner Genossenschaft Blindenheim und Werkstätten arbeiten Hand in Hand. Auch auf dem Fürsorgegebiet ist aus eigener Initiative Verschiedenes geschehen. So hat die Hilfsstelle für die Eingliederung Kurentlassener, geführt von der bernischen Liga gegen die Tuberkulose und der Vereinigung «Das Band» mit der Beratungsstelle Pro Infirmis eine saubere Aufgabenabgrenzung vorgenommen. Ins gleiche Kapitel passt die Schaffung einer Station für Patienten mit Multipler Sklerose in der Höhenklinik Bellevue, Montana.

Vom Präsidenten der Invalidenversicherungs-Kommission ist eine Kommission zusammengerufen worden, die sich mit der Planung der geschützten Werkstätten, vor allem für geistig Behinderte, befassen soll.

Trotzdem ist vermehrte Planung und bessere gegenseitige Orientierung nötig. Es gibt Fälle, die zu denken geben. Auf dem Gebiet der Stadt Bern sind innerhalb von wenigen Jahren zwei grosse Werkstätten für Teilerwerbsfähige entstanden, von denen die eine gegen 100 Arbeitsplätze geschaffen hat, aber die beiden Gründerorganisationen waren in bezug auf den Bau und Betrieb dieser Werkstätten nie miteinander im Gespräch. Immerhin hat es in beiden Fällen kein Chaos gegeben, beide Werkstätten sind nötig, aber die beiden wussten nichts voneinander.

Das Jugend-Rotkreuz hat in einem bewunderungswürdigen Elan und mit grossem Kostenaufwand einen Car für Schwerbehinderte bauen und einrichten lassen und führt nun regelmässig Schwerinvalide zu Ausflügen in der Schweiz herum. Zahllose Gruppen der Invaliden-Selbsthilfe haben das seit Jahrzehnten mit viel geringerem Aufwand getan.

Die Koordinierung der Invalidenhilfe ist nötig. Wichtig wäre eine Bestandesaufnahme über die bestehenden Heime, Werkstätten, Schulen, Anstalten und Institutionen und die Schaffung von vermehrten Kontakten zwischen den einzelnen Organisationen. Dieser besteht nämlich nicht. Das könnte eine private Organisation mit Elan und Initiative selber unternehmen. Aber die meisten der Organisationen sind schon mit Arbeit überlastet, scheuen ein wenig vor dieser neuen Anstrengung zurück und haben vielleicht auch nicht die Möglichkeit, solche Initiative zu entfalten. Ausserdem hat der Staat hiefür vermehrte Autorität und Kompetenz. Andere Kantone haben sich der Aufgabe schon angenommen. So bestehen Planungskommissionen in den Kantonen Thurgau, Luzern, Aargau und Solothurn. Für diesen letzteren Kanton besitze ich hier die Bestandesaufnahme in Form einer Broschüre, die auch eine Planung dessen enthält, was in den nächsten Jahren neu gebaut oder erweitert werden muss. – In Freiburg besteht ein Universitätsinstitut für Caritas- und Sozialwissenschaften. – Der Kanton Waadt hat zwei hauptamtlich angestellte Soziologen, die in einem «Service de l'enfance» arbeiten und Forschungsarbeiten betreiben. – In Genf und Neuenburg bestehen Kommissionen, die zum Teil auf privatrechtlicher Grundlage geschaffen wurden.

In der Stadt Bern geht auch etwas. Die Sozialfürsorge strebt engere Zusammenarbeit mit den Universitätsinstituten für Psychologie und Soziologie an. – In Luzern besteht eine Fachgruppe der Caritas für Jugendschutz und Suchtgefahren.

All diese Bestrebungen haben eine sehr starke Förderung in der Landeskonferenz für soziale Arbeit erfahren, die beinahe 100 schweizerische Organisationen in einem Dachverband zusammenfasst. Die Konferenz ist die eigentliche Initiantin für all diese Bestrebungen. Sie pflegt auch internationale Kontakte.

Ein vorzügliches Beispiel einer in die Zukunft schauenden Sozialplanung wurde uns heute genannt. Es wurde erwähnt, dass die Kommission für Altersfragen, die massgebend vom Bundesamt für Sozialversicherung unterstützt wird, einen Bericht über alle Aspekte der Altersprobleme vorgelegt hat.

Der Kanton Bern sollte sich dieser Aufgabe nicht entziehen, trotz der Finanzklemme, denn eine bessere Koordination führt zu Ausgabenverminde-

rung. Vielleicht könnten vorerst bestehende Ämter der sozialen Fürsorge eine solche Arbeit einleiten. Besonders geeignet wären die Invalidenversicherungskommissionen, die jahraus, jahrein auf dem Gebiet der Eingliederung und der Invalidenhilfe arbeiten. Oder es könnten Absolventen der Schule für soziale Arbeit für die Aufgaben gewonnen werden. Zum Beispiel könnten sie Diplomarbeiten über das Gebiet verfassen. Gegenwärtig macht ein solcher Schüler Studien über die Wohnverhältnisse der Invaliden. Wohnbaugenossenschaften, die Wohnungen und Heime bauen wollen, sind an dieser Arbeit sehr interessiert. Weiter könnten Studenten verschiedener Fakultäten über Teilaufgaben Dissertationen verfassen, und es könnten Universitätsinstitute zur Mitarbeit beigezogen werden. Schliesslich könnte sich eine Kommission aus Vertretern der staatlichen und privaten Fürsorge leitend mit dieser Sache befassen.

Eine wirkliche Sozialplanung sollte an die Hand genommen werden. So könnte auch die Ausrottung der Armut systematisch bewerkstelligt werden. Wenn Planung im Sozialwesen verstanden wird als «ein Minimum an Voraussicht, Organisation und Ordnung im Ablauf der Dinge», kann man zu dieser sich heute gebieterisch zeigenden Aufgabe gewiss nicht Nein sagen.

Meine Interpellation soll denn auch nur ein erster Schritt sein, um die Meinung der Regierung in dieser Sache zu erfahren. Ich erhoffe eine gute Antwort. Meine Interpellation hat eigentlich ein wenig den Sinn eines Postulates. Wir haben ja eben den Verwaltungsbericht behandelt, und da hätte mein Anliegen gut in den Rahmen eines Postulates gepasst.

Blaser, Fürsorgedirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich will nicht aufzählen, was in den letzten Jahren auf dem Gebiet der Fürsorge geschehen ist, welche neuen Institute geschaffen wurden und was alles in Planung ist. Ich hätte hierüber eine halbe Stunde zu reden. Ihre Zeit ist aber knapp bemessen.

Die kantonale Fürsorgedirektion verfolgt all die Arbeiten sehr intensiv. Sie stellt fest, dass es an gegenseitiger Kontaktnahme im Kanton fehlt. Zum Beispiel war abzuklären, wieviele Kinder in einem Schulheim wie dem Rossfeld aufgenommen werden sollten.

Man redet von Überalterung, sagt, sie werde uns überraschen, die Heime und Institutionen werden nicht vorhanden sein. Aber wieviele Heime und Betten usw. geschaffen werden sollten, wissen wir nicht. Die Fürsorgedirektion würde es sehr begrüssen, wenn sich die Institutionen miteinander in Verbindung setzen würden. Wir werden unsere Dienste anbieten.

Der Interpellant hat gesagt, wir sollten im Fürsorgewesen eine Bestandesaufnahme machen, wie im Gesundheitswesen. Wir haben das nicht gemacht, weil wir davor zurückschrecken. Es ist eine Riesenarbeit, und gewisse Leute müssten viele Samstage und Sonntage opfern, um diese Arbeit in nützlicher Frist zu beenden. – Wir beschäftigen uns aber mit dem Problem. Ich verspreche dem Interpellanten, ihm über kurz oder lang zu sagen, ob wir eine solche Arbeit, die für den Kanton das einzig Richtige wäre, in Angriff nehmen oder ob es Kriterien gebe, die uns verhindern, eine derart umfassende Planung in Angriff zu nehmen. Die Planung für die Zukunft setzt nämlich eine umfassende Grundlagenforschung voraus.

Kopp. Ich bin von der Antwort befriedigt.

Schluss der Sitzung um 17 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Zehnte Sitzung

Donnerstag, den 14. September 1967, 9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 175 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Achermann, Barben, Braunschweig, Burri (Bern), Cattin, Favre, Flükkiger, Freiburghaus (Laupen), Geissbühler (Madiswil), Gigandet, Grimm, Hirt (Utzenstorf), Homberger, Iseli, Kautz, Leuenberger, Martignoni, Rätz, Roth (Urtenen), Schweizer (Bern), Trachsel, Willemain, Würsten, Zuber; unentschuldigt abwesend ist Herr Gassmann.

Dekret über die Organisation der Baudirektion

(Siehe Nr. 26 der Beilagen; die Beschlüsse sind nachstehend nur aufgeführt, soweit sie anders lauten als die in der Beilage gedruckten gemeinsamen Anträge des Regierungsrates und der Kommission.)

Eintretensfrage

Eggenberg, Präsident der Kommission. Die heutige Organisation der Baudirektion stützt sich vor allem auf das Dekret vom 11. November 1952, das am 12. Mai 1965 abgeändert wurde, da man das Sekretariat der Baudirektion ausgebaut hat. Mit Dekret vom 2. Februar 1966 wurden die Direktionen neu geordnet, wobei die Direktion des Verkehrs, der Energie- und Wasserwirtschaft abgetrennt wurde. Schliesslich wurde durch Regierungsratsbeschluss vom 8. Oktober 1965 die Tiefbauabteilung reorganisiert, indem das Autobahnamt abgetrennt und verselbständigt wurde.

Der vorliegende Entwurf übernimmt im wesentlichen die bestehenden Abteilungen des alten Dekretes. Selbstverständlich sind diese Abteilungen den heutigen Anforderungen angepasst worden. Soweit dies möglich war, versuchte man auch, die zukünftigen Anforderungen zu berücksichtigen. Eine personell wesentliche Neuerung ist die Schaffung der Stelle eines Revisors und Rechnungsführers, worauf wir im Artikel 6 noch zu sprechen kommen werden. Ganz neu sind die Abschnitte «Autobahnamt» (Art. 13 und 14) und «Planungsamt» (Art. 17 und 18). Ich erlaube mir, diese beiden neuen Abteilungen in meinem Eintretensvotum kurz zu umreissen.

Das Autobahnamt hat sich aus verschiedenen Gründen aufgedrängt. Der Nationalstrassenbau hat die Möglichkeiten des Tiefbauamtes bei weitem überschritten. Das Tiefbauamt befasst sich in erster Linie mit den Staatsstrassen, den Gemeindestrassen und den öffentlichen Strassen privater Eigentümer, während die Nationalstrassen, die weitgehend eine Bundesaufgabe sind, sowohl in der Planung wie in der Finanzierung und später auch in bezug auf Bau und Unterhalt von den kantonalen Abteilungen eine sehr enge Zusammenarbeit mit den Bundesinstanzen verlangen. Wir haben somit dort einen ganz andern Aufgabenbereich. Diese Aufgabentrennung ergab, dass das Autobahnamt für alle Fragen des Nationalstrassenbaues zuständig sein sollte und dass es vor allem die notwendige Koordination zwischen den verschiedenen Amtsstellen zu gewährleisten hat, und zwar innerhalb des Kantons wie vor allem auch zu den Bundesorganen. Gegenüber den andern Abteilungen fällt auf, dass das Autobahnamt sehr stark ausgebaut ist. Seine Beamten haben ihre Tätigkeit auf Grund des Regierungsratsbeschlusses vom 8. Oktober 1965 aufgenommen. Man hat bis heute gute Erfahrungen gemacht. Der starke Ausbau ist dadurch bedingt, dass das Autobahnamt mit den massgebenden Fachfirmen, die meistens Grossfirmen sind, verhandeln muss. Zum Führen dieser Verhandlungen sind kompetente, sehr gut ausgewiesene Fachkräfte erforderlich. Sodann verlangen auch die Verhandlungen mit den Bundesorganen, die sehr vielen Diskussionen rufen, wiederum gut ausgewiesenes Personal und tüchtige Mitarbeiter. Der Bund selber begrüsst die Schaffung von Autobahnämtern. Das stellt man schon daran fest, dass der Staat Bern von den Personalkosten des Autobahnamtes 16 Prozent zu tragen hat, während der Bund 84 Prozent übernimmt. Die besondere Stellung des Autobahnamtes kommt auch im Dekret rein äusserlich zum Ausdruck. Für alle Abteilungen neben dem Autobahnamt (Sekretariat und Rechtsabteilung, Hochbauamt, Tiefbauamt, Vermessungsamt und Planungsamt) besteht ein genereller Personalartikel (Art. 21), während das Autobahnamt personell detailliert und abgeschlossen unter der Überschrift «Autobahnamt» aufgeführt ist.

Zur Schaffung des Autobahnamtes gibt es eine ganze Reihe gesetzlicher Bestimmungen. Ich möchte sie nicht alle vorlesen. Es sind Bestimmungen des Bundes und des Kantons.

Die zweite wesentliche Neuerung betrifft das Planungsamt. Es ist unbestritten, dass die verschiedenen Abteilungen der Baudirektion, im Rahmen ihrer Kompetenzen, Planungsarbeiten durchführen müssen. Es wurde in der Kommission lebhaft darüber diskutiert, ob ein selbständiges Planungsamt überhaupt notwendig sei, wenn man doch feststelle, dass das Hochbauamt sich vor allem mit den Hochbaufragen befasst, auch planerisch, das Tiefbauamt die Planung der Staatsstrassen durchführt und das Autobahnamt seinerseits den Kontakt zu den Bundesinstanzen herstellt. Man konnte aber aus den Diskussionen und aus der Belehrung durch die Baudirektion entnehmen, dass der Aufgabenkreis des Planungsamtes weit darüber hinausgehen muss. So soll das Planungsamt vor allem die Planungsbemühungen in den verschiedenen Ämtern und Direktionen des Kantons koordinieren. Gleichzeitig soll es alle Planungsinstrumente überwachen sowie die Subventionsfragen im Zusammenhang mit der Orts- und Regionalplanung regeln. Eine ganz besondere Aufgabe wird dem Planungsamt zukommen bei der Förderung der Gründung regionaler Planungsorganisationen, die sich schliesslich im Endausbau wie ein Netz über das ganze Kantonsgebiet legen sollten. Für geographische, wirtschaftliche oder soziologische Struktur-

untersuchungen können selbstverständlich aussenstehende Kräfte herangezogen werden, seien es Universitätsinstitute oder Professoren oder private Planungsfachleute.

Im Zusammenhang mit dem Planungsamt steht auch die Planungskommission, die neu geschaffen werden soll. Sie soll einerseits das Planungsamt beraten und damit auch die Baudirektion und die Regierung, anderseits aber auch – das ist ein wesentlicher Punkt – einen Interessenausgleich zwischen den verschiedenen Regionen des Kantons und den verschiedenen Wirtschaftsorganisationen schaffen. Das Planungsamt ist keine Erfindung der Berner. In verschiedenen Kantonen wurden solche Planungsämter geschaffen. Der Kanton Bern hat die verschiedenen Lösungen genau studiert und mit den bisher gemachten Erfahrungen verglichen. Über diese Untersuchungen besteht ein sehr eingehendes, ausführliches Exposé der Baudirektion vom 19. September 1966. Auch für das Planungsamt bestehen natürlich bereits eine Reihe gesetzlicher Erlasse. Es verhält sich allerdings so, dass z. B. die Bundeserlasse bis heute nur die Subventionsbedingungen regeln. Sie werden jedoch im Laufe der Zeit sicher allgemeine Rechtsverbindlichkeit erlangen. Gleichzeitig revidiert der Kanton Bern auch das Bauvorschriftengesetz. Die grosse Expertenkommission versuchte auch dort, der zukünftigen Entwicklung Rechnung zu tragen, indem sie im revidierten Gesetzesentwurf festhielt, dass der Kanton die Planung auf der untersten Stufe vermehrt fördern, die Grundlagenforschung aktivieren und die Ausarbeitung von Richtplänen an die Hand nehmen sollte. Gleichzeitig sei wiederum die Gründung leistungsfähiger Regionalplanungsstellen im ganzen Kanton anzustreben.

Wenn man bei der Baudirektion zusätzliche Abteilungen schafft, stellt sich ganz von selbst die Frage der Koordination. Diese Abteilungen haben den Aufgabenkreis der Baudirektion erweitert und gleichzeitig zu einer Zunahme der Abteilungen geführt. Dieses Dekret bemüht sich daher, die Aufgabenkompetenzen klar abzugrenzen. Es zeigt sich, dass die Koordination hier eine ausschlaggebende Bedeutung erhält. Die Kommission schenkte somit der Koordinationsfrage sehr grosse Aufmerksamkeit, über welches Problem sehr eingehend diskutiert wurde. In verschiedenen Artikeln wird auf die Koordination hingewiesen, zum Teil im Sinne einer gegenseitigen Arbeitsentlastung. Die Koordination in der vertikalen Richtung, von unten nach oben, ist gewährleistet, wie bisher, durch das Dienstwegprinzip. Die Koordination zwischen den einzelnen Abteilungen hat die Kommission am meisten beschäftigt. Man hat vor allem auch diskutiert, ob nicht ein neues Koordinationsorgan geschaffen werden sollte, das über die Baudirektion hinaus die verschiedenen Direktionen des Kantons zu einer Koordinationsstelle zusammenfassen sollte. Man sah von einem Antrag ab. Der Herr Baudirektor wird in seinen Ausführungen auf diesen Punkt noch zu sprechen kommen.

Die Kommission möchte jedoch den Begriff der Koordination nach einer Richtung noch weiterführen. Man stellte fest, dass zur Grundlagenbeschaffung, vor allem im Tiefbau, sowohl vom Kanton wie von den Gemeinden und auch von Privaten in zunehmendem Masse recht kostspielige Bodenuntersuchungen durchgeführt werden müssen. Die Unterlagen liegen meist zerstreut im ganzen Kanton herum und sind vielfach nicht greifbar, so dass es häufig vorkommt, dass die Unterlagen neu erstellt werden müssen, während sie schon vorhanden gewesen wären. Aus diesem Grunde hat Herr Grossrat Hubacher im Namen der Kommission ein Postulat eingereicht, das die Schaffung eines kannalen Baugrundkatasters vorsieht. Wir werden in der Novembersession zu diesem Punkt Stellung nehmen können.

Abschliessend möchte ich bemerken, dass die Kommission den vorliegenden Dekretsentwurf eingehend durchgearbeitet und durchberaten hat. Ich möchte bei dieser Gelegenheit im Namen der Kommission den mitberatenden Fachbeamten der Baudirektion herzlich danken für ihre Unterstützung und für die Bereitstellung der guten Unterlagen. Die Kommission hat dem Entwurf, wie er vorliegt, einstimmig beigepflichtet. Sie empfiehlt Ihnen Eintreten.

Peter. Le groupe radical, après avoir examiné ce décret attentivement, est prêt à en voter l'entrée en matière. Nous sommes d'avis qu'il correspond à ce que nous attendons.

Stoller. Namens der Fraktion der Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei möchte ich Ihnen grundsätzlich Zustimmung zum vorliegenden Dekretsentwurf beantragen. Immerhin sind wir der Meinung, dass dem Planungsamt, das erst im Aufbau begriffen ist, besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden muss. Wir sind uns bewusst, dass es sehr schwierig sein wird, ein solches Amt zu schaffen, das allen Anforderungen genügen kann. Dieses Amt wird jedoch, wenn es neu geschaffen ist, stehen und fallen mit den Leuten, die dort beschäftigt werden. Ich möchte daher betonen, dass bei der Anstellung des Personals diesem Umstand besonders Rechnung getragen werden muss. Falls notwendig, sollten vielleicht gelegentlich auch private Ingenieurbüros berücksichtigt werden, welche die betreffende Gegend genau kennen.

Wir sind im grossen und ganzen mit den einzelnen Bestimmungen des Dekretsentwurfes einverstanden. Eine Abtrennung des Autobahnamtes drängt sich ebenfalls im Interesse einer Entlastung der Baudirektion auf.

Mürner. Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion beantrage ich Ihnen, auf die Beratung des Dekretsentwurfes einzutreten.

Graber. Im Februar dieses Jahres habe ich eine Motion eingereicht zur Schaffung eines Institutes für angewandte Geographie an der Universität Bern, das untrennbar mit dem Planungsamt verbunden sein sollte. Ich möchte daher im Eintreten folgende grundsätzliche Frage stellen: Wieweit sind die Verhandlungen in dieser Sache gediehen und die Zusicherungen verwirklicht worden? Da ich annehme, dass der Herr Baudirektor inzwischen verschiedenes abgeklärt hat, wäre ich ihm dankbar, wenn er im Eintreten zu dieser Frage Stellung nähme.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Vorab möchte ich danken dafür,

dass die Fraktionen Eintreten auf dieses Dekret beschlossen haben. Es ist uns klar, dass die Schaffung eines kantonalen Planungsamtes einmal von der Art, wie es organisiert wird, und dann insbesondere von den Leuten, die für diese ausserordentlich wichtige Funktion gefunden werden können, abhängt. Es wird das Bestreben der Baudirektion sein, wirklich qualifiziertes Personal zu finden. Wir sind uns vollauf bewusst, dass das Funktionieren des Planungsamtes steht und fällt mit der Qualität des Mannes, der an dessen Spitze steht. Wir haben uns ganz bewusst mit den Personalfragen im Detail noch nicht befasst, da wir gefunden haben, der Grosse Rat müsse sich vorerst mit diesem Dekret und grundsätzlich mit der Schaffung des Planungsamtes befassen. Wir wollen ganz bescheiden beginnen und das Amt sukzessive entwickeln entsprechend dem Aufgabenkreis, wie er sich stellen wird. Wir beabsichtigen also nicht, eine grosse Organisation aufzuziehen, sondern, wie gesagt, sehr bescheiden anzufangen. Neben dem eigentlichen Planungsamt sehen wir noch eine Planungskommission vor. Die Planungskommission wird personell und qualitativ genauso gut zusammengesetzt sein müssen wie das eigentliche Planungsamt; denn der Planungskommission wird in bezug auf die Koordination eine ganz entscheidende Bedeutung zukommen. Wenn der Herr Kommissionspräsident den Wunsch geäussert hat, man möchte eine besondere Koordinationskommission schaffen, so sind wir dem Grossen Rat sehr dankbar, wenn wir zu dieser Massnahme im Moment nicht veranlasst werden; wir wollen vielmehr zuerst die Arbeit der Planungskommission beobachten. Sollte sich dann zeigen, dass bei der Planungskommission in bezug auf die Koordination weiche Stellen sind, wird es noch früh genug sein, eine Koordinationskommission einzusetzen. Es würde dies jedoch den Bestrebungen zuwiderlaufen, vorläufig keine grosse Organisation aufzuziehen. Lassen Sie uns jetzt arbeiten, damit wir bei späterer Gelegenheit, sei es im Rahmen des Verwaltungsberichtes oder anderswo, Auskunft geben können, wie die Planungskommission funktioniert. Es wird sich dann zeigen, ob eventuell später die Schaffung einer Koordinationskommission notwendig sein wird.

Herr Grossrat Graber hat in diesem Zusammenhang die Frage gestellt, wie die Verbindung mit dem Institut für angewandte Geographie vorgesehen ist. Diesem Institut steht Herr Prof. Grosjean vor. Wir hatten mit ihm sehr eingehende Besprechungen und sind mit ihm übereingekommen, erneute Besprechungen zu führen, sobald die Schaffung des Planungsamtes durch dieses Organisationsdekret genehmigt sein wird, um dann eine enge Zusammenarbeit mit dem Institut herbeizuführen. Wir brauchen diese Zusammenarbeit. Wie die Zusammenarbeit zwischen dem Planungsamt und dem Institut am Schluss spielen wird, wird noch abzuklären sein. Auch in dieser Hinsicht wird es wesentlich davon abhängen, wer Chef des Planungsamtes wird.

Auf den parlamentarischen Vorstoss der grossrätlichen Kommission betreffend Baugrundkataster glaube ich jetzt nicht eintreten zu müssen. Es wird dies eine Angelegenheit der Novembersession sein, wenn das Postulat begründet wird. Um eine gute Antwort erteilen zu können, werden wir auch den Mitbericht der Wasserwirtschaftsdirektion verlangen, da ja der Baugrundkataster auch in einem engen Zusammenhang mit dem Grundwasserkataster steht, der gegenwärtig in Vorbereitung ist. Beides sind Arbeiten, die sich über Jahrzehnte erstrecken werden.

Dies sind meine Bemerkungen zu den gefallenen Voten.

Das Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen.

Detailberatung

Art. 1

Eggenberg, Präsident der Kommission. Zum Artikel 1 ist einzig festzuhalten, dass hier gegenüber dem bisherigen Dekret nun die Loslösung der Direktion des Verkehrs, der Energie- und Wasserwirtschaft zum Ausdruck kommt.

Angenommen.

Art. 2

Eggenberg, Präsident der Kommission. Im Artikel 2 sind die neuen Abteilungen aufgeführt, nämlich das Autobahnamt und das Planungsamt. Im übrigen entspricht der Wortlaut dem bisherigen Text.

Angenommen.

Art. 3

Schürch. Ich werde Ihnen einige Anträge stellen, die nicht wichtig erscheinen mögen, da sie sich nur auf das Formelle, die Sprache beziehen. Meine welschen Freunde kann ich gleich beruhigen. Meine Anträge betreffen nur den deutschen Text.

Ich erlaube mir, in diesem Rate wieder einmal zu sagen, dass meiner Auffassung nach die Sprachpflege auch zu unserer Aufgabe gehört. Es geht mir um eine verständliche, möglichst nicht gespreizte und nicht bürokratische Sprache. Schon zum Artikel 3 habe ich daher einiges anzuregen. Es ist heute so, dass wir nach einer Schlägerei in einem Polizeibericht nicht mehr lesen: «Dem X wurde ein Zahn ausgeschlagen», sondern «Dem X gelangte ein Zahn zur Ausschlagung». Oder wenn irgendwo auf dem Lande ein Theater aufgeführt wird, so ist nicht das Änneli vom Sonnenhof «aufgeführt worden», sondern das Änneli vom Sonnenhof «gelangte zur Aufführung». Oder ein Bericht «erfährt eine Erweiterung», er wird nicht «erweitert». Ich möchte mit andern Worten sagen: Wir sollten auch in unserer Gesetzessprache versuchen, so zu schreiben, wie wir reden. Aus diesem Grunde beantrage ich schon im Artikel 3, einmal das Wort «erfolgen» durch ein Verb zu ersetzen, das sich direkt auf die Sache bezieht. Es ist kaum verständlich, warum «die Geschäftsverteilung erfolgt», wenn man «die Geschäfte verteilen kann». Deshalb schlage ich folgende Fassung vor: «Der Baudirektor oder der erste Direktionssekretär weist den Abteilungen die in ihren Aufgabenkreis fallenden Geschäfte zu.» Damit weiss jedermann,

was gemeint ist. Wenn jedoch eine Geschäftsverteilung erfolgen soll, muss man zuerst lange Zeit überlegen, was passieren soll. Es sind dies nicht sehr gewichtige Sachen; ich erlaube mir aber trotzdem, sie vorzubringen. Ich gehe deshalb noch gleich einen Absatz weiter und schlage Ihnen vor, anstatt der Formulierung «liegen zwingende Gründe vor», folgende Fassung zu wählen: «Aus zwingenden Gründen kann der Baudirektor einzelne Geschäfte Abteilungen zuweisen, die nach diesem Dekret zu deren Behandlung nicht in erster Linie zuständig sind».

Dann komme ich wieder auf den «Erfolg» zurück. Im Absatz 3 «erfolgt» schon wieder etwas. Deshalb schlage ich hier vor: «Innerhalb der Abteilungen verteilt der Abteilungsvorsteher oder sein Stellvertreter die Geschäfte. Abweichende Weisungen des Baudirektors bleiben vorbehalten.»

Eggenberg, Präsident der Kommission. Ich fühle mich einig mit Herrn Grossrat Schürch in seinem Kampfe um ein gutes Deutsch. Er hat den grossen Vorteil, dass ihm solche Bestrebungen beruflich nicht angelastet werden wie mir. Ich möchte somit seine Anträge unterstützen, die man ohne weiteres entgegennehmen kann.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 3

Der Baudirektor oder der erste Direktionssekretär weist den Abteilungen die in ihren Aufgabenkreis fallenden Geschäfte zu.

Aus zwingenden Gründen kann der Baudirektor einzelne Geschäfte Abteilungen zuweisen, die nach diesem Dekret zu deren Behandlung nicht in erster Linie zuständig sind.

Innerhalb der Abteilungen verteilt der Abteilungsvorsteher die Geschäfte. Abweichende Weisungen des Baudirektors bleiben vorbehalten.

Art. 4

Eggenberg, Präsident der Kommission. Im Artikel 4 haben wir eine sehr detaillierte Aufzählung der Aufgaben, wobei ich hier nur einen oder zwei Punkte erwähnen will. Es wird die Vertretung in der kantonalen Planungsgruppe erwähnt. Was die Funktion der kantonalen Planungsgruppe ist, werden wir im Artikel 20 diskutieren müssen, da sie dort umschrieben ist. Gleichzeitig möchte ich auf den letzten Absatz hinweisen, wo die gegenseitige Koordinationsentlastung zu einer vernünftigen Arbeitsaufteilung vorgesehen ist.

Schürch. Nachdem Sie meine Schulmeisterei so freundlich entgegengenommen haben, möchte ich Ihnen noch zum Artikel 4 eine ähnliche sprachliche Verbesserung vorschlagen. Im siebenten Absatz heisst es: «... die Vorbereitung parlamentarischer Antworten vor dem Grossen Rat». Hier muss ich Ihnen gestehen, dass ich nicht ganz erfasst habe, was eigentlich «parlamentarische Antworten» sind. Der Herr Regierungsrat ist ja kein Parlamentarier. Es handelt sich vielmehr um eine Antwort im Parlament. Ich habe dann das Geschäftsreglement konsultiert und gesehen, dass der gesetzliche Ausdruck heisst: «parlamentarische Eingänge». Ich schlage deshalb vor, im Absatz 7 zu schreiben: «... die Vorbereitung regierungsrätlicher Antworten auf parlamentarische Eingänge im Grossen Rat».

Im letzten Absatz steht: «... die notwendige Entlastung der Rechtsabteilung». Auch diesen Satz sollte man verständlicher formulieren. Die Entlastung ist sicher nicht immer notwendig, sondern nur gelegentlich. Ich schlage deshalb vor, hier zu sagen, dass zu den Pflichten des Sekretariats gehört: «Aushilfe zur Entlastung der Rechtsabteilung». Das ist inhaltlich nichts anderes. Ich finde es aber klarer formuliert.

Da im Artikel 5 die gleiche Formulierung vorkommt, beantrage ich schon jetzt auch deren Änderung. Im Artikel 5 sollte somit im letzten Absatz stehen: «Aushilfe zur Entlastung des Sekretariates».

Eggenberg, Präsident der Kommission. Wir nehmen diese redaktionellen Abänderungsanträge von Herrn Schürch entgegen.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 4 Ziff. 7

Die Vorbereitung der regierungsrätlichen Antworten auf parlamentarische Eingänge im Grossen Rat;

Ziff. 9

Aushilfe zur Entlastung der Rechtsabteilung.

Art. 5

Le président. La commission accepte la proposition de M. Schürch, qui ne concerne que le texte allemand.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 5 Ziff. 6

Aushilfe zur Entlastung des Sekretariates.

Art. 6

Eggenberg, Präsident der Kommission. Der Artikel 6 sieht die Neuschaffung einer Stelle für einen Revisor und Rechnungsführer vor, was ich bereits im Eintretensvotum erwähnt habe. Das Sekretariat und die Rechtsabteilung bestehen aus 3 Sekretären. Der erste Sekretär der Baudirektion befasst sich vor allem mit den allgemeinen Arbeitsgebieten, der zweite Sekretär betreut die Rechtsabteilung und der dritte Sekretär – das ist mit der Dekretsänderung neu hinzugekommen – behandelt die Baurekurse und erhält einzelne Aufgaben von Fall zu Fall zugeteilt. Neu hinzugekommen ist ferner der Revisor. Er hat eine Doppelfunktion, die sehr ausführlich umschrieben ist. Er

ist Rechnungsführer innerhalb der Baudirektion und Revisor für die Rechnungsablage aller Tiefbaukreise.

Schürch. Diesmal geht es mir nicht um besseres Deutsch. Sie haben gesehen, dass wir hier eine zweispännige Organisation vorfinden, und man fragt sich, wer der Fuhrmann sei. Ich glaube, es sei der Baudirektor. Ich schlage deshalb vor, dies im Artikel 6 deutlich zu sagen, indem man dort nicht nur die Organisation des Sekretariates und der Rechtsabteilung dem Direktor unterstellt, sondern auch die Leitung und Zusammenarbeit, natürlich nicht in dem Sinne, dass er selber sie persönlich und einzeln leiten muss; er übt vielmehr die Gesamtleitung aus. Mein Antrag zum Artikel 6 Absatz 3 lautet: «Die Leitung, Organisation und Zusammenarbeit des Sekretariates und der Rechtsabteilung werden durch den Baudirektor geordnet.»

Eggenberg, Präsident der Kommission. Der Antrag von Herrn Schürch ändert an der bestehenden Fassung materiell nichts. Es handelt sich um eine Präzisierung, die genau unserer Meinung entspricht. Wir können daher den Antrag Schürch annehmen.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 6 Abs. 3

Die Leitung, Organisation und Zusammenarbeit des Sekretariates und der Rechtsabteilung werden durch den Baudirektor geordnet.

Art. 7 und 8

Angenommen.

Art. 9

Eggenberg, Präsident der Kommission. Der Aufgabenkreis des Tiefbauamtes ist schon durch den Regierungsratsbeschluss vom 8. Oktober 1965 neu abgegrenzt worden. Der neu abgegrenzte Aufgabenkreis wird nun in dieses Dekret übernommen. Die Abgrenzung hat sich bis jetzt in der Praxis bewährt, so dass man das Gefühl hat, auch für die Zukunft eine gute Lösung getroffen zu haben.

Schürch. Ich habe auch hier etwas anzuregen. Im Artikel 9, der ziemlich lang ist, finden Sie einen Abschnitt B über den Wasserbau. Dort sollte klargestellt werden, was gemeint ist. Es ist von «Beaufsichtigung» und von «Leitung» die Rede. Ich nehme an – das ist aber eine Frage, die ich an den Kommissionspräsidenten oder an den Regierungsrat richte –, dass beides in Betracht kommt, nämlich sowohl die Leitung wie die Beaufsichtigung. Wenn es so gemeint ist, könnte man den Absatz viel einfacher formulieren: «Die Leitung oder Beaufsichtigung der staatlichen und der von Bund und Staat subventionierten Wasserbauten an öffentlichen oder unter öffentlicher Aufsicht stehenden Gewässern ist Sache des Tiefbauamtes.» Das ist mein Antrag, der nicht bloss redaktioneller Natur ist. Es ist dahinter die Frage versteckt, ob wirklich beides in die Kompetenz des Tiefbauamtes gehören soll.

Eggenberg, Präsident der Kommission. Ich stelle fest, dass Herr Grossrat Schürch eine grosse Übung im Interpretieren von verfänglichen Texten besitzt. Die Kommission war nämlich auch der Auffassung, dass es so gemeint sei. Wenn Herr Schürch vorschlägt: «Die Leitung oder Beaufsichtigung» tönt es so, als ob das eine das andere ausschliessen würde. Es sollte daher heissen: «Die Leitung und Beaufsichtigung».

Schürch. Ich glaube, das Wort «und» ist hier nicht richtig. Es ist nicht immer beides. Das Tiefbauamt leitet eine Arbeit, wenn es sie selber ausführt. Wenn eine Arbeit einer Genossenschaft oder einem Privaten übertragen wird, dann wird sie durch das Tiefbauamt beaufsichtigt. Deshalb ist nach meiner Meinung das Wort «oder» doch richtiger. Natürlich kommt beides in Frage, aber nicht beides gleichzeitig. Entweder ist es eine Leitung, dann baut man selber, oder es baut jemand anders, dann ist man Aufsichtsinstanz.

Eggenberg, Präsident der Kommission. Ich bin mit diesem Vorschlag einverstanden.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 9

B. Wasserbau

Ziff. 1

Die Leitung oder Beaufsichtigung der staatlichen und der von Bund und Staat subventionierten Wasserbauten an öffentlichen oder unter öffentlicher Aufsicht stehenden Gewässern ist Sache des Tiefbauamtes.

Art. 10

Eggenberg, Präsident der Kommission. Der Artikel 10 entspricht dem bisherigen Wortlaut im alten Dekret.

Angenommen.

Art. 11

Eggenberg, Präsident der Kommission. Im Artikel 11 Absatz 3 ist eine Neuerung aufgenommen worden, und zwar aus praktischen Erwägungen. Nach dem bisherigen Dekret konnte der Stellvertreter des Kantonsoberingenieurs nur aus den Reihen der Adjunkte gestellt werden. Der Kreis wird nun erweitert, indem es heisst: «Der Stellvertreter des Kantonsoberingenieurs wird aus der Reihe der Adjunkte und der Kreisoberingenieure bestimmt.»

Angenommen.

Art. 12

Angenommen.

Art. 13

Eggenberg, Präsident der Kommission. Ich habe bereits in meinem Eintretensvotum auf die Bedeutung des Autobahnamtes hingewiesen, so dass ich

mir hier weitere Ausführungen ersparen kann. Es ist dies ein vollständig neues Amt, das im bisherigen Dekret nicht vorgesehen war. Durch einen Regierungsratsbeschluss ist es allerdings bereits in Funktion getreten.

Angenommen.

Art. 14

Eggenberg, Präsident der Kommission. Hier möchte ich nochmals auf die besondere Stellung des Autobahnamtes hinweisen. Für die andern Abteilungen haben wir jeweils den generellen Personalartikel 21. In bezug auf das Autobahnamt ist das Personal abschliessend im Artikel 14 aufgezählt.

Angenommen.

Art. 15 und 16

Angenommen.

Art. 17

Eggenberg, Präsident der Kommission. Die Artikel 17 und 18 (Planungsamt) sind in der Kommission als die wesentlichste Neuerung dieses Dekrets betrachtet worden. Ich kann mich auch hier kurz fassen, da ich bereits in meinem Eintretensreferat versucht habe, die Funktion des Planungsamtes zu umreissen.

Schürch. Es ist das letzte Mal, dass ich bei dieser Dekretsberatung mit einem Anliegen an Sie gelange. Der Artikel 17 ist in meinen Augen der wichtigste Artikel dieses Dekrets. Ich habe ihn deshalb sehr genau unter die Lupe genommen. Mit der Tendenz bin ich durchaus einverstanden, auch mit allem, was hier niedergelegt ist. Ich möchte aber immerhin den Rat darauf hinweisen, dass der Punkt 6 dieses Artikels, wo es heisst: «eine kantonale Gesamtkonzeption (Leitbild, Richtpläne) zu erarbeiten», einen politischen Auftrag enthält. Das muss somit den Grossen Rat interessieren. Einen solchen Auftrag kann nicht das Planungsamt, sondern letztlich nur der Regierungsrat erfüllen. Der Auftrag richtet sich an die Regierung. Deshalb glaube ich, es sei nicht richtig zu sagen, das Planungsamt erarbeite die Gesamtkonzeption selber; es hat vielmehr die Unterlagen für eine Gesamtkonzeption, nämlich für einen politischen Entscheid durch Regierung und Grossen Rat, zu erarbeiten. Das Leitbild konzipieren, wie es so schön heisst, muss dann die verantwortliche politische Instanz. Nach meiner Auffassung gehören auch die Richtpläne als Ausführungsinstrument des Leitbildes zu den Politika, und zwar sind es Politika erster Ordnung. Wenn man es so ansieht – und ich halte dies für die Betrachtungsweise, die allgemein akzeptiert werden könnte –, fällt mir auf, dass die wichtigste Aufgabe des Planungsamtes, nämlich die Erarbeitung der Grundlagen für das Leitbild, nur beiläufig unter verschiedenen weniger wesentlichen Aufgaben aufgeführt ist. Aus diesem Grunde schlage ich vor, die primär wichtigen Sachen in der Einleitung zum ganzen Artikel zusammenzufassen. Dazu gehören auch die Organisation der Planung und die Einteilung des Kantonsgebietes in Regionen, wie sie in Punkt 5 (zu oberst auf Seite 7 des Dekretsentwurfes) erwähnt ist. Ich möchte sachlich dazu sagen, dass Aufgabe des Planungsamtes nicht die Förderung der Einteilung des Kantons ist, wie es im Entwurf steht, sondern die Förderung der Bildung und Entwicklung von Regionen. Das Wachstum kommt bei uns nicht von oben nach dem kommunistischen Grundsatz, sondern bei uns wächst die Gruppierung von unten nach oben, von der Gemeinde zum Bezirk und in die Region. Deshalb wird richtigerweise auch nicht die Kompetenz zu einer Einteilung des Kantonsgebietes erteilt, sondern nur die Aufgabe gestellt, eine solche Einteilung zu fördern. Man würde also richtiger sagen «Bildung von Regionen». Aus diesem Grund habe ich den Antrag eingereicht, den Artikel 17 in seiner Einleitung wie folgt zu erweitern: «Das Planungsamt fördert die geordnete Entwicklung des Kantonsgebietes. Es unterstützt die Organisation der Planung, die Bildung von Planungsregionen, und es erarbeitet die Grundlagen für eine kantonale Gesamtkonzeption (Richtpläne, Leitbild). Es hat insbesondere . . .». Nachher kann man weiterfahren gemäss Entwurf, nur fallen dann die Punkte 5 und 6 weg, weil diese im Ingress als Hauptaufgabe, als Hauptpflichtenheft, wenn ich so sagen darf, zusammengefasst sind.

Eine kleine Schulmeisterei möchte ich mir aber doch noch gestatten. In Punkt 4 heisst es, die Planungsgrundlagen seien wissenschaftlich aufzuarbeiten. In diesem Zusammenhang ist in mir der Eindruck eines Zementsilos oder von etwas ähnlichem entstanden. Mir würde das Wort «bearbeiten» hier besser passen. Daraus mache ich jedoch keine Prestigefrage.

Ich möchte also beantragen, die wesentlichen Aufgaben des Planungsamtes bereits im Ingress zu nennen, welchen Antrag ich Ihnen gestellt habe.

Eggenberg, Präsident der Kommission. Wir haben in der Kommission bei dieser Aufzählung verschiedentlich diskutiert, ob man mit der Aufzählung Akzente setzen will. Wir sagten uns dann, dies sei fast aussichtslos, da damit sehr lange Diskussionen heraufbeschworen worden wären. Wenn Herr Kollega Schürch mit seinem Antrag das, was in den Punkten 5 und 6 aufgeführt ist, vorne, in der Einleitung zum Artikel erwähnt, so setzt er damit ganz einfach Akzente, die absolut in der Absicht des Dekretes liegen. Wir können also diesen Antrag ohne weiteres entgegennehmen.

Was nun das Wort «bearbeiten» oder «aufarbeiten» anbelangt – jetzt muss ich mir doch auch eine Schulmeisterei gestatten –, möchte ich folgendes sagen: «Bearbeiten» würde heissen, das bestehende Material bearbeiten; «aufarbeiten» dagegen trägt auch den Begriff von ergänzen in sich, wenn das Material nicht vollständig ist. Ich bin deshalb eher der Meinung, wir sollten das Wort «aufarbeiten» stehen lassen, damit die Möglichkeit zur Ergänzung besteht, was ja die eigentliche Aufgabe ist.

Le président. Est-ce-que le Conseiller d'Etat Schneider est d'accord?

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich bin damit einverstanden.

Le président. Est-ce-que M. Schürch est d'accord?

Schürch. Ja.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 17

Marginale: Aufgaben

Das Planungsamt fördert die geordnete Entwicklung des Kantonsgebietes. Es unterstützt die Organisation der Planung, die Bildung von Planungsregionen, und es erarbeitet die Grundlagen für eine kantonale Gesamtkonzeption (Richtpläne, Leitbild). Es hat insbesondere

- in Zusammenarbeit mit den andern interessierten Direktionen und Amtsstellen federführend die Planungsinstrumente des Bauvorschriftengesetzes, Regionalpläne, Baureglemente, Zonen und Überbauungspläne zu überwachen und für deren Genehmigung durch den Regierungsrat Antrag zu stellen. Die Pläne und Vorschriften haben den übergeordneten Planungen Rechnung zu tragen;
- andern mit Raumplanung befassten Amtsstellen Berichte über Strassenpläne, Wasserversorgungsprojekte, generelle Kanalisationsprojekte und dergleichen abzugeben;
- soweit nicht der Bund das Nötige vorkehrt, einheitliche Richtlinien und Darstellungsnormen für die Planung auszuarbeiten;
- die unerlässlichen Planungsgrundlagen zu beschaffen und wissenschaftlich aufzuarbeiten;
- in engem Kontakt mit den zuständigen Stellen des Bundes ... (Rest nach Entwurf)

Art. 18

Fleury. En raison de l'importance du plan d'aménagement dans les différentes zones, je me permets de proposer l'adjonction suivante: L'un des 3 urbanistes doit être de langue française et s'occuper principalement des plans d'aménagement du Jura.

Eggenberg, Präsident der Kommission. Ich möchte hier nur erwähnen, dass natürlich die Planungsaufgaben das ganze Kantonsgebiet umfassen, auch den Jura. Man hat in den Kommissionsberatungen feststellen können, dass gerade auf diesem Gebiete grosse Bestrebungen im Gange sind. Wenn man beim absoluten Mangel an ausgewiesenem Fachpersonal zur Bedingung macht, dass ein Beamter unbedingt französischer Zunge sein soll, riskieren wir, Schwierigkeiten zu bekommen. Es könnte nämlich auch der umgekehrte Fall eintreten, dass wir Fachpersonal französischer Zunge finden, jedoch für die Anstellung eines Deutschschweizers Schwierigkeiten erwachsen. Ich glaube, wir sollten hier nicht noch linguistische Differenzierungen hineinbringen. Es handelt sich um ein Fachdekret. Die am besten ausgewiesenen Bewerber sollten zum Zuge kommen.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich bin grundsätzlich mit den Ausführungen des Herrn Kommissionspräsidenten einverstanden. In bezug auf die Sprache verhält es sich so, dass man von diesen Adjunkten die Kenntnis der französischen Sprache verlangt. Wir können heute keineswegs versprechen, dass einer dieser Adjunkte nur den Jura bearbeitet. Der Jura gehört zum Kanton Bern und wird genauso bearbeitet wie die übrigen Teile des Kantons. Wir haben übrigens mit der ADIJ einen sehr engen Kontakt auf dem Gebiete der Planungsfragen und gedenken, diesen Kontakt noch zu vertiefen. Wir wollen diese Aufgabe lösen mit dem zur Verfügung stehenden Personal. Es ist, wie der Herr Kommissionspräsident ausgeführt hat, keineswegs einfach, dieses Fachpersonal auf den ersten Anhieb zu erhalten. Wir müssen Umschau halten, um dieses Personal rekrutieren zu können, unter Umständen aus allen Gebieten der Schweiz. Ich muss Sie somit bitten, uns hier nicht unnötig einzuengen. Ich bitte Herrn Grossrat Fleury, seinen Antrag zurückzuziehen. Ich versichere ihm, dass wir in bezug auf die Berücksichtigung des Juras nicht anders vorgehen werden als gegenüber den andern Landesteilen.

Le Président. Je demande à M. Fleury s'il maintient sa proposition.

Fleury. Si l'assurance est donnée qu'il y aura un représentant de langue française, je retire ma proposition.

Angenommen.

Art. 19

Eggenberg, Präsident der Kommission. Hier finden wir die Aufzählung einer Reihe zusätzlicher Kommissionen. Die Kommission zur Pflege des Orts- und Landschaftsbildes geht zurück auf einen Regierungsratsbeschluss vom 3. Dezember 1963. Die Kommissionen 2, 3 und 4 bestehen schon seit langer Zeit. Das letzte Organ ist die Planungskommission, worüber der Herr Baudirektor in seinem Eintretensvotum bereits eingehend Auskunft erteilt hat.

Angenommen.

Art. 20

Eggenberg, Präsident der Kommission. Hier wird die besondere Stellung der kantonalen Planungsgruppe festgelegt. Es ist eine Übergangslösung. Die kantonale Planungsgruppe Bern besteht, während auf der andern Seite das Planungsamt und die Planungskommission im Aufbau begriffen sind. Es wird ziemlich viel Zeit beanspruchen, bis die Planungskommission nach den Richtlinien konzipiert werden kann, wie sie der Herr Baudirektor in seinem Eintretensvotum dargelegt hat. Während dieser Übergangszeit sollte nicht einfach nichts bestehen; man sollte vielmehr das, was bis jetzt bestanden hat, weiterführen. Sobald der Kanton diese Aufgaben mit seinen Organen zum Teil übernommen hat, wird man die Stellung der kantonalen Planungsgruppe erneut überprüfen können.

Angenommen.

Art. 21 bis 23

Angenommen.

Titel und Ingress

Angenommen.

Schlussabstimmung:

Für Annahme
des Dekretsentwurfes ..... 131 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Verwaltungsbericht der Baudirektion für 1966

Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Mein Bericht, ich möchte das vorweg betonen, fällt etwas länger aus, als beabsichtigt war. Ich bitte den Rat um Verständnis.

Wer Gelegenheit hat, der kantonalen Baudirektion einen Besuch abzustatten, bekommt den Eindruck, dass die Aufgaben dieser Direktion ausserordentlich weitschichtig und sehr umfangreich sind. Diesen Eindruck erhielt auch beim diesjährigen Besuch die Delegation der Staatswirtschaftskommission, bestehend aus dem Kollegen Ischi und dem Sprechenden.

Anlässlich der Behandlung des Verwaltungsberichtes der Direktion für Verkehr, Energie- und Wasserwirtschaft hat Herr Kollege Wüthrich bereits auf die Zweckmässigkeit der Aufteilung der früheren Baudirektion in eine Baudirektion und eine Direktion für Verkehr, Energie- und Wasserwirtschaft hingewiesen.

Wenn man Gelegenheit hat, beide Direktionen zu besichtigen, ist man überzeugt davon, dass die Aufteilung eine glückliche Lösung darstellt und einer absoluten Notwendigkeit entspricht. Durch die sprunghafte Entwicklung, wie wir sie seit Jahren miterleben, sind die Aufgaben und Probleme, vor die wir gestellt werden, derart angewachsen, dass sich auch nach der Aufteilung keiner der beiden Direktoren über Arbeitsmangel zu beklagen hat. Meines Erachtens wäre es gar nicht mehr möglich gewesen, die Geschäfte mit der wünschenswerten Gründlichkeit zu behandeln und den notwendigen Überblick zu behalten. Auf Grund der gemachten Feststellungen – ich hatte Gelegenheit, beide Direktionen zu besuchen – bin ich zur Überzeugung gekommen, dass die heutige Einteilung des Aufgabenbereiches zweckmässig ist.

Zum organisatorischen Aufbau der Direktion möchte ich bemerken, dass man sich in der Regel etwas anderes vorstellt, als es in Tat und Wahrheit eigentlich ist. Natürlich stehen die spezifischen Bauprobleme bei der Baudirektion im Vordergrund. Aber: Wer da baut an Weg und Strassen, muss sich nicht nur Kritik gefallen lassen, sondern kommt nicht selten mit den geltenden Vorschriften, mit dem geltenden Recht in Kontakt oder sogar in Konflikt. Das trifft in besonderem Masse auch für die Baudirektion zu, die nicht nur aus dem Hochbauamt mit 14 Architekten an der Spitze und dem Tiefbauamt, das in fünf Kreise eingeteilt ist – mit je einem Oberingenieur, der für den betreffenden Kreis verantwortlich ist – besteht, sondern noch über eine recht umfangreiche eigene Rechtsabteilung mit 4 Juristen, die hoffentlich immer gleicher Meinung sind, verfügt. Schliesslich kommen noch das Vermessungsamt und das Autobahnamt hinzu, und nun hat der Rat mit der Genehmigung des revidierten Dekretes über die Organisation der Baudirektion der Einführung eines Planungsamtes zugestimmt. Diese Ergänzung scheint mir unbedingt notwendig zu sein. Wenn es auch noch gelingt, den richtigen Mann für diesen neuen Posten zu finden, wird das Planungsamt unserem Kanton sehr wertvolle Dienste leisten können.

Im Verlaufe des Gespräches mit dem Baudirektor sind wir auf ein Problem gestossen, dem ich eine wesentliche Bedeutung beimesse und deshalb darüber ein paar Worte verlieren möchte. Es handelt sich um die Beziehungen zwischen den Gemeinden und dem Staat bzw. der Baudirektion. Es liegt in der Art des Aufgabenbereiches der Kantonalen Baudirektion, dass sie sehr häufig, insbesondere mit den Gemeindebehörden, dann aber auch mit andern Institutionen, in Kontakt kommt. Mit Genugtuung haben wir zur Kenntnis nehmen können, dass man dem guten Kontakt zwischen den beiden Beteiligten alle Aufmerksamkeit schenkt und nichts unterlassen will, um das Verhältnis günstig zu beeinflussen. Sie wissen ja, dass durch das Bauen sehr oft Reibungsflächen entstehen. Unter den guten Beziehungen darf allerdings nicht verstanden werden, dass der Baudirektor zu allem ja sagt, denn dazu ist er gar nicht in der Lage, sonst müsste er durch den Finanzdirektor zurückgebunden werden. Herr Kollege Ischi hat übrigens bei dieser Gelegenheit die vernünftige Anregung gemacht, die Kreisoberingenieure möchten vielleicht einmal im Jahr mit den Grossräten des betreffenden Kreises zusammensitzen, um den Meinungsaustausch zu pflegen. Der Baudirektor hat diese Empfehlung entgegengenommen.

Wir haben uns auch sehr eingehend mit dem Baudirektor über den Einfluss seiner Direktion auf die Bauvorhaben unterhalten. Einige Beispiele, auf die ich hier nicht eintreten kann, zeigen, dass bei guter Planung, bei einer sinnvollen Zusammenarbeit zwischen den beteiligten Direktionen zweckmässiger und vor allem auch preisgünstiger gebaut werden kann, ohne dass der Staat sich der Preisdrückerei schuldig machen muss. Ich möchte auch in diesem Zusammenhang einmal mehr ausdrücklich betonen, dass es schliesslich eine der vornehmsten Aufgaben des Staates ist, die ihm zur Verfügung stehenden Mittel zweckmässig zu verwenden und damit haushälterisch umzugehen. Ich kann feststellen, dass der Baudirektor gleicher Meinung ist.

Nun muss allerdings bei der Beurteilung der bestehenden Möglichkeiten unterschieden werden zwischen staatseigenen Bauten einerseits und staatsfremden Bauten mit finanzieller Beteiligung des Staates anderseits. Die Möglichkeiten sind bei den staatseigenen Bauten natürlich grösser als dort, wo der Staat sich mit Subventionen zu beteiligen hat. Mit Genugtuung durften wir feststellen, dass die Baudirektion diesem Problem der günstigen Beeinflussung der Bauvorhaben alle Aufmerksamkeit schenkt. Nun darf man aber nicht

vergessen, dass dort, wo der Staat nicht selber baut und somit nur finanziell beteiligt ist, er als Geldgeber eigentlich wenig dazu zu sagen hat. Ich bin überzeugt, dass wir uns früher oder später, vielleicht unter dem Druck der Verhältnisse, darüber unterhalten müssen, ob man den zuständigen kantonalen Instanzen die Möglichkeit geben sollte, den Rahmen der subventionsberechtigten Kosten zu bestimmen, vor allem dann, wenn die Auffassung besteht, es werde überbordet. Damit könnte erreicht werden, dass Sonderwünsche dem Subventionsempfänger zur vollen Finanzierung überlassen werden, womit doch gewisse unerfreuliche Auswüchse ausgeschlossen würden.

Meine Herren, wenn ich nun auch in diesem Zusammenhang vom Projekt Waldau spreche, so möchte ich damit nicht in ein Wespennest stechen, aber ganz einfach auf Grund der Tatsachen feststellen, dass hier insbesondere auch die Planungsarbeiten für das Gesamtprojekt Waldau, auf Grund der Intervention unserer Kommission und der positiven Reaktion des Baudirektors, wertvolle Impulse empfangen haben. Deshalb werden wir uns auch in Zukunft, zusammen mit den beteiligten Direktionen, für eine günstige Beeinflussung der Bauvorhaben einsetzen. Die Unterstützung der Baudirektion ist uns zugesichert worden.

Damit komme ich noch auf einige Probleme zu sprechen, die mit den Strukturwandlungen auf dem Bausektor in Zusammenhang stehen. Alte und neue Baumethoden stehen gegenwärtig im Wettstreit. Die industrielle Fabrikation einzelner Bauteile oder ganzer Raumelemente macht Fortschritte. Wenn ich dieses Problem hier aufgreife, so gibt mir vor allem auch der Bericht der Kartellkommission über die Gestaltung der Submissionsordnung Anlass dazu. Die Ausführungen dieser Kommission sind sehr aufschlussreich. Sie warnt unter anderem davor, den Anschluss an den technischen Fortschritt zu verpassen. Mir scheint, dass insbesondere den Feststellungen Beachtung geschenkt werden muss, dass der Preis für das Wohnen durch Anwendung neuzeitlicher Baumethoden gesenkt werden kann. Es handelt sich hier somit auch um ein wirtschaftliches und soziales Problem, dem alle Aufmerksamkeit geschenkt werden muss. Ob es uns passt oder nicht, wir werden die Entwicklung nicht aufhalten können, aber wir müssen sie unter Kontrolle bringen und neue Methoden dort sinnvoll anwenden, wo sie Vorteile bieten.

Ich habe auf die Neugestaltung der Submissionsordnungen hingewiesen. Auch der Kanton Bern steht vor der Neuordnung der Submissionsvorschriften. Obschon der Regierungsrat für die Revision zuständig ist, hat die Baudirektion den interessierten Kreisen Gelegenheit zur Stellungnahme zum Revisionsentwurf gegeben. Dafür möchte ich auch an dieser Stelle namens des bernischen Gewerkschaftskartells danken. Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen haben den Entwurf gemeinsam beraten und streben eine Verständigung an.

Im Vordergrund steht natürlich die Vergebungspraxis. Auch über dieses Problem haben wir uns mit der Baudirektion eingehend unterhalten und stellen fest, dass man sich bemüht, klare Grundsätze aufzustellen. Das ist aber bei den heutigen Entwicklungstendenzen gar nicht so einfach.

Zusammenfassend möchte ich sagen, dass man dem Staat dieselben Möglichkeiten zum zweckmässigen und preisgünstigen Bauen einräumen muss, von denen der Private mit der grössten Selbstverständlichkeit Gebrauch macht. Unter preisgünstigem Bauen verstehe ich allerdings nicht etwa ohne weiteres die Berücksichtigung der billigsten Offerte. Ich bin zudem Befürworter des Wettbewerbes, wobei jedoch der Wettbewerb nicht nur nach ästhetischen Überlegungen ausgerichtet sein darf, sondern es müssen auch wirtschaftliche Überlegungen angestellt werden. Aus den wirtschaftlichen Überlegungen heraus lässt sich nämlich in vielen Fällen der Kostenrahmen bestimmen, und der Bestimmung des Kostenrahmens muss meines Erachtens grosse Aufmerksamkeit geschenkt werden.

Zum Schluss meines Berichtes möchte ich noch auf zwei Besichtigungen hinweisen, die mit der Baudirektion stattgefunden haben. Diese Besichtigungen haben uns einen wertvollen Einblick in die grossen Aufgaben gegeben, die in bezug auf den Kampf gegen die Naturgewalten an die Baudirektion gestellt werden. Auf der Fahrt ins Haslital haben wir vorerst Einblick erhalten in die umfangreichen Arbeiten, welche die linksufrige Thunerseestrasse erfordert. Auch hier kann man vom Kampf gegen die Naturgewalten sprechen, wenn man sieht, unter welchen Schwierigkeiten dort gebaut wird.

Eindrucksvoll präsentieren sich die Lawinenverbauungen an der Grimselstrasse, und schliesslich muss man sich auch einmal Rechenschaft darüber geben, was das Öffnen der Passstrassen (die Schneeräumungsarbeiten) jeweils für Anforderungen stellt. Die Besichtigungsfahrt hat uns auch hier einen kleinen Einblick gegeben. In diesem Zusammenhang erlaube ich mir, eine persönliche Bemerkung anzubringen. Ich bin selber auch Automobilist, und als solcher bekenne ich mich ganz offen zum Befürworter einer Verkehrstaxe auf gewissen Strassen. Wenn ich vergleiche, was Nachbarländer für Taxen, beispielsweise auf ihren Autobahnen, erheben, dann verstehe ich kaum mehr, dass wir Alpenstrassen, wie beispielsweise die Grimsel, die nur mit enormem Kostenaufwand offengehalten und unterhalten werden kann, ohne Entrichtung einer speziellen Taxe befahren dürfen. Leistung und Gegenleistung stehen hier meines Erachtens in einem Missverhältnis.

Noch eindrucksvoller als der Besuch im Oberland gestaltete sich die Besichtigung der II. Juragewässerkorrektion. Meine Herren, das muss man gesehen haben, und man sollte dem ganzen Grossen Rat dieses bedeutende Werk zeigen. Was da in sieben Jahren gebaut wurde und in weiteren sieben Jahren noch bevorsteht, verdient erwähnt zu werden. Was hier fünf Kantone in Gemeinschaftsarbeit leisten – wobei der Kanton Bern der Hauptbeteiligte ist –, ist grossartig. Was Ingenieure, Techniker und Arbeiter hier vollbringen, ist ein Meisterwerk und verdient Anerkennung. Dabei wird hier der Beweis erbracht, dass die Technik nicht unbedingt mit dem Naturschutz auf Kriegsfuss stehen muss, sondern dass die Technik in den Dienst des Naturschutzes gestellt wer-

den kann. Ein solches Werk dürfte sogar geeignet sein, die Beziehungen des Staates zur Öffentlichkeit günstig zu beeinflussen. Vermehrte positive Pressestimmen über die Aufgaben, die der Staat unter anderem auch im Kampf gegen die Naturgewalten erfüllt, wären meines Erachtens wünschbar. Ich möchte sogar den Wunsch an unser Büro zur Förderung der Beziehungen zur Öffentlichkeit richten, sich einige Gedanken darüber zu machen, ob die öffentliche Meinung durch bessere Information über das, was der Staat macht, positiv beeinflusst werden könnte.

Nun bleibt mir nur noch übrig, dem Baudirektor, seinen Mitarbeitern und Mitarbeiterinnen für die geleistete Arbeit bestens zu danken. Der Besuch hat uns einen guten Eindruck vermittelt. Im Namen der einstimmigen Staatswirtschaftskommission beantrage ich dem Rate, den Bericht der Baudirektion zu genehmigen.

Horst. Wir haben im Kanton Bern noch viele Verbindungsstrassen, die den heutigen und den zukünftigen Anforderungen nicht mehr genügen; wir haben jedoch keine Strasse, die für unseren Kanton annähernd die Bedeutung der Taubenlochstrasse besitzt. Wir wissen, wie wichtig gute Verbindungen vom alten Kantonsteil zum Jura sind. Nach meiner Meinung hat die Taubenlochstrasse die Priorität vor allen anderen Strassen. Will man heute von Bern in den Jura fahren, so fährt man jetzt rascher über Oensingen als über Biel. Sie gehen sicher mit mir einig, dass solche Verhältnisse für uns nicht genügen können. Daher frage ich den Herrn Baudirektor, wie die Planungsarbeiten für die Taubenlochstrasse fortgeschritten sind.

Wisard. Au mois de mars, un glissement de terrain, qui a eu lieu entre Tavannes et le Fuet, a rendu cette route cantonale impraticable pour les camions qui sont contraints, depuis 6 mois, d'utiliser une route de détournement et d'effectuer quelques kilomètres supplémentaires, alors que pour les automobilistes on a placé une signalisation lumineuse. Sur une dizaine de mètres seulement cette route ne peut en effet être utilisée que dans un sens. Selon des spécialistes, cette remise en état représente un travail d'une dizaine de jours. Cependant, la mise en chantier a été retardée de 6 mois; elle vient de débuter lundi, ceci uniquement pour une question financière.

Aussi, je demande s'il n'y a pas la possibilité de mettre à disposition des ingénieurs d'arrondissement des crédits suffisants destinés à financer des travaux de remise en état à la suite de dégats provenant d'éléments naturels, comme cela est le cas ici.

Stoller. Auf Seite 170 des Verwaltungsberichtes steht unter anderem der Abschnitt C, unerledigte Motionen und Postulate. Ich möchte nun hier fragen, was mit meiner Motion geschieht, die im November 1965 angenommen worden ist und worin ich den Regierungsrat ersucht habe, Verhandlungen mit den Bundesbehörden aufzunehmen, um die Strasse Spiez–Frutigen–Kandersteg ins Hauptstrassennetz aufzunehmen. Da ich im Verwaltungsbericht keinen Hinweis auf diese Motion finde, möchte ich den Herrn Baudirektor anfragen, wie der Stand dieser Verhandlungen ist. Ich bin mir bewusst, dass sich die Verhandlungen mit dem Bund in die Länge ziehen. Immerhin wird das Problem mit der Zeit dermassen akut, dass der Ausbau dieser Strasse unverzüglich an die Hand genommen werden sollte. Ich will Ihnen hier nur ein paar Zahlen nennen, was den Autoverlad durch den Lötschberg anbelangt. Im Jahre 1960 waren es 13 700 Fahrzeuge hin und zurück, im Jahre 1964 bereits rund 60 000 und im Jahre 1966 101 000. Vom 1. Januar 1967 bis zum 31. Juli 1967 waren es 77 000 Fahrzeuge, so dass man in diesem Jahre auf weit über 100 000 Fahrzeuge kommen wird. Es ist offensichtlich, dass die bestehende Strasse diesem Verkehr mit der Zeit gar nicht mehr gewachsen sein wird. Die Strassenbaukommission hat übrigens auch in bezug auf die Strecke Frutigen–Kandersteg bereits ein Ausbauprogramm mit einem Fünfjahresplan unterbreitet. Damit anerkennt sie sicher auch die Bedeutung dieser Strassenstrecke. Ich erachte es jedoch als notwendig, bei jeder Gelegenheit darauf zu drängen, diese Arbeiten unverzüglich an die Hand zu nehmen.

Räz. Ich möchte im gleichen Kapitel weiterfahren wie mein Vorredner, nämlich bei den hängigen Motionen. Es besteht eine Motion vom Jahre 1964 betreffend den Ausbau der Autostrasse Lyss–Schönbühl statt Verbreiterung der alten Strasse. Im weitern besteht eine Motion von Herrn Kollega Droz von 1965, der vier anstatt drei Spuren verlangt hat. Ferner erklärte uns der damalige Baudirektor, dass die erste Etappe Schönbrunnen–Schönbühl frühestens 1968 ausgebaut sein und befahren werden könnte und der Zusammenschluss von Lyss nach Schönbühl frühestens im Jahre 1972 erfolgen würde. Heute spricht man nun erneut wieder von einer Verbreiterung der alten Strasse und von einem Betrag von schätzungsweise 25 bis 30 Millionen Franken. Die Bevölkerung des betroffenen Gebietes ist unruhig und hätte gerne Auskunft. Sie möchte vor allem einen baldigen Ausbau dieser Strasse. In Schüpfen fanden zwei Aussprachen statt, eine im Frühling, die andere im Nachsommer. Die anstossenden Gemeinden waren durch ihre Gemeindedelegierten vertreten. Ferner waren vertreten die Spitzen des ACS, des TCS und des Verkehrsvereins. An dieser Besprechung hat sich genau die gleiche Meinung herauskristallisiert, die seinerzeit durch die Motion verlangt worden war und die vom Grossen Rate erheblich erklärt worden ist, nämlich dass der Bau der Autostrasse einer Verbreiterung der alten Strasse vorzuziehen sei. Man hatte das Gefühl, eine Verbreiterung der alten Strasse käme einem Zeitverschleiss und einem Geldverschleiss gleich. Des weitern würden mit der Zeit die Dörfer unweigerlich entzweigeschnitten. Eine Gemeinde wie die unsere mit 2000 Einwohnern, die auf die Bahnstation auf der andern Seite der Strasse angewiesen ist, mit einem regen täglichen Verkehr von Arbeitern am Morgen und am Mittag und mit einem beträchtlichen Güterverkehr, wäre dadurch in ausserordentlich starkem Masse handikapiert. Trotz Finanzknappheit ist es sicher nicht zu verantworten, ein Strassenprojekt, das schon vor mehr als 10 Jahren bis nach Lyss geführt worden ist, heute um weitere 10 oder mehr Jahre hinauszuschieben.

Hier geht es um eine Strasse, die nicht nur von Touristen und Wochenendfahrern benutzt wird, sondern um eine Strasse, die vornehmlich wirtschaftlichen Interessen zu dienen hat. Seit der Eröffnung der Autobahn Bern–Lenzburg stellen wir bei uns einen regen Verkehr von der Ostschweiz nach der Westschweiz fest. Ferner ist uns kürzlich gemeldet worden, wenn die Migros in Schönbühl ihren Betrieb erstellt haben werde, müsse mit einem täglichen Verkehr von rund 400 Fahrzeugen dieser Organisation gerechnet werden.

Von Bedeutung ist in diesem Zusammenhang auch die Verbindung von Bern nach Biel und zum Jura, wie dies vorhin schon von Kollega Horst erwähnt worden ist. Es handelt sich also hier um ein Projekt, das nicht nur dringlich, sondern sogar vordringlich ist.

Ich möchte nun folgende Fragen stellen: Was ist seit 1964 auf diesem Sektor gegangen? Sollte man nicht sofort die erste Etappe Schönbrunnen–Schönbühl, wie damals vorgesehen, in Angriff nehmen, anstatt Millionen für die Verbreiterung der alten Strasse aufzuwenden? Trotz Finanzknappheit des Staates können wir den dringendsten Verkehrsproblemen nicht ausweichen. Ich frage den Herrn Baudirektor auch, was er in bezug auf die Aufnahme einer Strassenanleihe meint, um dadurch das Verwirklichen von Projekten eventuell zu beschleunigen.

Herr Baudirektor, wir kennen Sie nicht nur als einen Mann der Worte, sondern vielmehr auch der Taten. Wir hoffen, dass wir Sie in diesem Falle nicht anders kennen lernen werden.

Bärtschi (Münchenbuchsee). Ich fühle mich ebenfalls verpflichtet, ein Wort zu diesem Thema zu sagen, da ich Anstösser dieser Strasse bin und tagtäglich darauf fahre. Ich wohne auch ausgerechnet in jenem Gebiet, das gemeindemässig am meisten betroffen wird. Es sind die beiden kleinen Gemeinden Deisswil und Wiggiswil mit je 100 Einwohnern, die von der verlangten Autobahn zerschnitten würden. Bestes Kulturland würde uns weggenommen, die schönsten Bauernhöfe würden entzweigeschnitten. Sie werden mir zugestehen müssen, dass ich deshalb an einer solchen Strasse nicht besondere Freude empfinden kann. Wir haben seinerzeit hart dagegen gekämpft, haben uns dann aber doch damit abgefunden, wenn auch die Linienführung nicht ganz unsern Wünschen entspricht. Nun ist allerdings ein neuer Aspekt hinzugekommen, nämlich die Verbreiterung der alten Strasse. In diesem Zusammenhang haben unsere Leute sofort zu spekulieren begonnen. Sie sagten sich: Halt, es kann nicht darum gehen, die alte Strasse zu verbreitern, um nach kurzer Zeit die Autobahn zu bauen. Man nahm bei uns sofort an, die Erfahrungen mit der Grauholzautobahn, beispielsweise über Pfingsten, hätten in Bern gezeigt, dass es ein Unding sei, den Verkehr aus der Nordost-, der Nord- und der Nordwestschweiz, zum Teil auch aus der Westschweiz in Bern durch das gleiche Loch zu schleusen. Ferner überlegten wir uns, man vermute wahrscheinlich, dass nach der Eröffnung der Alpendurchstiche unser Land zu einem ausserordentlich stark befahrenen Transitland werde, was die Nord-Süd-Tangente, speziell während der Ferienzeit, ausserordentlich stark belasten würde. Es wäre somit kaum tragbar, dann noch eine grosse, vierspurige Strasse von Westen her nach Bern einmünden zu lassen. Das sind also die Spekulationen, die man bei uns in bezug auf den neuen Aspekt einer Verbreiterung der alten Strasse, angestellt hat. Dadurch sind nun die Gemüter, die sich beruhigt hatten, wieder aufgewühlt worden. Man wartet deshalb auf eine Antwort.

Persönlich möchte ich allerdings sagen, dass seit der Eröffnung der Autobahn Bern–Lenzburg bestimmt neue Gesichtspunkte hinzugekommen sind. Entgegen dem Druck von verschiedenster Seite möchte ich den Regierungsrat bitten, die Angelegenheit in aller Ruhe und Gründlichkeit abzuklären; denn wir sind nur bereit, das Land für die Autobahn herzugeben – wir sind dazu bereit –, wenn die Autobahn unbedingt notwendig ist und am richtigen Ort erstellt wird. Es berührt uns ausserordentlich merkwürdig, dass die Gemeinden westlich von Schönbrunnen mit Vehemenz auf die Strasse drängen – aber wohlverstanden auf unserem Land! Unsere Leute befürchten nun, es könnte gehen wie mit der Strasse Lyss–Biel, dass man ein Stück baut, das unsere Gemeinden zerschneiden würde, worauf die Arbeiten für zehn oder mehr Jahre ruhen würden.

Als Anstösser möchte ich hier festhalten, dass die Zustände auf dem Strassenstück Schönbrunnen–Schönbühl niemals so prekär sind, wie sie immer wieder dargestellt werden. Ich habe ganz privat Verkehrszählungen machen lassen, denen ich allerdings keine grosse Wichtigkeit beimessen will. Ich möchte dem Rate damit jedoch zeigen, wie die Verhältnisse zeitweise sind. Da ich glaubte, dieses Thema komme schon in der Maisession zur Sprache, habe ich den Verkehr am Samstag, den 6. Mai 1967 von 7.30 bis 8.00 Uhr auf der Strasse Lyss–Schönbühl zählen lassen. Es ergaben sich folgende Zahlen: Personenwagen 52, Lastwagen 2. In der Gegenrichtung Personenwagen 34, Lastwagen keine. Am Montag darauf, um dieselbe Zeit, waren die Zahlen wie folgt: Personenwagen 92, Lastwagen 10; in der Gegenrichtung Personenwagen 69, Lastwagen 18. Bei einer solchen Verkehrsdichte kann man noch nicht von einer überlasteten Strasse reden. Wir geben zu: Die Strasse ist zu schmal, es wird etwas gehen müssen, aber bitte erst, wenn alles abgeklärt ist. Wir haben dort ein Strassenstück von 4,65 km Länge, das fast schnurgerade ist, nur mit zwei kleinen Kurven. Da dieses Strassenstück gerade ist, glauben viele Automobilisten, darauf rasen zu können. Ich kann Ihnen versichern, dass sich keine Unfälle ereignen, wenn man auf dieser Strasse vernünftig fährt. Es fallen dann auch keine Camions die Strassenböschung hinunter. Vielleicht wäre es angezeigt, hier einmal einen Versuch mit Signalisationstafeln zu machen.

Ich möchte also die Regierung nochmals bitten, sich in keiner Art und Weise drängen zu lassen, sondern die Angelegenheit gründlich abzuklären.

Gerber. Das Votum von Herrn Kollega Bärtschi veranlasst mich, die Situation zu schildern, wie wir sie sehen.

Es fand vor 10 Jahren in der Gemeinde Seedorf eine Konferenz statt, die ich die Ehre hatte zu prä-

sidieren. Seedorf liegt nicht an der Strasse Lyss–Schönbühl, dagegen ist vorgesehen, die Autostrasse durch das Gebiet von Seedorf zu führen. Sie können sich vorstellen, dass die Landeigentümer, die für die Autostrasse Lyss–Schönbühl Land abgeben müssen, davon nicht begeistert waren. Nebst dem Landverlust und der Teilung ihrer bereits kleinen Betriebe müssen sie auch noch den Gestank und Lärm des Autoverkehrs in der Gemeinde in Kauf nehmen. Herr Bachmann, der zu uns kam, hat es damals fertiggebracht, unsere Leute von der Notwendigkeit zu überzeugen, die unterliegenden Gemeinden Lyss, Grossaffoltern und Schüpfen zu entlasten. Er hat es auch zustande gebracht, uns klarzulegen, dass man das Problem nicht nur vom Gesichtspunkt der Entlastung dieser Ortschaften betrachten dürfe, sondern dass wir es in einen grösseren Rahmen setzen müssten. Wir sollten uns klar sein, so erklärte er, dass das Strassenstück Lyss–Schönbühl eines Tages ein Teilstück einer grossen Verbindungsstrasse von der Ajoie bis zur Grimsel sein werde. Dies war denn auch der Grund, warum sich die Gemeinde Seedorf, die von einer solchen Strasse nur Nachteile zu erwarten hat, sich sagte, die Autostrasse sei ein notwendiges Übel, dem man nicht ausweichen könne. Ähnliche Überlegungen wurden in anderen Gemeinden angestellt. Ich möchte nur darauf hinweisen, dass in der Gemeinde Schüpfen gegenwärtig eine Güterzusammenlegung im Gange ist. Die Bauern haben dort ihr Land für den Bau der Autostrasse bereits ausgeschieden. Man hat sich innerlich mit dem Bau der Autostrasse abgefunden, besonders auch deshalb, weil von seiten der Regierung immer wieder erklärt worden war, man werde den Bau des Autostrassenstückes Lyss–Schönbühl beschleunigen. So hat die Regierung auf eine Schriftliche Anfrage Leuenberger im Jahre 1965 zugesichert, dass die Vorbereitungsarbeiten für den Bau der Autostrasse Lyss–Schönbühl möglichst beschleunigt würden und dass die Fertigstellung der Autostrasse auf Ende 1971 oder anfangs 1972 zu erwarten sei. Es versteht sich nun von selbst, dass bei der heutigen Finanzsituation diese Fristen verlängert werden müssen.

Was nun aber die ganze Angelegenheit erneut ins Rollen gebracht und zu einer gewissen Unruhe geführt hat, waren die Äusserungen von Herrn Baudirektor Schneider anlässlich der letzten Session. Ich habe leider an jener Session nicht teilnehmen können. Ich muss mich wohl in dieser Sache auf das Tagblatt des Grossen Rates stützen, wonach der Baudirektor folgendes ausgeführt hat: «In bezug auf die Strasse Schönbühl–Lyss sind gegenwärtig Studien darüber im Gange, ob wir die bestehende Strasse ausbauen wollen oder ob eine Autostrasse kommen soll. Die Autostrasse wird ca. 120 bis 130 Millionen Franken kosten. Wir haben uns überlegen müssen, ob wir uns diese Autostrasse überhaupt leisten können.» Es ist begreiflich, dass diese Äusserungen die betroffenen Gemeinden nun wieder in Harnisch gebracht, und dass sie das Problem neu aufgegriffen haben. Es scheint mir unbedingt notwendig zu sein, dass hier eine Klarstellung erfolgt. Ich bin auch der Auffassung dass das Problem seriös geprüft werden muss, glaube jedoch, dass die interessierten Gemeinden möglichst bald zu einer Konferenz eingeladen werden sollten, um Aufschluss zu erhalten und die Bürger orientieren zu können; sonst würde unnötigerweise viel Geschirr zerschlagen, was der ganzen Sache nicht dienlich wäre. Für eine Orientierung der interessierten Gemeinden über die effektiven Absichten wäre ich dem Herrn Baudirektor sehr dankbar.

Baumberger. Ich beziehe mich auf den Abschnitt E, Strassenbau. Wenn wir die Karte des Kantons Bern betrachten, so stellen wir mit Freude und Genugtuung fest, dass vielerorts Verbesserungen vorgenommen wurden, womit sicher auch die Unfallgefahren reduziert werden. Der Regierung und insbesondere der Baudirektion gebührt Dank für die jeweiligen Bewilligungen der Baugesuche der Gemeinden. Wenn man jedoch selber Gelegenheit hatte, in einer Behörde mitzuarbeiten und sich auch als Steuerzahler dieser Probleme angenommen hat, muss man leider feststellen, dass nicht immer alles einwandfrei spielt. Der einfache Bürger kann nicht alles verstehen. Er fragt sich manchmal, ob überhaupt eine Koordination bestehe. Ich habe eine Strassenkorrektion meines Wohnortes im Auge. Der Gemeinderat sowie das Kreisoberingenieurbüro wollten seinerzeit den Auftrag der bewährten Firma Losinger in Burgdorf übergeben. Der Regierungsrat entschied jedoch, dass dieses Baulos mit Rücksicht auf eine nur geringfügige Preisdifferenz einer andern Firma zu übertragen sei. Was dabei alles geboten worden ist, ist dem Bürger nicht mehr verständlich. Um beispielsweise einen ziemlich steilen Anstieg im Dorfe zu überbrücken, der jeden Radfahrer oder Fussgänger behindert, ist man zu einer Lösung gekommen, bei der der höchste Punkt am Schluss noch etwas höher zu liegen kommt als bei der alten Strasse, anstatt sich anzustrengen, das Gegenteil zu erwirken. Oder: Von einem angrenzenden Hausbesitzer musste sogar Rechtsverwahrung eingereicht werden, da befürchtet werden musste, dass später eventuell Schäden entstehen oder sogar Regenwasser direkt in sein Verkaufslokal fliessen könnte. Oder, als weiteres Beispiel: Der neu eingebaute Belag musste stellenweise zweimal weggerissen werden, nicht etwa wegen der Qualität, sondern wegen des Profils. Bei solcher Bauweise hat nun der Steuerzahler den Eindruck erhalten, dass nicht nach dem Prinzip «planen, überlegen, ausführen, überwachen und auch noch etwas sparen» vorgegangen wird. Der Bürger ist vielmehr der Auffassung, dass die Unternehmer auf den Strassenbauaufträgen vermutlich enorm Geld verdienen müssen, wenn sie sich solche Arbeiten leisten können. Ich glaube, dass mir das Gegenteil nicht gut bewiesen werden kann. Sonst würden solche Fälle nicht vorkommen.

Die Strasse ist nun heute glücklicherweise praktisch fertig. Sie sieht jetzt gut aus, so dass wir befriedigt sind. Zur Beruhigung der Öffentlichkeit möchte ich aber trotzdem den Herrn Baudirektor fragen: Ist der Kanton, da er selber die Bauleitung geführt hat, für solche Fehler mitverantwortlich, und hat er sich an den entsprechenden finanziellen Folgen zu beteiligen, oder wer trägt die Kosten für das zweimalige Wegreissen des Belages usw.?

Krähenbühl. Nachdem der Oberaargau, das Emmental und das Seeland ausgiebig an der Reihe waren, gestatte ich mir, auch einen Wunsch aus dem Amt Thun anzubringen. Vorab möchte ich Herrn Baudirektor Schneider bestens danken für die Übermittlung des sehr interessanten Diagrammes über den Stand des Ausbaus der Staatstrassen. Das Studium dieses Diagramms zeigt, dass verständlicherweise heute noch, trotz grossen Anstrengungen der Baudirektion, erhebliche Unterschiede von Amtsbezirk zu Amtsbezirk bestehen. Dafür habe ich, wie gesagt, Verständnis. Die Baudirektion unternimmt sicher alles in ihrer Macht stehende. Trotzdem erlaube ich mir, hier den Wunsch anzubringen, dass auch das Amt Thun in naher Zukunft bei der Staubfreimachung weiterer Verbindungsstrassen angemessen Berücksichtigt werde, ähnlich wie dies für das Amt Schwarzenburg auf Grund des Postulates von Herrn Kollega Binggeli in Aussicht genommen ist. Wenn wir die einzelnen Amtsbezirke miteinander vergleichen, stellt man fest, dass im Amt Thun noch Verschiedenes nicht verwirklicht ist. Das Amt Thun hat im Verhältnis zu seiner Bevölkerung sehr wenig Staatsstrassen, nämlich nur 1,4 km auf 1000 Einwohner. Weniger Strassen, auf die Einwohner bezogen, haben lediglich noch die Ämter Bern mit einem halben Kilometer und Biel mit 200 Metern je 1000 Einwohner. Sämtliche anderen Ämter haben jedoch wesentlich mehr Strassen auf 1000 Einwohner als das Amt Thun. Das ist die eine Seite. Nun zur andern Seite: Wieviel Prozent dieser Strassen sind staubfrei? Wir stellen fest, dass, obschon das Amt Thun nur verhältnismässig wenig Staatsstrassen hat, gemessen an den Einwohnern, in diesem Amt just noch der grösste Prozentsatz der Verbindungsstrassen nicht staubfrei gemacht worden ist. Einzig zwei Ämter haben einen noch ein klein wenig höheren Prozentsatz an nichtstaubfreien Strassen. 19 Amtsbezirke haben heute alle ihre Staatsstrassen staubfrei. Ich bitte deshalb um Verständnis, wenn ich hier den Herrn Baudirektor ersuche, in nächster Zeit besonders auch das Amt Thun zu berücksichtigen. Es ist mir dabei klar, dass ein Teil der noch nicht sanierten Strassen auf die Erizstrasse entfällt. Für die Erizstrasse möchte ich mir einen besonderen Vorstoss vorbehalten. Es bleibt aber auch noch für die übrigen Strassen allerlei zu tun. Ich wäre dem Herrn Baudirektor dankbar, wenn er meinen Wunsch entgegennähme.

Geiser. Ich habe nur ein kleines Anliegen vorzubringen, eines, das nicht in die Millionen geht. Ich möchte fragen, ob es nicht möglich wäre, die Einfahrt auf die Autobahn in der Papiermühle zu beleuchten. Diese Einfahrt ist sehr schlecht sichtbar, insbesondere wenn man ortsunkundig ist. Ein kleines Zögern oder ein verspätetes Reagieren verursacht an diesem exponierten Punkt allzu rasch heikle Situationen. Auch wenn es sich bei dieser Einfahrt nur um eine Übergangslösung handelt, wäre doch eine Verbesserung überaus wünschbar, wobei nicht gemeint ist, dort die Nacht mittels einer Beleuchtung zum Tag werden zu lassen.

Lädrach. Ich möchte mich kurz zum Strassenstück Konolfingen–Grosshöchstetten äussern. Ich habe vor einigen Jahren ein Postulat eingereicht, in dem ich die Regierung beaufragt habe, den Bau einer Umfahrungsstrasse Grosshöchstetten–Konolfingen zu prüfen. Dieses Postulat wurde entgegengenommen, und ich darf hier feststellen, dass die Linienführung heute perfekt und bereits aufgelegt ist, wofür ich bestens danke. Anlass zur Einreichung meines Postulates gab mir die Tatsache, dass das Strassenstück Konolfingen–Grosshöchstetten schon seit Jahren zum Ausbau fällig wäre. Man sagte sich dann, falls eine Umfahrungsstrasse erstellt wird, müsste dieses Strassenstück weniger breit ausgebaut werden. Heute sind wir soweit. Auch die Gemeinde wäre jetzt in der Lage, dort ein Trottoir zu bauen, so dass nun der betreffende Engpass, den sicher viele von Ihnen kennen, saniert werden könnte. Mit Rücksicht darauf, dass das Projekt für eine Umfahrungsstrasse nun perfekt ist – bis zur Ausführung kann es allerdings noch einige Jahre dauern –, wird das Strassenstück Konolfingen-Dorf–Grosshöchstetten etwas billiger zu stehen kommen, als ursprünglich angenommen worden war, da man es nicht mehr auf die volle, vorher projektierte Breite ausbauen muss. Es ist mir klar, dass es nicht sehr populär ist, bei der gegenwärtigen Finanzlage des Staates solche Begehren zu stellen. Dieses Strassenstück kann jedoch nicht in seinem heutigen Zustand belassen werden. Ich möchte deshalb den Herrn Baudirektor anfragen, wie weit die Vorarbeiten gediehen sind, ob nicht doch in nächster Zeit dieser Ausbau in Angriff genommen werden könnte.

Stauffer (Gampelen). Es ist hier schon zum Ausdruck gebracht worden, dass seit der Eröffnung der Autobahn Bern–Lenzburg der Verkehrsstrom sich nach gewissen Regionen verlegt hat. Hauptsächlich die Nutzfahrzeuge wie Lastwagen und Cars, die vorher dem Jurafuss entlang gefahren sind, schlagen jetzt oft den Weg über die Autobahn und dann in Richtung Murten ein. Auf dem Strassenstück Bern–Rizenbach (Kantonsgrenze Freiburg) herrschen dadurch oft unhaltbare Zustände. Am Gümmenenstutz, der ziemlich steil ist, fahren die Lastwagen oft nur im 20-km-Tempo. Dadurch entstehen lange Autokolonnen. Nach der Steigung, im Dorf Mühleberg, hat man keine Möglichkeit zum Überholen. Nach dem Dorf Mühleberg steigt die Strasse wiederum an, und dann kommt eine kurze, gerade Strecke, auf der dann das Rennen beginnt, was grosse Unfallgefahren in sich birgt. Ich möchte vorläufig den Herrn Baudirektor nur ersuchen, eine erneute Verkehrszählung auf dieser Strecke anzuordnen, namentlich in bezug auf die Nutzfahrzeuge, damit diese neuen Unterlagen dem erforderlichen Ausbau zugrunde gelegt werden können. Gefordert wird vor allem eine Kriechstrecke auf den starken Steigungen, namentlich am Gümmenenstutz.

Fleury. Ce que je vais dire a malheuresement déjà été effleuré à cette tribune. Cependant, je tiens à relever que lors de la séance de la Députation jurassienne, plusieurs voix se sont élevées afin de savoir à quel stade se trouvaient les travaux préliminaires relatifs à la construction de la route du Taubenloch. Nous savons que des études géologiques ont été faites, mais pour le moment rien ne nous rassure sur une possibilité de construction

prochaine. Je pense qu'il est superflu de relever les conditions lamentables de circulation dans ce goulet de 20 km qui sépare Bienne de Tavannes. Actuellement, pour réaliser ce parcours en voiture, il faut compter 30 à 40 minutes, ce qui est inconcevable à notre époque. Nous remarquons également qu'une grande partie des usages de la route utilisent actuellement l'autoroute d'Oensingen pour se rendre à Berne. Cette désertion du Taubenloch est légitime, mais il est temps de remédier à cette situation sans délai.

C'est pourquoi je demande au Gouvernement qu'il s'occupe sans tarder de cette situation et qu'il donne les renseignements nécessaires au Grand Conseil.

D'autre part, la Députation jurassienne a reçu ces derniers jours de la Commission routière jurassienne, composée de représentants de l'ADIJ, de Pro Jura, de l'Automobil-Club et du Touring-Club, la lettre suivante:

«Concernant la route cantonale de Reuchenette. Monsieur le Président, Messieurs les Députés, Au cours de la dernière séance, la Commission routière jurassienne a abordé plusieurs problèmes routiers intéressant notre région jurassienne. Elle a également examiné la question des liaisons routières entre le Vieux canton et le Jura – actuellement insuffisantes – et vous soumet deux voeux concernant l'avenir immédiat.

1⁰ rétablissement le plus rapidement possible de la route cantonale de Reuchenette détruite par le glissement de cet été.

2⁰ Le financement des travaux de remise en état de cette artère vitale devra être fait en dehors des crédits annuels accordés à l'ingénieur en chef du 3ème arrondissement.

Le crédit nécessaire devrait être un crédit spécial (crédit de catastrophe), sinon le 3ème arrondissement ne sera pas en mesure d'exécuter un quelconque travail d'entretien, de correction ou d'aménagement pendant plusieurs années.»

La Commission routière jurassienne compte sur notre intervention pour faire valoir le point de vue décrit ci-dessus et nous en remercie par avance.

Je me permets dès lors de transmettre les voeux de la Commission routière jurassienne à M. le Directeur des travaux des publics.

Zingg (Rapperswil). Ich möchte mich nicht zum Verwaltungsbericht äussern und möchte auch nicht der Kommission vorgreifen, die zur Pflege des Orts- und Landschaftsbildes gewählt werden soll.

Fährt man am Tage durch den Jura, sieht man Staatswegmeister, welche die Strassen schwärzen und die vom Staate bezahlt werden müssen. Ich ersuche daher den Baudirektor, bei der Polizeidirektion vorstellig zu werden, damit diejenigen, die diese Strassen nachts verschmieren, gefasst und gebüsst werden können. Sollte es der Polizei nicht möglich sein, der Delinquenten habhaft zu werden, die mit grossen Farbkübeln operieren, so könnte er vielleicht bei der Forstdirektion anfragen, ob sie ihm nicht zwei Wildhüter zur Verfügung stellen könnte!

Arni. Ich möchte mich zum Abschnitt «Autobahnen» äussern. Unsere Autobahnen werden in grosszügiger Weise durch Wälder und durch offenes Kulturland geführt. Nachdem die Bauern seinerzeit, bei der Planung, etwas skeptisch waren und sich dagegen gewehrt haben, so sehen sie heute doch die Notwendigkeit zur Erstellung der Autobahnen ein. Was in unserer Gegend jedoch noch kritisiert wird, ist das Fehlen von Abschrankungen entlang der Autobahnen im offenen Feld, gleich wie dies bei den Wäldern getan wird, um unsere Autobahnen gegenüber dem Wild abzuschirmen. Der Kanton Solothurn hat sein Autobahnteilstück auf der ganzen Länge abgeschrankt, was für den Kanton Bern jedoch nicht zutrifft. Es kann nämlich zu besonders schweren Unfällen führen, wenn das Vieh z. B. durch den Elektrozaun auf die Autobahn durchbricht, wie man das letzten Sommer auf der Strecke Lausanne–Genf erfahren hat. Im Jahre 1961 wurde ein Postulat Flückiger angenommen, das verlangt hat, die Frage der Abschrankungen zu prüfen. Ich möchte nun wissen, wie sich die Regierung zu diesem Problem stellt.

Probst. Die Strasse Biel–Täuffelen wird gegenwärtig ausgebaut und die BTI von der Strasse getrennt. Damit geht ein von der Bevölkerung lange gehegter Wunsch in Erfüllung. Die Gemeinden sind für diese Arbeit dankbar. Wir werden froh sein, wenn die Strasse auch von Täuffelen bis Ins weitergeführt sein wird.

Vor zwei Jahren ist die Staatsstrasse von Lüscherz bis zur Einmündung in die Ins–Biel-Strasse sehr gut ausgebaut worden. Leider sind bei der Einmündung in die Biel–Ins-Strasse einige schwere Unfälle vorgekommen. Einmal gab es sogar 4 Tote. Ein Vorstoss auf der Polizeidirektion für eine bessere Signalisierung oder die Verfügung einer Geschwindigkeitsbeschränkung auf dem fraglichen Strassenstück und bei der Einmündung blieb leider ohne Erfolg. Ich möchte nun den Herrn Baudirektor bitten, in Verbindung mit der Polizeidirektion Vorkehren zu treffen, damit bei der Einmündung der Strasse, die von Erlach und Lüscherz herführt, bessere Verhältnisse geschaffen werden, sei es durch bessere Signalisation oder eventuell sogar durch eine Geschwindigkeitsbeschränkung. Wir danken schon jetzt dafür.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Vorab möchte ich dem Präsidenten der Staatswirtschaftskommission, Herrn Grossrat Mischler, herzlich danken für seinen Bericht und für die Dankesworte an die Adresse meiner Mitarbeiter, die tüchtig und einsatzbereit sind.

Gestatten Sir mir noch ein persönliches Wort zuhanden des Grossen Rates. Ich möchte meiner Freude Ausdruck geben über die Genehmigung des revidierten Dekretes über die Organisation unserer Direktion und die damit verbundene Schaffung eines Kantonalen Planungsamtes. Es war dies auch ein sehr grosses Anliegen von mir, nachdem sich schon meine Mitarbeiter mit dieser Frage auseinandergesetzt und die entsprechenden Vorarbeiten geleistet haben. Dieser Beschluss wird ohne Zweifel im Interesse des Kantons liegen und dazu beitragen, dass verschiedene Aufgaben, die vielleicht heute nur sporadisch an die Hand genommen werden, mit all den andern Planungsproblemen, die sich stellen, zusammengelegt werden können. Wir werden auch veranlassen, dass dem Wun-

sche der Vertreter der Staatswirtschaftskommission Rechnung getragen wird, wonach unsere Kreisoberingenieure regelmässige Besprechungen mit den Grossräten in ihren Kreisen durchführen sollten. Ich hoffe, dass dadurch auch der eine oder andere Grossrat abgehalten wird, im Parlament zu intervenieren, nachdem er die Möglichkeit gehabt hat, sich direkt beim Kreisoberingenieur zu informieren. Damit könnten auch die Debatten über den Verwaltungsbericht teilweise Kürzungen erfahren.

Der Präsident der Staatswirtschaftskommission hat als drittes Problem die Einflussnahme der Baudirektion auf die Gestaltung der Arbeitsvergebungen zur Diskussion gestellt. Ich glaube, dass es Aufgabe der Baudirektion ist, die ganze Entwicklung auf dem Bausektor, sei es nun Hochbau oder Tiefbau, sehr intensiv zu verfolgen, namentlich wie sie sich gegenwärtig, preispolitisch betrachtet, darstellt. Ich muss sagen, dass im Tiefbau heute insbesondere in bezug auf den Strassenbau die Konkurrenz in starkem Masse spielt. Wir haben heute im Tiefbau eine vollkommen andere Situation, als dies noch vor einem oder zwei Jahren der Fall war. Wir dürfen feststellen, dass heute die Baudirektion die Möglichkeit hat, die Offerten in den Einzelheiten zu prüfen, und dies nicht nur in bezug auf den Preis, sondern auch in bezug auf die Qualität der offerierten Arbeiten. Das ist ein wesentlicher Vorteil. Was auffällt, sind die ausserordentlich grossen Preisdifferenzen in den verschiedenen Offerten. Es sind Differenzen, die zum Teil in viele Zehntausende von Franken gehen, je nach der Grösse des Objektes. Aber, wie gesagt, die Konkurrenz spielt, was ausserordentlich erfreulich ist. Wir können deshalb hier ganz anders vorgehen, als das früher der Fall war. Was wir nicht immer sehr schätzen, obwohl ich Verständnis dafür habe und dies an sich begreiflich ist, ist die Tatsache, dass uns die Gemeinden oft ins Handwerk pfuschen. Wenn ein Tiefbauunternehmer in der Gemeinde ansässig ist, so ist es an sich verständlich, dass die betreffende Gemeinde vorstellig wird; aber diese Vorstellung sollte nicht bezwecken, dass dieser Unternehmer unter allen Umständen, selbst wenn er sich in bezug auf seine Offerte in einer hoffnungslosen Situation befindet, zum Zuge kommen muss, nur weil er zufälligerweise dort wohnt. Solchen Begehren können wir mit dem besten Willen nicht Rechnung tragen; wir müssen vielmehr darnach trachten, möglichst den Unternehmer zu berücksichtigen, der am günstigsten offeriert. Im übrigen ist, rein preispolitisch betrachtet, eher wieder eine Beruhigung eingetreten, nachdem eine Zeitlang eine sehr unruhige Situation vorhanden gewesen war.

Im Hochbau haben wir, im ganzen gesehen, nicht genau dieselbe Situation. Hier ist es selbstverständlich ebenfalls unser Bestreben, möglichst dem vorteilhaftesten Unternehmer den Auftrag zu erteilen, wobei man immer wieder unterscheiden muss zwischen den Arbeiten, die Staatsaufgaben sind, und den Arbeiten, die durch Spitalverbände oder andere Organisationen beschlossen werden. Hier handelt es sich lediglich darum, zu überprüfen, ob die Projekte einigermassen vernünftig sind, da davon die Höhe der Subvention abhängt. Dass wir interessiert sind, dabei für den Staat, wenn möglich, Einsparungen zu erzielen, macht uns nicht immer beliebt. Ein solches Vorgehen ist jedoch notwendig. Wir werden in diesem Bestreben von der Staatswirtschaftskommission unterstützt, die im Verlaufe der letzten Zeit verschiedentlich in dieser Richtung interveniert und uns veranlasst hat, einen Weg zu beschreiten, den wir anfänglich nicht hätten gehen können. Es besteht also hier eine recht vernünftige Zusammenarbeit. Wir haben uns übrigens nie auf den Standpunkt gestellt, daraus eine Prestigeangelegenheit machen zu müssen, wenn etwas anderes angeordnet wurde, als wir dies ursprünglich ins Auge gefasst hatten. Im Interesse einer möglichst rationellen Verwendung der Mittel ist eine solche Zusammenarbeit notwendig. Wir legen auch Wert auf eine Zusammenarbeit mit der Finanzdirektion; denn die Baudirektion ist nur ein Teil des Ganzen. Grosse Aufgaben, die uns anfallen werden, setzen ganz einfach voraus, dass man auch mit dem Finanzdirektor spricht und zusammenarbeitet, um einen einigermassen vernünftigen Einsatz der Mittel zu erreichen. Dass die Entwicklungen, die heute in bezug auf die Baumethoden im Gange sind, unsere Beachtung verdienen müssen, ist ganz klar. Ich darf vielleicht in diesem Zusammenhange daran erinnern, dass der Delegierte für den Wohnungsbau, am Städtetag in Altstätten letzte Woche, ein sehr beachtetes Referat gehalten hat über die Revolutionierung, wie sie heute im Hochbau im Gange ist durch die Anwendung besonderer Methoden, die zum Ziele haben, möglichst rationell zu bauen. Man wird uns sicher nicht verargen, dass wir uns dafür interessieren, gehört dies doch zu unseren Pflichten. Dass wir daraus auch Schlüsse ziehen, scheint mir ebenfalls selbstverständlich zu sein. Es ergibt sich daraus als logische Folge, dass wir dann und wann mit anderen Kreisen, namentlich gewerblichen, in Konflikt geraten. Man wird sich jedoch auch hier verständigen und einen vernünftigen Weg finden müssen. Ich erinnere in diesem Zusammenhang auch an den Bericht der Kartellkommission – der Herr Präsident der Staatswirtschaftskommission hat dies ebenfalls schon getan –, der in dieser Beziehung sehr interessante und aufschlussreiche Ausführungen enthält, die zeigen, wie das ganze Problem der Erneuerung der Baumethoden mitten im Fluss ist und wie der Staat ebenfalls die Möglichkeit erhalten muss, Nutzanwendungen daraus zu ziehen, um auf der ganzen Linie ein möglichst preisgünstiges Bauen zu erzielen. Wir möchten die Neugestaltung der Submissionsordnung – der Herr Kommissionspräsident hat ebenfalls darauf hingewiesen – so vorantreiben, dass wir sie auf Beginn des nächsten Jahres in Kraft setzen können. Wir sind einen Weg gegangen, der eigentlich nicht vorgeschrieben war. Wir hätten bei der Submissionsordnung nur das Vernehmlassungsverfahren durchspielen können. Wir haben jedoch gefunden, es sei für uns notwendig zu wissen, wie die Berufsverbände darüber denken. Die Submissionsordnung, die gegenwärtig in Kraft ist, ist über 30 Jahre alt. Seither haben sich die Verhältnisse grundlegend geändert. Es war interessant für uns, zu erfahren, wie die einzelnen Verbände über unsern Entwurf denken. Wir sind gegenwärtig daran, diese Vernehmlassungen zu verarbeiten und die Vorschläge, soweit wie möglich, in unseren Entwurf aufzunehmen. Ich hoffe, dass es möglich sein wird, den Entwurf zur neuen Submissionsordnung anfangs November in der Regierung zur Vernehmlassung in Zirkulation zu setzen.

Dem im Zusammenhang mit dem Hinweis auf die Besichtigungen der Staatswirtschaftskommission geäusserten Wunsch, dem Grossen Rate einmal Gelegenheit zu geben, die Zweite Juragewässerkorrektion zu besichtigen, will ich gerne Rechnung tragen. Für dieses Jahr ist es allerdings dafür zu spät. Eine Besichtigungsfahrt würde Sie einen ganzen Tag beanspruchen. Ich will sehen, ob sich nächstes Jahr die Möglichkeit zeigen wird, dem ganzen Grossen Rate die Arbeiten der Zweiten Juragewässerkorrektion vorzuführen. Eine solche Besichtigung würde sich lohnen. Während der sechs Jahre, seit diese Arbeiten im Gange sind, ist eine ganz grosse Leistung vollbracht worden. Ich darf vielleicht auch hier die Gelegenheit benützen, meinerseits Herrn Prof. Müller, der ja für die Arbeiten verantwortlich ist und die Freuden und Leiden teilen muss, die mit dieser Korrektion verbunden sind – die Leiden sind manchmal sehr gross angesichts der Angriffe –, den besten Dank auszusprechen. Es entsteht hier ein Werk, das in seiner Grösse vielleicht erst von späteren Generationen voll erfasst und gewürdigt werden kann.

Nun möchte ich zu den Voten der einzelnen Herren Grossräte übergehen. Es wird mir sicher nicht übelgenommen werden, wenn ich versuche, die einzelnen Voten, die den gleichen Gegenstand berühren, zusammenfassend zu beantworten. Es ist dies ein abgekürztes Verfahren mit Blick auf die vorgerückte Zeit. Wenn als Überschrift «Taubenloch» steht, so mögen sich alle Herren angesprochen fühlen, die sich heute in dieser Frage zum Worte gemeldet haben. Herr Grossrat Horst hat das Stichwort gegeben. Ich kann sagen, dass wir in bezug auf die Taubenlochstrasse mitten in den Vorarbeiten stecken. Ich möchte daran erinnern, dass der Projektierungsauftrag auf der Grundlage einer vierspurigen Strasse erteilt ist. Gemäss meinen früheren Darlegungen wird es darum gehen, eine neue zweispurige Anlage zu erstellen und die alte Strasse als weitere zweispurige Anlage auszubauen, so dass wir dann über eine vierspurige Autostrasse verfügen würden. Der Projektierungsauftrag ist, wie gesagt, vergeben worden. Die beauftragten Herren arbeiten sehr intensiv. Es finden jeden Monat zweimal Besprechungen mit unserer Direktion statt, manchmal sogar wöchentliche Besprechungen, so dass wir hoffen – ich will hier kein Versprechen abgeben –, den Grossen Rat bald über das Projekt orientieren zu können. Es ist übrigens noch ein parlamentarischer Vorstoss eingereicht worden, der ebenfalls wird beantwortet werden müssen.

Herr Grossrat Wisard hat einen Vorstoss in bezug auf Le Fuet unternommen. Er hätte sich in dieser Sache zwar gut bei uns direkt informieren können. Ich will ihm die Situation hier schildern. Ich weiss, dass es manchmal Anstoss erregt, wenn eine Baustelle verhältnismässig lang offen ist. Es ist jedoch nicht immer so einfach, wie es sich der Bürger meistens vorstellt. Die Bauorgane müssen sehr oft Dinge in Erwägung ziehen, die man von aussen nicht sieht. In Le Fuet war dies der Fall. Nach einer Schlechtwetterperiode im Frühjahr haben sich an dieser Staatsstrasse drei Erdrutsche ereignet. Diese Rutsche waren offensichtlich die Folge einer Durchnässung des sehr schlechten Untergrundes, die auf unterirdisch zufliessendes Wasser zurückzuführen ist. Da der Kreisoberingenieur die Stelle dieses Wasserzuflusses nicht ermitteln konnte und nicht einfach aufs Geratewohl hin Sickerleitungen anordnen wollte, hat er Untersuchungen und Sondierbohrungen durch einen spezialisierten Ingenieur-Geologen vornehmen lassen. Mit Regierungsratsbeschluss vom 14. Juli 1967 wurden ihm zu diesem Zweck 20 000 Franken aus der Kreditreserve zugeteilt, nämlich 15 000 Franken für Sondierungen und 5000 Franken für geologische Untersuchungen. Gestützt auf diese Untersuchungen wurde eine Submission für die Instandstellungsarbeiten durchgeführt (Sicherung durch flexible, steingefüllte Drahtgeflechtswalze, Dammaufschüttung und Wiederherstellung des Strassenoberbaues). Diese Arbeiten konnten in Gang gebracht werden, nachdem am 10. August die Firma Corti frères in Reconvilier den Auftrag dazu erhielt. Wir hoffen, Herrn Grossrat Wisard damit zufriedenstellen zu können. Besonderer Umstände wegen erforderten die Abklärungen hier etwas mehr Zeit als üblich. Ich bitte ihn dafür um Verständnis. Es ist nicht immer die Baudirektion schuld, wenn Verzögerungen eintreten. Im erwähnten Fall haben sehr viele Faktoren mitgespielt, die nicht auf den ersten Blick ersichtlich waren.

Herr Grossrat Stoller fragt, wie sich die Situation in bezug auf die Strasse Spiez–Frutigen–Kandersteg stelle. Ich habe bereits bei einer früheren Gelegenheit darauf hingewiesen, dass wir sehr interessiert sind, für die Sanierung dieser Strasse die Mitarbeit des Bundes zu gewinnen. Diese Strasse erhält tatsächlich eine immer grössere Bedeutung. Das zeigt auch die starke Steigerung des Autoverlads in Kandersteg. An dieser Strasse ist übrigens nicht allein der Kanton Bern interessiert, sondern auch der Kanton Wallis. Wir haben deshalb mit der Baudirektion des Kantons Wallis Verbindung aufgenommen. Herr Staatsrat von Roten und der Sprechende sind auf dem ASF vorstellig geworden. Wir haben die ganze Angelegenheit mit Herrn Direktor Ruckli besprochen. Auf dem ASF erhielten wir vorerst einmal die mündliche Zusicherung, dass es sich als Bundesinstanz bemühen werde, unserer Intervention Verständnis entgegenzubringen und natürlich auch entsprechende Zahlungen an die Verbesserung dieser Strasse zu leisten. Leider haben wir bis heute die schriftliche Zusage noch nicht erhalten. Es wird unter Umständen notwendig sein, nochmals einen Vorstoss zu unternehmen. Wir stehen ja auch in einem sehr engen Kontakt mit der grossrätlichen Strassenkommission, die uns in der Förderung des Ausbaues dieser Strasse ebenfalls unterstützt. Auf dieser Strasse stellen sich einige komplizierte Probleme, die sehr schwer zu lösen sind. Ich denke an den Bühlstutz, der die grösste Aufgabe bei der Sanierung darstellen wird. Sodann werden in bezug auf die Verbesserung der Einfahrt in Kandersteg selber, vor allem bei der Sanierung der Zufahrt zum Bahnhof Kandersteg, einige Probleme zu lösen sein, bis eine möglichst reibungslose Verladung gewährleistet sein wird. Wir hoffen, dass wir die Arbeiten mit Hilfe des Bundes möglichst fördern können. Es tut mir leid, dass ich keine konkretere Zusage machen kann. Um hier eine möglichst grosszügige Lösung verwirklichen zu können, sind wir aber auf den Einsatz von Bundesmitteln angewiesen.

Damit komme ich zum Vorstoss von Herrn Grossrat Räz in bezug auf die Strasse Schönbühl–

Biel. Es trat tatsächlich in den letzten Wochen eine Beunruhigung ein, aber diese wurde nicht provoziert durch die Baudirektion, sondern durch ganz andere Leute, meines Erachtens unnötigerweise, da der Baudirektor doch die Motionen aus den Jahren 1964 und 1965 kennt. Dass die Motion Droz durch den Grossen Rat angenommen worden ist, hindert den Baudirektor nicht, auch noch andere Überlegungen anstellen zu dürfen, wenn in der Zwischenzeit finanziell eine vollkommen andere Situation in unserem Kanton eingetreten ist, die uns einfach zwingt, zu überdenken, wo man die Mittel am vernünftigsten einsetzt. Es verhält sich keineswegs so, wie an dieser Konferenz gesagt wurde, dass wir ratlos wären. Es stimmt ebenfalls nicht, dass der Baudirektor veranlasst hätte, Geld für Projektierungsarbeiten zum Ausbau der alten Strasse auszugeben. Ich begreife nicht, weshalb solche Behauptungen in die Welt gesetzt worden sind. Ich bin hier das Opfer meiner Grosszügigkeit geworden, indem ich Grossräte informiert habe, als sie bei mir vorstellig wurden und wissen wollten, wie die Situation ist. Persönlich stehe ich nämlich auf dem Standpunkt, dass wir ganz ruhig informieren dürfen, wenn wir etwas zu sagen haben. Auf der andern Seite glaube ich aber erwarten zu dürfen, dass man dann aus der Information nicht etwas macht, das überhaupt nicht beabsichtigt ist.

Wie ist die Lage in bezug auf die Strasse Schönbühl–Biel? Es sind über zehn Jahre verflossen, seit das Teilstück Lyss–Biel benützt werden kann. An sich wäre es logisch gewesen, die Strecke Lyss–Schönbühl unmittelbar nachher in Angriff zu nehmen. Aus den verschiedensten Gründen war dies jedoch nicht möglich. In der Zwischenzeit ist der Bau der Autobahn aktuell geworden. Die Frage einer vierspurigen Autobahn hat sich ganz logischerweise gestellt. Grundsätzlich bin ich Anhänger dieser Lösung und bin an sich absolut bereit, im Sinne der Motion Droz alles zu unternehmen, um ein solches Projekt zu verwirklichen. Nun müssen wir uns aber vergegenwärtigen, dass die Autobahn, die von Schönbühl nach Biel errichtet werden soll, keine Nationalstrasse, sondern eine kantonale Autobahn wäre, die vom Bund ganz anders subventioniert würde als eine Nationalstrasse. Bekanntlich zahlt der Bund an die Nationalstrassen 84 Prozent. Für Kantonsstrassen, die durch den Bund als Hauptstrassen subventioniert werden, kann man normalerweise mit einer Subvention von 50 Prozent rechnen. Das hängt jedoch vom Bund ab, es müsste darüber verhandelt werden. Nun rechnen unsere Fachleute damit, dass die vierspurige Strasse – es wäre eine Autobahn – ungefähr 130 Millionen Franken kosten würde, d. h. mit andern Worten, dass wir 65 Millionen bis 70 Millionen Franken aus kantonseigenen Mitteln aufbringen müssten. Der Baudirektor hat für die nächsten Jahre unter Berücksichtigung der Erhöhung der Motorfahrzeugsteuern jährlich im besten Fall einen Betrag von 32 bis 33 Millionen Franken zur Verfügung. Wir kennen Hauptstrassen, Verbindungsstrassen und Alpenstrassen. Das alles muss in diesem Betrag von 32 Millionen bis 33 Millionen Franken Platz finden. Wir haben uns dann überlegt, dass wir allein für diese Autobahn in den nächsten zehn Jahren 6 bis 7 Millionen Franken einsetzen müssten, also ungefähr so viel, wie uns für den Moment aus der Erhöhung der Automobilsteuern eingehen wird. Damit würden wir nachher nur ungefähr so viel Mittel zur Verfügung haben wie bisher, nämlich zwischen 25 und 27 Millionen Franken pro Jahr, was uns natürlich in zu schmale Schuhe in bezug auf Neuanlagen usw. brächte. Diese Überlegungen veranlassten uns, zu überprüfen – ich sage ausdrücklich: überprüfen; denn es ist kein Projektierungsauftrag erteilt worden –, ob allenfalls ein zweckmässiger Ausbau der bestehenden Strasse erstens möglich und zweitens finanziell tragbar wäre. Meine Mitarbeiter rechnen für einen guten Ausbau der bestehenden Strasse mit einer Summe von rund 30 Millionen Franken. An diese 30 Millionen Franken würde der Bund einen Beitrag von ungefähr 50 Prozent leisten, da es sich um eine Hauptstrasse handelt. Das würde also bedeuten, dass wir für den Ausbau des Teilstückes Schönbühl–Lyss mit einer Belastung der kantonalen Finanzen von 16 bis 20 Millionen Franken rechnen müssten. Unter diesem Gesichtspunkt sieht natürlich die Situation für uns ganz anders aus, dies um so mehr, als die bestehende Strasse auch nach dem Bau einer vierspurigen Autobahn gleichwohl noch unterhalten werden müsste. Das waren unsere Überlegungen.

Ich habe es sehr bedauert, dass man nun geglaubt hat, man müsse uns in der Öffentlichkeit an unsere Pflichten erinnern. Wir wären nämlich selber daraufgekommen, die interessierten Kreise einzuladen, wenn wir zur Überzeugung gelangt wären, eine andere Lösung treffen zu müssen. Ich erblicke in der Überprüfung eine Verpflichtung auf Grund der finanziellen Situation und nicht eine Spielerei. Ich bin mir bewusst, dass diese Überprüfung nicht einfach sein wird. Möglicherweise ist ihr Resultat ein negatives. Die Überprüfung kostet uns praktisch keinen roten Rappen, weil wir sie durch den Kreisoberingenieur vornehmen lassen können. Bevor ich nicht vollends überzeugt bin, dass es hier keine andere Möglichkeit als die Erfüllung der Motion Droz gibt, bin ich nicht geneigt, einfach den Startschuss zu erteilen. Ich weiss, dass der Grosse Rat vernünftig ist und dass er ein Ohr für unsere Darlegungen hätte, wenn wir trotz seiner Annahme der Motion Droz unter Umständen das Gegenteil beweisen könnten. Das sind unsere Überlegungen in bezug auf dieses Teilstück, das wir keineswegs in seiner Bedeutung unterschätzen.

Wir kennen aber auch die Schwierigkeiten, die uns in bezug auf den Landerwerb bereits entstanden sind. Ich bin Herrn Grossrat Bärtschi ausserordentlich dankbar, dass er hier Bemerkungen angebracht hat. Er war eigentlich sehr mutig; denn unter Berücksichtigung der gegenwärtigen Stimmung in bezug auf das Strassenstück Schönbühl–Lyss hätte er ruhig schweigen können. Der Landerwerb ist wohl teilweise unter Dach in den Gemeinden Rapperswil und Schüpfen, jedoch keineswegs in Deisswil und Wiggiswil. Dort werden wir noch einige Schwierigkeiten haben, die unseren Entschluss, die Lage zu überprüfen, mitbeeinflusst haben.

Das ist die Auskunft, die ich Ihnen geben wollte. Im übrigen hoffe ich, dass die ganze Frage auch künftighin in einer vernünftigen Atmosphäre diskutiert werden kann. Es liegt mir daran, in engstem Einvernehmen mit den interessierten Kreisen und den Automobilverbänden zu handeln, weil ich sehr genau weiss, dass heute ohne Mitwirkung der interessierten Kreise und der Verbände eine gute Lösung überhaupt nicht möglich ist. Mit diesen

Ausführungen habe ich allen Herren Grossräten geantwortet, die das soeben behandelte Thema aufgeworfen haben.

Herr Grossrat Baumberger hat, etwas verallgemeinernd, auf eine Schwierigkeit hingewiesen, die im Strassenbau dann und wann eintreten kann. Es kann tatsächlich vorkommen, dass ein Unternehmer einmal Pech bei der Erfüllung seiner Aufgabe hat oder vielleicht auch technisch der Aufgabe nicht ganz gewachsen ist. In Koppigen ist gar nichts anderes passiert. Dort ist der Unternehmer sehr wahrscheinlich von Anfang an nicht in allen Teilen so vorgegangen, wie er hätte vorgehen sollen. Dadurch gab es Verzögerungen, die wir nicht verhindern konnten. Der Kreisoberingenieur hat verschiedentlich interveniert. Dies darf jedoch nicht verallgemeinert werden. Man darf nicht den Eindruck erwecken, als ob es im Strassenbau die Regel wäre, dass die Unternehmer ihre Aufgabe nicht richtig anpacken und erledigen würden. Es kann natürlich vorkommen, dass ein Unternehmer für eine Arbeit eine preisgünstige Offerte einreicht, worauf sich dann herausstellt, dass er doch nicht ganz die Leistung vollbringen kann, die man von ihm erwartet hat. Dagegen ist jedoch niemand gefeit.

Herr Grossrat Krähenbühl hat darauf aufmerksam gemacht, dass es an der Zeit wäre, auch im Amt Thun der Staubfreimachung der Strassen grössere Aufmerksamkeit zu schenken. Ich habe schon einmal erklärt, dass es unser Anliegen ist, in einer vernünftigen Zeitspanne alle unsere Staatsstrassen staubfrei zu machen. Ich kann Herrn Grossrat Krähenbühl versichern, dass wir uns nicht nur in den Ämtern Seftigen und Schwarzenburg, wo wir noch am meisten nichtstaubfreie Strassen haben, sondern auch im Amt Thun bemühen werden, dieses Anliegen zu verwirklichen. Ich habe ja dem Verwaltungsbericht der Baudirektion eine Tabelle beigefügt, woraus die Situation für jedermann ersichtlich ist. Wir hoffen, dass uns die erforderlichen Kredite zur Verfügung gestellt werden können, um hier noch etwas beschleunigter vorzugehen, wobei man immerhin beachten muss, dass mit der Staubfreimachung nicht einfach bloss das Darüberschmieren von Teer gemeint ist. Oft ist eine komplette Neuanlage notwendig. Auch diese Seite muss daher im Zusammenhang mit der Staubfreimachung berücksichtigt werden.

Herr Grossrat Geiser wünscht eine bessere Beleuchtung bei der Autobahneinfahrt in der Papiermühle. Ich nehme diesen Wunsch entgegen, obschon die Automobile mit Hilfe ihrer eigenen Beleuchtung in der Lage sein sollten, diese Ecke selber zu beleuchten. Es kann sich nur um das Anbringen einer zusätzlichen Lampe handeln, da das Ganze nur ein Provisorium ist. Es lohnt sich nicht, dort viel Geld hineinzustecken.

Herr Grossrat Lädrach hat eine Frage gestellt in bezug auf die Strasse Grosshöchstetten–Konolfingen. Ich nehme diese Frage zur Prüfung entgegen. Ich bin über den gegenwärtigen Stand dieser Arbeiten nicht vollständig orientiert. Ich werde mit dem Kreisoberingenieur Verbindung aufnehmen, der mir die Auskunft zuhanden von Herrn Grossrat Lädrach übermitteln wird.

Herr Grossrat Stauffer (Gampelen) weist auf die veränderten Verhältnisse hin, seit die Autobahn Lenzburg–Bern durchgehend offen ist. Es wurde dadurch tatsächlich eine ausserordentlich grosse Verkehrssteigerung in Richtung Murten provoziert. Wir wissen um die Verhältnisse am Gümmenenstutz wie auch am Frauenkappelenstutz. Es ist uns hier eine Aufgabe übertragen, die wir im Rahmen der uns zur Verfügung stehenden Möglichkeiten lösen werden, um so mehr, als jetzt auch seitens der welschen Schweiz auf diese ausserordentlich prekären Verhältnisse hingewiesen wird. Wir hoffen, dass wir auch beim ASF das notwendige Verständnis finden werden. Das ASF vertrat bisher nämlich eher die Ansicht, diese Strecke würde eine niedrigere Frequenz aufweisen. Tatsache ist jedoch, dass der Lastenverkehr dort in letzter Zeit erheblich zugenommen hat. Wir werden die verlangten Erhebungen durchführen lassen, damit unser Begehren gegenüber dem ASF auch zahlenmässig untermauert sein wird.

Zu den Strassenverunreinigungen im Jura ist folgendes zu sagen: Im Verlaufe der letzten Jahre bemühten wir uns, die systematische Verschmierung unserer Staatsstrassen mit «Jura libre» usw. möglichst sofort und immer wieder beseitigen zu lassen. Das hat unseren Kanton ziemlich viel Geld gekostet. Wir mussten feststellen, dass die verwendete Farbe sehr haftbar ist. Zum Entfernen dieser Farbe wären wir gezwungen gewesen, kostspielige Schmirgelmaschinen anzuschaffen. Auf der andern Seite war es nie oder nur selten möglich, die Urheber mit Hilfe der Polizei zu erwischen. Auch hiefür hätte man einen grossen Apparat einsetzen müssen. Eines Tages sagte ich mir dann: Wenn die Jurassier ihre Strassen verschmiert haben wollen, so kann uns das gleich sein. Wir lassen es dabei und reinigen diese Strassen nicht mehr. Wir haben kein Geld auf der Baudirektion für das Abschmirgeln von Strassen, die anderntags wiederum verschmiert sind, und wir haben auch kein Geld für die Anschaffung der entsprechenden Maschinen. Ich kann Ihnen mitteilen, dass der Regierungsrat in dieser Angelegenheit hinter mir steht. Vielleicht gibt es eines Tages eine Reaktion, worauf wir wieder miteinander darüber reden können.

Herr Grossrat Arni hat die Frage der Abschrankungen entlang der Autobahn aufgeworfen. In Waldpartien haben wir bei uns diese Abschrankungen, jedoch nicht im freien Feld, dies im Gegensatz zum Kanton Solothurn. Es ist eine Kostenfrage, und ich kann Herrn Grossrat Arni mitteilen, dass ich bereit bin, seinen Wunsch zu prüfen. Ist das Vorhaben kostenmässig einigermassen verantwortbar und ist vor allem auch das ASF, das sich an den Kosten beteiligen müsste, damit einverstanden, werden wir es an die Hand nehmen. Ich fahre selber zuviel auf der Autobahn, als dass ich nicht wüsste, wie unangenehm und gefährlich es sein kann, wenn plötzlich Vieh auf der Autobahn steht.

Herrn Grossrat Probst danke ich für seinen Hinweis in bezug auf die Strasse und die Bahn Biel–Täuffelen. Dort haben wir eine gute Zusammenarbeit zwischen den Strassen- und Bahninstanzen. Dadurch konnte auch das Tempo zur Sanierung dieser Strecke wesentlich beschleunigt werden. Wir hoffen, dass wir auch andernorts auf eine gute Zusammenarbeit mit den Bahninstanzen zählen können, wenn es darum gehen wird, die Trennung von Bahn und Strasse zu verwirklichen.

Was die Strasse Erlach–Lüscherz betrifft, will ich mit der Polizeidirektion in Verbindung treten. Das Anbringen einer besseren Signalisation und

allenfalls die Verfügung einer Geschwindigkeitsbeschränkung sind Aufgaben der Polizeibehörden.

Damit glaube ich, die gestellten Fragen beantwortet zu haben. Abschliessend möchte ich nochmals dem Herrn Präsidenten der Staatswirtschaftskommission danken für die Besichtigung meiner Direktion und für die geleistete Arbeit. Wir hoffen, dass wir auch künftighin unsere Aufgaben im Dienste der Allgemeinheit werden erfüllen können.

Le président. Sur la liste des 16 orateurs inscrits se trouvait également M. le député Stalder. Il a malheureusement été sauté.

Ich bitte um Entschuldigung und erteile noch rasch Herrn Grossrat Stalder das Wort.

Stalder. Ich werde mich kurz fassen. Ich wollte den Herrn Baudirektor nur über den Stand meines Postulates betreffend Autofriedhöfe fragen, das ich letztes Jahr eingereicht habe. Der Herr Baudirektor hat mir damals erklärt, mein Anliegen werde im Zusammenhang mit der Revision des Bauvorschriftengesetzes behandelt. Ich möchte nun Herrn Regierungsrat Schneider anfragen, wie weit diese Angelegenheit gediehen ist. Die Bevölkerung wartet nämlich auf die Verwirklichung des Postulates, da ihr die Autofriedhöfe ein Dorn im Auge sind.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich bedaure, dass ich Herrn Grossrat Stalder noch nicht genau sagen kann, wann die Revision des Bauvorschriftengesetzes verwirklicht sein wird. Es handelt sich nämlich um eine Totalrevision, also eine ausserordentlich umfangreiche Arbeit, die noch einige Monate beanspruchen wird. Die vorberatenden Kommissionen haben ihre Arbeiten abgeschlossen. Der Entwurf liegt bereits in meinen Händen. Er muss aber noch überarbeitet werden. Immerhin kann ich Herrn Grossrat Stalder bekanntgeben, dass im Entwurf in bezug auf die Autofriedhöfe eine Bestimmung enthalten ist, die eine Sanierung der wirklich unerfreulichen Verhältnisse herbeiführen soll.

Genehmigt.

Schluss der Sitzung um 11.55 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Elfte Sitzung

Montag, den 18. September 1967,
14.15 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 178 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Achermann, Barben, Burri (Bern), Christen, Droz, Favre, Flückiger, Geissbühler (Madiswil), Graber, Hänsenberger, Hirt (Utzenstorf), Hofmann (Burgdorf), Homberger, Iseli, Martignoni, Oesch, Roth (Urtenen), Schwander, Stähli, Thomann, Willemain, Würsten.

Vermessungsamt; Kredit

(Beilage 21, Seite 9;
französische Beilage Seite 10)

Auf Antrag von Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission, wird dieses Geschäft diskussionslos gutgeheissen.

Bachverbauungen in Aeschi, Spiez, Wimmis und Blumenstein; Beiträge

(Beilage Nr. 21, Seiten 10 bis 12;
französische Beilage Seiten 10 bis 12)

Auf Antrag von Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission, werden diese Geschäfte diskussionslos gutgeheissen.

Neu- und Umbauten von Staatsgebäuden; Bauabrechnungsgenehmigungen

(Beilage Nr. 21, Seite 11;
französische Beilage Seite 12)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Ferner äussern sich dazu die Grossräte Schürch und Krähenbühl. Ihnen antwortet Regierungsrat Schneider, Baudirektor, worauf das Geschäft gutgeheissen wird.

Gemeindestrassen in Bern, Reisiswil und Aeschi bei Spiez; Beiträge

(Beilage Nr. 21, Seiten 12 und 13; französische Beilage Seiten 13 und 14)

Auf Antrag von Grossrat Mischler, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, werden diese Geschäfte diskussionslos gutgeheissen.

Gehwege in Ringgenberg und Belp; Beiträge

(Beilage Nr. 21, Seiten 13 und 14; französische Beilage Seite 15)

Auf Antrag von Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission, werden diese Geschäfte diskussionslos gutgeheissen.

Gemeindestrassen in Neuenegg und Rüschegg

(Beilage Nr. 21, Seite 15; französische Beilage Seite 16)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Parietti, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

Doppelwohnhaus für Assistenzärzte in der Heil- und Pflegeanstalt Bellelay; Kredit

(Beilage Nr. 21, Seite 15; französische Beilage Seite 17)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Parietti, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Staatsdomäne «Mont-Dessus» in Delsberg; Kredit

(Beilage Nr. 22, Seite 11; französische Beilage Seite 12)

Auf Antrag von Grossrat Parietti, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, wird dieses Geschäft diskussionslos gutgeheissen.

Gemeindestrassen in Rüeggisberg, Mirchel und Seedorf; Beiträge

(Beilage Nr. 22, Seiten 12 und 14; französische Beilage Seiten 12 bis 15)

Auf Antrag von Grossrat Parietti, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, werden diese Geschäfte diskussionslos gutgeheissen.

Gehwege in Niederwichtrach; Beiträge

(Beilage Nr. 22, Seite 12; französische Beilage Seite 13)

Auf Antrag von Grossrat Parietti, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, wird dieses Geschäft diskussionslos gutgeheissen.

Gewächshäuser in der Kantonalen Gartenbauschule in Oeschberg-Koppigen; Kredit

(Beilage Nr. 22, Seite 13; französische Beilage Seite 13)

Auf Antrag von Grossrat Parietti, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, wird dieses Geschäft diskussionslos gutgeheissen.

Bachverbauung in Spiez und Reutigen; Beiträge

(Beilage Nr. 22, Seite 13; französische Beilage Seite 14)

Auf Antrag von Grossrat Parietti, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, wird dieses Geschäft diskussionslos gutgeheissen.

Gemeindestrasse in Buchholterberg; Beitrag

(Beilage Nr. 22, Seite 15; französische Beilage Seite 15)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Schorer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Bachverbauungen in Delsberg, Develier und Boncourt; Beiträge

(Beilage Nr. 22, Seiten 15 bis 17; französische Beilage Seiten 16 bis 18)

Auf Antrag von Grossrat Schorer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, werden diese Geschäfte diskussionlos gutgeheissen.

Fussgängerunterführung in Zollikofen

(Beilage Nr. 22, Seite 16; französische Beilage Seite 17)

Auf Antrag von Grossrat Schorer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, wird dieses Geschäft diskussionslos gutgeheissen.

Gemeindestrassen in Kirchdorf und Bern; Beiträge

(Beilage Nr. 22, Seite 17; französische Beilage Seite 18)

Auf Antrag von Grossrat Schorer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, werden diese Geschäfte diskussionslos gutgeheissen.

Strassenunterführung in Langenthal; Beiträge

(Beilage Nr. 22, Seite 18; französische Beilage Seite 19)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Schorer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Entlastungsstrasse in Brienz; Strassenplangenehmigung

(Beilage Nr. 22, Seiten 19 bis 24; französische Beilage Seiten 20 bis 24)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Ferner spricht dazu Grossrat Michel (Brienz). Ihm antwortet Regierungsrat Schneider, Baudirektor, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Motion des Herrn Grossrat Gobat — Ausbau des Pierre Pertuis-Passes

(Siehe Seite 266 hievor)

Gobat. La route N° 6, dans le Jura, a été l'objet d'améliorations appréciées dans de nombreux secteurs, mais la plupart de ces améliorations ont été entreprises dans des régions où les difficultés techniques étaient relativement aisées à surmonter. C'est dans les gorges et les cluses qu'il reste beaucoup à faire pour adapter la chaussée aux exigences du trafic moderne. Le tronçon le plus épineux est le Taubenloch. Il a provoqué de très nombreuses interventions parlementaires. Son importance, la nécessité d'une amélioration du tracé ont été une nouvelle fois évoqués jeudi dernier, à cette tribune, lors de la discussion du rapport de gestion de la Direction des travaux publics. Je remercie M. Horst de son appui en faveur d'une mise en état rapide de cette route.

Aujourd'hui, je ne m'arrêterai pas au Taubenloch lui-même. D'abord ce n'est pas l'objet de ma motion, puis nous avons pris acte avec satisfaction de la déclaration de M. le Conseiller d'Etat Schneider annonçant que les études vont bon train et que le début des réalisations se rapproche. Je désire aussi souligner que le Taubenloch proprement dit garde la priorité parmi les grands travaux à réaliser prochainement dans le Jura.

En acceptant la motion Kohler, le Grand Conseil a pris la décision d'équiper le Taubenloch d'une route à quatre pistes. C'est chose heureuse. Mais à quoi bon équiper à la perfection un tronçon, lui consacrer de nombreux millions, si l'automobiliste qui l'a franchi se retrouve ensuite sur une route d'un caractère anachronique? En quittant le Taubenloch, on pénètre dans la partie inférieure du Vallon de St-Imier. Les améliorations qui y sont prévues ne doivent pas présenter techniquement de gros obstacles, ni entraîner des investissements considérables.

Les difficultés commencent au lieu dit «Tournedos», étranglement rocheux à la sortie est de Sonceboz. Un nouveau tunnel, supprimant des virages serrés, s'y imposera un jour.

Le tronçon que nous appelons «Col de Pierre-Pertuis» relie Sonceboz (alt. 650 m) à Tavannes (alt. 750 m); il culmine au col proprement dit, à l'altitude de 830 m. Actuellement, il faut reconnaître que la chaussée est correctement entretenue. Les inconvénients sont ailleurs. Il vaut la peine d'en passer en revue quelques-uns:

1° Le tracé. Il comprend quelques virages à très faibles rayons de courbure, qui seront toujours un obstacle à la fluidité du trafic. De plus, la nature accidentée du terrain fait la route sinueuse, rendant la visibilité mauvaise. Les camions qui sont nombreux à franchir ce col montent lentement à cause de la forte pente et les possibilités de les dépasser sont extrêmement rares ou pleines de risques. Il est fréquent de voir de longues colonnes de voitures montant à moins de 20 km à l'heure. Un tracé partiellement nouveau est donc indiscutablement nécessaire pour éliminer ces obstacles majeurs.

2° Largeur de la chaussée. Elle est insuffisante. Des camions et des cars ne croisent que de justesse

et lorsque, l'hiver, la neige amoncelée sur les bords durcit, cela devient problématique.

3° Jonctions. Du côté Sonceboz, la jonction avec la route N° 108 qui remonte le Vallon de St-Imier est déplorable et dangereuse. Pour éliminer les risques d'accidents, l'Office de la circulation routière a dû poser depuis quelques mois un signal de suppression de priorité sur cette importante route N° 6.

On parle depuis longtemps d'un tracé nouveau de la route traversant Sonceboz–Sombeval d'est en ouest. Nous espérons que les pourparlers avec les autorités de Sonceboz ont enfin abouti, permettant d'envisager une solution rationnelle, en relation avec les modifications de tracé que je requiers pour la route de Pierre-Pertuis.

4° Intensité du trafic. Elle a suivi, comme partout ailleurs, une courbe ascendante. Les touristes étrangers y sont très nombreux pendant toute la belle saison.

5° Circulation l'hiver. Malgré les efforts que font les responsables des arrondissements 3 et 5 pour maintenir des conditions convenables de circulation pendant la mauvaise saison, le Col de Pierre-Pertuis est très souvent dangereux. Certaines entreprises de la plaine, dès que la neige a fait son apparition, hésitent à envoyer leurs voitures de livraison ou leurs camions de l'autre côté du col, car elles craignent le verglas, les dérapages, les accrochages. Et que de fois des gens rentrant le soir d'une séance à Bienne, d'un concert ou d'une représentation théâtrale ont été bloqués sur cette route?

Nous pouvons affirmer sans hésitation, ayant fait l'expérience souvent, qu'en hiver Pierre-Pertuis est infiniment plus dangereux et malaisé que le Taubenloch. Nous décrivons cet état de choses, non pour modifier l'ordre des priorités – nous l'affirmons une fois encore – mais pour souligner l'importance de ce passage et la nécessité de se préoccuper de son aménagement.

L'aménagement complet coûtera cher car la pente de la montagne est constituée sur un long parcours par du rocher calcaire compact et dur; ailleurs, il s'agit de terrains graveleux ou marneux, pas toujours stables. C'est pourquoi il faut entreprendre à temps des sondages et des études en vue de dresser des plans satifaisants. Il sera possible ensuite de passer aux réalisations dans un délai que les Jurassiens souhaitent proche.

Je rappelle pour mémoire l'importance de cette route. Elle draîne toute la circulation – en direction de Bienne – venant: de la Vallée de la Birse, du Pichoux et des Franches-Montagnes. Elles est indispensable, pour la plus grande partie du Jura, dans ses relations avec l'Ancien canton et la Suisse romande. Son importance économique se double donc d'une importance politique.

Une remarque en passant, qui n'est pas valable seulement pour Pierre-Pertuis. Pour éviter, lors d'accidents ou de dérapages, que des véhicules ne fassent de chute dans la pente raide, en contrebas de la route, les constructeurs ont réalisé un mur de protection solide, en moellons. Nul ne conteste l'utilité de ce mur, mais celui-ci présente cependant un inconvénient. Il empêche, par les journées ensoleillées d'hiver, la fonte de la neige gelée, accumulée en bordure de route; il contribue ainsi au rétrécissement de la chaussée et au maintien, pendant de longues semaines, de conditions précaires de circulation.

A l'avenir, lors de transformations, ces beaux murs coûteux ne devraient-ils pas être remplacés par des glissières de sécurité, moins onéreuses et plus pratiques?

D'aucuns s'étonnent peut-être que j'aie donné à cette intervention le caractère impératif d'une motion. J'affirme cependant que ceux qui en ont lu le texte ne peuvent en être surpris car je n'ai pas demandé une réalisation immédiate, mais une étude immédiate. Dans le domaine de la planification, on n'est jamais trop prévoyant. C'est parce que je connais l'état précaire de nos finances cantonales que, délibérément, je suis resté modeste dans ma motion. C'est aussi parce que je pense qu'on ne peut négliger aucun des aspects de notre économie. Ici je précise ma pensée: il est des routes de montagne à usage presque exclusivement touristique qui absorbent et absorberont ces prochaines années des sommes importantes de notre budget routier. Or, ces routes ne sont ouvertes que 5 mois par année à peine. Je ne conteste pas la nécessité de leur équipement, mais je souhaite une répartition équitable des sommes dont nous disposons chaque année pour notre équipement routier. Il faut éviter dans ce domaine ce qui peut apparaître comme un déséquilibre.

Le Conseil-exécutif s'est déjà prononcé sur le sort de ma motion. Il est d'accord de l'accepter sous forme de postulat. Je suis prêt à m'incliner. Cependant, avant de donner mon accord définitif, j'attendrai la réponse du représentant du gouvernement à la requête précise contenue dans le texte déposé et ainsi formulé: Nous demandons au Conseil-exécutif de charger la Direction des travaux publics d'étudier l'aménagement de ce passage entre Tavannes et Sonceboz. L'étude devra vraisemblablement envisager un tracé de route partiellement nouveau, car de simples améliorations à la route existante ne sauraient apporter de solution satisfaisante durable. Le Conseil-exécutif est en outre invité à fixer le terme de la réalisation.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Im Zuge des Ausbaues der N 6 ab Biel durch den Jura wird bestimmt auch die Pierre Pertuis-Strasse korrigiert werden müssen. Eine teilweise neue Linienführung, vor allem bei der Nordrampe der Staatsstrasse, ist nicht nur wünschbar, sondern sehr wahrscheinlich sogar notwendig. Mit der Behandlung der Strecke im Taubenloch wird auch die Fortsetzung mitbearbeitet werden. Die Strecke Biel–Sonceboz bildet eine Einheit, die gesamthaft zu beurteilen ist. In Sonceboz verzweigt sich die Strasse in die Strecken nach Tavannes und nach St-Imer. Die Strecke nach Tavannes über den Pierre-Pertuis weist andere Charakteristiken auf als die Strecke Biel–Sonceboz. Ein Studium des Ausbaus ist auch hier notwendig. Ich möchte aber darauf aufmerksam machen, dass die Priorität ganz eindeutig beim Ausbau der Taubenlochstrecke liegt. Eine gleichzeitige Sanierung der Pierre Pertuis-Strasse ist im gegenwärtigen Moment einfach nicht denkar. Wir wären auch gar nicht in der Lage, sie jetzt durchzuführen. Zudem

müssen wir feststellen, dass für diese Strecke die Grundlagen zur Beurteilung des Verkehrs, der bewältigt werden muss, fehlen, da wir den Einfluss der neueröffneten Autobahn N 1 noch nicht richtig beurteilen können; denn ganz zweifellos hat eine Abwanderung des Verkehrs von Moutier über Gänsbrunnen nach Oensingen stattgefunden. Wie gross diese Abwanderung ist, wissen wir heute noch nicht. Das müssen wir erst noch untersuchen. Die Strecke über den Pierre Pertuis heute schon bearbeiten zu wollen, ist unseres Erachtens verfrüht, und wir können in dieser Beziehung keine positive Erklärung abgeben. Dieses Projekt wird noch einige Zeit zurückgestellt werden müssen, umso mehr, als, wie ich bereits sagte, die notwendigen Grundlagen erst noch zu beschaffen sind. Es besteht bei der Pierre Pertuis-Strasse übrigens keine Gefahr, dass ein mögliches Trasse in der nächsten Zeit verbaut wird. Dort sind wir also noch vollständig frei. Der Herr Motionär kennt ja die Strasse sehr gut und weiss selber, dass dafür keine Gefahr besteht. Wenn die Arbeiten im Taubenloch im Gange sind, können wir auch die Projektierung der Pierre Pertuis-Strasse in Angriff nehmen. Dem Wunsche des Motionärs, den Baubeginn schon heute festzulegen, können wir aus den bekannten finanziellen Gründen nicht entsprechen. Wir bitten deshalb den Herrn Motionär, einer Umwandlung seiner Motion in ein Postulat zuzustimmen. In der Form des Postulates können wir seinen Vorstoss entgegennehmen; eine Motion dagegen müssten wir ablehnen.

Le président. M. Gobat est-il disposé à transformer sa motion en postulat?

Gobat. J'accepte.

Le président. M. Voisin de Corgémont a demandé la discussion. Le Grand Conseil est-il d'accord? Cela paraît être le cas. Je donne donc la parole à M. Voisin.

Voisin. Je tiens d'abord à vous remercier de m'avoir accordé la discussion. M. le Député Gobat vient de développer une motion touchant le Col de Pierre-Pertuis et ses voies d'accès. Depuis 1959, le tronçon Bienne–Taubenloch–Reuchenette–Sonceboz fait l'objet de motions tantôt de la part de la Députation jurassienne, tantôt de la part des députés de la région.

Lors de la discussion du rapport de gestion de la Direction des travaux publics, jeudi dernier, plusieurs députés se sont exprimés. J'ai retenu surtout la déclaration du député Horst qui estime que le trafic routier avec le Jura devrait se faire par le Taubenloch et non par l'autoroute via Oensingen. Je pense qu'il a raison. Il faut avoir une voie directe, adaptée au grand trafic routier actuel entre l'ancienne partie du canton et le Jura. M. le Conseiller d'Etat a, dans sa réponse, tranquillisé bien des députés en déclarant que les projets sont à l'étude et que ce problème sera bientôt mis au point.

Pour ma part, cette voie d'accès devrait faire partie de l'ensemble du tronçon qui remonte à 1959. Lors de la session de mai, j'ai demandé au Conseil-exécutif ce qu'il pensait de la route Reuchenette–Sonceboz, bifurcation Col de Pierre-Pertuis, direction Vallon de St-Imier. Je serais très heureux de connaître la réponse, car je pense que M. le Conseiller d'Etat sait que la traversée du village de Sonceboz–Sombeval n'a pas subi beaucoup de changements quant à son tracé.

Je voudrais par là soutenir l'intervention de M. Gobat. Je ne doute surtout pas des bonnes intentions de M. le Directeur des travaux publics qui aimerait donner une suite favorable aux interventions parlementaires, mais ce qui serait souhaitable, c'est qu'à l'horizon s'allume bientôt le feu vert pour l'aménagement de cette artère qui est l'entrée dans le Jura.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Motion des Herrn Grossrat Favre (für die Jurassische Deputation) — Transjurassische Nationalstrasse

(Siehe Seite 469 hievor)

Fleury. Le 2 septembre écoulé, la Députation jurassienne, réunie à Delémont, étudiant objectivement les possibilités et surtout la nécessité d'un développement routier pour le Jura. Il y a lieu de s'inquiéter à juste titre de l'isolement du Jura par l'absence de routes nationales, et pourtant le voeu de voir réaliser une artère principale a été maintes fois exprimé par tous les milieux soucieux de remédier à cet état de choses. Le plan des routes nationales est entré en force en 1962. C'est à cette époque déjà qu'on a pu constater malheureusement qu'aucune route nationale n'était prévue pour le Jura qui fait figure de parent pauvre face au complexe des routes nationales

Le 15 août 1967, le Conseil fédéral publiait un programme schématique de constructions à long terme. Sur la base de ce programme seront élaborés des programmes triennaux et annuels. Un crédit fédéral annuel de fr. 700 000 000.— est mis à disposition. En réalité, il existe une certaine élasticité dans la pratique qui permet de modifier les travaux selon l'évolution de la situation conjoncturelle, ce qui prouve qu'il est possible d'envisager un projet d'une route transjurane. Je sais que dans le cadre du Conseil-exécutif et de la Direction des travaux publics on étudie un avant-projet de route nationale qui relierait la frontière française à la nationale N° 1. Nous espérons que de ce projet sortira quelque chose de positif. Il faut néanmoins relever que la Commission Hürlimann, chargée de revoir l'ordre de priorité des constructions des routes nationales, et dont les propositions ont été admises par le Conseil fédéral, a également pour tâche d'examiner si de nouveaux tronçons de routes nationales ne devraient pas être déclarés route nationale. Il importe donc d'exploiter à fond cette possibilité, car toute hypothèse d'un projet d'une route transjurane n'est pas écarté. Le réseau des routes nationales arrêté en 1962 sera donc complété. Je m'abstiens ici de commenter soit la

question technique, soit le tracé définitif du futur projet, les divergences de vues sur ce point étant encore trop nombreuses. D'ailleurs, la Commission routière ne s'est pas encore prononcée définitivement, ou plutôt, elle n'a pas encore eu l'occasion de se prononcer. Au préalable, ce qui importe, c'est d'établir un projet pour l'ouverture d'une route de jonction du Jura à une route nationale. A travers les projets arrêtés par la Commission de planification, nous avons vu surgir de vives réactions des cantons qui demandent des réalisations d'envergure. Leurs doléances ne se sont pas soldées par un rêve, mais vont vers la réalité. Nous invitons le Conseil-exécutif à faire accélérer les travaux de la futur route nationale transjurane et à faire les démarches nécessaires auprès du Conseil fédéral pour que celle-ci soit admise dans le réseau des routes nationales lors de la première revision du dit réseau. C'est au vu de cette considération que je vous invite à accepter cette motion.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Motion, die von der Jurassischen Deputation eingereicht und als dringlich bezeichnet worden ist, basiert auf der Tatsache, dass im Programm zum Nationalstrassennetz, das im Jahre 1960 genehmigt worden ist, der Jura keine Nationalstrasse zugebilligt erhielt. Ich darf in diesem Zusammenhang nochmals in Erinnerung rufen, dass dieses Nationalstrassennetz als Strassennetz hoher Ordnung angesehen werden muss, wie der Bundesrat es bezeichnet, das die wichtigsten Städte in unserem Lande mit dem entsprechenden Einzugsgebiet verbinden soll. Da ist bekanntlich der Jura zu kurz gekommen. Es hat sich auch seit damals immer wieder die Frage gestellt, welche Möglichkeiten sich bieten, den Jura an das Nationalstrassennetz anzuschliessen.

Nun verlangt die vorliegende Motion, dass wir versuchen, beim Bundesrat zu erreichen, dass er zu einem sogenannten Zusatzprogramm Hand biete, womit ermöglicht würde, dass der Jura auf diesem Wege zu seiner Nationalstrasse käme. Ich darf vielleicht daran erinnern, dass in der Frühjahrssession dieses Jahres in den eidgenössischen Räten zwei parlamentarische Vorstösse von Herrn Nationalrat Bühler (Winterthur) und von Herrn Nationalrat Wenger (Nidau) erfolgten. Der Vorstoss von Herrn Nationalrat Wenger basierte insbesondere auf der Tatsache, dass die Zahlen der Motorfahrzeuge aus dem Jahre 1960, welche die Grundlage für das Nationalstrassennetz boten, schon beträchtlich überholt sind. Es sei deshalb notwendig, schon jetzt, bevor überhaupt ein grosser Teil des projektierten Nationalstrassenbaues in die Tat umgesetzt ist, zu planen, welche weiteren Strassen als Nationalstrassen in Frage kommen sollen. Mit anderen Worten: Es sollte ein sogenanntes Zusatzprogramm geschaffen werden. Herr Bundesrat Tschudi hat diese Motion abgelehnt mit dem Hinweis darauf, dass es noch bis weit in die achtziger Jahre hinein dauert, bis das jetzige Nationalstrassenprogramm unter Dach ist, und dass auch die finanziellen Verhältnisse des Bundes dagegen sprechen, jetzt schon an ein Zusatzprogramm zu denken. Ich führe das deshalb an, weil die Motion der Jurassischen Deputation verlangt, dass wir beim Bundesrat vorstellig werden. Wir sind dazu nicht abgeneigt, möchten aber betonen, dass die Antwort bestimmt nicht anders ausfallen wird als in den eidgenössischen Räten. Die Motionen Bühler und Wenger sind im Nationalrat gegen den Willen von Herrn Bundesrat Tschudi mit knappem Mehr angenommen worden; der Ständerat dagegen hat diesen Entscheid korrigiert, und eine wesentlich andere Antwort werden auch wir nicht erhalten.

So wie die Stimmung in der Kommission Hürlimann ist, ist ebenfalls nicht damit zu rechnen, dass jetzt schon an die Ausarbeitung eines Zusatzprogrammes geschritten wird. Trotzdem ist die Regierung bereit, die Motion, die ein gutgemeintes Begehren enthält, entgegenzunehmen. Der Sprechende ist ja selber Mitglied der Kommission Hürlimann und wird also die Möglichkeit haben, dort Bemerkungen anzubringen. Ich will auch gerne nochmals mit Herrn Bundesrat Tschudi darüber diskutieren. Welches Resultat herausschauen wird, ist mir allerdings jetzt schon klar.

Abstimmung

Für Annahme der Motion ..... Grosse Mehrheit

Postulat des Herrn Grossrat Gyger — Erstellung von Strandwegen

(Siehe Seite 370 hievor)

Gyger. Dem Text meines Postulates über die Erstellung von weiteren Strandwegen ist nicht mehr sehr viel beizufügen. Dieser Vorstoss gilt nicht nur etwa dem Bielersee; gemeint sind alle Gewässer im Kanton Bern.

Das zitierte gute Beispiel von Hagneck nach Lüscherz zeigt, dass das Publikum für solche Spazierwege längs den Gewässern sehr dankbar ist und diese auch benützt. Weniger erfreulich ist, dass es über grosse Strecken nicht möglich ist, ans Ufer zu kommen, da sehr viele Anstösser bis in das Wasser hinein absperren. Dies ist sehr schade, und es stellt sich dabei die Frage: Haben die Besitzer der Uferparzellen ein Recht dazu, oder gehört ein Streifen dem Wasser entlang der Öffentlichkeit?

Für Uferverbauungen oder andere Dienstleistungen der öffentlichen Hand zugunsten unserer Gewässer werden Steuergelder verwendet, also trägt jeder Steuerzahler sein Scherflein bei. Darum wäre es auch nicht mehr als recht, wenn jedermann sich an diesen Gewässern aufhalten könnte und nicht nur der Anstösser. Es könnte ja auch einmal untersucht werden, welcher Steuerbetrag diese Wasseranstösser und Ferienhausbesitzer dem Kanton Bern bezahlen (ich habe nicht gesagt: Basler).

Ich bin mir bewusst, dass es nicht einfach ist, sich überall Zugang zu verschaffen. Ich verlange

auch nicht, dass dieses Postulat schon nächstes Jahr ausgeführt wird. Der Staat sollte aber bei jeder sich bietenden Gelegenheit das nötige Land sichern und auch die Gemeinden auf diese Vorsorge aufmerksam machen. Diese Strandwege brauchen nicht allzu breit ausgebaut zu sein; eine Breite von ca. 2 m dürfte genügen. Je länger man zuwartet, desto schwieriger wird es sein, das nötige Land zu erhalten. Auch sollte das durch Aufschütten gewonnene Land in jedem Falle nur der Öffentlichkeit dienen. Die Überbauungsvorschriften der Gemeinden sollten dafür sorgen, dass die Uferpartien und die gemeindeeigenen Strandparzellen der Öffentlichkeit erhalten bleiben.

Dass Spazierwege beim Publikum sehr beliebt sind – natürlich nur solche, die nicht mit einem Motorfahrzeug befahren werden dürfen –, zeigt das Beispiel am Rebhang zwischen Vingelz und Twann. Bei schönem Wetter wird dieser Spazierweg scharenweise benützt. Schade ist nur, dass er nicht dem Seeufer entlang führt. Es ist aber immerhin ein Spazierweg, und der Fussgänger ist dafür sehr dankbar.

Im heutigen Zeitalter gibt die öffentliche Hand sehr grosse Summen für den Strassenbau und die Motorisierung aus. Das Rad der Zeit zurückzudrehen, hätte keinen Sinn. Jedoch ist es sicher, dass auch der Fussgänger ein Anrecht für seine Belange hat und dass auch ihm ein offenes Ohr zugestanden werden muss. Mit der Erstellung weiterer Strandwege wäre ihm gedient, besonders heute, wo man auf der Strasse seines Lebens nicht mehr sicher ist.

Ich danke dem Regierungsrat, dass er dieses Postulat annimmt. Auch der Fussgänger wäre dem Grossen Rate für seine Zustimmung sehr dankbar.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Angelegenheit, die der Herr Postulant heute vorgebracht hat, ist schon vor 38 Jahren hier besprochen worden. Damals hat ebenfalls ein Bieler Grossrat, der spätere Bundesrichter Abrecht, den Regierungsrat über die Erhaltung von Strandboden an den Seen für die Öffentlichkeit interpelliert. Zwei Jahre später reichte er eine Motion ein, womit der Regierungsrat eingeladen wurde, unverzüglich diejenigen Massnahmen, eventuell auch gesetzgeberischer Natur, zu ergreifen, die geeignet seien, den Strand am Bielersee und eventuell auch an andern bernischen Seen der Öffentlichkeit zu erhalten. Diese Motion wurde in der Septembersession 1931 behandelt. Berichterstatter des Regierungsrates war der damalige Justizdirektor Merz. Er führte unter anderem aus, dass man sich von vorneherein darüber klar sein müsse, dass die Schaffung von Badegelegenheiten am See und die Schaffung von Strandwegen am See in erster Linie kommunale Aufgaben seien. Bei den bestehenden rechtlichen Verhältnissen am Bielersee sei es ausgeschlossen, durch Umschreibung des Eigentums oder durch ausdehnende Auslegung von wasserbaupolizeilichen Vorschriften ein allgemeines Uferbegehungsrecht zu schaffen. Die beste Sicherung bestünde daher in der Überführung der Ufergrundstücke oder gewisser Partien in öffentlichen Besitz. Gerade damals hatten die Gemeinden Biel und Nidau in dieser Richtung einen anerkennenswerten Schritt getan, indem sie von der Burgergemeinde Nidau eine grosse Parzelle Strandboden mit angrenzendem Wald erwarben, um dieses Terrain dem öffentlichen Zutritt zu erhalten. Der Regierungsrat nahm die Motion Abrecht vor 36 Jahren mit der Einschränkung an, dass er gesetzgeberische Erlasse noch nicht in Aussicht nehmen möchte, dass aber die Justizdirektion unter Beiziehung der Baudirektion mit den Gemeinden direkt konferenzielle Verhandlungen aufnehmen wolle, um zu schauen, ob man, sei es auf dem Weg der Expropriation, sei es auf dem Weg von Alignementsplänen, dem Ziel des Motionärs etwas näher kommen könnte.

Das Ergebnis dieser Konferenzen mit den Gemeinden war in der Weise positiv, als zahlreiche Bielerseegemeinden in den dreissiger Jahren die für sie von der Baudirektion und vom Verein Bielerseeschutz ausgearbeiteten Alignementspläne und Baureglemente angenommen haben. Damit wurde namentlich in die Überbauung des linken Ufers eine erfreuliche Ordnung gebracht, die noch heute Anerkennung verdient. Der spekulative Strandbodenverkauf an beiden Ufern konnte leider trotzdem nicht aufgehalten werden.

20 Jahre später wurde das Alignementsgesetz aus dem Jahre 1894 revidiert und durch das Gesetz über die Bauvorschriften vom 26. Januar 1958 ersetzt. Artikel 9 dieses Gesetzes ermächtigt die Gemeinden, in Bauzonen- und Alignementsplänen Frei- und Grünflächen auszuscheiden. Die gesetzliche Verankerung dieser Gemeindekompetenz gehörte zu den Hauptursachen der Revision des alten Alignementsgesetzes. Als Grünflächen nennt das Gesetz: Waldsäume, Geländestücke mit Baumbeständen und Uferstreifen. Die Frei- und Grünflächen können zur Sicherung ihrer Zweckbestimmung der Überbauung entzogen oder besonderen Baubeschränkungen unterworfen werden. Obschon die Gemeinden es heute in der Hand haben, mit den genannten Planungsinstrumenten die Seeufer der Allgemeinheit vermehrt zugänglich zu machen, sind sie nicht überall geneigt, dafür Kosten auf sich zu nehmen. Jeder Grundeigentümer kann nämlich verlangen, dass die Gemeinden nach ihrer Wahl entweder das Grundstück sofort erwerben oder ihm für den Entzug der Baufreiheit Schadenersatz leisten, wenn das Land für eine Grün- oder Freifläche beansprucht wird. Nach wie vor ist deshalb die beste Sicherung, womit der Bevölkerung der Aufenthalt an den Seeufern vermehrt zugänglich gemacht werden kann, die Überführung von Ufergrundstücken oder gewisser Partien derselben in öffentlichen Besitz. Dieser Einsicht folgend, haben der Kanton und die mit Seva-Mitteln arbeitenden Uferschutzverbände bis heute insbesondere auch am Bielersee mehrere seeanstossende Liegenschaften und Wegrechte erworben.

Diese Bestrebungen wurden von der Forstdirektion, Abteilung Naturschutz, und von der Finanzdirektion, Abteilung Liegenschaftsverwaltung, intensiv unterstützt.

Folgende kleinere Seen wurden vollständig unter Naturschutz gestellt: Kleiner und Grosser Moossee, Faulenseeli bei Ringgenberg, Lobsigensee, Burgäschisee, Gerzensee, Niederried-Stausee.

An den grossen Seen wurden grösstmögliche Uferstriche zu Naturschutzgebieten erklärt, wie z. B. am Thunersee der Spiezbergwald, das Gwattlischenmoos und die Uferzone Neuhaus-Weissenau; am Bielersee die Gebiete von Mörigen, des Hagneckdeltas, von Lüscherz und Gals sowie neuerdings das ganze bernische Ufer des Neuenburgersees.

Angestrebt wird die Unterschutzstellung weiterer Seen, so der vier Moränenseen im Thuner Westamt, des Inkwilersees und des Wyssensees bei Hofstetten. Ferner wird die Unterschutzstellung der Uferpartie zwischen Vinelz und Erlach am Bielersee angestrebt.

Bestimmte Partien müssen jedoch im Interesse der dort lebenden Pflanzen und Tiere vor dem Zutritt der Bevölkerung geschützt werden. Ein unbeschränkter Zutritt an die unter Naturschutz gestellten Ufer würde nämlich zu einem zunehmenden Schwinden der Schilfbestände und damit zur Zerstörung des Lebensraumes für die darin brütenden Vögel führen. Da aber das Bedürfnis der Bevölkerung, sich an den unverbauten, schönen Naturufern zu erholen, möglichst wenig beschränkt werden soll, werden Betretensverbote nur ausnahmsweise, wie z. B. beim Gwattlischenmoos, erlassen. In der Regel ist der Zutritt auf den Wegen gestattet und nur das Eindringen ins Schilf verboten (Neuhaus-Weissenau, Burgäschisee, Fanel).

Die Baudirektion ist in enger Zusammenarbeit mit der Finanzdirektion, der Forstdirektion, den Gemeinden, den Uferschutzverbänden und den Berner Wanderwegen bestrebt, die Erstellung von weiteren Strandwegen zu fördern. Dem Strandweg von Hagneck nach Lüscherz im Naturschutzgebiet, welcher von Herrn Grossrat Gyger lobend erwähnt worden ist, sollen andere Strandwege folgen. Gegenwärtig wird eine Weganlage im Naturschutzgebiet Mörigen projektiert, für die Strandzone Vinelz–Erlach liegt bereits das Projekt vor, und es sind Verhandlungen mit den privaten Grundeigentümern im Gange. Um dem Badebedürfnis der Bevölkerung weitgehend entgegenzukommen, ist die Schaffung und Bezeichnung von Badeplätzen vorgesehen, wie solche in den Naturschutzgebieten Lüscherz, Fanel und Mörigen bereits bestehen und zum Teil noch vermehrt oder verbessert werden sollen.

Auch durch die Errichtung weiterer Bootsanbindeplätze und Bootshäfen soll dafür gesorgt werden, dass der Bootsbetrieb in geordneter Weise möglich ist und die Schilfzonen dadurch nicht weiterhin geschädigt werden, sondern einen Schutz erfahren. Demnächst soll mit finanzieller Hilfe der Gemeinden Biel, Nidau und Ipsach sowie mit einem Beitrag aus dem Schwellenfonds der I. Juragewässerkorrektion, der Strandweg Ipsach von der Gemeindegrenze Nidau bis zur Gemeindegrenze Sutz instandgestellt werden.

Am linken Bielerseeufer, wo die Verhältnisse für die Erfüllung des Postulates weniger günstig liegen, sollen immerhin das neue Ufergestaltungsprojekt der Gemeinde Tüscherz und die Projekte in Neuenstadt zur Schaffung von Grünzonen mit Erholungszentren erwähnt werden. Der Bielerseeuferschutzverein hat sich auch in anerkennenswerter Weise beim Bau der Nationalstrasse eingeschaltet. Nicht zuletzt verdienen die idealen Badeverhältnisse auf der St.-Peters-Insel und die dortigen Campingplätze Erwähnung.

Herr Grossrat Gyger hat als Bieler wohl in erster Linie die Verhältnisse an seinem See im Auge gehabt. Da das Postulat aber ganz allgemein «unsere Seen», d. h. die Seen des ganzen Kantons erwähnt, möchte ich in meine Antwort auch die Verhältnisse am Thuner- und Brienzersee einbeziehen. Vor 30 Jahren und mehr war die Situation dort viel schlimmer als heute. Heute trifft es nicht mehr zu, dass die Uferparzellen in stark zunehmendem Masse überbaut werden. Ferner stellen Grundstücke, die bis in das Wasser eingezäunt sind, Ausnahmefälle dar. In besonders enger Zusammenarbeit mit der Finanzdirektion herrscht heute an den genannten Seen eine äusserst strenge Praxis bezüglich Verkauf, Pacht und Überbauung von öffentlichem Seegrund. Diese Praxis wird konsequent und unnachgiebig gehandhabt. Im Bestreben, die Seeufer, soweit sie nicht in Privatbesitz sind, was schon sehr reichlich der Fall ist, der Öffentlichkeit zugänglich zu erhalten, ist der Kanton auch hier den seeanstossenden Gemeinden gegenüber besonders entgegenkommend durch Abgabe von öffentlichem Seegrund zu sehr günstigen Bedingungen. Auf diese Weise konnten die Quaianlagen Bönigen, Iseltwald, Leissigen, Hilterfingen und Oberhofen und der Strandweg Sundlauenen erstellt werden. Es wird ferner bei Strassenkorrektionen entlang den Seen jede sich bietende Gelegenheit benützt, um Park- und Rastplätze zu erstellen. Als Beispiele sind zu erwähnen: Faulensee, Milchbar Krattiggraben, Seebacher.

Abschliessend möchte ich noch erwähnen, dass gegenwärtig am Wohlensee ein besonders harter Kampf um die Freihaltung eines durchgehenden Strandweges geführt wird. Dieser Weg soll als Reck- beziehungsweise Wanderweg ausgebaut werden.

Ich hoffe, dass ich mit meinen Ausführungen den Nachweis erbringen konnte, dass sowohl der Regierungsrat als auch die privatrechtlich organisierten Uferschutzverbände und andere Institutionen seit der Erheblicherklärung der Motion Abrecht ihr möglichstes getan haben und noch tun werden, um der Allgemeinheit die Seeufer vermehrt zugänglich zu machen. Voraussetzung für ein ferneres Gelingen ist die enge Zusammenarbeit aller an diesem Problem Interessierten.

Der Regierungsrat ist bereit, das Postulat in diesem Sinne anzunehmen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Postulat des Herrn Grossrat Staender — Uebernahme von Strassen durch den Staat

(Siehe Seite 371 hievor)

Staender. In der Maisession dieses Jahres habe ich ein Postulat eingereicht, das die Regierung ersucht, die Frage zu prüfen, ob der Staat nicht Gemeindestrassen, die über den Charakter lokaler

Gemeindestrassen hinausgewachsen sind, nach einheitlichen Kriterien, nach einem bestimmten System übernehmen könnte und nicht einfach von Fall zu Fall und immer nur dann, wenn von irgendeiner Seite ein entsprechendes Postulat oder eine entsprechende Motion eingereicht wird. Anlass zu meinem Vorstoss gab mir die Strasse Riffenmatt–Schwarzenbühl.

Materiell habe ich meinem Postulat nicht viel beizufügen. Obschon aus einer augenblicklichen Situation heraus entstanden, berührt es doch ein grundsätzliches Problem, nämlich das Problem der Aufgabenteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden. Die Abgrenzung der Aufgaben von Kanton und Gemeinden kann sicher nicht etwas Unverrückbares sein. Eine solche Abgrenzung kann nicht tabu sein. Die Verhältnisse und die Umstände wandeln sich dauernd. Wir müssen auch hier die Relationen zwischen den einzelnen öffentlichen Körperschaften je nach den Verhältnissen neu überprüfen.

Was mit meinem Postulat für den engbegrenzten Sektor der Strassen gewünscht wird, trifft sicher auch auf manch andere Gebiete zu, die ich hier nicht aufzählen möchte. Im wesentlichen geht es mir darum, zu erreichen, dass man sich bei den zuständigen Instanzen Gedanken darüber macht, wie die Aufgabenteilung im Sektor Strassenbau vorgenommen werden soll. Ich bin sehr dankbar, dass diese Bereitschaft, wie die Annahme des Postulates durch die Regierung bezeugt, vorhanden ist. Wenn das erfüllt ist, so hat, wie ich glaube, das Postulat seinen Zweck erreicht.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. So kurz, wie der Herr Postulant war, kann auch meine Antwort sein. Die aufgeworfene Frage wird von uns gründlich studiert. Wir sind dazu gezwungen, da unser Strassennetz im Endausbau 240 km Nationalstrassen aufweisen wird und wir rund 2400 km Staatsstrassen und 6000 bis 7000 km Gemeindestrassen haben. Damit die Übernahme von Gemeindestrassen in Zukunft nicht einfach von Fall zu Fall etwas plan- und manchmal auch wahllos erfolgen muss und dadurch gewisse Betriebsunfälle provoziert werden, sind wir daran interessiert, eigentliche Kriterien auszuarbeiten, nach denen die Strecken beurteilt und eingereiht werden können. Daraus ergibt sich eine Dringlichkeitsordnung zur Änderung der Einreihung einzelner Strassenzüge. Die Aufstellung von Kriterien ist in Arbeit. Ihr Studium und die Testung benötigen aber einige Zeit. Wir gedenken, den Grossen Rat zu orientieren, sobald die entsprechenden Vorschläge vorliegen. Als wir diese Aufgabe an die Hand nahmen, merkten wir erst, wie kompliziert sie eigentlich ist. Deshalb muss ich den Grossen Rat bitten, uns etwas Zeit einzuräumen. Für die Beurteilung einzelner Strecken werden u. a. von Bedeutung sein die Beziehung der Gemeinde zum Staatsstrassennetz, die Bedeutung und Entwicklung der Region, das Vorhandensein von Erholungsgebieten und Touristenzonen und die Verkehrsbelastung der Strecke. Das ungefähr werden die Richtlinien sein, nach denen die Einreihungen vorgenommen werden sollen. Die Wichtigkeit eines Strassenzuges wird durch die Regionalplanung nachgewiesen werden müssen.

Zur Übernahme von Gemeindestrassen möchte ich sagen, dass es auch künftighin notwendig sein wird, hier eine gewisse Zurückhaltung zu üben. Die Verhältnisse liegen nun einmal so, dass es zu einer ausserordentlich vermehrten Belastung unseres Strassenprogrammes führen würde, wenn wir plan- und wahllos vorgingen, ganz abgesehen davon, dass der Unterhalt ebenfalls seinen Aufwand erfordert.

Das sind die wesentlichen Bedingungen, die wir an die Ausarbeitung der Kriterien stellen müssen. In diesem Sinne ist der Regierungsrat bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Le Président. MM. les députés Willemain et Favre s'étant fait excuser pour le reste de la session, le premier pour cause de maladie et le second pour cause d'un voyage à l'étranger, nous en avons donc terminé avec les affaires de la Direction des travaux publics. Les 3 affaires qui restent seront reprises à la session de novembre.

Verwaltungsbericht der Erziehungsdirektion

Horst, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Herr Dr. Schorer und der Sprechende haben am 18. August 1967 der Erziehungsdirektion den obligaten Besuch abgestattet. Wir wurden empfangen von Herrn Regierungsrat Kohler, seinem I. Sekretär, Herrn Keller, und seinem II. Sekretär, Herrn Sauter. Wir kamen sofort in ein lebhaftes Gespräch, denn die Probleme, welche die Erziehungsdirektion beschäftigen, sind sehr vielfältig. Viele dieser Probleme müssen ernsthaft und intensiv diskutiert werden.

Unsere erste Frage bezog sich auf die Neulimitierung der Kantonsbeiträge an die Schulhausbauten. Wir konnten zur Kenntnis nehmen, dass die Geschäfte dieser Session, sowie drei Geschäfte der Novembersession noch nicht darunter fallen. Wir und mit uns die Herren der Erziehungsdirektion sind überzeugt, dass insbesondere auch die Gemeindebürger über die Limitierung dankbar sein werden, da es ohne Zweifel möglich ist, innerhalb des festgelegten Rahmens Schulhäuser zu erstellen, wenn man sich auf das Notwendige beschränkt. Der Sprechende hat letztes Jahr veranlasst, in einigen Gemeinden zu prüfen, ob wirklich der Staat an den teuren Schulhausbauten schuld sei. Meine Ratskollegen haben mir einige Gemeinden genannt. Die Untersuchungen haben an allen Orten ergeben, dass es in erster Linie die Gemeinden waren, die grosszügig bauen wollten. Man konnte auch feststellen, dass vielfach Lehrerwohnungen erstellt wurden, die nachher gar nicht von Lehrern benützt worden sind.

Zum Verwaltungsbericht selber möchte ich folgendes bemerken: Wie Sie sehen konnten, hat man den Bericht kürzer gefasst. Wir sind dafür dankbar, nur haben wir den Eindruck, dass manchmal am falschen Ort gekürzt worden ist. Wir haben

denn auch gewisse Anregungen in dieser Richtung gemacht. Die Tabelle über die Schülerzahlen seit der Jahrhundertwende ist sehr übersichtlich und hat für uns viel Aussagewert. Wir sind aber auch auf einige Kapitel gestossen, die man vielleicht noch kürzer fassen und auch etwas anders gestalten könnte. Ich denke z. B. an die Seiten, auf denen die Lehrkräfte der verschiedenen Seminarien und Gymnasien aufgeführt sind. Auch diese Angaben könnten in einer Tabelle zusammengefasst werden, was die Übersichtlichkeit wesentlich erhöhen würde. Auch diesbezüglich haben wir Anregungen unterbreitet.

Wir haben auch gefragt, wie es nun stehe in bezug auf den Lehrermangel, ob dieser jetzt als behoben betrachtet werden könne, nachdem man letzten Frühling vernommen hat, dass Lehrer und Lehrerinnen, die patentiert worden sind, nicht sofort eine Stelle erhielten. Man sagte uns, dass der Bedarf nun mehr oder weniger gedeckt sei. Im Frühling habe man freilich zwei oder drei überzählige Lehrkräfte gehabt. Diese seien jedoch im Verlaufe des Sommers und auf den Herbst hin angestellt worden, da zufolge Pensionierung und aus andern Gründen im Verlaufe des ganzen Jahres Lehrkräfte ausscheiden. Diese Bemerkungen beziehen sich auf die Primarlehrer. In bezug auf die Sekundarlehrer hat man uns erklärt, der Bedarf sei augenblicklich gedeckt, doch müsse man mit zahlreichen Erweiterungen und Neugründungen von Sekundarschulen rechnen, so dass in naher Zukunft wiederum vermehrt Sekundarlehrer benötigt werden.

Wir haben auch gefragt, wie sich das neue Lehrerbildungsgesetz auf die Zahl der Lehramtskandidaten ausgewirkt habe. Sie wissen ja, dass man ein Vikariat von 36 Wochen in Aussicht genommen hat, bevor das Lehrerpatent definitiv erteilt wird. Wir wir vernehmen konnten, waren die Erfahrungen damit nicht negativ. Man finde nach wie vor genügend junge Leute, die den Lehrerberuf ergreifen wollen. In bezug auf die Qualität der Lehramtskandidaten dagegen war die Antwort nicht so eindeutig. Das Niveau sinkt jedoch nicht nur beim Lehrerberuf, sondern in fast allen Berufen, wie Sie selber wissen.

Wichtig ist die Beibehaltung der sogenannten Anschlussklassen. Man möchte sogar noch neue Klassen eröffnen, beispielsweise in Langenthal und vielleicht auch in Pruntrut. Es handelt sich hier um Klassen, in denen Primarschüler und neuerdings auch Sekundarschüler weitergebildet werden, damit sie nachher in der Lage sind, dem Stoff zu folgen, der in den Seminarien gelehrt wird.

Gestatten Sie mir noch ein Wort zu den Verpflichtungen, die der Staat gegenüber den Gemeinden in bezug auf die Schulhausbausubventionen hat. Sie wissen, dass der Voranschlag 8 Millionen Franken vorsieht, die jährlich für Schulhausbausubventionen eingesetzt werden können. Die Verpflichtungen sind gegenwärtig, ohne die Beschlüsse dieser Session, auf 67 Millionen Franken aufgelaufen. Sie können selber ausrechnen, wie lange es dauern wird, bis diese Verpflichtungen abgetragen sind, es sei denn, man suche einen anderen Weg. Man hat auch hierüber diskutiert und wird versuchen müssen, das Problem zu lösen.

Die Frage der Gymnasien wurde ebenfalls eingehend besprochen. Man prüft, ob es nicht zweckmässiger wäre, die Gymnasien in Kantonsschulen umzuwandeln, so dass nur noch die Primar- und die Sekundarschulen den Gemeinden überlassen wären. Wie man uns erklärte, bestanden früher zwei Kantonsschulen, eine in Bern und eine in Pruntrut. Später habe man dann gesehen, dass die Gemeinden diese Aufgabe besser lösen könnten. Die Situation hat sich aber seither grundlegend geändert. Mit der Eröffnung neuer Gymnasien muss der ganze Fragenkomplex überprüft werden, und zwar sowohl in bezug auf die Gymnasien wie in bezug auf die Seminarien. Hinsichtlich des Seminars in Biel besteht noch ein Provisorium, wie Sie wissen. Ungelöst ist dort noch die Standortfrage. In Landorf besteht ein Seminar. Dort würde auch Land zur Verfügung stehen. Man prüft aber gegenwärtig, ob nicht ein Zusammenschluss mit einem Gymnasium möglich wäre, ähnlich wie in Langenthal, indem gewisse Räume und Lehrkräfte für beide Lehranstalten verwendet werden könnten. Wie man daraus ersieht, werden alle Probleme von der Erziehungsdirektion gründlich studiert. Das ist auch sehr wichtig.

Noch einige Ausführungen zur Organisation der Erziehungsdirektion: Es wurde uns gesagt, die Spitze sollte entlastet werden, und es wurde damit auch bereits begonnen. Es ist beabsichtigt, verschiedene Sektoren zu schaffen und an die Spitze dieser Sektoren verantwortliche Leute zu stellen, die ihrerseits dem Erziehungsdirektor gegenüber wiederum verantwortlich wären. Um eine solche Lösung ins Auge fassen zu können, müssten die notwendigen Voraussetzungen geschaffen werden. Es müssten tüchtige Leute angestellt werden, die in der Lage wären, eine solche Funktion zum Wohle unseres Staates auszuüben. Dabei stösst man jedoch auf Schwierigkeiten zufolge des Lohnniveaus beim Staatspersonal. Man hat uns erklärt, wir seien in bezug auf die Spitzengehälter gegenüber andern Kantonen und dem Bund im Rückstand, und schlechte Löhne seien nach wie vor eine schlechte Politik.

Auf Seite 142 des Verwaltungsberichtes finden Sie eine Zusammenstellung über die Personalvermehrung aller Direktionen. Offensichtlich ist, dass dabei die Erziehungsdirektion mit 121 Beschäftigten mehr mit Abstand an der Spitze steht. Wir verlangten darüber Auskunft und erhielten denn auch die entsprechenden Unterlagen. Es verhält sich hier so, dass vor allem die Universität immer mehr Leute benötigt. Der grösste Teil der Personalvermehrung geht denn auch auf das Konto der Universität, nämlich 112, dann folgen die Seminarien und Kantonsschulen mit acht und die Erziehungsdirektion mit einer Person. Innerhalb der Universität ist es die medizinische Fakultät, die einen viel grösseren Personalbestand aufweist als früher oder noch letztes Jahr. Es mussten hier nicht weniger als 49 Personen zusätzlich angestellt werden, nämlich u. a. 15 Assistenten, 9 Oberärzte, 3 Oberassistenten, 6 Laboranten, 4 ordentliche Professoren und ein ausserordentlicher Professor. Gegen diese Personalvermehrungen ist man machtlos, sie liegen im Zuge der ganzen Entwicklung.

Da wir schon bei der Universität sind, erlaube ich mir, noch gleich zwei, drei Bemerkungen beizufügen. Wir vermissen einen Bericht der Erziehungsdirektion über die Universität. Es wird bloss auf den Bericht der Universität selber verwiesen. Wir mussten erklären, dass uns dieser nicht

genügen kann. Es interessiert uns wohl, was die zuständigen Leute über die Universität selber sagen, aber wir möchten auch wissen, welches die Meinung der Erziehungsdirektion ist. Man hat uns denn auch versprochen, in Zukunft die Ansicht der Erziehungsdirektion im Staatsverwaltungsbericht bekanntzugeben.

Zur finanziellen Seite der Universität: Im Jahre 1955 hatten wir im Budget 8 Millionen Franken für die Universität, im nächsten Jahr werden wir, ohne Bauvorhaben, 48 Millionen Franken einsetzen müssen. Daraus ersieht man, vor welcher Entwicklung wir hier stehen. Man hat uns auch mitgeteilt, dass 40 Prozent aller Studenten an der Universität Bern aus Kantonen stammen, die selber über keine Universität verfügen. Wir und sicher auch Sie sind deshalb zusammen mit der Staatswirtschaftskommission enttäuscht darüber, dass man in bezug auf die Bundeshilfe nach Plan Labhardt jetzt nur noch von einer 25prozentigen Bundessubvention spricht, während man ursprünglich glaubte, der Bund würde 50 Prozent der Kosten übernehmen. In Anbetracht der Tatsache, dass 40 Prozent der Studenten aus Kantonen kommen, die keine Universität besitzen, liesse sich eine 50prozentige Beteiligung des Bundes durchaus rechtfertigen.

Warum diese Kostensteigerung? Ich will einige Gründe anführen, die uns genannt worden sind. Die Zahl der Studenten ist ständig gestiegen, und man rechnet damit, dass sie sich in den nächsten zehn Jahren noch verdoppeln wird. Es war auch eine immer weitergehende Spezialisierung notwendig. Deshalb haben wir auch, wie vorhin erwähnt, beträchtlich mehr Assistenten und Professoren als früher. Es werden aber noch weitere Lehrstühle geschaffen werden müssen. Das alles wiederum erfordert mehr Platz. Man muss entweder bauen oder Räume mieten. Für die Räume, die gemietet werden müssen, werden heute sehr hohe Mietzinse verlangt. Man spricht von 80 bis 120 Franken je Quadratmeter. Es ist sicher ein leichtes, auszurechnen, welch hohe Summen dies sofort ergibt.

Zur Frage der Reorganisation der Universität vertritt man in der Erziehungsdirektion die Ansicht, dass ein einjähriges Rektorat nicht mehr in die heutige Zeit passe. Das ging früher, sagte man uns, als die Entwicklung nicht so stürmisch verlief wie heute und wo Grösse und Aufteilung über Jahre und sogar Jahrzehnte immer gleich blieben. Man sucht jetzt eine Lösung, wonach der Rektor für längere Zeit im Amte bleiben würde. Auch die Staatswirtschaftskommission würde eine solche Lösung begrüssen.

Man fragt sich immer wieder, ob für jeden Studenten ein ganzes Studium notwendig sei, auch dann, wenn er vielleicht nachher in der Praxis eine Aufgabe übernimmt, deren Anforderungen nicht entsprechend sind. Könnte für diese Fälle nicht eine Entlastung der Universität herbeigeführt werden, indem eine neue Schule errichtet würde, an der für einen Abschluss nicht ein gleich langes Studium absolviert werden müsste wie an der Universität? Die Prüfung dieser Frage ist sehr wichtig.

Auch die Frage der Koordination zwischen den schweizerischen Universitäten wird immer wieder neu studiert. Es ist dies noch ein grosses Feld der Betätigung, das intensiv beackert werden muss.

Nach der baulichen Planung haben wir uns ebenfalls erkundigt. Es bestehen zwei Programme, einmal ein kurzfristiges, um die dringendsten Bedürfnisse zu befriedigen. Sodann wird ein Mehrzweckgebäude an der Gesellschaftsstrasse geplant, das mit Hilfe vorfabrizierter Elemente so rasch wie möglich verwirklicht werden soll. Ich bin überzeugt, dass ein solches eigenes Gebäude im Endeffekt billiger zu stehen kommen wird als die Mietzinse, die heute entrichtet werden müssen. Als langfristiges Programm steht natürlich das Viererfeld zur Diskussion.

Gestatten Sie mir noch ein paar Bemerkungen zur allgemeinen Schulpolitik. Es muss immer wieder neu geprüft werden, ob wir noch zeitgemäss vorgehen. Der Schweizer und besonders der Berner hat immer die Meinung, das, was er mache, sei das Beste auf der ganzen Welt. «Die Schule muss dem Rhythmus des Lebens folgen. Sie darf kein Fremdkörper in unserem Volksganzen sein.» Das sind die Worte unseres Erziehungsdirektors. Wir haben den Eindruck erhalten, dass man auf der Erziehungsdirektion all die vielen Fragen intensiv und gründlich studiert. Das hat uns sehr gefreut. Wir möchten Ihnen, Herr Direktor, und Ihren Mitarbeitern bestens danken für die gewaltige Arbeit, die von Ihrer Direktion geleistet wird.

Meine Herren Kollegen, die Staatswirtschaftskommission beantragt Ihnen, den Verwaltungsbericht der Erziehungsdirektion zu genehmigen.

Schorer. Zu der Frage, die ich zu stellen habe – die Antwort darauf wird sicher noch andere interessieren –, gab die Prüfung der Geschäfte der Erziehungsdirektion Anlass, die noch zur Sprache kommen werden. Es handelt sich um die Staatsbeiträge an Schulanlagen, und zwar besonders um die Subventionierung der Lehrschwimmbecken. Ich darf darauf hinweisen, dass wir in dieser Session noch drei Geschäfte zu behandeln haben, die Lehrschwimmbecken betreffen. Zum Projekt Köniz-Niederwangen hat man erklärt, die Mehrkosten der vorgesehenen Schwimmhalle gegenüber einer minimalen Schwimmhalle seien nicht subventionsberechtigt. Auf Grund einer Schätzung kam man dann auf ungefähr 50 Prozent, so dass man sich sagte, 50 Prozent dieser Kosten würden den übrigen, subventionsberechtigten Kosten gleichgestellt. Gleich verhält es sich in bezug auf das Projekt Aarwangen. Im Falle Langnau dagegen wurde kurzweg erklärt, das Lehrschwimmbecken im Freien sei in vollem Umfange nicht subventionsberechtigt. Es würde mich nun interessieren zu vernehmen, nach welchen Grundsätzen und nach welchen zahlenmässigen Überlegungen man Lehrschwimmbecken in die subventionsberechtigte Summe einbezieht oder ausschliesst.

Stauffer (Büren). Im Verwaltungsbericht der Erziehungsdirektion wird jedes Jahr der Prozentsatz der Sekundarschüler im 5. Schuljahr nach dem Stand vom November angegeben. Diese Zahlen betragen im Jahre 1965 36,6 Prozent und im Jahre 1966 36,5 Prozent. Leider verhält es sich so, dass der Prozentsatz der ländlichen Sekundarschulen, die teilweise praktisch gar kein Einzugsgebiet haben, als Richtlinie für die Aufnahmen in die Sekundarschulklassen im kommenden Frühling angenommen wird. Das hat natürlich zur Folge, dass in

solchen Ortschaften und Dörfern nur kleine Sekundarschulklassen, dafür aber übergrosse Primarschulklassen vom 5. Schuljahr an, zu finden sind. Das zwingt dann die Gemeinden, auf der oberen Mittelstufe und auf der Oberstufe neue Klassen zu eröffnen, während man in der Sekundarschule mit wenig Kindern je Klasse «kutschiert». Aus der Tagespresse hat man entnehmen können, dass der Aufnahmeprozentsatz in vorstädtischen und städtischen Sekundarschulen, z. B. in Bern, Bolligen, Ostermundigen, Lyss, Steffisburg und andernorts, zwischen 40 und 50 Prozent liegt. Daraus geht sicher hervor, dass die ländlichen Primarschüler durch die Aufnahmepraxis, die sich auf die Prozentzahlen des Verwaltungsberichtes stützt, rundweg benachteiligt werden. In den im Verwaltungsbericht aufgeführten Prozentzahlen sind natürlich die Schüler des ganzen 5. Schuljahres eingeschlossen, auch diejenigen, die aus geographischen Gründen überhaupt keine Sekundarschule besuchen können. Das ergibt kein richtiges Bild. Die tatsächlichen Verhältnisse werden mit den angegebenen Zahlen nicht korrekt erfasst. Ich möchte daher den Herrn Erziehungsdirektor anfragen, ob es nicht möglich wäre, im Verwaltungsbericht neben den angegebenen Prozentsätzen vom Jahre 1967 an auch die Prozentsätze der aufgenommenen Schüler aus den Sekundarschulorten, wenn immer möglich wenigstens aus den grösseren, anzuführen.

Eggenberger. Ich möchte an einige Bemerkungen anknüpfen, die der Herr Referent der Staatswirtschaftskommission in bezug auf die Gymnasien gemacht hat.

Das Mittelschulgesetz vom 3. März 1957 ist auf den 1. April 1962 in einigen wesentlichen Punkten geändert worden. Gestützt auf die in der Septembersession 1961 erheblich erklärten Motionen Ruef und Oester, die im Prinzip die Schaffung von neuen Gymnasien, z. B. im Oberland, im Sinne von Kantonsschulen zum Gegenstand hatten, brachte die Neuordnung zwar keine eindeutige Übernahme der Gymnasien durch den Kanton, aber doch einen wesentlichen Ausbau der Leistungen zur Entlastung der Sitzgemeinden. Wenn ich nun trotzdem den Herrn Erziehungsdirektor bitte, noch einige zusätzliche Ausführungen zu diesem Problem zu machen, so unterbreite ich diesen Wunsch gestützt auf Erfahrungen, die wir in der Region Bern und vor allem in Köniz im Zusammenhang mit der Planung eines dritten Gymnasiums in der Agglomeration Bern machen mussten. Die Arbeitsgemeinschaft Region Stadt Bern und umliegende Gemeinden hat 1966 nicht nur die Dringlichkeit der Verwirklichung eines dritten Gymnasiums in der Region bejaht, sondern auch die Schlussfolgerung der Planer, wonach dieses Gymnasium in Köniz, und zwar unweit des Zieglerspitals, verwirklicht werden sollte, da es durch Zuzug von Schülern aus städtischen Gebieten auf die Dauer die städtischen Gymnasien entlasten werde.

Obwohl wir in Köniz für die provisorische Unterbringung der ersten Klassen des neuen Gymnasiums ideale Voraussetzungen hätten, indem in einigen Jahren ohnehin fällige Erweiterungen bestehender Schulanlagen zeitlich vorverlegt werden könnten, mussten wir nach eingehenden Untersuchungen zum Schlusse kommen, dass schon das Provisorium, dann aber vor allem der Landkauf und der Bau des dritten Gymnasiums und später der für die Gemeinde anfallende Anteil aus dem Betrieb unsere Kräfte, trotz dem grosszügig konzipierten Mittelschulgesetz, einfach übersteigen.

Die Erklärung für diese bittere Erkenntnis einer Gemeinde, die durchaus bereit ist, im Zusammenhang mit der Verwirklichung eines Gymnasiums zusätzliche Lasten auf sich zu nehmen, ist vorab in zwei Tatbeständen zu suchen: erstens in der Entwicklung der Zahl der Gymnasiasten im Vergleich zur Bevölkerungszahl und zweitens in den Lasten, die gerade diesen Agglomerationsgemeinden aus den laufenden Aufgaben und dem Nachholbedarf auf dem Gebiete der Infrastruktur erwachsen.

Zur Zahl der Gymnasiasten in unserer Region ist zu sagen, dass die Regionale Forschungsstelle des Statistischen Amtes der Stadt Bern, im Dezember 1965, einen Bericht über die Entwicklung der Schülerzahlen in der Region Bern unter Berücksichtigung der Bevölkerungsbewegung veröffentlicht hat. Darin wird dargelegt, wie die Zahl der Gymnasiasten im städtischen Gymnasium von 765 im Jahre 1950 auf 1469 im Jahre 1964 angestiegen ist oder von 3 Gymnasiasten auf 5 Gymnasiasten pro 1000 Einwohner. Die Schülerzahl pro 1000 Einwohner hat sich somit in 11 Jahren um zwei Drittel erhöht. Wenn man davon ausgeht, dass sich die geburtenstarken Jahrgänge 1945/46 wahrscheinlich 1962 im Schnitt am stärksten auf die Schülerzahlen im Gymnasium ausgewirkt haben, so wird man anhand der Quote von 5 Gymnasiasten pro 1000 Einwohner die erfreuliche Feststellung machen dürfen, dass eine wesentlich grössere Anzahl junger Menschen den höheren Bildungsweg einschlagen können als früher. Im zitierten Bericht der Regionalen Forschungsstelle wird hervorgehoben, dass sich auch nur so erkläre, warum in diesem Zeitraum von 11 Jahren, in dem die Bevölkerung in der Region Bern um 26,8 Prozent zunahm, die Zahl der Gymnasiasten um 109,5 Prozent anstieg.

Die Auswirkungen dieser Entwicklung (vierfache Zunahme der Gymnasiastenzahl) treffen nun die sogenannten alten Agglomerationsgemeinden ausgerechnet in einem Zeitpunkt, in dem andere grosse Aufgaben an die Hand genommen werden müssen. In dieser Hinsicht nur einige Zahlen, mit denen wir in Köniz fertig werden müssen: Unsere Finanzabteilung und der Gemeinderat haben sich in der jüngsten Vergangenheit eingehend mit der künftigen Entwicklung unserer Gemeindefinanzen befasst und einen Finanzplan für fünf Jahre aufgestellt. Nach einer harten und systematischen Auskämmung von allen nicht vordringlichen und allen aufschiebbaren Vorhaben ergab sich ein zusätzlicher Kapitalbedarf von durchschnittlich 12 Millionen Franken pro Jahr. Wenn ich einige Positionen im Gesamtbetrag für die nächsten fünf Jahre anführen darf, möchte ich erwähnen: Friedhofwesen 2,7 Millionen, Zivilschutz 3,5 Millionen, Schulhäuser und Kindergärten 13,4 Millionen, Landerwerb für unaufschiebbare Projekte 10,9 Millionen, Kanalisation 12,9 Millionen. Wasserversorgung 2,9 Millionen usw. Auf dem Hintergrund dieser Verpflichtungen im Dienste einer gesunden Entwicklung unserer Gemeinde mussten wir einfach zum Schlusse kommen, dass eine fristgerechte Verwirklichung des Gymnasiums in Köniz, selbst eines Provisoriums, das 1969 mit dem klassenmässigen Aufbau beginnen sollte, will man nicht die städtischen Gymnasien in sehr schwieri-

ge Verhältnisse bringen, unsere Kräfte einfach übersteigt, auch wenn wir eine grosszügige Anpassung des Steuerfusses in Rechnung stellen. Deshalb wäre ich dem Herrn Erziehungsdirektor dankbar, wenn er möglichst eindeutig darlegen würde, in welcher Richtung nun die Studien gehen. Persönlich halte ich dafür, dass uns die Entwicklung zwingt, den Schritt, den wir 1962/63 nicht gewagt haben, jetzt möglichst bald zu tun, nämlich den Schritt zu einem noch ausgeprägteren Verhältnis zu den Kantonsschulen. Mindestens das Verhältnis Stadt/Sitzgemeinden sollte in bezug auf die Gymnasien neu überdacht werden.

Wenger. Im Zusammenhang mit der Beratung des Berichtes der Erziehungsdirektion möchte ich einen Wunsch anbringen und ein Problem aufgreifen, das eigentlich alt, aber doch immer wieder neu ist. Die Frage betrifft weniger die grossen Stadtgemeinden als vielmehr die Landgemeinden. Es geht um die Zusammenarbeit mit der Lehrerschaft innerhalb der Gemeinde. Wenn die jungen Lehrer heute aus dem Seminar kommen, so erfüllen sie ihre Lehraufgabe sicher gut. Das möchte ich nicht kritisieren. Dagegen habe ich den Eindruck, unsere jungen Lehrkräfte sollten sich vermehrt um die Gemeinde-, Bezirks- und Kantonsangelegenheiten kümmern. In dieser Beziehung hapert es oft beträchtlich. Als ich beispielsweise letzthin eine Lehrerin, die ein halbes Jahr in einer Gemeinde im Amt war, fragte, wie eigentlich der Gemeindepräsident heisse, wusste sie dies nicht. Dies zeigt, dass man der Gemeinde, dem Bezirk und dem Staat wenig Beachtung schenkt, was uns nicht gleichgültig sein kann. Wir dürfen nicht vergessen, dass die Demokratie aufgebaut ist auf den Gemeinden, den Bezirken und dem Staat. Auch die Lehrerschaft sollte sich dafür interessieren. Wenn ich auch nicht der Meinung bin, sie müsse in alles hineinreden, so sollte sie aber doch bereit sein, in der staatsbürgerlichen Erziehung, namentlich im Unterricht, mitzuhelfen. Obschon ich für die heute festzustellende schwache Stimmbeteiligung durchaus nicht die Lehrerschaft an und für sich verantwortlich machen will, glaube ich doch, dass mit ihrer Mithilfe in der staatsbürgerlichen Erziehung, bei der Jugend ein vermehrtes Interesse an staatsbürgerlichen Fragen geweckt werden könnte. Wenn die Kinder sehen, dass sich der Lehrer für die Demokratie und die Gemeindeangelegenheiten interessiert und auch in der Schule darüber spricht, ohne auf Einzelheiten einzugehen, wird die Jugend mitgerissen und sich später sicher auch für diese Belange einsetzen. Die Begeisterung eines Lehrers für eine Sache geht nämlich den jungen Leuten nach. In früheren Zeiten wurde den Lehramtskandidaten im Seminar jeweilen gesagt: «Wenn Ihr aufs Land kommt, so stellt euch vor. Macht, dass die Behörden euch kennen, und helft bei Gemeindeangelegenheiten mit.» Hierin hapert es heute ein wenig. Schuld daran mag der Umstand sein, dass in den letzten Jahren viele Lehrkräfte nur ein oder zwei, höchstens jedoch drei Jahre in der gleichen Gemeinde geblieben sind. Jetzt beginnen sich die Verhältnisse aber wieder etwas zu normalisieren. Deshalb möchte ich hier den Wunsch anbringen, der Herr Erziehungsdirektor möchte den Seminarien empfehlen, den staatsbürgerlichen Unterricht und die staatsbürgerliche Erziehung wieder etwas zu fördern. Ich glaube, dies ist sehr notwendig und wird unserer Demokratie, der Schule und der Zusammenarbeit, namentlich in der Gemeinde, nur zum Wohle gereichen.

Stalder. Wir haben im Kanton Bern auch eine landwirtschaftliche Fortbildungsschule. Darüber habe ich jedoch im Verwaltungsbericht nirgends etwas lesen können. Ich weiss nicht, ob dieser Abschnitt vergessen worden ist oder ob man absichtlich nichts darüber geschrieben hat. Die hauswirtschaftliche Fortbildungsschule dagegen wird erwähnt, was auch in Ordnung ist.

Die meisten von Ihnen wissen, dass schon der verstorbene Grossrat Hermann Arni seinerzeit das Begehren gestellt hat, man möchte die landwirtschaftliche Fortbildungsschule der Landwirtschaftsdirektion unterstellen, da der landwirtschaftliche Beruf heute ein Beruf ist wie jeder andere. Im Kanton Bern haben wir annähernd 900 landwirtschaftliche Lehrbetriebe. Ich kann Ihnen versichern, dass diese Lehrbetriebe sehr sorgfältig ausgesucht werden, so dass die Jünglinge dieser Betriebe das Anrecht auf den Besuch einer Berufsschule haben. Herr Kollega Schnyder hat im Mai dieses Jahres eine Motion begründet und darin eine Reorganisation der landwirtschaftlichen Fortbildungsschulen verlangt sowie deren Unterstellung unter die Landwirtschaftsdirektion. Ich möchte nun den Herrn Erziehungsdirektor anfragen, wie weit diese Angelegenheit gediehen ist. Es ist uns daran gelegen, dass dieser Schritt getan wird. Ich möchte damit keineswegs behaupten, die Erziehungsdirektion hätte sich der landwirtschaftlichen Fortbildungsschulen nicht angenommen; wir sind aber der Meinung, dass die landwirtschaftlichen Fortbildungsschulen zum Aufgabenbereich der Landwirtschaftsdirektion gehören. Ich wäre dem Herrn Erziehungsdirektor dankbar, wenn er uns hierüber Aufschluss geben könnte.

Schaffter. Mon intervention touche de près à celle que vient de faire M. Stalder. Dans le cadre de la discussion du rapport de gestion de la Direction de l'instruction publique, je me permets donc de demander où en sont les travaux préparatoires en vue de la revision plusieurs fois déjà annoncée au Grand Conseil de la loi sur les écoles complémentaires. Si une école complémentaire organisée sous la forme de cours post-scolaires a, pendant de longues années, atteint le but que lui avait fixé le législateur, il faut bien reconnaître maintenant que tout le problème doit être revu. L'école complémentaire doit être adaptée aux conditions de vie actuelles. Dans la plupart des localités, ces cours ne peuvent plus se donner pendant la journée, comme la loi le prévoit, et le soir les conditions de travail sont mauvaises. Après une journée passée à l'usine, à l'atelier, il est compréhensible que des jeunes gens soient fatigués et n'aient aucun intérêt à venir s'asseoir sur les bancs de l'école, surtout lorsqu'ils savent que leurs camarades apprentis fréquentent les cours professionnels pendant la journée. Le corps enseignant lui aussi n'échappe pas à cette impression de corvée que donnent ces cours complémentaires. On a parfois le sentiment que l'on tue le temps pour effectuer un certain nombre d'heures. Il est d'ailleurs toujours plus difficile de trouver des maîtres disposés à donner ces cours. Il est urgent de revoir toute la question.

L'école complémentaire actuelle est dépassée. Aussi, je prie M. le Directeur de l'instruction publique de vouloir bien dire au Grand Conseil où en sont les travaux de recherches d'une formule nouvelle qui répondra aux besoins nouveaux de notre temps.

Schädelin. Ich verweise auf Seite 159 des Verwaltungsberichtes betreffend die Mittelschulstipendien. Ich habe seinerzeit einen Vorstoss für den zweiten Bildungsweg unternommen. Von der Regierung wurde dannzumal die Wichtigkeit des zweiten Bildungsweges anerkannt. Es wurde auch erklärt, man werde alles unternehmen, um der Jugend diesen Bildungsweg in vermehrtem Masse zugänglich zu machen. Vorerst hat der Staat noch, wie ich glaube, ventiliert, ob man nicht ein staatliches Abendgymnasium schaffen wolle. Ich konnte es nicht begreifen, dass man an so etwas denkt, solange man private Institutionen hat, deren Möglichkeiten noch nicht voll ausgeschöpft sind. Ich glaube, dass man im Zeichen der Finanzknappheit von diesem Gedanken abgekommen ist. Aus den Ausführungen im Verwaltungsbericht muss nun aber geschlossen werden, dass für die Absolventen von Abendgymnasien offenbar überhaupt keine Stipendien aufgewendet worden sind, da nur sämtliche Gymnasien und Mittelschulen des Kantons Bern aufgeführt sind. Von einem Abendgymnasium dagegen steht nichts im Bericht. Es ist somit anzunehmen, dass bis und mit 1966 in dieser Richtung überhaupt nichts gegangen ist, das heisst dass die Absolventen eines Abendgymnasiums offenbar nicht in den Genuss von Stipendien gelangen konnten. Ich hörte etwas läuten, dass dies jetzt geändert werden soll. Im Zusammenhang mit der nicht ganz beruhigenden Statistik wundert es einen, wie die Schüler der Abendgymnasien in Zukunft behandelt werden.

Rohrbach. Auf Seite 155 des Verwaltungsberichtes finden Sie statistische Angaben über die Mittelschulen, worunter auch eine Tabelle über die Zahl der Klassen, der Lehrkräfte und der Schüler. Aus dieser Tabelle möchte ich zwei Zahlen herausgreifen und einander gegenüberstellen, nämlich die Zahl der Hauptlehrer und die Zahl der Hilfslehrer. Darnach amtieren an den Seminarien insgesamt 169 Hauptlehrer und 266 Hilfslehrer, während an den Literar- und Realabteilungen 185 Hauptlehrer und 84 Hilfslehrer beschäftigt wurden. Es scheint mir hier nun ein Missverhältnis zwischen der Zahl der Hauptlehrer und der Zahl der Hilfslehrkräfte an den Seminaren zu bestehen. Meiner Meinung nach sollte alles aufgewendet werden, um die Zahl der Hilfslehrkräfte möglichst zu reduzieren. Ich bin mir dabei natürlich bewusst, dass dieser Wunsch unter den gegenwärtigen Umständen nicht ohne weiteres verwirklicht werden kann. Man wird immer eine gewisse Anzahl Hilfslehrer benötigen, um spezielle Fächer, wie beispielsweise Musikunterricht, zu erteilen. Das geht absolut in Ordnung. Dagegen glaube ich, sollte man zu vermeiden suchen, dass Hauptfächer, wie die Naturwissenschaften oder die Hauptsprachen, von Hilfslehrkräften erteilt werden. Ich habe gegenwärtig Gelegenheit, hie und da Diskussionen der Gymnasiasten mitanzuhören. Die Hilfslehrer heissen bei ihnen nur «Prothesen». Kürzlich hörte ich, sie hätten jetzt so einen Hilfslehrer erhalten, und der sei sehr gut, er habe noch nicht viel vergessen, da er erst letztes Jahr das Maturitätsexamen abgelegt habe. Über den Sonntag ist mir auch das Maturblatt einer Gymnasialklasse in die Hände geraten. Darin steht auf witzige Art, viel besser, als ich es hier vortragen möchte, dass in die Quarta 26 Schüler eingetreten sind, 14 mussten dann aus verschiedenen Gründen wieder austreten, so dass jetzt noch 12 zur Matur gehen. Das ist natürlich ein sehr krasses Beispiel, wie es vielleicht kaum ein zweites gibt. Daran ist ohne Zweifel nicht das Verhältnis Hauptlehrer – Hilfslehrkräfte schuld. Trotzdem spielt aber dieses Verhältnis eine gewisse Rolle; denn die Mittelschullehrer sollen ja nicht nur unterrichten, sondern auch erziehen, und erzieherisch kann sicher nur ein Hauptlehrer wirken, der seine Schüler während längerer Zeit beobachten kann, nicht nur ein Quartal oder manchmal nur ein halbes. Unsere jungen Leute haben es notwendig, zur Bildung ihrer Persönlichkeit ein persönliches Leitbild vor sich zu haben. Besonders wichtig scheint mir dies an den Seminarien zu sein. Das krasseste Verhältnis habe ich beim Lehrerinnenseminar Seeland-Biel angetroffen. Gemäss Seite 163 des Berichtes betrug dort der Bestand des Lehrkörpers 9 Hauptlehrer und -lehrerinnen sowie 30 Hilfslehrkräfte. Dieses Missverhältnis ist natürlich zum Teil auch darauf zurückzuführen, dass das Lehrerinnenseminar Seeland vorläufig noch ein Provisorium ist. Ich möchte daher den Erziehungsdirektor bitten, alles daranzusetzen, damit das Lehrerinnenseminar Seeland möglichst bald seinen festen Standort erhält und dann definitiv eröffnet werden kann. Mit einem festen Standort erhält eine Schule auch eine stabilere Organisation, worauf sich auch mehr Lehrkräfte für eine definitive Anstellung bewerben werden. Auch die Eltern der Töchter hätten dann bestimmt mehr Zutrauen in das Seminar Seeland. Zurzeit verhält es sich ja noch so, dass das Seminar Seeland immer noch Anmeldungen anderer Seminare übernehmen muss. Je grösser die Konstanz im Lehrkörper einer Lehranstalt ist, desto grösser ist auch das Zutrauen der Eltern in diese Schule. Auch am Lehrerseminar Hofwil haben wir keine idealen Verhältnisse, nämlich 39 Hauptlehrer und 32 Hilfslehrer. Auch diese Lehranstalt ist, wenigstens was das Oberseminar anbelangt, in hängenden Rechten in bezug auf den Standort. Ich glaube, dass auch hier im Interesse der Ausbildung des Lehrerstandes ein möglichst baldiger Entschluss der Regierung in bezug auf die Standortfrage vonnöten ist. Demgegenüber fällt auf, dass bei den freien Seminarien diese Zahlen viel ausgeglichener sind. Am Seminar Muristalden beispielsweise haben wir 15 Hauptlehrer und 13 Hilfslehrer und an der Neuen Töchterschule 14 Hauptlehrer und 14 Hilfslehrer. Wie bereits erwähnt, erwecken konstantere Verhältnisse auch grösseres Zutrauen der Eltern in eine Schule, weshalb ein Provisorium nicht zu lange dauern sollte.

Geissbühler (Bern). Einer der letzten Fälle, die ich als gewesener Sekretär des bernischen Staatspersonalverbandes zu bearbeiten hatte, betraf jemanden im anorganisch-chemischen Institut an der Länggasse, im alten Gebäude der SIMPLEX. Dabei hatte ich Gelegenheit, dieses Institut zu besichtigen. Ich bitte Sie nun, meine Herren, dieses Institut ebenfalls zu besuchen, damit Sie sich überzeu-

gen können, dass ich in meiner Schilderung, die ich Ihnen geben werde, nicht übertrieben habe. Ich spreche wohlverstanden nicht von den Leuten, die das Institut leiten, dort unterrichten oder studieren. Die Personen sind schon recht; die Räume jedoch spotten nun wirklich jeder Beschreibung: schlechte Böden, schlechte Wände, undichte Fenster, schlimme Decken, mangelhafte Heizung usw. Wenn ein privater Unternehmer seine Arbeiter in solchen Räumen beschäftigen würde, hätte er bestimmt sofort die grössten Anstände mit der Fabrikaufsicht. Dabei darf nicht vergessen werden, dass es sich hier erst noch um ein Laboratorium handelt, wo bekanntlich mit Stoffen gearbeitet wird, die hie und da auch einmal pfupfen und explodieren können. Dafür fehlen alle Sicherungsmassnahmen und die notwendigen Vorkehren. Bei dieser Besichtigung habe ich mir deshalb sofort vorgenommen, diese Angelegenheit bei der Behandlung des Verwaltungsberichtes der Erziehungsdirektion im Grossen Rat zur Sprache zu bringen. Was ich hier in bezug auf das alte Gebäude der SIMPLEX, wo das erwähnte Institut provisorisch untergebracht ist, gesagt habe, gilt übrigens auch zum Teil für das Mutterinstitut an der Freiestrasse. Ich ging nämlich nachher auch noch dorthin. Gashahnen und Gasleitungen sind in einem erbärmlichen Zustand. Die Gasleitungen sind so porös, dass sie ohne weiteres von Hand zerdrückt werden können. Es könnte sich hier einmal die grösste Explosion ereignen, wenn über Nacht Gas ausströmt und am Morgen beim Betreten der Räume das elektrische Licht eingeschaltet wird. Das sind Zustände, die unseres Kantons unwürdig sind. Letzte Woche haben wir hier Fr. 500 000.— für Ölbohrungen gesprochen. Ich habe dagegen gestimmt, und zwar deshalb, weil man nicht einmal einige tausend Franken zur Verfügung haben will, um in diesen Instituten die schlimmsten Schäden zu beheben. 500 000.— Franken jedoch werden ohne weiteres bewilligt für eine Sache, die nach Ansicht der Geologen nutzlos ist. Für die Institute, in denen unsere angehenden Mediziner und Chemiker ausgebildet werden, hat man aber kein Geld. Das verstehe ich nicht. Man wird mir entgegenhalten, es handle sich hier um eine «alte Bude», es sei nur ein Provisorium. Wir wissen jedoch, dass nichts so lange dauert wie Provisorien. Wenn man im Staatsverwaltungsbericht liest, man habe für unsere Hochschule eine kurzfristige Planung bis 1975 ausgearbeitet und eine weitere Planung für die Zeit nach 1975, kann man daraus schliessen, wie lange unsere Studenten noch in solchen Räumen ihren Studien obliegen und ihre chemischen Versuche ausführen müssen.

Herr Regierungsrat Blaser hat uns übrigens bei der Behandlung der Motion über die Schaffung einer Kantonsarztstelle erklärt, wie schwierig es sei, einen qualifizierten Arzt zu finden, der ein solches Amt übernehmen möchte. Wenn ich an die angehenden Mediziner denke, die ja auch ein Studium in Chemie absolvieren müssen und dabei in diesen Instituten in Kontakt mit der bernischen Staatsverwaltung kommen und sehen, dass die bernische Staatsverwaltung nicht einmal imstande ist, anständige Unterrichtsräume und Laboratorien für die Medizinstudenten herzurichten, so begreife ich, dass sie sich nachher sagen: «Nein, mit der bernischen Staatsverwaltung will ich nichts zu tun haben.»

Ich habe hier das Wort ergriffen, um den Herrn Erziehungsdirektor auf die geschilderten Verhältnisse aufmerksam zu machen und ihn zu bitten, zusammen mit dem Baudirektor einmal eine Exkursion in diese Institute zu unternehmen. Auch der Finanzdirektor müsste auf diese Exkursion mitgenommen werden, damit ihm gleich ein paar «Fränkli» abgeknöpft werden könnten, um dort wenigstens die grössten Mängel zu beheben, denn dieses Provisorium – ich habe es schon vorhin erwähnt – wird sicher noch lange dauern. Ich bitte also den Herrn Erziehungsdirektor nochmals, sich die Sache selber anzusehen und Remedur zu schaffen.

Gyger. Ich möchte die Ausführungen von Herrn Kollega Rohrbach unterstützen und gleich noch nachdoppeln mit der Frage: Wieweit sind die Vorarbeiten fortgeschritten in bezug auf die Standortfrage betreffend die Ecole normale du Jura und das Seminar Seeland?

Villard. Permettez-moi quelques mots, après avoir étudié le rapport de la Direction de l'instruction publique au sujet du problème essentiel entre tous de la démocratisation des études. Je le sais, à chaque fois que le Directeur de l'instruction publique s'est exprimé, il l'a fait avec une large compréhension de ce problème, ce dont je le remercie. Certains ont parlé parfois de médiocratisation. Je le regrette beaucoup; aujourd'hui encore, pour bien des familles issues les classes les moins favorisées de la société, le problème financier quant aux études reste primordial, surtout à notre époque où le coût de la vie hausse sans cesse. Je m'étonne alors du montant relativement faible des bourses d'études, ainsi que du grand nombre de demandes rejetées, parfois près ou plus du tiers. Si je prends l'exemple du Gymnase français de Bienne, 20 demandes rejetées sur 75; pour le Gymnase allemand de Bienne, 19 demandes rejetées sur 46. Je voudrais donc m'enquérir des motifs de ces rejets.

Le montant des subventions me paraît aussi vraiment trop modeste. Si l'on considère le Gymnase français de Bienne, par exemple, sur 55 bourses accordées, un montant de quelques fr. 26 000.— et au Gymnase allemand, sur 27 bourses accordées, un montant de fr. 22 000.— environ.

Le montant des bourses consenties aux étudiants pour les universités est aussi modeste. La moyenne était inférieure à fr. 1000.—.

Certes, nous connaissons tous la situation financière du canton et l'obligation d'économiser, mais je pense qu'il est des domaines où l'on peut vraiment économiser et d'autres où cette économie se révèle à la longue être une grave erreur. Il faudrait pouvoir développer davantage le système des bourses pour arriver vraiment au but qui devrait être la gratuité complète des études à tous les degrés. Il vaudrait mieux s'attacher à cette tâche qu'à d'autres. Je pense par exemple aux dépenses énormes qui sont consenties pour des abris, bien discutables parfois. On pourra faire une économie certaine lorsque l'on appliquera

la loi votée en avril dernier: éviter des dépenses non productives qui résulteraient de la création de postes de mentors ou d'inspecteurs, en ce qui concerne les élèves fraîchement issus des écoles normales. Vous me direz que je reviens à mon dada. C'est un peu vrai et j'espère en tout cas qu'on profitera des expériences faites au degré primaire, lorsque les mêmes problèmes se présenteront pour les écoles moyennes.

Dans la réponse faite à mon postulat, M. le Directeur disait que je propose une dérogation aux nouvelles dispositions légales. Ce n'est pas tout à fait le cas, mais je pense que ce problème du vicariat ne sera jamais étudié à fond dans toutes ses répercussions sur notre profession d'instituteur. Dans le climat actuel, ces répercussions seraient d'autant plus graves. Nous avons vu que même des députés en viennent à proposer des mesures que j'appelerai «liberticibles» à l'égard des enseignants. Un collègue de mon groupe s'est exprimé au sujet de l'intérêt des jeunes pour la vie civique. Je pense qu'avec des dispositions telles qu'elles sont prévues en application des décisions concernant le vicariat on freinerait l'intérêt des jeunes pour la vie civique. Je salue quant à moi le dernier discours de M. le Conseiller fédéral Celio relatif à cette question des jeunes. Les paroles qu'il a prononcées ont bien mieux leur place à notre époque que celles, si regrettables, prononcées par M. le Conseiller fédéral Gnägi qui veut, lui, tout liquider, ce qui n'est pas conformiste.

Cet intérêt des jeunes, je pense que c'est aux instituteurs eux-mêmes de le susciter. Comment le feraient-ils si, par des dispositions précises de ce temps d'épreuve on les met dans l'impossibilité d'exprimer ce qui est réellement leur opinion sur le plan social ou politique, parce qu'ils doivent tenir compte des contingences politiques de la commune dans laquelle ils fonctionnent.

M. le Directeur de l'instruction publique nous a promis qu'il ferait tout son possible pour rendre attractif ce vicariat. Je ne vois guère comment et je crois vraiment que la meilleure expérience ce serait à cet égard pas d'expérience du tout, et trouver une solution qui sauve la profession d'instituteur.

Boss. Ich will mich ganz kurz fassen und nur ein paar Worte zur heikelsten Übertrittsfrage anbringen, die es im ganzen Schulwesen gibt, nämlich zum Übertritt aus den untersten Primarschulklassen in die Hilfsklasse.

Es ist mir vor einiger Zeit ein Zeugnis eines Erstklässlers ins Haus geschickt worden. Nach dem ersten Jahr hiess es: «Nicht befördert.» Am Ende des zweiten Schuljahres hiess es: «Befördert». Das musste man tun. Im dritten Schuljahr hiess es dann aber trotzdem: «Wird unterrichtet im Pensum des ersten Schuljahres», und im vierten Schuljahr hiess es nochmals: «Wird unterrichtet im Pensum des ersten Schuljahres». Ein Knabe, der im Frühling 1967 hätte in die Oberschule übertreten sollen, absolvierte vier Jahre lang das Pensum der ersten Klasse. Bedenken Sie, was das Kind in diesen vier Jahren durchgemacht haben muss! So etwas sollte nicht vorkommen. Man wird mir entgegnen, es sei Sache der Lehrerin, die notwendigen Schritte für einen Übertritt in die Hilfsklasse einzuleiten. Ich weiss jedoch aus eigener Erfahrung, dass dies äusserst schwierig ist. Wie soll eine Lehrerin auf einem Aussenposten, der heute alle zwei Jahre neu besetzt werden muss, den Übertritt in die Wege leiten? Das ist ihr gar nicht möglich. Es muss ein anderer Weg gesucht werden, vielleicht in dem Sinne, dass die Schulkommissionen verpflichtet werden, Meldung nach oben zu erstatten, wenn ein Kind nach zweimaliger Repetition nicht befördert werden kann. In einem solchen Falle ist dem Kinde in einer Hilfsklasse bedeutend wohler, und es kann hier auch viel besser gefördert werden.

Diesem Problem sollte also vermehrte Aufmerksamkeit geschenkt werden, was aber gleichzeitig auch eine Vermehrung der Hilfsklassen im Kanton Bern bedingen wird. Man kann nicht nur oben, sondern muss auch unten ausbauen.

Steffen. Ich möchte hier das Problem des Übertritts von der Sekundarschule ins Gymnasium aufgreifen. Wie man kürzlich vernommen hat, soll es in Zukunft nicht mehr möglich sein, von der neunten Sekundarschulklasse aus ins Gymnasium einzutreten. Es müsse vorher noch das Untergymnasium besucht werden. Eine solche Regelung brächte den ländlichen Gegenden eine grosse Benachteiligung. Die Kinder vom Lande wären gezwungen, schon vom 5. Schuljahr an in der Stadt zur Schule zu gehen, wodurch sie, abgesehen von den Transportschwierigkeiten, dem Lande schon sehr frühzeitig entzogen würden. Ich bin überzeugt, dass viele Absolventen einer Sekundarschule über ebensoviel Kenntnisse verfügen wie die Absolventen eines Untergymnasiums. Wir besitzen gute Sekundarlehrer, die in der Lage sind, ihren Schülerinnen und Schülern das notwendige Rüstzeug für den Besuch des Gymnasiums mitzugeben. Zudem weiss der grösste Teil der Kinder nach dem 4. Schuljahr noch nicht, welchen Beruf sie später lernen wollen. Man sollte daher den guten Sekundarschülern, die das Untergymnasium nicht besucht haben, aber trotzdem über das notwendige Rüstzeug für das Gymnasium verfügen, den Weg ins Gymnasium nicht versperren. Es ist auch zu erwähnen, dass den Familien auf dem Lande beträchtliche Kosten erwachsen würden, wenn sie verpflichtet wären, ihre Kinder schon vom 5. Schuljahr an in die Stadt zur Schule zu schicken. Diesem Problem sollte alle Aufmerksamkeit geschenkt werden. Vielleicht wäre eine Übernahme des höheren Mittelschulwesens durch den Staat angezeigt.

Hier wird die Beratung abgebrochen.

Schluss der Sitzung um 17 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Zwölfte Sitzung

Dienstag, den 19. September 1967
9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 170 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Achermann, Ast, Barben, Braunschweig, Burri (Bern), Favre, Flückiger, Geissbühler (Madiswil), Grimm, Häberli, Hänsenberger, Hirt (Biel), Hirt (Utzenstorf), Homberger, Horst, Iseli, Kästli (Ostermundigen), Kautz, Kressig, Lüthi, Marti, Martignoni, Nahrath, Rätz, Roth (Urtenen), Schneider, Schwander, Thomann, Willemain, Würsten.

Verwaltungsbericht der Erziehungsdirektion für 1966

(Fortsetzung)
(Siehe Seite 550 hievor)

Buchs (Stechelberg). In der Maisession hat Herr Grossrat Dübi eine Motion betreffend Einsetzung einer Stipendienkommission eingereicht. Ich betrachte das als sehr wichtig. Es hätte mich interessiert zu vernehmen, ob man diese Kommission zusammengestellt hat.

In der Maisession hat Kollege Boss eine Interpellation, betreffend Vorbereitungsklassen für Seminarien eingereicht. Das Ziel war, für jedes Seminar eine Vorbereitungsklasse zu haben. Gestern wurde auf die Wichtigkeit dieser Klassen hingewiesen. Durch diese kämen vor allem Leute aus den abgelegenen Tälern zum Zug. Das sind die, welche nachher in den Dörfern bleiben würden, nicht nur ein Gastspiel von ein bis zwei Jahren gäben, mit dazwischenliegender Rekrutenschule usw. – Nun musste ich aber vernehmen, dass in Bern im Oberseminar keine solche Klasse mehr geführt werden soll. Man hat sie nach Langenthal verlegt. Das bedaure ich. So merkwürdig es tönt: Langenthal ist vom Oberland her gesehen abgelegen. Bern wäre für solche Vorbereitungsklassen der bessere Standort gewesen.

In der Schweiz ist es üblich, die Minderheiten, auch die schwächsten, zu schützen. Es würde mich interessieren, wieviele deutschsprachige Schulen heute im Jura noch bestehen und ob solche vom Staat oder von Gemeinden unterstützt werden, oder ob sie ganz auf sich selber angewiesen sind, womit sie mehr oder weniger langsam zum Sterben verurteilt wären.

Mich hätte auch interessiert, mit wieviel Geld die französische Schule in der Stadt Bern vom Kanton unterstützt wird.

Ich danke für die Beantwortung der Fragen.

Christen. Zur Frage des Abendtechnikums: Mir ist durchaus bewusst, dass das in erster Linie der Volkswirtschaftsdirektion unterstellt ist. Aus folgenden Gründen erlaube ich mir, dies doch noch einmal bei der Erziehungsdirektion zur Sprache zu bringen. Mir wurde bekannt, dass diese Direktion gegenwärtig den Entwurf zum Einführungsgesetz zum neuen Berufsbildungsgesetz bereinigt. In diesem Zusammenhang könnte man prüfen, wie der zweite Bildungsgang und so auch das Abendtechnikum vermehrte Anerkennung erlangen könnte. Es handelt sich bei der Frage der Anerkennung des zweiten Bildungsweges und des Abendtechnikums vorab um ein psychologisches Problem. Pro Jahr legen etwa 70 Leute die Diplomprüfung ab, und zwar nach acht Semestern Studium. Daraus kann man ungefähr ermessen, welche Bedeutung das Abendtechnikum für Industrie und Verwaltung im Kanton Bern besitzt. Um den Erfolg des Abendtechnikums zu stärken, sollte alles getan werden, was vertretbar ist, um ihm zu offizieller Anerkennung im Kanton Bern zu verhelfen. Ich bitte den Regierungsrat, diese Frage im Zusammenhang mit dem Einführungsgesetz wohlwollend zu prüfen.

Schürch. Die Behandlung meiner Motion, betreffend das Besoldungsdekret der Kantonsschullehrer, ist, wie Sie wissen, verschoben worden. Offenbar behandelt man das als reines Finanzgeschäft. Die Besoldung der Kantonsschullehrer hat aber bedeutenden Einfluss auf die Konkurrenzfähigkeit unserer Mittelschulen und namentlich der Lehrerbildungsanstalten, der Seminarien. – Ich frage daher, ob und was für die Besserstellung der Seminarlehrerschaft auch ohne Dekret vorgekehrt werden könne und wann gegebenenfalls Vorkehren getroffen werden. Es ist wichtig, die Seminarlehrerschaft nicht allzu lange hinter den Gymnasiallehrern nachhinken zu lassen, sonst haben die Seminarien grosse Schwierigkeiten, Lehrer zu finden. Wir hörten, welch unbefriedigende Zustände im Oberseminar Bern in bezug auf die Zahl der Hilfslehrer herrschen. Das hängt auch mit der Besoldung zusammen. Besteht die Möglichkeit, schon vor der Revision des Dekretes gewisse angemessene Verbesserungen zu gewähren?

Die zweite Frage betrifft den Lehrermangel. Wir haben vernommen, dass im Frühjahr ein paar junge Seminaristinnen und Seminaristen Mühe hatten eine Stelle zu finden. Im Herbst verhält es sich aber umgekehrt. Das rührt davon her, dass die älteren Lehrer gern im Sommersemester noch unterrichten. Sie erhalten dann 1 Prozent mehr Pension. Das schwerere Winterquartal überlassen sie dann gerne dem Nachfolger. Die Lehrer können wählen, ob sie im Frühjahr oder Herbst pensioniert werden wollen. Aus ihrem Verhalten kann man ihnen keinen Vorwurf machen. Das erklärt aber, warum die Nachfrage nach Lehrern im Herbst grösser ist als im Frühjahr. Dann besteht die Gefahr, dass Leute, denen im Frühjahr das Patent erteilt wird, abwandern, wenn sie bis zur Anstellung im Herbst warten müssen; damit besteht wiederum Lehrermangel. – Mit dieser Erscheinung hangen zwei weitere Fragen zusammen: Wann gedenkt man mit dem viel umstrittenen Vikariat ernst zu machen? Dieses ist noch nicht in

allen Teilen so vorbereitet, dass man es von heute auf morgen einführen könnte. Man sollte den Mut haben, ein Vikariat, das heisst die Lehrerverpflichtung von 36 Wochen bald einmal einzuführen, damit die jungen Lehrer wenigstens für den Anfang angebunden werden können.

Die zweite Frage bezieht sich auf den Schuljahresbeginn. Im Kanton Bern beginnt das Schuljahr überall im Frühling. In andern Kantonen beginnt es im Herbst. Wenn auch wir den Schulbeginn auf den Herbst verlegen würden, wäre die genannte Schwierigkeit überbrückt, weil dann der Zeitpunkt der Pensionierung mit dem neuen Schuljahr und mit dem Zeitpunkt der Patentierung der Seminaristen zusammenfallen würde. Sind für die Vereinheitlichung des Herbstschulbeginns in der ganzen Schweiz Schritte unternommen worden, und was kann in der Hinsicht in Aussicht gestellt werden?

Kohler, Directeur de l'instruction publique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Je voudrais d'abord adresser à M. Horst mes remerciements les plus sincères pour son excellent rapport. Je lui sais gré, comme à M. Schorer, en leur qualité de rapporteurs de la Commission d'économique publique commise à la visite de notre Direction, de leur compréhension et de leur sollicitude à l'égard de l'instruction publique. Je prends acte des remarques formulées par M. Horst en ce qui concerne la présentation de notre rapport de gestion. Nous avons tenté une première expérience, peut-être un peu trop optimiste, peut-être un peu trop audacieuse, puisque nous l'avons réduit de plus de la moitié de son volume par rapport aux années antérieures. Ce faisant, nous nous sommes conformés à la décision du Gouvernement et aussi aux exigences inévitables de la rationalisation moderne. Au gré de M. Horst, nous aurions opéré une coupe trop sombre dans certains chapitres, tout en laissant subsister des détails qui auraient pu être éliminés. Nous en tiendrons compte dans l'avenir, notamment en ce qui concerne les éléments généraux de comparaison et plus spécialement la partie du rapport consacrée à l'Université, dont le compte-rendu in extenso a été distribué à Messieurs les membres du Grand Conseil. Ainsi, nous ferons dorénavant part de nos appréciations et de nos intentions en faveur d'une politique universitaire promotionnelle et compatible avec les possibilités du canton. Si jusqu'à présent nous nous sommes limités au rapport de l'Université, c'est précisément en vertu de cette fameuse revendication d'autonomie que notre haute école fait valoir.

En complément des déclarations que nous avons déjà communiquées, vous nous permettrez de souligner:

1⁰ que le projet de loi fédérale d'aide aux Universités cantonales sera prochainement soumis aux Chambres fédérales; mais, hélas, il ne nous apporte pas l'aide aussi substantielle prévue en particulier dans le rapport Labhardt et revendiquée par l'organe suisse de coordination. Il s'ensuit pour nous des difficultés accrues, eu égard à la somme immense des implantations nécessaires. Nous devrons forcément en tenir compte dans l'horaire des réalisations.

2⁰ Plus on se penche sur les problèmes universitaires actuels, plus on se convainc de l'urgence des modifications structurelles et de la nécessité de réformer les études. Il faut par conséquent procéder au plus tôt à la revision de la loi sur l'université.

3⁰ Cet état de fait va nous contraindre à des solutions transitoires. Nous pensons aux salles de cours, aux bibliothèques, aux séminaires et aux laboratoires. C'est dans cette perspective que nous soumettrons prochainement un projet de construction d'un bâtiment à emplois multiples, qui sera d'abord mis à disposition de la Faculté de philosophie, et qui devrait par la suite abriter une partie de la Faculté des sciences naturelles. A noter que pour tous ces problèmes un organe de liaison entre l'Université et le Conseil-exécutif a été désigné et fonctionne à satisfaction. Il se réunit au moins une fois tous les mois.

Pour ce qui concerne les étudiants venant d'autres cantons (M. le rapporteur de la Commission d'économie publique y a fait allusion), au nombre d'environ 40 % des contingents, nous avions admis que la subvention de la Confédération en compenserait la dépense. Ce n'est que très partiellement le cas d'après les projets du Département fédéral de l'Intérieur. Il faudra revoir ce problème. La question sera posée de savoir s'il faut faire appel à la contribution des cantons qui nous envoient leurs étudiants. A titre d'information, je rappelle que le canton a dépensé, au cours des 3 dernières années, 129 millions de francs pour son Université, alors que les subventions de la Confédération ont été de 28 millions, c'est-à-dire de 21 %.

Si l'on parle université, il faut implicitement aborder les problèmes des gymnases.

Constatons d'abord la nécessité impérieuse de nouveaux gymnases, entre autres le plus urgent dans l'agglomération de Berne-Ville. Or, il faut se rendre compte de l'impossibilité dans laquelle se trouvent les communes de résoudre semblables problèmes, cela malgré l'aide considérable du canton. La question se pose de savoir si l'on ne devrait pas reviser les bases légales actuellement en vigueur et qui veulent – à l'exception du gymnase de Porrentruy – que les gymnases sont des écoles communales. Il fut un temps où les gymnases étaient des établissements d'Etat. Or, à la fin du siècle dernier, considérant la situation d'alors, les structures économiques presque totalement agraires, des villes comme Berne et Berthoud estimèrent insuffisantes les garanties cantonales – on pensait le canton dans l'impossibilité de fournir suffisamment d'aide aux communes – et elles obtinrent que leurs gymnases leur soient subordonnés. Aujourd'hui, la situation est différente du tout au tout. Compte tenu de leurs charges actuelles, les communes sont-elles encore à même d'assumer celles de leur gymnase? L'indispensable unité de doctrine dans les écoles moyennes supérieures peut-elle être assurée malgré les efforts de la conférence des recteurs? Il appartient aux intéressés de répondre à ces questions qui, pour nous, sont d'une importance capitale eu égard aussi à la situation des autres cantons dont tous les gymnases sont de leur obédience et au vu de la coordination intercantonale inéluctable.

Dans le domaine des écoles secondaires et primaires, nous nous occupons activement de la coordination intercantonale que justifient les regrettables lacunes actuelles. Il intéressera le Grand Conseil de savoir que des décisions importantes se préparent à la suite des recommandations admises à l'unanimité de la conférence des Directeurs de l'instruction publique, et dont l'entrée en vigueur est prévue pour 1972, savoir – je réponds ainsi partiellement aux questions posées par M. Schürch – :

– début de l'année scolaire après les vacances d'été;

– âge d'entrée à l'école obligatoire à partir de 6 ans révolus;

– durée de la formation gymnasiale d'un minimum de 12 ans;

– harmonisation des plans d'études de la première à la 6ème année scolaire;

– début de l'enseignement d'une deuxième langue nationale à partir de la 4ème année;

– nouvelles méthodes d'enseignements des mathématiques aux degrés primaire et secondaire basées sur la théorie des masses.

Au chapitre de nos grands soucis, nous relevons celui de la pénurie du corps enseignant à tous les degrés. Il ne suffit pas, en effet, Messieurs, de faire des implantations nouvelles à grands sacrifices, encore faut-il disposer d'un corps enseignant suffisant en nombre et en qualité. Il convient de rappeler les efforts considérables consentis ces dernières années et par lesquels les effectifs des normaliens brevetés ont plus que doublé. Nous sommes arrivés à un certain équilibre en rapport avec les besoins. Il est cependant encore beaucoup trop précaire en regard surtout de la situation qui veux que les retraites dans le corps enseignant se prennent en mars et en octobre. Et alors que nous disposons, à la reprise d'avril, des contingentes nécessaires, nous subissons de très graves perturbations à partir d'octobre.

Compte tenu du nombre des naissances, de la migration de la population, il faut envisager l'ouverture d'un nombre considérable de classes nouvelles. Si l'on veut éviter une nouvelle période de pénurie à plus ou moins brève échéance, nous devons prévoir l'ouverture de classes supplémentaires dans nos écoles normales, ou alors créer de nouvelles écoles normales. En d'autres termes, dès maintenant renforcer le recrutement. Parallèlement, nous estimons indispensable une étude serrée de la formation des futurs enseignants primaires quant à la durée et sa structure. La période actuelle de 4 ans, perturbée encore par les libérations prématurées est à peine suffisante, si l'on sait que la majorité des autres cantons vont jusqu'à 5 ans, d'autres à 6 ans. On me permettra de déplorer encore une fois le manque de courage que l'on a eu à une certaine époque dans ce domaine.

Dans les écoles secondaires, les effectifs sont également précaires. Si l'on a pu éviter des difficultés graves, nous le devons à l'entrée en nombre des maîtresses secondaires. Les exigences de l'enseignement nous ont amenés à des réformes dans la formation par l'intensification des études scientifiques et pratiques. Nous nous préoccupons de la formation des maîtres secondaires de langue française, soit par des liaisons fructueuses avec les Universités romandes, soit par un dispositif adéquat dans le cadre de l'Université de Berne. A certains égards, le recrutement des futurs maîtres de gymnases et des écoles normales est relativement plus facile en raison des études universitaires complètes exigées, quelles que puissent être les universités fréquentées. L'obstacle majeur que nous rencontrons, M. le rapporteur l'a d'ailleurs relevé, réside principalement dans les salaires pratiqués chez nous et souvent supérieurs dans d'autres cantons. Nous étudions le moyen de pallier à ces inconvénients – je réponds ainsi partiellement à la question de M. Schürch s'agissant des maîtres aux écoles normales –, afin de disposer d'un corps enseignant émérite dans les écoles normales et les gymnases.

Le décret sur les constructions scolaires nous oblige à subordonner le subventionnement des piscines scolaires dans le cadre des nouvelles prescriptions. C'est l'information de base que je dois adresser à M. Schorer.

Les travaux de réglementation préparatoires ont abouti. Nous disposons des indications types, fonction du nombre de classes déterminantes dans l'appréciation de la part scolaire aux installations qui, dans la règle, sont également utilisées par les sociétés sportives et la population en général. A noter que sous l'impulsion du Professeur Strupler, se tiendront à Berne, prochainement, 3 journées d'études auxquelles participeront des spécialistes et que nous suivrons attentivement. Ceci pour l'élément technique. – Pour ce qui concerne la part de l'Etat aux subventions, nous précisons qu'au stade actuel, il est envisagé en tout cas 10 % pour la part scolaire des piscines.

M. le Député Stauffer revendique un tableau déterminant et comparatif des effectifs des élèves venant de la campagne et de la ville. Son intention est claire; il voudrait un contingent citadin et rural plus équilibré. Dans l'ensemble, on admet un pourcentage citadin de 40 à 50 % dans les écoles secondaires, la part campagnarde étant de 30 à 40 %. A noter que l'admission ne peut pas seulement se résumer en pour-cent. Elle doit tenir compte des conditions d'admission. Il faut hélas constater que la volonté des parents d'envoyer leurs enfants aux écoles secondaires n'est pas uniformément égale. Nous ferons tout notre possible pour améliorer la situation actuelle.

Ce que je puis dire à M. Eggenberger, c'est que la moyenne des gymnasiens dans le canton de Berne est de 2½ %, alors qu'elle atteint 5 % au minimum à l'étranger. C'est assez dire que nous avons besoin d'intensifier la formation gymnasiale et que nous avons surtout besoin de nouveaux gymnasiens. Ma réponse est donc claire. Elle rejoint les soucis de M. Eggenberger.

M. Wenger revendique une collaboration plus intense entre la commune et le corps enseignant. Je partage son avis. Ce qu'il voudrait, c'est la participation des jeunes membres du corps enseignant à la vie communale et un certain intérêt civique de leur part. Je dois dire que tout en rejoignant son vœu, je dois préciser qu'il est difficile d'atteindre un tel résultat par des réglementations spéciales. Je pense, quant à moi, que la meilleure solution dans ce sens devrait être recherchée dans l'émulation de la profession et par

l'exemple de promotions. Je pense que l'attraction devrait être suscitée aussi bien en faveur du corps enseignant qu'en faveur des élèves. Je réponds donc à M. Wenger que nous veillerons que dans les écoles normales on voue une attention spéciale à ce problème.

Même si le rapport de gestion n'en fait pas mention, les cours complémentaires agricoles, auxquels a fait allusion M. Stalder, n'ont pas été oubliés. Notre Direction a élaboré une loi-cadre qui devrait régler la subordination des écoles complémentaires aux Directions de l'agriculture (pour les cours complémentaires agricoles), de l'instruction publique (pour l'école complémentaire ménagère), et de l'économie publique (pour l'école complémentaire générale). Malheureusement, et cela en vertu de l'obligation qu'a le Gouvernement d'organiser une procédure de consultation, les associations agricoles intéressées n'ont pas pu se rallier à notre point de vue. Elles ont revendiqué une loi spéciale basée uniquement sur les dispositions fédérales. Sur ce, la Direction de l'agriculture s'est elle-même chargée d'élaborer un projet qui sera une fois encore soumis aux organisations intéressées. Malgré les contretemps, nous sommes d'avis – comme nous en avions fait la déclaration ici à M. Niklès – que la modification souhaitable devrait intervenir en avril prochain. A cett occasion, les écoles complémentaires en général seront modifiées, c'est la réponse que je puis donner à M. Schaffter, dans le sens qu'il a agité hier.

M. Schädelin revendique l'octroi de bourses pour la deuxième voie de formation, c'est-à-dire en faveur des élèves suivant les cours du gymnase du du soir. Son voeu est actuellement réalisé. Des bourses sont actuellement accordées selon des critères qu'il a fallu mettre sur pied et qui semblent donner satisfaction. Il y a un certain retard dû à l'établissement de ces critères, mais maintenant le processus fonctionne.

C'est vrai que pour 160 maîtres dans les écoles normales, il y a 265 maîtres auxiliaires, comme le constate avec la même amertume que nous, M. Rohrbach. La même lacune existe en proportion moins accentuée dans les gymnases. Avec M. Rohrbach nous pensons que cette situation est anormale et qu'elle ne peut durer que sous la contrainte des événements et de la pénurie. Nous avons tenté de rechercher le remède par des regroupements et une collaboration plus accentuée entre les différents établissements des écoles moyennes supérieures. Avec les Directeurs des établissements, nous nous occupons de ce problème dont la solution s'impose, aussi à notre point de vue. Mais elle demandera peut être des mesures toutes nouvelles que nous n'hésiterons pas à prendre. Quant au cas de Bienne cité par M. Rohrbach, on ne saurait le retenir comme un exemple déterminant, puisqu'il s'agit d'une école en plein développement et relativement à ses débuts.

M. Geissbühler a entièrement raison lorsqu'il déplore l'état insatisfaisant – c'est le moins qu'on puisse dire – de l'institut de chimie, provisoirement logé dans l'ancien bâtiment Simplex. Je connais ces locaux que j'ai visités. Ils ne sont hélas pas les seuls dans cet état. Je voudrais bien que m'accompagnent non seulement, comme l'a suggéré M. Geissbühler, MM. les Directeurs des finances et des travaux publics, mais tout le Grand Conseil. Ils se rendraient compte avec nous que l'on ne saurait maintenir plus longtemps cet état de choses intolérable. C'est assez dire combien je partage l'avis de M. Geissbühler.

Nous avons déjà présenté plusieurs projets, soit transitoires, soit définitifs et nous nous sommes heurtés aux arguments de trésorerie. Une nouvelle procédure est en cours. J'espère qu'elle nous permettra de mettre un terme au fameux «provisoire qui dure» souligné par M. Geissbühler.

A M. Gyger, je réponds que nous avons élaboré la programmation, (pour employer un terme du temps) des locaux et des installations pour un bâtiment mixte destiné aux écoles normales de langue allemande et de langue française à Bienne, cela sans préjudice pour l'autonomie des deux institutions. Par contre, dans l'esprit d'une collaboration agissante, nous avons pu dresser ces plans parce que la commune de Bienne, après de longues tractations, a mis à notre disposition un terrain qui remplit les conditions. Dès lors, prochainement nous soumettrons au Conseil-exécutif et au Grand Conseil une demande de crédit d'implantation.

En réponse à M. Villard s'agissant de la démocratisation des études et contre la «médiocratisation», je puis l'assurer que l'accès aux études moyennes supérieures et à l'université pour les économiquement faibles est assuré. Ils bénéficieront de conditions matérielles à tout le moins suffisantes. Je peux en fournir la preuve à M. Villard, mais encore faut-il que parents et élèves concernés adoptent cette voie. Dans ce milieu où il y aurait tellement de possibilités de recrutement, c'est beaucoup plus les moyens de persuasion des intéressés que l'aide financière qui manquent actuellement. J'en parle d'expérience. Quant au nombre de bourses refusées, dont je contrôlerai encore les cas en détail, cela est dû à la situation financière des parents. Pourtant, les critères de base ne sont pas aussi mesquins qu'on voudrait le prétendre, puisque le revenu minimum dans notre canton est fixé à fr. 17 000.—, alors qu'à Genève le revenu minimum est de fr. 12 000.—, et pourtant on dit toujours que dans le canton de Genève on a une politique plus charitable à l'égard des bourses. Le montant des bourses est augmenté chez nous pour chaque frère et soeur du requérant à charge des parents. L'on tient compte des frais extraordinaires de logement ou de pension et de voyages. Je rappelle que nous avons institué une commission qui fonctionnera ces tout prochains temps – je réponds en cela à M. Buchs –. Il n'est pas question, pour revenir sur une remarque formulée par M. Villard, d'imposer au corps enseignant une contrainte quelconque dans sa liberté personnelle et dans son enseignement. Ce que l'on peut souhaiter, nous autres pouvoirs publics, vous et nous, c'est qu'il en soit de même de sa part à l'égard de la conscience de l'enfant. Quant au «vicariat», dont on a beaucoup parlé une fois de plus, je ne puis rien ajouter à ce que j'ai déjà dit à M. Villard. Nous sommes nous-mêmes contraints par la décision prise par le peuple et nous voulons trouver la solution qui sera la meilleure, compatible avec l'attraction que nous souhaitons pour la profession.

M. Boss, qui parle d'expérience, voudrait l'augmentation de classes spéciales pour les enfants retardés. Il a raison. C'est si vrai, que jamais la Direction de l'instruction publique n'a refusé l'ouverture d'une telle classe. Cependant, ce sont les communes qui doivent faire les propositions et déclencher la procédure. C'est dans les communes que doivent être faites l'information et l'orientation aux parents. Dès lors, les commissions d'écoles responsables des promotions ou des non-promotions doivent être mises en face de leurs responsabilités. Nous nous proposons de les leur rappeler.

M. Steffen doit être certainement mal orienté lorsqu'il prétend que l'élève campagnard, pour atteindre le gymnase, doit passer par le pro-gymnase. Je lui serais reconnaissant de vouloir bien me signaler des cas précis, car en effet cette obligation n'existe pas, au contraire. Les écoles secondaires ont la mission légale de préparer directement les futurs gymnasiens. Les commissions des écoles secondaires dans les communes doivent veiller à ce que l'enseignement auxiliaire en latin, mathématiques, deuxième langue, soit régulièrement et valablement dispensé.

Pour ce qui concerne les classes de raccordement préparatoires, nous sommes prêts à maintenir définitivement ces classes. Je suis prêt à étudier aussi la suggestion de M. Buchs, s'agissant des élèves de l'Oberland pour une classe spéciale à Berne, puisqu'il prétend que Langenthal ne serait pas précisément l'endroit idéal pour envoyer des élèves de l'Oberland. Il a demandé des précisions en ce qui concerne l'école française de Berne. Il voudrait exactement savoir ce qui a été dépensé. Nous payons 35 % des frais d'exploitation, c'est-à-dire entre Fr. 110 000.— et Fr. 130 000.—.

Je crois avoir répondu pour l'essentiel aux questions de M. Schürch pour ce qui est des traitements des membres du corps enseignant des écoles normales. Je suis prêt à reprendre la question. Vous savez que la difficulté réside surtout dans le cap à passer sur le plan gouvernemental, dans le fait qu'on ne voudrait pas faire de discriminations entre les différentes catégories de salariés de l'Etat. Je suis néanmoins prêt à examiner cette situation. Pour ce qui concerne le «vicariat», je ne puis que reprendre ce que j'ai dit tout à l'heure à M. Villard. Pour le début de l'année scolaire, je vous ai donné, dans mon introduction, la décision qui a été prise par la conférence des directeurs de l'instruction publique, selon laquelle, et cela à partir de 1972 si les différents états confédérés sont d'accord, le début de l'année scolaire aurait lieu après la fin des vacances de l'été. Ainsi, on pourra régulariser le problème de la pénurie de corps enseignant.

Voilà, M. le Président et Messieurs les députés. Je crois avoir répondu aux questions qui m'ont été posées.

Nous poursuivons la mise en place du nouveau dispositif en matière d'orientation gymnasiale et universitaire. Avec le Département fédéral de l'Intérieur, nous sommes d'avis que cette orientation devrait être subordonnée uniquement à la Direction de l'instruction publique. Il nous paraît en effet douteux de la subordonner à l'orientation professionnelle générale. D'ores et déjà nous savons que l'extension d'un tel service est inévitable et nous espérons pouvoir assurer son fonctionnement dès l'année prochaine, cela conformément à la réponse que nous avions donnée en son temps à la motion de M. Hoffmann.

Toutes choses, Messieurs, qui constituent une partie seulement de nos préoccupations essentielles et qui appellent de grands efforts et des sacrifices inévitables qui requièrent la bonne compréhension du Parlement cantonal comme du Gouvernement.

M. Buchs m'a posé une question très importante tout à l'heure en ce qui concerne les écoles de langue allemande dans le Jura. Ce que je puis préciser, c'est que la création et le maintien d'écoles de langue allemande dans le Jura appartient aux communes. Ce sont en principe les communes qui décident de l'introduction ou du maintien d'une école de langue allemande. Jusqu'à présent, nous n'avons pas encore reçu de la part de ces communes des demandes tendant à modifier la situation actuelle, si ce n'est que pour un seul cas où on s'achemine maintenant vers la modification de l'enseignement en direction de la langue française. Je voudrais dire à ce propos que pour ce qui nous concerne, nous étudions la question avec toute l'attention et l'intérêt voulus. Nous avons demandé un rapport adéquat. Dès que j'en serai en possession, je donnerai un complément d'information à M. Buchs qui voudra bien m'excuser d'avoir omis de lui répondre sur ce point précis.

J'ai encore à répondre à M. Christen. Je voudrais simplement préciser qu'en ce qui concerne l'aide et la sollicitude de l'Etat en faveur des technicums du soir, même s'ils ne sont pas subordonnés à la Direction de l'instruction publique, je les considère comme étant une nécessité. Ils répondent aussi bien à une obligation morale pour ceux qui n'ont pas eu, pour des raisons financières le plus souvent, le privilège de suivre des cours des technicums classiques et pour répondre aussi aux besoins de notre économie en ce qui concerne ses cadres. Je voudrais dire que personnellement je souscris donc entièrement au développement de ces technicums. J'ajoute qu'on pourrait en tout cas les multiplier dans les agglomérations importantes et que lors d'une discussion que j'aurai avec M. le Directeur de l'économie publique, je me permettrai de soutenir ce point de vue.

Genehmigt.

Schulhausanlagen in Belp, Niederwangen (Köniz), Bumbach (Schangnau) und Schüpfen

(Beilage 21, Seite 6 bis 9)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Schorer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

Schulhaus- und Turnanlagen in Münchenbuchsee, Aarwangen, Langnau, Schwendi/Riffenmatt (Guggisberg) und Soyhières

(Beilage 22, Seite 4 bis 11)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Schorer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Interpellation des Herrn Grossrat Mürner; Obliegenheiten bei der Errichtung von Kindergärten

(Siehe Seite 372 hievor)

Mürner. Meine beiden grundsätzlichen Fragen lauten dahin, ob, wenn eine Gemeinde auf die Ausrichtung von Subventionen verzichtet, sie dann beim Bau von Kindergärten noch an die Normalien gebunden sei, und ob bei der Erstellung von Kindergärten in zivilschutzpflichtigen Gemeinden die Pflicht bestehe, gleichzeitig Luftschutzräume zu bauen.

Ich frage dies auf Grund folgender Begebenheiten: In Burgdorf hatten wir im April eine Abstimmung über die Erstellung eines zweiklassigen Kindergartens, mit Fr. 321 000.— Kosten. Das Kreditbegehren wurde mit 749 gegen 986 Stimmen abgelehnt. Die hauptsächlichsten Gründe für die Verwerfung waren folgende. Man hat die Auffassung vertreten, die Kosten seien für einen zweiklassigen Kindergarten viel zu hoch. Man fragte sich, ob es nötig sei, bei einem Kindergartenbau auch Schutzräume zu erstellen.

Für Burgdorf wurden 7 Prozent Beitrag, oder Fr. 21 700.— in Aussicht gestellt. Es fragt sich, ob man nicht besser fahren würde, auf den Beitrag zu verzichten, wenn man sich dafür nicht an die Normalien vom 29. Mai 1953 halten muss.

Zur Frage der Zivilschutzräume: Im Kriegsfall würden die Mütter ihre Kinder wohl kaum in den Kindergarten schicken. Die Kindergärten wären also leer und infolgedessen würden auch die Schutzräume nicht benützt.

Ich danke dem Erziehungsdirektor für die Antwort.

Kohler, Directeur de l'instruction publique, Rapporteur du Conseil-exécutif. L'interpellation de M. Mürner nous permet de préciser les points suivants:

1° En vertu de l'article 18 du décret du 20 septembre 1965 concernant les prestations financières de l'Etat en faveur des écoles enfantines, les mêmes prescriptions que celles régissant l'école primaire s'appliquent en cas de constructions et de transformations en ce qui concerne la gratification et la subvention. Il s'ensuit que la construction d'une école enfantine, qui est subordonnée au décret mentionné, doit être soumise à l'approbation de la Direction de l'instruction publique, même si le propriétaire de cette école renonce au subventionnement. Cette règle découle directement des articles 11 et 12, 4ème alinéa, de la loi sur l'école primaire. La construction de l'école enfantine n'est de ce fait autorisée que si les prescriptions impératives en la matière sont suivies. Cette réglementation est d'ailleurs dans l'intérêt de la commune, car elle fournit la garantie que 30 à 35 élèves au moins pourront être reçus dans une classe aménagée conformément aux directives sans que l'exploitation s'en ressente. Au surplus, l'expérience a démontré que les directives actuellement en vigueur et les principes appliqués en cette matière permettent aussi bien de réaliser des constructions simples par éléments que des constructios conventionnelles. Il appartient évidemment à la commune de choisir la solution qui lui paraît adéquate.

Pour être complet, nous nous devons de préciser que jusqu'à ce jour, nous ne sommes jamais intervenus dans ce domaine auprès d'un jardin d'enfants ayant un caractère exclusivement privé et qui est fréquenté par des élèves en-dessous de l'âge de scolarité. L'exploitation de ces jardins d'enfants n'est en fait pas soumise aux autorisations, car les articles 96 et suivants de la loi sur l'école primaire ne peuvent s'appliquer qu'à des écoles recevant des enfants en âge de scolarité obligatoire. Ces jardins d'enfants existent avant tout dans les localités d'une certaine importance, là où existent déjà des écoles enfantines ayant un caractère officiel ou semi-officiel.

Nous sommes donc d'avis que là où la population est en droit de considérer qu'un jardin d'enfants a un caractère plus ou moins officiel parce que entretenu par une commune et par des oeuvres sociales bénéficiant de l'appui financier d'une commune, dans ce cas donc toute démarche en vue de la construction d'une école enfantine doit être soumise à l'approbation de l'autorité cantonale.

2° En ce qui concerne la deuxième question posée par M. Mürner, nous tenons à signaler que chaque fois qu'une commune s'adresse à nous pour obtenir des renseignements relatifs à la construction d'abris antiaériens, nous la prions de se mettre en rapport avec l'office cantonal de la protection civile. Nous nous efforçons de lui donner les renseignements que nous sommes à même de donner dans un sens évidemment positif. Cette question concerne donc la Direction des affaires militaires. Nous ne voulons pas nous immiscer dans ce domaine qui n'est pas le nôtre, si ce n'est que pour donner des conseils.

Nous ajouterons simplement qu'au cours d'un échange de vues avec des spécialistes de constructions préfabriquées, la question s'est posée de savoir si les abris antiaériens étaient absolument indispensables dans des écoles enfantines, étant donné que ces écoles n'ont pas un caractère obligatoire et qu'elles seraient vraisemblablement fermées en temps de guerre. Pour l'heure, la question reste ouverte. Pour y répondre en toute connaissance de cause, encore faudrait-il savoir si effectivement les jardins d'enfants seraient fermés en temps de guerre et dans ce cas quelles seraient leurs affectations. Voilà la réponse qui nous a été donnée du côté de la Direction militaire. Je ne voudrais pas terminer sans aborder la remarque suivante: Force

nous est de constater, à notre Direction, qu'en ce domaine et surtout dans le domaine de la formation pré-scolaire nous sommes dépourvus de dispositions légales et je pense bien qu'un jour ou l'autre il faudra régler cette question. C'est à cela que nous nous emploierons.

Le président. M. Mürner est autorisé à faire une déclaration s'il est satisfait ou non.

Mürner. Ich bin von der Antwort befriedigt.

Verwaltungsbericht der Kirchendirektion für 1966

Parietti. C'est le 6 juillet dernier qu'en compagnie de mon collègue, M. le député Ischi, j'ai pris contact avec M. le Conseiller d'Etat Moser, et le 1er secrétaire de la Direction des Cultes, M. Gygax.

Nous avons très longuement discuté des nombreux soucis et des problèmes que cette Direction cherche à résoudre par tous les moyens.

Comme le précise le rapport de gestion, les Eglises souffrent d'une inquiétante pénurie d'ecclésiastiques, du fait que trop peu de jeunes gens étudient la théologie, bien qu'ils soient encouragés par l'assouplissement des conditions d'admission à ces études et qu'ils soient assurés également de bénéficier largement des bourses d'études. Il s'agit d'un problème qui devrait être suivi avec attention par les organes responsables.

Il y a eu, pendant l'exercice écoulé, 28 mises au concours de postes d'ecclésiastiques pour l'Eglise réformée, 10 pour l'Eglise catholique romaine et pour l'Eglise catholique chrétienne. En tout, 20 candidats se sont annoncés (14 pour l'Eglise réformée, 5 pour l'Eglise catholique romaine et 1 pour l'Eglise catholique chrétienne).

Il a été procédé à la réélection tacite, pour une nouvelle période de 6 ans, de 63 ecclésiastiques.

Depuis l'entrée en vigueur du décret du 13 mai 1935 sur la circonscription et l'organisation des paroisses catholiques romaines, la population de cette confession s'est considérablement accrue, en particulier par l'arrivée de main-d'oeuvre étrangère.

Un décret a été approuvé par le Grand Conseil, autorisant à Berne la création de 3 nouvelles paroisses.

En raison de l'évolution générale et de l'énorme accroissement du nombre des fidèles, il a fallu recourir à des constructions nouvelles dans les arrondissements extérieurs de la paroisse réformée de Thoune. Il en est résulté de véritables paroisses qui demandaient à s'administrer elles-mêmes. C'est la raison pour laquelle il a été créé une paroisse générale à Thoune, qui a accordé une large autonomie aux cinq paroisses dans leur forme d'organisation, tout en assurant la cohésion entre elles.

C'est dans la séance du 17 novembre 1966 que le Grand Conseil a approuvé un décret élaboré dans ce sens.

La Direction des cultes a eu à traiter diverses demandes tendant à la création de postes complets et de postes auxiliaires en ce qui concerne l'Eglise réformée. Au vu de la pénurie de pasteurs, elle s'est montrée très prudente dans la création de nouveaux postes, estimant à juste titre qu'il n'était pas logique de créer de nouveaux postes qu'il serait difficile, sinon impossible de repourvoir. Finalement, elle a recommandé au Grand Conseil la création de 2 nouveaux postes et la transformation de 2 postes qui existaient déjà, mais comme postes auxiliaires.

Par décret, le Grand Conseil a approuvé ces propositions le 17 novembre 1966.

En ce qui concerne l'Eglise catholique romaine, le Conseil-exécutif a décidé d'instituer à la paroisse de Berthoud un poste auxiliaire sous forme de rectorat.

Aucun changement n'est à signaler en ce qui concerne l'Eglise catholique-chrétienne.

En 1966, 13 mutations sont intervenues, dont 4 installations de curés et 9 de vicaires. 9 nouveaux ecclésiastiques ont été admis dans le service. Il y a eu un cas de mise à la retraite, deux cas de décès de prêtres en fonction et un cas de décès d'un prêtre retraité.

Permettez-moi de vous signaler que c'est en 1936, c'est-à-dire il y a 30 ans, que Mgr. von Streng a été nommé Evêque de Bâle et Lugano. Les rapports entre lui et les représentants de l'Etat de Berne ont toujours été empreints de cordialité.

Disons aussi que les pourparlers avec les organes responsables des trois églises se sont toujours déroulés dans une atmosphère de bonne entente.

Je termine mon rapport en remerciant encore bien sincèrement Messieurs les Conseillers d'Etat Moser et Kohler, ainsi que M. le Secrétaire Gigax et Mlle Löfel pour le travail accompli.

Rohrbach. Der Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission hat eben darauf aufmerksam gemacht, dass die Kirchendirektion ihren Verwaltungsbericht mit dem Satz beginnt: «Der die Kirche schon lange mit Sorgen erfüllende Pfarrermangel hält weiterhin an.» Das ist tatsächlich die grösste Sorge speziell der evangelisch-reformierten Landeskirche. Dieses Problem wurde wiederholt besprochen. Kollege Blaser aus Zäziwil hat im Mai 1965 den Regierungsrat in einem Postulat ersucht zu prüfen, ob nicht ein zweiter Sonderkurs für die Ausbildung von Pfarrern durchgeführt werden könnte, oder ob andere Massnahmen zur Ausbildung von Theologen getroffen werden könnten. Der erste Sonderkurs, mit 26 Teilnehmern, war ohne Zweifel ein Erfolg. Der Verwaltungsbericht der Kirchendirektion deutet jetzt aber an, dass die andern Bemühungen bisher nicht zum Ziel geführt haben. Auch mit dem jetzt eröffneten zweiten Bildungsweg wird der Mangel offenbar nicht behoben werden können. Der Pfarrermangel wird sich im Gegenteil noch verschärfen, was, das müssen wir einmal feststellen, nicht etwa heissen will, dass nicht ein intensives kirchliches Leben bestehe. Aber die Bevölkerungszunahme erfordert die Schaffung neuer Ämter. Wie beim Lehrermangel sind auch beim Pfarrermangel die abgelegenen Gemeinden die Leidtragenden.

Die Fraktion der Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei war immer der Meinung, dass man da nicht tatenlos zuschauen könne, sondern neue Massnahmen erwogen werden müssen. Diese dürfen nicht an finanziellen Erwägungen scheitern. Wir sind froh, dass die Kirchendirektion schreibt: «Das ist ein Problem, das weiterhin die volle Aufmerksamkeit der staatlichen Oberbehörden erheischt.» Es wäre an der Zeit zu erwägen, ob nicht ein zweiter Sonderkurs durchgeführt werden soll.

In dem Zusammenhang darf man einmal ernsthaft prüfen, ob das Studium von drei alten Sprachen noch unbedingt notwendig sei. Gerade ältere, ernsthafte Anwärter, die sich auf ein Theologiestudium umstellen würden, schrecken vor diesem Erfordernis zurück.

Als Not- und Übergangslösung könnte ins Auge gefasst werden, die Pfarrer von Funktionen zu entlasten, die auch ein nicht Theologe ausüben kann, zum Beispiel ein Absolvent einer Schule für soziale Arbeit, wie sie in Gwatt besteht. Grossen Gemeinden kann zugemutet werden, die Besoldung solcher Pfarrhelfer zu übernehmen. Wenn aber kleine Berggemeinden und Landgemeinden, zum Beispiel im Oberland (Gadmen, Innertkirchen, Guttannen usw.) nur noch einen einzigen Pfarrer haben, sollte ihm zur Entlastung ein Helfer zur Seite stehen. Jene Pfarrer haben geographisch ein sehr grosses Gebiet zu betreuen. Es wäre zu erwägen, ob nicht der Staat in diesen oder ähnlichen Fällen etwas zur Besoldung von Pfarrhelfern beitragen könnte. Das würde diese kleineren Gemeinden ein wenig entlasten.

Ich bin der Kirchendirektion dankbar, wenn sie sich anstrengt, die Schwierigkeiten zu bewältigen und neue Massnahmen ins Auge fasst.

Kohler, remplaçant du Directeur des Cultes, rapporteur du Conseil-exécutif. Je voudrais me borner, en guise de conclusion à ce rapport, à constater qu'il existe réellement la paix confessionnelle dans le pays, qu'elle n'est d'ailleurs contestée par personne, ce qui pour nous est une occasion de nous réjouir.

M. Rohrbach a fait allusion à la pénurie qui règne actuellement dans le corps pastoral. Il a évoqué les cours spéciaux qui ont été organisés, la 2ème voie de formation qui, l'un comme l'autre ne satisfont encore pas aux besoins. Il faut constater qu'effectivement c'est là une lacune à laquelle je m'efforcerai, pour ma part, de trouver les remèdes. Dans nos relations avec la Faculté de théologie, il nous arrive souvent de discuter de cet important problème et, avec le Doyen et la délégation de la faculté, il nous est arrivé d'aborder les moyens que l'on pourrait solliciter. Je veux espérer – j'en donnerai communication à M. le Conseiller d'Etat Moser – que nous trouverons les solutions qui s'imposent. Je dois préciser que pour ce qui concerne la partie catholique du canton, la même situation existe. On a dû faire appel à ce que j'appellerai un personnel laïc, d'une part, par l'instauration des postes de diacres, etc., et de serviteurs laïcs de la cause religieuse. Il faudra peut-être bien se résoudre à envisager le groupement de plusieurs paroisses en une seule pour la bonne raison qu'on ne dispose pas suffisamment de membre du corps pastoral, que ce soient pasteurs ou prêtres. J'espère, en tant que laïc, avoir donné satisfaction à M. Rohrbach. Je ferai l'impossible pour trouver les solutions qu'il revendique.

Genehmigt.

Dekret, betreffend die Gebühren des Verwaltungsgerichts

(Siehe Nr. 27 der Beilagen)

Eintretensfrage

Voisin. Rapporteur de la Commission de justice. J'ai le mandat, au nom de la Commission de justice, de vous donner quelques explications au sujet du décret qui vous est soumis, concernant les émoluments du Tribunal administratif. Il s'agit bien ici d'une proposition de la Direction de justice, proposition qui, lors de la séance de la commission, a été adoptée. En cette période où les finances cantonales traversent une crise, nous devons être conscients et chercher à équilibrer notre ménage cantonal. Le décret qui vous est proposé découle de l'application de l'article 86, 3ème alinéa, de la loi du 22 octobre 1961 sur la justice administrative. Si l'on parcourt l'article premier, on se rend bien compte que ledit tribunal a la faculté d'appliquer des émoluments selon certains articles de cette loi, qui peuvent variés entre fr. 5.— et fr. 1000.—, selon qu'il s'agit de plaintes, de recours ou de requêtes. Les tarifs en cours remontent au 9 novembre 1948. Ils étaient basés sur l'article 39 de la loi du 31 octobre 1909, qui fut remplacée par celle du 22 octobre 1961, entrée en vigueur le premier janvier 1962.

Après une étude et un examen détaillés, M. le Président du tribunal administratif a fait valoir à la Direction de justice l'avis qu'une majoration était justifiée. Les articles de ce décret contiennent toutefois certaines réserves; par exemple, si en cours de procédure le retrait ou le désistement est demandé, le tribunal administratif pourra réduire de moitié les frais d'émoluments. Suivant l'article 4, cette instance peut exiger des avances des parties en cause.

Qu'il me soit permis, en conclusion, de vous rappeler la dévaluation de notre monnaie qui chaque jour s'affaiblit. Après ces quelques considérations, la Commission de justice vous recommande l'adoption du décret.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

Detailberatung

Art. 1 bis 7

Angenommen.

Titel und Ingress

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme
des Dekretsentwurfes ..... Einstimmigkeit

Dekret, betreffend die Organisation des Betreibungsamtes und des Konkursamtes des Amtsbezirkes Bern

(Siehe Nr. 28 der Beilagen)

Haegeli (Bern), Berichterstatter. Das Bundesgesetz vom 11. April 1889 über Schuldbetreibung und Konkurs bestimmt in den Artikeln 1 bis 4, dass das Gebiet jedes Kantons für die Durchführung der Schuldbetreibungen und der Konkurse einen oder mehrere Kreise bilde, dass die Kantone Zahl und Grösse dieser Kreise bestimmen, dass in jedem Betreibungskreis ein Betreibungsamt und in jedem Konkurskreis ein Konkursamt bestehen müsse und dass die Verrichtungen des Betreibungs- und Konkursamtes der nämlichen Amsstelle übertragen werden können.

Der § 1 des bernischen Einführungsgesetzes vom 18. Oktober 1891 zum vorerwähnten Bundesgesetz bestimmt, dass die Amtsbezirke die einheitlichen Kreise für die Durchführung der Schuldbetreibungen und Konkurse bilden. Im Falle des Bedürfnisses können grössere oder stark bevölkerte Amtsbezirke durch Beschluss des Grossen Rates in mehrere Kreise eingeteilt werden.

Gestützt auf diese gesetzlichen Grundlagen wurde mit Wirkung ab 1. Januar 1892 der Amtsbezirk Bern in zwei Betreibungs- und Konkurskreise eingeteilt, nämlich Bern-Stadt, umfassend die Einwohnergemeinde Bern, und Bern-Land, umfassend die übrigen Einwohnergemeinden des Amtsbezirkes.

Die anwachsenden Aufgaben dieser Amtsstellen machten wiederholt eine Dekretsänderung notwendig. So wurde dasselbe am 28. Mai 1913, am 14. September 1922, am 16. November 1933 und letztmals infolge starker Zunahme der Arbeitslast auf dem Betreibungssektor am 19. November 1956 revidiert. Seit 1956 hat es im Amtsbezirk Bern ein Konkursamt, ein Betreibungsamt I, umfassend das Gebiet rechts der Aare sowie die innere Stadt bis zum Bahnhof, und ein Betreibungsamt II, umfassend das Gebiet links der Aare, ohne innere Stadt, gegeben.

Mit diesen Ausführungen soll dargetan sein, dass die Organisation des Betreibungs- und Konkursamtes des Amtbezirks Bern wiederholt den veränderten Verhältnissen angepasst werden musste.

Während im Jahre 1956 die Einteilung in zwei Betreibungskreise begründet war, fallen diese Gründe heute weg. Die Geschäftslast weist eine sinkende Tendenz auf, die die Aufrechterhaltung von zwei Betreibungsämtern nicht mehr rechtfertigt, sondern vielmehr für die Zusammenlegung der Betreibungsämter I und II spricht. Wir sind daher der Regierung dankbar, dass sie uns im Sinne der Rationalisierung die Vereinigung der beiden Betreibungsämter vorschlägt.

Bisher bestanden 12 Unterabteilungen, die nach der Zusammenlegung der beiden Betreibungsämter auf 6 reduziert werden können. Dank des Rückganges der Arbeitslast soll diese betriebsinterne Konzentration durchgeführt werden.

Schon in den letzten Jahren konnten auf den bisherigen beiden Betreibungsämtern 8 Arbeitskräfte eingespart werden. Eine weitere Reduktion des Personalbestandes sollte nach der Zusammenlegung der beiden bisherigen Ämter in ein Amt möglich sein.

Gestützt auf diese Ausführungen beantrage ich namens der Justizkommission, auf das Dekret einzutreten und der Zusammenlegung der beiden Betreibungsämter im Amtsbezirk Bern zuzustimmen.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

Detailberatung

Art. 1

Haegeli (Bern), Berichterstatter. In diesem Artikel wird die Zusammenlegung der bisherigen beiden Betreibungsämter festgelegt, indem für die Durchführung der Schuldbetreibungen ein einziges Betreibungsamt und für die Durchführung der Konkurse nur ein Konkursamt geschaffen ist. Durch die Wahl von zwei Betreibungs- und Konkursbeamten soll wie bisher die Möglichkeit offengehalten werden, die Gewählten durch die Aufsichtsbehörde so einzusetzen, wie es den Fähigkeiten der Beamten entspricht.

Angenommen.

Art. 2

Angenommen.

Art. 3

Haegeli (Bern), Berichterstatter. Zu diesem Artikel ist zu bemerken, dass zurzeit nicht vorgesehen ist, dem Betreibungsbeamten einen Adjunkten beizugeben.

Sollte aber die Arbeitslast auf dem Betreibungsamte Bern wieder zunehmen, was wir nicht hoffen, aber nicht ausgeschlossen werden kann, ist vorgesehen, dass der Regierungsrat, ohne eine erneute Dekretsänderung beantragen zu müssen, dem Betreibungsbeamten einen Adjunkten beigeben kann.

Angenommen.

Art. 4 und 5

Angenommen.

Titel und Ingress

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme
des Dekretsentwurfes ..... Einstimmigkeit

Verwaltungsbericht der Justizdirektion für 1966

Dürig, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Anstelle des heute leider an der Sitzungsteilnahme verhinderten Kollegen Horst habe ich die Berichterstattung über die Justizdirektion

zu übernehmen. Kollege Horst und der Sprechende haben am 14. August die Justizdirektion besucht. Wir sind vom Justizdirektor und seinem ersten Sekretär, Fürsprecher Stucki, empfangen worden.

Vorweg pflegten wir eine Aussprache allgemeiner Art über die Organisation der Justizdirektion. Dabei zeigte sich, dass durch eine knappere Zusammenfassung der Verwaltungsberichte kein Nachteil entstanden ist.

Da der Justizdirektion auch die Bezirksverwaltungen unterstellt sind, hat sich diese auch mit dem Bau bzw. dem Unterhalt der Gebäude unserer Bezirksverwaltungen zu befassen. Dass dabei das Amthaus Bern ein erneutes Mal zur Diskussion kam wird keinen hier im Saale überraschen. Das bestehende Amthaus Bern wurde ja bereits im Jahre 1943 an die Eidgenossenschaft verkauft, allerdings unter dem Vorbehalt mit dem Kaufübergang an den Bund im Zeitpunkt wo das neue Amthaus Bern erstellt sein wird. Für den Kanton Bern kann es fast als Glück bezeichnet werden, dass noch kein neues Gebäude erstellt wurde, denn der Kaufpreis wurde damals doch etwas zu bescheiden angesetzt. Bereits bei der Behandlung des Verwaltungsberichtes wurden der Baudirektion Fragen gestellt die der Herr Baudirektor beantwortet hat. Ich möchte das nicht wiederholen. Es zeichnen sich Lösungen ab, die für den Kanton tragbar sein werden.

Wir erlaubten uns auch die Frage zu stellen, wie es sich verhalte in bezug auf die Schaffung eines selbständigen Versicherungsgerichtes. Bis jetzt ist noch kein Entscheid darüber gefällt worden, ob ein eigenes, selbständiges Versicherungsgericht geschaffen werden soll, oder ob dasselbe dem Verwaltungsgericht zu unterstellen sei. Es ist zu wünschen, dass dem Grossen Rate demnächst eine entsprechende Vorlage unterbreitet wird, denn der Sprechende weiss aus eigener Erfahrung, dass sich Händel vor dem Versicherungsgericht zufolge Überlastung unserer Oberrichter ausserordentlich in die Länge ziehen.

Wir erkundigten uns auch, wie es stehe mit der Ausbildung von Juristen, da seit einiger Zeit verschiedene Gerichtsschreiberstellen im Kanton Bern nicht besetzt werden konnten. Die Justizdirektion sucht auch hier nach gewissen Entlastungsmöglichkeiten. Es bestehen anderseits auch Aussichten, dass der Mangel an Juristen doch bald einmal überwunden werden kann. Es wäre auch zu prüfen, ob wirklich überall da ein Zwist notwendig ist, wo man bisher glaubte, einen solchen einsetzen zu müssen.

Der Herr Justizdirektor hat uns auch über eventuell mögliche Rationalisierungen in gewissen Bezirksverwaltungen orientiert. Diese durchzuführen bedingt aber entsprechende Änderungen von Gesetzen oder Dekreten.

Wir haben uns auch über das Heim für Jugendliche unterhalten, das in Röhrswil erstellt werden soll. Auch hier zeigt es sich, dass eine tragbare Lösung gefunden werden kann.

Wir hatten dann Gelegenheit die Bezirksverwaltung in Delsberg zu besichtigen. Mit Ausnahme der Gerichtsverwaltung ist dieselbe in schönen, neuen und zweckmässigen Räumen untergebracht. Das alte Gerichtsgebäude bedarf aber dringender Renovation, denn was uns da gezeigt wurde, darf nicht mehr länger verantwortet werden. In Delsberg muss ja demnächst der zweite Gerichtspräsident eingesetzt werden können. – Auch das Bezirksgefängnis ist in einem bedenklichen Zustand. Dasselbe soll im Zuge der Umbauten mit einbezogen werden.

Die Bezirksverwaltung in Courtelary wurde 1947 renoviert. Leider wurde damals nicht gleich eine Zentralheizung eingebaut, was nun ebenfalls nachgeholt werden soll.

Abschliessend möchte ich im Namen der Staatswirtschaftskommission dem Herrn Justizdirektor und allen seinen Mitarbeitern für ihre im Berichtsjahr geleistete Arbeit bestens danken. Ihnen, meine Herren, beantrage ich im Namen der Staatswirtschaftskommission, den Verwaltungsbericht pro 1966 gutzuheissen.

Schädelin. Ich bin über einige Sätze auf Seite 10, betreffend die Anklagekammer, erschrocken. Sehr offen wird berichtet, dass in einem Ehrverletzungsfall vom Untersuchungsrichter eine telefonische Überwachung verlangt wurde. Diese wurde zuerst von der PTT abgelehnt. Erst nach Stellungnahme der Anklagekammer wurde die Überwachung angeordnet, weil es sich um einen ausserordentlich schwerwiegenden Fall handle. Als Rechtfertigung steht nachher, tatsächlich habe der Täter daraufhin schnell eruiert werden können. Am Schluss des Abschnittes steht als Beruhigung, dass die Untersuchungsrichter im Bernerland die Aufhebung des PTT-Geheimnisses mit der gebotenen Zurückhaltung ausüben. – Ich will nicht eine Diskussion darüber entfachen, wie sie beim Bund stattgefunden hat. Wer die dortigen Diskussionen verfolgte, gelangte zur Überzeugung, dass die Telefonüberwachung nur in allerschwersten Fällen angeordnet wird. Während der Zeit, in der ich die Polizeidirektion der Stadt Bern zu führen hatte, habe ich auf Anfragen jeweilen erklären können, zur Telefonüberwachung greife man nur, wenn es darum gehe, Verbrechen zu verhüten oder zu ahnden, wenn es also um ausserordentlich schwere Tatbestände gehe. Darum werden Sie es verstehen, dass man erschrickt, zu lesen, dass in einem Ehrverletzungshandel die Telefonüberwachung angeordnet wurde. Der Handel mag für die Öffentlichkeit peinlich oder schwerwiegend, für die Betroffenen noch schwerwiegender sein, aber um ein schweres, gemeines Verbrechen, wo Menschenleben auf dem Spiele stehen, handelt es sich nicht. Ist dem Justizdirektor der Fall bekannt? Wenn Ja, wäre es vielleicht gut, von ihm einige Sätze darüber zu hören, in der Hoffnung, er könne uns beruhigen. Wenn Nein, wäre man froh, wenn der Justizdirektor diesen paar Ausführungen seine Aufmerksamkeit widmen würde, denn bei der Telefonüberwachung geht es nicht mehr um eine Frage, die die Justizbehörden allein beschlägt, sondern das ist eine hoch politische Frage. Die Individualsphäre des Bürgers steht auf dem Spiel, und diese muss mindestens so sehr geschont werden wie das Privateigentum.

Villard. Je serai aussi bref que possible, mais je voudrais tout de même poser quelques questions au sujet de la Direction de justice. Tout d'abord, qu'en est-il de la revision du code de procédure pénal? Nous voyons, en consultant les jour-

naux, que le Grand Conseil vaudois, par exemple, a mis cette question en chantier. Je ne vois pas pourquoi nous serions les derniers en cette affaire. Il y aurait des progrès à réaliser dans ce domaine. Qu'en est-il aussi de la question très controversée des certificats de moralité? Je sais qu'il y a eu à ce sujet une motion de notre collègue M. Bratschi. Personnellement, je pense qu'un agent assermenté n'est pas forcément apte à juger de vos opinions politiques, de votre activité dans le domaine civique ou même de votre attitude à l'égard de problèmes internationaux. J'en viens à une expérience personnelle: Un de ces certificats de moralité qui me concerne me reprochait par exemple ma critique à l'égard de la gestion du Département militaire à l'époque des mirages et mon opinion à l'égard de M. Chaudet. Je me demande ce que de telles considérations viennent faire dans un certificat de moralité. L'opinion d'un agent souvent sulbaterne, c'est pourquoi je ne lui en veux pas, sur des problèmes dont il n'a peut-être pas saisi la portée, ne saurait, me semble-t-il, faire foi pour des magistrats haut placés. Ma question est donc de savoir dans quelle mesure un agent a le droit de faire état dans un tel certificat des opinions politiques professées en vertu des droits que reconnaît la Constitution à chaque citoyen. Un mot encore au sujet des installations de préfectures, c'est-à-dire des prisons qui sont fort diversement aménagées, nous le savons, ce qui est une injustice dans bien des cas. Mais il n'y a pas que le problème des constructions; il y a le problème du régime appliqué dans ces prisons. D'autre part, le traitement n'est souvent pas le même d'une personne à l'autre. Certaines personnes peuvent subir leur peine dans un pénitencier autre que celui de leur district. C'est ainsi que certain passe ses vacances forcées à Cerlier où le confort serait plus grand qu'à Bienne, ou à Wimmis où les barreaux seraient moins déprimants. Il y a quelques années, un Biennois qui avait obtenu la faveur de purger sa peine à Porrentruy avait même pris part à une fête de chant. Ceux qui s'étaient trouvés dans un pénitencier avec un banquier ont raconté que ce pensionnaire de marque avait bénéficié de faveurs spéciales.

Une autre question au sujet du cas malheureux de Jacob B. qui a subi 18 mois de détention préventive. Il a ensuite été condamné à 11 mois de prison. La préventive a duré aussi longtemps, car durant toute l'instruction de son affaire il a été très réticent. Le doute profitant à l'assusé, il a été libéré. Il me semble qu'on soit allé un peu loin dans ce cas.

Je voudrais dire que ces critiques ne sont pas faites dans le sens de nier le grand travail fourni par les juges. Nous savons qu'ils sont surchargés, mais enfin il y a des cas où il faudrait avoir l'oeil plus ouvert. Je pense précisément au cas soumis à la Cour suprême. Un verdict de condamnation avec sursis a été prononcé. Ensuite le Procureur général a cassé ce verdict et a transmis la chose au Tribunal fédéral. La conséquence est qu'une famille est ruinée, qu'un homme perd sa place et que la vie de famille est détruite parce qu'on n'a pas accordé une chance à cet homme. Et tout cela à cause d'une infraction minime à la loi sur la circulation routière.

Il y a aussi le cas soumis au Président du Grand Conseil, celui de Walter Zürcher. C'est un homme qui a subi une douzaine d'opérations. Je pense qu'on aurait tout à gagner de cesser les poursuites à son égard pour récupérer les sommes qu'il conteste.

Kopp. Auf Seite 88 des Verwaltungsberichtes steht unter dem Kapitel Jugendanwaltschaften eine ziemlich optimistische Meinungsäusserung, nämlich im Satz: «Es kann und darf daher nicht von einer eigentlichen und wesentlichen Zunahme der Jugendkriminalität gesprochen werden.» Dieser Satz trifft nicht zu auf die Gesamtstatistik, die sich auf der gleichen Seite befindet. Danach hat sich die Zahl der Diebstahlsdelikte erheblich erhöht. Ich will mich zur Zahl der Sittlichkeitsdelikte äussern. Die haben bei den Jugendlichen erheblich zugenommen. Ich habe in einer Interpellation den seinerzeitigen Justizdirektor Tschumi gefragt, was zur Bekämpfung der Sittlichkeitsdelikte vorzukehren wäre. Ich frage das auch den jetzigen Justizdirektor. Was ist seit der Behandlung meiner Interpellation geschehen, und welche Bekämpfungsmöglichkeiten sieht er? Die Ursache dieser Delikte ist bei Kindern und Jugendlichen meist der Mangel an Aufsicht. In letzter Zeit sind schwerwiegende Fälle von Sittlichkeitsdelikten Jugendlicher vorgekommen. Das hat mich zu meiner Anfrage bewogen.

Wäre es nicht am Platz, wieder einmal einen Appell an die Eltern, an die Schulen und Kirchen zu richten, dieser Gefahr grössere Bedeutung beizumessen? Es ist deprimierend zu sehen, dass durch Nachlässigkeit und Uneinsichtigkeit junge Leute in diese Delikte hineingetrieben werden.

Jaberg, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Vom Referenten wurde das Problem des Amthauses angeschnitten und beigefügt, man habe das schon beim Abschnitt Baudirektion behandelt. Ich glaube daher darauf verzichten zu können, hierüber auch noch zu sprechen. Vorbereitungen sind im Gange; wenn die Finanzen zur Verfügung gestellt werden, so werden wir das Problem endlich wenigstens etappenweise lösen. Vor allem die Gefängnisse sind in unzeitgemässem Zustand, und dort ist die Verbesserung besonders dringlich. Man hat versucht, die gröbsten Mängel zu korrigieren, indem man mit einem Kredit von Fr. 13 000.— gewisse sanitäre Einrichtungen etwas verbessert hat. Eine richtige Sanierung kann erst eintreten, wenn wir das ganze Projekt an die Hand nehmen können.

Die Vorlage betreffend das Versicherungsgericht ist noch nicht bereit; wir hoffen aber, in der Februarsession den Entwurf vorlegen zu können. Wir haben zu entscheiden, ob man zwei verschiedene Gerichte schaffen will, indem man das Verwaltungsgericht als solches bestehen lässt und daneben als administrativ selbständiges Gericht ein Sozialversicherungsgericht schafft. Die andere Möglichkeit bestünde darin, beide Gerichte administrativ zusammenzulegen und dann Unterabteilungen zu bilden, die weitgehend selbständig wären. Das müssen wir prüfen. Nach Ausarbeitung eines Vorentwurfes muss eine ausserparlamentarische Kommission eingesetzt werden, damit die Angelegenheit auf breiter Basis diskutiert wird - Wir müssen bei der Lösung dieser Frage immer

darauf Rücksicht nehmen, dass in den Gerichten beide Landessprachen vertreten sind. Wenn ein Gericht drei oder vier hauptamtliche Richter hätte, was hier der Fall sein könnte, wenn wir die beiden Gerichte zusammenlegen, könnte ein ständiger Richter französischer Sprache eingesetzt werden, der dann die welschen Geschäfte behandeln würde. Auch in der Kanzlei könnte die entsprechende Organisation getroffen werden. Unter diesem Gesichtspunkt müsste man eher die Lösung mit einem einzigen Gericht ins Auge fassen. Die beiden Abteilungen wären dann in bezug auf die Kanzleien usw. zusammengelegt, und sowohl bei der Verwaltungsabteilung wie bei der Sozialversicherungsabteilung könnte ein welscher Richter die welschen Geschäfte bearbeiten.

Es wurde gefragt, ob man in Folge des Mangels an Juristen gewisse Stellen nicht mehr mit Juristen besetzen sollte, die gegenwärtig noch mit solchen besetzt sind. Bei der Beantwortung der Interpellation Hügi werde ich darauf zu sprechen kommen. Es wäre Verschiedenes zu ändern, aber Voraussetzung für die Rationalisierung in verschiedenen Punkten wären einige Gesetzesänderungen, und diese müssen wir ins Auge fassen. Immerhin, zum Teil wären die gesetzlichen Grundlagen schon vorhanden.

Bei den erstinstanzlichen Gerichten sind wir an die Einteilung der Amtsbezirke gebunden, deren Grösse und Geschäftslast sehr unterschiedlich ist. Wir haben einmal mit dem Obergericht versucht, ein System auszuarbeiten, welches erlaubt, die Arbeitslast zu bewerten. Es ist erstaunlich, wie gross die Unterschiede sind. Wir haben ein Punktsystem eingeführt, um die Arbeitsbelastung zu messen. Der Amtsbezirk mit der kleinsten Belastung wies ca. 400 Punkte auf, der mit der obersten Belastung, mit auch nur einem Richter, 2400 Punkte, wobei allerdings beim erstgenannten Bezirk die Zusammenlegung mit dem Statthalteramt besteht. Ich wollte nur andeuten, wie stark unsere Rationalisierungsbestrebungen durch das Bestehen der Amtsbezirke erschwert werden. Ich glaube nicht, dass man Aussicht auf Erfolg hätte, wenn man daran etwas ändern wollte. Insbesondere die Bezirke, die geschichtlich gewachsen sind, werden niemals einverstanden sein, dass man Änderungen vornimmt. Man muss die Lösung eher so suchen, dass man für kleine Amtsbezirke, wo Juristen nötig sind, die Personalunion anstrebt. Das machen wir schon heute. Zum Beispiel in Frutigen ist das Amt des Gerichtsschreibers mit dem Grundbuchverwalter zusammengelegt. Der Gerichtsschreiber hat sich dort für dieses Amt gemeldet, und die Kombination scheint gut zu funktionieren. Ähnliches haben wir an andern Orten. Man denkt daran, für zwei kleinere Amtsbezirke einen gemeinsamen Gerichtsschreiber einzusetzen, usw. Diese Frage werden wir weiter verfolgen.

Im übrigen schreibt das Gesetz gerade für diese Stellen vor, dass die Inhaber ein bernisches Fürsprech- oder Notariatspatent haben müssen. Es liegt daher nicht im Ermessen der Wahlbehörde, ob sie einen Nichtjuristen wählen wolle. Allerdings, zum Beispiel im Amt Bern, hat man die Sekretäre, für die keine solchen Vorschriften bestehen, im Laufe der Jahre unter dem Druck des Juristenmangels mehr oder weniger alle gegen Nichtjuristen auswechseln müssen und hat damit, wie die Richter in ihren Jahresberichten schreiben, keine schlechten Erfahrungen gemacht. Wir wollen das weiter verfolgen und werden Ihnen, soweit nötig, entsprechende Vorlagen unterbreiten. Im übrigen wollen wir, soweit es in unserer Kompetenz liegt, die nötigen Rationalisierungen durchführen.

Mit Bezug auf Rörswil kann ich kurz sagen, dass wir zusammen mit der Baudirektion und dem Architekten das ganze Projekt neu überarbeitet haben. Wir sind sicher, dass wir in der Maisession neue Projekte vorlegen können. Für die gleichen Kosten, die für das ursprüngliche Projekt, das nur die Beobachtungsstation umfasste, vorgesehen waren, können wir voraussichtlich auch ein halboffenes Heim bauen. In der Zwischenzeit sind neue Subventionierungsbestimmungen des Bundes geschaffen worden. Wir werden, wenn wir das gesamte Projekt vorlegen können, es dem Bund als neues Projekt unterbreiten und von den neuen, günstigeren Subventionsbestimmungen profitieren, so dass gesamthaft gesehen der Kanton mit dem Gesamtprojekt eher weniger belastet wird als es beim Teilprojekt der Fall gewesen wäre.

Das Projekt für Delsberg wird dem Grossen Rat in nächster Zeit vorgelegt. Courtelary müssen wir in unser Dringlichkeitsprogramm einstufen. Insbesondere im alten Kanton haben wir eine ganze Reihe von renovationsbedürftigen Amtshäusern. Zu diesen gehören auch die Bezirksgefängnisse, die dringend erneuert werden sollten. Aber wir müssen uns nach der Decke strecken. Mit der Verwirklichung des Projektes von Delsberg sind alle Amtshäuser im Jura entweder neu erstellt oder renoviert. Courtelary kam zuerst an die Reihe. Das wäre der zweite Umgang, der im Jura zur Diskussion steht. Auf Seite 1 des Verwaltungsberichtes sehen Sie, dass im alten Kantonsteil vieles noch nicht so weit ist wie im Jura.

Über die Telefonüberwachung, die Herr Grossrat Schädelin beanstandet, bin ich im Einzelnen nicht orientiert. Ich weiss nicht, wie schwerwiegend jener Ehrverletzungsfall war. Zuständig für die Anordnung der Überwachung ist der Untersuchungsrichter. Die gesetzlichen Bestimmungen hiefür werden zurzeit bei der Eidgenossenschaft revidiert. Es besteht die Tendenz, nur noch eine Instanz des Kantons, möglichst eine obere, als für die Anordnung der Telefonkontrolle zuständig zu erklären. Man hofft damit zu erreichen, dass in den Fällen, wo die Überwachung in Anbetracht der Rechtsgüter, die gegeneinander abzuwägen sind, nicht angemessen erscheint, diese unterbleibe. Vorläufig sind noch die Untersuchungsrichter und die Gerichtspräsidenten zuständig. Gegen eine solche Anordnung kann im Beschwerdeweg an die Anklagekammer gelangt werden. Wahrscheinlich hat Herr Grossrat Schädelin einen solchen Fall anvisiert. Ich werde seine Bemerkungen zur gutfindenden Verwendung an die Anklagekammer weiterleiten. Nach dem Grundsatz der Gewaltentrennung dürfen wir als Verwaltung dem Gericht nicht in die Funktionen hineinreden, die ihm übertragen sind.

Herr Grossrat Villard hat sich über die Revision des Strafverfahrens erkundigt und gesagt,

andernorts sei die Revision schon durchgeführt. Um solche Vergleiche anzustellen, müsste man wissen,wie alt andernorts die Strafverfahren waren. Das bernische Strafverfahren datiert aus dem Jahre 1928. Der damalige Entwurf stammte von Professor Thormann, und das Gesetz gilt gesamthaft als sehr modern. Das schliesst nicht aus, dass durch die Entwicklung in der Gesetzgebung immer wieder Revisionsfragen auftauchen. Letztmals revidierte man das Gesetz im Jahr 1952. Der Grosse Rat hat in verschiedenen Motionen die Regierung beauftragt, einzelne Punkte zu revidieren. Ich verweise auf die Presseprozesse (obligatorische Zuständigkeit der Geschworenengerichte). – Wir möchten nicht einzelne Punkte herausgreifen, und dann in ein bis zwei Jahren wieder mit einem Revisionsentwurf an Sie gelangen, sondern möchten all die Punkte zusammenfassen, die zu ändern sind. Ich verweise darauf, dass in der Eidgenossenschaft der Entwurf für die Teilrevision des Strafgesetzbuches bei der parlamentarischen Kommission liegt. In nächster Zeit ist diese Revision zu erwarten. Ferner wird demnächst beim Bund das Gesetz über die Ordnungsbussen verabschiedet. Durch die Gesamtrevision des Strassenverkehrsgesetzes wird auch inbezug auf das Strafverfahren eine neue Situation entstehen, das heisst wir werden in unserem Strafverfahren Verschiedenes anpassen müssen. Das möchten wir dann vorkehren, wenn der ganze Komplex beieinander ist. In ein bis zwei Jahren wird das wahrscheinlich der Fall sein.

Leumundsberichte: Die Motion Bratschi ist noch nicht erledigt. Wir haben im Jahresbericht gesagt, sie sei seit längerer Zeit bei der Polizeidirektion zum Mitbericht. Wir werden dort reklamieren und dann das Weitere veranlassen. Es geht um ein ziemlich schwieriges Rechtsgebiet, weil sich wahrscheinlich nur schwer durch Rezepte genau festlegen lässt, was in den Leumundsbericht hinein soll. Für die Beurteilung dieser Frage ist nämlich auch der Zweck des Leumundsberichtes wichtig. Sie wissen, dass nach dem schweizerischen Strafgesetzbuch die persönlichen Lebensverhältnisse jedes Angeschuldigten gründlich abgeklärt werden sollen; diese erstrecken sich auf eine ganze Reihe von Lebensbereichen (privates Leben, politische Tätigkeiten) und je nach der Art des Deliktes, das zur Beurteilung steht, wird man über das eine oder andere einen Bericht einholen müssen. Ich glaube, man kann hier nicht allzu stark schematisieren. – Herr Grossrat Villard hat auf seinen eigenen Fall angespielt. Er hat seinerzeit gegen einen Leumundsbericht, der über ihn eingeholt worden war, eine Beschwerde eingereicht. – Gerade der Fall hat gezeigt, wie schwer es ist, die Grenzen eindeutig abzustecken. Die Berichterstatter – das sind in der Regel unsere Polizeiorgane – müssen ihre Vertrauensleute konsultieren und können nachher nicht in jedem einzelnen Fall noch alles verifizieren, sondern sie können der Behörde, der sie den Bericht abliefern müssen, nur sagen, sie hätten das und das gehört, hätten es aber nicht überprüfen können. Wenn man weitergehen wollte, müsste man einen Apparat ausbauen, der sich wahrscheilich nicht verantworten liesse. Aber auch diese Frage will man weiter verfolgen, und ich sichere Herrn Grossrat Villard zu, dass wir diesen Punkt einem Ende zuführen werden.

Wir verbinden die Modernisierung der Bezirksgefängnisse – diese befinden sich in den Amtshäusern – mit der Renovation der Amtshäuser. Wir haben eine Reihe derselben schon erneuert und bei der Gelegenheit jeweilen auch die Bezirksgefängnisse modernisiert. Was noch nicht verbessert wurde, steht bei uns in einem Dringlichkeitsplan in Vorbereitung. Neben Delsberg wird als nächstes Aarberg an die Reihe kommen. Vom Amthaus Bern habe ich schon gesprochen. Unser Ziel besteht darin, im Laufe der Zeit alle Bezirksgefängnisse moderner zu gestalten.

Herr Grossrat Villard bemängelt, dass man beim Strafvollzug wegen Fahrens in angetrunkenem Zustand den Verurteilten erlaube, die Strafe zum Beispiel in Erlach oder Trachselwald, statt in Bern zu verbüssen. Das hängt wahrscheinlich damit zusammen, dass man den Delinquenten ermöglichen will, soweit der Platz es gestattet, die Strafe in einem renovierten Gefängnis zu verbüssen, damit das eben unter möglichst menschenwürdigen Umständen geschieht. Die Polizeidirektion ist zuständig, in jedem einzelnen Fall auf Gesuch hin zu bestimmen, wo die Strafe zu verbüssen ist. – Wenn ich Herrn Villard recht verstanden habe, hat er gesagt, es werde bewilligt, dass Strafen, die mehr als 30 Tage dauern, auf Grund der Zustimmung der Polizeidirektion in Bezirksgefängnissen verbüsst werden. Herr Villard müsste einen konkreten Fall nennen, denn von einer solchen Praxis ist mir nichts bekannt, und ausserdem wäre die Polizeidirektion zuständig. Stellvertretungsweise darf ich erläutern, dass, wenn einer durch mehrere Urteile zu gesamthaft mehr als 30 Tagen verurteilt worden ist, sich der Strafvollzug nicht gemäss Addition der Straftage, sondern gemäss jedem einzelnen Urteil allein entscheidet. Darum ist es möglich, dass eine Strafe von mehr als 30 Tagen nicht in Witzwil, sondern im Bezirksgefängnis verbüsst wird.

Herr Villard hat den Fall zitiert, dass jemand 18 Monate in Untersuchungshaft war, die Gefängnisstrafe dann aber nur 11 Monate betrug. Ohne das Dossier zu kennen, kann man sich darüber nicht wohl äussern. Man müsste im Einzelfall schauen, ob die Dauer der Untersuchungshaft durch die Umstände gerechtfertigt war. Es ist denkbar, dass Anschuldigungen für schwere Delikte vorlagen, die, wenn sie bewiesen worden wären, längere Gefängnisstrafen zur Folge gehabt hätten, dass aber am Schlusse eine Reihe von Freisprüchen eintritt, sodass die Freiheitsstrafe von geringerer Dauer ist als die Untersuchungshaft. In extremen Fällen kann sogar ein Freispruch auf der ganzen Linie erfolgen, und dann besteht überhaupt keine Möglichkeit der Kompensation mit Untersuchungshaft. Dann stellt sich die Frage, ob dem Betreffenden für die erlittenen Nachteile eine Entschädigung auszurichten sei. Diese Frage wird gestützt auf gesetzliche Bestimmungen entschieden: Wenn der Betreffende schuldhaft die Verhaftung und die lange Dauer der Untersuchungshaft veranlasst hat, ist eine Entschädigung nicht gerechtfertigt, andernfalls muss er entschädigt werden. – Im Fall, den Herr Grossrat Villard zitiert hat, ist durch die Oberinstanz ein Frei-

spruch erfolgt; nachher erfolgte Nichtigkeitsbeschwerde des Generalprokurators und eine Verurteilung durch das Bundesgericht, mit angeblich verheerender Auswirkung für den Angeschuldigten und seine Familie. Ich glaube, das ist ein ganz normaler Fall, denn der Generalprokurator, der die Anklage zu vertreten hat und mit einem Urteil nicht einverstanden ist, hat das Recht und die Pflicht, das Urteil an das Bundesgericht weiterzuziehen, und dieses entscheidet letztinstanzlich, ob das Bundesgesetz richtig angewendet worden sei oder nicht. Entscheidend ist das letztinstanzliche Urteil. Das Bundesgericht hat gefunden, der Betreffende sei schuldig. Er ist also verurteilt worden. Die Meinungen der Juristen können auseinandergehen; aber jede Instanz hat ihre Pflicht erfüllt. Ich sehe da keinen Anlass zu Kritik.

Herr Grossrat Kopp hat sich zur Jugendkriminalität, besonders über die Sittlichkeitsdelikte geäussert. Es ist etwas gefährlich, sich nur auf die Statistik über einzelne Jahre zu stützen, denn es unterliegt manchmal dem Zufall, ob und in welchem Ausmass Sittlichkeitsdelikte angezeigt werden. Im einen Jahr erfolgen vielleicht wenig Anzeigen, in einem andern Jahr werden vielleicht in einer Schulklasse eine grössere Zahl von Fällen eruiert. Im grossen und ganzen – ich habe die Zahl nicht zur Verfügung – ist die Zahl der Unzuchtfälle, die zur Aburteilung gelangen, ziemlich konstant. Ich verweise auf die eidgenössische Kriminalstatistik. Aber auch wenn die Zahl nicht alarmierend ansteigt, entbindet uns das nicht von der Pflicht, dass wir uns alle dafür einsetzen, durch Aufklärung und andere Vorkehren anzustreben, dass möglichst wenig Unzuchtfälle passieren. Ich weiss nicht, was seinerzeit auf den Vorstoss von Herrn Grossrat Kopp hin vorgekehrt wurde. Im Rahmen der Elternbildung usw., die durch unser Jugendamt betreut wird, wird immer auch dieser Punkt behandelt, das heisst es wird auf die latente Gefahr hingewiesen, die mit der heutigen Mode immer noch grösser wird – vielleicht müsste man auch einmal bei den Modeschöpfern vorsprechen – und man versucht, durch angemessene Vorkehren die Gefahr des Abgleitens in die Sittlichkeitsdelikte zu reduzieren. Unter den Sittlichkeitsdelikten ist manches eingereiht, das vielleicht nicht gar so schlimm ist, wie man nach dem Begriff, der da verwendet wird, glauben könnte. Beispielsweise ist es vom Bundesgericht als unsittlich bezeichnet worden, wenn zwei Fünfzehnjährige einander einen Zungenkuss geben, und es erfolgt also deswegen eine Verurteilung. Eine Reihe von Fällen, wie gewisse Berührungen, sind nicht so gravierend und werfen kein so schlechtes Licht auf die Moral der Jugendlichen, wie die statistische Zahl der Fälle vermuten lassen könnte. Ich kann Herrn Grossrat Kopp zusichern, dass wir über unser Jugendamt die Frage weiter verfolgen und uns weiter in diesem Sektor betätigen werden.

Abschliessend möchte ich den Herren Grossräten Dürig und Kopp noch für die Art und Weise danken, wie sie mit uns die Probleme der Justizdirektion besprochen haben. Ich möchte auch hier meinen Mitarbeitern für ihre Arbeit, die sie während des Jahres mit vollem Einsatz leisten, bestens danken.

Genehmigt.

Le Président. Dans ce rapport sont également compris les rapports de la Cour suprême, du Tribunal administratif et de la Commission de recours. Avec votre collaboration pas trop active, il y aura pour 1¼ heure de délibération, ce qui nous porte vers 12 h 45. Je vous pose donc la question de savoir si des députés ont l'intention de prendre la parole sur les affaires qu'il nous reste à traiter. Si personne ne s'inscrit, nous aurions la possibilité de continuer la séance jusque vers 12 h 45, à moins que vous préfériez la terminer à 12 h 00 et la reprendre à 14 h 15 jusque vers 15 h 30. Ceux qui sont d'accord que nous continuiions sans interruption jusqu'à la fin sont priés de se lever. Je constate que c'est la majorité.

En espérant que les délibérations vont s'accélérer, je donne la parole au représentant de la Direction de justice, M. Fleury.

Verwaltungsbericht des Obergerichts für 1966

Fleury. Le rapport de gestion de la Cour suprême, dans son condensé, est le reflet de l'activité même de l'exercice 1966. Disons d'emblée que les affaires à traiter sont en augmentation constante. Il suffit de considérer la densité des accidents de la circulation pour comprendre l'importance d'un jugement en rapport avec la culpabilité.

Il est aussi impossible, dans le contexte de ce rapport, de publier les procès et les arrêts qui en découlent.

En compagnie de MM. Eichenberger et Salzmann, nous avons puisé les informations nécessaires auprès du Président de la Cour suprême, M. Staub. Très obligeamment, il nous donna un aperçu général de la structure du travail de la Cour et répondit clairement aux questions posées par les visiteurs. Relevons parmi ces dernières la question de la longue procédure de certaines affaires pénales. Ce retard est souvent la conséquence de nombreuses expertises civiles et d'enquêtes judiciaires qui s'étendent jusqu'à d'autres cantons.

Citons également un volumineux dossier qui est venu s'ajouter aux affaires civiles: celui du rachat de la ligne du Lötschberg par la Confédération. Ces transactions ont soulevé de nombreuses oppositions entre les actionnaires et le Conseil d'administration pour la cession du BLS.

Quant au tribunal du commerce, on constate qu'il est fortement mis à contribution par les effets de la haute conjoncture. L'abondance et la complexité des affaires en sont une preuve.

J'avais moi-même émis le désir, l'année dernière, qu'un tribunal des assurances soit indépendamment constitué en vue d'une liquidation plus rapide des affaires. Ce voeu est heureusement en voie de réalisation. Je pense que les résultats seront bénéfiques, même si cette dernière instance est rattachée au tribunal administratif.

Il convient par ailleurs de signaler dans l'activité des tribunaux de district l'introduction de la

nouvelle formule de rapports succincts. La mise en pratique de ce moyen rationnel permettra au juge de traiter directement les nombreuses plaintes d'ordre secondaire. La Cour constate que sans les rapports succincts il lui aurait été impossible de traiter 26 000 affaires dans un délai respectable.

Il est à souhaiter qu'une nouvelle jurisprudence soit mise sur pied en 1968 afin que l'encaissement des amendes faibles pour les infractions à la loi sur la circulation routière puisse se faire par la police. L'introduction de la loi fédérale ne devrait pas se limiter simplement au domaine des infractions, mais par exemple aux auberges, aux ouvriers étrangers, etc.

En conclusion, il faut relever que la pénurie de juristes se fait lourdement sentir dans l'ensemble de nos organes judiciaires. Il me paraît indiquer d'envisager des possibilités de remédier à cette lacune, par exemple en instituant des possibilités moins restrictives pour la pratique du droit.

Il me reste à remercier M. le Directeur de la justice. Mes remerciements vont aussi à ses collaborateurs.

Au nom de la Commission de justice, je vous demande d'accepter ce rapport.

Genehmigt.

Verwaltungsbericht des Verwaltungsgerichts für 1966

Voisin. En abordant le rapport de gestion du Tribunal administratif, je me dois de signaler le décès accidentel de M. Guggisberg qui fut pendant 20 ans membre de cette instance en tant que greffier. Pour le remplacer, le Grand Conseil a porté son choix sur la personne de M. Edouard Zürcher, secrétaire communal, de Lyss.

Le tribunal a reçu 557 nouvelles affaires qui sont venues s'ajouter aux cas non liquidés de l'exercice 1965. Toutefois, 534 cas ont été jugés. Il y a lieu de mentionner les cas en suspens des périodes fiscales allant de 1959 à 1966, soit 34 recours.

En qualité de juge unique en matière de taxe sur les successions et donations, M. le Président a eu à connaître de 10 cas, dont 6 ont été liquidés par retrait ou désistement. 2 cas ont été jugés et 2 reportés en 1967.

Selon le tableau des affaires, qui comprend trois sections bien distinctes, soit les conflits de compétence, les litiges de droit fiscal et les litiges de droit administratif, ces matières sont bien séparées et nous donnent bien en détail leur détermination. Dans les litiges relatifs aux oeuvres sociales, deux nouvelles rubriques ont été complétées: assurance-maladie et prestations complémentaires AVS et AI. La branche des allocations de famille a été divisée en deux: allocations dans l'agriculture, selon la loi fédérale du 20 juin 1952, et allocations pour enfants, selon la loi cantonale du 5 mars 1961.

Le nombre des affaires du domaine des litiges de droit fiscal et administratif s'est accru de 21 unités. Au premier juillet 1966 est entrée en vigueur la loi du 17 avril 1966 sur les prestations complémentaires d'assurance vieillesse et survivants et maladie. Selon l'article 18, l'intéressé peut recourir au tribunal administratif contre les décisions de la caisse cantonale de compensation. Une plainte de ce genre a été déposée. Suivant le rapport, elle semble être très utile, car elle fournit au juge des bases sûres pour le jugement.

Au vu du grand travail de confiance et de compétence attribué aux membres de cette deuxième instance, je dois attirer votre attention sur le problème du personnel qualifié qui reste, dans bien des secteurs de notre administration et de notre économie, un point noir.

J'aimerais, en terminant, adresser à M. le Conseiller d'Etat Jaberg, ainsi qu'aux membres de cette instance et au personnel, nos remerciements pour leur travail.

Genehmigt.

Verwaltungsbericht der Rekurskommission für 1966

Voisin. Le rapport de gestion de la Commission cantonale de recours en matière d'impôts découle de l'article 93 de la loi du 22 octobre 1961 sur la justice administrative.

Au cours de cet exercice, la Commission cantonale s'est occupée de recours relatifs aux impôts ordinaires sur le revenu et la fortune, ainsi que la taxe d'exemption du service militaire. Ladite Commission a liquidé plus de cas que durant l'exercice précédent.

Il est à constater que deux nouveaux membres ont débuté dans leurs fonctions et que le Grand Conseil a réélu le Président, ainsi que tous les membres ou suppléants.

Un fait est à signaler: c'est l'élection de Mme Rindlisbach, avocate à Berne, au sein de la Commission. C'est la première fois dans l'histoire de l'Etat de Berne qu'une femme est élue à une fonction judiciaire. L'article 13, 2ème alinéa de notre Constitution cantonale modifiée nous en a donné la possibilité.

En page 29 du rapport, nous pouvons, au sujet de l'administration de l'Etat, dénombrer les cas non liquidés de l'année 1965, soit 414. 464 cas ont fait l'objet d'une liquidation. Toutefois, 505 cas ont été reportés sur l'exercice en cours. Ici également les opérations de recours sont en augmentation.

Je tiens à exprimer au Président de la Commission de recours, M. Gruber, et à ses membres, mes remerciements pour leur travail.

Genehmigt.

Disziplinarbeschwerde gegen Oberrichter

(Beilage 21, Seite 5)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Wirz, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Disziplinarbeschwerde gegen das Obergericht

(Beilage 22, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Wirz, Mitglied der Staatswirtschaftskommission. Ferner spricht dazu Grossrat Sutermeister. Ihm antwortet Justizdirektor Jaberg, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Beschwerde gegen das Obergericht und die Anwaltskammer

(Beilage 22, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Wirz, Mitglied der Staatswirtschaftskommission. Er teilt mit, dass die Beschwerde im letzten Moment zurückgezogen worden sei.

Interpellation des Herrn Grossrat Hügi — Mangel an Juristen

(Siehe Seite 75 hievor)

Hügi. In der letzten Sitzung der Maisession wurde die Behandlung dieser Interpellation verschoben, um keine Nachmittagssitzung anberaumen zu müssen. Jetzt ist wiederum die letzte Sitzung, und es ist 11.55 Uhr. Ich will mich kurz fassen. Meine Fragen lauten:

1. Ist der Regierungsrat nicht auch der Auffassung, dass Mittel und Wege gefunden werden müssen, um den Nachwuchs an Juristen zu fördern?
2. Wie stellt er sich zur Aufhebung des Latinicums für das Fürsprecher- und Notariatsstudium für Studierende, die im Besitze des Maturitätszeugnisses Typ C sind?
3. Wie stellt sich der Regierungsrat zum Problem des zweiten Bildungsweges für Spätberufene für den Kanton Bern?

Der Mangel an Juristen – ich denke dabei in erster Linie an die Anwälte und Notare – ist Tatsache. Die Statistiken zeigen, dass in den vergangenen zehn Jahren weniger Anwälte und Notare patentiert wurden als Anwälte und Notare aus dem Beruf wegen Tod, Alter und Krankheit oder aus andern Gründen ausgeschieden sind. – Dieser Mangel wirkt sich vor allem in der freien Berufsausübung und in der Verwaltung aus. Heute sind viele Ortschaften und Regionen von Anwälten und Notaren verwaist. Grössere Ortschaften werden mitunter nur noch von Zweigbüros bedient. In der Verwaltung herrscht vor allem Mangel an Gerichts- und Kammerschreibern sowie an Grundbuchverwaltern. Einige Amtsbezirke haben keine Gerichtsschreiber mehr. Die Amtsbezirke Laufen und Frutigen haben keinen Grundbuchverwalter.

Ich verweise in der Beziehung auf den Verwaltungsbericht 1966, wo verschiedentlich auf den Mangel an Juristen hingewiesen worden ist.

Der Mangel an Juristen wirkt sich am wenigsten in der Industrie, in den Versicherungsgesellschaften und im Bankgewerbe aus. Diese Institutionen sind in der Lage, höhere Saläre und bessere Bedingungen zu versprechen als dies die Verwaltung tun kann. Bei diesen günstigen Angeboten kommt ein Student nicht in Versuchung, in den freien Berufsstand zu treten, es sei denn, dass er ein Büro in einer Gegend übernehmen oder eröffnen kann, die die Konjunktur zu spüren bekommen hat. Das Einkommen aus einer Praxis in einem Gebiet ausserhalb reger Bautätigkeit liegt nach den Ermittlungen unter dem allgemeinen Durchschnitt. Daraus ergibt sich eine gewisse Rivalität zwischen dem freien Berufsstand und zwischen Industrie, Bankgewerbe, Versicherungsgesellschaften und Verwaltung. Es kommt vor, dass Studenten in einer der vorerwähnten Gruppen eine Anstellung erhalten, bevor sie ihr Studium abgeschlossen haben.

Weshalb drängt sich der Student nicht mehr zum Juristenstudium? Sind die Ausbildungsmethoden veraltet? Dauert dieses Studium gegenüber den andern Studien zu lange? Wird der Student im Zeitpunkt der Technik zu den technischen Berufen hingezogen? Dies sind einige der vielen Fragen, mit denen sich nicht nur die Regierung, sondern auch der Anwalts- und Notariatsverband zu befassen hat.

Aus Gesprächen mit Studenten, die kurz vor dem Abschluss standen, habe ich erfahren können, dass sie der Auffassung sind, das Jurisprudenzstudium dauere zu lange, es sollten vermehrt Seminarien eingebaut werden, und bei gutem Lehrstoff könne man dieses Studium um volle zwei Semester verkürzen.

Meine zweite Frage bezieht sich auf das Lateinstudium. Dort ist ein Fehler enthalten. Sie beschlägt nur die Fürsprecher, nicht die Notare. Die Studenten haben die Auffassung, man könnte das Latein weglassen, es sei ein Ballast. Man weiss, dass auch die Mediziner prüfen, ob für ihr Studium das Latein noch notwendig sei.

Die dritte Frage befasst sich mit dem zweiten Bildungsweg. Mit diesem wird beabsichtigt, Spätberufene, das heisst Leute, die bereits im Erwerbsleben stehen, zu mobilisieren und für das Hochschulstudium zu begeistern. Die Akademikergesellschaft in Zürich vertritt heute die Auffassung, dass viele begabte und talentierte Leute in der Reserve sind. Man müsse diese Leute aufklären und mobilisieren. So besteht seit 1932 in Basel eine staatlich geführte Maturitätsklasse, die kostenlos ist und pro Jahr im Durchschnitt 15 Bewerber an die Hochschule bringt. An der Gewerbeschule in Zürich besteht ebenfalls ein kostenfreier staatlicher Maturitätskurs, der im vergangenen Jahr 86 Leute an die Universität brachte.

Im Kanton Bern bestehen meines Wissens keine solche Maturitätskurse. Es bestehen aber private Schulen, wo Spätberufene sich auf das Hochschulstudium vorbereiten können. Kann sich aber ein Spätberufener eine private Schule finanziell leisten? Ich will auf das Problem der Belastung der Staatskasse mit solchen Maturitätskursen nicht näher eingehen. Aber es wäre wünschenswert zu vernehmen, wie sich die Regierung zu diesem zweiten Bildungsweg stellt.

Meine Interpellation bezweckt, von der Regierung eine Standortsbestimmung in bezug auf den Juristennachwuchs zu erhalten und auch die Berufsverbände und den Rat auf dieses Problem aufmerksam zu machen. Wenn mir dies gelingt, ist ihr Zweck erfüllt. Herrn Justizdirektor Dr. Jaberg danke ich schon jetzt für seine Bemühungen in dieser Angelegenheit.

Jaberg, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es verhält sich so, wie der Interpellant ausgeführt hat, es besteht im Kanton Bern, wie in der übrigen Schweiz, ein Mangel an Juristen. Das bestätigen uns auch praktizierende Fürsprecher und Notare. Insbesondere fehlt es an Nachwuchs. Anhand des Staatskalenders können wir feststellen, dass die Zahl der praktizierenden Fürsprecher und Notare, besonders die Zahl der letzteren, nicht in dem Mass zugenommen hat, wie es der Zunahme der Bevölkerung angemessen wäre. Im Jahr 1941 praktizierten im Kanton Bern 216 Fürsprecher. Diese Zahl stieg bis zum Jahr 1960 auf 306, doch ging sie dann bis 1966 auf 282 zurück. Das ist immerhin eine Zunahme gegenüber 1941 um 30 Prozent, und das scheint noch nicht alarmierend zu sein. Praktizierende Notare hatten wir im Jahre 1941 295. Die Zahl stieg bis 1965 auf 322 und ging 1966 auf 301 zurück. Die Zahl ist also gegenüber 1941 fast gleich geblieben.

Bedenken erweckt, dass besonders bei den Notaren eine Überalterung besteht und der Zuwachs an jüngeren Kräften ungenügend ist.

Auch beim Gericht und in der allgemeinen Verwaltung ist der Mangel offensichtlich. Laufend konnten Gerichtsschreiberstellen nicht besetzt werden. Noch heute sind vier Stellen unbesetzt. Wir versuchen die Lücke mit dem Einsatz von Studenten der letzten Semester zu überbrücken. – Gleich verhält es sich bei den Kammerschreibern des Obergerichtes und bei den juristischen Sekretären der erstinstanzlichen Gerichte. Auch bei der Verwaltung konnten und können mangels Bewerbern gewisse Stellen nicht mehr mit Juristen besetzt werden.

Im Beschwerdefall, wo die lange Dauer der Motivierung des Urteils beanstandet wurde, hat der Präsident der Kammer gesagt, dass er in drei Jahren 17 verschiedene Juristen gehabt habe, die ihm als Kammerschreiber zugeteilt waren. Die Leute waren immer nur ein paar Monate lang dort, hatten dann bessere Offerten aus der Privatwirtschaft oder Verwaltung und gingen weg. Jahrelang war es dem Obergericht nie möglich, die zweite Gerichtsschreiberstelle für den Jura zu besetzen, weil man überhaupt keine Bewerber hat finden können, die die Voraussetzungen für die Wahl erfüllt hätten. Wenn auf Ausschreibungen überhaupt eine Reaktion eintrat, war es meist in Form einer einzigen Bewerbung. Eine Auswahl hatte man nicht. Da bestand die Gefahr der Qualitätsverschlechterung.

Diese Erscheinungen verdienen zweifellos die Aufmerksamkeit der Behörden, denn ein Rechtsstaat kann nur dann einwandfrei funktionieren, wenn er mit der genügenden Zahl von qualifizierten Juristen versehen ist.

Die Ursachen dieser Entwicklung dürften folgende sein: Der Bedarf an Juristen ist grösser geworden. Die Bevölkerung des Kantons hat in dem hier untersuchten Zeitraum erheblich zugenommen, und damit ist auch der Bedarf an Juristen gewachsen. Dann ist auch die Materie an sich komplizierter geworden. Man hat in den Jahren 1950 bis 1966 allein im Gerichtssektor des Kantons Bern 24 neue Stellen geschaffen, die mit Juristen (Fürsprecher oder Notaren) zu besetzen waren, nämlich einen Oberrichter, 14 Gerichtspräsidenten, einen ausserordentlichen Untersuchungsrichter, sieben Trennungen Richteramt/Statthalteramt, einen ausserordentlichen Bezirksprokurator.

Auch die Wirtschaft stellt vermehrt Betriebsjuristen an. Im Bericht der eidgenössischen Kommission für Nachwuchsfragen ist festgestellt worden, dass in 44 untersuchten Betrieben die Zahl der angestellten Juristen in der Zeit von 1950 bis 1961 sich um mehr als 100 Prozent erhöht hat. Dort also wird ein grosser Teil des Zuwachses absorbiert.

Schliesslich werden in der Verwaltung vermehrt Stellen geschaffen, die mit Juristen besetzt werden müssen. Der Ausbau der Sozialversicherung usw. erfordern die Einrichtung von Rekursinstanzen. Da geht es nicht anders, als Leute mit juristischer Ausbildung beizuziehen.

Dem grösseren Bedarf steht auf der andern Seite, wenigstens bis in die letzte Vergangenheit, die Tatsache gegenüber, dass, wenn man so sagen darf, weniger Juristen produziert werden. Im Jahre 1943 wurden 40 Fürsprecher patentiert. Das war die höchste Zahl. Die geringste Zahl von Staatsexamen verzeichnet das Jahr 1965 mit 12 Fürsprechern. Im Durchschnitt der Vierzigerjahre erfolgten 28 Patentierungen. Das ging im nächsten Jahrzehnt auf 20 zurück, und dann für den Durchschnitt der Jahre 1960 bis 1965 auf 16, und im Jahr 1966 betrug die Zahl 14.

Bei den Notaren verzeichnen wir das Maximum von Patentierungen im Jahre 1951 mit 17. Die Zahl bewegte sich dann lange zwischen jährlich 8 bis 10 Patentierungen. Im Jahr 1966 aber verzeichneten wir nur deren 3.

Prognose für die Zukunft: Die Angaben der Universität über die Zahl der Immatrikulationen an der juristischen Abteilung lassen eine eher günstige Prognose zu. Im Zeitraum von 1960 bis 1964 ist die Zahl der Jusstudenten von 371 auf 584 angestiegen. Die geburtenreichen Jahrgänge der Vierzigerjahre treten an der Hochschule in Erscheinung.

Bezüglich der Fürsprecher stellt das Obergericht eine optimistische Zukunftsprognose; dies gestützt auf die Zahl der Kandidaten, die sich zu den ersten Examen gestellt haben. Es waren im Jahr 1961 deren 16; die Zahl stieg bis 1966 auf 44. Wenn diese in zwei bis drei Jahren das Schlussexamen bestehen, werden wir eine wesentliche Verbesserung sehen. Im Frühjahr 1967 sind 9 Fürsprecher patentiert worden, im Herbst haben sich 21 zum Staatsexamen angemeldet. Wenn die alle durchkommen, hätten wir 30 neue Fürsprecher.

Bei den Notaren sieht die Situation weniger günstig aus. Dort haben zum Beispiel dieses Jahr sich nur 5 zum ersten Examen angemeldet; im Jahr 1966 waren es auch 5, 1965 3, 1964 0, 1963 6. Im Durchschnitt der andern Jahre erfolgten etwa 10 Patentierungen. – Hier also besteht eine Lücke,

sofern sie nicht durch Fürsprecher ausgefüllt wird. Man kann nämlich nicht nur über das Notariatsstudium zum Notariatspatent gelangen, sondern kann als Fürsprecher ein Ergänzungsexamen ablegen, um dieses Patent zu erhalten. Wenn also nicht von Seiten der Fürsprecher ein Zufluss kommt, wird der Mangel an Notaren in der nächsten Zeit nicht zu beheben sein.

Nun zu den Fragen des Interpellanten: Zurzeit stellt sich die Frage, ob der Nachwuchs zu fördern sei. Nach unserer Auffassung ist das nur für die Notare zu bejahen, inbezug auf die Fürsprecher kann man die Entwicklung abwarten.

Wie stellt sich die Regierung zur Aufhebung des «Latinicums»? Lateinmaturen sind nur für Fürsprecher gefordert. Da sich die Lage bezüglich der Fürsprecher gebessert hat und zu normalisieren scheint, ist eine Reglementsänderung nicht dringlich. Gemäss den Berichten der Universität, der Erziehungsdirektion und des Obergerichtes sind die Auffassungen in dieser Frage geteilt. Sie sind der Auffassung, dass zur Zeit eine Änderung nicht in Aussicht genommen werden soll. Sie wird aber geprüft, wenn sich die Verhältnisse wieder verschlechtern.

Für die Notare könnte man erwägen, ob man nicht wieder, wie vor 1958, die Absolventen von Notariatslehren zulassen wolle, wenn sie eine Ergänzungsprüfung ablegen. Das wurde im Jahre 1958 auf Wunsch des Notariatsverbandes abgeschafft. Auf der andern Seite wurde gesagt, dass gerade in den Kanzleien der Notare heute immer mehr weibliche Angestellte beschäftigt und ausgebildet werden und dass bei diesen in der Regel kein grosser Drang bestehe, das Notariatsexamen zu machen.

Wie stellt sich die Regierung zum zweiten Bildungsweg? Wir haben diese Frage der Erziehungsdirektion vorgelegt. Sie glaubt nicht, dass durch den zweiten Bildungsweg Wesentliches zur Behebung des Mangels an Juristen beigetragen werde. Man habe in den letzten Jahren die Möglichkeiten der normalen Gymnasialbildung wesentlich erhöht, durch Dezentralisierung der Gymnasien und durch Vergrösserung der Anstalten. Es sei jedem fähigen Schüler möglich, den normalen Bildungsweg zu beschreiten, sodass man sagen könne, der zweite Bildungsweg werde einzig noch von sogenannten Spätberufenen beschritten, und hier glaube man mit einer grosszügigen Stipendienpraxis allfällige finanzielle Schwierigkeiten beheben zu können, sodass sich zur Zeit weitere Massnahmen erübrigen. Es wird beigefügt: «Mit der Akademikergemeinschaft pflogen wir verschiedene Besprechungen, und es ist denkbar, dass diese Institution ihre Aufgabe im Kanton Bern in einem weitern Ausmass als bisher erfüllen kann, eventuell unter Beizug der bestehenden Organisationen der Volkshochschule.» Die Erziehungsdirektion befasst sich also mit dem Problem. Die Universität hat uns geschrieben, dass für den zweiten Bildungsgang genügend Einrichtungen vorhanden seien.

Aus der Broschüre, die mir der Interpellant vorgelegt hat, kann man ersehen, dass nur zwei Prozent derer, die auf diesem Wege eine Maturität gemacht haben, sich nachher zum Rechtsstudium entschlossen haben, sodass dadurch nur eine geringe Verbesserung möglich wäre. Man müsste, abgesehen von dem, was vom Interpellanten gesagt wurde, noch prüfen, ob der Notariatsverband durch Aufklärungsmassnahmen eine vermehrte Zuwendung der Maturanden zu diesen Berufen erwirken könnte. Das müssen meines Erachtens die direkt Interessierten tun.

Man wird prüfen, ob man durch Verkürzung des Studiums usw. eine Verbesserung erzielen könne. Schon heute ist aber das juristische Studium eines der kürzesten und billigsten, und man muss sich schon fragen, ob durch Verkürzung der Studienzeit eine zusätzliche Zahl von Maturanden dazu gebracht werden könnten, dieses Studium zu ergreifen. Wir haben auch diese Frage der Hochschule und der Prüfungskommission der Fürsprecher vorgelegt, und sie wird weiter geprüft.

Zur Frage, ob die Aussicht für die späteren beruflichen Möglichkeiten für Notare interessanter gestaltet werden könnten: Es sind Bestrebungen im Gange, den Notariatsgebührentarif zu revidieren. Das wäre vielleicht ein Mittel, das Ziel zu erreichen, aber das ist erst in Untersuchung. Nach meiner Meinung wird es gerade bei den jungen Leuten so sein, dass sie im späteren Beruf des Notars keine spektakulären Karrieremöglichkeiten, zum Beispiel auch keine verlockenden Auslandsaufenthalte usw. sehen, sondern eine gesicherte Tätigkeit in einem eng begrenzten, eher ruhigen und in den meisten Teilen gesetzlich festgelegten Gebiet, und das ist vielleicht mit ein Grund, dass die jungen Leute sich nicht für diesen Beruf entscheiden können.

Hügi. Ich bin von der Antwort befriedigt.

Interpellation des Herrn Grossrat Peter — verdächtiger Todesfall in Buix

(Siehe Seite 375 hievor)

Peter. J'avais déposé au mois de mai passé une interpellation concernant une histoire de mort à Buix.

Le 24 février 1967, on apprenait que Werner Näpflin, domicilié à Buix, avait été trouvé mort dans l'arrière-cour de sa maison, une balle de revolver dans la tête. L'enquête ouverte le jour même par l'autorité judiciaire du district de Porrentruy devait conclure au suicide.

Il y eut bien dans le village de Buix quelques commentaires sur cette mort subite de Werner Näpflin, d'autant plus que le ménage Näpflin ne préfigurait pas précisément le paradis conjugal. Et cette disparition allait sombrer dans l'oubli, lorsque des journalistes et des conférenciers politiques, faisant fi des conclusions des organes de la police et de la justice, écrivirent ce qui suit:

1° La Tribune de Genève, sous la plume de Jacques Stadelmann, écrivait en date du 15/16 avril 1967, ce qui suit:

« ... ou crime camouflé? Si l'accident paraît être la seule cause possible de son décès certains

pensent encore que l'on se trouve en présence d'un crime camouflé.

Ils en veulent pour preuve les coups de téléphone anonymes reçus à Stans par la famille du défunt quelques jours après sa mort. Une voix leur aurait affirmé à plusieurs reprises que Monsieur Näpflin avait été tué. Cette voix invitée à donner son numéro de téléphone accepta. Celui qui fut communiqué coïncide avec le numéro de téléphone d'un habitant de Buix.

Ajoutons que M^me^ Näpflin a remis toute cette affaire entre les mains d'un avocat, que le RJ a déposé plainte contre inconnu, pour vol et que l'enquête entreprise n'est pas terminée. Souhaitons qu'elle apporte toute la lumière désirée des médecins aux bruits les plus contradictoires qui circulent actuellement au sujet de cette affaire.»

2° Le Blick écrivait en date du 31 mai 1967:

«Schuss im Kopf. Viele Indizien schreien: Mord! Nein! Man hat mir den Mann ermordet!, erklärt seine Frau Clotilde».

Et l'article se terminait ainsi: «Grossrat Julien Peter aus Bure, Führer der Antiseparatisten im Nordjura, hat in einer Interpellation die Berner Regierung angefragt, wie sie sich zu diesem rätselhaften Fall stelle.»

Je passe sur ces articles. Je ne veux pas tous vous les lire. Le clou est encore le Jura libre, de trop triste notoriété.

«La presse de Suisse allemande vient d'accorder une grande place à la mort de Werner Näpflin, ce confédéré de Stans établi à Buix, dans le Jura, où il avait épousé la cause des autonomistes. Le 24 février 1967, alors qu'il se préparait à enquêter sur la destruction d'un superbe écusson jurassien construit par ses soins, et placé sur une falaise dominant le village, une balle dans la tête est venue mettre fin à ses jours. Comment et dans quelles conditions? Faute de témoins directs, on en est réduit à des suppositions.

Mais pas plus que nous, les journalistes qui se sont penchés sur cette affaire ne croient à la thèse du suicide. Ils prétendent que la première enquête a été bâclée et que le permis d'inhumation a été donné avec trop de précipitation. Aussi le Ministère public et le juge d'instruction ont-ils publié un communiqué où il est dit notamment:

«Au vu des faits recueillis en procédure, notamment des conclusions du rapport médico-légal, et d'entente avec le Ministère public, l'action publique n'a pas été ouverte. Il n'a en effet pas été établi qu'un acte punissable ait été commis. A ce jour, ni l'autorité de police, ni l'autorité judiciaire ne possèdent d'éléments nouveaux permettant de modifier les conlusions de l'enquête précitée. Au surplus, elles ne sont saisies d'aucune plainte, soit contre auteur inconnu, soit contre une personne déterminée.»

Il convient de préciser toutefois que le Rassemblement jurassien, respectivement M^me^ Näpflin et ses enfants, ont déposé une plainte contre inconnu pour atteinte à la propriété et destruction de l'écusson construit par le défunt. Là semble être le noeud de toute l'affaire. Quant aux plaintes en diffamation (téléphones et lettres anonymes) ou pour meurtre, elles seront ou peuvent être déposées ultérieurement.

Dans un long article, le «Tages-Anzeiger» de Zurich porte de graves accusations contre la police cantonale. «Tous les indices», écrit-il, «semblent montrer qu'il s'agit soit d'un accident (dont les destructeurs de l'emblème jurassien aurait la responsabilité morale), soit d'un meurtre. Si Werner Näpflin avait voulu se suicider, pourquoi aurait-il acheté un billet pour Stans? Pourquoi aurait-il pris rendez-vous avec des amis qui, une demi-heure plus tard, devaient grimper au lieu où gisaient les débris de l'écusson? Pourquoi aurait-il revêtu ses vêtements de travail et aurait-il chaussé ses souliers de montagne?

Que le député-transfuge Julien Peter ait appelé le gouvernement bernois à la rescousse ne fait qu'ajouter au malaise existant. L'opinion publique attend que l'enquête soit reprise à zéro, les négligences éventuelles établies et que, dans cette pénible affaire, rien ne soit laissé dans l'ombre.»

Le député-tranfuge remercie le militaire assidu que fut M. Roland Béguelin lors de la dernière guerre. Son plus haut fait militaire, vous le connaissez, c'est le sabotage de la manifestation des Rangiers.

Remarquez bien la marche de cette sournoise et perfide orchestration, de mois en mois plus sournoise et partant plus perfide, qui laisse nettement sous-entendre qu'il y a eu un crime et que les auteurs de ce meurtre se trouveraient dans les rangs antiséparatistes d'Ajoie.

La perversité de la manoeuvre éclate tout à coup quand on s'aperçoit quelle a été déclenchée par Jacques Stadelmann, ce journaliste de gauche qui dirige à Porrentruy un journal de droite, «Le Jura», séparatiste à outrance enfilé dans un tas d'arrière-boutiques journalistiques. Jacques Stadelmann a déclenché la manoeuvre – remarquez-le bien – non pas dans son journal, mais dans un journal de Genève. Pourquoi? Parce que personne dans notre région, en Ajoie, n'ignore les rapports qui existaient à l'intérieur du ménage Näpflin. Déclenchée, l'affaire fait du bruit dans la presse et, selon le scénario prévu, aboutit finalement dans le «Jura libre.» La manoeuvre est claire: c'est une pitoyable manoeuvre séparatiste dirigée contre les Forces démocratiques qui, en Ajoie, ont levé le drapeau de l'unité cantonale.

En effet, on voit mal un agresseur quelconque, venu de l'extérieur, entrer dans la cour de la propriété Näpflin, dont la clôture est toujours fermée, mais ce soir-là, par hasard ouverte, selon les déclarations de M^me^ Näplin, pénétrer dans la maison aux lumières allumées et gardée par un gros chien berger allemand, s'emparer à l'intérieur du propre pistolet de Werner Näpflin, ressortir pour tirer une balle – écoutez bien ceci – qui entre dans la face à la base du nez pour en ressortir dans le premier tiers de la boîte crânienne, au haut de la tête, comme si le meurtrier s'était d'abord mis à genoux devant sa victime.

Police et autorité judiciaire conclurent au suicide. Cette thèse avait été acceptée par M^me^ Näpflin et la famille qui paraissaient alors toutes les deux assez soulagées par cette conclusion.

Or, trois mois après, M^me^ Näpflin ayant appris que les assurances ne payaient pas en cas de suicide – car l'affaire est aussi une affaire d'argent – M^me^ Näpflin prétendit qu'il y avait eu meurtre. Voilà

comment, par la collusion d'une odieuse machination inspirée par une sordide question d'argent et une non moins odieuse manoeuvre séparatiste, on est arrivé à provoquer la thèse du meurtre, en dépit des conclusions de l'enquête et d'une mise au point du ministère public. Que le Rassemblement séparatiste essaie avec l'affaire de Buix de contrebalancer l'impression désastreuse qu'ont laissée les incendies et attentats séparatistes des Joux, du Mont-Crosin, de Malleray, de Studen, etc., on en saisit la raison, de même celle qu'a Mme Näpflin de chercher maintenant à monnayer la mort de son mari mais qui, fait troublant, s'abstient de porter plainte même contre inconnu, comme si on craignait la réouverture de l'enquête, à l'intérieur cette fois, comme à l'extérieur de la famille.

L'objet de mon interpellation est d'obenir que des mesures soient prises qui mettent définitivement les choses au point.

Dès lors, le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il importe:

1° Soit de rouvrir le dossier Näpflin, afin de déterminer très exactement pour l'opinion publique les faits qui d'emblée ont permis de conclure au suicide et, dans ce cas, de couper court aux bruits que Mme Näpflin fait courir.

2° Soit de rouvrir l'enquête pour déterminer également à l'intention de l'opinion publique

a) pour quelles raisons le médecin appelé sur les lieux par Mme Näpflin, le Dr P. Beucler de Porrentruy, ayant trouvé le cadavre de W. Näpflin, non pas dans la cour, mais étendu sur son lit, lavé et «arrangé» dans la mort, n'a pas été inquiété par cette circonstance, pour le moins très anormale.

b) pour quelles raisons aussi, le permis d'inhumer a été délivré sans autopsie officielle préalable et l'ensevelissement fait à Buix, contrairement aux voeux précédemment exprimés par W. Näpflin d'être enterré à Stans, dans le milieu de sa famille d'origine.

c) pour quelles raisons enfin le groupe spécialement habilité pour la levée des corps atteints par coups n'a pas été appelé à intervenir?

Toutes choses singulièrement troublantes et dont l'opinion publique s'inquiète.

Cette affaire noire comme un roman d'Hitchkock nous place devant un cas d'une gravité exceptionnelle. L'histoire des drapeaux et des écussons enlevés qui parsèment cette affaire ne résiste pas à un examen sérieux. C'est chose courante chez nous, comme ailleurs. On ne tue pas pour cela.

Un seul point est à retenir: il y a eu suicide ou crime. La justice a pour devoir de ne laisser aucun doute sur cette mort.

Soit par la réouverture du dossier, soit par la réouverture de l'enquête, il importe en effet que l'opinion publique soit dûment renseignée afin que cessent des bruits qui portent atteinte à l'honneur d'une partie des citoyens de notre pays.

Jaberg, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich kann mich in der Beantwortung der Interpellation ziemlich kurz fassen, muss vorab darauf hinweisen, dass die ganze Angelegenheit, soweit es die Untersuchung darüber betrifft, ob ein Unfall, ein Selbstmord oder ein Mord oder ob überhaupt eine strafbare Handlung vorliegt, in die Zuständigkeit der Gerichtsbehörden fällt und dass die Verwaltungsbehörde, auch der Regierungsrat sich nicht in die Untersuchung einmischen kann.

Was die politische Seite der Angelegenheit betrifft, werde ich ein paar Worte sagen. Herr Grossrat Peter hat richtig geschildert, dass am 24. Februar 1967 der 43jährige Werner Näpflin hinter seinem Wohnhaus in Buix mit einer Schusswunde im Kopf tot aufgefunden wurde. Bei dieser Situation schreibt unser Strafverfahren in Artikel 91bis und 161 des Strafgesetzbuches vor, dass der zuständige Untersuchungsrichter eine Untersuchung einzuleiten habe; dies zur Abklärung der Frage, ob eine strafbare Handlung vorliege oder nicht. Der Untersuchungsrichter von Pruntrut wurde durch die Polizei avisiert; er ist am gleichen Abend mit der Polizei hingegangen und hat an Ort und Stelle verschiedene Untersuchungshandlungen durchgeführt. Er hat die Ehefrau und den Schwager des Toten einvernommen. Er hat die Waffe, aus der der tödliche Schuss abgegeben wurde und die in der Nähe des Toten am Boden lag, und das Magazin, das im Haus lag, beschlagnahmt und hat eine Leichenschau und einen Bericht über die Todesursache durch einen Arzt angeordnet, der am folgenden Tag eingereicht wurde. Er hat keine weiteren Untersuchungsmassnahmen veranlasst, sondern gestützt darauf als erwiesen erachtet, dass Selbstmord vorliege. Offenbar kommt er aus der Art der Kopfverletzung zu diesem Schluss. Die Schusswunde war in der Stirn, der Schuss ging unten hinein und oben hinaus. Der Arzt, der das untersuchte, hat in der Nähe der Wunde Schmauchspuren von Pulver festgestellt, was beweist, dass der Schuss aus nächster Nähe abgegeben wurde. Das alles liess den Schluss zu, dass eine Drittäterschaft ausgeschlossen sei.

Man kann sich fragen, ob der Untersuchungsrichter nicht weitere Massnahmen hätte treffen müssen. Das Gesetz hätte ihm das erlaubt, vielleicht sogar vorgeschrieben. Es sagt, dass dort, wo ein schweres Verbrechen in Frage komme, eine Sektion der Leiche durchzuführen sei, nicht nur die Leichenschau durch den Arzt. Es sagt auch, dass in diesen Fällen die Kriminalpolizei beizuziehen sei, eine Gruppe, die heute bei unserem Polizeikommando besteht und die in Zusammenarbeit mit dem gerichtsmedizinischen Institut und anderen technisch ausgebildeten Leuten eine umfassende Tatbestandesermittlung mit allen Details erlaubt, so dass man später nicht mehr über Einzelheiten diskutieren kann, die nicht festgestellt worden sind.

Der Untersuchungsrichter von Pruntrut hat mit einer gewissen Berechtigung angenommen, ein Verbrechen sei auszuschliessen. Er hat also keine weiteren Untersuchungsmassnahmen durchgeführt, sondern hat die Akten dem Bezirksprokurator mit dem Antrag übermittelt, es sei kein Strafverfahren einzuleiten, da keine Anhaltspunkte für eine strafbare Handlung vorliegen. Aller Wahrscheinlichkeit nach liege Selbstmord vor. – Der Bezirksprokurator des Juras hat dem Antrag zugestimmt, und damit wäre das Geschäft vorläufig rechtlich erledigt gewesen.

Nachträglich sind die Zeitungsmeldungen, die von Herrn Grossrat Peter teilweise zitiert wurden, erschienen. Darin wird nach den Motiven usw. ge-

fragt. Das müssen wir nicht weiter erörtern. Wir überwachen, was politisch im Jura geht. Gestützt auf die Mitteilungen, die uns via Presseartikel zugekommen sind, haben wir festgestellt, dass die ganze Sache nun einen politischen Akzent erhielt. Aus diesem Grunde haben wir die Presseartikel gesammelt. Wir haben gesehen, dass es wünschbar wäre, alle Verdächtigungen, Mutmassungen, Hypothesen usw. abzuklären, und darum haben wir das gesammelte Material am 19. Juni 1967 der Anklagekammer des Obergerichtes zugestellt und auf die Notwendigkeit der Vervollständigung der Untersuchung hingewiesen. Das Obergericht hat uns am 6. Juli ein Doppel eines Beschlusses zugestellt, aus dem hervorgegangen ist, dass es die Unterlagen dem Untersuchungsrichter von Pruntrut überwiesen hat, dies mit dem Ersuchen, die erforderlichen weiteren Abklärungen vorzunehmen. Ich habe mich in den letzten Tagen bei der Anklagekammer erkundigt, ob weitere Tatsachen bekannt seien, ob die Ergänzung der Untersuchung abgeschlossen sei und welches allenfalls das Ergebnis wäre. Ich erhielt zur Antwort, man habe vom Untersuchungsrichter von Pruntrut keine Meldung erhalten.

Die weitere Untersuchung der Angelegenheit liegt nun also in der Hand des Untersuchungsrichters von Pruntrut und des Bezirksprokurators des Juras. Die Anklagekammer hätte einzuschreiten, wenn ihren Weisungen nicht nachgelebt werden sollte. In der Beziehung ist rechtlich der Fall klar.

Im Übrigen können wir feststellen, dass der Fall, gestützt auf die Sachverhaltsermittlungen, welche die zuständigen Untersuchungsbehörden durchgeführt haben, als Selbstmord anzuschauen ist. Wenn das Anlass gibt zu politischer Ausschlachtung und zu Verdächtigungen, erachte ich das als Bestandteil des Nervenkrieges im Jura, dem man nur so begegnen kann, dass man mit Tatsachen und Argumenten gewisse Behauptungen und Mutmassungen der einen Seite gegenüber der andern eindeutig widerlegt, oder die mehr oder weniger schlechten Motive, die solchen Äusserungen und Publikationen zu Grunde liegen können, als solche entlarvt. Das hat auch wieder auf dem Weg über die Presse zu erfolgen.

Wir wissen also noch nicht, wie das Bild nach Ergänzung der Untersuchung aussehen wird.

Der Interpellant hat gefragt, warum das Begräbnis so überstürzt bewilligt worden sei. – Der Untersuchungsrichter hat offenbar die Leiche freigegeben, nachdem die Totenschau durch den Arzt durchgeführt worden war. Das Weitere war Sache der Ortspolizeibehörden als zuständiger Instanz, die die Bewilligung für die Beerdigung gibt.

Herr Grossrat Peter fragt, warum wir das Polizeikommando nicht aufgeboten hätten. – Es wäre Sache des Untersuchungsrichters gewesen, das zu tun. Er hätte nach meiner Meinung, um alles nur mögliche zu tun, die Pflicht gehabt, das vorzukehren. Aber damals hat der Fall für ihn vollständig normal ausgesehen, jedenfalls keine politischen Komponente aufgewiesen. Wenn er das Weitere hätte voraussehen können, hätte er vermutlich das Polizeikommando angefordert. Rückblickend kann man sagen, das wäre richtig gewesen. Dann hätte man mit ziemlich grosser Gewissheit die Verdächtigungen und Mutmassungen, die aufgestellt wurden, gestützt auf das damalige Ergebnis, richtigstellen können. Heute also liegen die Ergänzungen noch nicht vor.

Le président. M. Peter est-il satisfait ou non?

Peter. Je voudrais répondre aujourd'hui un peu pour les deux interpellations que j'ai déposées. Vous savez, que nous soyons satisfaits, non satisfaits ou partiellement satisfaits, cela ne change absolument rien, puisqu'on n'est pas obligé de donner satisfaction. Je vais utiliser une formule dans laquelle vous trouverez un mot peut-être insolite. Si vous trouvez que ce mot ne cadre pas dans la phrase, vous le mettrez entre parenthèses: Je suis lamentablement satisfait.

En tout cas, il y a une chose qui reste positive dans tout cela, c'est qu'au moins les gens qui sont pour l'unité cantonale ne sont pas encore menacés d'être mis en prison.

Verwaltungsbericht der Gemeindedirektion für 1966

Dürig, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Am 14. August besuchten Kollege Horst und der Sprechende die Direktion des Gesundheitswesens. Wir sind von Regierungsrat Jaberg und Fürsprech Schneiter empfangen worden. Aus dem Verwaltungsbericht sehen Sie, wie sich die Gemeinden entwickelt haben. Die Zahl der Einwohnergemeinden ist gleich geblieben. Dagegen sind 18 Unterabteilungen verschwunden, und vier Rechtsgemeinden sind aufgehoben worden. Die Zahl der Kirchgemeinden hat um sechs zugenommen. Gegründet wurden sechs Gemeindeverbände. An manchen Orten könnte durch Zusammenarbeit in Gemeindeverbänden dies und jenes besser gelöst werden.

Sehr viel Arbeit verursachte auf dieser Direktion die Behandlung verschiedener Reglementsänderungen der Gemeinden und der übrigen Körperschaften. Die Gemeindedirektion steht den Behörden und Gemeinden immer mit Rat und Tat zur Verfügung. Vor allem ist das Inspektorat jederzeit bereit, den Gemeinden über die Finanzverwaltung beratend und wegweisend zur Verfügung zu stehen.

Vor allem kleine Gemeinden haben mitunter Schwierigkeiten, für die administrativen Arbeiten geeignete Leute zu finden. Auch da steht die Gemeindedirektion zur Verfügung.

Abschliessend danke ich den beiden Regierungsräten, die der Direktion im Berichtsjahr vorgestanden haben, Regierungsrat Blaser und Regierungsrat Jaberg, im Auftrag der Staatswirtschaftskommission, für die Arbeit und bitte, den Dank auch den Beamten und Angestellten der Direktion zu übermitteln.

Wir beantragen, den Bericht gutzuheissen.

Staender. Auf Seite 249, Abschnitt Finanzverwaltung der Gemeinden, findet sich eine Zusammenstellung über die Entwicklung der Vermögen

in den Gemeinden. Der Abschnitt kommt zum Schluss, dass das Reinvermögen aller politischen Gemeinden von 486 Millionen auf 496 Millionen Franken gestiegen sei. Es heisst, das Vermögen sei einschliesslich Spezialfonds zu verstehen. Wenn man aus der Vermögensentwicklung in den Gemeinden Schlüsse ziehen wollte, wären sie falsch, denn solche gehen aus den Abschnitten nicht hervor; vermutlich wurde Bilanz und Vermögensverfügung einbezogen, auch Pensionskassen und Fonds, die die Gemeinden nicht angreifen dürfen, sondern nur Zinsnutzen haben. Ein besseres Bild gibt der Abschnitt nachher, wo sicher ist, dass die Zahl der Einwohner- und Gemischtgemeinden die schuldenfrei waren, vom Jahre 1959 bis 1964 zurückgegangen ist.

Jaberg, Gemeindedirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Über das Reinvermögen der politischen Gemeinden kann ich nicht weiter Auskunft geben, weil aus den Auszügen aus den Gemeinderechnungen, die für uns die Grundlagen gebildet haben, das nicht ersichtlich ist. Man könnte andere Abklärungen vornehmen.

Im Übrigen möchte ich den Dank der beiden Herren, die unsere Direktion inspiziert haben, an meine Mitarbeiter weiterleiten. Ich danke auch für die Art und Weise, wie uns Gelegenheit geboten wurde, mit den Mitgliedern der Staatswirtschaftskommission die Probleme zu besprechen, die die Gemeindedirektion beschäftigen.

Das Büro hat folgende

Kommissionen

bestellt:

Staatsverfassung des Kantons Bern (Abänderung von Art. 13 Abs. 1)

Die Grossräte

Freiburghaus (Laupen), Präsident
Leuenberger, Vizepräsident
Abbühl
Favre
Geiser
Graber
Guggenheim
Hirsbrunner
Jaggi
Mühlemann
Rollier
Voisin (Porrentruy)
Wiedmer
Willemain
Wyss

Gesetz über die Abänderung von Beitrags- und Abgabevorschriften

Die Grossräte

Krauchthaler, Präsident
Wyss, Vizepräsident
Augsburger
Blaser (Zäziwil)
Boss
Bratschi
Cattin
Freiburghaus (Rüfenacht)
Frutiger
Glatthard
Haegeli (Tramelan)
Kunz (Oey-Diemtigen)
Mathys
Meyer
Michel (Meiringen)
Morand
Rollier
Schnyder
Schwander
Trachsel
Winzenried

Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates Bern

Die Grossräte

Graf, Präsident
Bühler Vizepräsident
Aebi
Baumberger
Blaser (Uebeschi)
Gerber
Gullotti
Hadorn
Haltiner
Hirt (Utzenstorf)
Horst
Ischi
Jacot des Combes
Mischler
Nikles
Pieren
Schürch
Schweizer (Bern)
Tschannen
Zingg (Bern)
Zuber (Spiez)

Dekret über die Versicherungskasse der bernischen Staatsverwaltung (Abänderung)

Die Grossräte

Hächler (Bern), Präsident
Würsten, Vizepräsident
Buchs (Stechelberg)
Eggenberger
Gasser (Münchenwiler)
Gassmann
Geissbühler (Spiegel)
Kiener
Kunz (Wiedlisbach)
Mäder
Miserez
Moser
Rätz
Siegenthaler
Veya

Dekret über die Teuerungszulagen für die Jahre 1967/68 Mitglieder des Regierungsrates Behördemitglieder und Staatspersonal Lehrer der Primar- und Mittelschulen Rentenbezüger der Versicherungskasse und der Lehrerversicherungskasse

Die Grossräte

Mäder, Präsident
Arni, Vizepräsident
Bircher
Borter
Dübi
Eggenberg
Fankhauser
Kohler
Kressig
Nobel
Räz
Rüegsegger
Rychen
Voisin (Corgémont)
Wisard

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Baumberger

(Siehe Seite 268 hievor)

Dass unsere bernischen Techniken, vorab diejenigen von Biel und Burgdorf, von zahlreichen Studierenden aus andern Kantonen besucht werden, ist an sich durchaus positiv zu bewerten. Es darf in dieser Tatsache die grosse Wertschätzung erblickt werden, deren sich unsere Techniken weit über die Kantonsgrenzen hinaus erfreuen. Solange die Finanzlage des Kantons Bern einigermassen ausgeglichen war und sich die Betriebskosten der Techniken in tragbarem Rahmen hielten, wurde der Tatsache, dass der Anteil ausserkantonaler Schüler sich in den letzten zehn Jahren am Technikum Biel zwischen 28 und 42, am Technikum Burgdorf zwischen 27 und 47 Prozent bewegte, nicht allzu grosse Bedeutung beigemessen. Man nahm sie nicht ohne Genugtuung über die Leistung, die Bern auf dem Gebiete der technischen Ausbildung gesamtschweizerisch erbringt, zur Kenntnis.

Mit der Verschlechterung der Finanzlage unseres Staates und den ständig zunehmenden Betriebskosten der drei Techniken erhält der Zustrom von Nichtbernern, die, wie auch viele bernische Studierende, nach der Diplomierung in ausserkantonale und ausländische Unternehmen abwandern, ein anderes Gesicht. Mit Recht hat daher Grossrat Baumberger anlässlich der Debatte über das Budget für 1967 die Frage aufgeworfen, ob es nicht gegeben sei, diejenigen Kantone, die mit starken Schülerkontingenten an unsern Techniken beteiligt sind, einzuladen, einen Beitrag an ihre Betriebskosten zu leisten. Der Regierungsrat hat denn auch diese Frage in positivem Sinne beantwortet und sich bereit erklärt, mit den in Betracht fallenden Kantonen in Verbindung zu treten. Erhebungen haben ergeben, dass folgende Kantone mit einer gewissen Konstanz ein ins Gewicht fallendes Schülerkontingent an den Techniken Biel und Burgdorf aufweisen. Das Technikum St. Immer wird fast ausschliesslich von Schülern aus dem Kanton Bern besucht, fällt somit ausser Betracht.

	Durchschnitt der letzten 10 Jahre		
Technikum Biel	Anzahl Schüler	in %	
Kantone			
Solothurn	78	10,3	(1966 12,2)
Basel-Stadt	14	1,7	(3,4)
Basel-Land	16	2,0	(4,5)
Aargau	15	2,0	(2,5)
Tessin	24	3,1	(4,9)
Waadt	38	5,1	(3,7)
Wallis	13	1,6	(2,4)
Neuenburg	18	2,3	(2,5)
Technikum Burgdorf			
Kantone			
Solothurn	51	11,7	(1966 10,1)
Basel-Stadt	12	2,7	(2,9)
Basel-Land	17	3,8	(4,1)
Aargau	30	6,7	(6,1)

Die Direktion der Volkswirtschaft ist mit den Behörden der vorerwähnten acht Kantone in Verbindung getreten, hat ihnen in einem eingehend begründeten Schreiben die hohen Lasten, die dem Kanton Bern aus den Betriebskosten der Techniken erwachsen, im einzelnen dargelegt, ihnen Angaben über die Anzahl Studierender aus ihrem Gebiet unterbreitet und ihnen vorgeschlagen, sie möchten sich mit einem noch festzulegenden Betrag pro Schüler an den Betriebskosten der Schulen von Biel und Burgdorf beteiligen. Dieses Beitragssystem trägt der jeweiligen Höhe des Schülerkontingentes laufend Rechnung und dürfte besser geeignet sein, einem allfälligen Begehren um Zuweisung einer bestimmten Anzahl Studienplätze zu begegnen als eine prozentuale Beteiligung an den Betriebskosten. Das erwähnte Begehren müsste der Regierungsrat auf alle Fälle ablehnen, da verhindert werden muss, dass Bewerber aus unserem Kanton unter Umständen zurückgewiesen werden müssten mit Rücksicht auf ausserkantonale Bewerber mit schlechterem, aber noch genügendem Notendurchschnitt.

Das Ergebnis der Verhandlungen mit den andern Kantonen steht, vom Kanton Solothurn abgesehen, noch aus. Das in dieser Sache zuständige Erziehungsdepartement hat sich bereit erklärt, sich dafür einzusetzen, dass pro Schüler ein Kantonsbeitrag von Fr. 600.— geleistet wird. Es darf erwartet werden, dass die zuständigen Stellen sich diesem Vorschlag anschliessen werden.

Da der Kanton Solothurn unter den acht angefragten Kantonen in bezug auf den Besuch von Schülern an unsern Techniken mit Abstand an der Spitze steht, darf erwartet werden, dass auch die Verhandlungen mit andern Kantonen zu einem für Bern befriedigenden Ergebnis führen werden.

Baumberger. Befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Jenzer

(Siehe Seite 268 hievor)

Die durch die Sturmschäden vom Februar/März 1967 in den bernischen Waldungen verursachten Kosten sind der Forstdirektion und dem Regierungsrat bestens bekannt. Es ist auch bekannt, dass die eigenen Holzergruppen nicht ausreichten, um die Aufräumungsarbeiten möglichst rasch und zweckmässig durchzuführen. Es mussten noch zusätzlich vom Ausland Holzergruppen eingesetzt werden. Die Holzer- und Fuhrlöhne verschlingen grosse finanzielle Mittel. Anderseits ist das aufgerüstete Holz nicht ohne weiteres absetzbar, da der Absatz ins Stocken geraten ist. Der Verkauf des aufgerüsteten Holzes deckt die Kosten der Aufrüstung nicht. Die öffentlichen Waldbesitzer sind deshalb gezwungen, ihre Forstreserven in Angriff zu nehmen. Vor allem kommen hier die Forstreservefonds, d. h. der Betriebsreservefonds und der Übernutzungsfonds in Frage. Herr Grossrat Jenzer stellt die Frage, ob es nicht zweckmässig wäre, wenn der Regierungsrat, um die zahlreichen Gesuche nicht einzeln beantworten zu müssen, einen Beschluss fassen würde, der den Einwohner- und Burgergemeinden erlaubt, die bestehenden Fonds generell zur vorschussweisen Deckung der Rüstkosten heranzuziehen.

Wir sind uns bewusst, dass eine solche generelle Bewilligung an und für sich sehr wünschbar wäre, könnten damit doch viele Einzelgesuche und die damit verbundenen Umtriebe vermieden werden, was den Gemeinden und der Forstdirektion eine gewisse Entlastung bringen würde. Ein solches Vorgehen ist aber nicht statthaft. Die Forstdirektion hat sich an die Verordnung vom 4. März 1948 über die Reservefonds der Gemeindeforstkassen zu halten. In dieser Verordnung ist das Verfahren zur Erteilung von Bewilligungen zur Entnahme aus den beiden Fonds klar und eindeutig festgesetzt. Eine generelle Freigabe der beiden Forstreservefonds, Betriebsfonds und Übernutzungsfonds würde eine unübersichtliche Lage schaffen, indem nicht mehr präzis festgestellt werden könnte, welche Beträge für welche Zwecke bewilligt sind. Eine Verwendung der Fondsmittel im Sinne der Verordnung wäre nicht mehr gewährleistet. Auch könnte nicht mehr festgesetzt werden, wo eine Entnahme nur vorschussweise zu geschehen hat und wo eine Entnahme ohne Rückerstattungspflicht vorgesehen ist. Überdies besteht insofern eine Komplikation, dass zwei Direktionen zuständig sind, über diese Reservefonds zu verfügen. Grundsätzlich bedarf eine Entnahme aus dem Übernutzungsfonds eines Regierungsratsbeschlusses. Ein solcher Beschluss wird durch die Gemeindedirektion nach Anhörung der Forstdirektion dem Regierungsrat zur Genehmigung vorgelegt. Der Forstreservebetriebsfonds dagegen untersteht verfügungsmässig der Forstdirektion, die durch Direktionsbeschluss entscheidet. Auch wegen dieser Kompetenzverteilung ist eine generelle Freigabe nicht möglich. Die Verwaltung muss die Mehrarbeit für die Behandlung der zahlreichen Gesuche auf sich nehmen und jedes ordnungsgemäss im Rahmen der zitierten Verordnung behandeln. Die Forstdirektion ist sich jedoch darüber klar, dass die Gesuche um Entnahme aus den beiden Fonds wegen der vermehrten Geldbedürfnisse der Gemeinden und Korporationen infolge der Sturmkatastrophe 1967 grosszügig behandelt werden müssen. Was die Reihenfolge der Beanspruchung der beiden Fonds anbetrifft, so ist in erster Linie der Übernutzungsfonds anzugreifen und erst dann der Betriebsfonds. Diese Reihenfolge ergibt sich aus dem Grunde, weil die Betriebsreservefonds dem Wiederaufbau der Wälder gewidmet sind. Die Forstdirektion ist aber auch bereit, ausnahmsweise und bei grossem Kapitalbedarf Bewilligungen zur Entnahme von Geldern, sei es definitiv oder vorschussweise, aus beiden Fonds zu erteilen bzw. gegenüber der Gemeindedirektion zu befürworten.

Aus diesen Gründen kann dem Begehren um generelle Freigabe der Forstreservefonds nicht zugestimmt werden.

Jenzer. Befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Veya

(Siehe Seite 379 hievor)

Das Projekt «Personalhaus des Bezirksspitals Pruntrut» wurde in Anwendung des Gesetzes vom 27. September 1964 über Bau- und Einrichtungsbeiträge an Krankenanstalten und Krankenpflegeschulen im Schosse der Spitalkommission eingehend behandelt. Es fanden zudem mehrere Besichtigungen an Ort und Stelle statt.

Nachdem das Projekt auf Intervention der Gesundheitsdirektion verbessert worden war, ist dieses vom Regierungsrat genehmigt und der Staatswirtschaftskommission überwiesen worden. Diese gab das Geschäft zurück mit der Begründung, der Aufwand sei im Vergleich zum Projekt «Personalhäuser Waldau» zu kostspielig.

Vertreter der Staatswirtschaftskommission, der Gesundheits- und der Baudirektion sowie der Spitalkommission begaben sich am 21. Juni 1967 zwecks Bereinigung des Bauvorhabens nach Pruntrut. Das Geschäft wird nun dem Grossen Rat in der Septembersession (evtl. Novembersession) zur Beschlussfassung unterbreitet.

Die Spitalkommission wurde in der Absicht geschaffen, dass die Projekte der Spitäler gründlich überprüft werden. Es liegt in der Natur der Sache, dass diese Kommission in die Lage kommt, Projekte zurückzuweisen oder Abänderungen zu verlangen. Damit muss ein Spital rechnen. Die Bedürfnisfrage und die Zweckmässigkeit des Bauvorhabens werden in dieser Kommission gründlich überprüft.

Die Kantonale Spitalkommission übt ihre Funktionen seit Februar 1965 aus. Seither konnten Erfahrungen gesammelt werden, die es ermöglicht haben, Grundsatzentscheide zu treffen, die bei der künftigen Begutachtung von Projekten richtunggebend sind. Anfangs Juni 1967 hat zudem die Gesundheitsdirektion dem Regierungsrat einen umfassenden Bericht über die Spitalplanung im Kanton Bern unterbreitet. Dieser Bericht enthält die notwendigen Grundlagen für die Schaffung einer

definitiven Planung mit klaren Konzeptionen. Es ist beabsichtigt, nach Bereinigung grundsätzlicher Fragen dem Grossen Rat eine endgültige Spitalplanung zu unterbreiten. In diesem Rahmen wird auch die Festlegung von Richtlinien für Spitalbauten abgeklärt. Bei der Vielfältigkeit unserer Spitäler und unter Berücksichtigung der örtlichen Verhältnisse bietet die Schaffung solcher Richtlinien jedoch gewisse Schwierigkeiten.

Es liegt im Interesse aller Beteiligten, dass die Verwirklichung eines Bauvorhabens auf dem Gebiete des Spitalwesens möglichst keinen Aufschub erleidet. Leider erlaubt es die angespannte Finanzlage des Staates je länger je weniger, die Staatsbeiträge an derartige Bauten fristgerecht auszurichten. Der zur Verfügung stehende Kredit für Baubeiträge reicht dazu nicht aus, und es mus schon jetzt eine Staffelung auf Jahre hinaus vorgenommen werden.

Veya. Satisfait.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Grimm

(Siehe Seite 376 hievor)

Die erwähnte Mahnwand «62 Prozent Unglücksfälle bei Kreuzungen», welche von der Schweizerischen Beratungsstelle für Unfallverhütung im Auftrag der Schweizerischen Konferenz für Sicherheit im Strassenverkehr auf der Strasse Sonceboz–Biel irrtümlich in deutscher statt in französischer Sprache angebracht worden ist, wurde von der Beratungsstelle unmittelbar nachdem sie auf den Irrtum aufmerksam gemacht worden war, ausgewechselt. Die Auswechslung erfolgte am 20. Mai 1967.

Es ist unzutreffend, dass überall im Jura die Richtsignale deutschsprachig sind. Im Kreisoberingenieurbezirk V werden deutsche Strassensignale nur im Bezirk Laufen aufgestellt. In den andern Amtsbezirken des Jura verfügen die Oberwegmeister nur über französisch redigierte Strassensignaltafeln.

Im jurassischen Teil des Oberingenieurkreises III sind alle aufgestellten Hinweissignale französisch. Bei Teerungsarbeiten wird die Beitafel «gravillon und Rollsplitt» aufgestellt.

Es ist denkbar, dass Strassenbauunternehmern, die für den Staat oder die Gemeinden im Jura arbeiten, hin und wieder ein deutschsprachiges Signal hineingerät. Das wird jedoch selten der Fall sein, weil die Signale zum grössten Teil aus Zeichen und nicht aus Worten bestehen.

Über Privatinschriften haben wir uns nicht zu äussern.

Im übrigen teilt der Regierungsrat die Auffassung von Grossrat Grimm, dass die Strassensignale im Jura französisch beschriftet sein müssen.

Herr Grimm ist abwesend.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Strahm

(Siehe Seite 376 hievor)

Wie die Justizdirektion in ihren Jahresberichten für die Jahre 1965 und 1966 mitteilte, wurde das Begehren von Grossrat Dürig nach Durchführung eines Vernehmlassungsverfahrens im Sinne eines Revisionsantrages an eine ausserparlamentarische Kommission überwiesen, welche eingesetzt wurde, um eine Teilrevision der bernischen Zivilprozessordnung vorzubereiten. Diese ausserparlamentarische Expertenkommission hat ihre Arbeiten aufgenommen und dürfte im Verlaufe dieses Jahres der Justizdirektion zuhanden des Regierungsrates eine Revisionsvorlage unterbreiten. Im Zusammenhang mit der Teilrevision der bernischen Zivilprozessordnung kann auch die Motion von Grossrat Dürig verwirklicht werden. Zwischen der Heraufsetzung der Streitwertgrenze in gewerbegerichtlichen Verfahren und den in der bernischen Zivilprozessordnung umschriebenen Streitwertgrenzen besteht ein innerer Zusammenhang.

Strahm. Befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Fankhauser

(Siehe Seite 376 hievor)

Die Ergebnisse der alle 10 Jahre in der Schweiz stattfindenden Volkszählungen liefern wichtige Grundlagen, die sehr vielfältigen Zwecken, nicht zuletzt auch den Entwicklungs-, Planungs- und Berufsfragen wie auch den Wahlen dienen. Die beiden wichtigsten Erhebungen, die laufende Statistik der Zivilstandsveränderungen und die Volkszählungen sind rechtlich Bundessache, so dass der Regierungsrat darauf nur wenig Einfluss nehmen kann.

Die Volkszählungen können durch die Erfassung der Geburten, Todesfälle und Wanderungen leider nicht ersetzt werden. Insbesondere ist die Zu- und Abwanderungsstatistik mit Fehlern behaftet. Gewisse Erhebungsmerkmale finden sich in den Einwohnerkontrollen nicht oder sind falsch, wie z. B. die Berufsangaben, die Muttersprache und die Konfession. Es ist deshalb notwendig, dass die Volkszählung von Zeit zu Zeit die Fortschreibung kontrolliert. Man hat auch im Ausland dieselbe Erfahrung gemacht und denkt nicht daran, die periodischen Volkszählungen aufzugeben.

Die statistischen Ämter prüfen ständig neue Verfahren zur Rationalisierung der Erhebungen, vor allem auch wegen der kostspieligen Datenverarbeitung. Die Anfrage führte zu einer Fühlungnahme mit den Leitern der eidgenössischen Volkszählung. Sie sehen keine Möglichkeit, die Bevölkerungsstatistik in ihren Grundlagen zu vereinfachen. Es ist aber anzunehmen, dass die Finanzlage des Bundes doch dafür sorgen wird, die bevorstehende Volkszählung 1970 soweit als möglich zu beschränken und zu verbilligen.

Herr Fankhauser ist abwesend.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Sutermeister

(Siehe Seite 376 hievor)

Kreisoberingenieur Freudiger hat sich im Jahre 1961 vom freierwerbenden Vermessungsingenieur Kobi zum Essen einladen sowie eine Glasschale und Spirituosen schenken lassen, im Bewusstsein, dass er dadurch für weitere Aufträge an Kobi günstig gestimmt werden sollte. Als Kobi die erwarteten weiteren Aufträge nicht erhielt, erstattete er gegen Freudiger Strafanzeige wegen Annahme von Geschenken. Das Gericht erklärte Freudiger dieser Verfehlung schuldig und verurteilte ihn zu einer Busse von Fr. 80.—. Dadurch hatte sich der Beamte Freudiger auch disziplinarisch verantwortlich gemacht. Er wurde deshalb anschliessend in Anwendung von Artikel 24 des Gesetzes über das Dienstverhältnis der Behördemitglieder und des Personals der Bernischen Staatsverwaltung (Beamtengesetz) vom 7. Februar 1954 mit einem Verweis bestraft.

Sutermeister. Befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Voisin (Corgémont)

(Siehe Seite 377 hievor)

Die Studien für die Führung der T 6 im Taubenloch werden nicht auf das Taubenloch beschränkt, sondern erfassen auch die Sanierung des Abschnittes Reuchenette-Sonceboz. Auch diese Strecke soll im Rahmen des Ausbaues der T 6 den Erfordernissen des Verkehrs angepasst werden.

Für die Sanierung der Durchfahrt der T 6 und der T 108 im Dorf Sonceboz sind der Gemeinde Sonceboz schon mehrere Varianten erfolglos zur Stellungnahme unterbreitet worden.

Im Hinblick auf die Dringlichkeit müssen die Anstrengungen auf die Strecken im Taubenloch konzentriert werden.

Voisin (Corgémont). Befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Dürig

(Siehe Seite 377 hievor)

Die schriftliche Anfrage des Grossrat Dürig wird wie folgt beantwortet:

Nach Artikel 5 des Gesetzes vom 2. Februar 1964 über die Förderung des Fremdenverkehrs wird zur Beschaffung der Mittel für die Förderungsmassnahmen zugunsten des Fremdenverkehrs eine kantonale Beherbergungsabgabe erhoben. Aus dieser Bestimmung ergibt sich, dass die dem Staat aus der Beherbergungsabgabe zufliessenden Mittel zweckgebunden sind und nur zur Finanzierung von Staatsbeiträgen im Sinne von Artikel 3 des gleichen Gesetzes verwendet werden dürfen. Der Regierungsrat ist denn auch vorbehaltlos mit dem Fragesteller einig, dass die Eingänge aus der Beherbergungsabgabe ihrem gesetzlichen Zweck reserviert bleiben müssen. Dass dem so ist, geht auch aus dem Regierungsratsbeschluss Nr. 941 vom 8. Februar 1967 hervor, der wie folgt lautet:

«Die dem Staat aus der Beherbergungsabgabe zufliessenden Mittel sind zweckgebunden. Sie dürfen nur zur Finanzierung von Staatsbeiträgen im Sinne von Artikel 3 des Gesetzes vom 2. Februar 1964 über die Förderung des Fremdenverkehrs verwendet werden. Die in einem Rechnungsjahr nichtgebrauchten Eingänge sind auf das nächstfolgende Rechnungsjahr zu übertragen. Diese Regelung gilt ab Rechnungsjahr 1966».

Damit können über den Verwendungszweck der Abgabe keine Zweifel mehr aufkommen.

Im durch Grossrat Dürig erwähnten Rechnungsjahr 1965 ergab sich ein Überschuss von rund Fr. 474 000.—, der in der Staatsrechnung verbucht worden ist. Da die aus der Beherbergungsabgabe dem Staate zufliessenden Mittel nur für die im Fremdenverkehrsgesetz erwähnten Zwecke – Beiträge verschiedener Art – verwendet werden dürfen, also zweckgebunden sind, wären die im Rechnungsjahr nicht beanspruchten Mittel auf das nächstfolgende zu übertragen gewesen, wie dies gemäss Regierungsratsbeschluss vom 8. Februar 1967 nunmehr ausdrücklich verfügt worden ist.

Da die Genehmigung der Staatsrechnung 1965 durch den Grossen Rat die nicht zweckentsprechende und gesetzwidrige Verwendung des Überschusses der Beherbergungsabgaben nicht nachträglich zu decken vermag, wird der im Rechnungsjahr 1965 nicht verwendete Betrag dem laufenden Rechnungsjahr gutgeschrieben werden.

Dürig. Befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Wisard

(Siehe Seite 378 hievor)

Der festgesetzte Termin für die Beendigung der Arbeiten auf der Baustelle beim Ausgang des Dorfes Courrendlin konnte deshalb nicht eingehalten werden, weil nach Anordnung eines beigezogenen Sprengfachmannes nur mit kleinen Ladungen gesprengt werden durfte. Der vorausgesehene normale Sprengvorgang hätte den nächstgelegenen Gebäuden und der Staatsstrasse Schaden zufügen können. Nachdem die schwierigsten Arbeiten beendigt werden konnten, werden für die zukünftigen Sprengungen nunmehr normale Ladungen verwendet. Die Baudirektion hofft, dass sämtliche Arbeiten zu Beginn der Herbstsession des Grossen Rates beendet sein werden. Sie ist bestrebt, die maximale Sicherheit zu gewähren, weshalb es längere Zeit braucht. Der Strassenverkehr wird nicht stark behindert. Die Verhältnisse dürften es gestatten, die Eliminierung der Gefahrenstelle in aller Sorgfalt durchzuführen. Überstürzte Massnahmen wären hier nicht am Platze.

Abschliessend ist noch zu berichtigen, dass die neue Staatsstrasse von der Bauunternehmung nicht zu Materialablagerungen benützt wird, sondern dass die vermeintliche Materialdeponie als Schutzwall dient, um zu verhindern, dass anlässlich von Sprengungen Felsstücke auf die Strasse fallen.

Wisard. Pas satisfait.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Oeuvray

(Siehe Seite 378 hievor)

Die Schweiz ist das Ursprungsland von zwei weltbekannten Rassen, das Simmentaler-Fleckvieh und die Braunvieh-Rasse. Der Bund wendet jedes Jahr 10 bis 12 Millionen Franken auf zur Förderung des Exportes von Schweizervieh nach Italien und Osteuropa. Der Jura hat an diesen Förderungsmassnahmen einen namhaften Anteil.

Im Kanton Bern bestehen 420 anerkannte Viehzuchtgenossenschaften mit über 87 000 Herdebuchtieren. Die Zucht der Simmentaler-Fleckviehrasse wird im Jura durch 82 Genossenschaften, die über 17 000 Tiere zählen, gefördert. Diese Zahlen beweisen, dass eine Liberalisierung des Importes von lebenden Tieren gegen die Interessen der meisten Züchter wäre.

Trotzdem hat der Bundesrat durch Beschluss vom 23. September 1966 die Einfuhr von Samen positiv nachzuchtgeprüfter, ausländischer Stiere erlaubt. Dieser Import kann nur durch die Vermittlung des Schweizerischen Verbandes für die künstliche Besamung getätigt werden. Die Mitglieder dieser Organisation, d. h. alle Züchter, die die künstliche Besamung anwenden, wurden durch Kreisschreiben über die praktische Durchführung dieser Massnahmen orientiert.

Die Befürworter der Einfuhr von ausländischem Vieh behaupten, die einheimischen Rassen seien nicht produktiv genug. Nach den Ergebnissen der gesamten offiziellen Milchleistungskontrolle, welche ca. 150 000 Kühe umfasst, weist die Simmentaler-Fleckviehrasse in 305 Tagen in der 4. Laktation und bei Flachlandfütterung pro Tier durchschnittlich 4600 kg Milch mit 3,97 Prozent Fett auf. Dieses Resultat ist nicht zu verachten.

Anderseits ist die Fleischversorgung des Schweizervolkes gegenwärtig nur zu 70 Prozent mit einheimischen Erzeugnissen gedeckt. Es ist bekannt, dass das einheimische Vieh einen guten Schlachtertrag abwirft. Dies kann von den Kühen der friesischen und der Montbéliard-Rasse nicht behauptet werden.

Angesichts dieser Tatsachen ist der Regierungsrat gegen eine vermehrte Freigabe der Einfuhr von ausländischem Vieh.

Oeuvray. Satisfait.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Michel (Meiringen)

(Siehe Seite 378 hievor)

Seit einer Reihe von Jahren sind die Unternehmerpreise zufolge der Hochkonjunktur auch im Oberland ständig gestiegen. Die Wegbaugenossenschaften, deren Mitglieder noch einen wesentlichen Teil der Baukosten selber tragen müssen, sahen sich in den Jahren 1960–1965 vor die Frage gestellt, ob sie überhaupt trotz Beiträgen von Bund und Kanton mit ihren Arbeiten weiterfahren können. Teilweise waren die Unternehmerofferten wesentlich höher als die der Subventionierung zugrundegelegten Preise im Kostenvoranschlag. 1962/1963 mussten bereits verschiedene dringliche Projekte vom Meliorationsamt zurückgestellt werden, weil auch für die Behörden nicht von Anfang an die Möglichkeit bestand, infolge erhöhter Preise Nachsubventionen einzuleiten.

1963 wurde erstmals, gestützt auf vorliegende Offerten vom Meliorationsamt, der Gemeinde Grindelwald der Vorschlag unterbreitet, einen österreichischen Kleinunternehmer einzusetzen. Dieser war bereits früher einmal mit Holzarbeiten in Grindelwald beschäftigt und führte 1963 in der Gemeinde Rougemont Wegbauarbeiten aus. Ein Augenschein auf der Baustelle in Rougemont durch den Gemeinderat und die Baukommission Grindelwald führte dazu, dass dieser Kleinunternehmer seinen Wohnsitz nach Grindelwald verlegte und dort die früher durch schweizerische Unternehmerkonsortien begonnenen Arbeiten an Alpwegen weiterführte. Auf den ersten Anhieb konnten bereits Fr. 500 000.— eingespart werden. Der österreichische Unternehmer hat in Grindelwald die Niederlassung erhalten und bezahlt dort auch Steuern. Die Firma besteht aus 15 Mann, alles österreichische Staatsangehörige. Es arbeiten darin auch fünf Brüder, die alle als Gruppenleiter eingesetzt werden. Praktisch alle Arbeiter können sowohl Trax- wie Lastwagen fahren. Günstige Zeiten für die Ausführung der Bauarbeiten werden restlos ausgenützt, wodurch sehr grosse Mehrleistungen erzielt werden. Die Organisation auf den Baustellen ist einwandfrei, so dass es für die Berglandwirtschaft ein glücklicher Zufall war, diesen Kleinunternehmer einzusetzen. Im Vergleich zum Umfang der übrigen Arbeiten ist auch die Konkurrenz gegenüber den schweizerischen Unternehmern eine bescheidene. Fast alle einheimischen grössern und kleinern Firmen, welche bisher Tiefbauarbeiten ausführten, haben zudem ebenfalls ausländische Arbeitskräfte (Italiener, Spanier) beschäftigt. Die der Unternehmung übertragenen Arbeiten in Grindelwald, Meiringen, Guggisberg usw. sind bis anhin zur vollen Zufriedenheit der Bauherrschaft und der Aufsichtsbehörde ausgeführt worden, und zwar wesentlich billiger, als dies mit schweizerischen Unternehmern auf Grund von Offerten möglich gewesen wäre.

Durch den Einsatz dieses österreichischen Kleinunternehmens im Meliorationswesen wurde erreicht, dass schon lange zurückgestellte Arbeiten endlich begonnen werden konnten und damit die notwendigen Grundlagenverbesserungen für die Landwirtschaft im Berggebiet geschaffen wurden. Diese Kleinunternehmung hat wesentlich zur Nor-

malisierung der Baukosten beigetragen. Die Firma steht selbstverständlich unter ständiger technischer Kontrolle. Die Vorschriften des kantonalen Arbeitsamtes und der SUVA werden eingehalten. Die vielen neu angeschafften Maschinen und Lastwagen wurden in der Schweiz gekauft; daneben ist auch schweizerisches Baumaterial verwendet worden.

Seit 1963 konnten durch den Einsatz dieses Unternehmens rund 40 Prozent an Baukosten, im Vergleich mit den billigsten schweizerischen Unternehmerofferten, eingespart werden. Dies hat zur Folge, dass auch Bundes- und Kantonsbeiträge in der Grössenordnung von je 1,2–1,5 Millionen Franken eingespart wurden.

Im weitern ist nun darauf hinzuweisen, dass mit dem Stockholmer Übereinkommen zur Errichtung der Europäischen Freihandelsassoziation (EFTA) vom 3. Mai 1960 nach Ablauf der Übergangsperiode am 31. Dezember 1966 eine neue Situation entstanden ist. Der Schweizerische Bundesrat hat die Kantonsregierungen am 27. Dezember 1966 über verschiedene Neuerungen, die nun zu beachten sind, orientiert. Insbesondere ist auf Artikel 14 zu verweisen, nach welchem der Wettbewerb für Arbeitsausschreibungen und Vergebungen auch Lieferanten aus andern EFTA-Ländern in gleicher Weise offensteht wie den schweizerischen Firmen. Bei der Vergebung hat die Wahl zwischen einheimischen und EFTA-Produkten und Arbeiten nach rein kaufmännischen Gesichtspunkten zu erfolgen. Mit andern Worten, es ist das nach Massgabe aller im konkreten Fall relevanten wirtschaftlichen und technischen Umständen günstigste Angebot zu berücksichtigen. Ausnahmen in der Einhaltung von Artikel 14 sollen nur soweit zulässig sein, als sie sich im Einzelfall aus Gründen der Landesverteidigung gemäss Artikel 18 Absatz 1 rechtfertigen lassen. Der Bundesrat verweist insbesondere darauf, dass uns die Zugehörigkeit zur EFTA verpflichtet, dass auch die Tätigkeit der regionalen und lokalen Behörden oder der von diesen abhängigen Unternehmen die Bestimmungen des genannten Artikels soweit als möglich berücksichtigen. Kantone, Gemeinden sowie öffentliche Körperschaften und Unternehmen sind in diesem Sinne gehalten, die mit der EFTA eingegangenen Verpflichtungen zu respektieren.

Der Vollständigkeit halber kann auch noch auf die Publikation der Schweizerischen Kartellkommission betreffend die Förderung des Wettbewerbs und die Vergebung von Arbeiten für die Rechnung der öffentlichen Hand erwähnt werden, die kürzlich in der Tagespresse bekanntgegeben wurde.

Der Regierungsrat glaubt daher, dass die Praxis der Arbeitsvergebungen für Güter- und Forststrässchen in den letzten Jahren richtig gehandhabt worden ist.

Michel (Meiringen). Teilweise befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Jardin

(Siehe Seite 378 hievor)

Bei der Aufstellung der jährlichen Arbeitsprogramme erfolgt nach der Budgetberatung eine Zuteilung der verfügbaren Mittel an die fünf Oberingenieurkreise. Grundsätzlich sollen die fünf Kreise möglichst gleichmässig berücksichtigt werden. In den erwähnten 4 Millionen Franken, die dem Oberingenieurkreis V nach dem Strassenbauprogramm für 1967 zugeteilt wurden, sind die Zuteilungen für Strassenunterhalt, Wasser- und Schwellenbauten an Staatsstrassen, Behebung von Frostschäden und Ankauf von Strassenreinigungsmaschinen nicht inbegriffen. In den letzten drei Jahren betrugen die Gesamtaufwendungen für das Strassenwesen des Juras inklusive die dem Oberingenieurkreis III zugeteilten Amtsbezirke La Neuveville und Courtelary zusammen 41,5 Millionen Franken. Das entspricht einem Jahresdurchschnitt von 13,845 Millionen Franken. Im gleichen Zeitraum wurden für das Strassenwesen des alten Kantonsteils inklusive Nationalstrassenbau insgesamt 98,7 Millionen Franken oder im Durchschnitt pro Jahr 32,9 Millionen Franken verausgabt. Aus diesen Zahlen ist ersichtlich, dass die Aufwendungen für das Strassenwesen im Jura in den letzten 3 Jahren zirka 42 Prozent derjenigen für den alten Kantonsteil ausmachten. Dabei muss betont werden, dass einzig im Jura die Haupt- und Verbindungsstrassen durchgehend staubfrei gemacht sind.

Es ist richtig, dass die Bundessubventionen für den Nationalstrassenbau nur dem alten Kantonsteil zugute kommen, aber es darf dabei nicht ausser Acht gelassen werden, dass für den Ausbau der Hauptstrassen T 6, Taubenloch–Boncourt, T 18, Delsberg–Angenstein, T 108, Sonceboz–La Cibourg, laufend Bundesbeiträge fliessen, die ausschliesslich dem Jura zugute kommen. Eine ganz massive Erhöhung der jurassischen Anteile wird sich übrigens beim Ausbau der Taubenlochstrasse zwangsläufig ergeben.

Jardin. Satisfait.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Jardin

(Siehe Seite 379 hievor)

a) Der Anfragesteller regt an, im bernischen Staatskalender die politische Zugehörigkeit der Mitglieder des Regierungsrates seit 1846 anzugeben. Der Regierungsrat ist bereit, diesem Wunsch zu entsprechen.

b) Die Angabe der politischen Zugehörigkeit der Regierungspräsidenten seit 1901 wird somit gegenstandslos.

c) Im Staatskalender ist auf Seite 16 bis 23 die politische Zugehörigkeit sämtlicher Grossratsmitglieder aufgeführt. Die Schriftliche Anfrage ist diesbezüglich somit gegenstandslos.

d) Die Wahl des Grossratspräsidenten erfolgt jeweils turnusgemäss unter den Fraktionen. Die gewünschte Angabe ist somit nicht von politischem Interesse.

Jardin. Teilweise befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Marchand

(Siehe Seite 379 hievor)

Mit dem Volksbeschluss vom 9. April 1967 über die Aufnahme von Anleihen bis zum Betrage von 300 Millionen Franken werden die Anleihensmöglichkeiten des Staates in den nächsten Jahren bereits vollständig ausgeschöpft. In diesem Volksbeschluss ist festgelegt worden, dass diese Anleihen für die Abtragung der laufenden Schulden und zur Einlösung fälliger Verpflichtungen zu verwenden sind. An die Aufnahme weiterer Anleihen für Strassenbauten, Spitäler, Gewässerschutz, Meliorationen, Schulhäuser usw. kann deshalb bis auf weiteres nicht gedacht werden.

Marchand. Pas satisfait.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Buchs (Stechelberg)

(Siehe Seite 379 hievor)

Die rechtsufrige Thunerseestrasse wird von den Strassenunterhaltsorganen der Baudirektion ständig unter Kontrolle gehalten. Alljährlich, hauptsächlich im Frühjahr, werden die Felspartien und die Tunnelgewölbe sorgfältig abgesucht, wobei loses Material abgeräumt wird. Ferner wird auch das über den kahlen Felswänden liegende bewaldete Gebiet periodisch kontrolliert. Es werden dabei lose Steine gesichert und Fallbäume weggeschafft. Auch die Felsrisse und Spalten, die seit Jahren unverändert geblieben sind, werden ständig unter Kontrolle gehalten.

In den letzten zehn Jahren wurden für Räumungs- und Sicherungsarbeiten rund 118 000 Franken aufgewendet. Ferner ist im Jahr 1958 der Tunnel westlich des Zwölfikrachens im Kostenbetrag von 145 580 Franken ausgemauert worden. Die steinschlaggefährdetsten Felspartien befinden sich zwischen Nastel und Balmholz. Es besteht ein Projekt aus dem Jahr 1965 für einen neuen, ca. 350 m langen Tunnel, womit die genannten Stellen und die drei untersten Tunnels umfahren werden sollten. Wann dieses Projekt zur Ausführung gelangen wird, kann allerdings heute noch nicht gesagt werden.

Es ist bekannt, dass oft Regenfälle, starker Wind, Wild und Passanten auf dem Pilgerweg Steinschläge auslösen können. Die Steine kommen oft von weit oben herunter und nicht direkt aus den sichtbar anstehenden Felswänden. Die beste Sicherheit gegen Steinschlaggefahr bestünde in der Anbringung von Auffangvorrichtungen allen Felswänden entlang. Eine solche Massnahme wäre indessen der hohen Kosten wegen dem Staat nicht zumutbar.

Das Wegmeisterpersonal tut alles, was in seinen Kräften steht, um Steinschläge und Felsstürze auf der rechtsufrigen Thunerseestrasse zu verhindern.

Buchs (Stechelberg). Befriedigt.

Antwort auf die Schriftlichen Anfragen Villard und Walter

(Siehe Seite 376 und 377 hievor)

Da diese beiden Anfragen den gleichen Gegenstand behandeln und zudem ineinandergreifen, scheint es zweckmässig, sie gemeinsam zu beantworten.

Der Einfachheit halber wenden wir uns zuerst den von Grossrat Walter gestellten Fragen zu.

Nachdem durch die Flucht Boillats ins Ausland die von ihm ausgestossenen Drohungen ihr unmittelbares Gewicht verloren hatten, wurden die Bürgerwehren, soweit sie überhaupt je vorhanden waren, mit sofortiger Wirkung aufgelöst. Es ist deshalb kaum opportun, nachträglich noch die Namen der Initianten zu publizieren. Diese hatten gegenüber der Regierung keine Verantwortung übernommen. Der Regierungsrat hat mit den ihm gesetzlich zur Verfügung stehenden Mitteln Erhebungen über Organisation, Zweck, Ausrüstung und Tätigkeit der Bürgerwehren angestellt. Neben der Befragung der Initianten und Einsichtnahme in ihr Reglement hat die stationierte Polizei in allen Gemeinden im Jura Ermittlungen durchgeführt.

Gestützt auf diese Beweissammlung kann gesagt werden,

- der Einsatz der Bürgerwehren erstreckte sich nicht auf den gesamten Jura;
- es handelte sich nicht um bewaffnete Patrouillen.

Aus der Beantwortung der von Grossrat Walter gestellten Fragen geht hervor, dass Grossrat Villard in seiner Anfrage von der unrichtigen tatbeständlichen Annahme ausgeht, es habe sich bei den Bürgerwehren um bewaffnete Gruppen gehandelt. Die durchgeführten Erhebungen haben aber ergeben, dass

- die bestehenden Gruppen nicht bewaffnet waren,
- in keinem Fall die vom Gesetz gezogenen Grenzen betreffend zulässige Selbsthilfe überschritten worden sind oder die Absicht bzw. die Gefahr einer solchen Überschreitung vorgelegen hätte.

Die Frage eines Verbotes bewaffneter Organisationen stellte sich bei dieser Sachlage nicht. Andere Massnahmen erübrigen sich deshalb, weil die Bürgerwehren aufgelöst sind.

Die beteiligten Offiziere haben sich nicht an Stelle der mit der Aufrechterhaltung der Ordnung beauftragten Organe gesetzt. Als Bürger geniessen sie die gleichen Rechte und Freiheiten wie wir alle. Militärisch und disziplinarisch unterstehen sie ihren direkten Vorgesetzten, sowie der Disziplinargewalt des Eidgenössischen Militärdepartementes und der Militärgerichte. Die kantonalen Behörden besitzen in diesem Falle keine Kommandogewalt und es steht ihnen auch nicht zu, den Offizieren für die Erfüllung ihrer militärischen oder ihrer Bürgerpflichten Weisungen zu erteilen. Im übrigen wird auf das Schreiben des Bundesrates vom 19. Mai 1967 an das Rassemblement jurassien verwiesen.

Villard. Je rappelle, en ce qui concerne les officiers, l'affaire Berberat.

Walter. Teilweise befriedigt.

Eingelangt sind folgende

Motionen

I.

Le Conseil-exécutif est invité à soumettre au Grand Conseil, pour approbation, les dispositions légales nécessaires visant à assurer à tous les travailleurs du canton un minimum de vacances de 3 semaines.

7 septembre 1967

Gassmann

(Der Regierungsrat wird eingeladen, dem Grossen Rat die erforderlichen gesetzlichen Bestimmungen zur Genehmigung vorzulegen, wonach allen Arbeitenden im Kanton Bern mindestens 3 Wochen Ferien gewährt wird).

II.

En vue d'assurer à l'avenir l'approvisionnement en eau potable de Bienne et de sa région, il a fallu, pendant plus de 3 ans, étudier l'eau du lac de Bienne et mettre en service une station pilote de filtrage afin de déterminer quelle technique de conditionnement est la plus efficace. Comme le lac de Bienne représente la dernière et la plus importante de ses réserves d'eau potable, la ville de Bienne a mis à l'étude le projet définitif d'une station de pompage et de filtrage de l'eau du lac; du même coup, il a décidé en principe quel serait le futur point d'approvisionnement en eau. Les autorités de Bienne ont pris cette décision tout en sachant parfaitement à quel point la qualité de ces eaux de surface se détériore et qu'elle continuera à se détériorer; aussi est-il inévitable qu'elles demandent qu'on préserve la pureté des eaux affluentes. La Direction cantonale de l'énergie et de l'économie hydraulique a largement diffusé une publication concernant les résultats de ses propres analyses de l'eau du lac, et cette publication corrobore nos résultats. On peut en conclure que l'eutrophisation, c'est-à-dire la pollution de l'eau du lac, vient principalement des phosphates qui y sont apportés par les affluents, et que cette eutrophisation ira en s'aggravant inéluctablement. L'adoucissement de l'eau potable et de l'eau d'usage au moyen de phosphates et de polyphosphates est une méthode très répandue dans les ménages et les entreprises aussi bien artisanales qu'industrielles: aussi est-ce par tonnes que de tels sels minéraux sont déversés chaque jour dans le lac de Bienne. A la suite de tels faits, les offices fédéraux ont publié des ordonnances. Par souci de préserver la dernière réserve d'eau potable dont disposent Bienne et sa région, le Conseil-exécutif est chargé:

1° de faire appliquer strictement l'ordonnance publiée en 1966 par l'Office fédéral de l'hygiène publique et relative à l'adoucissement de l'eau potable au moyen de phosphates; de mettre sans retard en vigueur des prescriptions cantonales à ce sujet;

2° de n'autoriser l'adoucissement de l'eau potable au moyen de phosphates et de polyphosphates que pour les seules installations d'eau chaude, de limiter la quantité autorisée à 3 mg PO_4''' par litre et de contrôler cette quantité;

3° d'interdire la «phosphatisation» générale de l'eau froide dans toutes les installations d'eau potable et d'eau d'usage, et cela aussi bien dans les maison familiales que dans les immeubles de rapport;

4° de n'octroyer la concession pour la construction de stations d'épuration dont les eaux résiduaires sont en relation directe avec un lac et de ne subventionner de telles constructions que dans la mesure où elles prévoient un troisième degré, celui de l'élimination des phosphates;

5° de charger les instances cantonales de l'Office de la protection des eaux, à la suite de la pollution déjà constatée de nos eaux de surface, de découvrir les «émetteurs» en eaux et de veiller à remédier aussitôt à la situation.

11 septembre 1967

Kohler

(Die Sicherstellung des zukünftigen Trinkwasserbedarfs für Biel und seine Region hat zu mehr als dreijährigen Untersuchungen des Bielersees und zum Betrieb einer Pilotfilterstation zwecks Abklärung der wirkungsvollsten Aufbereitungstechnik Anlass gegeben. Die Tatsache, dass der Bielersee die letzte und mengenmässig grösste Trinkwasserreserve darstellt, hat die Behörden der Stadt Biel dazu bewogen, die Detailprojektierung eines Seewasserwerkes in die Wege zu leiten und somit den grundsätzlichen Entscheid über den zukünftigen Wasserbeschaffungsort zu fällen. Wenn auch dieser Beschluss im vollen Bewussstsein der heutigen und in Zukunft zu erwartenden Qualitätseinbussen dieses Oberflächengewässers gefasst wurde, so verbindet sich damit unweigerlich die Forderung zur Reinhaltung der Zuflüsse unseres Sees. Die kantonale Direktion für Wasser- und Energiewirtschaft hat durch eine breitgestreute Publikation ihrer eigenen Seewasseruntersuchungen in der Tagespresse unsere langjährigen Erkenntnisse erhärtet. Man kommt zum Schluss, dass hauptsächlich die durch die Zuflüsse in den See eingetragenen Phosphate zu einer Eutrophierung, d. h. Überdüngung, Anlass geben, die in Zukunft unweigerlich fortschreiten wird. Die Impfung, bzw. Enthärtung von Trink- und Brauchwasser mit Phosphaten und Polyphosphaten ist eine äusserst verbreitete Methode in Haushalt, Gewerbe und Industrie, sodass dem Bielersee täglich tonnenweise solche Salze zugetragen werden. Eidgenössische Ämter haben angesichts dieser Tatsachen bereits Verfügungen erlassen. Besorgt um die Erhaltung der letzten Trinkwasserreserve für Biel und seine Region, wird der Regierungsrat aufgefordert:

1. Die im Jahr 1966 erlassene Verfügung des Eidgenössischen Gesundheitsamtes über die Trinkwasserenthärtung mit Phosphaten ist strikte zu befolgen und entsprechende kantonale Vorschriften sind unverzüglich in Kraft zu setzen.

2. Die Impfung, bzw. Enthärtung von Trinkwasser mit Phosphaten und Polyphosphaten ist ausschliesslich bei Warmwasseranlagen gestattet, mit einer höchstzulässigen und kontrollierten Menge von 3 mg PO_4''' pro Liter.

3. Das generelle «Phosphatieren» von Kaltwasser in sämtlichen Trink- und Brauchwasseranlagen, auch in Ein- und Mehrfamilienhäusern, ist verboten.

4. Die Konzession für den Bau von Kläranlagen, deren Abfluss in direktem Zusammenhang mit einem See steht, wie auch deren Subventionierung wird nur bewilligt, insofern sie eine dritte Stufe, nämlich die der Phosphatentfernung aufweisen.

5. Die kantonalen Instanzen des Gewässerschutzamtes sind dazu angehalten, im Anschluss an die bereits festgestellte Überdüngung unserer Oberflächengewässer durch Phosphate, die entsprechenden Emitenten zu eruieren und diesbezüglich für sofortige Abhilfe besorgt zu sein.)

III.

En cas de maladie, le droit au salaire intégral devrait être garanti à chacun. Ce n'est pas le cas actuellement, et nombre de salariés sont lourdement frappés par le manque à gagner résultant de la maladie.

Il est vrai que dans certains secteurs de l'économie, la participation de l'entreprise aux primes d'assurances payées par l'employé permet à ce dernier de parfaire son indemnité journalière. Toutefois, on constate que la hausse continuelle de ces cotisations pèse toujours plus fort dans le budget des familles d'ouvriers. Il en résulte que de nombreux salariés se trouvent dans l'impossibilité matérielle de s'assurer suffisamment contre la maladie.

Au vu de cette situation, le Conseil-exécutif est invité à prendre toutes mesures utiles pour que, sans charges nouvelles pour le salarié, celui-ci puisse recevoir le 100 % de son salaire en cas de maladie.

11 septembre 1967

Schaffter

(Bei Krankheitsfall sollte jedermann der volle Lohnanspruch gewährt werden. Dies ist gegenwärtig nicht der Fall, und zahlreiche Arbeitnehmer sind durch den krankheitsbedingten Verdienstausfall schwer betroffen.

In gewissen Wirtschaftszweigen kommt der Angestellte zwar auf seine Tagesentschädigung, weil sich die Unternehmung an den von ihm bezahlten Versicherungsprämien beteiligt. Immerhin ist festzustellen, dass die ständige Erhöhung dieser Beiträge den Haushalt der Arbeiterfamilien immer mehr belastet. Daraus ergibt sich, dass es zahlreichen Arbeitnehmern unmöglich ist, sich genügend gegen Krankheit zu versichern.

Angesichts dieser Sachlage wird der Regierungsrat eingeladen, das Nötige vorzukehren, damit der Arbeitnehmer ohne Mehrbelastung im Krankheitsfall den vollen Lohn erhält.)

IV.

Die Wichtigkeit der Erhaltung und Registrierung urgeschichtlicher Funde wird zwar heute von immer weiteren Kreisen anerkannt. Aber die Art und Weise, wie in unserem Kanton die Probleme der Archäologie bei der regen Bautätigkeit behandelt werden, ist nicht länger zu verantworten; auch ist das Historische Museum Bern nicht mehr imstande, die ihm bisher übertragene Aufgabe zu bewältigen. Deshalb wird die Regierung beauftragt, dafür zu sorgen, dass

1. bei Strassen- und Häuserbauten, Kirchenrenovationen usw. Funde von wissenschaftlicher Bedeutung den heutigen Grabungsmethoden entsprechend untersucht, konserviert, inventarisiert und der Öffentlichkeit zugänglich gemacht werden, damit nicht laufend unwiederbringliche Verluste entstehen;

2. die entsprechende Verordnung aus dem Jahr 1929 den heutigen Bedürfnissen angepasst wird.

12. September 1967

Grob
und 29 Mitunterzeichner

V.

Die Beschaffung des nötigen Gebrauchswassers wird für viele Gemeinden je länger je mehr zu einem fast unlösbaren Problem.

Müssen die Gebrauchswasser von benachbarten Gemeinden bezogen werden, so kommen sie der wassersuchenden Gemeinde so teuer zu stehen, dass der Verbraucher am hohen Wasserzins Anstoss nimmt.

Der Regierungsrat wird deshalb beauftragt, dem Grossen Rat Vorschläge zu unterbreiten, wie die Erschliessung und Nutzung von Gebrauchswasser in der Region oder im Gemeindeverband gefördert – oder überhaupt erst ermöglicht – werden kann.

13. September 1967

Kästli (Ostermundigen)
und 34 Mitunterzeichner

VI.

Le Conseil d'Etat est chargé de soumettre au Grand Conseil un projet de loi ayant pour but de régler le droit aux vacances des salariés dans le canton de Berne.

La réglementation suivante serait à envisager:

2 semaines de vacances de la 1ère jusqu'à la 4e année de service;

3 semaines de vacances dès la 5e année de service dans la branche, ou dès 28 ans d'âge révolus.

Les années d'apprentissage sont considérées comme années de service.

19 septembre 1967

Fraction du Parti socialiste:
Haegeli (Tramelan)
et 37 cosignataires

(Der Regierungsrat wird beauftragt, dem Grossen Rat eine Gesetzesvorlage zu unterbreiten, die den Ferienanspruch der Arbeitnehmer im Kanton

Bern regelt. Folgende Regelung des Ferienanspruches ist anzustreben:
2 Wochen Ferien im 1. bis 4. Dienstjahr;
3 Wochen Ferien ab 5. Dienstjahr in der gleichen Branche oder nach zurückgelegtem 28. Altersjahr.
Die Lehrjahre werden als Dienstjahre angerechnet.)

Werden auf den Kanzleitisch gelegt.

Eingelangt sind folgende

Postulate

I.

Lors du rejet de la motion demandant la création d'une commission de contrôle de l'utilisation des deniers publics (mai 1967), au nom de la Conférence des Présidents et de la Commission d'économie publique, il fut déclaré à la tribune que la Commission d'économie publique s'efforcerait à l'avenir d'atteindre les objectifs proposés par cette motion.

Or, nul n'ignore que la Commission d'économie publique est déjà surchargée. En conséquence, je prie le Conseil-exécutif, d'entente avec la Conférence des Présidents, de mettre à l'étude sa réorganisation éventuelle, de revoir la définition de ses tâches, et de lui accorder la faculté de demander la constitution de sous-commissions provisoires pour l'exames, chaquefois qu'elle le jugera nécessaire, de problèmes d'économie ou de projets de dépense très importants.

11 septembre 1967

Morand

(Bei der namens der Präsidentenkonferenz und der Staatswirtschaftskommission erfolgten Ablehnung der Motion betreffend die Bestellung einer Kommission zur Kontrolle und Verwendung der öffentlichen Gelder (Mai 1967), wurde vom Rednerpult aus erklärt, dass sich in Zukunft die Staatswirtschaftskommission bemühen werde, die in der obenerwähnten Motion aufgeführten Ziele zu erreichen.

Bekanntlich ist aber die Staatswirtschaftskommission bereits überlastet. Der Regierungsrat wird deshalb gebeten, im Einverständnis mit der Präsidentenkonferenz eine allfällige Reorganisation dieser Kommission sowie eine Neuumschreibung ihrer Aufgaben zu prüfen und sie zu ermächtigen, provisorische Subkommissionen zu bilden zur Beratung wirtschaftlicher Fragen oder wichtiger Ausgabenvorschläge, jedesmal wenn sie dies als notwendig erachtet.)

II.

Die starke Vermehrung des Steinwildes am Brienzergrat hat zu unliebsamen Vorkommnissen geführt.

Nebst den Aesungsschäden ist die durch das Steinwild verursachte Steinschlaggefahr ganz erheblich. Es kann dem Alppersonal, den Wildheuern und dem Personal der Wildbachverbauung nicht länger zugemutet werden, solchen Gefahren ausgesetzt zu sein. Leider wurde bereits weidendes Alpvieh durch Steinlawinen getroffen. Ebenso werden durch das Steinwild die Aufforstungsbestände der Wildbachverbauungen beschädigt.

Der Regierungsrat wird ersucht, in Zusammenarbeit mit dem Eidgenössischen Jagdinspektorat Massnahmen zu ergreifen, um den Bestand auf das tragbare Mass zu reduzieren. Sollten trotzdem irgendwelche Schäden eintreten, so wäre eine gerechte Entschädigung zu gewährleisten.

13. September 1967

Michel (Brienz)

III.

Ende 1959 hat der Staat die ca. 9 km lange, schmale und kurvenreiche Erizstrasse übernommen. Seither wurden rund 1,5 km mit grossem Kostenaufwand ausgebaut. Der Vollausbau der ganzen Strasse würde Millionen erfordern.

Da für den Ausbau der Verbindungsstrassen in den nächsten Jahren nur beschränkte Mittel zur Verfügung stehen werden, wird die Erizstrasse erst in vielen Jahren saniert sein.

Der rapid zunehmende Verkehr – im Sommer auch viele Sonntagsausflügler, im Winter zahlreiche Skifahrer – erheischt aber sofortige Vorkehren.

Der Regierungsrat wird eingeladen, folgende Massnahmen zu prüfen:

1. die engsten Stellen der Erizstrasse im Sinne einer Sofortmassnahme so zu sanieren, dass überall zwei Autos ohne anzuhalten kreuzen können;
2. die Strasse, ebenfalls als Sofortmassnahme, durch Anbringen einer Heissmischtragschicht staubfrei zu machen.

14. September 1967

Krähenbühl
und 8 Mitunterzeichner

IV.

La construction des autoroutes appelle des considérations de plusieurs ordres intéressant la qualité de l'exécution, la résistance et l'investissement financier.

Si la Confédération participe aux frais d'implantation et de construction, ce sont les cantons qui en assument les frais d'exploitation.

La Confédération opte pour des revêtements goudronnés un peu moins coûteux. Mais on sait qu'une telle infrastructure est beaucoup plus fragile que celle en béton, plus cher de 5 à 10 % seulement.

Comme l'entretien des routes en béton se révèle, économiquement, beaucoup plus avantageux, c'est-à-dire favorable aux finances cantonales, le Conseil-exécutif est invité à donner sa préférence à ce

procédé, d'autant plus qu'on a la possibilité de trouver le ciment dans le canton au lieu d'importer des matières premières de l'étranger.

19 septembre 1967

Parietti

(Beim Bau der Autobahnen sind verschiedene Belange zu berücksichtigen: Ausführungsart, Widerstandsfähigkeit, Kapitalanlage.

Während sich die Eidgenossenschaft an den Anlage- und Baukosten beteiligt, werden die Betriebskosten von den Kantonen übernommen.

Die Eidgenossenschaft zieht die etwas weniger kostspieligen Teerbeläge vor. Bekanntlich ist aber diese Infrastruktur viel weniger solid als diejenige aus Beton, welche nur 5 bis 10 Prozent teurer zu stehen kommt.

Da sich der Unterhalt der betonierten Strassen wirtschaftlich viel billiger, d. h. für die Finanzen des Kantons viel günstiger erweist, wird der Regierungsrat eingeladen, dieser Ausführungsart den Vorzug zu geben, um so mehr als die Möglichkeit besteht, das Zement im Kanton zu beschaffen, anstatt Rohmaterialien aus dem Ausland zu importieren.)

V.

Die Submissionsverordnung wird nach Angaben der Baudirektion gegenwärtig revidiert.

Es ist vorgesehen, den § 20 so zu verfassen, dass für Lieferungen an den Kanton Bern Angebote aus dem EFTA-Raum berücksichtigt werden können.

Nachdem man die Auswirkungen eines solchen Vorgehens auf eidgenössischer Ebene noch nicht kennt und im weitern noch keine kantonale Behörde diesen Schritt gewagt hat, wäre es sicher angezeigt, diesen Artikel aus der neuen Submissionsverordnung zu streichen.

Der Regierungsrat wird ersucht, diese Angelegenheit einer neuen Prüfung zu unterziehen.

19. September 1967

Hirsbrunner
und 25 Mitunterzeichner

Werden auf den Kanzleitisch gelegt.

Eingelangt sind folgende

Interpellationen

I.

Im Schweizerischen Handelsamtsblatt Nr. 186 vom 11. August 1967 hat das Handelsregisterbüro Bern was folgt veröffentlicht:

«Treibstoffversorgungsgenossenschaft des Personals der Staatsverwaltung in Bern (TVGB), in Bern. Unter dieser Firma besteht eine Genossenschaft. Sie bezweckt, ihren Mitgliedern durch die Erstellung und den Betrieb einer eigenen Anlage Treibstoff und dergleichen für ihre Fahrzeuge zu möglichst günstigem Preis abzugeben.»

Diese Gründung ist auf starke Kritik gestossen.

Eine Treibstoffversorgungsgenossenschaft des Personals der Staatsverwaltung entspricht keinem Bedürfnis und ist ganz offensichtlich gegen das Gewerbe gerichtet.

Der Regierungsrat wird ersucht, seine Stellungnahme bekanntzugeben, wobei es wohl im Interesse der Sache läge, wenn er mit den Genossenschaftern Rücksprache nehmen würde, um diese zu veranlassen, auf den Betrieb einer eigenen Treibstoffanlage zu verzichten.

11. September 1967

Gulotti

II.

Die Plazierung von Alkohol- und andern Gefährdeten und Strafentlassenen in Arbeitsstellen verursacht heute weniger Schwierigkeiten als die Besorgung von geeigneten Unterkünften. Fürsorgeorgane und Private haben oft grosse Mühe, für Massnahme- oder Strafentlassene einen geeigneten Platz für Kost und Logis zu finden.

Das Straucheln oder der Rückfall sind oft auf das Fehlen solcher Unterkünfte zurückzuführen.

Artikel 135 des Gesetzes über das Fürsorgewesen vom 3. Dezember 1961 sowie Artikel 139 und 58 des genannten Gesetzes schreiben vor, dass der Staat und die Gemeinden für solche Heime zu sorgen haben.

Auch Artikel 61 und 35 des GEV sehen solche Heime vor, um diesen Menschen zu helfen.

In Biel hat der Sozial-medizinische Dienst ein solches Heim mit Hilfe der Stadt eröffnet. Zuschüsse aus dem Alkoholzehntel helfen mit, das Heim und den Betrieb zu unterhalten.

In Bern und Umgebung fehlt ein solches Heim. Es sind aber Bestrebungen im Gange, ein Übergangsheim für Bern und Umgebung zu schaffen. Ich frage den Regierungsrat an, ob er solche Bestrebungen unterstützt und welche Hilfe solche Gemeinden oder Vereine vom Staat erwarten können.

13. September 1967

Eichenberger (Bolligen)
und 38 Mitunterzeichner

III.

Le 8 septembre 1966, la commission agricole de l'ADIJ invitait à Bienne les députés du Jura en vue d'une orientation sur le problème de l'agriculture dans le Jura.

Au cours de cette séance, la question des remaniements parcellaires et des investissements fut longuement évoquée. Mais l'assemblée émit particulièrement le vœu de la mise à disposition par la Direction de l'agriculture des crédits nécessaires en cas d'urgence, en l'occurrence reconstruction de domaines ou alimentation en eau de fermes de montagne.

Le Conseil-exécutif est-il prêt à donner l'aide qu'il convient dans les circonstances précitées?

13 septembre 1967

Fleury

(Die Landwirtschaftskommission der ADIJ hat auf 8. September in Biel die jurassischen Mitglieder des Grossen Rates zu einer Orientierung über die Lage der Landwirtschaft im Jura eingeladen. Im Verlaufe dieser Sitzung fand eine längere Aussprache über die Güterzusammenlegungen und Investitionen statt. Es wurde insbesondere gewünscht, die Landwirtschaftsdirektion möchte bei dringlichem Wiederaufbau von Heimwesen oder zur Wasserversorgung von Bergbauernhöfen die erforderlichen Kredite zur Verfügung stellen. Ist der Regierungsrat bereit, in solchen Fällen angemessene Hilfe zu leisten?)

IV.

Was man gemeinhin als sozialen Wohnungsbau bezeichnet, scheint durch das Bundesgesetz über Massnahmen zur Förderung des Wohnungsbaues vom 19. März 1965 aufs beste geregelt zu sein. Gemäss Artikel 7 Absatz 1 besteht die Bundeshilfe in der Ausrichtung jährlicher Beiträge an die, einschliesslich Landkosten, erforderlichen Gesamtinvestitionen. Absatz 2 geht noch weiter, wenn er bestimmt, dass für Alterswohnungen mit 1–2 Zimmern, für Invalidenwohnungen sowie für Wohnungen mit 5 und mehr Zimmern, die für kinderreiche Familien bestimmt sind, die Bundeshilfe bis auf 1 Prozent der Gesamtinvestitionen erhöht werden kann. Durch den Volksbeschluss über die Bereitstellung der finanziellen Mittel zur Förderung des Wohnungsbaues, der am 17. April 1966 mit 50 724 gegen 19 741 Stimmen in der Volksabstimmung gutgeheissen wurde, beteiligten sich der Kanton Bern und die Gemeinden massgebend an der Zinsverbilligung.

Ziffer 4 bestimmt: Die Gemeinde des Bauortes hat sich an den kantonalen Zinszuschüssen durch Übernahme eines Anteils von 30 bis 60 Prozent zu beteiligen.

Ist der Regierungsrat nicht auch der Meinung, dass diese letztere Bestimmung, erhärtet durch die Zustimmung des Volkes, absolut bindenden Charakter hat? Können Gemeinden diese absolut nötige Aufgabe – zur Schonung ihrer Mittel – einfach negieren?

Welche Rechtsmittel stehen gegebenenfalls dem Kanton zur Verfügung, um eine Gemeinde, die sich trotz der klaren gesetzlichen Bestimmungen weigert, für die Zinszuschüsse auf 20 Jahre hinaus aufzukommen, zu veranlassen, ihre Pflichten zu erfüllen?

Wie sieht der Regierungsrat weitere Möglichkeiten, den so notwendigen und dringenden sozialen Wohnungsbau (besonders für Alte und Invalide) zu erleichtern oder überhaupt zu ermöglichen?

14. September 1967

Kopp
und ein Mitunterzeichner

V.

Nachdem die Baudirektion im Auftrag des Regierungsrates seit längerer Zeit eine neue Submissionsordnung vorbereitet und die bisherige nicht mehr angewendet wird, besteht eine grosse Unsicherheit hinsichtlich der Vergebungspraxis der kantonalen Behörden.

Der Regierungsrat wird deshalb ersucht, dem Grossen Rat über folgende Fragen Auskunft zu erteilen:

1. Nach welchen Kriterien werden die Bauarbeiten an die Unternehmer vergeben?
2. Werden diese Kriterien von allen kantonalen Verwaltungsstellen einheitlich angewendet?
3. Sind die Gemeinden verpflichtet, sich bei subventionierten Bauten an die kantonalen Submissionsregeln zu halten?
4. Welche Gründe veranlassen die Baudirektion, bei Vergebung von Bauarbeiten die günstigste Offerte gelegentlich nicht zu berücksichtigen?

19. September 1967

Dr. Ueltschi

VI.

Depuis quelques années, la culture de la féverole s'est bien répandue, surtout dans la région du Jura où elle a donné de bons résultats.

Cette culture convient particulièrement bien au Jura. Elle supporte bien les conditions atmosphériques, et elle prospère jusqu'à une altitude de 800 m.

La féverole remplace, par conséquent, avantageusement n'importe quelle culture sarclée.

Jusqu'à aujourd'hui, il était imposé l'obligation de mélanger à la féverole 10 % d'avoine. Le Conseil-exécutif est-il prêt à supprimer cette obligation?

19 septembre 1967

Houriet

(Seit einigen Jahren hat sich der Anbau der Ackerbohne gut verbreitet, besonders im Jura, wo er zu günstigen Ergebnissen geführt hat.

Diese Planze eignet sich besonders gut für die klimatischen Verhältnisse des Jura, wo sie bis auf 800 m gedeiht.

Die Ackerbohne ersetzt deshalb vorteilhaft jede andere Hackfrucht.

Bis dahin war vorgeschrieben, der Ackerbohne 10 Prozent Hafer beizumischen. Ist der Regierungsrat bereit, diese Verpflichtung aufzuheben?)

VII.

En principe, l'éligibilité d'un maître d'école professionnelle est subordonnée à la possession du certificat de capacité délivré par la Confédération aux enseignants qui ont suivi le cours d'un an pour la formation de maîtres d'écoles professionnelles.

Or, dans certaines écoles professionnelles du Jura, on a nommé des maîtres n'ayant pas suivi le cours d'un an, tandis qu'on évinçait des candidats possesseurs du certificat fédéral obtenu après la fréquentation du cours requis.

Ce mode de procéder n'est, semble-t-il, ni légal, ni réglementaire.

Le Conseil d'Etat peut-il entériner cette manière de faire ou ne juge-t-il pas bon d'y mettre bon ordre?

19 septembre 1967

Graf
et 6 cosignataires

(Die Wählbarkeit eines Fortbildungsschullehrers hängt grundsätzlich vom Besitz eines Fähigkeitszeugnisses ab, welches die Eidgenossenschaft denjenigen Lehrern erteilt, die den Jahres-Ausbildungskurs für Fortbildungsschullehrer besucht haben.

Nun wurden an gewissen Fortbildungsschulen des Jura Lehrer gewählt, die den Kurs nicht besucht haben, während Inhaber des eidgenössischen Ausweises, die den erforderlichen Kurs absolviert haben, nicht berücksichtigt wurden.

Kann der Regierungsrat dieses Vorgehen, welches weder gesetzlich noch ordnungsgemäss zu sein scheint, billigen, oder hält er nicht dafür, dass hier Remedur geschaffen werden sollte?)

VIII.

Nach den Berichten der BVA haben sich in den letzten Jahren die Brandfälle in landwirtschaftlichen Liegenschaften insbesondere wegen Kurzschluss bei elektrischen Anlagen beunruhigend vermehrt.

Bedingt durch die hohen Baukosten erleiden die Betroffenen kaum gutzumachende Verluste. Der Regierungsrat wird daher höflich ersucht, darüber Auskunft zu geben, ob die Vorschriften über die Aufsicht den heutigen Verhältnissen noch entsprechen.

19. September 1967

Moser
und 11 Mitunterzeichner

IX.

Bekanntlich hat die Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren beschlossen, der Herbstschulbeginn sei in der ganzen Schweiz wenn möglich bis im Jahr 1972 einzuführen.

Demgegenüber sprach sich der Zentralvorstand des Schweizerischen Lehrervereins vor einiger Zeit eindeutig dagegen aus, da die geplante Neuregelung mindestens ebensoviele Nachteile mit sich bringe.

Ist der Regierungsrat nicht auch der Auffassung, dass den Argumenten der Gegner des Herbstschulbeginnes mehr Beachtung geschenkt werden sollte?

Ist es richtig, dass die Lehrervereine bei der Diskussion dieses Problems mehr oder weniger übergangen werden?

19. September 1967

Buchs (Stechelberg)
und 1 Mitunterzeichner

X.

Dem Vernehmen nach steht die Kläranlage der Stadt Bern vor ihrer Vollendung. Da die Frage der Klärschlamm-Deponie noch nicht gelöst ist, soll die Inbetriebsetzung der Anlage noch einige Zeit nicht möglich sein. Verhandlungen, auch mit kantonalen Instanzen, sind im Gange.

Die Bedeutung der Kläranlage Bern für die Sanierung der Gewässer unterhalb des Werks braucht nicht besonders begründet zu werden. Im Seeland wird mit Beunruhigung auf die Verzögerung in der Betriebsaufnahme hingewiesen.

Der Regierungsrat wird um Auskunft über den Stand der Angelegenheit ersucht. Welche Massnahmen werden getroffen, um eine Lösung zu beschleunigen?

19. September 1967

Leuenberger
und 4 Mitunterzeichner

Gehen an die Regierung.

Eingelangt sind folgende

Schriftliche Anfragen

I.

Wäre es nicht angezeigt, angesichts der Tatsache, dass der Kanton Bern 1966 die zweithöchste Anzahl Lotterien, nämlich 74, mit der Totalsumme von 69 Millionen, aufwies, in Zukunft mit den Bewilligungen sparsamer umzugehen? Schon Gotthelf bekämpfte das «Lötterlen», das dem kleinen Mann die sauer verdienten Batzen mit verschwindenden Gewinnchancen aus dem Sack locke.

11. September 1967

Dr. Sutermeister

II.

Prochainement, le Grand Conseil devra élire un nouveau conseiller aux Etats. Ce dernier devrait être le représentant du Jura.

Le Conseil-exécutif pense-t-il qu'il est normal que ce conseiller aux Etats soit nommé par les députés de l'ancien canton? Ces derniers étant en effet six fois plus nombreux que les députés du Jura, il est clair que les Jurassiens n'auront absolument rien à dire dans cette élection.

Le Conseil-exécutif est prié de dire ce qu'il pense de cette situation.

11 septembre 1967

Schaffter

(Der Grosse Rat wird demnächst ein neues Mitglied des Ständerates zu wählen haben. Dieses sollte der Vertreter des Jura sein.
Hält der Regierungsrat dafür, dass es richtig ist, wenn dieses Ständeratsmitglied durch die Grossräte des alten Kantonsteils gewählt wird? Da deren Zahl sechsmal höher ist als diejenige der Grossräte aus dem Jura, werden die Jurassier bei dieser Wahl praktisch nichts zu sagen haben.
Der Regierungsrat wird gebeten, hierüber seine Meinung bekanntzugeben.)

III.

In der Septembersession 1967 hat der Grosse Rat einen Kredit bewilligt zwecks Übernahme der Zinskosten für die Kredithilfe an sturmgeschädigte Waldbesitzer im Kanton Bern (Direktionsgeschäft Nr. 4232).
Anlässlich einer Zusammenkunft der Herren Regierungsräte Moser, Buri und Giovanoli sel. mit einer Gemeindedelegation von Lauterbrunnen wurde am 14. Mai 1963 den Vertretern von Lauterbrunnen ebenfalls ein solcher Zinserlass in Aussicht gestellt. Inzwischen hat die Forstdirektion jedoch dieses Begehren abgelehnt.
Der Regierungsrat wird deshalb höflich ersucht, über diese Angelegenheit Auskunft zu geben.

13. September 1967

Buchs (Stechelberg)

IV.

On sait que l'âge d'entrée aux écoles d'infirmières est fixé à 18 ans. Si cette limite d'âge se justifiait autrefois, elle ne semble plus en rapport avec l'évolution et les exigences modernes. Il en résulte d'ailleurs un certain déficit dans les vocations qui se diluent pendant les périodes d'attente.
Le Conseil-exécutif n'est-il pas d'avis que le moment serait venu de rapporter cette exigence d'autant plus que le dernier rapport de gestion de la Direction de l'hygiène publique fait état d'un manco de 200 infirmières pour l'ensemble du canton?

14 septembre 1967

Parietti

(Bekanntlich ist für den Eintritt in die Pflegerinnenschulen ein Mindestalter von 18 Jahren vorgeschrieben. Diese Altersgrenze war früher berechtigt, sie scheint aber nicht mehr im richtigen Verhältnis zur Entwicklung und zu den heutigen Anforderungen zu sein. Übrigens entsteht infolge der Wartezeit ein gewisser Verlust an Bewerberinnen.
Ist der Regierungsrat nicht der Auffassung, dass es an der Zeit wäre, auf dieses Erfordernis zurückzukommen? Dies um so mehr, als nach dem letzten Verwaltungsbericht der Direktion des Gesundheitswesens im ganzen Kanton insgesamt 200 Krankenschwestern fehlen.)

V.

En 1966, l'Etat de Berne s'est rendu acquéreur de la ferme des Champs Fallats à St-Ursanne. Le bail avec l'ancien propriétaire devenu locataire expirant l'année prochaine, le Conseil-exécutif n'estime-t-il pas que l'affectation de ce domaine devrait être envisagée dans le cadre de la protection des rives du Doubs et servir éventuellement de dégagement, voire de terrains à bâtir moyennant arrangement avec la commune de St-Ursanne complètement dépourvue de chésaux?

14 septembre 1967

Parietti

(Im Jahre 1966 hat der Staat Bern den Hof Champs Fallats zu St-Ursanne erworben. Der mit dem ehemaligen Besitzer und nunmehrigen Mieter abgeschlossene Vertrag läuft nächstes Jahr ab. Hält der Regierungsrat nicht dafür, dass dieser Gutsbesitz – im Einvernehmen mit der Gemeinde St-Ursanne, die gar kein Bauland besitzt – im Rahmen des Uferschutzes des Doubs eventuell als Erweiterungsgelände bzw. als Bauland verwendet werden sollte?)

VI.

Anlässlich unserer Schriftlichen Anfrage betreffend Disziplinarrüge in der Affäre Kobi-Freudiger wurde in der Presse die Zeugenaussage von Herrn Regierungsrat Huber aus jenem Prozess zitiert, «dass Geschenke und Einladungen an seine Beamten nicht so selten vorkommen». Sind diese doch etwas bedenklichen und die Öffentlichkeit beunruhigenden Missstände seither wirksam abgestellt worden? Wo hören die «Human Relations» im Baugewerbe auf und wo beginnt die Beeinflussung? Man spricht in den eingeweihten Kreisen etwas vage von einer «Tagesration» als erträglicher Limite. Demgegenüber ist Artikel 16 des bernischen Beamtengesetzes kategorischer, indem es jede Zuwendung für erwiesene oder erwartete Gegendienste verbietet. Beide Varianten kamen aber im vorliegenden Fall F. und K. vor, doch wurde nur der eine (nach unserer Schriftlichen Anfrage mit 6jähriger Verspätung) gerügt. Freilich muss zugegeben werden, dass die betreffenden «Zuwendungen» kaum eine «Tagesration» überschritten. Auf der andern Seite erhielt Kobi seither vom Baudepartement keine Aufträge mehr, obwohl er seinerzeit mit seinen «Aufmerksamkeiten» nur einen normalen Tarif erreichen wollte. Als Auslandschweizer ohne eidgenössisches Diplom liess man ihn nämlich vorher zum halben Tarif arbeiten. Wäre also angesichts dieser von der Presse lautstark aufgeriffenen, an sich recht banalen Vorkommnisse nicht eine rigorosere Praxis am Platze,

um weiteren Diskriminierungen unseres Baudepartementes vorzubeugen?

18. September 1967

Dr. Sutermeister

VII.

En qualité d'actionnaire de la Swissair, le canton de Berne reçoit des bons de voyage gratuits. Le Conseil-exécutif peut-il dire l'usage qu'il en fait?

18 septembre 1967

Grimm

(Als Aktionär der Swissair erhält der Kanton Bern Gratisreisebons. Kann der Regierungsrat sagen, welchen Gebrauch er davon macht?)

VIII.

Artikel 5 des Gesetzes über das Feuerwehrwesen und die Abwehr von Elementarschäden vom 6. Juli 1952 regelt die Pflicht zur Dienstleistung in der Feuerwehr respektive zur Entrichtung einer jährlichen Ersatzsteuer. Das dazugehörige Dekret vom 26. Mai 1953 sagt, die Dauer der Ersatzpflicht sei gleich lang wie (§ 14) der aktive Dienst der Mannschaft. Und schliesslich bestimmt § 15 des Dekretes, für die Veranlagung der Pflichtersatzsteuer fallen Einkommen und Vermögen der Ehefrau oder unmündiger Kinder ausser Betracht. Beide Bestimmungen (§§ 14 und 15) bereiten gewisse Schwierigkeiten in der Durchführung.

1. Der Bezug der Ersatzsteuer beschränkt sich logischerweise auf die Zeitdauer der Wohnsitznahme des Pflichtigen in einer Gemeinde, wird somit (in der Regel) pro rata temporis berechnet. In Gemeinden mit sehr vielen Mutationen verursacht diese Berechnung gehörig Arbeit; vielfach sind Rückfragen in der frühern Wohngemeinde nötig um abzuklären, ob dort die ganze oder ein Teil der Steuer bezogen worden ist. Nachdem sich die Gemeinden in zunehmendem Masse für die Erstellung der Steuerrechnungen der kantonalen Datenverarbeitungsanlage anschliessen, sollte die Prorata-Berechnung fallen gelassen werden können.

2. Die Ausscheidung von Vermögen und Einkommen aus Vermögen der Ehefrau ist auf Grund der Steuererklärung nicht möglich und würde besondere Erhebungen bedingen. Angesichts des gering zu veranschlagenden Effektes dieser Berücksichtigung ist eine solche Arbeit sowohl unwirtschaftlich wie auch problematisch. Diese Bestimmung müsste überarbeitet werden.

Ist der Regierungsrat nicht auch der Ansicht, die §§ 14 und 15 des Dekretes sollten überprüft und den heutigen Verhältnissen angepasst werden?

18. September 1967

Dr. Staender

IX.

Le paiement des primes et des montants des contrats d'élevage se fait habituellement après un long délai d'attente. Je demande au gouvernement s'il ne serait pas possible que les primes aux agriculteurs soient versées dans un délai plus court.

19 septembre 1967

Houriet

(Die Ausrichtung der Prämien und Zuchtvertragsbeträge erfolgt jeweils nach langer Wartezeit. Der Regierungsrat wird um Auskunft ersucht, ob die Prämien den Landwirten nicht innert kürzerer Frist ausbezahlt werden könnten.)

X.

Lors de la discussion qui avait précédé la décision au sujet de l'usine atomique de Mühleberg, j'avais demandé que des renseignements complets soient fournis quant au traitement des déchets, le rapport qui nous avait été soumis se bornant à faire mention de l'observation des prescriptions fédérales en la matière.

Le conseiller d'Etat Moser m'avait alors donné l'assurance que l'opinion publique serait informée sur ce point.

Le Conseil-exécutif peut-il préciser ce qui a été entrepris pour renseigner la population quant aux précautions prises?

19 septembre 1967

Villard

(Bei der Diskussion vorgängig des Beschlusses betreffend das Atomkraftwerk Mühleberg habe ich vollständige Auskunft verlangt bezüglich der Behandlung der Abfälle, da im vorgelegten Bericht lediglich die Innehaltung der einschlägigen eidgenössischen Vorschriften erwähnt war.

Herr Regierungsrat Moser hat mir damals zugesichert, dass die Öffentlichkeit über diesen Punkt orientiert würde.

Kann der Regierungsrat Aufschluss geben, was unternommen wurde, um die Bevölkerung von den getroffenen Vorsichtsmassnahmen in Kenntnis zu setzen?)

XI.

L'article 17 de la Constitution cantonale relatif à la reconnaissance des langues officielles utilisées dans le canton et aux publications faites en allemand et en français par la Chancellerie est correctement appliqué.

Cependant, il arrive encore que les membres de commissions parlementaires ou extra-parlementaires reçoivent des projets ou des rapports complémentaires rédigés uniquement en allemand.

Le Conseil-exécutif est-il prêt à prendre toutes mesures utiles pour remédier aux lacunes mentionnées et permettre ainsi aux membres de commis-

sions de langue française d'être parfaitement informés et de pouvoir participer avec profit aux délibérations?

19 septembre 1967

Gobat

(Artikel 17 der Staatsverfassung betreffend die anerkannten Landessprachen und die durch die Staatskanzlei in deutscher und französischer Sprache abgefassten Veröffentlichungen wird richtig angewendet.

Es kommt immerhin noch vor, dass die Mitglieder von parlamentarischen und ausserparlamentarischen Kommissionen Entwürfe oder zusätzliche Berichte nur deutsch erhalten.

Ist der Regierungsrat bereit, das Nötige vorzukehren, um die obenerwähnten Mängel zu beheben, damit die französischsprechenden Kommissionsmitglieder vollständig orientiert werden und an den Verhandlungen gewinnbringend teilnehmen können?)

Gehen an die Regierung.

Le Président. Nous voici arrivés au terme de cette session dont la matière principale a été constituée par l'examen du rapport de gestion de l'année 1966. Nous avons en outre traité une loi en 2ème lecture, 4 décrets, 96 affaires de direction, 13 motions, 12 postulats, 18, interpellations, 18 questions écrites, 84 naturalisations, 20 recours en grâce.

Par suite de la maladie de M. le Conseiller d'Etat Moser, nous n'avons pas pu traiter le décret sur les impôts paroissiaux ni les 6 motions relevant de la Direction des finances. Toutes ces affaires viendront s'ajouter à l'ordre du jour de notre prochaine session qui s'annonce particulièrement chargée. Je vous prie en conséquence de prendre vos dispositions pour une longue session de novembre. En raison de l'importance de la matière, les groupes pourront tenir une séance avec jeton de présence avant la session.

En terminant, je me plais à relever le bon esprit qui a régné au cours des délibérations et je vous sais gré de l'indulgence et de la patience que vous avez témoignées à votre président welche et je vous en remercie.

Je remercie également les membres du Gouvernement, le Chancelier, les traducteurs et les sténographes, l'huissier cantonal, ses aides et toutes les personnes qui par leurs services et leurs prévenance facillitent nos travaux parlementaires.

Je vous souhaite de passer un agréable automne en espérant de vous retrouver en excellente santé et en pleine forme le 6 novembre.

Euch allen wünsche ich eine glückliche Heimkehr und alles Gute bis zur Novembersession.

La session est close.

Schluss der Sitzung und Session um 13 Uhr

Der Redaktor:

W. Bosshard